ST/LEG/SER.C/38

NATIONS UNIES ANNUAIRE JURIDIQUE 2000

NATIONS UNIES • NEW YORK, 2007

ST/LEG/SER.C/38

PUBLICATION DES NATIONS UNIES

Numéro de vente : F.04.V.1

ISBN 978-92-1-233396-0

Copyright © Nations Unies, 2007
Tous droits réservés
Reproduit aux États-Unis d'Amérique

TABLE DES MATIÈRES

Page

AVANT-PROPOS xviii

SIGLES xix

Première partie.—Statut juridique de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

CHAPITRE PREMIER.—TEXTES LÉGISLATIFS CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

Espagne 3

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE—PRÉSENTATION DES MOTIFS VISANT À AUTORISER LA RATIFICATION DU STATUT DE L'ESPAGNE 3

CHAPITRE II.—DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES .....

A.—DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES 11

1. Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 11

2. Accords relatifs aux installations et aux réunions 11

a) Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande relatif à l'Institut international pour le commerce et le développement. Signé à Bangkok le 17 février 2000 11

b) Échange de lettres constituant un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas relatif aux arrangements concernant la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, devant se tenir à La Haye du 23 au 25 mars 2000. Signé à Genève les 9 et 18 février 2000 17

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

c) Échange de lettres constituant un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement suédois relatif au dixième Stage international de formation sur l'enseignement de la télédétection aux enseignants, organisé en coopération avec le Gouvernement suédois. Signé à Vienne, le 23 février 2000 et le 4 avril 2000 21

d) Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement suédois en vue du détachement de personnel auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Signé à La Haye le 28 avril 2000 24

e) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la République démocratique du Congo concernant le statut de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. Signé à Kinshasa le 4 mai 2000 29

f) Accord devant régir les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Signé à New York, le 26 mai 2000 44

g) Protocole de coopération technique entre l'Organisation des Nations Unies (Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, établie au Brésil—Accord de coopération des Nations Unies) et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. Signé à Dili, le 22 juillet 2000 52

h) Accord entre le Royaume de Swaziland et l'Organisation des Nations Unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal international pour le Rwanda. Signé à Mbabane le 30 août 2000 54

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

3. Accords relatifs au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés 60

   Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies (Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) et le Gouvernement de la République tchèque. Signé à Prague le 8 février 2000 60

B. — DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES 66

1. Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947 66
2. Organisation internationale du Travail 67

   Échange de lettres entre le Directeur général du Bureau international du Travail et le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam concernant la conclusion d'un accord provisoire en vue de l'établissement d'un bureau de l'OIT à Hanoi. Signé à Genève le 15 août 2000 67
3. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture 68

   Accords relatifs à des conférences, séminaires et autres réunions 68
4. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel 69

   a) Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de Colombie concernant l'établissement d'un bureau régional de l'ONUDI en Colombie. Signé le 22 mai 2000 69

   b) Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République libanaise concernant l'établissement d'un bureau régional de l'ONUDI à Beyrouth, pour les pays arabes. Signé le 3 juin 2000 69

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

Deuxième partie.—Activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

CHAPITRE III.—APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS JURIDIQUES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A.—APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS JURIDIQUES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES 73

1. Désarmement et questions connexes 73
2. Autres questions politiques et de sécurité 81
3. Questions de caractère écologique, économique, social, humanitaire et culturel 84
4. Droit de la mer 99
5. Cour internationale de Justice 102
6. Commission du droit international 150
7. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international 158
8. Questions juridiques examinées par la Sixième Commission de l'Assemblée générale et par des organes juridiques spéciaux 161
9. Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche 168

B.—APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS JURIDIQUES DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES 169

1. Organisation internationale du Travail 169
2. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture 174
3. Organisation mondiale de la santé 176
4. Banque mondiale 179
5. Organisation de l'aviation civile internationale .. 181
6. Union postale universelle 183
7. Organisation météorologique mondiale 184
8. Organisation maritime internationale 190
9. Organisation mondiale de la propriété intellectuelle 206
10. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel 212
11. Agence internationale de l'énergie atomique 214

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

12. Organisation mondiale du commerce 218

CHAPITRE IV. — TRAITÉS RELATIFS AU DROIT INTERNATIONAL CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — TRAITÉS RELATIFS AU DROIT INTERNATIONAL CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES 261

1. Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques à la Convention sur la diversité biologique. Signé à Montréal le 29 janvier 2000 261

2. Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication des enfants dans les conflits armés. Fait à New York le 25 mai 2000 287

3. Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Fait à New York le 25 mai 2000 293

4. Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN). Fait à Genève le 26 mai 2000 302

5. Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Fait à New York le 15 novembre 2000 316

6. Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Fait à New York le 15 novembre 2000 . 351

7. Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Fait à New York le 15 novembre 2000 362

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

CHAPITRE V. — DÉCISIONS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — DÉCISIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES 379

1. Jugement n° 951 (28 juillet 2000) : Al-Khatib contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 379

   Licenciement dans l'intérêt de l'Office — L'expression «l'intérêt de l'Office» ne doit pas être interprétée au sens strict — Il y a lieu d'invoquer les dispositions du Statut et du Règlement du personnel relatives aux allégations de faute — Question de ternir la bonne réputation de l'Office — Question de la perte de confiance de l'Office à l'égard du requérant 379

2. Jugement n° 954 (28 juillet 2000) : Saaf contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 381

   Requête contestant la mutation et la cessation de service pour cause d'excédent de personnel — La mutation ne doit pas faire l'objet d'abus de pouvoir — Question de mesure disciplinaire déguisée — Question de suppression de poste fictif — Question de mesures appropriées pour réaffecter le fonctionnaire — Question de procédure irrégulière ayant causé un préjudice moral 381

3. Jugement n° 960 (2 août 2000) : Qasem contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient 384

   Licenciement pour faute — Question de la composition irrégulière de la commission d'enquête — Licenciement dans l'intérêt de l'Office/Organisation — Preuves indirectes — Opinion dissidente concernant des circonstances exceptionnelles justifiant l'octroi d'une indemnité supplémentaire 384

Page

4. Jugement n° 974 (17 novembre 2000) : Robbins contre le Secrétaire général des Nations Unies.... 386

   Montant d'indemnité insuffisant—Aucun droit à promotion—Question d'indemnité 386

5. Jugement n° 981 (21 novembre 2000) : Masri contre le Secrétaire général des Nations Unies..... 388

   Non-renouvellement de contrat pour omission de renseignements dans la notice personnelle—Disposition 104.10, *a* du Règlement du personnel relative à l'engagement d'un membre de la même famille—Disposition 104-12 *b*, ii du Règlement du personnel qui stipule qu'un engagement pour une durée déterminée ne donne pas droit automatiquement à une prolongation ou à une nomination d'un type différent—Le non-renouvellement ne peut pas être fondé sur des motifs illicites—Délai dans le retard du défendeur à répondre au recours 388

6. Jugement n° 983 (21 novembre 2000) : Idriss contre le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient..... 390

   Licenciement pour faute—Divulgation de l'identité de témoins—Question de savoir si la Commission paritaire de recours disposait d'informations suffisantes pour évaluer convenablement et indépendamment la procédure—Opinion dissidente concernant l'indemnité 390

7. Jugement n° 987 (22 novembre 2000) : Edongo contre le Secrétaire général des Nations Unies.... 393

   Renvoi sans préavis pour faute grave—Jurisprudence concernant des décisions en matière disciplinaire—Charge de la preuve dans les affaires disciplinaires—Disposition 110.2, *a* et *b* du Règlement du personnel et article II.4 de l'instruction administrative ST/AI/371, relatifs à la suspension 393

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

B. — DÉCISIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL 396

1. Jugement n° 1897 (3 février 2000) : affaires Cervantes (n° 4), Kagermeier (n° 5) et Munnix (n° 2) contre l'Organisation européenne des brevets ... 396

Requête portant sur la prolongation de l'engagement de membres du personnel au-delà de l'âge limite de la retraite — Possibilité pour des représentants du personnel de former un recours — Question d'égalité de traitement — Question d'un amendement au Règlement du personnel — Exceptions au Statut — Une extension ne peut être écartée à posteriori — Question d'imposer une pénalité à l'Organisation .. 396

2. Jugement n° 1929 (3 février 2000) : affaire Beaucent contre l'Union postale universelle..... 399

Requête contre une mutation — Examen du Tribunal de la décision discrétionnaire de muter un fonctionnaire — Mutation d'office de nature disciplinaire — Question de préjudices financiers et moraux 399

3. Jugement n° 1961 (12 juillet 2000) : affaire Cody contre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel..... 402

Suppression d'un poste et cessation de service — Assignation des fonctions d'un poste supprimé à d'autres membres du personnel — Efforts de redéploiement — Question de notification préalable de la suppression d'un poste adressée à un membre du personnel — Question de trouver une solution pour le fonctionnaire à deux ans d'une retraite anticipée 402

4. Jugement n° 1968 (12 juillet 2000) : affaire Concannon contre l'Organisation européenne des brevets 404

Page

Requête contre la promotion d'un autre fonctionnaire—Retard du défendeur dans l'examen du recours—Question de considérer l'autre fonctionnaire comme un cas exceptionnel—Limite du pouvoir discrétionnaire du Président de recommander des promotions 404

5. Jugement n° 1969 (12 juillet 2000) : affaire Wacker contre l'Organisation européenne des brevets 406

Requête pour changement de lieu de foyer en vue du congé dans les foyers—Limitation d'une décision de nature discrétionnaire—La révision du lieu de foyer en vue du congé dans les foyers est une mesure exceptionnelle 406

6. Jugement n° 1983 (12 juillet 2000) : affaire Gomes Pedrosa contre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel 408

Non-renouvellement d'un contrat de courte durée—Questions de recevabilité—Les raisons pour le non-renouvellement doivent être communiquées dans un délai raisonnable—Jugement n° 946, affaire *Fernandez-Caballero* (les raisons doivent être communiquées dans le cas où un fonctionnaire souhaite former un recours) 408

7. Jugement n° 1987 (12 juillet 2000) : affaire Dunseth et Mattmann contre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques 412

Refus de reclasser des postes—La compétence du Directeur général pour procéder au reclassement de postes—Différence entre le reclassement d'un poste et la promotion à un nouveau grade 412

8. Jugement n° 1994 (12 juillet 2000) : affaire Hebert contre l'Organisation européenne des brevets 414

Requête contre le relèvement de la contribution propre pour avoir droit à l'allocation pour personne à charge—Effet d'une ordonnance de la juridiction nationale concernant l'entretien sur la détermination des Nations Unies de son allocation pour personnes à charge 414

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

C.—DÉCISIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA BANQUE MONDIALE 417

1. Décision n° 217 (28 janvier 2000) : William L. Visser contre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement..... 417

   Non-renouvellement d'un contrat de courte durée—Question du droit de renouvellement d'un contrat de consultant de courte durée—Question de motif invoqué à l'appui d'un non-renouvellement—Question concernant le mandat écrit—Droit à une évaluation équitable du rendement professionnel—Questions de traitement inéquitable 417

2. Décision n° 225 (28 janvier 2000) : Paul Zwaga contre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement..... 423

   Non-confirmation et résiliation d'un contrat de durée déterminée—Période de stage—La décision de confirmation d'un tel engagement relève du pouvoir discrétionnaire—Question de savoir si une procédure régulière a été respectée : avertissements, possibilité de se défendre soi-même, orientation adéquate en vue d'un candidat externe—Dommages pour préjudices vraiment subis 423

3. Décision n° 227 (18 mai 2000) : Bahram Mahmoudi (n° 2) contre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement 428

   Poste excédentaire—Examen limité d'une décision relative à une situation de personnel excédentaire—Norme pour déclarer un excédent de personnel en raison d'une redéfinition de poste (par. 8.02, *c*)—Question de sous-emploi et de suppression de poste—Recours approprié pour abus de pouvoir grave—Question de la présentation défectueuse de l'affaire du requérant 428

D.—DÉCISION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL 430

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

CHAPITRE VI. — CHOIX D'AVIS JURIDIQUES DES SECRÉTARIATS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — AVIS JURIDIQUES DU SECRÉTARIAT DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (PUBLIÉS OU ÉTABLIS PAR LE BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES) 433

Maintien de la paix

1. Divulgation du rapport de la Commission d'enquête aux proches parents d'un militaire (28 novembre 2000) 433

2. Question de savoir si la force aérienne et la marine d'un État participant au déploiement du contingent d'un État dans une zone de mission de l'Organisation des Nations Unies peuvent bénéficier du statut d'experts en mission — Article 5.1 et article 7 de l'annexe A du Mémorandum d'accord type — Résolution du Conseil de sécurité 1320 (2000) 435

Personnel

3. Demande d'indemnité pour personne à charge — Admissibilité d'enfants en situation de famille (disposition 103.24 du règlement du personnel et instruction administrative ST/IC/1996/40) [26 janvier 2000] 437

4. La Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline peuvent-ils examiner les dossiers du bureau des services de contrôle interne — Disposition sur la confidentialité relative à l'établissement de rapport d'un fonctionnaire du Bureau des services de contrôle interne (27 janvier 2000) 440

5. Emploi d'anciens fonctionnaires chargés des achats à l'Organisation des Nations Unies par des fournisseurs de l'Organisation et vice versa — Sanctions contre d'anciens fonctionnaires et des entreprises qui engagent des fonctionnaires contrevenants — Conflits d'intérêts (26 mai 2000)..... 444

Page

Privilèges et immunités

6. Saisie illégale de biens appartenant à l'UNICEF pour exécuter l'ordonnance d'un tribunal—Immunité des Nations Unies contre des actions civiles—Arbitrage—Article VIII, section 29, *a* de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (2 février 2000) 451

7. Statut des assistants de recherche à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (3 avril 2000) 454

Questions procédurales et institutionnelles

8. Participation d'observateurs au Comité spécial en vue d'élaborer des conventions internationales pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et les actes de terrorisme nucléaire—Droit d'assister ou de participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale (15 février 2000) 456

9. Statut des membres du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires—Certificats de voyage des experts en mission (24 février 2000) 457

10. Proposition de participation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en qualité de fondateur d'une tutelle au Mexique (23 mars 2000) 460

11. Définition des « organismes apparentés des Nations Unies » relativement au statut du Corps commun d'inspection, des organismes et organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies—Question de savoir si ces organismes doivent se conformer aux dispositions du statut (5 avril 2000) 463

12. Pouvoir du Secrétaire général d'amender le statut de l'UNITAR—Question de savoir si les associés principaux à plein temps peuvent être dotés du statut de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies (27 avril 2000)..... 468

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

13. Statut, privilèges et immunités en vertu du droit international de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York (5 mai 2000) 470

14. Accréditation d'organisations non gouvernementales dans le cadre de réunions préparatoires régionales—Résolution 1996/31 du Conseil économique et social (21 juillet 2000) 473

15. Statut d'observateur pour l'Union interparlementaire à l'Assemblée générale—Procédures pour les organisations intergouvernementales en vue d'obtenir le statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies—Question de savoir si le Secrétaire général peut intervenir dans le processus (2 octobre 2000) 475

16. Signification de l'expression « fonctionnaires » de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (7 décembre 2000) 477

17. Applicabilité des lois locales aux locaux de l'Organisation des Nations Unies—Accord relatif au siège de 1947 de l'Organisation des Nations Unies—Codes du bâtiment (11 décembre 2000) 478

B.—AVIS JURIDIQUES DES SECRÉTARIATS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES 480

Troisième partie.—Décisions judiciaires relatives à des questions concernant l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales qui lui sont reliées

CHAPITRE VII.—DÉCISIONS ET AVIS CONSULTATIFS DE TRIBUNAUX INTERNATIONAUX 483

CHAPITRE VIII.—DÉCISIONS DE TRIBUNAUX NATIONAUX 484

Quatrième partie.—Bibliographie

BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES 487

A.—ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL EN GÉNÉRAL 488

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

Page

1. Ouvrages généraux 488
2. Ouvrages concernant des questions particulières 488

B.—ORGANISATION DES NATIONS UNIES 493

1. Ouvrages généraux 493
2. Ouvrages concernant certains organes 494
   - Cour internationale de Justice 494
   - Secrétariat 496
   - Conseil de sécurité 496
   - Forces des Nations Unies 497
3. Ouvrages concernant des questions ou activités particulières 498
   - Droit aérien et spatial 498
   - Sécurité collective 498
   - Arbitrage commercial 499
   - Relations diplomatiques 499
   - Définition de l'agression 499
   - Désarmement 499
   - Questions relatives à l'environnement 500
   - Financement 502
   - Droits de l'homme 502
   - Droit administratif international 505
   - Droit pénal international 505
   - Droit économique international 510
   - Terrorisme international 510
   - Droit commercial international 511
   - Voies d'eau internationales 511
   - Intervention 512
   - Droit de la mer 513
   - Droit des traités 515
   - Droit de la guerre 516
   - Maintien de la paix 518
   - Adhésion et représentation 519
   - Namibie 519
   - Ressources naturelles 519
   - Organisations non gouvernementales 520
   - Règlement pacifique des différends 520

Page

Questions politiques et de sécurité 520

Développement progressif et codification du droit international (en général) 521

Reconnaissance des États 521

Réfugiés 521

Primauté du droit 522

Légitime défense 522

Libre détermination 522

Responsabilité des États 523

Souveraineté des États 524

Succession d'États 524

Commerce et développement 524

Emploi de la force 524

C. — Organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies 525

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture 525

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce 525

Agence internationale de l'énergie atomique 525

Organisation de l'aviation civile internationale .. 526

Organisation internationale du Travail 526

Fonds monétaire international 526

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture 526

Banque mondiale 526

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements 526

Organisation mondiale de la santé 527

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle 527

Organisation mondiale du commerce 527

AVANT-PROPOS

Par sa résolution 1814 (XVII) du 18 décembre 1962, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de publier un *Annuaire juridique* dans lequel figureraient des documents de caractère juridique se rapportant à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales qui lui sont reliées et, par sa résolution 3006 (XXVII) du 18 décembre 1972, elle a apporté certains aménagements au contenu de l'*Annuaire*.

Le chapitre premier et le chapitre II du présent volume, trente-huitième de la série, renferment, respectivement, des textes législatifs et des dispositions conventionnelles concernant le statut juridique de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées. À quelques exceptions près, les textes législatifs et les dispositions conventionnelles qui figurent dans ces deux chapitres sont entrés en vigueur en 2000.

Le chapitre III contient un aperçu général des activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées. Chaque organisation a préparé la section la concernant.

Le chapitre IV est consacré aux traités relatifs au droit international qui ont été conclus sous les auspices des organisations intéressées pendant l'année considérée, qu'ils soient ou non entrés en vigueur au cours de cette année. En adoptant ce critère, on a voulu remédier dans une certaine mesure aux difficultés que crée le délai parfois considérable qui s'écoule entre la conclusion des traités et leur publication, une fois entrés en vigueur, dans le *Recueil des Traités des Nations Unies*.

Enfin, la bibliographie, qui est préparée, sous le contrôle du Bureau des affaires juridiques, par la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, énumère les ouvrages et articles de caractère juridique publiés en 2000.

À l'exception des textes législatifs et des décisions judiciaires figurant au chapitre premier qui, sauf indication contraire, ont été communiqués par les gouvernements à la demande du Secrétaire général, tous les documents publiés dans l'*Annuaire juridique* ont été fournis par les organisations intéressées.

SIGLES

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BSCI	Bureau des services de contrôle interne
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CIJ	Cour internationale de Justice
CIRDI	Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
Habitat	Conférence des Nations Unies sur les établissements humains
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
JAB	Commission paritaire de recours
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques

OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PAHO	Organisation panaméricaine de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUCID	Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SFI	Société financière internationale
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UPU	Union postale universelle

Première partie

STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

Chapitre premier

TEXTES LÉGISLATIFS CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

Espagne

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE—PRÉSENTATION DES MOTIFS VISANT À AUTORISER LA RATIFICATION DU STATUT DE L'ESPAGNE[1]

I

Le 17 juillet 1988, la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies convoquée à cette fin par l'Organisation des Nations Unies et réunie à Rome, a adopté le Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Le Statut a été signé par l'Espagne, ainsi que par un certain nombre d'autres pays, à la fin de la Conférence, le 18 juillet.

Le Statut de Rome représente l'aboutissement d'une série d'efforts et de négociations qui remontent pratiquement à la création des Nations Unies, et qui se sont poursuivis, les uns après les autres, au cours des 50 dernières années, dans une plus ou moins large mesure.

Par conséquent, suite aux précédents tribunaux militaires internationaux de Nuremberg et de Tokyo, créés en 1945 et 1946, respectivement, afin de juger les principaux chefs allemands et japonais accusés de « crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité », l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, en 1948, la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et a créé un Comité spécial chargé d'élaborer le statut d'une cour pénale internationale permanente, lequel a par la suite, entre 1951 et 1953, rédigé un projet.

Aux termes de la décision 1971, la Cour internationale de Justice à La Haye a estimé que la Convention contre le génocide de 1948 faisait partie du droit international coutumier. Plus tard, l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 3074 (XXVIII) du 3 décembre 1973 déclarait que les crimes contre l'humanité feraient l'objet de poursuites et ne resteraient pas impunis. Ces efforts conjugués dans le domaine de la législation, de la doctrine et de la jurisprudence établissaient les bases d'une protection efficace des droits de l'homme dans l'arène internationale, rompant avec les anciennes théories du droit pénal, à sa-

voir le principe de territorialité dans le droit pénal, fondé sur la notion de souveraineté nationale, ce qui conduit à un nouveau principe de juridiction universelle.

Après la fin de la guerre froide, les Nations Unies ont repris le thème et ont demandé à la Commission du droit international de rédiger le Statut de Rome de la Cour pénale internationale et le projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Ces projets de loi ont été présentés par la Commission en 1994 et 1996, respectivement, et, après avoir été révisés, développés et complétés par un comité composé de représentants de gouvernements, ils ont constitué la base de travail pour les travaux de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies qui s'est tenue à Rome.

Parallèlement à ce processus, d'autres initiatives ont émergé ces dernières années. Elles sont moins ambitieuses mais très importantes dans la mesure où elles constituent des précédents pour la Cour pénale internationale. Il s'agit, par exemple, des tribunaux internationaux créés en 1993 et 1994 par le Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les poursuites de personnes responsables de violations graves du droit international humanitaire commises en ex-Yougoslavie et au Rwanda, respectivement.

À la suite de toutes ces initiatives, la Conférence de Rome, après de larges et intenses négociations, a été en mesure de compléter la rédaction du Statut, dont le texte a été approuvé par 120 voix (y compris tous les pays de l'Union européenne et la majorité des pays occidentaux) contre 7 avec 21 abstentions.

L'objet du Statut de Rome est de créer une cour pénale internationale, en qualité d'organe judiciaire indépendant, mais reliée aux Nations Unies, dotée d'un statut permanent et d'une portée potentiellement universelle, ainsi que des pouvoirs de poursuivre les auteurs de crimes d'importance capitale pour la communauté internationale tout entière.

Étant donné que les quatre cours pénales internationales créées ont jusqu'à présent répondu à des situations concrètes mais temporaires, la constitution d'une juridiction pénale internationale dotée d'une vocation universelle et permanente constitue un pas décisif dans l'évolution de l'ordre international.

Les éléments constitutifs du Statut de Rome de la Cour pénale internationale permet d'affirmer qu'il fournit les bases d'un nouveau modèle de droit international : plus humain, en ce sens qu'il cherche à offrir une meilleure protection aux êtres humains contre les attaques les plus graves à la dignité fondamentale de l'homme; plus inclusive, en ce sens qu'il rallie avec succès la volonté d'un grand nombre de pays dont les systèmes juridiques et politiques varient de l'un à l'autre; et plus efficace parce que la communauté internationale s'est dotée d'un nouvel instrument qui est en mesure de garantir le respect véritable de ses règles les plus fondamentales.

II

Surmontant la difficulté que pose la diversité des systèmes politiques et juridiques des États participant à la Conférence de Rome, le Statut résultant de leurs délibérations est un texte complexe, réglementant tous les éléments nécessaires au lancement et au fonctionnement efficace de la Cour pénale internationale : ses fondements, sa composition et son organisation; la loi applicable et les principes généraux du droit pénal qui doivent sous-tendre ses procédures; la définition de ses pouvoirs, d'un point de vue matériel, ainsi que d'un point de vue spatial et temporel; la catégorisation des crimes et des sentences à imposer, ainsi que les règles régissant leur application; les normes procédurales et opérationnelles des institutions juridiques; et les mécanismes de collaboration avec les États et d'autres organismes internationaux, en vue de parvenir à une réalisation plus efficace des objectifs visés.

Le Statut stipule également que ses règlements constitutifs seront davantage renforcés grâce à divers instruments réglementaires, en particulier les éléments des crimes et le Règlement de procédure et de preuve, le Règlement de la Cour, l'Accord sur les relations avec les Nations Unies, l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, le Règlement financier et le Statut du personnel, etc., lesquels contribueront au fonctionnement opportun et efficace de la Cour.

III

Du point de vue de la structure, le Statut se compose d'un préambule et de 128 articles, regroupés systématiquement en trois parties. Dans ce vaste ensemble, une mention spéciale devrait être accordée à un certain nombre d'aspects plus importants.

La Cour commence ses travaux en sa qualité d'institution indépendante, toujours liée au système des Nations Unies, dotée d'une personnalité internationale et de la capacité juridique nécessaire pour exercer ses fonctions. Elle a son siège à La Haye.

Conformément au principe de complémentarité, la Cour ne remplace pas les juridictions pénales nationales. La juridiction de la Cour s'exercera uniquement sur une base subsidiaire, chaque fois qu'un État compétent ne sera pas disposé à poursuivre certains crimes, ou ne sera pas en mesure de le faire de manière efficace.

Il est important de noter que la Cour n'a pas la compétence pour poursuivre des États, mais des individus seulement. Elle n'a pas non plus la compétence pour poursuivre des crimes isolés, mais plutôt des violations graves du droit international humanitaire commises à grande échelle et en permanence dans une situation donnée.

En ce qui concerne la compétence matérielle de la Cour, le Statut limite ladite compétence aux crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale tels que le génocide, les crimes con-

tre l'humanité, les crimes de guerre et d'agression. Les trois premières catégories de crimes sont énoncées dans le Statut lui-même, conformément aux plus récentes tendances dans le droit pénal international. Une disposition est adoptée en vue de la rédaction, à une date ultérieure, d'un instrument dénommé les éléments des crimes, lesquels exprimeront en détail les catégories pénales susmentionnées, dans le but d'aider la Cour à interpréter et appliquer ces préceptes. En ce qui concerne le crime d'agression, à l'expiration d'une période de sept ans commençant à la date d'entrée en vigueur du présent Statut, la compétence de la cour sera déférée jusqu'à ce qu'une conférence de révision adopte une disposition définissant ledit crime, par une majorité expressément définie, et réglera les modalités selon lesquelles la Cour peut exercer sa compétence en ce qui concerne le même crime.

La juridiction de la Cour a force obligatoire pour les États parties, qui acceptent par-là même la juridiction de la Cour en ratifiant le Statut ou en y adhérant. La juridiction de la Cour peut s'étendre également à d'autres États non parties au Statut, si ces États ont accepté la compétence de la Cour dans les cas où un crime est commis sur leur territoire ou est commis par des ressortissants desdits États, ou lorsque le Conseil de sécurité statue à cet effet en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. S'agissant des paramètres temporels de la compétence de la Cour, le Statut stipule expressément qu'ils n'ont aucun pouvoir rétroactif.

Seul le procureur peut intenter des actions pénales, après la mise en place du mécanisme d'activation de la Cour. Il peut être ainsi procédé de l'une des trois manières suivantes : à l'initiative d'un État partie; à l'initiative du Conseil de sécurité; ou à l'initiative du Procureur, sous réserve que l'autorité ait été accordée par la Chambre préliminaire. Toutefois, afin d'assurer que la Cour agit uniquement dans les affaires où les organes de juridiction interne ne peuvent agir ou ne souhaitent agir, le Statut reconnaît que l'État ayant juridiction sur le crime a tous les pouvoirs pour recommander le retrait du Procureur et de contester la compétence de la Cour ou l'admissibilité d'une action, la seule exception étant celles dont l'affaire a été renvoyée à la Cour par le Conseil de sécurité. Dans ces cas, il est entendu que les intérêts qui prévalent sont ceux de la communauté internationale, au nom de laquelle le Conseil agit avec justice conformément à son mandat de manière à restaurer la paix et la sécurité internationales dans une situation donnée. Pour la même raison, le Statut reconnaît le pouvoir extraordinaire du Conseil de sécurité de recommander la suspension des actions de la Cour à l'égard d'une situation particulière s'il estime qu'une telle action est nécessaire dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales.

Pour compléter les règles régissant la compétence et les procédures, le Statut comprend un ensemble de principes généraux du droit pénal destinés à guider les actions de la Cour : *nullum crimen sine lege; nulla poena sine lege;* non-rétroactivité *ratione personae;* responsabilité pé-

nale individuelle; incompétence à l'égard des personnes de moins de 18 ans; défaut de pertinence de la qualité officielle; responsabilité des chefs militaires et autres supérieurs hiérarchiques; imprescriptibilité; élément psychologique; motifs d'exonération de la responsabilité pénale; erreur de fait ou erreur de droit; ordre hiérarchique et ordre de la loi.

Quant aux organes de la Cour, les divisions dont les langues officielles sont les mêmes que celles des Nations Unies (anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe) sont les suivantes : la Présidence, les Sections, le Bureau du Procureur et le Secrétariat.

En outre, de même que les organes judiciaires et le Secrétariat, le Statut accorde des pouvoirs importants à une Assemblée des États parties. Les discussions de l'Assemblée porteront sur l'adoption d'instruments pour le développement du Statut et de réformes qu'il peut être nécessaire d'apporter au Statut, l'élection de juges et de procureurs, l'approbation du budget de la Cour et des règles régissant l'application du budget, la supervision de la gestion administrative et financière et la gestion des relations de la Cour avec les Nations Unies et autres organes internationaux, ainsi que pour veiller à ce que les États coopèrent efficacement avec la Cour lorsque cette dernière demande leur collaboration.

S'agissant de la structure et du déroulement des procès, la Cour utilisera une combinaison de procédures d'après le droit anglo-saxon et le droit continental. Elle recourra également à l'expérience des tribunaux spéciaux internationaux existants. Le Statut prévoit un système de doubles relations hiérarchiques dès l'achèvement de la phase préliminaire.

Dans la mesure où des peines sont applicables, le Statut prévoit que la Cour peut prononcer contre une personne déclarée coupable d'un crime une peine d'emprisonnement à temps de 30 ans au plus, ou dans des cas exceptionnels, une peine d'emprisonnement à perpétuité, si l'extrême gravité du crime et la situation personnelle du condamné le justifient. La Cour peut également fixer des amendes, ainsi que la confiscation de profits, biens et avoirs tirés du crime, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi. Les peines d'emprisonnement seront purgées dans un État désigné par la Cour, dans chaque cas, à partir d'une liste d'États ayant déclaré leur consentement à admettre des individus reconnus coupables dans leurs établissements pénitentiaires (un consentement qui peut être sujet à un certain nombre de conditions).

Enfin, le Statut réglemente l'obligation des États parties de coopérer au plan international et d'apporter une assistance juridique à la Cour, et ce sous trois formes principales de coopération : remise des personnes à la Cour; assistance juridique internationale concernant la fourniture de documents, le rassemblement d'éléments de preuve, etc.; et l'exécution des décisions judiciaires portant sur divers aspects. Dans le cas où les États parties ne sont pas en mesure de coopérer, la Cour peut porter l'affaire à l'attention de l'Assemblée des États parties ou du Conseil de sécurité, si l'affaire avait été renvoyée par ce dernier.

IV

Contrairement aux tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, lesquels ont été créés en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, la Cour pénale internationale s'appuie sur une convention, notamment le traité multilatéral qu'est le Statut de Rome, signé sous les auspices des Nations Unies.

Comme le prévoit le Statut lui-même, en vertu des dispositions de ses clauses finales, le traité est ouvert à la signature de tous les États et est soumis à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires, ainsi qu'à l'adhésion de tous les États. Pour l'entrée en vigueur du Statut, 60 instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion doivent être déposés. L'exigence de ce nombre d'États agissant ensemble reflète manifestement le désir de doter la nouvelle Cour d'une légitimité et d'un appui suffisants pour qu'elle puisse agir efficacement au nom de la communauté internationale.

Le Parlement espagnol a démontré, à plusieurs occasions, son appui clair au processus de rédaction du Statut. Dans ce contexte, l'approbation par le Parlement d'une motion générale au Comité des affaires étrangères du Congrès des députés, en date du 24 juin 1998, qui définissait des lignes directrices précises en vue des négociations par la délégation espagnole a été l'une des mesures importantes adoptées par le Parlement. L'Espagne a finalement signé le Statut de Rome le 18 juillet 1998.

V

En résumé, le contenu du Statut de Rome regroupe tous les aspects organiques, fonctionnels et procéduraux de la Cour pénale internationale, tels que la portée de sa juridiction. Le Statut représente donc un nouvel instrument indépendant, d'une importance sans précédent pour l'ordre juridique international. La présente loi organique a pour effet d'autoriser l'État à donner son consentement à la ratification du Statut, conformément aux dispositions de l'article 93 de la Constitution. Cette autorisation est exprimée dans l'article unique inséré dans la loi, qui est accompagné d'une déclaration selon laquelle l'Espagne se dit disposée à admettre des personnes reconnues coupables par la Cour dans ses institutions pénitentiaires, sous réserve que la durée de la peine d'emprisonnement imposée ne dépasse pas la durée maximum permise en vertu de sa législation. Cette déclaration est expressément autorisée en vertu de l'article 103 du Statut et est également exigée en vertu des dispositions de l'article 25.2 de la Constitution qui demande que les peines encourant l'emprisonnement et les mesures de sécurité aient pour but la réhabilitation et la réinsertion sociale du condamné.

Enfin, en ratifiant le Statut, ce qu'autorise la présente loi organique, l'Espagne se joint aux pays qui, en participant au processus d'établissement de la nouvelle Cour et à la rédaction des instruments de développement obligatoires, seront les premiers à contribuer à l'établissement d'un ordre international plus juste, fondé sur la défense des droits de l'homme fondamentaux. Une participation active dans la création de la Cour pénale internationale offre donc une occasion historique de réitérer la ferme conviction que la dignité de la personne et les droits inaliénables inhérents à cette dignité constituent la seule base possible pour les peuples de vivre ensemble dans quelque structure politique, étatique ou internationale que ce soit.

Article unique

La ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, signée par l'Espagne le 18 juillet 1998 est par la présente autorisée.

Disposition additionnelle unique

Conformément aux dispositions de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 103 du Statut, l'autorisation de formuler la déclaration suivante est accordée :

> « L'Espagne déclare qu'elle est disposée, au moment opportun, à admettre des personnes reconnues coupables par la Cour pénale internationale, sous réserve que la durée de la peine imposée ne dépasse pas le maximum absolu prévu dans le cas d'un crime en vertu de la législation espagnole. »

Disposition finale unique

La présente loi organique entre en vigueur à la date suivant sa publication dans le *Journal officiel national*.

Je décrète par conséquent que tous les citoyens espagnols, individus et autorités, doivent observer et appliquer la présente loi organique.

Madrid, le 4 octobre 2000

Le Roi Juan Carlos

Le Président du Gouvernement
José María Aznar López

Note

[1] Texte communiqué par la Mission permanente de l'Espagne auprès des Nations Unies dans une note datée du 15 mai 2001.

Chapitre II

DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES CONCERNANT LE STATUT JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Dispositions conventionnelles concernant le statut juridique de l'Organisation des Nations Unies

1. CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES NATIONS UNIES[1]. APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 13 FÉVRIER 1946

Au 31 décembre 2000, 142 États étaient parties à la Convention[2].

---

2. ACCORDS RELATIFS AUX INSTALLATIONS ET AUX RÉUNIONS

a) Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande relatif à l'Institut international pour le commerce et le développement. Signé à Bangkok le 17 février 2000[3]

L'Organisation des Nations Unies, représentée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (ci-après dénommée la « CNUCED ») et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande (ci-après dénommé « le Gouvernement »), ci-après dénommés « les Parties »,

Notant les vues exprimées par les États Membres, les organisations internationales et la société civile à la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, tenue à Bangkok du 12 au 19 février 2000, sur les défis et les risques que représentent la mondialisation et la libéralisation pour la croissance et le développement économiques mondiaux, et sur les stratégies de développement qui permettraient aux pays de s'intégrer efficacement au système économique mondial,

Reconnaissant la demande croissante des pays en développement en matière d'assistance dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités pour faire face à la complexité accrue dans les arrangements économiques régionaux et internationaux en raison du processus de mondialisation et de libéralisation dans l'économie mondiale,

Rappelant les résolutions de l'Assemblée générale 1995 (XIX), telle qu'amendée, 47/183 du 22 décembre 1992, 51/167 du 16 décembre 1996 et 53/192 du 15 décembre 1998,

Convenant qu'un centre de recherche et de formation au niveau régional renforcerait les capacités des pays en développement à faire face à la multiplicité des problèmes de commerce régional et international et de développement,

Désireux de coopérer au soutien de ces centres de recherche et de formation,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

ÉTABLISSEMENT ET STATUT DE L'INSTITUT INTERNATIONAL POUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

1. L'Institut international pour le commerce et le développement (ci-après dénommé « l'Institut ») est établi par le Gouvernement en tant qu'entité juridique thaïlandaise en vertu de la législation thaïlandaise à l'université de Chulalongkorn.

2. L'Institut est une organisation sans but lucratif et fonctionne en tant que centre régional de recherche et de formation avec l'assistance de la CNUCED, d'autres agences internationales et pays donateurs.

3. La CNUCED assiste le Gouvernement dans l'établissement et le fonctionnement de l'Institut conformément aux dispositions du présent Accord. En vertu du présent Accord, toute l'assistance de la CNUCED est fournie sous réserve de la disponibilité des ressources extrabudgétaires et conformément aux règlements, règles, procédures et directives de la CNUCED.

4. Les modalités de l'application du présent Accord de coopération seront convenues ultérieurement entre les Parties.

Article II

OBJECTIFS DE L'INSTITUT

Les objectifs de l'Institut sont les suivants :

1. Fournir aux participants des pays de la région asiatique et au-delà les connaissances grâce à des programmes de formation et de recherche dans le domaine du commerce international, du financement, de l'investissement et du développement ainsi que dans d'autres domaines

pertinents pour leur permettre de s'adapter efficacement au processus de mondialisation et de libéralisation.

2. Assister les pays en développement de la région dans le renforcement de leurs capacités pour leur permettre de faire face aux défis et aux risques liés à la mondialisation et dans la formulation de politiques économiques et d'ajustements législatifs appropriés conformément à leurs objectifs de développement.

3. Promouvoir et renforcer la coopération et l'intégration économiques régionales grâce au partage et à l'échange d'expériences et de connaissances.

4. Coordonner et encadrer les activités de la CNUCED et d'autres organisations intéressées en matière de formation et de renforcement des capacités.

Article III

Portée des activités

Pour réaliser ses objectifs tels qu'énoncés à l'article II, l'Institut s'acquitte notamment des fonctions suivantes :

1. Offrir des activités de formation et de recherche dans les domaines suivants :

a) *Diplomatie commerciale :* permettre aux pays en développement de tirer le maximum d'avantages du système commercial international en participant efficacement aux négociations et en défendant leurs droits dans l'application d'accords relatifs au commerce régional et international et à l'investissement;

b) *Mondialisation et libéralisation :* aider les pays en développement à accroître leur capacité à gérer et à relever les défis et les risques liés à la mondialisation et à la libéralisation et à formuler des politiques et des ajustements législatifs appropriés au processus de mondialisation et de libéralisation conformément à leurs objectifs de développement;

c) *Centre de commerce international et d'investissement :* assister les pays en améliorant les systèmes et les procédures relatifs à l'expansion du commerce dans des domaines tels que l'efficacité commerciale, les douanes, le transport maritime et la gestion financière.

2. Mener et/ou exécuter des activités de recherche et d'analyse sur les possibilités et les risques de la mondialisation et la libéralisation pour la croissance et le développement économiques, en particulier sur des questions liées au commerce, au financement, à l'investissement et au développement, afin de fournir des données et des informations à l'intention des programmes de formation, d'ateliers et de séminaires de l'Institut.

3. Établir des réseaux universitaires et encourager les liens entre les organisations régionales, nationales et internationales en offrant des

activités de formation et de recherche dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement et du développement.

4. Mener d'autres activités visant à promouvoir une meilleure compréhension des possibilités, des défis et des risques de la mondialisation et de la libéralisation et de leur impact sur la croissance et le développement économiques.

Article IV

Conseil d'administration de l'Institut

1. L'Institut établit un Conseil d'administration pour superviser le fonctionnement de l'Institut. La composition du Conseil d'administration est décidée par le Gouvernement. La CNUCED fournit des services consultatifs au Conseil d'administration.

2. Le Conseil d'administration est notamment chargé des fonctions suivantes :

a) Formuler des politiques relatives aux activités menées par l'Institut;

b) Examiner et approuver le budget, les propositions de projets, l'allocation des crédits budgétaires, les programmes de travail annuels et les autres activités de l'Institut;

c) Nommer le Directeur exécutif de l'Institut;

d) Examiner et évaluer le fonctionnement de l'Institut, y compris la mise en œuvre de projets et d'activités en cours sur la base des recommandations et de l'évaluation du Directeur exécutif;

e) Recommander et approuver des projets et activités d'autofinancement pour assurer le financement de l'Institut;

f) Approuver un rapport annuel présenté aux Parties sur les activités de l'Institut;

g) Fournir des conseils sur d'autres questions afin d'assurer le fonctionnement efficace de l'Institut.

3. Un groupe consultatif du programme et un groupe consultatif financier peuvent être établis par le Conseil d'administration pour assister le Conseil dans la préparation du programme de travail de l'Institut et la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du programme de travail. Le groupe consultatif du programme peut être composé d'experts de la communauté universitaire. Le groupe consultatif financier peut être composé de représentants de pays donateurs et d'organisations concernés par le fonctionnement de l'Institut.

Article V

ORGANISATION ET GESTION DE L'INSTITUT

1. L'Institut est dirigé par un Directeur exécutif à plein temps nommé par le Conseil d'administration.

2. Le Directeur exécutif, en vertu des directives de politique générale du Conseil d'administration, est responsable de la gestion du fonctionnement et des activités de l'Institut, y compris la sélection d'un instructeur et du personnel et de la liaison avec d'autres institutions, et supervise les dépenses des fonds de l'Institut.

3. Le Directeur du programme nommé par la CNUCED assiste le Directeur exécutif.

Article VI

ARRANGEMENTS FINANCIERS

1. L'Institut constitue un fonds d'affectation spéciale pour recevoir les contributions des pays donateurs, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et d'autres sources destinées à financer les programmes de travail, les dépenses de fonctionnement et d'administration et autres dépenses connexes de l'Institut, notamment :

a) Les frais d'exploitation, d'entretien et de réparation des locaux, équipements et installations de l'Institut;

b) Les salaires et autres émoluments du Directeur exécutif et du personnel local;

c) Les dépenses en matière de services publics, de transports et de télécommunications liées au fonctionnement de l'Institut;

d) Tous les autres frais et engagements financiers découlant de l'établissement et du fonctionnement de l'Institut.

2. Afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'Institut, la CNUCED et le Gouvernement, en coopération avec d'autres agences des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et autres organisations internationales, la société civile et les pays donateurs s'efforcent de mobiliser les ressources nécessaires au fonds d'affectation spéciale de l'Institut.

3. Le compte du fonds d'affectation spéciale sera vérifié sur une base annuelle par une firme comptable agréée indépendante proposée par le Conseil d'administration. Le Directeur exécutif fournira chaque année aux deux Parties et au Conseil d'administration l'information concernant l'utilisation des ressources ou des actifs prévus ou financés par l'une ou l'autre Partie dans le cadre du présent Accord.

Article VII

CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT

1. Le Gouvernement met des locaux à la disposition de l'Institut à l'université de Chulalongkorn.

2. Le Gouvernement facilite, par voie de location, l'installation des instructeurs et des participants aux séminaires et ateliers du programme de formation et du programme de travail de l'Institut.

3. Le Gouvernement verse un montant de 10 millions de baht pour couvrir les dépenses encourues pour l'établissement de l'Institut et de son fonctionnement de départ.

Article VIII

CONTRIBUTIONS DE LA CNUCED

Sous réserve de la disponibilité des ressources extrabudgétaires et conformément à ses règlements, règles, procédures et directives, la CNUCED :

a) Couvrira les dépenses du Directeur de programme;

b) Mettra à la disposition de l'Institut du personnel et des experts techniques de la CNUCED chargés d'assister à l'exécution des programmes de travail offerts par l'Institut. Cet appui comprendra notamment une contribution à la conception et à l'exécution des programmes de formation. La CNUCED couvrira les dépenses de voyage, les allocations de subsistance et les dépenses connexes du personnel et des experts de la CNUCED;

c) Fournira périodiquement ses documents, des services de bibliothèque en ligne et du matériel dans les domaines liés au commerce, au financement et autres questions de développement;

d) S'efforcera d'organiser ses propres activités de formation et de renforcement des capacités dans la région par le biais de l'Institut;

e) Prendra toutes les mesures appropriées pour assister l'Institut.

Article IX

CONSULTATION

Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation et l'application du présent Accord sera réglé à l'amiable par la voie de consultations.

Article X

ENTRÉE EN VIGUEUR, AMENDEMENT ET DÉNONCIATION

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la signature et demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé moyennant un préavis écrit de six mois par l'une ou l'autre des Parties.

2. Les dispositions du présent Accord pourront être amendées par un accord écrit des Parties.

3. La dénonciation du présent Accord n'affectera pas les programmes qui auront débuté avant la date de dénonciation. En cas de dénonciation du présent Accord, le Directeur exécutif soumettra aux Parties un rapport complet sur les ressources de l'Institut et ce à quoi elles auront servi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs autorités respectives, ont signé le présent Accord.

SIGNÉ à Bangkok le 17 février 2000, en double exemplaire en langue anglaise.

Pour l'Organisation des Nations Unies :

(*Signé*) Rubens RICUPERO
Le Secrétaire général de la CNUCED

Pour le gouvernement du royaume de Thaïlande :

(*Signé*) Surin PITSUWAN
Le Ministre des affaires étrangères du Royaume de Thaïlande

b) Échange de lettres constituant un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas relatif aux arrangements concernant la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, devant se tenir à La Haye, du 23 au 25 mars 2000. Signé à Genève les 9 et 18 février 2000[4]

I

LETTRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Le 9 février 2000

Monsieur,

J'ai l'honneur de présenter ci-après le texte des arrangements entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas (ci-après dénommé « le Gouvernement ») au sujet de la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, devant se tenir à La Haye du 23 au 25 mars 2000 à l'invitation du Gouvernement.

« Arrangements entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas concernant la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau

transfrontières et des lacs internationaux, devant se tenir à La Haye du 23 au 25 mars 2000

« 1. Les participants à la Réunion seront invités par le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe conformément aux règles de procédure de la Commission et de ses organes subsidiaires.

« 2. Conformément au paragraphe 17 de la partie A de la résolution 47/202 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale le 22 décembre 1992, le Gouvernement assumera la responsabilité de toutes les dépenses additionnelles découlant directement ou indirectement de la Réunion, notamment :

« *a*) Fournir à tous les membres du personnel des Nations Unies qui doivent se rendre à La Haye les billets d'avion, en classe économique, Genève-La Haye-Genève, devant être utilisés sur des compagnies aériennes desservant cet itinéraire;

« *b*) Fournir des bordereaux pour le fret aérien et l'excédent de bagages pour les documents et les dossiers;

« *c*) Verser à tous les membres du personnel, à leur arrivée aux Pays-Bas, conformément aux règles et règlements des Nations Unies, une indemnité de subsistance en monnaie locale au taux en vigueur officiel de l'Organisation au moment de la Réunion, ainsi que le remboursement des faux frais au départ et à l'arrivée jusqu'à concurrence de 108 dollars des États-Unis, en monnaie convertible, sous réserve que le voyageur présente les pièces justificatives de ces dépenses.

« 3. Le Gouvernement mettra des moyens appropriés à la disposition de la Réunion, y compris des ressources en personnel, des locaux et fournitures de bureau comme prévu dans l'annexe jointe.

« 4. Le Gouvernement sera tenu de répondre à toutes poursuites, plaintes ou autres réclamations contre l'Organisation des Nations Unies découlant : *a*) de dommages causés aux personnes ou aux biens dans les salles de conférence ou les bureaux mis à la disposition de la Réunion; *b*) des transports assurés par le Gouvernement; et *c*) de l'emploi, aux fins de la Réunion, du personnel fourni par le Gouvernement ou par son entremise; et le Gouvernement mettra l'Organisation des Nations Unies et les membres de son personnel hors de cause en cas de poursuites, plaintes ou autres réclamations, à l'exception des cas de négligence grave ou de faute intentionnelle de la part d'un membre du personnel de l'Organisation.

« 5. La Convention du 13 février 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, à laquelle les Pays-Bas sont parties, s'appliquera aux fins de la Réunion. En particulier :

« *a*) Les participants bénéficieront des privilèges et immunités accordés aux experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies par l'article VI de la Convention;

« *b*) Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies participant à la Réunion ou exerçant des fonctions en rapport avec la Réunion bénéficieront des privilèges et immunités prévus aux articles V et VII de la Convention.

« 6. Sans préjudice des dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, tous les participants et toutes les personnes exerçant des fonctions dans le cadre de la Réunion bénéficieront des privilèges et immunités, facilités et marques de courtoisie nécessaires à l'exercice en toute indépendance de leurs fonctions à l'occasion de la Réunion.

« 7. Les membres du personnel détachés par le Gouvernement conformément au présent Accord bénéficieront de l'immunité de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre de la Réunion.

« 8. Tous les participants et toutes les personnes exerçant des fonctions dans le cadre de la Réunion auront le droit d'entrer aux Pays-Bas et d'en sortir sans entraves. Les visas et permis d'entrée qui pourraient être nécessaires seront délivrés gratuitement et aussi rapidement que possible.

« 9. Les salles, les bureaux, les locaux et les installations connexes mis à la disposition de la Réunion par le Gouvernement constitueront la zone de réunion et seront considérés comme des locaux de l'Organisation des Nations Unies au sens de la section 3 de l'article II de la Convention du 13 février 1946.

« 10. Le Gouvernement notifiera les autorités locales de la tenue de la Réunion et demandera que soient prises des mesures de protection appropriées.

« 11. Tout différend concernant l'interprétation ou l'application de ces arrangements, sauf s'il s'agit d'un différend relevant des dispositions pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ou de tout autre accord applicable, sera, à moins que les parties n'en conviennent autrement, soumis à un tribunal composé de trois arbitres, dont l'un sera désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un autre par le Gouvernement et le troisième, qui fera fonction de président, par les deux premiers arbitres. Si l'une des parties ne nomme pas son arbitre dans un délai de trois mois à compter du jour où l'autre partie lui aura notifié le nom de son arbitre ou si les deux premiers arbitres ne nomment pas le président dans un délai de trois mois

à compter du jour de la nomination du deuxième arbitre, l'arbitre manquant sera nommé par le Président de la Cour internationale de Justice à la demande de l'une ou l'autre partie. À moins que les parties n'en conviennent autrement, le tribunal adoptera son règlement intérieur, statuera sur l'indemnisation de ses membres et sur la répartition des frais entre les parties et prendra toutes ses décisions à la majorité des deux tiers. Ses décisions tant sur le fond que sur la procédure seront finales et obligatoires pour les parties même si l'une d'entre elles fait défaut. »

J'ai l'honneur de proposer que la présente lettre et votre réponse affirmative constituent un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas qui prendra effet à la date de votre réponse et restera en vigueur pendant la durée de la Réunion et toute période supplémentaire qui sera nécessaire pour la préparation de la Réunion et la phase de liquidation.

(*Signé*) Vladimir PETROVSKY

II

LETTRE DU REPRÉSENTANT PERMANENT DES PAYS-BAS AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES À GENÈVE

Le 18 février 2000

Excellence,

Me référant à votre lettre du 9 février 2000 concernant les arrangements entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas au sujet de la Réunion des Parties à la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, devant se tenir à La Haye du 23 au 25 mars 2000, j'ai l'honneur de vous informer que les arrangements contenus dans votre lettre rencontrent l'agrément de mon gouvernement.

La présente lettre de confirmation ainsi que votre lettre constitueront donc un arrangement entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement des Pays-Bas, lequel entrera en vigueur à la date de la présente réponse et le demeurera pendant la durée de la Réunion et toute période supplémentaire qui sera nécessaire pour la préparation de la Réunion et la phase de liquidation.

(*Signé*) Hans J. HEINEMANN

L'Ambassadeur,
Représentant permanent des Pays-Bas

c) Échange de lettres constituant un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement suédois relatif au dixième Stage international de formation sur l'enseignement de la télédétection aux enseignants, organisé en coopération avec le Gouvernement suédois. Signé à Vienne, le 23 février 2000 et le 4 avril 2000[5]

I

LETTRE DES NATIONS UNIES

Dixième Stage international de formation sur l'enseignement de la télédétection aux enseignants, organisé en coopération avec le Gouvernement suédois du 2 mai au 9 juin 2000

Le 23 février 2000

Monsieur,

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 54/67 adoptée par l'Assemblée générale le 6 décembre 1999, et en particulier à son paragraphe 21 par lequel l'Assemble générale a donné son aval au Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales pour 2000, ce qui comprenait l'organisation d'un stage de formation sur l'enseignement de la télédétection à l'intention des enseignants dans son programme de travail.

L'Organisation des Nations Unies s'est réjouie de l'offre de votre Gouvernement d'accueillir, comme il l'a fait dans le passé, le dixième Stage international de formation de l'Organisation des Nations Unies sur l'enseignement de la télédétection aux enseignants, qui sera organisé en coopération avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement et l'université de Stockholm dans l'intérêt des pays en développement. Comme vous le savez, le présent stage sera accueilli par l'université de Stockholm, Stockholm et SSC Satellitbild à Kiruna du 2 mai au 9 juin 2000. Les enseignants des communautés de l'enseignement des pays en développement participeront au stage de formation.

Par la présente, je sollicite l'accord de votre Gouvernement sur les points suivants :

1. Le Gouvernement de la Suède et l'Organisation des Nations Unies prendront à leur charge les frais de voyage de treize (13) et de douze (12) participants internationaux, respectivement.

2. Le Gouvernement de la Suède prendra à sa charge le logement, les repas, les soins médicaux en cas de maladie ou d'accidents, le transport local et une indemnisation pour les dépenses accessoires en Suède pour les 25 participants.

3. *a*) La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946 et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées du 21 novembre 1947 seront applicables au stage de formation;

b) Sans préjudice des dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et des institutions spécialisées, tous les participants et toutes les personnes exerçant des fonctions dans le cadre du stage de formation bénéficieront des facilités et marques de courtoisie nécessaires à l'exercice en toute indépendance de leurs fonctions dans le cadre du stage de formation;

c) Les membres du personnel déployés par le Gouvernement suédois et le personnel employé au niveau local en vertu du présent Accord bénéficieront de l'immunité de juridiction pour leurs paroles, leurs écrits et tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions dans le cadre du stage de formation.

4. Tous les participants et toutes les personnes exerçant des fonctions dans le cadre du stage de formation auront le droit d'entrer en Suède et d'en sortir sans entraves. Sur présentation à l'avance par les Nations Unies d'une liste des participants, les visas et permis d'entrée qui pourraient être nécessaires seront délivrés gratuitement et aussi rapidement que possible.

5. Il est de plus entendu que votre Gouvernement sera tenu de répondre à toutes réclamations contre l'Organisation des Nations Unies découlant :

a) De dommages causés aux personnes ou aux biens dans les salles de conférence ou bureaux mis à la disposition du stage de formation;

b) Des transports assurés par le Gouvernement;

c) De l'emploi, aux fins du stage de formation, du personnel fourni par le Gouvernement ou par son entremise; et le Gouvernement mettra l'Organisation des Nations Unies et les membres de son personnel hors de cause en cas de réclamation résultant de l'exécution des services en vertu du présent Accord, sauf lorsqu'il sera convenu par le Secrétaire général des Nations Unies et le Gouvernement que ces réclamations résultent d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle de ces personnes.

6. Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, sauf s'il s'agit d'un différend relevant des dispositions pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ou de tout autre accord applicable, sera, à moins que les parties n'en conviennent autrement, soumis à un tribunal composé de trois arbitres, dont l'un sera désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un autre par le Gouvernement et le troisième, qui fera fonction de président, par les deux premiers arbitres. Si l'une des par-

ties ne nomme pas son arbitre ou si les deux premiers arbitres ne nomment pas le président dans un délai de trois mois à compter du jour de la nomination du deuxième arbitre, l'arbitre manquant sera nommé par le Président de la Cour internationale de Justice à la demande de l'une ou l'autre partie. À moins que les parties n'en conviennent autrement, le tribunal adoptera son règlement intérieur, statuera sur l'indemnisation de ses membres et sur la répartition des frais entre les parties et prendra toutes ses décisions à la majorité des deux tiers. Ses décisions tant sur le fond que sur la procédure seront finales et obligatoires pour les parties même si l'une d'entre elles fait défaut.

Je propose en outre que sur réception de l'acceptation de ces modalités par votre Gouvernement, la présente lettre et la réponse de votre Gouvernement constituent un accord entre le Gouvernement de la Suède et l'Organisation des Nations Unies concernant les arrangements pour le stage de formation.

(*Signé*) Pino ARLACCHI
Le Directeur général
de l'Office des Nations Unies à Vienne

II

LETTRE DU REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA SUÈDE AUPRÈS DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES À VIENNE

Le 4 avril 2000

Monsieur,

En réponse à votre lettre du 23 février 2000, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement suédois a décidé de conclure un accord, conformément à la proposition de l'Organisation des Nations Unies jointe à votre lettre, concernant les arrangements pour le dixième Stage international de formation de l'Organisation des Nations Unies sur l'enseignement de la télédétection aux enseignants, devant se tenir en Suède.

Il est donc convenu que votre lettre du 23 février 2000 ainsi que la présente lettre constituent un accord entre le Gouvernement suédois et l'Organisation des Nations Unies concernant les arrangements pour le Stage de formation susmentionné.

(*Signé*) Björn SKALD
L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la Suède
auprès de l'Office des Nations Unies à Vienne

d) Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement suédois en vue du détachement de personnel auprès du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Signé à La Haye le 28 avril 2000[6]

Considérant que le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans ses résolutions 808 (1993) du 22 février 1993 et 827 (1993) du 25 mai 1993, a décidé de créer un tribunal international dans le seul but de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie entre le 1er janvier 1991 et une date que déterminera le Conseil de sécurité après la restauration de la paix (ci-après « le Tribunal international »),

Considérant qu'au paragraphe 5 de la résolution 827 (1993) du 25 mai 1993, le Conseil de sécurité des Nations Unies prie instamment les États et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales d'apporter au tribunal international des contributions sous forme de ressources financières, d'équipements et de services, y compris l'offre de personnel spécialisé,

Considérant que le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999, a décidé de déployer au Kosovo, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, des présences internationales civile et de sécurité,

Considérant que le Conseil de sécurité des Nations Unies, dans sa résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999, a exigé que tous les intéressés, y compris la présence internationale de sécurité, apportent leur entière coopération au Tribunal international,

Considérant que le Secrétaire général pourra accepter du personnel fourni gracieusement (type II) à titre exceptionnel, conformément aux conditions établies par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/243 du 15 septembre 1997 et des lignes directrices approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/234 du 26 juin 1998,

Considérant qu'en vertu de la résolution 51/243 de l'Assemblée générale, le 27 janvier 2000, le Secrétaire général a approuvé une demande du Procureur du Tribunal international le priant de consentir à ce que des experts fournissent une assistance temporaire d'urgence pour l'exécution de fonctions spécialisées telles que définies par le Procureur pour l'année 2000,

Considérant que le Gouvernement suédois (ci-après dénommé « le Gouvernement ») a offert de mettre à la disposition de l'Organisation des Nations Unies les services de personnel qualifié pour l'aider, conformément aux dispositions du présent Mémorandum d'accord,

En conséquence, l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement (ci-après dénommés « les Parties ») sont convenus des arrangements suivants :

Article premier

RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT

1. Le Gouvernement convient de mettre à la disposition du Tribunal international aux fins du présent Accord, aussi longtemps qu'il sera en vigueur, les services d'un personnel spécialisé (ci-après dénommé « les membres du personnel suédois ») figurant dans l'annexe I. Des amendements et modifications pourront être apportés à l'annexe avec l'approbation des Parties[7].

2. Le Gouvernement prend à sa charge toutes les dépenses liées aux services fournis par les membres du personnel suédois, y compris les traitements, frais de voyage à destination et en provenance du lieu d'affectation et autres prestations auxquelles les intéressés ont droit, sauf disposition contraire du présent Accord. À cet égard, les jours de congé annuel peuvent être pris par les membres du personnel suédois conformément à leurs conditions d'emploi auprès du Gouvernement mais ne peuvent pas excéder les droits au congé des membres du personnel. En conséquence, les membres du personnel suédois engagés pour une durée de six mois ou moins peuvent obtenir un congé d'au plus un jour et demi pour chaque mois complet de service continu. Les membres du personnel suédois engagés pour une durée de plus de six mois et les membres du personnel suédois dont les services s'étendent au-delà de six mois peuvent obtenir un congé de deux jours et demi au plus pour chaque mois complet de service continu. Les plans de congé doivent être approuvés à l'avance par le chef du département des Nations Unies ou en son nom ou par un bureau concerné.

3. Le Gouvernement veille à ce que, durant toute la période de services au titre du présent Accord, les membres du personnel suédois soient couverts par une assurance maladie et une assurance vie adéquates, ainsi qu'une assurance en cas de maladie, d'invalidité ou de décès imputables à l'exercice de fonctions officielles, comprenant une couverture étendue contre les risques de guerre.

Article II

OBLIGATIONS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. L'Organisation des Nations Unies, le cas échéant, mettra à la disposition des membres du personnel suédois les bureaux, le personnel d'appui et les autres ressources nécessaires aux fins de l'accomplissement des tâches qui leur seront assignées.

2. Les dépenses encourues par les membres du personnel suédois effectuant un voyage officiel dans le cadre de leurs fonctions, dans la mesure où elles ne sont pas comblées par des présences internationales civile et de sécurité déployées sous les auspices des Nations Unies au Kosovo, seront prises en charge par l'Organisation des Nations Unies de la

même manière que les dépenses encourues par les membres du personnel, y compris le versement d'une indemnité journalière ou de mission, s'il y a lieu.

3. L'Organisation des Nations Unies décline toute responsabilité en cas de demande d'indemnité pour maladie, blessure ou décès d'un membre du personnel suédois découlant d'une prestation de services ou s'y rattachant, conformément au présent Accord, à moins que ladite maladie, blessure ou ledit décès ne soit le résultat direct d'une négligence grave de la part de fonctionnaires ou de membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies. Tout montant payable par les Nations Unies sera réduit du montant de toute couverture au titre de l'assurance visée à la section 3 de l'article premier du présent Accord.

Article III

OBLIGATIONS DES MEMBRES DU PERSONNEL SUÉDOIS

Le Gouvernement accepte les clauses et conditions énoncées ci-dessous et veillera dans toute la mesure du possible à ce que les membres de son personnel fournissent les services en vertu du présent Accord en se conformant aux obligations ci-après :

a) Les membres du personnel suédois exerceront leurs fonctions sous le contrôle et dans le plein respect des instructions du Procureur du Tribunal international et de toute personne agissant en son nom;

b) Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du personnel suédois s'engageront à respecter l'impartialité et l'indépendance du Tribunal international en tant que partie de l'Organisation des Nations Unies et ne solliciteront ni n'accepteront d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autorité extérieure au Tribunal international en ce qui concerne les services exécutés en vertu du présent Accord;

c) Les membres du personnel suédois s'abstiendront de tout comportement de nature à discréditer l'Organisation des Nations Unies et ne se livreront à aucune activité incompatible avec les buts et objectifs de l'Organisation des Nations Unies;

d) Les membres du personnel suédois se conformeront à toutes les règles, prescriptions, instructions, procédures ou directives émises par l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal international, y compris celles relatives aux communications avec les médias et la possession d'armes à feu ou autres types d'armes;

e) Les membres du personnel suédois observeront la plus grande discrétion sur toutes les questions touchant à leurs fonctions et, sauf autorisation du Procureur, ne communiqueront à aucun moment aux médias ou à toute institution, personne, gouvernement ou autre autorité extérieure à l'Organisation des Nations Unies, des renseignements dont ils auraient eu connaissance du fait de leur lien avec l'Organisation des

Nations Unies et qui n'auraient pas été rendus publics. Ils ne se serviront de renseignements de cette nature qu'avec l'autorisation écrite du Procureur du Tribunal international et, en aucune circonstance, dans leur intérêt personnel. Ils ne seront pas dégagés de ces obligations après l'expiration du présent Accord;

f) Les membres du personnel suédois signeront l'énoncé de ces engagements comme prévu à l'annexe II du présent Accord[8].

Article IV

STATUT JURIDIQUE DES MEMBRES DU PERSONNEL SUÉDOIS

1. Les membres du personnel suédois ne seront à aucun égard considérés comme des fonctionnaires ou des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

2. Les membres du personnel suédois seront considérés comme des « experts en mission » au sens des sections 22 et 23 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies du 13 février 1946.

Article V

RESPONSABILITÉ

1. Un comportement professionnel non satisfaisant ou le défaut de se conformer aux normes de conduite énoncées ci-dessus pourront conduire à la cessation de service, pour cause, à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce cas, un préavis d'un mois sera donné.

2. Tout manquement grave aux fonctions et obligations qui, de l'avis du Secrétaire général, justifierait une cessation de service avant la fin de la période de préavis sera immédiatement rapporté au Gouvernement en vue d'obtenir le consentement d'une cessation immédiate de service. Le Secrétaire général pourra décider de limiter ou d'interdire à tout individu concerné l'accès aux locaux de l'Organisation des Nations Unies lorsque les circonstances le justifient.

3. Le Gouvernement remboursera à l'Organisation des Nations Unies les pertes financières ou les dommages causés par le personnel suédois au matériel ou à la propriété fourni par le Gouvernement mais appartenant à l'Organisation si lesdits dommages ou pertes : *a)* ont été causés en dehors de l'accomplissement du service au sein de l'Organisation des Nations Unies; ou *b)* sont survenus ou ont résulté d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle ou d'une violation ou d'une insouciance téméraire des règles et politiques applicables par ce membre du personnel suédois.

Article VI

RECOURS DE TIERS

L'Organisation des Nations Unies sera responsable du traitement des demandes d'indemnisation présentées au titre de la responsabilité civile lorsque les pertes ou les dommages causés à sa propriété ou lorsque la mort ou des dommages corporels ont été entraînés par des actions ou des omissions d'un membre du personnel suédois dans l'exercice de ses fonctions à l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'accord avec le Gouvernement. Toutefois, si la perte, le dommage, la mort ou le dommage corporel est survenu à la suite d'une négligence grave ou d'une faute intentionnelle d'un membre du personnel suédois fourni par le donateur, le Gouvernement sera responsable auprès de l'Organisation des Nations Unies de tous montants versés par l'Organisation aux demandeurs et de toutes les dépenses encourues par l'Organisation au titre du règlement desdites réclamations.

Article VII

CONSULTATION

L'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement se consulteront sur toute question qui pourrait être soulevée en relation avec le présent Accord.

Article VIII

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend, controverse ou réclamation consécutif ou relatif au présent Accord sera réglé par voie de négociations ou de toute autre manière convenue d'un commun accord.

Article IX

ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET DÉNONCIATION

L'Accord entrera en vigueur le 28 avril 2000 et le demeurera pendant six (6) mois à moins que l'une des Parties ne le dénonce plus tôt moyennant un préavis écrit d'un mois à l'autre Partie. L'Accord pourra être reconduit avec le consentement des deux Parties aux mêmes conditions et pour une période supplémentaire convenue.

Article X

AMENDEMENT

Le présent Accord pourra être amendé par écrit d'un commun accord entre les Parties. Chaque Partie accordera la plus grande attention à toute proposition d'amendement émanant de l'autre Partie.

EN FOI DE QUOI les représentants respectifs de l'Organisation des Nations Unies et du Gouvernement suédois ont signé le présent Accord.

SIGNÉ à La Haye le 28 avril 2000, en deux exemplaires originaux en langue anglaise.

Pour l'Organisation des Nations Unies :
(*Signé*) Dorothee DE SAMPAYO GARRIDO-NIJGH
La Registraire

Pour le gouvernement Suédois :
(*Signé*) Per VILHEIM ANDERMAN
Le Chargé d'affaires
Ambassade de Suède, La Haye

e) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et la République démocratique du Congo concernant le statut de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo. Signé à Kinshasa le 4 mai 2000[9]

I. — DÉFINITIONS

1. Aux fins du présent Accord, les définitions ci-après s'appliquent :

a) La « MONUC » désigne la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, établie conformément à la résolution 1291 (2000) du Conseil de sécurité et dont le mandat est défini dans la résolution susmentionnée sur la base des recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport du 17 janvier 2000 (S/2000/30). La MONUC comprend :

i) Le « Représentant spécial » désigné par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies avec l'assentiment du Conseil de sécurité. Si ce n'est au paragraphe 26 ci-après, toute mention du Représentant spécial dans le présent Accord englobera chacun des membres de la MONUC auxquels le Représentant spécial aura pu déléguer des attributions ou pouvoirs précis;

ii) Une « composante civile » comprenant des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et du personnel affecté par le Secrétaire général au service du Représentant spécial ou fourni par les États participants pour faire partie de la MONUC;

iii) Une « composante militaire » comprenant du personnel militaire et civil fourni à la MONUC par les États participants à la demande du Secrétaire général;

b) Un « membre de la MONUC » désigne le Représentant spécial du Secrétaire général et tout membre des composantes civile et militaire;

c) Le « Gouvernement » désigne le Gouvernement de la République démocratique du Congo;

d) Le « territoire » désigne le territoire de la République démocratique du Congo;

e) Un « État participant » désigne un État qui fournit du personnel, des services, des équipements, des approvisionnements, des fournitures, du matériel et autres biens aux composantes susmentionnées de la MONUC;

f) La « Convention » désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946;

g) Les « contractants » désignent les personnes physiques et morales et leurs employés et sous-traitants, autres que les membres de la MONUC, que l'Organisation des Nations Unies engage pour prêter des services et/ou fournir des équipements, approvisionnements, fournitures, matériels et autres biens à l'appui des activités de la MONUC. Ces contractants ne sont pas considérés des tiers bénéficiaires aux termes du présent Accord;

h) Les « véhicules » désignent les véhicules civils et militaires utilisés par l'Organisation des Nations Unies et exploités par les membres de la MONUC et les contractants à l'appui des activités de la MONUC;

i) Les « navires » désignent les navires civils et militaires utilisés par l'Organisation des Nations Unies et exploités par les membres de la MONUC, les États participants et les contractants à l'appui des activités de la MONUC;

j) Les « aéronefs » désignent les aéronefs civils et militaires utilisés par l'Organisation des Nations Unies et exploités par les membres de la MONUC, les États participants et les contractants à l'appui des activités de la MONUC.

II. — Application du présent accord

2. Sauf stipulation contraire, les dispositions du présent Accord et toute obligation contractée par le Gouvernement ou tous privilèges, immunités, facilités ou concessions accordés à la MONUC ou à l'un quelconque de ses membres ou aux contractants s'appliquent uniquement sur le territoire de la République démocratique du Congo.

III. — Application de la Convention

3. La MONUC, ses biens, fonds et avoirs ainsi que ses membres, y compris le Représentant spécial, jouissent des privilèges et immunités énumérés dans le présent Accord et de ceux prévus dans la Convention, à laquelle la République démocratique du Congo est partie.

4. L'article II de la Convention qui s'applique à la MONUC, s'applique également aux biens, fonds et avoirs des États participants utilisés dans le cadre de la MONUC.

IV.—Statut de la MONUC

5. La MONUC et ses membres s'abstiennent de tous actes ou activités incompatibles avec le caractère impartial et international de leurs fonctions ou contraires à l'esprit des présentes dispositions. Ils observent tous les règlements et lois du pays. Le Représentant spécial prend toutes les dispositions voulues pour assurer le respect de ces obligations.

6. Sans préjudice du mandat de la MONUC et de son statut international :

a) L'Organisation des Nations Unies s'assure que la MONUC s'acquitte de sa mission dans la République démocratique du Congo dans le plein respect des principes et règles des conventions internationales relatives à la conduite du personnel militaire. Ces conventions internationales comprennent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977 et la Convention internationale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé du 14 mai 1954;

b) Le Gouvernement s'engage à traiter en tout temps le personnel militaire de la MONUC dans le plein respect des principes et règles des conventions internationales applicables au traitement du personnel militaire. Ces conventions internationales comprennent les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977. La MONUC et le Gouvernement s'assurent que les membres de leur personnel militaire respectif ont parfaitement connaissance des principes et règles des instruments internationaux visés ci-dessus.

7. Le Gouvernement s'engage à respecter le statut exclusivement international de la MONUC, tout comme la MONUC s'engage à respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo.

Drapeau des Nations Unies et identification des véhicules

8. Le Gouvernement reconnaît à la MONUC le droit d'arborer à l'intérieur du territoire de la République démocratique du Congo le drapeau des Nations Unies à son siège, dans ses camps ou autres installations, ainsi que sur ses véhicules, navires et autres, conformément à la décision du Représentant spécial. Tous autres drapeaux ou fanions ne peuvent être arborés qu'à titre exceptionnel. Dans une telle éventualité, la MONUC examine avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement.

9. Les véhicules, navires et aéronefs de la MONUC portent une marque d'identification distinctive des Nations Unies, dont il est donné notification au Gouvernement.

Communications

10. En matière de communications, la MONUC bénéficie des facilités prévues à l'article III de la Convention et, en coordination avec le Gouvernement, en fait usage dans la mesure nécessaire à l'accomplissement de sa tâche. Les questions qui pourraient se poser en matière de communications et qui ne seraient pas expressément prévues dans le présent Accord sont traitées conformément aux dispositions pertinentes de la Convention.

11. Sous réserve des dispositions du paragraphe 10 :

a) La MONUC a le droit d'installer, en consultation avec le Gouvernement, et d'exploiter des stations de radio des Nations Unies pour diffuser des informations sur son mandat. Elle est également habilitée à installer et à exploiter des stations émettrices ou réceptrices de radio et des systèmes de communication par satellites afin de relier les points voulus à l'intérieur du territoire de la République démocratique du Congo tant entre eux qu'avec les bureaux des Nations Unies dans d'autres pays, et d'échanger des données par téléphone, en phonie, par télécopie et par d'autres moyens électroniques avec le réseau mondial de télécommunications des Nations Unies. Les stations de radio des Nations Unies et les services de télécommunications sont exploités conformément à la Convention internationale des télécommunications et au Règlement des radiocommunications, et les fréquences utilisées pour l'exploitation des stations sont fixées en coopération avec le Gouvernement;

b) La MONUC bénéficie, à l'intérieur du territoire de la République démocratique du Congo, du droit de communiquer sans restriction par radio (transmissions par satellites, radiotéléphones mobiles et postes portatifs incluses), téléphone, courrier électronique, télécopie ou tout autre moyen, et de mettre en place les installations nécessaires pour assurer les communications considérées à l'intérieur de ses locaux et entre eux, y compris la pose de câbles et de lignes terrestres et l'installation d'émetteurs, de récepteurs et de répéteurs fixes et mobiles. Les fréquences radio utilisées sont fixées en coopération avec le Gouvernement. Il est entendu que l'interconnexion avec les réseaux locaux de téléphone, télécopie et autres moyens électroniques de transmission des données ne peut être établie qu'après consultation avec le Gouvernement et conformément aux dispositions prises avec lui, et que les tarifs d'utilisation desdits réseaux seront le plus favorable possible;

c) La MONUC peut prendre les dispositions voulues pour faire assurer par ses propres moyens le tri et l'acheminement de la correspondance privée destinée à ses membres ou envoyée par eux. Le Gouver-

nement, qui doit être informé de la nature de ces dispositions, n'entrave ni ne censure la correspondance de la MONUC ou de ses membres. Au cas où les dispositions postales prises pour la correspondance privée des membres de la MONUC s'étendraient à des virements de fonds ou à l'expédition de paquets et colis, les conditions régissant ces opérations seront fixées en accord avec le Gouvernement.

Déplacements et transports

12. La MONUC et ses membres, ainsi que ses contractants, jouissent, avec les véhicules, y compris les véhicules des contractants utilisés exclusivement pour la prestation de services à la MONUC, les navires, les aéronefs et les matériels, de la liberté de mouvement sans retard dans tout le territoire. En ce qui concerne les mouvements importants de personnel, matériel, véhicules ou aéronefs qui transiteraient par les aéroports ou emprunteraient les voies ferrées ou les routes utilisées pour la circulation générale à l'intérieur du territoire, cette liberté sera coordonnée avec le Gouvernement. Celui-ci s'engage à fournir à la MONUC, le cas échéant, les cartes et autres éléments d'information, concernant notamment l'emplacement des champs de mines, ainsi que les autres dangers et obstacles, qui pourront être utiles pour faciliter ses mouvements.

13. L'immatriculation et les certificats exigés par le Gouvernement ne le sont pas pour les véhicules de la MONUC, étant entendu que ceux-ci doivent être couverts par l'assurance responsabilité civile requise par la législation nationale en vigueur.

14. La MONUC et ses membres, ainsi que ses contractants et leurs véhicules, y compris ceux qui sont utilisés uniquement pour la prestation de services à la MONUC, les navires et aéronefs, peuvent utiliser les routes, les ponts, les canaux et autres voies navigables, les installations portuaires, les aérodromes et l'espace aérien sans acquitter de droits, de péages ou de taxes, y compris les droits de quai. Toutefois, la MONUC ne réclamera pas l'exemption des droits qui correspondent en fait à la rémunération de services rendus, étant entendu que ces droits pour services rendus seront calculés aux taux les plus favorables.

Privilèges et immunités de la MONUC

15. La MONUC en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies bénéficie du statut, des privilèges et des immunités des Nations Unies prévus dans la Convention. La disposition de l'article II de la Convention qui s'applique à la MONUC s'applique aussi aux biens, fonds et avoirs des États participants utilisés en République démocratique du Congo en ce qui concerne les contingents nationaux affectés à la MONUC comme prévu au paragraphe 4 du présent Accord. Le Gouvernement reconnaît en particulier à la MONUC le droit :

a) D'importer, en franchise et sans restriction aucune, le matériel, les approvisionnements, les fournitures, le carburant et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les économats prévus ci-après;

b) De créer, d'entretenir et de gérer, à son quartier général, dans ses camps et dans ses postes, des économats destinés à ses membres mais non au personnel recruté localement. Ces économats peuvent offrir des produits de consommation et autres articles précisés d'avance. Le Représentant spécial prend toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'utilisation abusive de ces économats, ainsi que la vente ou la revente des produits en question à des personnes autres que ses membres, et examine avec bienveillance les observations ou demandes du Gouvernement relatives au fonctionnement des économats;

c) De dédouaner, en franchise et sans restriction aucune, le matériel, les approvisionnements, les fournitures, le carburant et autres biens destinés à son usage exclusif et officiel ou à la revente dans les économats prévus ci-dessus;

d) De réexporter ou de céder d'une autre manière le matériel, dans la mesure où il est encore utilisable, et tous les approvisionnements, fournitures, carburants et autres biens inutilisés ainsi importés ou dédouanés et non transférés ou cédés d'une autre manière, à des clauses et conditions préalablement convenues, aux autorités locales compétentes de la République démocratique du Congo ou à une entité désignée par elles.

La MONUC et le Gouvernement conviendront d'une procédure mutuellement satisfaisante, notamment en matière d'écritures, pour que les opérations d'importation, de dédouanement, de transfert ou d'exportation s'accomplissent dans les meilleurs délais.

V. — Facilités pour la MONUC et ses contractants

Locaux requis pour les activités opérationnelles et administratives de la MONUC et pour le logement de ses membres

16. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo fournira à la MONUC, sans qu'il en coûte à celle-ci et en accord avec le Représentant spécial, les emplacements pour son quartier général, ses camps et autres locaux nécessaires pour la conduite de ses activités opérationnelles et administratives. Sans préjudice du fait qu'ils demeurent sur le territoire de la République démocratique du Congo, tous ces locaux seront inviolables et soumis à l'autorité et au contrôle exclusifs de l'Organisation des Nations Unies. Le Gouvernement garantira le libre accès à ces locaux. Lorsque le personnel militaire des Nations Unies partagera les quartiers du personnel militaire du pays hôte, un accès permanent, direct et immédiat à ces locaux sera garanti à la MONUC.

17. Le Gouvernement s'engage à aider de son mieux la MONUC à obtenir ou à lui fournir, s'il y a lieu, l'eau, l'électricité et les autres facilités nécessaires, gratuitement ou, si cela n'est pas possible, aux tarifs les plus favorables, et, en cas d'interruption ou de menaces d'interruption du service, à faire en sorte, dans toute la mesure du possible, que les besoins de la MONUC se voient assigner le même rang de priorité que ceux des services gouvernementaux essentiels. Lorsque l'eau, l'électricité et les autres facilités nécessaires ne sont pas fournis gratuitement, la MONUC s'acquittera des montants dus à ce titre suivant des modalités à déterminer en accord avec les autorités compétentes. La MONUC sera responsable de l'entretien des facilités ainsi fournies.

18. La MONUC pourra, le cas échéant, produire dans ses locaux, ainsi que de transporter et de distribuer, l'électricité qui lui est nécessaire.

19. L'Organisation des Nations Unies est seule habilitée à autoriser des responsables gouvernementaux ou toute autre personne non membre de la MONUC à pénétrer dans ces locaux.

Approvisionnements, fournitures et services et arrangements sanitaires

20. Le Gouvernement consent à accorder toutes les autorisations et licences et tous les permis nécessaires à l'importation et à l'exportation d'équipements, d'approvisionnements, de fournitures, de matériels et autres biens utilisés exclusivement à titre d'appui à la MONUC, y compris leur importation et leur exportation libre et en franchise de tous droits, frais ou taxes, y compris la taxe sur la valeur ajoutée par les contractants.

21. Le Gouvernement s'engage à aider, dans la mesure du possible, la MONUC à se procurer sur place les équipements, approvisionnements, fournitures, carburants, matériels et autres biens et services nécessaires pour assurer sa subsistance et conduire ses opérations. En ce qui concerne les équipements, approvisionnements, fournitures, matériels et autres biens acquis sur place par la MONUC ou ses contractants, à titre officiel et pour son usage exclusif, le Gouvernement prendra les dispositions administratives requises pour rembourser les droits ou taxes incorporés au prix ou en vue de leur exonération. Le Gouvernement exonérera de taxe à la vente tous les achats effectués sur place, à titre officiel, par la MONUC et ses contractants. Sur la base des observations faites et des informations fournies par le Gouvernement à cet égard, la MONUC évitera que les achats effectués sur place aient un effet préjudiciable sur l'économie locale.

22. Afin de permettre aux contractants, autres que les ressortissants de la République démocratique du Congo, de fournir adéquatement les services d'appui à la MONUC, le Gouvernement accepte de faciliter l'entrée des contractants en République démocratique du Congo, leur sortie et leur rapatriement en période de crise. À cette fin, le Gou-

vernement délivrera promptement, gratuitement et sans restrictions aux contractants tous les visas, permis ou autorisations nécessaires. Les contractants, autres que les ressortissants de la République démocratique du Congo seront exonérés de taxes sur les services fournis à la MONUC, y compris l'impôt sur les sociétés, l'impôt sur le revenu, la taxe sur la sécurité sociale et autres impôts similaires découlant directement de la prestation de ces services.

23. La MONUC et le Gouvernement collaboreront au fonctionnement des services sanitaires et coopéreront dans toute la mesure possible en matière de santé, en particulier pour ce qui a trait à la lutte contre les maladies transmissibles, conformément aux dispositions des conventions internationales.

Recrutement de personnel local

24. La MONUC peut recruter le personnel local dont elle a besoin. Si le Représentant spécial en fait la demande, le Gouvernement s'engage à faciliter le recrutement par la MONUC d'agents locaux qualifiés et à en accélérer le processus.

Monnaie

25. Le Gouvernement s'engage à mettre à la disposition de la MONUC contre remboursement en une devise mutuellement acceptable, les sommes en nouveau zaïre qui lui seront nécessaires, notamment pour payer la solde de ses membres, le taux de change le plus favorable à la MONUC étant retenu à cet effet.

VI.—Statut des membres de la MONUC

Privilèges et immunités

26. Le Représentant spécial, le commandant de la composante militaire de la MONUC et certains membres de haut rang du personnel du Représentant spécial qui seront désignés en accord avec le Gouvernement bénéficient du statut précisé dans les sections 19 et 27 de la Convention, dans la mesure où les privilèges et immunités visés sont ceux que le droit international reconnaît aux agents diplomatiques.

27. Les fonctionnaires des Nations Unies affectés à la composante civile de la MONUC, de même que les Volontaires des Nations Unies qui y sont intégrés, demeurent des fonctionnaires des Nations Unies et peuvent se prévaloir des privilèges et immunités énoncés aux articles V et VII de la Convention.

28. Les observateurs militaires et le personnel civil autre que les fonctionnaires des Nations Unies dont les noms sont communiqués à

cette fin au Gouvernement par le Représentant spécial sont considérés comme des experts en mission au sens de l'article VI de la Convention.

29. Le personnel militaire des contingents nationaux affecté à la composante militaire de la MONUC jouit des privilèges et immunités expressément prévus dans le présent Accord.

30. Sauf disposition contraire du présent Accord, les membres de la MONUC recrutés localement jouissent des immunités concernant les actes accomplis en leur qualité officielle, de l'exonération d'impôt et de l'exemption de toute obligation relative au service national prévues aux alinéas *a, b* et *c* de la section 18 de la Convention.

31. Les soldes et émoluments que l'Organisation des Nations Unies ou un État participant versent aux membres de la MONUC et les revenus que ceux-ci reçoivent de sources situées à l'extérieur de la République démocratique du Congo ne sont pas soumis à l'impôt. Les membres de la MONUC sont également exonérés de tout autre impôt direct, à l'exception des taxes municipales qui frappent les services ainsi que de tous droits et frais d'enregistrement.

32. Les membres de la MONUC ont le droit d'importer en franchise leurs effets personnels, lorsqu'ils arrivent en République démocratique du Congo. Les lois et règlements relatifs aux douanes et au change sont applicables aux biens personnels qui ne sont pas jugés nécessaires aux membres dans l'accomplissement de leurs fonctions auprès de la MONUC en République démocratique du Congo. S'il en est averti à l'avance et par écrit, le Gouvernement accorde des facilités spéciales en vue de l'accomplissement rapide des formalités d'entrée et de sortie pour tous les membres de la MONUC, y compris la composante militaire. Nonobstant le contrôle des changes susmentionné, les membres de la MONUC pourront, à leur départ de la République démocratique du Congo, emporter les sommes dont le Représentant spécial aura certifié qu'elles ont été versées par l'Organisation des Nations Unies ou par un État participant à titre de solde et d'émoluments et constituent un reliquat raisonnable de ces fonds. Des arrangements spéciaux seront conclus en vue de mettre en œuvre les présentes dispositions dans l'intérêt du Gouvernement et des membres de la MONUC.

33. Le Représentant spécial coopère avec le Gouvernement et prête toute l'assistance en son pouvoir pour assurer le respect des législations et réglementations douanières et fiscales de la République démocratique du Congo par les membres de la MONUC, conformément aux dispositions du présent Accord.

Entrée, séjour et départ

34. Le Représentant spécial et les membres de la MONUC, chaque fois que le Représentant spécial les requiert, ont le droit d'entrer en République démocratique du Congo, d'y séjourner et d'en repartir.

35. Le Gouvernement s'engage à faciliter l'entrée en République démocratique du Congo du Représentant spécial et des membres de la MONUC ainsi que leur sortie, et est tenu au courant de ces mouvements. À cette fin, le Représentant spécial et les membres de la MONUC sont dispensés des formalités de passeport et de visa, ainsi que de l'inspection et des restrictions prévues par les services d'immigration à l'entrée ou à la sortie du territoire. Ils ne sont pas davantage assujettis aux dispositions régissant le séjour des étrangers en République démocratique du Congo, en particulier aux dispositions relatives à l'enregistrement, mais n'acquièrent pour autant aucun droit de résider ou d'être domiciliés en permanence en République démocratique du Congo.

36. À l'entrée ou à la sortie du territoire, seuls les titres ci-après sont exigés des membres de la MONUC : *a*) ordre de mission individuel ou collectif délivré par le Représentant spécial ou par les autorités compétentes de tel ou tel État participant, ou sous l'autorité de l'un ou des autres; *b*) carte d'identité personnelle délivrée conformément au paragraphe 37 du présent Accord, si ce n'est à la première entrée, pour laquelle le laissez-passer des Nations Unies, le passeport national ou la carte d'identité personnelle délivrée par l'Organisation des Nations Unies ou par les autorités compétentes d'un État participant peut remplacer la carte d'identité susmentionnée.

Identification

37. Le Représentant spécial délivre à chacun des membres de la MONUC, avant ou dès que possible après sa première entrée dans le territoire, de même qu'à chacun des membres du personnel recruté localement et des contractants, une carte d'identité numérotée indiquant son nom et comportant une photographie de l'intéressé. Sous réserve des dispositions du paragraphe 36 du présent Accord, ladite carte d'identité est le seul document qu'un membre de la MONUC peut être tenu de produire.

38. Les membres de la MONUC, de même que le personnel recruté localement, et les contractants sont tenus de présenter, mais non de remettre, leur carte d'identité de la MONUC à tout agent habilité du Gouvernement qui en fait la demande.

Uniformes et armes

39. Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, certains membres de la MONUC, les militaires mais aussi d'autres catégories de personnel, portent l'uniforme de leur pays d'origine, assorti de l'équipement réglementaire de l'ONU. Les agents du Service de sécurité de l'ONU et les fonctionnaires du Service mobile peuvent porter l'uniforme des Nations Unies. En d'autres circonstances, le Représentant spécial peut autoriser les membres de la MONUC à porter des tenues civiles. Les

membres militaires de la MONUC et d'autres catégories de personnel civil de la MONUC, de même que les agents du Service de sécurité de l'ONU désignés par le Représentant spécial peuvent détenir et porter des armes dans l'exercice de leurs fonctions, conformément au règlement qui leur est applicable.

Permis et autorisation

40. Le Gouvernement convient de reconnaître, sans qu'il doive être acquitté de taxe ou de redevance à ce titre, la validité d'un permis ou d'une autorisation délivrés par le Représentant spécial à l'un quelconque des membres de la MONUC, y compris le personnel recruté localement, et habilitant l'intéressé à utiliser du matériel de transport de la MONUC ou à exercer une profession ou un métier quels qu'ils soient dans le cadre du fonctionnement de la MONUC, étant entendu qu'aucun permis de conduire un véhicule ou de piloter un aéronef ne sera délivré à quiconque n'est pas déjà en possession du permis voulu, en cours de validité.

41. Le Gouvernement consent à accepter comme valide, et le cas échéant, à valider gratuitement et sans restrictions, les licences et certificats délivrés par les autorités compétentes d'autres États en ce qui concerne les aéronefs et navires, y compris ceux utilisés par des contractants exclusivement pour le compte de la MONUC. Sans préjudice de ce qui précède, le Gouvernement consent en outre à accorder promptement, gratuitement et sans restrictions, les autorisations, licences et certificats nécessaires, selon que de besoin, à l'acquisition, l'utilisation, l'exploitation et l'entretien d'aéronefs et de navires.

42. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 39, le Gouvernement convient en outre de reconnaître, sans qu'il doive être acquitté de taxe ou de redevance à ce titre, la validité d'un permis ou d'une autorisation délivrés par le Représentant spécial à l'un quelconque des membres de la MONUC, et habilitant l'intéressé à porter ou à utiliser des armes à feu ou des munitions dans le cadre du fonctionnement de la MONUC.

Police militaire, arrestation et remise des personnes arrêtées et assistance mutuelle

43. Le Représentant spécial prend toutes les mesures utiles pour assurer le maintien de l'ordre et de la discipline parmi les membres de la MONUC ainsi que parmi le personnel recruté localement. À cette fin, des agents désignés par lui assurent la police dans les locaux de la MONUC et dans les zones où ses membres sont déployés. De tels agents ne peuvent être mis en place ailleurs qu'en vertu d'arrangements conclus avec le Gouvernement et en liaison avec lui dans la mesure où cela est nécessaire pour maintenir l'ordre et la discipline parmi les membres de la MONUC.

44. La police militaire de la MONUC a le droit de mettre en état d'arrestation les membres militaires de la MONUC. Les militaires arrêtés en dehors de la zone où est déployé leur contingent sont conduits auprès du commandant de celui-ci afin qu'il prenne les mesures disciplinaires qui s'imposent. Les agents visés au paragraphe 43 ci-dessus peuvent également mettre en état d'arrestation toute autre personne qui commet une infraction dans les locaux de la MONUC. Ils la remettent sans retard à l'autorité compétente du Gouvernement la plus proche, pour que les mesures voulues soient prises en ce qui concerne l'infraction commise ou les troubles causés dans lesdits locaux.

45. Sous réserve des dispositions des paragraphes 26 et 28, les autorités du Gouvernement peuvent mettre en état d'arrestation tout membre de la MONUC :

a) À la demande du Représentant spécial; ou

b) Lorsque l'intéressé est appréhendé au moment où il commet ou tente de commettre une infraction. L'intéressé est remis sans retard, en même temps que toutes armes ou tous autres objets saisis, au représentant compétent de la MONUC le plus proche, après quoi les dispositions du paragraphe 51 sont applicables *mutatis mutandis*.

46. Lorsqu'une personne est mise en état d'arrestation en vertu du paragraphe 44 ou de l'alinéa *b* du paragraphe 45, la MONUC ou le Gouvernement, selon le cas, peuvent procéder à un interrogatoire préliminaire mais ne doivent pas retarder la remise de l'intéressé. Après celle-ci, l'intéressé peut, sur demande, être mis à la disposition de l'autorité qui a procédé à l'arrestation, pour subir de nouveaux interrogatoires.

47. La MONUC et le Gouvernement se prêtent mutuellement assistance pour la conduite de toutes enquêtes nécessaires concernant les infractions contre les intérêts de l'un ou de l'autre, ou des deux, pour la production des témoins et pour la recherche et la production des preuves, y compris la saisie, et, s'il y a lieu, la remise de pièces et objets se rapportant à l'infraction. La remise des pièces et objets saisis peut toutefois être subordonnée à leur restitution dans un délai déterminé par l'autorité qui procède à cette remise. Chacune des deux autorités notifie à l'autre la décision intervenue dans toute affaire dont l'issue peut intéresser cette autre autorité, ou qui a donné lieu à la remise de personnes arrêtées, conformément aux dispositions des paragraphes 44 à 46.

48. Le Gouvernement prend toutes les mesures utiles pour assurer la sécurité de la MONUC et de ses membres. À la demande du Représentant spécial du Secrétaire général, le Gouvernement assure la sécurité voulue pour la protection de la MONUC, de ses biens et de ses membres pendant l'exercice de leurs fonctions.

49. Le Gouvernement se charge des poursuites contre les personnes relevant de sa juridiction pénale et accusées d'avoir commis, à l'égard de la MONUC ou de ses membres, des actes qui, s'ils avaient été

commis à l'égard des forces du Gouvernement ou de la population civile locale, auraient exposé les auteurs à des poursuites.

Juridiction

50. Tous les membres de la MONUC, y compris le personnel recruté localement, jouissent de l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et écrits. Cette immunité continuera d'avoir effet même lorsqu'ils ne seront plus membres de la MONUC ou employés par elle et après que les autres dispositions du présent Accord auront expiré.

51. S'il estime qu'un membre de la MONUC a commis une infraction pénale, le Gouvernement en informe le Représentant spécial dans les meilleurs délais et lui présente tout élément de preuve en sa possession sous réserve des dispositions du paragraphe 26 :

a) Si l'accusé est membre de l'unité civile ou membre civil de l'unité militaire, le Représentant spécial procède à tout complément d'enquête nécessaire et le Gouvernement et lui-même décident d'un commun accord si des poursuites pénales doivent être intentées contre l'intéressé. Faute d'un tel accord, la question sera réglée comme prévu au paragraphe 57 du présent Accord;

b) Les membres militaires de l'unité militaire de la MONUC sont soumis à la juridiction exclusive de l'État participant dont ils sont ressortissants pour toute infraction pénale qu'ils pourraient commettre en République démocratique du Congo.

52. Si une action civile est intentée contre un membre de la MONUC devant un tribunal de la République démocratique du Congo, notification en est faite immédiatement au Représentant spécial, qui fait savoir au tribunal si l'affaire a trait ou non aux fonctions officielles de l'intéressé :

a) Si le Représentant spécial certifie que l'affaire a trait aux fonctions officielles de l'intéressé, il est mis fin à l'instance et les dispositions du paragraphe 55 du présent Accord sont applicables;

b) Si le Représentant spécial certifie que l'affaire n'a pas trait aux fonctions officielles de l'intéressé, l'instance suit son cours. Si le Représentant spécial certifie qu'un membre de la MONUC n'est pas en mesure, par suite soit de ses fonctions officielles, soit d'une absence régulière, de défendre ses intérêts, le tribunal, sur la demande de l'intéressé, suspend la procédure jusqu'à la fin de l'indisponibilité, mais pour une période n'excédant pas 90 jours. Les biens d'un membre de la MONUC ne peuvent être saisis en exécution d'une décision de justice si le Représentant spécial certifie qu'ils sont nécessaires à l'intéressé pour l'exercice de ses fonctions officielles. La liberté individuelle d'un membre de la MONUC ne peut faire l'objet d'aucune restriction à l'occasion

d'une affaire civile, que ce soit pour exécuter une décision de justice, pour obliger à faire une révélation sous la foi du serment ou pour toute autre raison.

Décès de membres

53. Le Représentant spécial a le droit de prendre les dispositions voulues en ce qui concerne la dépouille d'un membre de la MONUC décédé en République démocratique du Congo ainsi qu'en ce qui concerne les effets de celui-ci se trouvant en République démocratique du Congo, conformément aux pratiques de l'Organisation des Nations Unies en la matière.

VII. — Limitations de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies

54. Les demandes d'indemnisation présentées au titre de la responsabilité civile en cas de pertes ou dommages matériels ou de préjudice corporel, maladie ou décès liés à la MONUC ou directement imputables à celle-ci, à l'exception des pertes, dommages ou préjudices imputables à des impératifs opérationnels, qui ne pourront être réglées conformément aux procédures internes de l'Organisation des Nations Unies seront réglées par celle-ci conformément aux dispositions de l'article 55 du présent Accord, à condition que les demandes soient présentées dans un délai de six mois à compter du moment où la perte, le dommage ou le préjudice corporel s'est produit ou, si le demandeur n'avait pas et ne pouvait raisonnablement avoir connaissance de la perte ou du préjudice, à compter du moment où il les a découverts, mais en aucun cas après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la fin du mandat de la MONUC. Une fois sa responsabilité établie, conformément aux dispositions du présent Accord, l'Organisation des Nations Unies versera une indemnisation, sous réserve des limitations financières approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/247 du 26 juin 1998.

VIII. — Règlement des différends

55. Sauf disposition contraire du paragraphe 57, une commission permanente des réclamations créée à cet effet statue sur tout différend ou toute réclamation relevant du droit privé, qui ne se rapporte pas à des dommages imputables aux impératifs opérationnels de la MONUC, auquel la MONUC ou l'un de ses membres est partie et à l'égard duquel les tribunaux de la République démocratique du Congo n'ont pas compétence en raison d'une disposition du présent Accord. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement nomment chacun un membre de la commission; le président est désigné d'un commun accord par le Secrétaire général et le Gouvernement. Si les deux parties ne se sont pas entendues sur la nomination du président dans

un délai de 30 jours à compter de la nomination du premier membre de la commission, le Président de la Cour internationale de Justice peut, à la demande de l'une des parties, nommer le président. Toute vacance à la commission est pourvue selon la méthode prévue pour la nomination initiale, le délai de 30 jours prescrit ci-dessus commençant à courir à la date de vacance de la présidence. La commission définit ses propres procédures, étant entendu que deux membres, quels qu'ils soient, constituent le quorum dans tous les cas (sauf pendant les 30 jours qui suivent la survenance d'une vacance) et que toutes les décisions nécessitent l'approbation de deux membres. Les sentences de la commission ne sont pas susceptibles d'appel. Les sentences de la commission sont notifiées aux parties et, si elles sont rendues contre un membre de la MONUC, le Représentant spécial ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies n'épargne aucun effort pour en assurer l'exécution.

56. Tout différend relatif aux conditions d'emploi et de travail du personnel recruté localement sera réglé suivant les procédures administratives que fixera le Représentant spécial.

57. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord entre la MONUC et le Gouvernement est soumis à un tribunal composé de trois arbitres, à moins que les parties n'en décident autrement. Les dispositions relatives à la constitution de la commission des réclamations ainsi qu'à ses procédures s'appliquent, *mutatis mutandis,* à la constitution et aux procédures du tribunal. Les décisions du tribunal ne sont pas susceptibles d'appel et ont force obligatoire pour les deux parties.

58. Toute contestation entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de la République démocratique du Congo portant sur l'interprétation ou l'application des présentes dispositions et soulevant une question de principe concernant la Convention sera soumise à la procédure prévue à la section 30 de la Convention.

IX. — Avenants

59. Le Représentant spécial et le Gouvernement peuvent conclure des avenants au présent Accord.

X. — Liaison

60. Le Représentant spécial et le Gouvernement prennent des mesures propres à assurer entre eux une liaison étroite à tous les niveaux voulus.

XI. — Dispositions diverses

61. Le Gouvernement sera responsable en dernier ressort de l'octroi et de la mise en œuvre par les autorités locales compétentes des

privilèges, immunités et droits conférés par le présent Accord à la MONUC, ainsi que des facilités que la République démocratique du Congo s'engage à lui fournir à ce titre.

62. Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou en son nom et par le Gouvernement.

63. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au départ de la République démocratique du Congo de l'élément final de la MONUC, à l'exception :

a) Des dispositions des paragraphes 50, 57 et 58 qui resteront en vigueur;

b) Des dispositions des paragraphes 54 et 55, qui resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été statué sur toutes les réclamations faites conformément aux dispositions du paragraphe 54.

SIGNÉ à Kinshasa le 4 mai 2000, en double exemplaire en langue française.

Pour l'Organisation des Nations Unies :

(*Signé*) Kamel MORJANE
Le Représentant spécial du Secrétaire général

Pour le gouvernement de la République Démocratique du Congo :

(*Signé*) M. Yerodia ABDOULAYE NDOMBASHI
Le Ministre des affaires étrangères et de la coopération, Ministre d'État de la République démocratique du Congo

f) Accord devant régir les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Signé à New York le 26 mai 2000[10]

L'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies (ci-après dénommée « la Charte ») et du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (ci-après dénommé « le Traité »),

Ayant également à l'esprit la résolution CTBT/MSS/RES/1 adoptée le 19 novembre 1996 à la Réunion des États signataires du Traité (ci-après dénommée la « résolution ») portant création de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (ci-après dénommée la « Commission »),

Rappelant que, selon la Charte, l'Organisation des Nations Unies est la principale institution chargée des questions de maintien de la paix et de la sécurité internationales et le centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les buts énoncés dans la Charte,

Rappelant également les dispositions du Traité qui prévoient qu'une coopération s'instaure entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires,

Notant que, selon la résolution, la Commission a été instituée pour préparer l'application effective du Traité,

Conscientes que les activités de la Commission entreprises en vertu du Traité et de la résolution contribueront à la réalisation des buts et des principes énoncés dans la Charte,

Désireuses de ménager entre elles des relations mutuellement avantageuses, facilitant à chacune l'exercice de ses responsabilités,

Notant que la résolution 54/65 du 6 décembre 1999 de l'Assemblée générale et la décision du 29 avril 1999 de la Commission, contenue dans le document CTBT/PC-8/1/annexe IX, prévoient la conclusion d'un accord devant régir les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Dispositions générales

1. L'Organisation des Nations Unies reconnaît dans la Commission une entité ayant avec elle des relations de travail telles que les définit le présent Accord et dotée, en vertu de la résolution, du statut d'institution internationale, du pouvoir de négocier et de conclure des accords et de la capacité juridique nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs.

2. La Commission reconnaît les attributions que la Charte confère à l'Organisation des Nations Unies, notamment dans les domaines de la paix et de la sécurité internationales, du développement économique, social, culturel et humanitaire, de la protection et de la sauvegarde du milieu et du règlement pacifique des différends.

3. La Commission s'engage à conduire ses activités conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte, compte dûment tenu des politiques de l'Organisation des Nations Unies qui visent à promouvoir ces buts et principes.

Article II

COOPÉRATION ET COORDINATION

1. L'Organisation des Nations Unies et la Commission, conscientes qu'il leur faut travailler ensemble à la réalisation de leurs objectifs communs et soucieuses de faciliter l'exercice effectif de leurs responsabilités, décident d'un commun accord de collaborer étroitement, de se consulter et de rester en relations de travail suivies dans les domaines qui les intéressent ou les occupent toutes deux. Elles coopéreront à cette fin conformément aux dispositions de leurs instruments statutaires respectifs.

2. En considération des responsabilités que la résolution attribue à la Commission, l'Organisation des Nations Unies et la Commission coopéreront, en particulier, dans l'exécution des dispositions suivantes du Traité :

a) Paragraphe 13 de l'article II du Traité prévoyant la convocation par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en tant que dépositaire du Traité, de la session initiale de la Conférence des États parties au Traité;

b) Article XIV du Traité prévoyant la convocation par le dépositaire, à la demande de la majorité des États ayant déjà déposé leur instrument de ratification, de conférences consacrées à l'examen et à l'adoption par consensus des mesures qui pourraient être prises suivant le droit international pour accélérer le processus de ratification et faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée.

3. La Commission, agissant dans le cadre de ses compétences et selon les dispositions du Traité, coopère avec l'Organisation des Nations Unies et lui fournit sur demande les informations et l'aide dont elle peut avoir besoin dans l'exercice des responsabilités que lui confie la Charte. Si des informations confidentielles lui sont communiquées, l'Organisation des Nations Unies préserve ce caractère confidentiel.

4. L'Organisation des Nations Unies et la Commission reconnaissent la nécessité de coordonner efficacement leurs activités et leurs services en vue d'éviter, le cas échéant, le doublement inutile de ces activités et de ces services, particulièrement dans le domaine des services communs au Centre international de Vienne.

5. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétariat technique provisoire de la Commission entretiennent des relations de travail étroites dans les domaines intéressant les deux institutions, selon les dispositions dont ils conviennent de temps à autre.

6. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire exécutif de la Commission se consultent de temps à autre sur leurs attributions respectives, et plus particulièrement sur les dispositions

administratives qui permettraient à l'Organisation des Nations Unies et à la Commission d'assumer efficacement leurs fonctions et assureraient une coopération et une liaison effectives entre leurs secrétariats.

Article III

Représentation réciproque

1. Chaque fois que sont examinées des questions intéressant l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général, ou son représentant, est habilité à assister et à participer sans droit de vote aux sessions de la Commission et, sous réserve du règlement intérieur et de la pratique de l'organe dont il s'agit, aux réunions de tout autre organe qu'elle pourrait convoquer.

2. Le Secrétaire exécutif de la Commission est habilité à assister aux séances plénières de l'Assemblée générale, aux fins de consultations. Il est habilité à assister et à participer sans droit de vote aux séances des Commissions de l'Assemblée générale et, sous réserve du règlement intérieur et de la pratique de l'organe dont il s'agit, aux séances des organes subsidiaires de l'Assemblée générale et de ses Commissions consacrées à des questions qui intéressent la Commission. Chaque fois qu'un autre organe principal des Nations Unies examine des questions qui ont trait aux activités de la Commission, le Secrétaire exécutif peut assister aux réunions de cet organe, sur son invitation, pour lui fournir des informations ou l'aider de quelque autre manière à étudier les questions relevant de la compétence de la Commission. Aux fins du présent paragraphe, le Secrétaire exécutif peut désigner le représentant de son choix.

3. Les déclarations que l'Organisation des Nations Unies présente par écrit à la Commission pour diffusion sont distribuées par le Secrétariat technique provisoire de la Commission à tous les membres des organes compétents de la Commission. Les déclarations que la Commission présente par écrit à l'Organisation des Nations Unies pour diffusion sont distribuées par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à tous les membres des organes compétents de l'Organisation.

Article IV

Établissement de rapports

1. Dans les limites de ses compétences et sous réserve des dispositions du Traité, la Commission tient l'Organisation des Nations Unies informée de ses activités; elle peut en rendre compte, régulièrement ou à titre exceptionnel, aux organes principaux concernés de l'Organisation par l'intermédiaire du Secrétaire général.

2. Si le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies rend compte à l'Organisation des Nations Unies des activités réalisées

en commun par l'Organisation des Nations Unies et la Commission ou du développement des relations entre elles, il communique promptement son rapport à la Commission.

3. Si le Secrétaire exécutif de la Commission rend compte à la Commission des activités réalisées en commun par la Commission et l'Organisation des Nations Unies ou du développement des relations entre elles, il communique promptement son rapport à l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Résolutions de l'Organisation des Nations Unies

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet au Secrétaire exécutif de la Commission les résolutions adoptées par les organes principaux de l'Organisation des Nations Unies sur des questions ayant trait au Traité et à la Résolution. Le Secrétaire exécutif porte le texte des résolutions qu'il a reçues à l'attention de la Commission et, le cas échéant, fait connaître à l'Organisation des Nations Unies les décisions qu'elle a prises.

Article VI

Inscription des questions à l'ordre du jour

1. L'Organisation des Nations Unies peut proposer d'inscrire certaines questions à l'ordre du jour de la Commission. En pareil cas, elle informe le Secrétaire exécutif de la Commission des questions dont il s'agit. En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et conformément aux dispositions réglementaires applicables, le Secrétaire exécutif porte ces questions à l'attention de la Commission.

2. La Commission peut proposer d'inscrire certaines questions à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies. En pareil cas, elle informe le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des questions dont il s'agit. En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés et conformément aux dispositions réglementaires applicables, le Secrétaire général porte ces questions à l'attention des organes principaux concernés de l'Organisation.

Article VII

Échange d'informations et de documents

1. L'Organisation des Nations Unies et la Commission prennent des dispositions pour l'échange d'informations, de publications et de documents d'intérêt mutuel.

2. Dans l'exercice des responsabilités qui lui sont confiées en vertu de l'article XVI du Traité et compte tenu des responsabilités qui

incombent à la Commission en vertu du paragraphe 18 de la résolution, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmet à la Commission des copies des communications qu'il reçoit en tant que dépositaire du Traité.

3. La Commission communique, dans la mesure du possible, les études spéciales ou les informations demandées par l'Organisation des Nations Unies. Ces études et ces informations sont transmises conformément aux conditions énoncées à l'article XII du présent Accord.

4. L'Organisation des Nations Unies communique également, dans la mesure du possible, à la Commission, à sa demande, les études spéciales ou les informations concernant les questions qui sont de la compétence de la Commission. Ces études et ces informations sont transmises conformément aux conditions énoncées à l'article XII du présent Accord.

5. L'Organisation des Nations Unies et la Commission s'efforcent de parvenir à un maximum de coopération afin d'éviter les doubles emplois indésirables dans la collecte, l'analyse, la publication et la diffusion des informations concernant les questions d'intérêt mutuel. Elles s'efforcent de conjuguer, le cas échéant, leurs efforts afin d'assurer la plus grande utilité possible et la meilleure utilisation de ces informations et de réduire au minimum la charge imposée aux gouvernements et aux autres organisations internationales qui fournissent ces informations.

Article VIII

Cour internationale de Justice

La Commission est convenue, sous réserve des dispositions qu'elle pourrait prendre afin de préserver des informations confidentielles, de communiquer toute information qui pourrait être demandée par la Cour internationale de Justice conformément au Statut de la Cour.

Article IX

Laissez-passer des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies reconnaît qu'en raison de la nature spéciale et de l'universalité des travaux de la Commission, tel que le définit la résolution, les fonctionnaires de la Commission peuvent, conformément aux arrangements spéciaux qui seront conclus entre le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire exécutif de la Commission, utiliser le laissez-passer des Nations Unies comme document de voyage valable lorsque cette utilisation est reconnue par les États dans les instruments ou dispositions définissant les privilèges et immunités de la Commission.

Article X

Dispositions concernant le personnel

1. L'Organisation des Nations Unies et la Commission sont convenues de se consulter, en tant que de besoin, au sujet des questions d'intérêt commun relatives aux conditions d'emploi du personnel.

2. L'Organisation des Nations Unies et la Commission sont convenues de coopérer en ce qui concerne les échanges de personnel, en tenant compte de la nationalité des États signataires du Traité, et de définir les conditions de cette coopération dans des accords supplémentaires conclus à cette fin conformément à l'article XV du présent Accord.

Article XI

Questions budgétaires et financières

1. La Commission reconnaît qu'il est souhaitable d'établir une coopération budgétaire et financière avec l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle puisse bénéficier de l'expérience de l'Organisation dans ce domaine et afin d'assurer, dans la mesure du possible, la cohérence du fonctionnement administratif des deux organisations sur le terrain.

2. Sous réserve des dispositions de l'article XII du présent Accord, l'Organisation des Nations Unies peut demander la réalisation d'études sur les questions budgétaires et financières intéressant la Commission afin d'assurer, dans la mesure du possible, la coordination et la cohérence dans ce domaine.

3. La Commission est convenue de suivre, dans la mesure du possible et selon qu'il convient, les pratiques et formules budgétaires et financières normales utilisées par l'Organisation des Nations Unies.

Article XII

Coûts et dépenses

Les coûts et dépenses découlant de toute coopération ou de la fourniture de services en application du présent Accord feront l'objet d'accords séparés entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission.

Article XIII

Protection de la confidentialité

Sous réserve des dispositions des paragraphes 1 et 3 de l'article II, aucune disposition du présent Accord ne peut être interprétée comme obligeant l'Organisation des Nations Unies ou la Commission à fournir toute matière, donnée ou information dont la communication pourrait, à son avis, constituer une violation de sa politique concernant le caractère confidentiel de ces informations.

Article XIV

ENREGISTREMENT

Le présent Accord peut être enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par l'Organisation ou la Commission.

Article XV

APPLICATION DE L'ACCORD

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire exécutif de la Commission peuvent conclure, s'ils le jugent souhaitable, des accords supplémentaires en vue de l'application du présent Accord.

Article XVI

AMENDEMENTS

Le présent Accord peut être amendé par consentement mutuel entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission. Tout amendement qui a été convenu entre en vigueur dès qu'il a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Commission.

Article XVII

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Accord entre en vigueur dès qu'il a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et la Commission.

EN FOI DE QUOI les soussignés, en tant que représentants dûment autorisés de l'Organisation des Nations Unies et de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ont signé le présent Accord.

SIGNÉ à New York le 26 mai 2000, en deux exemplaires originaux en langue anglaise.

Pour l'Organisation des Nations Unies :

(Signé) Kofi A. ANNAN
Le Secrétaire général

Pour la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires :

(Signé) Wolfgang HOFFMANN
Le Secrétaire exécutif

g) Protocole de coopération technique entre l'Organisation des Nations Unies (Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental, établie au Brésil—Accord de coopération des Nations Unies) et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil. Signé à Dili le 22 juillet 2000[11]

Le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental (ci-après dénommés les « Parties contractantes »),

Considérant le désir d'établir des liens de coopération entre les Parties contractantes dans le cadre de l'Accord de base relatif à l'assistance technique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, signé le 29 décembre 1964 et promulgué par décret n° 59-308 du 23 septembre 1966,

Considérant l'esprit de la résolution 1272 (1999) du 25 octobre 1999 du Conseil de sécurité des Nations Unies qui portait création de l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental,

Reconnaissant la nécessité d'appuyer les efforts en vue de la reconstruction du Timor oriental,

Considérant la nécessité de prendre des mesures dont l'impact social serait immédiat,

Convaincus de la nécessité de créer une structure durable de sorte qu'une nouvelle société démocratique s'épanouisse au Timor oriental,

Désireux d'appuyer le renforcement des capacités en vue de l'autonomie gouvernementale,

Reconnaissant la nécessité de créer les conditions pour un développement durable,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le présent Protocole de coopération technique, ci-après dénommé le « Protocole », fondé sur l'Accord de base de 1964 relatif à l'assistance technique entre le Gouvernement de la République fédérative du Brésil et l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article premier, du paragraphe 1 de l'article III et du paragraphe 4 de l'article IV, a pour but de promouvoir la coopération technique dans des domaines prioritaires définis par les Parties contractantes, en principe, en matière d'éducation, de santé, d'agriculture, de formation professionnelle et technique et d'appui aux petites et moyennes entreprises.

Article II

1. Aux fins de la réalisation des buts du présent Protocole, des descriptifs de projets et des activités de coopération technique seront élaborés.

2. Les descriptifs de projets et les activités de coopération technique seront définis par les institutions d'exécution, en étroite collaboration avec les Parties contractantes.

3. Des institutions des secteurs public et privé, ainsi que des organisations non gouvernementales, participeront aux projets et activités devant être élaborés dans le cadre du présent Protocole.

4. Les Parties contractantes pourront demander conjointement ou séparément le financement nécessaire à l'exécution des projets et activités approuvés par leurs fonds propres auprès d'organisations internationales de financement, de programmes régionaux et internationaux et d'autres donateurs.

Article III

1. Les projets identifiés et préparés conjointement avec les institutions d'exécution seront présentés aux Parties contractantes pour leur approbation.

2. Les Parties contractantes évalueront périodiquement, d'un commun accord, les projets et activités.

Article IV

1. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date de sa signature et le demeurera pour la même période que celle prévue par la résolution 1272 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies qui établissait l'Administration transitoire des Nations Unies au Timor oriental. En cas de reconduction de la résolution, le 31 janvier 2001, le présent Protocole demeura également en vigueur pour la même période.

2. Les Parties contractantes pourront, d'un commun accord, modifier ou amender le présent Protocole par notification. Les modifications ou les amendements entreront en vigueur à la date à laquelle ils seront officialisés.

3. En cas de dénonciation du présent Protocole, les programmes, projets et activités en cours ne seront pas affectés, à moins que les Parties contractantes n'en conviennent autrement expressément par écrit.

SIGNÉ à Dili le 22 juillet 2000, en trois exemplaires originaux en langues portugaise et anglaise, tous les textes faisant également foi.

EN PRÉSENCE DU CONSEIL NATIONAL DE LA RÉSISTANCE TIMORAISE

Pour le gouvernement de la République fédérative du Brésil :

(*Signé*) Kywal DE OLIVEIRA

Pour l'Administration transitoire
des Nations Unies au Timor oriental :
Le Représentant spécial
du Secrétaire général des Nations Unies

(*Signé*) Sergio Vieira DE MELLO

h) Accord entre le Royaume de Swaziland et l'Organisation des Nations Unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal international pour le Rwanda. Signé à Mbabane le 30 août 2000[12]

Le Gouvernement du Royaume de Swaziland, ci-après dénommé « l'État requis », et l'*Organisation des Nations Unies, agissant par l'intermédiaire du Tribunal international pour le Rwanda,* ci-après dénommé « le Tribunal »,

Rappelant l'article 26 du Statut du Tribunal adopté par le Conseil de sécurité par la résolution 955 (1994) du 8 novembre 1994, aux termes duquel les peines d'emprisonnement prononcées par le Tribunal sont exécutées au Rwanda ou dans un État désigné par le Tribunal sur la liste des États qui ont fait savoir au Conseil de sécurité qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés,

Prenant acte du fait que l'État requis est disposé à exécuter les peines prononcées par le Tribunal,

Rappelant les dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus approuvé par le Conseil économique et social dans ses résolutions 663 C (XXIV) du 31 juillet 1957 et 2067 (LXII) du 13 mai 1977, de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 43/173 du 9 décembre 1988 et les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/111 du 14 décembre 1990,

Afin de donner effet aux jugements et aux peines prononcés par le Tribunal,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

BUT ET CHAMP D'APPLICATION DE L'ACCORD

Le présent Accord règle les questions ayant trait à toutes les demandes adressées à l'État requis à l'effet d'assurer l'exécution des peines prononcées par le Tribunal ou découlant desdites demandes.

Article 2

PROCÉDURE

1. Le Sous-Secrétaire général désigné conformément à l'article 16 du Statut du Tribunal international pour le Rwanda (ci-après dénommé « le Greffier »), avec l'approbation du Président du Tribunal, adresse à l'État requis une demande tendant à assurer l'exécution d'une peine.

2. Le Greffier joint à la demande adressée à l'État requis les documents et les pièces ci-après :

a) Une copie certifiée conforme du jugement;

b) Un document indiquant la fraction de la peine déjà purgée, y compris toutes informations concernant une quelconque période de détention provisoire accomplie;

c) Le cas échéant, tout rapport médical ou psychologique concernant la personne condamnée, toute recommandation tendant à lui faire subir un traitement complémentaire dans l'État requis et tous autres éléments d'information concernant l'exécution de la peine;

d) Les copies certifiées conformes des pièces d'identification de la personne condamnée en la possession du Tribunal.

3. Toutes les communications adressées à l'État requis touchant les questions prévues par le présent Accord sont transmises au Ministre chargé des affaires pénitentiaires par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères.

4. L'État requis se prononce rapidement, conformément à son droit interne ou à sa pratique, sur la demande du Greffier et informe celui-ci de sa décision d'accepter ou de ne pas accepter de recevoir le condamnés ou les condamnés.

Article 3

EXÉCUTION

1. Les autorités nationales compétentes de l'État requis qui assurent l'exécution de la peine prononcée par le Tribunal sont liées par la durée de la peine ainsi prononcée.

2. Les conditions de détention sont régies par la loi de l'État requis, sous réserve de la supervision du Tribunal, conformément aux dis-

positions des articles 6 à 8 et des paragraphes 2 et 3 de l'article 9 ci-après.

3. Les conditions d'emprisonnement sont conformes aux dispositions de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, de l'Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement et des Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus.

Article 4

TRANSFÈREMENT DU CONDAMNÉ

1. Le Greffier prend les dispositions voulues pour transférer la personne condamnée du Tribunal aux autorités compétentes de l'État requis. Le Greffier informe le condamné, avant son transfèrement, de la teneur du présent Accord.

2. Si après son transfèrement à l'État requis, le Tribunal ordonne, conformément à son Règlement de procédure et de preuve, que le condamné comparaisse en qualité de témoin dans un procès devant le Tribunal, le condamné est transféré temporairement au Tribunal à cette fin, sous réserve de son renvoi à l'État requis au terme du délai fixé par le Tribunal.

3. Le Greffier transmet l'ordre de transfèrement temporaire du condamné aux autorités nationales de l'État requis. Il s'assure du bon déroulement du transfèrement du condamné de l'État requis au Tribunal et de son renvoi à l'État requis aux fins de la poursuite de son emprisonnement à l'expiration de la période de transfèrement temporaire fixée par le Tribunal, étant entendu que la durée de la période de la détention au Tribunal vient en déduction de la durée totale de la peine.

Article 5

NON BIS IN IDEM

Le condamné ne peut être traduit devant une juridiction de l'État requis pour des faits constituant des violations graves du droit international humanitaire au sens du Statut du Tribunal, s'il a déjà été jugé pour les mêmes faits par le Tribunal.

Article 6

INSPECTION

1. Les autorités compétentes de l'État requis autorisent le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), ou toute autre personne ou organe désigné à cet effet par le Tribunal, à effectuer à tout moment et périodiquement des visites d'inspection touchant les conditions de détention et le traitement du condamné ou des condamnés, la fréquence

des visites étant laissée à la discrétion du CICR ou de la personne ou de l'organe désigné. Le CICR ou la personne ou l'organe désigné soumet à l'État requis et au Président du Tribunal un rapport confidentiel fondé sur les conclusions de ces inspections.

2. Les représentants de l'État requis et le Président du Tribunal se consultent sur les conclusions des rapports visés au paragraphe 1. Le Président du Tribunal peut par la suite demander à l'État requis de l'informer de toutes modifications des conditions de détention proposées par le CICR ou par la personne ou l'organe désigné.

Article 7

INFORMATION

1. L'État requis informe immédiatement le Greffier :

a) De l'expiration de la peine, deux mois avant l'échéance;

b) Si le condamné s'évade avant d'avoir purgé sa peine;

c) En cas de décès du condamné.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, le Greffier et l'État requis se consultent sur toutes les questions ayant trait à l'exécution de la peine, sur la demande de l'une ou l'autre partie.

Article 8

LIBÉRATION ANTICIPÉE, GRÂCE ET COMMUTATION DE PEINE

1. Si le condamné peut bénéficier d'une libération anticipée, d'une grâce ou d'une commutation de peine en vertu des lois de l'État requis, celui-ci en avise le Greffier.

2. Le Président du Tribunal apprécie, en consultation avec les juges du Tribunal, s'il y a lieu d'accorder le bénéfice d'une libération anticipée, d'une grâce ou d'une commutation de peine. Le Greffier communique la décision du Président à l'État requis, lequel agit en conséquence.

Article 9

TERME DE L'EXÉCUTION

1. L'exécution de la peine prend fin :

a) Lorsque la peine a été purgée;

b) Si le condamné bénéficie, conformément à l'article 8 du présent Accord, d'une grâce ou s'il bénéficie d'une commutation de peine, lorsque la peine telle que commuée a été exécutée;

c) Suite à une décision du Tribunal visée au paragraphe 2 du présent article;

d) Si le condamné décède.

2. Le Tribunal peut à tout moment décider de demander qu'il soit mis fin à l'exécution de la peine dans l'État requis et que le condamné soit transféré dans un autre État ou au Tribunal.

3. Les autorités compétentes de l'État requis mettent fin à l'exécution de la peine dès que le Greffier les informe de toute décision ou mesure par suite de laquelle la peine cesse d'être exécutoire.

Article 10

IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTER LA PEINE

Si, à tout moment après que la décision a été prise d'exécuter la peine, la poursuite de l'exécution en devient impossible pour des raisons juridiques ou pratiques quelconques, l'État requis en informe promptement le Greffier. Celui-ci prend les dispositions voulues aux fins du transfèrement du condamné. Les autorités compétentes de l'État requis ménagent un délai de soixante jours au moins à compter de la notification faite au Greffier avant de prendre toute autre mesure à ce sujet.

Article 11

DÉPENSES

1. Sauf convention contraire des parties :

a) Le Tribunal prend à sa charge les dépenses afférentes : i) au transfèrement du condamné vers l'État requis et depuis cet État; ii) au rapatriement du condamné après qu'il a purgé sa peine; iii) en cas de décès, au rapatriement du corps du condamné;

b) L'État requis supporte toutes autres dépenses découlant de l'exécution de la peine.

2. Le Tribunal s'engage à prendre contact avec les pays donateurs ou autres organismes donateurs en vue de mobiliser une assistance financière pour tous projets visant à améliorer les normes internationales des conditions de détention dans lesquelles le condamné doit purger sa peine conformément au présent Accord.

3. À cet effet, l'État requis peut, s'il y a lieu, présenter au Greffier une requête relative aux projets allant dans le sens visé au paragraphe précédent, en vue de se concerter et de s'entendre sur les mesures nécessaires à prendre.

4. En prenant contact avec les pays donateurs ou autres organismes donateurs mentionnés au paragraphe 2 ci-dessus, le Tribunal attire leur attention sur toute situation spéciale qui pourrait occasionner des dépenses extraordinaires au titre de l'exécution de la peine du condamné dans l'État requis, conformément au présent Accord.

Article 12

CLAUSE DE SUBSTITUTION

Lorsque la cessation des activités du Tribunal est envisagée, le Greffier informe le Conseil de sécurité de toute peine qui reste à purger, conformément aux dispositions du présent Accord.

Article 13

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent Accord entrera en vigueur provisoirement à sa signature par les deux parties et définitivement à la date de la notification par l'État requis de la ratification ou de l'approbation de l'Accord par ses autorités compétentes.

Article 14

DURÉE DE L'ACCORD

1. Chaque partie peut, après consultation avec l'autre partie, dénoncer le présent Accord en informant celle-ci par écrit, au moins soixante jours à l'avance, de son intention d'y mettre fin.

2. Le présent Accord continuera toutefois de s'appliquer pour une période n'excédant pas six mois à compter de sa dénonciation, en ce qui concerne tout condamné pour lequel l'État requis assure, au moment où intervient cette dénonciation, l'exécution d'une peine prononcée par le Tribunal.

Article 15

AMENDEMENT

Le présent Accord pourra être modifié par consentement mutuel des parties.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Mbabane le 30 août 2000, en double exemplaire en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le royaume de Swaziland :

(*Signé*) Albert H. N. SHABANGU
Le Ministre des affaires étrangères et du commerce

Pour l'Organisation des Nations Unies :

(*Signé*) Agwu Ukiwe OKALI
Le Sous-Secrétaire général,
Greffier du Tribunal international pour le Rwanda

3. ACCORDS RELATIFS AU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies (Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés) et le Gouvernement de la République tchèque. Signé à Prague le 8 février 2000[13]

Considérant que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 319 (IV) du 3 décembre 1949,

Considérant que le Statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 428 (V) du 14 décembre 1950, dispose notamment que le Haut Commissaire, agissant sous l'autorité de l'Assemblée générale, assume les fonctions de protection internationale, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, en ce qui concerne les réfugiés qui relèvent de son statut, et de recherche des solutions permanentes aux problèmes des réfugiés, en aidant les gouvernements et, sous réserve de l'approbation des gouvernements intéressés, les organisations privées à faciliter le rapatriement librement consenti de ces réfugiés ou leur assimilation dans des nouvelles communautés nationales,

Considérant que le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, organe subsidiaire créé par l'Assemblée générale conformément à l'Article 22 de la Charte des Nations Unies, fait partie intégrante de l'Organisation des Nations Unies dont le statut, les privilèges et les immunités sont régis par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale le 13 février 1946,

Considérant que le Gouvernement de la République tchèque et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés souhaitent définir, dans le cadre du mandat du Haut Commissariat, les modalités de sa représentation dans le pays,

En conséquence, le Gouvernement de la République tchèque et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont, dans un esprit de coopération amicale, conclu le présent Accord.

Article premier

DÉFINITIONS

Aux fins du présent Accord, les définitions ci-après s'appliquent :

a) Le terme « Gouvernement » désigne le Gouvernement de la République tchèque;

b) L'expression « pays hôte » désigne la République tchèque;

c) Le sigle « HCR » désigne le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés;

d) L'expression « Haut Commissaire » s'entend du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

e) Le terme « Parties » désigne le Gouvernement et le HCR;

f) Le terme « Convention » désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946;

g) L'expression « bureau du HCR » s'entend de tous les bureaux et locaux, installations et services occupés et maintenus par la délégation du HCR dans le pays hôte;

h) L'expression « représentant du HCR » s'entend du fonctionnaire du HCR responsable du bureau du HCR dans le pays hôte;

i) L'expression « personnel du HCR » s'entend des fonctionnaires, des experts en missions et des personnes qui assurent des services au nom du HCR;

j) L'expression « fonctionnaires du HCR » s'entend de tous les membres du personnel à l'emploi du HCR conformément aux Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, à l'exception des personnes qui sont recrutées localement et payées à l'heure comme le prévoit la résolution 76 (I) de l'Assemblée générale;

k) L'expression « experts en mission » s'entend des personnes, autres que les fonctionnaires du HCR ou des personnes qui assurent des services pour le compte du HCR, qui entreprennent des missions pour le compte du HCR;

l) L'expression « personnes assurant des services au nom du HCR » s'entend de personnes physiques ou morales et leurs employés, autres que des ressortissants du pays hôte, engagées par le HCR pour exécuter ses programmes ou pour participer à l'exécution de ses programmes.

Article II

OBJET DE L'ACCORD

Le présent Accord énonce les dispositions de base selon lesquelles le HCR, dans les limites de son mandat, coopère avec le Gouvernement, ouvre des bureaux dans le pays hôte et s'acquitte de ses tâches de protection internationale et d'assistance humanitaire en faveur des réfugiés et d'autres personnes concernées par ses activités dans le pays hôte.

Article III

COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE HCR

1. La coopération entre le Gouvernement et le HCR dans le domaine de la protection internationale et de l'assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes concernées par les activités du HCR s'effec-

tue dans le cadre du statut du HCR, des autres décisions et résolutions pertinentes au HCR adoptées par les organes des Nations Unies, de l'article 35 de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de l'article 2 du Protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

2. Le Bureau du HCR procède à des consultations avec le Gouvernement et coopère avec ce dernier lors de l'élaboration et de l'examen des projets intéressant les réfugiés et autres personnes concernées par les activités du HCR.

3. Les modalités de tout projet financé par le HCR et mis en œuvre par le Gouvernement, y compris l'obligation à laquelle sont tenus le Gouvernement et le Haut Commissaire en ce qui concerne l'apport de fonds, de fournitures, de matériel et autre forme d'assistance, sont énoncées dans des accords de projet qui doivent être signés par le Gouvernement et le HCR.

4. Le Gouvernement accorde au personnel du HCR le libre accès aux réfugiés et autres personnes concernées par les activités du HCR ainsi qu'aux sites des projets du HCR afin qu'il puisse en suivre toutes les phases d'exécution.

Article IV

BUREAU DU HCR

1. Le Gouvernement accueille favorablement la création et le maintien d'un bureau ou de plusieurs bureaux du HCR dans le pays hôte pour assurer une protection internationale et une assistance humanitaire aux réfugiés et autres personnes concernées par les activités du HCR.

2. Le HCR peut décider, avec l'accord du Gouvernement, que le bureau du HCR dans le pays hôte aura qualité de bureau régional ou de zone et communiquera par écrit au Gouvernement le nombre et le grade des fonctionnaires qui y seront affectés.

3. Le bureau du HCR s'acquitte des fonctions que lui seront assignées par le Haut Commissaire dans le cadre de son mandat auprès des réfugiés et autres personnes concernées par ses activités, y compris l'établissement et le maintien de relations entre le HCR et d'autres organisations gouvernementales ou non gouvernementales opérant dans le pays hôte.

Article V

PERSONNEL DU HCR

1. Il sera loisible au HCR d'affecter au bureau du pays hôte le personnel qu'il estimera nécessaire aux fins de l'exécution des fonctions relatives à la protection internationale et à l'assistance humanitaire.

2. Le Gouvernement est tenu informé de la catégorie de fonctionnaires et autre personnel affectés au bureau du HCR dans le pays hôte.

3. Il sera loisible au HCR de dépêcher dans le pays hôte des fonctionnaires aux fins de consultation et de coopération avec leurs homologues du Gouvernement, ou avec les autres parties concernées par les activités en faveur des réfugiés, sur les questions suivantes : *a*) examen, élaboration, contrôle et évaluation des programmes de protection internationale et d'assistance humanitaire; *b*) expédition, réception, distribution ou utilisation des fournitures, équipement et autre matériel fournis par le HCR; *c*) recherche de solutions durables au problème des réfugiés; et *d*) toute autre question portant sur l'application du présent Accord.

Article VI

MESURES VISANT À FACILITER LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES HUMANITAIRES DU HCR

1. Le Gouvernement, en accord avec le HCR, prend les mesures nécessaires appropriées en vue d'exempter le personnel du HCR des règlements ou autres dispositions juridiques pouvant interférer avec le fonctionnement et l'exécution des projets aux termes du présent Accord, et lui fournit toutes autres facilités nécessaires à une exécution à la fois rapide et efficiente des programmes humanitaires du HCR pour les réfugiés dans le pays. Ces facilités comprennent notamment mais non exclusivement l'autorisation d'utiliser du matériel radio et autres matériels de télécommunications; l'octroi de droits de trafic aérien et l'exemption de droits d'atterrissage et de redevances pour les vols de transport de marchandises destinées à des opérations de secours d'urgence, le transport de réfugiés et/ou du personnel du HCR.

2. Le Gouvernement, en accord avec le HCR, aide les fonctionnaires du HCR à trouver des locaux appropriés à usage de bureau pour le HCR.

3. Le Gouvernement, en accord avec le HCR, organise la fourniture d'une assistance sous forme de contribution volontaire pour les dépenses liées aux installations et aux services locaux pour le bureau du HCR tels que l'établissement, l'équipement, l'entretien et la location du bureau, s'il y a lieu.

4. Le Gouvernement veille à ce que le Bureau du HCR soit pourvu, en tout temps, des services publics.

5. Le Gouvernement prend les mesures requises, selon les besoins, pour assurer la sécurité et la protection des locaux du bureau du HCR et de son personnel.

6. Le Gouvernement aide, en cas de besoin, le personnel du HCR recruté sur le plan international à se loger convenablement.

Article VII

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Le Gouvernement applique au HCR, à ses biens, fonds et avoirs, et à ses fonctionnaires et experts en mission, les dispositions pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies à laquelle la République tchèque est devenue partie par succession le 1er janvier 1993.

Article VIII

NOTIFICATION

1. Le HCR communique au Gouvernement les noms et les fonctions des fonctionnaires, des experts en mission et autres personnes assurant des services au nom du HCR, ainsi que toute modification apportée aux fonctions desdits individus.

2. Le HCR délivre une pièce d'identité spéciale aux fonctionnaires, aux experts en mission et autres personnes assurant des services au nom du HCR dans le but de confirmer leur statut aux termes du présent Accord.

Article IX

LEVÉE DE L'IMMUNITÉ

Les privilèges et immunités sont accordés au personnel du HCR dans l'intérêt des Nations Unies et du HCR, et non à l'avantage personnel des personnes concernées. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut lever l'immunité accordée à tout fonctionnaire du HCR, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts des Nations Unies et du HCR.

Article X

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Tout différend entre le HCR et le Gouvernement auquel donnerait lieu le présent Accord ou qui y aurait trait et qui ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de négociations ou par un autre mode convenu de règlement sera soumis à l'arbitrage à la demande de l'une ou l'autre Partie. En pareil cas, chacune des Parties désignera un arbitre et les deux arbitres ainsi désignés en nommeront un troisième qui présidera. Si, dans les 30 jours suivant la demande d'arbitrage, aucune des Parties n'a désigné d'arbitre ou si, dans les 15 jours qui suivront la nomination de deux arbitres, le troisième n'a pas été désigné, l'une ou l'autre Partie pourra demander au Président de la Cour internationale de Justice de désigner un arbitre. Toutes les décisions des arbitres devront recueillir les voix de deux d'entre eux. La procédure d'arbitrage sera arrêtée par les arbitres et

les frais de l'arbitrage seront à la charge des Parties, à raison de la proportion fixée par les arbitres. La sentence arbitrale sera motivée et sera acceptée par les Parties comme règlement définitif du différend.

Article XI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent Accord entrera en vigueur dès sa signature par les deux Parties et demeurera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé conformément au paragraphe 5 du présent article.

2. Le présent Accord sera interprété à la lumière de son but principal, à savoir permettre au HCR d'accomplir pleinement et efficacement son mandat international auprès des réfugiés et d'atteindre ses objectifs humanitaires dans le pays hôte.

3. Les questions non expressément prévues dans le présent Accord seront réglées par les Parties conformément aux résolutions et décisions pertinentes des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. Chacune des Parties examinera avec soin et bienveillance toute proposition dans ce sens présentée par l'autre Partie en application du présent paragraphe.

4. Des consultations visant à modifier le présent Accord pourront se tenir à la demande du Gouvernement ou du HCR. Les modifications se feront par accord écrit.

5. Chaque Partie pourra dénoncer le présent Accord en notifiant l'autre Partie par écrit. Le présent Accord cessera d'être en vigueur six mois après la date de la notification, sauf en ce qui concerne la cessation des activités du HCR en République tchèque auquel cas l'Accord cessera d'être en vigueur dès le départ du HCR, sauf dans le cas où des dispositions pourraient s'appliquer en relation avec la cessation ordonnée des opérations du HCR en République tchèque et la cession de ses biens.

EN FOI DE QUOI les soussignés, représentants dûment désignés du Gouvernement et du HCR, respectivement, ont signé, au nom des Parties, le présent Accord, en langues tchèque et anglaise. En cas de divergence d'interprétation du présent Accord, le texte anglais prévaudra.

SIGNÉ à Prague le 8 février 2000, en deux exemplaires originaux en langues tchèque et anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le gouvernement de la République tchèque :
(*Signé*) Jan KAVAN

Pour le Bureau du Haut Commissaire
des Nations Unies pour les réfugiés :
(*Signé*) Sadako OGATA

B. — Dispositions conventionnelles concernant le statut juridique des organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies

1. CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES[14]. APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 21 NOVEMBRE 1947

En 2000, les États suivants ont adhéré à la Convention ou, s'ils étaient déjà parties, se sont engagés par une notification ultérieure à appliquer les dispositions de la Convention en ce qui concerne les institutions spécialisées mentionnées ci-après :

État	*Date de réception de l'instrument d'adhésion ou de la notification*	*Institutions spécialisées*
Bulgarie	24 janvier 2000	BIRD SFI FMI OMPI ONUDI
France	2 août 2000	OIT FAO (deuxième texte révisé de l'annexe II) UNESCO OACI OMS (troisième texte révisé de l'annexe VII) BIRD IDA SFI FMI UPU UIT OMM OMI (texte révisé de l'annexe XII) OMPI FIDA
Norvège	22 novembre 2000	IDA OMPI FIDA ONUDI

Au 31 décembre 2000, le nombre d'État parties à la Convention s'établit à 106[15].

2. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Échange de lettres entre le Directeur général du Bureau international du Travail et le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam concernant la conclusion d'un accord provisoire en vue de l'établissement d'un bureau de l'OIT à Hanoi[16]. Signé à Genève le 15 août 2000[17]

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer aux entretiens ayant eu lieu entre des fonctionnaires du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam et du Bureau international du Travail au sujet de la conclusion d'un accord provisoire qui permettrait à l'OIT de poursuivre sa coopération avec le Gouvernement de votre pays et de prendre les premières dispositions en vue de l'établissement d'un bureau de l'OIT à Hanoi. À l'issue de ces entretiens, votre Gouvernement et notre Organisation sont convenus de ce qui suit :

Afin que l'OIT puisse poursuivre sa coopération et prendre les premières dispositions en vue de l'établissement d'un bureau et dans l'attente de l'issue positive des négociations en cours et de l'entrée en vigueur de l'accord qui en résultera, le Gouvernement s'engage à accorder à l'OIT et à ses fonctionnaires recrutés sur le plan international pour exercer leurs fonctions au Viet Nam, de même qu'à ses biens, fonds et avoirs le bénéfice des privilèges et immunités prévus par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 novembre 1947.

Les fonctionnaires recrutés localement jouiront des immunités, privilèges et exemptions dont jouissent les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies recrutés localement, en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

L'octroi de ces privilèges et immunités sera régi par toutes les dispositions pertinentes de la Convention de 1947 susmentionnée, y compris par celles qui font obligation à l'Organisation de lever l'immunité dans les cas visés à la section 22 et de coopérer avec les autorités publiques à la bonne administration du la justice, conformément à la section 23.

Si votre Gouvernement me confirme que les dispositions provisoires ci-dessus reflètent fidèlement les termes de l'arrangement convenu, je propose que ces dispositions prennent effet immédiatement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(*Signé*) Juan SOMAVIA

Par une lettre datée du 1er septembre 2000, le Ministre des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam a confirmé au Directeur général du Bureau international du Travail que les dispositions provisoires énoncées dans sa lettre reflétaient fidèlement les termes de l'arrangement convenu entre la République socialiste du Viet Nam et le Bureau international du Travail et que ces dispositions prenaient effet immédiatement.

---

3. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Accords relatifs à des conférences, séminaires et autres réunions

Aux fins de l'organisation de conférences internationales sur le territoire des États membres, l'UNESCO a conclu divers accords qui contiennent les dispositions ci-après concernant le statut juridique de l'Organisation :

« *Privilèges et immunités*

« Le gouvernement de [nom de l'État] appliquera, pour toutes les questions relatives à cette réunion, les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, ainsi que son annexe IV [s'il y a lieu : à laquelle il est partie depuis (date)].

« En particulier, le Gouvernement veillera à ce qu'aucune restriction ne soit apportée au droit d'entrer sur le territoire de [nom de l'État], d'y séjourner ou de le quitter de toute personne, sans distinction de nationalité, autorisée à assister à la réunion en vertu d'une décision des autorités compétentes de l'UNESCO et conformément aux règles et règlements pertinents de l'Organisation.

« *Dommages et accidents*

« Pendant le temps où les locaux destinés à la réunion seront mis à la disposition de l'UNESCO, le Gouvernement de [nom de l'État] assumera les dommages pouvant être causés à ceux-ci, aux installations et au mobilier, ainsi que la pleine responsabilité pour les accidents dont pourraient être victimes les personnes qui s'y trouvent. De leur côté, les autorités de [nom de l'État] pourront adopter les mesures qu'elles considèrent pertinentes pour assurer la protection des participants, en particulier contre les incendies et autres risques, ainsi que des locaux, installations et mobiliers susmentionnés. Le Gouvernement de [nom de l'État] pourront également réclamer une indemnisation à l'UNESCO pour tout dommage occasionné aux personnes ou aux biens, en raison d'une faute commise par des membres du personnel ou des agents travaillant pour le compte de l'Organisation. »

4. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

a) Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement colombien concernant l'établissement d'un bureau régional de l'ONUDI en Colombie. Signé le 22 mai 2000

...

Article III

1. Le Gouvernement appliquera à l'ONUDI, ainsi qu'à ses biens, fonds et avoirs et à ses fonctionnaires internationaux, les dispositions de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

2. Le représentant local et le Directeur régional de l'ONUDI, ainsi que d'autres fonctionnaires internationaux du bureau jouiront des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés par le Gouvernement aux agents diplomatiques de rang comparable.

b) Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République libanaise concernant l'établissement d'un bureau régional de l'ONUDI à Beyrouth, pour les pays arabes. Signé le 3 juin 2000

...

Article III

Le Gouvernement appliquera au bureau régional de l'ONUDI à Beyrouth, à ses biens, fonds, avoirs, ainsi qu'à ses fonctionnaires et experts en mission, les dispositions de l'Accord de base de coopération conclu le 14 mars 1989 entre l'ONUDI et le Gouvernement.

Article IV

Il est entendu que les privilèges et immunités accordés en vertu du présent Accord sont sujets aux modifications qui pourront s'avérer nécessaires pour tenir pleinement compte de l'arrangement général concernant des privilèges et immunités supplémentaires qui sera conclu entre les autorités libanaises compétentes et les institutions spécialisées des Nations Unies ayant des bureaux ou des projets en République libanaise. Ces modifications seront convenues dans le cadre d'un avenant au présent Accord concernant l'établissement d'un bureau régional de l'ONUDI à Beyrouth.

NOTES

[1]Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1, p. 15, et vol. 90, p. 327 (rectificatif au vol. 1).

[2]Pour la liste de ces États, voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.V.5).

[3]Entré en vigueur le 17 février 2000 par la signature.

[4]Entré en vigueur le 18 février 2000, conformément aux dispositions desdites lettres.

[5]Entré en vigueur le 4 avril 2000, conformément aux dispositions desdites lettres.

[6]Entré en vigueur le 28 avril 2000 par la signature.

[7]L'annexe I n'est pas incluse.

[8]L'annexe II n'est pas incluse.

[9]Entré en vigueur le 4 mai 2000 par la signature.

[10]Entré en vigueur le 26 mai 2000 par la signature.

[11]Entré en vigueur le 22 juillet 2000 par la signature.

[12]Entré en vigueur provisoirement le 30 août 2000 par la signature.

[13]Entré en vigueur le 8 février 2000 par la signature.

[14]Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 33, p. 261.

[15]Pour la liste de ces États, voir *Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.01.V.5).

[16]OIT, *Bulletin officiel,* vol. LXXXIII, 2000, série A, n° 2, p. 60.

[17]Entré en vigueur le 1er septembre 2000.

Deuxième partie

ACTIVITÉS JURIDIQUES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

Chapitre III

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS JURIDIQUES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Aperçu général des activités juridiques de l'Organisation des Nations Unies

1. DÉSARMEMENT ET QUESTIONS CONNEXES[1]

a) La Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, 2000

Depuis son entrée en vigueur en 1968, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires[2] est la pièce maîtresse du régime mondial de non-prolifération nucléaire. Le nombre d'États parties n'a cessé d'augmenter, pour atteindre le chiffre de 1987, si bien que ce traité est l'accord multilatéral de désarmement auquel adhèrent le plus grand nombre de pays.

Conformément à l'article VIII du Traité, des conférences des parties chargées de l'examen du Traité se sont tenues tous les cinq ans depuis 1975. La Conférence d'examen de 2000 s'est tenue du 24 avril au 19 mai à New York. Au total, 158 États sur 187 y ont participé. Cuba et la Palestine ont assisté à la Conférence en qualité d'observateurs, ainsi que plusieurs institutions spécialisées des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales internationales et régionales.

La Conférence a démontré, pour la première fois depuis 15 ans, que les parties avaient pu se mettre d'accord sur un document final qui réaffirmait le rôle essentiel que joue le Traité de non-prolifération dans les efforts déployés par la communauté mondiale pour renforcer la non-prolifération et le désarmement nucléaires. Le résultat le plus critique et le plus délicat a été l'intégration dans le document d'un ensemble de mesures concrètes en vue d'efforts systématiques et progressifs de mise en œuvre de l'article VI. Ces mesures fourniront des points de repère par rapport auxquels on pourra mesurer les progrès accomplis par les États parties et notamment par les États dotés d'armes nucléaires. La plus importante des mesures concrètes est le fait que, pour la première fois, les États dotés d'armes nucléaires se sont engagés sans équivoque sur l'élimination totale de leur arsenal nucléaire, ce qui conduira au désarmement nucléaire.

Examen par l'Assemblée générale[3]

Lors de sa 55e séance, le 20 novembre 2000, l'Assemblée générale a, sur recommandation de la Première Commission, adopté la résolution 55/33 D dont le projet avait été présenté par l'Algérie à la Première Commission. Par la résolution, l'Assemblée a salué l'adoption par consensus, le 19 mai 2000, du Document final de la Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, y compris en particulier les documents intitulés « Examen du fonctionnement du Traité, compte tenu des décisions et de la résolution adoptées par la Conférence des Parties au Traité chargée d'examiner le Traité de 1995 et la question de sa prorogation » et « Accroître l'efficacité du processus renforcé d'examen du Traité »[3].

b) Autres aspects du désarmement nucléaire et de la non-prolifération

Malgré la ratification en 2000 du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires[4] de 1996 et du Traité START II de 1993[5] par la Fédération de Russie, ainsi que l'adoption de l'important document final de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération de 2000, la Conférence du désarmement n'a pas pu s'accorder sur un programme de travail et n'a donc fait aucun travail de fond en matière de désarmement nucléaire en 2000.

S'agissant du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Accord devant régir les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires[6] a été signé le 26 mai 2000 — le premier accord de ce type conclu entre l'ONU et une commission chargée de préparer l'établissement d'une autre organisation internationale, et aussi le premier accord conclu avec une organisation internationale autonome responsable d'activités de vérification depuis l'Accord de 1957 régissant les relations avec l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Agence internationale de l'énergie atomique

Dans le cadre du programme de sûreté nucléaire de l'AIEA pour 2000, la Conférence internationale sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs a été organisée en Espagne en mars 2000[7]. Dans sa conclusion, la Conférence a souligné qu'il ne saurait y avoir de stratégie nationale efficace pour l'élimination des déchets sans la définition d'une approche détaillée et transparente qui permettrait à toutes les parties, y compris le grand public, de participer au processus de prise de décision. À sa quarante-quatrième session ordinaire, la Conférence générale de l'AIEA a invité le Forum scientifique sur la gestion des déchets radioac-

tifs afin de développer les conclusions de la Conférence de Cordoue, et dans son rapport à la Conférence générale, le Forum a invité l'AIEA à faciliter l'échange international de données et d'expérience sur les questions techniques et sociales et la collaboration dans le domaine de la recherche-développement, et à poursuivre l'examen par des experts des programmes et activités des États membres.

Contrôle à l'exportation

Le Groupe des fournisseurs nucléaires a tenu sa réunion plénière à Paris les 22 et 23 juin 2000, au cours de laquelle il a été convenu que ses activités continuaient d'avoir pour objectif de prévenir la prolifération d'armes nucléaires au moyen de contrôles à l'exportation de matières, équipements, logiciels et technologies nucléaires ou liés à l'énergie nucléaire. Le Groupe avait l'intention de poursuivre ses efforts visant à promouvoir la transparence de ses activités, notamment à l'égard des non-membres. Il a encouragé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à signer le Modèle de Protocole additionnel de l'AIEA dans les meilleurs délais et à le mettre en vigueur.

Le Régime de contrôle de la technologie des missiles a tenu sa 15e réunion plénière à Helsinki du 10 au 13 octobre 2000, au cours de laquelle les membres ont étudié les moyens de faire face aux problèmes posés par les programmes de missiles nationaux et les exportations de missiles, soulignant que le contrôle des exportations avait toujours un rôle important à jouer à cet égard et que le Régime de contrôle devait continuer de s'adapter pour suivre l'évolution technologique. Les membres ont également renouvelé leur engagement visant à appliquer strictement leurs contrôles à l'exportation et de les renforcer au besoin. En outre, ils ont poursuivi leur débat, engagé en 1999, sur un ensemble de principes, d'engagements, de mesures de confiance et d'incitations qui pourraient constituer un code de conduite contre la prolifération des missiles et ont donc décidé d'associer les non-membres à un effort commun plus large en vue de conclure un accord sur un instrument multilatéral ouvert à tous les États.

Examen par l'Assemblée générale

En 2000, l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, sur la recommandation de la Première Commission, s'est prononcée sur 12 projets de résolution relatifs au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, y compris la résolution 55/33 C, intitulée « Vers un monde exempt d'armes nucléaires : nécessité d'un nouvel ordre du jour » présentée par la Suède; et la résolution 55/33 N, intitulée « Réduction du danger nucléaire », présentée par l'Inde. Les États-Unis ont dit avoir voté contre la dernière résolution à la Première Commission en raison du fait que le projet ne tenait pas compte des progrès réels accomplis

sur les fronts unilatéral, bilatéral et multilatéral afin de réduire le danger nucléaire, et en particulier du résultat positif de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération. À leur avis, il n'était pas opportun de convoquer une conférence internationale sur les questions nucléaires; toutefois, si cela devenait nécessaire, ils se prononceraient en faveur de la convocation d'une quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, avec des objectifs équilibrés.

Le projet de résolution 55/34 G, intitulé « Convention sur l'interdiction de l'utilisation des armes nucléaires » a également été présenté par l'Inde. Les États-Unis, qui avaient voté contre le projet, et le Japon, qui s'était abstenu, ont exprimé des vues similaires, à savoir que le seul moyen de parvenir au désarmement et à la non-prolifération nucléaires était d'engager un processus progressif et que cela était omis dans le projet. En outre, les États-Unis étaient convaincus que cette démarche pragmatique devrait se traduire par des mesures bilatérales, unilatérales et multilatérales.

Le projet de résolution 55/31, intitulé « Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes », avait été présenté par le Pakistan. L'Inde, qui avait voté pour le projet, a dit que, tant que les armes nucléaires ne seraient pas éliminées, les États qui en étaient dotés étaient tenus d'offrir des garanties de sécurité négatives internationalement contraignantes, crédibles, universelles et non discriminatoires et a répété qu'elle était disposée à adhérer à des arrangements relatifs à la « non-utilisation en premier ».

Le projet de résolution 55/41, intitulé « Traité d'interdiction complète des essais nucléaires » avait été présenté par l'Australie. À la Première Commission, la République arabe syrienne s'était abstenue en raison des lacunes du Traité lui-même. À son avis, ce Traité ne tenait pas dûment compte des préoccupations légitimes des États non dotés d'armes nucléaires : garanties de sécurité négatives et droit d'acquérir des technologies de pointe. En outre, le Traité ne fixait pas de délai pour l'élimination des arsenaux des États dotés d'armes nucléaires, ne contenait pas de déclaration explicite au sujet de l'emploi ou de la menace de l'emploi illégaux d'armes nucléaires et ne mentionnait pas la nécessité de l'universalité du Traité de non-prolifération. En outre, elle s'opposait à ce qu'Israël soit mentionné comme pays de la région du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud. Israël a voté en faveur du projet, réaffirmant qu'il était disposé à continuer de jouer un rôle actif dans les efforts de non-prolifération, y compris dans le cadre du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Pakistan, qui a voté pour le projet, a réaffirmé son moratoire unilatéral, c'est-à-dire sa volonté de ne réaliser aucun nou-

vel essai jusqu'à l'entrée en vigueur du Traité, et a déclaré qu'il le signerait dès que les sanctions qui lui avaient été imposées seraient levées.

Le projet de résolution révisé 55/33 B, intitulé « Préservation et respect du Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques », avait été présenté par la Fédération de Russie. Les États-Unis n'ont pas voté en faveur du projet de résolution révisé car ils s'opposaient à ce que l'Assemblée générale prenne parti et porte des jugements sur des aspects de fond des discussions en cours entre eux-mêmes et la Fédération de Russie, ainsi qu'à la prémisse selon laquelle toute modification du traité serait incompatible avec sa préservation et son renforcement. Expliquant les raisons de leur abstention, l'Allemagne, au nom de plusieurs pays d'Europe occidentale et orientale, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Ghana, le Nigéria, les Philippines et la Suède ont souligné la nécessité d'un consensus sur cette résolution. À leur avis, le dialogue et la coopération entre les deux parties étaient essentiels pour qu'on puisse conclure des accords de désarmement, et la façon dont la Première Commission avait traité le projet n'était pas propice à un tel dialogue constructif. Par ailleurs, un grand nombre des États qui ont voté pour le projet de résolution ont réaffirmé la nécessité de préserver l'intégrité et l'importance du Traité en tant que fondement de la stabilité stratégique mondiale, tout en exprimant quelques réserves.

c) Armes biologiques et chimiques

Convention sur les armes biologiques

L'année 2000 a marqué le 25e anniversaire de la Convention de 1971 sur les armes biologiques[8]. Au cours de l'année, le Groupe spécial a tenu quatre sessions, poursuivant son objectif de conclure un protocole relatif à la vérification. Même si de nombreuses questions restaient en suspens à la fin de l'année, le Groupe spécial devait s'engager à travailler sans relâche et à faire preuve de souplesse afin de conclure les négociations avant la fin de la cinquième Conférence d'examen, devant se tenir en 2001.

Parallèlement aux efforts d'élaboration d'un mécanisme de vérification, les États parties ont continué d'échanger des renseignements dans le cadre des mesures de confiance politiquement contraignantes. Les questions sur lesquelles portaient les renseignements échangés étaient les suivantes : centres et laboratoires de recherche concernés; programmes de recherche-développement sur la défense nationale biologique; cas de maladies infectieuses et autres affections similaires causées par des toxines; lois, règlements et autres mesures pertinents; historique des programmes de recherche-développement concernant les armes biologiques offensives ou défensives; et installations de production de vaccins.

Convention sur les armes chimiques

Des progrès importants ont été réalisés par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions de la Convention de 1992 sur les armes chimiques[9], comme en ont témoigné les nouvelles opérations de destruction ou de transformation continue des usines de production d'armes chimiques et de destruction des agents et des munitions chimiques. À la fin de l'année, on avait établi l'inventaire de toutes les armes chimiques déclarées et toutes les installations de production d'armes chimiques avaient cessé leurs activités militaires et étaient assujetties au régime de vérification de la Convention sur les armes chimiques.

La signature de l'Accord régissant les relations entre l'ONU et l'OIAC[10] a été une étape importante pour la coordination et l'harmonisation des activités et des efforts des deux organisations et pour la facilitation de la mise en œuvre de la Convention.

Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU)

La COCOVINU, qui a succédé à la Commission spéciale des Nations Unies (CSNU), a commencé ses travaux conformément à la demande formulée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1284 (1999) afin de devenir pleinement opérationnelle. Elle a commencé par recruter et former du personnel et de futurs inspecteurs, et a fait un examen systématique et approfondi des bases de données existantes, une réévaluation des archives reprises par la CSNU et un examen des procédures d'inspection en vue de définir des procédures opérationnelles appropriées, qui seront appliquées dans le cadre du système renforcé de suivi et de vérification continus.

Examen par l'Assemblée générale

En 2000, l'Assemblée générale, conformément aux recommandations de la Première Commission, s'est prononcée sur trois projets de résolution, notamment la résolution 55/33 J du 20 novembre, concernant des mesures visant à renforcer l'autorité du Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques[11].

d) Armes classiques

Le processus préparatoire de la Conférence des Nations Unies de 2001 sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects s'est engagé durant l'année, ce qui montre bien que la communauté internationale est de plus en plus sensible à ce problème et comprend la nécessité de lutter contre l'accumulation et le transfert excessifs et déstabilisateurs des armes légères et des armes de petit calibre.

Les deux instruments de l'ONU — le Registre des armes classiques et l'Instrument international normalisé pour la déclaration des dépenses militaires — ont contribué à la transparence dans le domaine militaire. Toutefois, même si, pour la première fois depuis de nombreuses années, l'Assemblée n'a adopté qu'une seule résolution sur la transparence dans le domaine des armements, et s'il y a eu une augmentation importante du nombre d'États déclarants, il est ressorti clairement des débats de la Première Commission et de la Conférence du désarmement qu'il subsistait des divergences entre les États Membres au sujet de l'évolution future du Registre. En conséquence, le Groupe d'experts gouvernementaux du Registre n'a pas pu décider d'élargir son champ d'application, mais il a fait plusieurs recommandations concernant sa mise en œuvre.

Une évolution positive en ce qui concerne les deux instruments juridiques traitant des mines antipersonnel s'est traduite par la tenue de la deuxième Conférence annuelle des États parties au Protocole II modifié de 1996 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs[12] et la deuxième Assemblée des États parties à la Convention de 1977 sur l'interdiction des mines[13] à l'occasion desquelles les États parties ont réaffirmé leur attachement aux objectifs de ces instruments et ont examiné leur mise en œuvre. De plus, ils ont engagé le processus préparatoire de la deuxième Conférence d'examen de la Convention de 1980 sur certaines armes classiques[14].

L'Assemblée générale, conformément aux recommandations de la Première Commission, a adopté six projets de résolution et un projet de décision traitant de la question des armes classiques, y compris la résolution 55/33 F du 20 novembre 2000, intitulée « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères », présentée par le Mali, et la résolution 55/33 U, également du 20 novembre, intitulée « Transparence dans le domaine des armements », présentée par les Pays-Bas. En ce qui concerne cette dernière, plusieurs États se sont expliqués sur les motifs de leur abstention. Par exemple, des États Membres de l'ONU qui étaient membres de la Ligue des États arabes et autres ont souligné qu'il fallait intégrer dans le Registre des armes classiques des données sur les armes classiques avancées, les armes de destruction massive et les technologies les plus récentes susceptibles d'avoir des applications militaires. La Chine a déclaré qu'elle n'avait pas pu appuyer le projet de résolution, au motif que le fait que les États-Unis déclaraient leurs ventes d'armes à « Taiwan » avait politisé le Registre.

La Norvège a présenté le projet de résolution 55/33 V, intitulé « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction [Convention sur l'interdiction des mines] » à la Première Commission. Neuf États ont expliqué leur abstention par leurs préoccupations de sécurité, mais ils appuyaient l'objectif humanitaire de la Convention et avaient pris des mesures telles que des moratoires sur

les exportations de mines antipersonnel afin de limiter les souffrances causées par ces armes. Cuba, l'Égypte, la République islamique d'Iran, Israël, la République de Corée et le Pakistan ont expliqué que leurs problèmes de sécurité nationale nécessitaient l'emploi défensif de mines.

e) Désarmement régional

Le 20 novembre 2000, l'Assemblée générale, conformément à la recommandation de la Première Commission, s'est prononcée sur 14 projets de résolution concernant le désarmement régional.

Concernant les zones exemptes d'armes nucléaires, l'Ouzbékistan avait présenté le projet de résolution 55/33 W révisé, intitulé « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale ». L'Inde avait déclaré quelle était prête à appuyer la création dans les meilleurs délais d'une telle zone. L'Égypte avait présenté le projet de résolution 55/30, intitulé « Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient », et Israël s'était associé au consensus à la Première Commission car il était favorable à la création, à terme, d'une zone exempte d'armes nucléaires mutuellement vérifiable dans la région. Le Brésil avait présenté le projet de résolution 55/33 I, intitulé « Hémisphère Sud et zones adjacentes exemptes d'armes nucléaires ». En ce qui concerne ce dernier, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, intervenant également au nom de la France et des États-Unis, a expliqué qu'ils n'avaient pas pu voter en faveur du projet de résolution faisant observer que les auteurs avaient refusé d'y inclure les passages pertinents de la Convention de 1982 sur le droit de la mer[15], ainsi que la confirmation que la liberté fondamentale des mers ne serait pas affectée.

Concernant la question du désarmement classique au niveau régional, le Burundi a présenté à la Première Commission le projet de résolution 55/34 B, intitulé « Mesures de confiance à l'échelon régional : activités du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, et l'ex-République yougoslave de Macédoine a présenté le projet de résolution 55/27, intitulé « Maintien de la sécurité internationale : relations de bon voisinage, stabilité et développement en Europe du Sud-Est ».

f) Autres questions

L'Assemblée générale s'est prononcée sur plusieurs autres questions dans le domaine du désarmement, notamment la résolution 55 33 K, intitulée « Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements », qui a été présentée par l'Afrique du Sud, au nom des États membres qui sont aussi membres du Mouvement des pays non alignés.

Lors de l'examen du projet à la Première Commission, les États-Unis, qui s'étaient abstenus lors du vote, n'étaient pas persuadés de la pertinence de ce projet de résolution pour les travaux de la Première Commission et ont soutenu que les États parties à des accords bilatéraux, régionaux et/ou multilatéraux de maîtrise des armements et de désarmement devraient tenir compte des préoccupations environnementales dans l'application de ces accords.

---

2. AUTRES QUESTIONS POLITIQUES ET DE SÉCURITÉ

a) Composition de l'Organisation des Nations Unies

En 2000, deux États se sont joints à l'Organisation des Nations Unies, établissant ainsi le nombre total d'États Membres à 189. Les nouveaux États Membres sont Tuvalu et la Yougoslavie.

État	*Résolution*
Tuvalu	55/1
Yougoslavie	55/12

b) Aspects juridiques des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Le Sous-Comité juridique a tenu sa trente-neuvième session à l'Office des Nations Unies à Vienne du 27 mars au 6 avril 2000[16], pour un total de 17 séances.

À la suite de la 623e séance du Sous-Comité juridique, un colloque, intitulé « Aspects juridiques de la commercialisation des activités spatiales », parrainé par l'Institut international de droit spatial en coopération avec le Centre européen de recherche en droit de l'espace a été organisé.

Le Sous-Comité a pris note avec satisfaction de la création par le Bureau des affaires spatiales d'une base de données préliminaire accessible publiquement sur des législations nationales relatives à l'espace et il est convenu que le Secrétariat devrait poursuivre ses efforts pour gérer cette base de données et la développer.

S'agissant du nouveau point à l'ordre du jour, intitulé « Informations concernant les activités des organisations internationales dans le domaine du droit spatial », le Sous-Comité a noté que plusieurs organisations internationales avaient été invitées par le Secrétariat à présenter au Sous-Comité un rapport sur leurs activités dans le domaine du droit

spatial et le Sous-Comité a été saisi de deux documents de séance contenant des compilations des rapports écrits reçus[17].

Le Sous-Comité juridique a convoqué à nouveau son Groupe de travail sur le point de l'ordre du jour, intitulé « Questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique, ainsi qu'aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment aux moyens permettant de l'utiliser de façon rationnelle et équitable sans porter atteinte au rôle de l'Union internationale des télécommunications ». Pour l'examen de ce point, le Groupe de travail était saisi de nombreux documents et, à la suite des commentaires qui ont été faits durant le débat, ainsi que des consultations informelles qui ont suivi entre les délégations, le Groupe de travail a modifié et adopté une version révisée du document de séance (A/AC.105/C.2/2000/CRP.7) qui avait été présenté initialement par la France et d'autres coauteurs, intitulé « Quelques aspects relatifs à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires »[18].

Concernant le point de l'ordre du jour intitulé « Question de l'examen et de la révision éventuelle des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace », le Sous-Comité a été saisi, pour information, d'une note verbale par laquelle le Gouvernement des États-Unis avait communiqué, conformément au Principe 4 des Principes[19], des renseignements sur la mise à disposition du public des résultats de l'évaluation de sûreté effectuée sur l'engin spatial Cassini.

Lors de l'examen du point de l'ordre du jour intitulé « Examen de l'état des cinq instruments juridiques internationaux relatifs à l'espace extra-atmosphérique »[20], le Sous-Comité a été saisi de plusieurs documents. Le Sous-Comité juridique a approuvé les recommandations du Groupe de travail concernant les mesures suivantes pour assurer le respect le plus large possible des cinq instruments internationaux relatifs à l'espace extra-atmosphérique :

a) Les États qui n'étaient pas encore parties aux cinq traités internationaux relatifs à l'espace extra-atmosphérique devraient être invités à envisager la possibilité de ratifier ces instruments ou d'y adhérer afin d'assurer une application aussi large que possible des principes qui y étaient énoncés et d'accroître l'efficacité du droit international de l'espace;

b) Les États devraient être invités à envisager de faire une déclaration en application du paragraphe 3 de la résolution 27/77 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 29 novembre 1971, reconnaissant comme obligatoires à l'égard de tout autre État acceptant la même obligation les décisions de la Commission de règlement des demandes en cas de différend au sujet des dispositions de la Convention sur la responsabilité;

c) La question du strict respect par les États des dispositions des instruments juridiques internationaux relatifs à l'espace auxquels ils sont

actuellement parties devrait être examinée plus en détail afin d'identifier les mesures permettant d'encourager le respect intégral de ces dispositions, compte tenu des liens entre les principes et les règles régissant l'espace.

Le Sous-Comité juridique a constitué un Groupe de travail sur le point de l'ordre du jour intitulé « Examen du concept "d'État de lancement" » et le Président a appelé l'attention sur le fait que le Groupe devrait examiner deux questions au cours des trois années du plan de travail, à savoir : *a*) si la définition d'« État de lancement » au regard de la Convention sur la responsabilité et de la Convention sur l'immatriculation couvrait toujours toutes les activités existantes; et *b*) quelles mesures devraient être prises pour améliorer l'application du concept dans le contexte des progrès récents dans le transport spatial. Durant la session, plusieurs délégations ont présenté un certain nombre d'exposés au Groupe de travail[21].

En ce qui concerne le nouveau point de l'ordre du jour intitulé « Propositions présentées au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour de la quarantième session du Sous-Comité juridique », lors du débat, les propositions supplémentaires suivantes ont été présentées en vue d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la quarantième session du Sous-Comité juridique de nouveaux points/thèmes de discussion à part entière :

a) Questions relatives au petit nombre de ratifications de l'Accord sur la Lune[22], sur proposition de la délégation australienne;

b) Examen de l'avant-projet de la Convention d'UNIDROIT relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles et de l'avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens aéronautiques, sur proposition de la délégation italienne;

c) Questions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle en relation avec les activités spatiales, sur proposition de la délégation sud-africaine;

d) Aspects commerciaux des activités spatiales, sur proposition de la délégation argentine.

Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, à sa quarante-troisième session à l'Office des Nations Unies à Vienne du 7 au 16 juin 2000, a pris note du rapport du Sous-Comité juridique à sa trente-neuvième session. Sur la base des propositions présentées par le Sous-Comité juridique et des débats qui ont eu lieu, le Comité s'est entendu sur le projet d'ordre du jour suivant pour la quarantième session du Sous-Comité, y compris le nouveau point de l'ordre du jour intitulé « Examen du projet de Convention de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles, et

de l'avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens aéronautiques ».

Examen par l'Assemblée générale

L'Assemblée générale, le 8 décembre 2000, sur la recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/122, intitulée « Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace ». Dans la résolution, l'Assemblée a pris note de l'accord auquel était parvenu le Sous-Comité juridique sur la question des caractéristiques et de l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires et du fait que le Comité y avait ultérieurement souscrit[23]. L'Assemblée a noté que le Sous-Comité juridique, à sa quarantième session, soumettra au Comité ses propositions tendant à inclure de nouvelles questions que le Sous-Comité devrait examiner à sa quarantième et unième, en 2002.

c) Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects

L'Assemblée générale, le 8 décembre 2000, sur la recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/135 sur le sujet. Dans la résolution, l'Assemblée a pris note du rapport du Secrétaire général sur les travaux de l'Organisation[24], du rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix des Nations Unies[25] et du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du rapport du Groupe d'étude[26]. L'Assemblée a en outre pris acte avec satisfaction du Rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix[27], et a fait siennes les propositions, recommandations et conclusions du Comité spécial figurant dans son rapport.

---

3. QUESTIONS DE CARACTÈRE ÉCOLOGIQUE, ÉCONOMIQUE, SOCIAL, HUMANITAIRE ET CULTUREL

a) Sixième session extraordinaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement[28]

Le premier Forum ministériel mondial sur l'environnement, sixième session extraordinaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, s'est tenu à Malmö, Suède, du 29

au 31 mai 2000. Les décisions adoptées par le Conseil d'administration comprenaient la Déclaration ministérielle de Malmö dans laquelle il avait été conclu, notamment, de faire reculer la pauvreté de moitié d'ici à 2015 sans dégrader l'environnement; d'assurer la sécurité environnementale grâce une alerte rapide; de mieux intégrer les politiques économiques; et de mieux coordonner les instruments juridiques[29].

Examen par l'Assemblée générale

À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Deuxième Commission, a adopté le 20 décembre 2000 plusieurs résolutions et décisions se rapportant à l'environnement. Parmi celles-ci figurait la résolution 55/198, adoptée sans avoir été mise aux voix, dans laquelle l'Assemblée a pris note du rapport du Secrétaire général sur les arrangements institutionnels internationaux relatifs à l'environnement et au développement durable[30]. Dans la même résolution, l'Assemblée a encouragé les conférences des parties et les secrétariats de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992[31], de la Convention sur la diversité biologique de 1992[32] et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique[33] de 1994, ainsi que d'autres conventions internationales relatives à l'environnement et au développement durable, de même que les organisations compétentes, et tout spécialement le Programme des Nations Unies pour l'environnement, à poursuivre leurs travaux visant à renforcer leur complémentarité, dans le plein respect du statut des secrétariats des conventions et des prérogatives décisionnelles des conférences des parties, à resserrer leur coopération pour favoriser les progrès dans la mise en œuvre desdites conventions aux niveaux international, régional et national, et à faire rapport à ce sujet aux conférences des parties concernées.

Par sa résolution 55/199, adoptée sans avoir été mise aux voix, l'Assemblée générale, rappelant qu'Action 21[34] et la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement[35], adoptée à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement de 1992, devaient constituer le cadre à l'intérieur duquel les autres textes issus de la Conférence avaient été examinés, et dont les nouveaux défis et possibilités qui en avaient émergé depuis la Conférence de Rio de 1992 avaient été abordés, et prenant note du rapport du Secrétaire général sur les moyens d'assurer l'efficacité des préparatifs de l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre d'Action 21 et du Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21[36], a décidé d'organiser l'examen décennal des progrès accomplis dans la mise en œuvre des textes issus de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement en 2002 sous forme d'une réunion au sommet en vue

de redonner vigueur à l'engagement mondial en faveur du développement durable; le sommet devait se tenir en Afrique du Sud et s'appeler le Sommet mondial pour le développement durable.

L'Assemblée générale, par sa résolution 55/196, adoptée sans avoir été mise aux voix, a proclamé l'année 2003 Année internationale de l'eau douce, et invité le Sous-Comité des ressources en eau du Comité administratif de coordination à servir d'instance de coordination pour la durée de l'Année. Dans sa résolution 55/205, adoptée sans avoir été mise aux voix, l'Assemblée a pris note du rapport du Secrétaire général sur la promotion des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, y compris l'application du Programme solaire mondial 1996-2005[37], et invité la communauté internationale à appuyer, au besoin, notamment grâce à un apport de ressources financières, les efforts que faisaient les pays en développement qui s'orientaient vers des modes durables de production et de consommation énergétiques.

Par sa décision 55/443, l'Assemblée générale a déploré que les négociations engagées n'aient pas pu être menées à bien lors de la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à La Haye en novembre 2000, et a demandé à toutes les parties d'intensifier les consultations pour assurer le succès de ces négociations à la reprise de la session.

b) Questions économiques

Plusieurs résolutions et décisions dans le domaine économique ont été adoptées par l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session, sur la recommandation de la Deuxième Commission, le 20 décembre 2000, notamment la résolution 55/182, intitulée « Commerce international et développement »; la résolution 55/183, intitulé « Produits de base »; la résolution 55/184, intitulée « Renforcement de la coopération internationale en vue de résoudre durablement le problème de la dette extérieure des pays en développement »; la résolution 55/186, intitulée « Mise en place d'une architecture financière internationale renforcée et stable, capable de répondre aux priorités de la croissance et du développement, notamment dans les pays en développement et de promouvoir la justice économique et sociale; la résolution 55/187, intitulée « Coopération pour le développement industriel »; la résolution 55/190, intitulée « Respect des engagements et application des politiques convenus dans la Déclaration sur la coopération économique internationale en particulier la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, et application de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement »; la résolution 55/191, intitulée « Intégration de l'économie des pays en transition à l'économie mondiale »; la résolu-

tion 55/193, intitulée « Dialogue de haut niveau sur le renforcement de la coopération économique internationale pour le développement par le partenariat »; et la décision 55/437, intitulée « Questions de politique macro-économique ».

c) Examen du problème du virus de l'immunodéficience humaine et du syndrome d'immunodéficience acquise sous tous ses aspects

L'Assemblée générale, le 15 novembre 2000, sans renvoi à une grande commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/13 dans laquelle il a été décidé, compte tenu de l'urgence du problème, de tenir une session extraordinaire de l'Assemblée générale du 25 au 27 juin 2001, afin d'examiner, sous tous ses aspects, le problème du VIH/sida et de s'y attaquer, ainsi que de susciter un engagement mondial en faveur du renforcement de la coordination et de l'intensification des efforts déployés aux niveaux national, régional et international pour lutter contre ce fléau sur tous les fronts.

d) Prévention du crime

L'Assemblée générale, le 15 novembre 2000, sans renvoi à une grande commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/25 dans laquelle elle a adopté la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée; le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants; et le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnels à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Les textes des trois instruments ont été joints en annexe à la résolution[38].

En outre, sur recommandation de la Deuxième Commission, l'Assemblée générale, le 20 décembre 2000, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/188 dans laquelle, prenant acte du rapport du Secrétaire général sur la prévention des pratiques de corruption et du transfert illégal de fonds[39], elle a demandé que de nouvelles mesures soient prises aux niveaux international et national pour lutter contre la corruption et les actes de corruption dans les transactions internationales et que la communauté internationale apporte son appui à ces mesures.

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté plusieurs autres résolutions dans ce domaine le 20 décembre 2000. Dans la résolution 55/39, adoptée sans avoir été mise aux voix, elle a fait sienne la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice : relever les défis du XXI^e^ siècle, qui se lit comme suit :

DÉCLARATION DE VIENNE SUR LA CRIMINALITÉ ET LA JUSTICE : RELEVER LES DÉFIS DU XXIe SIÈCLE

Nous, États Membres de l'Organisation des Nations Unies,

Préoccupés par l'impact qu'a sur nos sociétés la commission d'infractions graves à caractère mondial et convaincus qu'une coopération bilatérale, régionale et internationale est nécessaire en matière de prévention du crime et de justice pénale,

Préoccupés en particulier par la criminalité transnationale organisée et les liens qui existent entre ses diverses formes,

Convaincus de l'importance fondamentale de programmes de prévention et de réadaptation adéquates pour une stratégie efficace de lutte contre le crime et de la nécessité de tenir compte dans ces programmes des facteurs économiques et sociaux qui peuvent rendre les personnes plus exposées à un comportement criminel et plus susceptibles d'adopter un tel comportement,

Soulignant qu'un système de justice pénale juste, fiable, moral et efficace est un facteur important pour la promotion du développement économique et social et de la sécurité des personnes,

Conscients de la promesse qu'offrent les conceptions réparatrices de la justice visant à réduire la criminalité et promouvoir la guérison des victimes, des délinquants et des communautés,

Réunis à Vienne du 10 au 17 avril 2000 pour le dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, afin de décider de prendre des mesures concertées plus efficaces, dans un esprit de coopération, pour lutter contre le problème de la criminalité dans le monde,

Déclarons ce qui suit :

1. *Nous prenons note* avec satisfaction des résultats des réunions régionales préparatoires au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

2. *Nous réaffirmons* les objectifs de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, en particulier la réduction de la criminalité, le renforcement de l'efficacité de l'application des lois et de l'administration de la justice, le respect des droits et des libertés fondamentales de la personne humaine et la promotion des normes les plus élevées d'équité, d'humanité et d'éthique professionnelle.

3. *Nous soulignons* la responsabilité qui incombe à chaque État de mettre en place et de maintenir un système de justice pénale juste, fiable, moral et efficace.

4. *Nous reconnaissons* la nécessité d'assurer entre États une coordination et une coopération plus étroites dans la lutte contre le problème de la criminalité dans le monde, sachant que cette lutte est une responsabilité commune et partagée. À cet égard, nous reconnaissons la nécessité d'élaborer et de promouvoir des activités de coopération technique, afin d'aider les pays dans les efforts qu'ils déploient pour renforcer leurs systèmes de justice pénale internes et leurs capacités en matière de coopération internationale.

5. *Nous accorderons* un rang de priorité élevé à la conclusion des négociations sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses protocoles additionnels, en tenant compte des préoccupations de tous les États.

6. *Nous soutenons* les efforts déployés pour aider les États à renforcer leurs capacités, notamment à obtenir une formation et une assistance technique, à élaborer des lois et des réglementations et à créer des connaissances spécialisées, l'objectif étant de faciliter l'application de la Convention et de ses Protocoles additionnels.

7. Conformément aux objectifs de la Convention et de ses Protocoles additionnels, *nous nous efforcerons :*

a) D'intégrer un volet prévention du crime dans les stratégies nationales et internationales de développement;

b) D'intensifier la coopération bilatérale et multilatérale, y compris la coopération technique, dans les domaines qui seront visés par la Convention et ses Protocoles additionnels;

c) De renforcer la coopération des donateurs dans des domaines qui, par certains aspects, touchent à la prévention du crime;

d) De doter le Centre pour la prévention internationale du crime et le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale de moyens supplémentaires leur permettant d'aider les États Membres, sur leur demande, à renforcer leurs capacités dans les domaines qui seront visés par la Convention et ses Protocoles additionnels.

8. *Nous constatons* avec satisfaction les efforts faits par le Centre pour la prévention internationale du crime pour dresser, en coopération avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, un tableau complet de la criminalité organisée dans le monde qui servira d'outil de référence, et pour aider les gouvernements à élaborer leurs politiques et programmes.

9. *Nous réaffirmons* notre appui et notre attachement constants à l'Organisation des Nations Unies et au Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en particulier la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale et le Centre pour la prévention internationale du crime, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et les instituts qui composent le réseau du Programme, ainsi que notre volonté de renforcer davantage encore le Programme grâce à un financement soutenu, selon qu'il conviendra.

10. *Nous nous engageons* à renforcer la coopération internationale en vue de créer un environnement propice à la lutte contre la criminalité organisée, qui permette de promouvoir la croissance et le développement durable et d'éliminer la pauvreté et le chômage.

11. *Nous nous engageons* à prendre en compte et à traiter, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, ainsi que dans le cadre des stratégies nationales pour la prévention du crime et la justice pénale, le problème de l'impact différent des programmes et des politiques sur les femmes et sur les hommes.

12. *Nous nous engageons* aussi à élaborer des recommandations pratiques fondées sur les besoins particuliers des femmes en tant que praticiennes de la justice pénale, victimes, détenues et délinquantes.

13. *Nous soulignons* qu'une action efficace pour la prévention du crime et la justice pénale exige l'intervention, comme partenaires et comme protagonistes, des gouvernements, des institutions nationales, régionales, interrégionales et internationales, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et de divers segments de la société civile, y compris les médias et le secteur privé, ainsi que la reconnaissance de leurs rôles et contributions respectifs.

14. *Nous nous engageons* à mettre en œuvre des moyens plus efficaces de collaborer entre nous afin d'éradiquer le fléau que constituent le trafic de personnes, en particulier de femmes et d'enfants, et le trafic de migrants. Nous envisagerons également de soutenir le programme mondial de lutte contre le trafic d'êtres humains élaboré par le Centre pour la prévention internationale du crime et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, qui fait l'objet d'étroites consultations avec les États et est soumis à l'examen de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, et fixons à 2005 la date butoir pour parvenir à une diminution sensible de l'incidence de ces formes de criminalité dans le monde et, lorsque cet objectif n'aura pas été atteint, pour évaluer le degré de mise en œuvre effective des mesures préconisées.

15. *Nous nous engageons* aussi à renforcer la coopération internationale et l'entraide judiciaire dans la lutte contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, et fixons à 2005 la date butoir pour parvenir à une diminution sensible de l'incidence de cette fabrication et de ce trafic dans le monde.

16. *Nous nous engageons* en outre à intensifier la lutte internationale contre la corruption en faisant fond sur la Déclaration des Nations Unies sur la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales, le Code international de conduite des agents de la fonction publique, ainsi que les conventions régionales pertinentes et les instances régionales et mondiales. Nous insistons sur le fait qu'il est nécessaire d'élaborer d'urgence un instrument juridique international efficace de lutte contre la corruption, indépendant de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et nous invitons la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à prier le Secrétaire général de lui présenter, à sa dixième session, en consultation avec les États, une étude et une analyse approfondies de l'ensemble des recommandations et instruments internationaux pertinents dans le cadre des travaux préparatoires à l'élaboration d'un tel instrument. Nous envisagerons de soutenir le programme mondial de lutte contre la corruption élaboré par le Centre pour la prévention internationale du crime et l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, qui fait l'objet d'étroites consultations avec les États et est soumis à l'examen de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

17. *Nous réaffirmons* que la lutte contre le blanchiment d'argent et l'économie criminelle constitue un élément essentiel des stratégies de lutte contre la criminalité organisée, ainsi que l'ont posé en principe la Déclaration politique de Naples et le Plan mondial d'action contre la criminalité transnationale organisée adoptés par la Conférence ministérielle mondiale sur la criminalité transnationale organisée, tenue à Naples (Italie) du 21 au 23 novembre 1994. Nous sommes convaincus que le succès de cette action réside dans la mise en place de régimes exhaustifs et la coordination de mécanismes appropriés pour lutter contre le blanchiment du produit du crime, y compris l'octroi d'une aide aux initiatives axées sur les États et territoires qui offrent des services financiers offshore permettant le blanchiment du produit du crime.

18. *Nous décidons* d'élaborer des recommandations concrètes sur la prévention et la répression des délits informatiques et invitons la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à entreprendre des travaux sur cette question, en tenant compte des travaux en cours dans d'autres instances. Nous nous engageons aussi à œuvrer au renforcement des moyens dont nous disposons pour prévenir les délits technologiques et informatiques, d'enquêter sur ces délits et d'en poursuivre les auteurs.

19. *Nous notons* que les actes de violence et de terrorisme restent très préoccupants. Conformément à la Charte des Nations Unies et en tenant compte de toutes les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, ensemble, dans le cadre des efforts que nous déployons pour prévenir et réprimer le terrorisme, nous prendrons des mesures efficaces, résolues et rapides pour prévenir et réprimer les activités criminelles entreprises dans le but de fomenter le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations. À cette fin, nous nous engageons à tout faire pour favoriser une adhésion universelle aux instruments internationaux de lutte contre le terrorisme.

20. *Nous notons* aussi que la discrimination raciale, la xénophobie et les formes d'intolérance qui y sont associées persistent et nous reconnaissons qu'il importe de veiller à ce que soient incorporées dans les stratégies et normes relatives à la prévention internationale du crime des mesures de prévention et de répression de la criminalité liée au racisme, à la discrimination raciale, à la xénophobie et aux formes d'intolérance qui y sont associées.

21. *Nous affirmons* que nous sommes résolus à combattre la violence résultant de l'intolérance fondée sur l'appartenance ethnique et décidés à apporter, dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, une contribution importante à la conférence mondiale envisagée contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui est associée.

22. *Nous reconnaissons* que les règles et normes des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale contribuent aux efforts menés pour lutter efficacement contre la criminalité. Nous reconnaissons également l'importance de la réforme des prisons, de l'indépendance du pouvoir judiciaire et des organismes chargés des

poursuites et du Code international de conduite des agents de la fonction publique. Nous nous efforcerons, selon qu'il conviendra, d'utiliser et d'appliquer dans la pratique et le droit nationaux les règles et normes des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Nous nous engageons à revoir la législation et les procédures administratives pertinentes, selon qu'il conviendra, afin de dispenser aux agents concernés l'éducation et la formation requises et de veiller au nécessaire renforcement des institutions chargées de l'administration de la justice pénale.

23. *Nous considérons* également que les traités types sur la coopération internationale en matière pénale sont des outils précieux pour le renforcement de la coopération internationale et invitons la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à demander au Centre pour la prévention internationale du crime de mettre à jour le *Recueil* pertinent, afin de fournir la version la plus récente de ces traités types aux États souhaitant les utiliser.

24. *Nous constatons* en outre avec une grande préoccupation que les mineurs vivant dans des conditions difficiles risquent souvent de tomber dans la délinquance ou d'être facilement recrutés par des groupes criminels, y compris des groupes impliqués dans la criminalité transnationale organisée, et nous nous engageons à prendre des contre-mesures afin de prévenir ce phénomène qui prend de l'ampleur, ainsi qu'à inclure, le cas échéant, des dispositions en faveur de la justice pour mineurs dans les plans nationaux et les stratégies internationales de développement et à inclure l'administration de la justice pour mineurs dans nos politiques de financement de la coopération pour le développement.

25. *Nous estimons* que les stratégies globales de prévention de la criminalité aux échelons international, national, régional et local doivent s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs de risque liés à la criminalité et à la victimisation, par le biais de mesures sociales, économiques, sanitaires, éducatives et judiciaires. Nous demandons instamment que soient élaborées de telles stratégies, conscients du succès avéré des mesures de prévention dans de nombreux États et persuadés que la criminalité peut être réduite en tirant parti de notre savoir-faire collectif et en le partageant.

26. *Nous nous engageons* à nous employer à titre prioritaire à contenir le surpeuplement carcéral et à limiter l'augmentation du nombre des personnes incarcérées avant et après jugement, selon qu'il conviendra, en favorisant le recours à des mesures sûres et efficaces de substitution à l'incarcération.

27. *Nous décidons* d'adopter, le cas échéant, des plans d'action nationaux, régionaux et internationaux en faveur des victimes de la criminalité, notamment des mécanismes de médiation et de justice réparatrice, et fixons à 2002 la date butoir pour que les États examinent leurs pratiques en la matière, développent davantage les services de soutien aux victimes, organisent des campagnes de sensibilisation aux droits des victimes et envisagent la création de fonds pour les victimes, outre l'élaboration et l'exécution de mesures de protection des témoins.

28. *Nous encourageons* l'élaboration de mesures, de procédures et de programmes de justice réparatrice qui respectent les droits, les besoins et les intérêts des victimes, des délinquants, des collectivités et de toutes les autres parties.

29. *Nous invitons* la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à concevoir des mesures spécifiques pour la mise en œuvre et le suivi des engagements que nous avons pris dans la présente Déclaration.

Dans sa résolution 55/60, adoptée également sans avoir été mise aux voix, l'Assemblée générale a instamment prié les gouvernements, dans leurs efforts pour prévenir et combattre la criminalité, en particulier la criminalité transnationale, et pour maintenir des systèmes de justice pénale efficaces, à s'inspirer des résultats du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants[40]. Et dans sa résolution 55/61, adoptée également sans avoir été mise aux voix,

elle a reconnu qu'il serait souhaitable d'élaborer un instrument juridique international efficace contre la corruption indépendant de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (voir résolution 55/25 ci-dessus), et a décidé de commencer l'élaboration d'un tel instrument à Vienne, au siège du Centre des Nations Unies pour la prévention de la criminalité internationale du Bureau des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime. Par la même résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général d'élaborer un rapport analysant tous les instruments juridiques internationaux et autres documents et recommandations contre la corruption (voir la liste indicative de ces instruments juridiques, documents et recommandations, ci-dessous), envisageant notamment les obligations concernant l'incrimination de toutes les formes de corruption et la coopération internationale, les aspects juridiques de la corruption et les relations entre la corruption et le blanchiment de l'argent, et de le présenter à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à une réunion intersessions afin de permettre aux États Membres de présenter leurs observations à la Commission avant sa dixième session; et a demandé à la Commission, à sa dixième session, d'examiner et évaluer le rapport du Secrétaire général et, se fondant sur ce rapport, de faire des recommandations et de donner des orientations quant aux travaux futurs concernant l'élaboration d'un instrument juridique contre la corruption. La liste indicative des instruments juridiques internationaux, des documents et recommandations contre la corruption se lit comme suit :

LISTE INDICATIVE DES INSTRUMENTS JURIDIQUES INTERNATIONAUX, DOCUMENTS ET RECOMMANDATIONS CONTRE LA CORRUPTION

a) Code international de conduite des agents de la fonction publique;

b) Déclaration des Nations Unies sur la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales;

c) Résolution 54/128 de l'Assemblée générale dans laquelle l'Assemblée a fait siennes les conclusions et recommandations de la réunion du Groupe d'experts sur la corruption et ses circuits financiers, tenue à Paris du 30 mars au 1er avril 1999;

d) Rapport du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants;

e) Convention interaméricaine contre la corruption, adoptée par l'Organisation des États américains le 29 mars 1996;

f) Recommandation 32 du Groupe d'experts de haut niveau sur la criminalité transnationale organisée, approuvée à Lyon (France) le 29 juin 1996 par le Groupe politique des Huit;

g) Vingt principes directeurs pour la lutte contre la corruption, adoptés par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 6 novembre 1997;

h) Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, adoptée par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques le 21 novembre 1997;

i) Accord établissant le Groupe d'États contre la corruption, adopté par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 1er mai 1999, et Convention pénale sur la corruption, adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 4 novembre 1998;

j) Action commune sur la lutte contre la corruption dans le secteur privé, adoptée par le Conseil de l'Union européenne le 22 décembre 1998;

k) Déclarations adoptées par le premier Forum mondial sur la lutte contre la corruption, tenu à Washington du 24 au 26 février 1999, et par le deuxième Forum mondial, qui se tiendra à La Haye en 2001;

l) Convention civile sur la corruption, adoptée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 9 septembre 1999;

m) Code de conduite modèle des agents de la fonction publique, adopté par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 11 mai 2000;

n) Principes de lutte contre la corruption dans les pays d'Afrique de la Coalition mondiale pour l'Afrique;

o) Conventions et protocoles de l'Union européenne sur la lutte contre la corruption;

p) Pratiques optimales, comme celles rassemblées par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et l'Organisation internationale des commissions de valeurs.

Le 4 décembre 2000, lors de sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale a adopté d'autres résolutions dans le domaine de la prévention du crime, à savoir : la résolution 55/62, intitulée « Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants »; la résolution 55/63, intitulée « Lutte contre l'exploitation des technologies de l'information à des fins criminelles »; la résolution 55/64, intitulée « Renforcement du Programme des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier de ses moyens de coopération technique »; la résolution 55/66, intitulée « Mesures à prendre en vue d'éliminer les crimes d'honneur commis contre les femmes »; la résolution 55/67, intitulée « Traite des femmes et des filles »; et la résolution 55/68, intitulée « Élimination de toutes les formes de violence contre les femmes, y compris les crimes tels que définis dans le document final adopté par l'Assemblée générale à sa vingt-troisième session extraordinaire intitulée "Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI[e] siècle" ».

e) Coopération internationale contre le problème mondial de la drogue

État des instruments internationaux

En 2000, un autre État est devenu partie à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961[41], ce qui a porté le nombre des parties à 144; six autres États sont devenus parties à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes[42], le nombre des États parties s'établissant à 167; un autre État est devenu partie au Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961[43], ce qui a porté le nombre des parties à 111; quatre autres États sont devenus parties à la

Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole du 25 mars 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961[44], le nombre des parties s'établissant à 161; et quatre autres États sont devenus parties à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes de 1988[45], ce qui a porté le nombre des parties à 158.

Examen par l'Assemblée générale

L'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/65 du 4 décembre 2000 dans laquelle elle s'est félicitée de l'engagement renouvelé dans la Déclaration du Millénaire[46] de poursuivre la lutte contre le problème mondial de la drogue. L'Assemblée a également exhorté les autorités compétentes aux niveaux international, régional et national à mettre en œuvre, dans les délais convenus, les conclusions de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre le problème mondial de la drogue, en particulier les mesures pratiques hautement prioritaires aux niveaux international, régional ou national, comme il est indiqué dans la Déclaration politique[47], le Plan d'action[48] pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues[49], ainsi que les mesures propres à renforcer la coopération internationale pour faire face au problème mondial de la drogue[50], y compris le Plan d'action contre la fabrication illicite, le trafic et l'abus de stimulants du type amphétamine et de leurs précurseurs[51], les mesures visant à prévenir la fabrication, l'importation, l'exportation, le trafic, la distribution et le détournement illicites de précurseurs utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes[52], les mesures visant à promouvoir la coopération judiciaire[53], les mesures visant à lutter contre le blanchiment de l'argent[54] et le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution[55]. Par la même résolution, l'Assemblée s'est félicitée des efforts que déploie le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues afin de s'acquitter des tâches qui lui incombent en vertu des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, du Schéma multidisciplinaire complet pour les activités futures de lutte contre l'abus des drogues[56], du Programme d'action mondial[57] et des conclusions de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue et des documents pertinents sur la question ayant fait l'objet d'un consensus.

f) Questions relatives aux droits de l'homme

État et application des instruments internationaux

Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme

En 2000, un autre État est devenu partie au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966[58], le nombre des États parties s'établissant de ce fait à 143; trois autres États sont devenus parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966[59], ce qui a porté le nombre des parties à 147; quatre autres États sont devenus parties au Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques[60], le nombre des parties s'établissant de ce fait à 99; et trois autres États sont devenus parties au deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1989 visant à abolir la peine de mort[61], le nombre des parties se trouvant ainsi porté à 44.

L'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, dans sa décision 55/422 du 4 décembre 2000, adoptée sur la recommandation de la Troisième Commission, a pris note du rapport de la Troisième Commission[62] concernant le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme[63].

Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale de 1966[64]

En 2000, deux autres États sont devenus parties à la Convention, le nombre des parties s'établissant de ce fait à 157. Cinq États sont devenus parties à l'amendement à l'article 8 de la Convention de 1992[65], ce qui a porté le nombre des parties à 30.

À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/81 du 4 décembre 2000 dans laquelle elle a pris note du rapport du Secrétaire général[66] sur l'état de la Convention. À la même date, d'autres résolutions ont été adoptées dans ce domaine, à savoir : la résolution 55/82, intitulée « Mesures à prendre pour lutter contre les programmes et activités politiques fondés sur des doctrines de supériorité qui reposent sur la discrimination raciale ou l'exclusivisme ethnique et la xénophobie, notamment sur le néonazisme »; la résolution 55/83, intitulée « Mesures à prendre pour lutter contre les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée »; et la résolution 55/84, intitulée « Troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et convocation de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ».

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de 1979[67]

En 2000, un autre État est devenu partie à la Convention, ce qui a porté le nombre des parties à 166. De plus, un autre État est devenu partie à l'amendement de 1995 au paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention[68], ce qui a porté le nombre des parties à 24. Quatorze États sont devenus parties au Protocole additionnel à la Convention de 1999[69].

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/70 du 4 décembre 2000 dans laquelle elle a accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention[70]. L'Assemblée a adopté également sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/71, également du 4 décembre, intitulée « Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale ».

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de 1984[71]

En 2000, cinq autres États sont devenus parties à la Convention, ce qui a porté le nombre des États à 123. Le nombre des États parties aux amendements de 1992 aux articles 17 (7) et 18 (5) de la Convention est demeuré à 23[72].

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix la résolution 55/89 du 4 décembre 2000 dans laquelle elle s'est félicitée des travaux du Comité contre la torture et a pris note du rapport[73] que celui-ci avait présenté conformément à l'article 24 de la Convention. L'Assemblée a également pris note avec satisfaction du rapport intérimaire du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants[74].

Convention sur les droits de l'enfant de 1989[75]

En 2000, le nombre d'États parties à la Convention est demeuré à 191. Vingt-cinq États sont devenus parties à l'amendement à l'article 43 (2) de la Convention de 1995[76], ce qui a porté le nombre des États parties à 96; trois États sont devenus parties au Protocole facultatif de 2000 à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés[77]; et un État est devenu partie au Protocole facultatif de 2000 se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant et concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants[78].

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté la décision 55/418 le 4 décembre 2000, dans laquelle elle a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention[79]. L'Assemblée a également adopté sans renvoi à une grande commission la résolution 55/26 du 20 novembre 2000, concernant la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, devant se tenir en 2001, ainsi que la résolution 55/47 du 29 novembre 2000, concernant la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, 2001-2010.

Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille de 1990[80]

En 2000, trois autres États sont devenus parties à la Convention, ce qui a porté le nombre total à 15.

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté sans l'avoir mise aux voix, la résolution 55/88 du 4 décembre 2000 dans laquelle elle a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention[81].

Autres questions relatives aux droits de l'homme

L'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté plusieurs autres résolutions et décisions relatives aux droits de l'homme à sa cinquante-cinquième session, y compris la résolution 55/90 du 4 décembre 2000, intitulée « Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris l'obligation de présenter des rapports à ce titre », adoptée sans avoir été mise aux voix, dans laquelle l'Assemblée s'est félicitée des rapports que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme avaient présentés sur les travaux de leurs onzième[82] et douzième[83] réunions, tenues à Genève du 31 mai au 4 juin 1999 et du 5 au 8 juin 2000, respectivement, et a pris acte de leurs conclusions et recommandations. L'Assemblée s'est également félicitée des observations que les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les personnes intéressées avaient formulées au sujet du rapport final présenté par l'expert indépendant chargé d'étudier les moyens d'améliorer l'efficacité à long terme du régime conventionnel mis en place par les Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme[84] et le rapport du Secrétaire général sur ces observations[85].

Par sa résolution 55/99, intitulée « Renforcement de l'état de droit », adoptée le 4 décembre 2000 sans avoir été mise aux voix, l'Assemblée générale s'est félicitée du rapport du Secrétaire général[86] et a affirmé que le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme demeurait au cœur des efforts déployés de façon coordonnée à l'échelle du

système en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. Dans sa résolution 55/111, intitulée « Exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires », adoptée le 4 décembre 2000 sans avoir été mise aux voix, l'Assemblée a condamné énergiquement une fois de plus toutes ces pratiques et a noté que l'impunité continuait d'être la raison principale pour laquelle des violations des droits de l'homme se perpétuaient. L'Assemblée a de plus reconnu l'importance historique de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale[87], et a pris note du rapport intérimaire du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner les questions relatives aux exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires[88].

g) Questions relatives aux réfugiés

État des instruments internationaux

En 2000, trois autres États sont devenus parties à la Convention relative au statut des réfugiés de 1951[89], ce qui a porté le nombre total des États parties à 137; deux autres États sont devenus parties au Protocole relatif au statut des réfugiés de 1967[90], ce qui a porté le nombre total des États parties à 136; quatre autre États sont devenus parties à la Convention relative au statut des apatrides de 1954[91], ce qui a porté le nombre total des États parties à 53; et deux nouveaux États sont devenus parties à la Convention sur la réduction des cas d'apatrides de 1961[92], ce qui a porté le nombre total des États parties à 23.

Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés[93]

Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a tenu sa cinquante et unième session à Genève du 2 au 6 octobre 2000 au cours de laquelle il a adopté plusieurs décisions et conclusions concernant la protection internationale, le suivi de la Conférence sur la Communauté d'États indépendants, la sécurité du personnel du HCR, le cinquantième anniversaire du HCR et la Journée mondiale des réfugiés.

Examen par l'Assemblée générale

À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Troisième Commission, a adopté le 4 décembre 2000 plusieurs résolutions et décisions concernant le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, notamment la résolution 55/72, intitulée « Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés »; la résolution 55/74, intitulée « Haut Commissariat des Nations Unies pour

les réfugiés »; la résolution 55/75, intitulée « Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés »; la résolution 55/76, intitulée « Cinquantième anniversaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et Journée mondiale des réfugiés »; et la décision 55/417, intitulée « Documents relatifs au rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, aux questions relatives aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes déplacées et aux questions humanitaires ».

h) Tribunaux spéciaux pour le Rwanda et l'ex-Yougoslavie

L'Assemblée générale, le 20 novembre 2000, a adopté sans renvoi à une grande commission, les décisions 55/412 et 55/413, dans lesquelles elle a pris note, respectivement, du cinquième rapport annuel du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide et d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994[94] et du septième rapport annuel du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991[95].

---

4. DROIT DE LA MER

État de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982[96]

En 2000, trois nouveaux États (Luxembourg, Maldives et Nicaragua) sont devenus parties à la Convention, ce qui a porté le nombre total à 135.

Rapport du Secrétaire général

Tel que rapporté dans le rapport du Secrétaire général[97], le Tribunal international du droit de la mer[98] a examiné cinq affaires depuis sa première session en octobre 1996 : *M/V Saiga* (n° 1); *M/V Saiga* (n° 2); *Southern Bluefin Tuna* (nos 3 et 4); et l'affaire *Camouco*. Concernant ce dernier, il a également été signalé que le 17 janvier 2000 le Tribunal avait reçu une demande du Gouvernement panaméen réclamant au Gouvernement français la prompte remise en liberté d'un navire. Le différend portait sur l'arraisonnement et l'arrestation en septembre 1999 par une

frégate française du navire de pêche *Camouco* qui aurait pêché illégalement dans la zone économique exclusive de Crozet (terres australes et antarctiques françaises). Le navire battait pavillon panaméen et a été arraisonné et détenu ainsi que son capitaine par les autorités françaises à l'île de la Réunion. Le Tribunal, après délibérations, a rendu son jugement le 7 février 2000.

Le rapport contient également des informations sur les mécanismes de règlement des différends et la criminalité en mer (piraterie et vols à main armée; trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes; trafic illicite de déchets dangereux et autres déchets; introduction clandestine de migrants; et passagers clandestins).

Examen par l'Assemblée générale

À sa cinquante-cinquième session, l'Assemblée générale, sans renvoi à une grande commission, a adopté la résolution 55/7 du 30 octobre 2000, intitulée « Les océans et le droit de la mer », par un vote enregistré de 143 voix contre 2, avec 4 abstentions. Dans la résolution, l'Assemblée a souligné le caractère unitaire de la Convention et a demandé aux États, à titre prioritaire, de conformer leur législation interne aux dispositions de la Convention, d'assurer l'application systématique de celles-ci, de veiller à ce que toute déclaration qu'ils avaient faite ou qu'ils feront au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion soit conforme à la Convention, et de retirer toute déclaration qui ne le serait pas. L'Assemblée a prié également le Secrétaire général de convoquer à New York, du 14 au 18 mai 2001, la onzième Réunion des États parties à la Convention et d'assurer à cette occasion les services nécessaires.

Par la même résolution, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que le Tribunal international du droit de la mer continuait de contribuer au règlement pacifique des différends conformément aux dispositions de la partie XV de la Convention, a souligné qu'il jouait un rôle important et faisait autorité dans l'interprétation et l'application de la Convention et de l'Accord concernant l'application de la partie XI de la Convention[99], à encourager les États parties à choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens énumérés à l'article 287 pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention et de l'Accord, et a invité les États à prendre note des dispositions des annexes V, VI, VII et VIII de la Convention concernant, respectivement la conciliation, le Tribunal, l'arbitrage et l'arbitrage spécial. En outre, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale alimenté par des contributions volontaires pour aider les États à porter leurs différends devant le Tribunal, et de rendre compte de la situation du Fonds à la Réunion des États parties à la Convention, une fois par an[100]; et a invité les États, les organisations intergouvernementales, les institutions nationales, les organisations non

gouvernementales ainsi que les personnes physiques et morales, à verser des contributions volontaires au Fonds; et a encouragé les États qui ne l'avaient pas encore fait à nommer des conciliateurs et des arbitres selon les dispositions des annexes V et VII de la Convention, et a prié le Secrétaire général de poursuivre la mise à jour et la diffusion périodique des listes de conciliateurs et d'arbitres. L'Assemblée a demandé de plus à tous les États parties à la Convention de verser intégralement et en temps voulu leur contribution à l'Autorité du Tribunal, et aux États qui étaient d'anciens membres provisoire de l'Autorité de régler toute contribution non encore acquittée; et a engagé les États qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de ratifier l'Accord sur les privilèges et immunités du Tribunal[101] et le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Autorité[102], ou d'y adhérer.

La résolution 55/8 de l'Assemblée générale du 30 octobre 2000, intitulée « La pêche hauturière au grand filet dérivant, la pêche non autorisée dans les zones relevant de la juridiction nationale et en haute mer, prises accessoires et déchets de la pêche et autres faits nouveaux » a été adoptée par un vote enregistré de 103 voix contre zéro, avec 44 abstentions. Dans la résolution, l'Assemblée a pris note du rapport du Secrétaire général[103] et a réaffirmé l'importance qu'elle attachait à la conservation à long terme, à la gestion et à l'exploitation durable des ressources biologiques des mers et des océans de la planète, ainsi qu'aux obligations qui incombaient aux États de coopérer à cette fin, conformément au droit international, comme le prévoient les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier les dispositions relatives à la coopération qui figurent dans la partie V et dans la section 2 de la partie VII de la Convention et qui concernent les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants), les grands migrateurs, les mammifères marins, les stocks de poissons anadromes et les ressources biologiques de la haute mer. De plus, l'Assemblée a engagé instamment les États, les organisations internationales compétentes et les organisations et arrangements régionaux et sous-régionaux de gestion des pêches qui ne l'avaient pas encore fait à prendre des mesures pour réduire les prises accessoires, les déchets de la pêche et les pertes après capture, conformément au droit international et aux instruments internationaux pertinents, y compris le Code de conduite pour une pêche responsable; et a demandé à ceux qui de l'avaient pas encore fait parmi les États et les autres entités visés à l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article premier de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs[104], de ratifier l'Accord, ou d'y adhérer, et

d'envisager de l'appliquer à titre provisoire. L'Assemblée a engagé également vivement les États à poursuivre, à titre prioritaire, l'élaboration du plan d'action international de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture sur la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, afin que son Comité des pêches soit en mesure d'adopter les éléments à retenir dans un plan d'action global et efficace à la vingt-quatrième session.

---

5. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE[105]

Affaires soumises à la Cour[106]

a) *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn* (*Qatar* c. *Bahreïn*)

Après le dépôt de leurs répliques dans le délai ainsi prorogé, Qatar et Bahreïn ont, avec l'approbation de la Cour, soumis certains rapports d'experts et documents historiques supplémentaires.

Des audiences publiques pour entendre les Parties en leurs plaidoiries se sont tenues du 29 mai au 29 juin 2000.

À l'issue de ces audiences, Qatar a prié la Cour, une fois rejetées toutes autres demandes et conclusions de sens contraire,

« I. De dire et juger conformément au droit international :

« A. 1) Que la souveraineté sur les îles Hawar revient à l'État de Qatar;

« 2) Que les hauts-fonds de Diba et de Qit'at Jaradah sont des hauts-fonds découvrants relevant de la souveraineté qatarienne;

« B. 1) Que la souveraineté sur l'île de Janan ne revient pas à l'État de Bahreïn;

« 2) Que la souveraineté sur Zubarah ne revient pas à l'État de Bahreïn;

« 3) Que toute demande de Bahreïn concernant des lignes de base archipélagiques et des zones de pêche à l'huître perlière et au poisson serait sans pertinence aux fins de la délimitation maritime à opérer en l'espèce.

« II. De tracer une frontière maritime unique entre les espaces maritimes comprenant les fonds marins, le sous-sol et les eaux surjacentes qui relèvent respectivement de l'État de Qatar et de l'État de Bahreïn en étant convenu que Zubarah, les îles Hawar et l'île de Janan appartiennent à l'État de Qatar et non à l'État de Bahreïn, ladite frontière partant du point 2 de l'accord de délimita-

tion conclu en 1971 entre Bahreïn et l'Iran (51° 05' 54'' de longitude est et 27° 02' 47" de latitude nord), se dirigeant ensuite vers le sud jusqu'au point BLV (50° 57' 30" de longitude est et 26° 33' 35" de latitude nord), suivant à partir dudit point BLV la ligne établie par la décision britannique du 23 décembre 1947 jusqu'au point NSLB (50° 49' 48" de longitude est et 26° 21' 24" de latitude nord) puis jusqu'au point L (50° 43' 00" de longitude est et 25° 47' 27" de latitude nord) et se prolongeant jusqu'au point S1 de l'accord de délimitation conclu en 1958 entre Bahreïn et l'Arabie saoudite (50° 31' 45" de longitude est et 25° 35' 38" de latitude nord). »

Les conclusions de Bahreïn se lisaient comme suit :

« *Qu'il plaise à la Cour* de rejeter toutes demandes et conclusions contraires et de dire et juger que :

« 1. Bahreïn a souveraineté sur Zubarah.

« 2. Bahreïn a souveraineté sur les îles Hawar, y compris sur Janan et Hadd Janan.

« 3. Compte tenu de la souveraineté de Bahreïn sur tous les reliefs, insulaires et autres, y compris sur Fasht al Dibal et Qit'at Jaradah, qui constituent l'archipel bahreïnite, la frontière maritime entre Bahreïn et Qatar est celle décrite dans la deuxième partie du mémoire de Bahreïn. »

Le 16 mars 2001, la Cour a rendu en audience publique son arrêt. On en trouvera ci-après un résumé suivi du texte du dispositif.

Rappel de la procédure et des conclusions des Parties (par. 1-34)

La Cour commence par rappeler l'historique de la procédure et les conclusions des Parties telles qu'énoncées ci-dessus. [Pour les lignes de délimitation proposées par chacune des Parties, voir le croquis n° 2 de l'arrêt, p. 106.]

Cadre géographique (par. 35)

La Cour rappelle que l'État de Qatar et l'État de Bahreïn sont tous deux situés dans la partie méridionale du golfe arabo-persique (ci-après dénommé le « Golfe »), presque à mi-chemin entre l'embouchure du Chatt al-Arab, au nord-ouest, et le détroit d'Ormuz, à l'extrémité orientale du Golfe, au nord d'Oman. La zone continentale située à l'ouest et au sud de l'île principale de Bahreïn et au sud de la péninsule de Qatar fait partie intégrante du Royaume d'Arabie saoudite. La zone continentale qui borde le Golfe au nord fait partie de l'Iran.

La péninsule de Qatar s'avance dans le Golfe selon une direction nord à partir de la baie dénommée Dawhat Salwah, à l'ouest, et de la

région située au sud du Khor al-Udaid, à l'est. La capitale de l'État de Qatar, Doha, est située sur la côte orientale de la péninsule.

Bahreïn est constitué d'un certain nombre d'îles, d'îlots et de hauts-fonds situés au large des côtes orientale et occidentale de son île principale, qui est également appelée île Al-Awal. La capitale de l'État de Bahreïn, Manama, est située dans la partie nord-est de l'île Al-Awal.

Zubarah se situe sur la côte nord-ouest de la péninsule de Qatar, face à l'île principale de Bahreïn.

Les îles Hawar se situent à proximité immédiate de la partie médiane de la côte occidentale de la péninsule de Qatar, au sud-est de l'île principale de Bahreïn et à une distance approximative de 10 milles marins de celle-ci.

Janan est située au large de la pointe sud-ouest de l'île Hawar proprement dite.

Fasht ad Dibal et Qit'at Jaradah sont deux formations maritimes qui se situent au large de la côte nord-ouest de la péninsule de Qatar et au nord-est de l'île principale de Bahreïn.

Contexte historique (par. 36-69)

La Cour fait ensuite un bref exposé de l'histoire complexe qui sert de toile de fond au différend entre les Parties (repris en partie ci-après).

La navigation dans le Golfe était traditionnellement aux mains des habitants de la région. À partir du début du XVI^{e} siècle, les puissances européennes commencèrent à s'intéresser à cette région qui jouxtait l'une des routes commerciales vers l'Inde. Le quasi-monopole commercial exercé par les Portugais ne fut remis en cause qu'au début du XVII^{e} siècle. En effet, la Grande-Bretagne désira alors renforcer sa présence dans le Golfe aux fins de protéger les intérêts commerciaux croissants de la compagnie des Indes orientales.

Entre 1797 et 1819, la Grande-Bretagne lança de nombreuses expéditions punitives pour riposter aux actes de pillage et de piraterie perpétrés par des tribus arabes dirigées par les Qawasim contre des navires britanniques et locaux. En 1819, elle prit le contrôle de Ras al-Khaimah, quartier général des Qawasim, et conclut des accords séparés avec les différents cheikhs de la région. Ces cheikhs s'engagèrent à conclure un traité général de paix. Par ce traité, signé en 1820, ces cheikhs et chefs s'engageaient notamment tant en leur nom propre qu'en celui de leurs sujets à s'abstenir à l'avenir de tout acte de pillage ou de piraterie. Ce n'est que vers la fin du XIX^{e} siècle que la Grande-Bretagne adoptera une politique générale de protection dans le Golfe en concluant des « accords exclusifs » avec la plupart des principautés dont celles de Bahreïn, d'Abou Dhabi, de Chardjah et de Doubaï. La représentation des intérêts de la Grande-Bretagne dans la région fut confiée à un résident politique

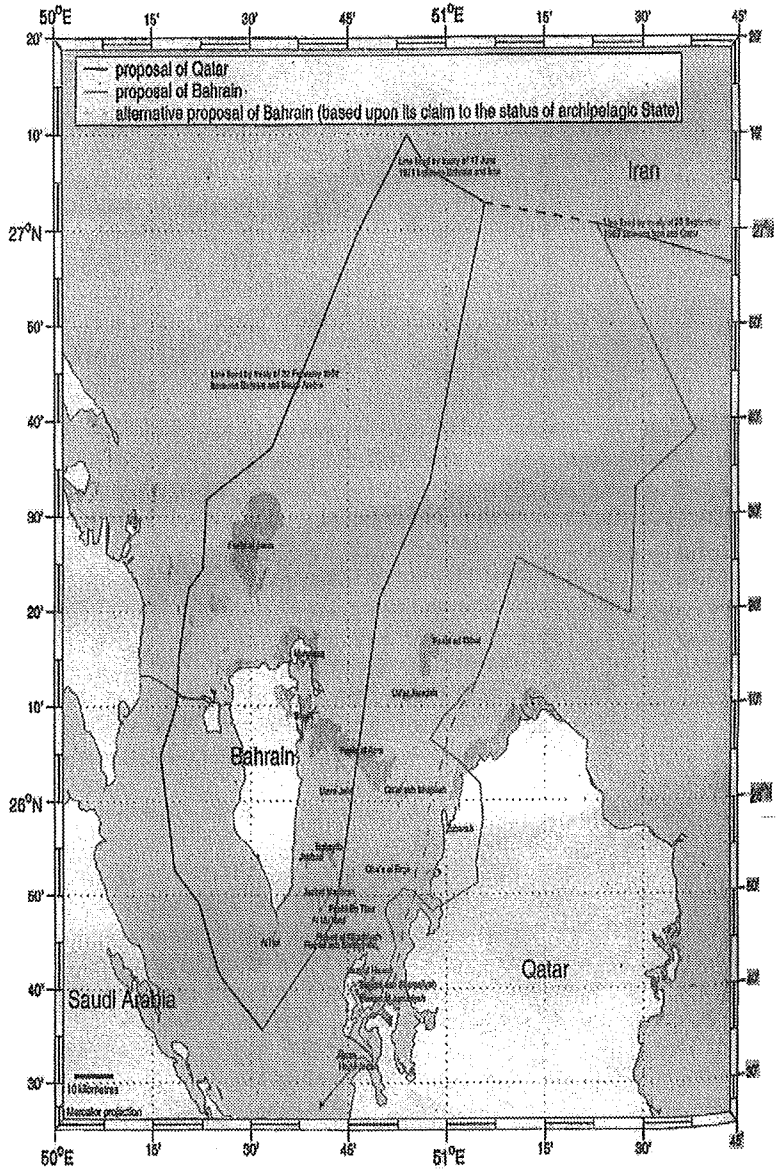
britannique dans le Golfe, installé à Bushire (Perse), auquel furent par la suite subordonnés des agents politiques dans différentes principautés avec lesquelles la Grande-Bretagne avait conclu des accords.

Le 31 mai 1861, le Gouvernement britannique conclut un « Traité perpétuel de paix et d'amitié » avec le cheikh Mahomed bin Khalifah, dans lequel ce dernier était désigné comme souverain indépendant de Bahreïn. Aux termes de ce traité, Bahreïn s'engageait notamment à s'abstenir de toute agression maritime de quelque nature qu'elle soit, tandis que la Grande-Bretagne s'engageait à fournir à Bahreïn l'appui nécessaire pour maintenir la sécurité de ses possessions contre toute agression. Aucune disposition de ce traité ne précisait l'étendue de ces possessions

À la suite d'hostilités qui avaient éclaté en 1867 dans la péninsule de Qatar, le résident politique britannique dans le Golfe se mit en rapport avec le cheikh Ali bin Khalifah, chef de Bahreïn, et le cheikh Mohamed Al-Thani, chef de Qatar et, les 6 et 12 septembre 1868, respectivement, les amena l'un et l'autre à signer un accord avec la Grande-Bretagne. Par ces accords, le chef de Bahreïn reconnaissait notamment que certains actes de piraterie avaient été commis par Mahomed bin Khalifah, son prédécesseur, et, « afin de sauvegarder la paix en mer et de prévenir la survenance d'autres troubles ainsi que pour tenir le résident politique informé de ce qui se passe », il promettait de désigner un représentant auprès de ce dernier; quant au chef de Qatar, il s'engageait, entre autres, à retourner à Doha et à y résider pacifiquement, à ne pas prendre la mer avec des intentions hostiles et, au cas où surgiraient des différends ou des malentendus, à en référer sans exception au résident politique. Selon Bahreïn, les « événements de 1867-1868 » démontrent que Qatar n'était pas indépendant de Bahreïn. Selon Qatar au contraire, les accords de 1868 reconnaissaient pour la première fois officiellement l'identité distincte de Qatar.

Si la Grande-Bretagne était à l'époque la puissance maritime dominante dans le Golfe, l'Empire ottoman avait pour sa part rétabli son autorité sur de vastes régions terrestres du côté méridional du Golfe. Dans les années qui suivirent l'arrivée des Ottomans dans la péninsule de Qatar, la Grande-Bretagne accrut son influence à Bahreïn. Une « Convention anglo-ottomane relative au golfe Persique et aux territoires environnants » fut signée le 29 juillet 1913, mais ne fut jamais ratifiée. La section II de la Convention portait sur Qatar. Son article 11 décrivait le tracé de la ligne qui, selon l'accord entre les Parties, devait séparer le *sandjak* ottoman du Nedjd de la « presqu'île d'El-Katr ». Qatar a fait valoir que les Ottomans et les Britanniques avaient également signé, le 9 mars 1914, un traité concernant les frontières d'Aden, ratifié la même année, dont l'article III précisait que la délimitation entre Qatar et le *sandjak* du Nedjd serait « en conformité de l'article 11 de la Convention anglo-ottomane du 29 juillet 1913, relative au golfe Persique et aux ter-

Carte n° 2



This sketch-map, on which maritime features are shown in simplified form, has been prepared for illustrative purposes only. It is without prejudice to the nature of certain of these features.
Sources: submissions of the Parties; Memorial of Qatar, Vol. 17, Map 24; Memorial of Bahrain, Vol. 7, Maps 10, 11, 13 and 18.

ritoires environnants ». Par un traité conclu le 3 novembre 1916 entre la Grande-Bretagne et le cheikh de Qatar, le cheikh de Qatar s'engageait notamment à « ne pas avoir de relations et à ne pas correspondre avec une autre puissance, ni à recevoir son agent, sans le consentement du Gouvernement britannique », à ne pas céder, sans un tel consentement, de terres à une autre puissance ni à ses sujets, et à ne pas accorder sans ce consentement de monopoles ou de concessions. En échange, le Gouvernement britannique s'engageait à protéger le cheikh de Qatar et à prêter ses « bons offices » au cas où le cheikh ou ses sujets seraient attaqués par voie terrestre sur les territoires de Qatar. Aucune disposition de ce traité ne précisait l'étendue de ces territoires.

Le 29 avril 1936, le représentant de la Petroleum Concessions Ltd. attira par écrit l'attention de l'India Office britannique, qui était responsable des relations avec les États protégés du Golfe, sur un accord de concession qatarien en date du 17 mai 1935 et fit observer que le souverain de Bahreïn revendiquait Hawar dans le cadre des négociations qu'il menait avec la Petroleum Concessions Ltd.; il demanda en conséquence auquel des deux émirats (Bahreïn ou Qatar) Hawar appartenait. Le 14 juillet 1936, la Petroleum Concessions Ltd. fut informée par l'India Office qu'il apparaissait au Gouvernement britannique que Hawar appartenait au cheikh de Bahreïn. Le contenu de ces communications ne fut pas porté à la connaissance du cheikh de Qatar.

En 1937, Qatar tenta d'imposer la tribu des Naim établie à Zubarah; Bahreïn s'y opposa, car il prétendait avoir des droits sur cette région. Les relations entre Qatar et Bahreïn se dégradèrent. Des négociations s'engagèrent entre les deux États au printemps 1937 et furent rompues en juillet de la même année.

Selon Qatar, Bahreïn aurait occupé clandestinement et illicitement les îles Hawar en 1937. Bahreïn soutient que son souverain ne faisait alors qu'accomplir des actes légitimes participant de l'administration continue de son propre territoire. Par lettre en date du 10 mai 1938, le souverain de Qatar protesta auprès du Gouvernement britannique contre ce qu'il qualifiait d'« actions irrégulières menées par Bahreïn contre Qatar » et auxquelles il s'était déjà référé en février 1938 au cours d'une conversation qu'il avait eue à Doha avec l'agent politique britannique à Bahreïn. Le 20 mai 1938, ce dernier écrivit au souverain de Qatar pour l'inviter à exposer au plus tôt ses prétentions sur Hawar. Le souverain de Qatar répondit dans une lettre datée du 27 mai 1938. Quelques mois plus tard, le 3 janvier 1939, Bahreïn présenta en réponse ses propres prétentions. Dans une lettre du 30 mars 1939, le souverain de Qatar présenta à l'agent politique britannique à Bahreïn ses observations sur les prétentions bahreïnites. Le 11 juillet 1939, les souverains de Qatar et de Bahreïn furent informés que le Gouvernement britannique avait décidé que les îles Hawar appartenaient à Bahreïn.

En mai 1946, la Bahrain Petroleum Company Ltd. demanda l'autorisation de forer dans des zones du plateau continental dont certaines pouvaient, de l'avis des Britanniques, appartenir au Qatar. Le Gouvernement britannique décida que cette autorisation ne pourrait être accordée tant qu'il n'y aurait pas eu délimitation des fonds marins entre Bahreïn et Qatar. Il procéda à un examen de la question et, le 23 décembre 1947, l'agent politique britannique à Bahreïn adressa aux souverains de Qatar et de Bahreïn deux lettres, ayant la même teneur, qui indiquaient notamment la ligne que le Gouvernement britannique considérait « comme partageant les fonds marins en question selon des principes équitables »; cette lettre indiquait également que le cheikh de Bahreïn avait des droits souverains sur la région des hauts-fonds de Dibal et de Jaradah (qui ne devaient pas être considérés comme des îles possédant des eaux territoriales), ainsi que sur les îles du groupe des Hawar, en précisant que l'île de Janan n'était pas considérée comme faisant partie du groupe des Hawar.

En 1971, Qatar et Bahreïn cessèrent d'être des États protégés par la Grande-Bretagne. Le 21 septembre 1971, ils furent tous deux admis à l'Organisation des Nations Unies.

À partir de 1976, une médiation, également qualifiée de « bons offices », fut menée par le roi d'Arabie saoudite avec l'accord des émirs de Bahreïn et de Qatar. Les bons offices du roi Fahd n'aboutirent pas dans le délai ainsi fixé, et Qatar, le 8 juillet 1991, introduisit devant la Cour une instance contre Bahreïn.

Souveraineté sur Zubarah (par. 70-97)

La Cour note que les deux Parties conviennent que les Al-Khalifah ont occupé Zubarah dans les années 1760 et que, quelques années plus tard, ceux-ci se sont établis à Bahreïn, mais qu'elles sont en désaccord sur la situation juridique qui a prévalu par la suite et qui déboucha sur les événements de 1937. De l'avis de la Cour, les termes de l'accord de 1868 entre la Grande-Bretagne et le cheikh de Bahreïn (voir ci-dessus) montrent que les Britanniques n'eussent pas toléré que Bahreïn cherchât à appuyer ses revendications sur Zubarah par des actions militaires en mer. Bahreïn soutient toutefois que les Al-Khalifah ont continué d'exercer leur autorité sur Zubarah par l'intermédiaire d'une confédération tribale dirigée par les Naim loyaux à Bahreïn, nonobstant le fait qu'ils avaient déplacé le siège de leur gouvernement vers les îles de Bahreïn à la fin du XVIII^{e} siècle. La Cour n'accepte pas cette affirmation.

Selon la Cour, eu égard au rôle joué à l'époque par la Grande-Bretagne et l'Empire ottoman dans la région, il importe de mentionner l'article 11 de la Convention anglo-ottomane signée le 29 juillet 1913, qui énonce notamment ce qui suit : « Il est entendu entre les deux gouvernements que ladite presqu'île sera, comme par le passé, gouvernée par le cheikh Djassim-bin-Sani et par ses successeurs. » Ainsi, la Grande-Bre-

tagne et l'Empire ottoman n'ont pas reconnu la souveraineté de Bahreïn sur la presqu'île, y compris Zubarah. Ils considéraient que la presqu'île de Qatar dans son ensemble continuerait d'être gouvernée par le cheikh Jassim Al-Thani — qui avait été précédemment nommé *kaimakam* par les Ottomans — et par ses successeurs. Les deux Parties conviennent que la Convention anglo-ottomane de 1913 n'a jamais été ratifiée; elles divergent en revanche sur la valeur probante à lui accorder en ce qui concerne la souveraineté de Qatar sur la presqu'île. La Cour observe que les accords signés mais non ratifiés peuvent constituer l'expression fidèle des vues communes des Parties à l'époque de la signature. En l'espèce, la Cour aboutit à la conclusion que la Convention anglo-ottomane établit quelles étaient les vues de la Grande-Bretagne et de l'Empire ottoman en ce qui concerne l'étendue factuelle de l'autorité du souverain Al-Thani au Qatar jusqu'en 1913. La Cour observe également que l'article 11 de la Convention de 1913 est visé à l'article III du Traité anglo-ottoman du 9 mars 1914, qui a été dûment ratifié au cours de la même année. Les Parties à ce traité n'envisageaient donc d'autre autorité sur la péninsule que celle de Qatar.

La Cour passe ensuite à l'examen de certains incidents survenus à Zubarah en 1937 après que le cheikh de Qatar eut tenté d'imposer les Naim. Elle relève notamment que, le 5 mai 1937, le résident politique rendit compte de ces incidents au Secrétaire d'État pour les Indes lui indiquant qu'il estimait « personnellement... que, du point de vue juridique, les prétentions bahreïnites sur Zubarah [étaient] vouées à l'échec ». Par télégramme du 15 juillet 1937, le Secrétaire d'État britannique indiqua au résident politique que le cheikh de Bahreïn devait être informé que le Gouvernement britannique regrettait « de ne pouvoir intervenir dans le litige opposant le cheikh de Qatar à la tribu des Naim ».

Compte tenu de ce qui précède, la Cour dit ne pouvoir accepter l'affirmation de Bahreïn selon laquelle la Grande-Bretagne aurait toujours considéré que Zubarah appartenait à Bahreïn. Les termes de l'accord de 1868 conclu entre le Gouvernement britannique et le cheikh de Bahreïn, ceux des Conventions de 1913 et 1914 et ceux des lettres de 1937 adressées au Secrétaire d'État pour les Indes par le résident politique et au résident politique par le Secrétaire d'État, témoignent tous du contraire. De fait, le Gouvernement britannique ne considérait pas en 1937 que Bahreïn avait souveraineté sur Zubarah; c'est la raison pour laquelle il avait refusé de fournir à Bahreïn l'assistance que celui-ci sollicitait sur la base des accords en vigueur entre les deux pays. Dans la période ayant suivi 1868, l'autorité du cheikh de Qatar sur le territoire de Zubarah se consolida graduellement; elle fut constatée dans la Convention anglo-ottomane de 1913 et était définitivement établie en 1937. Les actes accomplis par le cheikh de Qatar à Zubarah cette année-là participaient de l'exercice de son autorité sur son territoire et, contrairement à ce que Bahreïn allègue, ne constituaient pas un recours illicite à la force

contre Bahreïn. Pour tous ces motifs, la Cour conclut qu'elle ne saurait accueillir la première conclusion de Bahreïn et que Qatar a souveraineté sur Zubarah.

Souveraineté sur les îles Hawar (par. 98-148)

La Cour traite ensuite de la question de la souveraineté sur les îles Hawar, réservant à ce stade de l'examen la question de Janan.

La Cour observe que l'abondante argumentation développée par les Parties en ce qui concerne la souveraineté sur les îles Hawar soulève plusieurs questions juridiques : la nature et la validité de la décision prise par la Grande-Bretagne en 1939; l'existence d'un titre originaire; les effectivités; et l'applicabilité en l'espèce du principe de l'*uti possidetis juris*. La Cour commence par examiner la nature et la validité de la décision britannique de 1939.

Bahreïn soutient que la décision britannique de 1939 doit être regardée à titre principal comme une sentence arbitrale passée en force de chose jugée. Il défend l'idée que la Cour n'a pas compétence pour réexaminer la sentence rendue par un autre tribunal, en invoquant à cette fin la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale et de la présente Cour. Qatar conteste la pertinence des arrêts auxquels Bahreïn se réfère. Il affirme ce qui suit :

> « [A]ucune de ces affaires ne présente la moindre pertinence pour la question que la Cour doit trancher dans la présente instance et qui est celle-ci : les procédures suivies par le Gouvernement britannique en 1938 et 1939 peuvent-elles être assimilées à un processus arbitral susceptible d'aboutir à une sentence obligatoire pour les Parties ? »

La Cour se penche tout d'abord sur la question de savoir si la décision britannique de 1939 doit être considérée comme constituant une sentence arbitrale. Elle observe à cet égard qu'en droit international public, le mot arbitrage vise communément « le règlement des litiges entre les États par des juges de leur choix et sur la base du respect du droit » et que cette formulation fut réaffirmée dans les travaux de la Commission du droit international, qui ont réservé le cas dans lequel les Parties conviendraient que la décision sollicitée devrait être rendue *ex æquo et bono*. La Cour observe qu'au cas particulier il n'existait aucun accord entre les Parties pour se soumettre à un arbitrage rendu par des juges de leur choix et statuant soit en droit soit *ex æquo et bono*. Les Parties étaient seulement convenues que la question serait tranchée par « le gouvernement de Sa Majesté », mais elles laissaient à l'appréciation de ce dernier le soin de déterminer comment et par lesquels de ses fonctionnaires cette décision serait prise. Dès lors, la décision par laquelle le Gouvernement britannique a estimé en 1939 que les îles Hawar appartenaient à Bahreïn ne constituait pas une sentence arbitrale internationale. La Cour dit qu'elle

n'a pas par conséquent à examiner la thèse de Bahreïn concernant sa compétence pour connaître de la validité de sentences arbitrales.

La Cour observe cependant que la circonstance qu'une décision n'est pas une sentence arbitrale n'implique pas que cette décision soit dépourvue d'effets juridiques. Pour apprécier quel est l'effet juridique de la décision britannique de 1939, elle rappelle ensuite les événements qui en précédèrent, puis en suivirent immédiatement l'adoption. La Cour passe ensuite à l'examen de l'argumentation sur laquelle Qatar s'appuie pour contester la validité de la décision britannique de 1939.

Qatar soutient en premier lieu n'avoir jamais consenti à ce que la question des îles Hawar soit tranchée par le Gouvernement britannique.

La Cour relève cependant qu'à la suite de l'échange de lettres des 10 mai et 20 mai 1938, le souverain de Qatar avait accepté le 27 mai 1938 de confier au Gouvernement britannique le soin de décider de la question des îles Hawar. Il avait le même jour présenté sa plainte à l'agent politique britannique. Il avait enfin accepté, comme le souverain de Bahreïn, de participer à la procédure qui devait mener à la décision de 1939. La compétence du Gouvernement britannique pour prendre la décision concernant les îles Hawar découlait de ce double consentement; la Cour n'a donc pas à examiner si, en l'absence d'un tel consentement, le Gouvernement britannique aurait eu autorité pour ce faire en vertu des traités faisant de Bahreïn comme de Qatar des États protégés de la Grande-Bretagne.

Qatar soutient en second lieu que les fonctionnaires britanniques chargés de la question des îles Hawar étaient de parti pris et que leur jugement avait été arrêté d'avance. La procédure suivie aurait par suite méconnu « la règle interdisant toute partialité chez une autorité investie du pouvoir de décider au niveau international ». En outre, les Parties n'auraient pas été mises à même de présenter leurs arguments sur un pied d'égalité et de façon équitable, et la décision prise n'aurait pas été motivée.

La Cour commence par indiquer que bien que la décision de 1939 ne constitue pas une sentence arbitrale, il n'en résulte pas qu'elle ait été dépourvue de tout effet juridique. Bien au contraire, il ressort du dossier, et notamment des échanges de correspondance rappelés ci-dessus, que Bahreïn et Qatar avaient accepté que le Gouvernement britannique règle leur différend en ce qui concerne les îles Hawar. Dès lors, la décision de 1939 doit être regardée comme une décision qui était dès l'origine obligatoire pour les deux États et a continué de l'être pour ces mêmes États après 1971, année au cours de laquelle ils ont cessé d'être des États protégés par la Grande-Bretagne.

La Cour observe en outre que, s'il est exact qu'au cours de cette procédure les fonctionnaires britanniques chargés du dossier sont partis de la prémisse que Bahreïn possédait *prima facie* un titre sur les îles et que la charge de la preuve contraire reposait sur le souverain de Qatar,

Qatar ne saurait soutenir qu'il ait été contraire à la justice de partir de cette prémisse dans la mesure où il en avait été informé avant de consentir à la procédure et où il n'en a pas moins consenti à ce qu'elle se déroule sur cette base. Au cours de ladite procédure, les deux souverains ont pu présenter leur argumentation et chacun d'entre eux a disposé d'un temps que la Cour estime suffisant à cet effet; la thèse de Qatar selon laquelle il aurait été victime d'une inégalité de traitement ne saurait donc être accueillie. La Cour note aussi que, si les motifs retenus à l'appui de la décision de 1939 n'ont pas été communiqués aux souverains de Bahreïn et de Qatar, cette absence de motivation est sans influence sur la régularité de la décision intervenue dès lors qu'aucune obligation de motivation n'avait été imposée au Gouvernement britannique lorsque celui-ci s'était vu chargé de régler l'affaire. La Cour ne peut donc faire droit à la thèse de Qatar selon laquelle la décision britannique de 1939 n'était pas valide faute de motivation. Enfin, le fait que le cheikh de Qatar ait protesté à plusieurs reprises contre le contenu de la décision britannique de 1939 après en avoir été informé n'a pu rendre cette décision inopposable au cheikh, contrairement à ce que prétend Qatar. La Cour parvient donc à la conclusion que la décision prise par le Gouvernement britannique le 11 juillet 1939 présente un caractère obligatoire pour les Parties. Pour tous ces motifs, la Cour conclut que Bahreïn a souveraineté sur les îles Hawar et que, partant, elle ne saurait accueillir les conclusions de Qatar sur cette question. La Cour observe enfin que la conclusion à laquelle elle est ainsi parvenue sur la base de la décision britannique de 1939 la dispense de se prononcer sur l'argumentation des Parties tirée de l'existence d'un titre originaire, des effectivités ou de l'applicabilité en l'espèce du principe de l'*uti possidetis juris*.

Souveraineté sur l'île de Janan (par. 149-165)

La Cour examine ensuite les prétentions des Parties sur l'île de Janan. Elle observe à titre liminaire que Qatar et Bahreïn se font une idée divergente de ce qu'il convient d'entendre par l'expression « île de Janan ». Selon Qatar, « Janan est une île d'environ 700 mètres de long et 175 mètres de large, située au large de la pointe sud-ouest de l'île Hawar proprement dite... » Pour Bahreïn, l'expression vise « deux îles qui se trouvent à une distance de 1 à 2 milles marins au large de la côte méridionale de Jazirat Hawar, et qui, à marée basse, ne forment plus qu'une île... » Après avoir examiné l'argumentation des Parties, la Cour estime pouvoir traiter Janan et Hadd Janan comme une seule île.

La Cour, ainsi qu'elle l'a fait dans le cas des revendications des Parties sur les îles Hawar, examine tout d'abord les effets de la décision britannique de 1939 quant à la question de la souveraineté sur l'île de Janan. Comme elle l'a indiqué précédemment, aux termes de cette décision, le Gouvernement britannique avait conclu que les îles Hawar

« appart[enaient] à l'État de Bahreïn et non à l'État de Qatar ». Aucune mention n'était faite de l'île de Janan. Il n'était cependant pas précisé ce qu'il convenait d'entendre par l'expression « îles Hawar ». Les Parties ont dès lors longuement discuté de la question de savoir si Janan devait être regardée comme faisant partie des îles Hawar et si, par suite, elle relevait de la souveraineté bahreïnite en vertu de la décision de 1939 ou si, au contraire, elle n'était pas couverte par cette décision.

À l'appui de leurs thèses respectives, Qatar et Bahreïn ont invoqué des documents tant antérieurs que postérieurs à la décision britannique de 1939. Qatar s'est en particulier fondé sur une « décision » du Gouvernement britannique de 1947 ayant trait à la délimitation des fonds marins entre les deux États. Bahreïn a rappelé qu'il avait soumis quatre listes au Gouvernement britannique en avril 1936, août 1937, mai 1938 et juillet 1946, au sujet de la composition des îles Hawar.

La Cour constate qu'il n'y a pas identité entre les trois listes que Bahreïn, avant 1939, a soumises au Gouvernement britannique au sujet de la composition du groupe des Hawar. En particulier, l'île de Janan ne figure nommément que sur l'une de ces trois listes. Quant à la quatrième liste, différente elle-même des trois premières, elle mentionne expressément l'île de Janan, mais elle n'a été soumise au Gouvernement britannique qu'en 1946, soit plusieurs années après l'adoption de la décision de 1939. Ainsi, aucune conclusion certaine ne peut être tirée de ces différentes listes.

La Cour se penche ensuite sur les lettres adressées le 23 décembre 1947 aux souverains de Qatar et de Bahreïn par l'agent politique britannique à Bahreïn. Par ces lettres, l'agent politique, agissant au nom du Gouvernement britannique, informait les deux États du partage de leurs fonds marins effectué par le Gouvernement britannique. Or, ledit gouvernement, qui avait adopté la décision de 1939 relative aux îles Hawar, a entendu préciser, dans la dernière phrase du paragraphe 4, ii de ces lettres, que « l'île de Janan n'est pas considérée comme faisant partie du groupe des Hawar ». Le Gouvernement britannique, par voie de conséquence, n'a pas « reconnu » au cheikh de Bahreïn « des droits souverains » sur cette île et, pour la détermination des points fixés au paragraphe 5 de ces lettres, comme pour l'établissement de la carte jointe auxdites lettres, a regardé Janan comme appartenant au Qatar. La Cour considère qu'en procédant de la sorte, le Gouvernement britannique a fourni une interprétation faisant foi de la décision de 1939 et de la situation en résultant. Compte tenu de l'ensemble de ce qui précède, la Cour ne saurait accepter la thèse de Bahreïn selon laquelle le Gouvernement britannique, en 1939, aurait reconnu « la souveraineté de Bahreïn sur Janan en tant que partie intégrante des îles Hawar ». Elle conclut que Qatar a souveraineté sur l'île de Janan y inclus Hadd Janan, sur la base de la décision prise par le Gouvernement britannique en 1939, telle qu'interprétée en 1947.

Délimitation maritime (par. 166-251)

La Cour passe ensuite à l'examen de la question de la délimitation maritime.

La Cour note tout d'abord que les Parties conviennent qu'elle doit se prononcer sur la délimitation maritime conformément au droit international. Ni Bahreïn ni Qatar ne sont parties aux Conventions de Genève sur le droit de la mer du 29 avril 1958; Bahreïn a ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, mais Qatar l'a seulement signée. En conséquence, la Cour indique que c'est le droit international coutumier qui est le droit applicable. Cela étant, les deux Parties reconnaissent que la plupart des dispositions de la Convention de 1982 qui sont pertinentes en l'espèce reflètent le droit coutumier.

Une limite maritime unique (par. 168-173)

La Cour note qu'aux termes de la « formule bahreïnite », adoptée en décembre 1990, les Parties l'ont priée « de tracer une limite maritime unique entre leurs zones maritimes respectives, comprenant les fonds marins, le sous-sol et les eaux surjacentes ».

La Cour observe qu'il ne faut pas oublier que le concept de « limite maritime unique » peut revêtir plusieurs fonctions. Dans la présente affaire, la limite maritime unique procédera de la délimitation de diverses juridictions. Dans la partie méridionale de l'aire à délimiter, qui est située là où les côtes des Parties se font face, la distance entre ces côtes n'est nulle part supérieure à 24 milles marins. La limite que la Cour aura à tracer délimitera donc exclusivement leur mer territoriale et, de ce fait, un espace sur lequel les Parties exercent une souveraineté territoriale. Cependant, plus au nord, là où les côtes des deux États ne se font plus face, mais sont plutôt comparables à des côtes adjacentes, la délimitation à opérer sera une délimitation entre le plateau continental et la zone économique exclusive relevant de chacune des Parties, c'est-à-dire entre des espaces dans lesquels ces États exercent seulement des droits souverains et des compétences fonctionnelles. Aussi les deux Parties ont-elles entendu distinguer un secteur sud et un secteur nord.

La Cour observe de surcroît que le concept de limite maritime unique n'est pas issu du droit conventionnel multilatéral mais de la pratique étatique et qu'il s'explique par le vœu des États d'établir une limite ininterrompue unique délimitant les différentes zones maritimes, coïncidant partiellement, qui relèvent de leur juridiction. Dans le cas de zones de juridiction qui coïncident, la détermination d'une ligne unique pour les différents objets de la délimitation

> « ne saurait être effectuée que par l'application d'un critère ou d'une combinaison de critères qui ne favorise pas l'un de ces ... objets au détriment de l'autre et soit en même temps susceptible de convenir également à une division de chacun d'eux »,

comme l'a relevé la Chambre constituée par la Cour dans l'*affaire du golfe du Maine*. Dans cette affaire, il avait été demandé à la Chambre de tracer une ligne unique valant à la fois pour le plateau continental et la colonne d'eau surjacente.

Délimitation de la mer territoriale (par. 174-223)

La délimitation des mers territoriales ne soulève pas de problèmes du genre de ceux auxquels était confrontée la Chambre de la Cour dans l'affaire susmentionnée car les droits de l'État côtier dans la zone concernée ne sont pas fonctionnels mais territoriaux et impliquent souveraineté sur le fond de la mer, les eaux surjacentes et l'espace aérien surjacent. La Cour, pour s'acquitter de cet aspect de sa tâche, doit donc appliquer d'abord et avant tout les principes et règles du droit international coutumier qui ont trait à la délimitation de la mer territoriale, sans oublier que sa tâche ultime consiste à tracer une limite maritime unique qui soit valable aussi à d'autres fins. Les Parties conviennent que les dispositions de l'article 15 de la Convention de 1982 sur le droit de la mer qui est intitulé « Délimitation de la mer territoriale entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face » font partie du droit coutumier. L'article dispose :

> « Lorsque les côtes de deux États sont adjacentes ou se font face, ni l'un ni l'autre de ces États n'est en droit, sauf accord contraire entre eux, d'étendre sa mer territoriale au-delà de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des deux États. Cette disposition ne s'applique cependant pas dans le cas où, en raison de l'existence de titres historiques ou d'autres circonstances spéciales, il est nécessaire de délimiter autrement la mer territoriale des deux États. »

La Cour note que l'article 15 de la Convention de 1982 est pratiquement identique au paragraphe 1 de l'article 12 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë, et doit être regardé comme possédant un caractère coutumier. Il y est souvent fait référence comme à la règle « équidistance/circonstances spéciales ». La méthode la plus logique et la plus largement pratiquée consiste à tracer d'abord à titre provisoire une ligne d'équidistance et à examiner ensuite si cette ligne doit être ajustée pour tenir compte de l'existence de circonstances spéciales. La Cour explique qu'une fois qu'elle aura délimité sur cette base les mers territoriales des Parties, elle déterminera quels sont les règles et principes du droit coutumier à appliquer pour la délimitation de leurs plateaux continentaux et de leurs zones économiques exclusives ou de leurs zones de pêche. La Cour décidera alors si la méthode à retenir pour opérer cette délimitation est similaire à celle qui vient d'être décrite ou si elle est différente.

La ligne d'équidistance (par. 177-216)

La Cour rappelle tout d'abord que la ligne d'équidistance est la ligne dont chaque point est équidistant des points les plus proches des lignes de base à partir desquels la largeur de la mer territoriale de chacun des deux États est mesurée. Cette ligne ne peut être tracée que lorsque les lignes de base sont connues. Ni l'une ni l'autre des Parties n'a encore précisé quelles sont les lignes de base qui doivent être utilisées aux fins de la détermination de la largeur de leur mer territoriale; elles n'ont pas davantage produit de cartes ou de cartes marines officielles où figuraient de telles lignes de base. Ce n'est qu'au cours de la présente procédure qu'elles ont fourni à la Cour des points de base approximatifs que la Cour pourrait, à leur avis, utiliser pour déterminer la limite maritime.

Les côtes pertinentes (par. 178-216)

La Cour indique qu'elle déterminera donc en premier lieu les côtes pertinentes des Parties, à partir desquelles sera fixé l'emplacement des lignes de base ainsi que des points de base appropriés permettant de construire la ligne d'équidistance.

Qatar a fait valoir qu'aux fins de la présente délimitation, la ligne d'équidistance devrait être construite par application de la méthode de calcul de masse terrestre à masse terrestre. Le concept de « masse terrestre » s'appliquerait tant à la péninsule de Qatar, à laquelle il conviendrait d'intégrer l'île principale du groupe des Hawar, qu'à Bahreïn, pour lequel devraient être prises en considération l'île Al-Awal (aussi appelée île de Bahreïn) ainsi que les îles Al-Muharraq et Sitrah. L'application de la méthode de calcul de masse terrestre à masse terrestre aurait deux conséquences principales. En premier lieu, elle aurait pour effet de ne tenir aucun compte des îles (sous réserve des îles précitées de Hawar du côté qatari et d'Al-Awal, d'Al-Muharraq et de Sitrah du côté bahreïnite), îlots, rochers, récifs et hauts-fonds découvrants situés dans la zone pertinente. En second lieu, selon Qatar, la mise en œuvre de la méthode de calcul de masse terrestre à masse terrestre impliquerait également que la ligne d'équidistance devrait être construite à partir de la laisse de haute mer.

Bahreïn a soutenu être de facto un État archipel ou un État pluri-insulaire, caractérisé par une variété de formations maritimes de nature et de dimensions diverses. Toutes ces formations seraient étroitement liées entre elles et constitueraient ensemble l'État de Bahreïn; réduire cet État à un nombre limité d'îles prétendument « principales » reviendrait à remodeler la nature et à refaire la géographie. Puisque c'est la terre qui détermine les droits exercés en mer, les points de base pertinents seraient situés sur l'ensemble de ces formations maritimes, sur lesquelles Bahreïn a souveraineté. Bahreïn a également soutenu que, selon le droit international conventionnel et coutumier, c'est la laisse de basse mer qui est déterminante et sert pour calculer la largeur de la mer territoriale et

délimiter les eaux territoriales qui se chevauchent. Bahreïn a enfin soutenu qu'en tant qu'État archipel de facto, il est en droit de déclarer qu'il est un État archipel au sens de la partie IV de la Convention de 1982 sur le droit de la mer et de tracer les lignes de base autorisées par l'article 47 de cette convention, c'est-à-dire « des lignes de base archipélagiques droites reliant les points extrêmes des îles les plus éloignées et des récifs découvrants de l'archipel ». Qatar a contesté la prétention de Bahreïn selon laquelle celui-ci serait en droit de se déclarer État archipel au sens de la partie IV de la Convention de 1982.

S'agissant de la prétention de Bahreïn, la Cour constate que Bahreïn n'a pas fait de celle-ci l'une de ses conclusions formelles et que, partant, elle n'est pas priée de prendre position sur cette question. En revanche, ce que la Cour est appelée à faire, c'est tracer une limite maritime unique conformément au droit international. La Cour ne peut procéder à cette délimitation qu'en appliquant les règles et principes du droit coutumier pertinents dans les circonstances actuelles. Elle souligne que sa décision aura force obligatoire pour les Parties en litige conformément à l'article 59 du Statut de la Cour et ne saurait par suite être remise en cause par l'action unilatérale de l'une ou l'autre des Parties, et notamment par une décision éventuelle de Bahreïn de se proclamer État archipel.

La Cour s'attachera donc à déterminer les côtes pertinentes à partir desquelles la largeur de la mer territoriale de chacune des Parties est mesurée. Elle rappelle à cet égard que, selon les règles de droit international applicables, la ligne de base normale à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale est la laisse de basse mer le long de la côte (article 5 de la Convention de 1982 sur le droit de la mer).

Dans des affaires antérieures, la Cour a dit clairement que les droits sur la mer dérivent de la souveraineté de l'État côtier sur la terre, principe qui peut être résumé comme suit : « la terre domine la mer ». C'est donc la situation territoriale terrestre qu'il faut prendre pour point de départ pour déterminer les droits d'un État côtier en mer. Aux fins de déterminer quelles sont les côtes pertinentes de Bahreïn et les lignes de base pertinentes du côté bahreïnite, la Cour doit d'abord établir quelles îles relèvent de la souveraineté bahreïnite. La Cour rappelle qu'elle a conclu que les îles Hawar appartiennent à Bahreïn et que l'île de Janan appartient au Qatar. Elle observe que d'autres îles qui peuvent être identifiées dans l'aire de délimitation, et qui sont pertinentes aux fins de la délimitation dans le secteur sud, sont Jazirat Mashtan et Umm Jalid qui, à marée haute, sont des îles de très petites dimensions, mais qui, à marée basse, ont une surface beaucoup plus étendue. Bahreïn revendique la souveraineté sur ces îles, et cette revendication n'est pas contestée par Qatar.

Fasht al Azm (par. 188-190)

Les Parties s'opposent en revanche sur le point de savoir si Fasht al Azm doit être réputé faire partie de l'île de Sitrah ou s'il s'agit d'un haut-

fond découvrant qui n'est pas naturellement relié à l'île de Sitrah. En 1982, Bahreïn a entrepris des travaux de terrassement pour la construction d'une usine pétrochimique, travaux au cours desquels un chenal artificiel a été dragué, faisant communiquer les eaux des deux côtés de Fasht al Azm. Après avoir analysé attentivement les divers rapports, documents et cartes soumis par les Parties, la Cour a été dans l'incapacité d'établir s'il existait ou non un passage séparant de façon permanente l'île de Sitrah de Fasht al Azm avant les travaux d'aménagement de 1982. Pour les raisons qui seront exposées ultérieurement, la Cour n'en sera pas moins à même d'opérer la délimitation sollicitée dans ce secteur, sans avoir à se prononcer sur la question de savoir si Fasht al Azm doit être regardé comme faisant partie de l'île de Sitrah ou comme un haut-fond découvrant.

Qit'at Jaradah (par. 191-198)

Les Parties ont également adopté des points de vue diamétralement opposés sur la question de savoir si Qit'at Jaradah est une île ou un haut-fond découvrant. La Cour rappelle qu'une île est définie en droit comme « une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute » (article 10, paragraphe 1, de la Convention de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë; article 121, paragraphe 1, de la Convention de 1982 sur le droit de la mer). La Cour a examiné attentivement les éléments de preuve produits par les Parties et évalué les conclusions des expertises susmentionnées, en particulier le fait que les experts de Qatar eux-mêmes n'aient pas soutenu qu'il était scientifiquement prouvé que Qit'at Jaradah soit un haut-fond découvrant. Sur ces bases, la Cour conclut que la formation maritime de Qit'at Jaradah répond aux critères énumérés ci-dessus et qu'il s'agit d'une île qui doit comme telle être prise en considération aux fins du tracé de la ligne d'équidistance. En l'espèce, compte tenu de la taille de Qit'at Jaradah, les activités exercées par Bahreïn sur cette île peuvent être considérées comme suffisantes pour étayer sa revendication selon laquelle celle-ci se trouve sous sa souveraineté.

Fasht ad Dibal (par. 199-209)

Les deux Parties conviennent que Fasht ad Dibal est un haut-fond découvrant. Mais alors que Qatar soutient, comme il l'a fait pour Qit'at Jaradah, que Fasht ad Dibal, en tant que haut-fond découvrant, ne saurait faire l'objet d'une appropriation, Bahreïn prétend que les hauts-fonds découvrants, de par leur nature même, sont des territoires et peuvent donc faire l'objet d'appropriation conformément aux critères applicables à l'acquisition de territoires : « [q]uelle que soit leur situation, les hauts-fonds découvrants sont toujours soumis au droit qui régit l'acquisition et la conservation de la souveraineté territoriale, avec sa dialectique subtile du titre et des *effectivités* ».

La Cour observe que d'après les dispositions pertinentes des conventions sur le droit de la mer, qui reflètent le droit international coutumier, on entend par « hauts-fonds découvrants » les élévations naturelles de terrain qui sont entourées par la mer, découvertes à marée basse et recouvertes à marée haute (paragraphe 1 de l'article 11 de la Convention de 1958 sur la mer territoriale et la zone contiguë; paragraphe 1 de l'article 13 de la Convention de 1982 sur le droit de la mer). Lorsqu'un haut-fond découvrant est situé dans la zone de chevauchement de la mer territoriale de deux États, que leurs côtes soient adjacentes ou se fassent face, ces deux États ont, en principe, le droit d'utiliser la laisse de basse mer du haut-fond pour mesurer la largeur de leur mer territoriale. Le même haut-fond découvrant fait alors partie de la configuration côtière des deux États. Il en est ainsi même si ce haut-fond découvrant est plus proche de la côte d'un État que de celle de l'autre, ou plus proche d'une île appartenant à l'un que du territoire principal de l'autre. Aux fins de la délimitation, les droits concurrents que les deux États côtiers tirent des dispositions pertinentes du droit de la mer semblent nécessairement devoir se neutraliser. Toutefois, de l'avis de Bahreïn, ce sont les effectivités présentées par les deux États côtiers qui déterminent lequel d'entre eux a un titre supérieur sur le haut-fond découvrant en question et, par-là même, lequel est habilité à exercer le droit que lui attribuent les dispositions pertinentes du droit de la mer, tout comme dans le cas des îles qui sont situées dans les limites de la mer territoriale de plus d'un État. De l'avis de la Cour, la question décisive, aux fins de la présente espèce, est de savoir si un État peut, par voie d'appropriation, acquérir la souveraineté sur un haut-fond découvrant situé dans les limites de sa mer territoriale lorsque le même haut-fond se situe également dans les limites de la mer territoriale d'un autre État. Le droit international conventionnel est muet sur la question de savoir si les hauts-fonds découvrants peuvent être considérés comme des « territoires ». À la connaissance de la Cour, il n'existe pas non plus de pratique étatique uniforme et largement répandue qui aurait pu donner naissance à une règle coutumière autorisant ou excluant catégoriquement l'appropriation des hauts-fonds découvrants. C'est seulement dans le domaine du droit de la mer qu'un certain nombre de règles ouvrant des droits aux États ont été établies en ce qui concerne les hauts-fonds découvrants situés à une distance relativement faible d'une côte. Les quelques règles existantes ne justifient pas que l'on présume de façon générale que les hauts-fonds découvrants constituent des territoires au même titre que les îles. Il n'a jamais été contesté que les îles constituent de la terre ferme et qu'elles sont soumises aux règles et principes de l'acquisition territoriale; il existe en revanche une importante différence entre les effets que le droit de la mer attribue aux îles et ceux qu'il attribue aux hauts-fonds découvrants. Il n'est donc pas établi qu'en l'absence d'autres règles et principes juridiques, les hauts-fonds découvrants puissent, du point de vue de l'acquisition de la souveraineté, être

pleinement assimilés aux îles et autres territoires terrestres. À cet égard, la Cour rappelle la règle selon laquelle les hauts-fonds découvrants situés au-delà des limites de la mer territoriale ne sont pas dotés d'une mer territoriale propre. Ainsi, un haut-fond découvrant n'engendre pas en tant que tel les mêmes droits qu'une île ou un autre territoire. En conséquence, la Cour estime que rien ne permet en l'espèce de reconnaître à Bahreïn le droit d'utiliser comme ligne de base la laisse de basse mer des hauts-fonds découvrants qui sont situés dans la zone de chevauchement ou d'accorder le même droit au Qatar. La Cour conclut par suite que de tels hauts-fonds découvrants ne doivent pas être pris en compte aux fins du tracé de la ligne d'équidistance.

Méthode des lignes de base droites (par. 210-216)

La Cour constate en outre que la méthode des lignes de base droites, que Bahreïn a appliqué dans son argumentation et dans les cartes qu'il a fournies à la Cour, déroge aux règles normales de détermination des lignes de base, ne peut être appliquée que si plusieurs conditions sont remplies. Cette méthode doit être appliquée de façon restrictive. Pour l'essentiel, ces conditions sont les suivantes : la côte doit être profondément échancrée et découpée ou bien il doit exister un chapelet d'îles le long de la côte, à proximité immédiate de celle-ci. Le fait qu'un État se regarde comme un État pluri-insulaire ou un État archipel de facto ne l'autorise pas à s'écarter des règles normales de détermination des lignes de base, à moins que les conditions voulues soient remplies. Les côtes des îles principales de Bahreïn ne sont pas profondément échancrées et d'ailleurs Bahreïn ne l'a pas soutenu. En revanche, Bahreïn a fait valoir que les formations maritimes au large de la côte de ses îles principales pouvaient être assimilées à un chapelet d'îles formant un tout avec son territoire principal. La Cour ne conteste pas que les formations maritimes situées à l'est des îles principales de Bahreïn font partie de la configuration géographique générale; ce serait néanmoins aller trop loin que de les qualifier de chapelet d'îles le long de la côte. La Cour conclut par conséquent que Bahreïn n'est pas fondé à appliquer la méthode des lignes de base droites. Chaque formation maritime aura ainsi son propre effet sur la détermination des lignes de base, étant entendu que, pour les raisons ci-dessus exposées, les hauts-fonds découvrants qui se situent dans la zone de chevauchement des mers territoriales ne seront pas pris en compte. C'est sur cette base que la ligne d'équidistance doit être tracée. La Cour note cependant que Fasht al Azm mérite une mention particulière. Si cette formation devait être regardée comme faisant partie de l'île de Sitrah, les points de base servant à déterminer la ligne d'équidistance seraient situés sur la laisse de basse mer orientale de Fasht al Azm. Si cette formation ne devait pas être regardée comme faisant partie de l'île de Sitrah, Fasht al Azm ne pourrait pas fournir de tels points de base. Comme la Cour ne s'est pas prononcée sur la question de savoir si cette

formation fait ou non partie de l'île de Sitrah, elle tracera une double ligne d'équidistance reflétant chacune de ces hypothèses.

Circonstances spéciales (par. 217-223)

La Cour examine ensuite s'il existe des circonstances spéciales qui exigeraient d'ajuster la ligne d'équidistance tracée à titre provisoire afin d'obtenir un résultat équitable en ce qui concerne cette partie de la limite maritime unique qui doit être fixée.

S'agissant de Fasht al Azm, la Cour estime que, dans l'une comme dans l'autre des hypothèses susvisées, il existe ainsi des circonstances spéciales qui justifient le choix d'une ligne de délimitation passant entre Fasht al Azm et Qit'at ash Shajarah. S'agissant de Qit'at Jaradah, la Cour constate que c'est une île très petite, inhabitée et totalement dépourvue de végétation. Cette île minuscule qui, comme la Cour l'a établi, se trouve sous la souveraineté de Bahreïn, se situe à peu près à mi-chemin entre l'île principale de Bahreïn et la péninsule de Qatar. De ce fait, utiliser sa laisse de basse mer pour déterminer un point de base servant à construire la ligne d'équidistance et retenir cette ligne comme ligne de délimitation reviendrait à attribuer un effet disproportionné à une formation maritime insignifiante. Aussi la Cour estime-t-elle qu'il y a en l'espèce une circonstance spéciale qui justifie le choix d'une ligne de délimitation passant immédiatement à l'est de Qit'at Jaradah.

La Cour a observé plus haut que, ne s'étant pas prononcée sur la question de savoir si Fasht al Azm fait partie de l'île de Sitrah ou s'il s'agit d'un haut-fond découvrant distinct, il convient de tracer à titre provisoire deux lignes d'équidistance. Si aucun effet n'est donné à Qit'at Jaradah, et dans l'hypothèse où l'on considère que Fasht al Azm fait partie de l'île de Sitrah, la ligne d'équidistance ainsi ajustée coupe Fasht ad Dibal, laissant la majeure partie de ce haut-fond du côté qatari. Si, en revanche, Faht al Azm est regardé comme un haut-fond découvrant, la ligne d'équidistance ajustée passe à l'ouest de Fasht ad Dibal. Compte tenu du fait que, dans ces deux hypothèses, Fasht ad Dibal se trouve, dans une large mesure ou en totalité, du côté qatari de la ligne d'équidistance ajustée, la Cour considère qu'il convient de tracer la ligne de délimitation entre Qit'at Jaradah et Fasht ad Dibal. Comme Fasht ad Dibal est ainsi situé dans la mer territoriale de Qatar, il relève pour ce motif de la souveraineté de cet État.

Se fondant sur ces considérations, la Cour se dit en mesure de déterminer le tracé de ce tronçon de la frontière maritime unique qui délimitera les mers territoriales des Parties. Elle relève toutefois auparavant qu'elle ne peut fixer le point situé le plus au sud de cette frontière, car l'emplacement définitif de ce point est tributaire des limites des zones maritimes respectives de l'Arabie saoudite et des Parties. La Cour estime aussi qu'il y a lieu de simplifier, comme il est de pratique courante,

ce qui serait autrement une ligne de délimitation très complexe dans la région des îles Hawar.

Compte tenu de tout ce qui précède, la Cour décide qu'à partir du point d'intersection des limites maritimes respectives de l'Arabie saoudite d'une part et de Bahreïn et de Qatar de l'autre, qui ne peut être fixé, la frontière se dirigera dans une direction nord-est, puis obliquera immédiatement en direction de l'est et passera ensuite entre Jazirat Hawar et Janan; elle s'infléchira plus loin vers le nord pour passer entre les îles Hawar et la péninsule de Qatar et continuera en direction du nord, en laissant le haut-fond découvrant de Fasht Bu Thur et Fasht al Azm du côté de Bahreïn et les hauts-fonds découvrants de Qita'a el Erge et de Qit'at ash Shajarah du côté de Qatar; enfin elle passera entre Qit'at Jaradah et Fasht ad Dibal, en laissant Qit'at Jaradah du côté de Bahreïn et Fasht ad Dibal du côté de Qatar.

S'agissant de la question de la navigation, la Cour note que le chenal reliant les espaces maritimes de Qatar situés au sud des îles Hawar et ceux situés au nord de ces îles est étroit et peu profond et en conséquence peu propice à la navigation. Elle souligne que, Bahreïn n'étant pas fondé à appliquer la méthode des lignes de base droites, les eaux s'étendant entre les îles Hawar et les autres îles bahreïnites constituent, non des eaux intérieures de Bahreïn, mais la mer territoriale de cet État. Par voie de conséquence, les navires de Qatar, comme d'ailleurs ceux de tous les autres États, jouissent dans ces eaux du droit de passage inoffensif consacré par le droit international coutumier. De même, les navires de Bahreïn, comme d'ailleurs ceux de tous les autres États, jouissent dans la mer territoriale de Qatar de ce droit de passage inoffensif.

Délimitation du plateau continental et de la zone économique exclusive (par. 224-249)

La Cour aborde ensuite le tracé de la limite maritime unique dans la partie de la zone de délimitation qui couvre à la fois le plateau continental et la zone économique exclusive. Invoquant sa propre jurisprudence sur le tracé d'une limite maritime unique, la Cour indique qu'elle adoptera la même démarche dans la présente espèce. Pour la délimitation des zones maritimes au-delà de la zone des 12 milles, elle tracera d'abord, à titre provisoire, une ligne d'équidistance et examinera ensuite s'il existe des circonstances devant conduire à ajuster cette ligne. La Cour note en outre que la règle de l'équidistance/circonstances spéciales, qui est applicable en particulier à la délimitation de la mer territoriale, et la règle des principes équitables/circonstances pertinentes, telle qu'elle s'est développée depuis 1958 dans la jurisprudence et la pratique des États quand il s'agit de délimiter le plateau continental et la zone économique exclusive, sont étroitement liées l'une à l'autre.

La Cour examine ensuite s'il existe des circonstances qui pourraient rendre nécessaire d'ajuster la ligne d'équidistance afin d'aboutir à un ré-

sultat équitable. S'agissant de la revendication de Bahreïn concernant l'industrie perlière la Cour constate que celle-ci a effectivement disparu, et ce depuis fort longtemps. Elle observe ensuite qu'il ressort clairement des éléments de preuve qui lui ont été présentés que la pêche aux huîtres perlières dans la région du Golfe était traditionnellement considérée comme un droit exercé en commun par les populations riveraines. En conséquence, la Cour ne considère pas que l'existence de bancs d'huîtres perlières, bien qu'exploités dans le passé de façon prédominante par des pêcheurs bahreïnites, constitue une circonstance qui justifierait un déplacement vers l'est de la ligne d'équidistance comme le demande Bahreïn.

La Cour estime qu'elle n'a pas à définir la valeur juridique de la « décision » contenue dans les lettres du 23 décembre 1947 adressées aux souverains de Bahreïn et de Qatar par l'agent politique britannique, en ce qui concerne la division des fonds marins, que Qatar invoque comme circonstance spéciale. Il lui suffit de noter qu'aucune des Parties ne l'a acceptée comme ayant force obligatoire et qu'elles n'en ont invoqué que certains éléments à l'appui de leurs arguments.

Ayant décidé que Bahreïn avait souveraineté sur les îles Hawar, la Cour dit que la différence de longueur entre les façades côtières des Parties n'est pas de nature, comme le prétend Qatar, à imposer d'ajuster la ligne d'équidistance.

La Cour rappelle enfin que, dans le secteur nord, les côtes des Parties sont comparables à des côtes adjacentes bordant les mêmes zones maritimes qui s'étendent vers le large dans le Golfe. Les côtes septentrionales des territoires appartenant aux Parties ne sont pas très différentes quant à leur caractère ou à leur étendue; tant du côté de Qatar que de Bahreïn, le relief est plat, marqué par une très légère déclivité. Le seul élément remarquable est Fasht al Jarim, qui est comme un saillant de la côte de Bahreïn s'avançant loin dans le Golfe, et qui, s'il lui était reconnu un plein effet, « [ferait] dévier la limite et produir[ait] des effets disproportionnés ». De l'avis de la Cour, une telle déviation, due à une formation maritime située très au large et dont, au plus, une partie infime serait découverte à marée haute, n'aboutirait pas à une solution équitable qui tienne compte de tous les autres facteurs pertinents indiqués ci-dessus. Dans les circonstances de l'espèce, des considérations d'équité exigent de ne pas donner d'effet à Fasht al Jarim aux fins de la détermination de la ligne de délimitation dans le secteur nord.

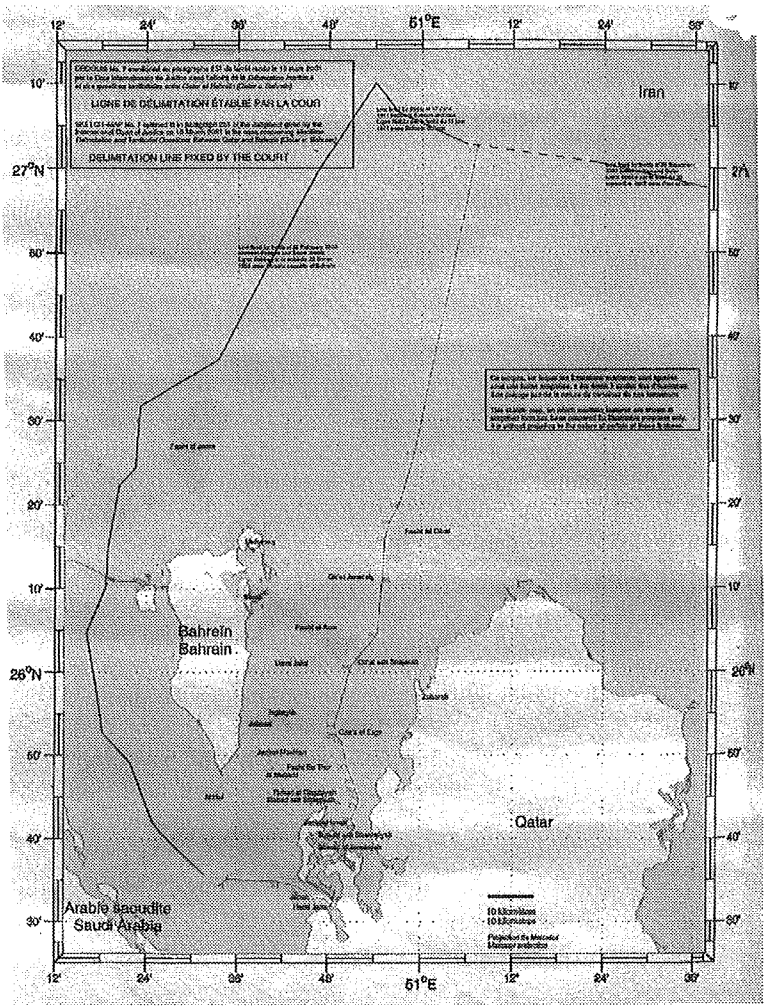
La Cour décide par conséquent que la limite maritime unique dans ce secteur sera constituée en premier lieu par une ligne qui, partant d'un point situé au nord-ouest de Fasht ad Dibal, rejoindra la ligne d'équidistance ajustée pour tenir compte de l'absence d'effet reconnu à Fasht al Jarim. La limite suivra ensuite cette ligne d'équidistance ajustée jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne de délimitation des zones maritimes respectives de l'Iran d'une part et de Bahreïn et de Qatar de l'autre.

La Cour conclut de tout ce qui précède que la limite maritime unique divisant les différentes zones maritimes de l'État de Qatar et de l'État de Bahreïn sera formée par une série de lignes géodésiques reliant, dans l'ordre précisé, les points ayant les coordonnées suivantes :

(Système géodésique mondial, 1984)

Point	*Latitude nord*	*Longitude est*
1′	25° 34′ 34″	50° 34′ 03″
2	25° 35′ 10″	50° 34′ 48″
3	25° 34′ 53″	50° 41′ 22″
4	25° 34′ 50″	50° 41′ 35″
5	25° 34′ 21″	50° 44′ 05″
6	25° 33′ 29″	50° 45′ 49″
7	25° 32′ 49″	50° 46′ 11″
8	25° 32′ 55″	50° 46′ 48″
9	25° 32′ 43″	50° 47′ 46″
10	25° 32′ 06″	50° 48′ 36″
11	25° 32′ 40″	50° 48′ 54″
12	25° 32′ 55″	50° 48′ 48″
13	25° 33′ 44″	50° 49′ 04″
14	25° 33′ 49″	50° 48′ 32″
15	25° 34′ 33″	50° 47′ 37″
16	25° 35′ 33″	50° 46′ 49″
17	25° 37′ 21″	50° 47′ 54″
18	25° 37′ 45″	50° 49′ 44″
19	25° 38′ 19″	50° 50′ 22″
20	25° 38′ 43″	50° 50′ 26″
21	25° 39′ 31″	50° 50′ 06″
22	25° 40′ 10″	50° 50′ 30″
23	25° 41′ 27″	50° 51′ 43″
24	25° 42′ 27″	50° 51′ 09″
25	25° 44′ 07″	50° 51′ 58″
26	25° 44′ 58″	50° 52′ 05″
27	25° 45′ 35″	50° 51′ 53″
28	25° 46′ 00″	50° 51′ 40″
29	25° 46′ 57″	50° 51′ 23″
30	25° 48′ 43″	50° 50′ 32″
31	25° 51′ 40″	50° 49′ 53″
32	25° 52′ 26″	50° 49′ 12″
33	25° 53′ 42″	50° 48′ 57″
34	26° 00′ 40″	50° 51′ 00″
35	26° 04′ 38″	50° 54′ 27″
36	26° 11′ 02″	50° 55′ 03″
37	26° 15′ 55″	50° 55′ 22″
38	26° 17′ 58″	50° 55′ 58″
39	26° 20′ 02″	50° 57′ 16″
40	26° 26′ 11″	50° 59′ 12″
41	26° 43′ 58″	51° 03′ 16″
42	27° 02′ 00″	51° 07′ 11″

En deçà du point 1, la limite maritime unique suivra, en direction du sud-ouest, une ligne loxodromique ayant un azimut de 234° 16′ 53″, jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne de délimitation entre les zones maritimes respectives de l'Arabie saoudite d'une part et de Bahreïn et de Qatar de l'autre. Au-delà du point 42, la ligne maritime unique suivra, en direction du nord-nord-est, une ligne loxodromique ayant un azimut de 12° 15′ 12″, jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne de délimitation entre les zones maritimes respectives de l'Iran d'une part et de Bahreïn et de Qatar de l'autre. Le croquis n° 7 joint à l'arrêt indique, à seules fins d'illustration, le tracé de cette limite.



Le texte du dispositif (paragraphe 251) est le suivant :

« Par ces motifs,

« LA COUR,

« 1) À l'unanimité,

« *Dit* que l'État de Qatar a souveraineté sur Zubarah;

« 2) *a*) Par douze voix contre cinq,

« *Dit* que l'État de Bahreïn a souveraineté sur les îles Hawar;

« POUR : M. Guillaume, *président;* M. Shi, *vice-président;* MM. Oda, Herczegh, Fleischhauer, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal, *juges;* M. Fortier, *juge ad hoc;*

« CONTRE : MM. Bedjaoui, Ranjeva, Koroma, Vereshchetin, *juges;* M. Torres Bernárdez, *juge ad hoc;*

« *b*) À l'unanimité,

« *Rappelle* que les navires de l'État de Qatar jouissent dans la mer territoriale de Bahreïn séparant les îles Hawar des autres îles bahreïnites du droit de passage inoffensif consacré par le droit international coutumier;

« 3) Par treize voix contre quatre,

« *Dit* que l'État de Qatar a souveraineté sur l'île de Janan, y compris Hadd Janan;

« POUR : M. Guillaume, *président;* M. Shi, *vice-président;* MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Parra-Aranguren, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal, *juges;* M. Torres Bernárdez, *juge ad hoc;*

« CONTRE : M. Oda, Mme Higgins, M. Kooijmans, *juges;* M. Fortier, *juge ad hoc;*

« 4) Par douze voix contre cinq,

« *Dit* que l'État de Bahreïn a souveraineté sur l'île de Qit' at Jaradah;

« POUR : M. Guillaume, *président;* M. Shi, *vice-président;* MM. Oda, Herczegh, Fleischhauer, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal, *juges;* M. Fortier *juge ad hoc;*

« CONTRE : MM. Bedjaoui, Ranjeva, Koroma, Vereshchetin, *juges;* M. Torres Bernárdez, *juge ad hoc;*

« 5) À l'unanimité,

« *Dit* que le haut-fond découvrant de Fasht ad Dibal relève de la souveraineté de l'État de Qatar;

« 6) Par treize voix contre quatre,

« *Décide* que la limite maritime unique divisant les différentes zones maritimes de l'État de Qatar et de l'État de Bahreïn doit être tracée comme indiqué au paragraphe 250 du présent arrêt.

« POUR : M. Guillaume, *président;* M. Shi, *vice-président;* MM. Oda, Herczegh, Fleischhauer, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal, *juges;* M. Fortier *juge ad hoc;*

« CONTRE : MM. Bedjaoui, Ranjeva, Koroma, *juges;* M. Torres Bernárdez, *juge ad hoc.* »

*

M. Oda, juge, a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle. MM. Bedjaoui, Ranjeva et Koroma, juges, ont joint à l'arrêt l'exposé de leur opinion dissidente commune. MM. Herczegh et Vereshchetin, et Mme Higgins, juges, ont joint des déclarations à l'arrêt. MM. Parra-Aranguren, Kooijmans et Al-Khasawneh, juges, ont joint à l'arrêt les exposés de leur opinion individuelle. M. Torres Bernárdez, juge ad hoc, a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion dissidente. M. Fortier, juge ad hoc, a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle.

b) Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. *Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne* c. *États-Unis d'Amérique)*

Par ordonnances du 29 juin 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 975 et 979), la Cour, tenant compte de l'accord des Parties et des circonstances de l'espèce, a autorisé la Libye à présenter une réplique et le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique à déposer une duplique, en fixant au 29 juin 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt de la réplique de la Libye. La Cour n'a fixé aucune date pour le dépôt des dupliques, les représentants des États défendeurs ayant exprimé le souhait qu'aucune date ne soit fixée à ce stade de la procédure, compte tenu des circonstances nouvelles auxquelles avait donné lieu le transfert des deux accusés aux Pays-Bas afin d'y être jugés par un tribunal écossais. La réplique de la Libye a été déposée dans le délai prescrit.

Par ordonnances du 6 septembre 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 140 et 143), le président de la Cour, compte tenu des vues des Parties, a fixé au

3 août 2001 la date d'expiration des délais pour le dépôt, respectivement, de la duplique du Royaume-Uni et de la duplique des États-Unis.

c) *Plates-formes pétrolières* (*République islamique d'Iran* c. *États-Unis d'Amérique*)

Par ordonnance du 26 mai 1998 (*CIJ, Recueil 1998,* p. 269), le vice-président, faisant fonction de président, sur demande de l'Iran et compte tenu des vues exprimées par les États-Unis d'Amérique, a reporté au 10 décembre 1998 et au 23 mai 2000, respectivement, les dates d'expiration du délai pour le dépôt de la réplique de l'Iran et de la duplique des États-Unis. Par ordonnance du 8 décembre 1998 (*CIJ, Recueil 1998,* p. 740), la Cour a encore reporté au 10 mars 1999 la date d'expiration du délai pour le dépôt de la réplique de l'Iran et au 23 novembre 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt de la duplique des États-Unis. La réplique de l'Iran a été déposée dans le délai ainsi prorogé. Par ordonnance du 4 septembre 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 137), le Président de la Cour a reporté du 23 novembre 2000 au 23 mars 2001, à la demande des États-Unis et compte tenu de l'accord entre les Parties, la date d'expiration du délai pour le dépôt de la duplique des États-Unis. La duplique a été déposée dans le délai ainsi prorogé.

d) *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria* (*Cameroun* c. *Nigéria : Guinée équatoriale intervenant*)

Par ordonnance du 30 juin 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 983), la Cour a jugé que les demandes du Nigéria étaient reconventionnelles et étaient recevables comme telles et faisaient partie de l'instance en cours. Elle a en outre décidé que le Cameroun devrait présenter une réplique et le Nigéria une duplique portant sur les demandes soumises par les deux Parties et a fixé au 4 avril 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt de la réplique et au 4 janvier 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt de la duplique. La réplique du Cameroun et la duplique du Nigéria ont été déposées dans le délai prescrit.

Le 30 juin 1999, la République de Guinée équatoriale a déposé une requête à fin d'intervention dans l'affaire.

Dans cette requête, la République de Guinée équatoriale a indiqué que l'objet de sa requête était de « protéger [s]es droits... dans le golfe de Guinée par tous les moyens juridiques » et de « faire connaître à la Cour les droits et intérêts d'ordre juridique de la Guinée équatoriale afin qu'il n'y soit pas porté atteinte lorsque la Cour en viendra à examiner la question de la frontière maritime entre le Cameroun et le Nigéria ». La Guinée équatoriale a précisé qu'elle ne cherchait pas à intervenir dans les

aspects de la procédure relatifs à la frontière terrestre entre le Cameroun et le Nigéria ni à devenir partie à l'instance. Elle a indiqué en outre que, bien que les trois États aient la faculté de demander à la Cour non seulement de déterminer quelle est la frontière maritime entre le Cameroun et le Nigéria, mais aussi les frontières maritimes de la Guinée équatoriale avec ces deux États, la Guinée équatoriale n'avait présenté aucune demande en ce sens et souhaitait continuer à chercher à déterminer ses frontières maritimes avec ses voisins par la voie de négociations.

La Cour a fixé au 16 août 1999 la date d'expiration du délai pour le dépôt des observations écrites du Cameroun sur la requête à fin d'intervention de la Guinée équatoriale. Ces observations écrites ont été déposées dans le délai prescrit.

Par ordonnance du 21 octobre 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 1029), la Cour a autorisé la Guinée équatoriale à intervenir, en vertu des dispositions de l'article 62 du Statut, dans les limites, de la manière et aux fins spécifiées dans sa requête à fin d'intervention. Elle a fixé au 4 avril 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'une déclaration écrite de la Guinée équatoriale et au 4 juillet 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'observations écrites du Cameroun et du Nigéria sur cette déclaration. La déclaration écrite de la Guinée équatoriale a été déposée dans le délai prescrit.

e) *Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)*

Par ordonnance du 11 mai 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 9), le président de la Cour, de nouveau à la demande conjointe des Parties, a reporté une nouvelle fois la date d'expiration du délai pour le dépôt des contre-mémoires. Les contre-mémoires ont été déposés dans le délai ainsi prorogé au 2 août 2000.

Par ordonnance en date du 19 octobre 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 173), le président de la Cour, compte tenu des dispositions du compromis et de l'accord des Parties, a fixé au 2 mars 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'une réplique par chacune des Parties. Ces répliques ont été dûment déposées dans le délai prescrit.

f) *Ahmadou Sadio Diallo (République de Guinée c. République démocratique du Congo)*

Par une ordonnance du 25 novembre 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 1042), la Cour, compte tenu de l'accord des Parties, a fixé au 11 septembre 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire de

la Guinée et au 11 septembre 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de la République démocratique du Congo.

Par une ordonnance du 8 septembre 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 146), le président de la Cour, à la demande de la Guinée et après s'être enquis des vues de l'autre Partie, a reporté au 23 mars 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire et au 4 octobre 2002 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire. Le mémoire a été déposé dans le délai ainsi prorogé.

g) *LaGrand* (*Allemagne* c. *États-Unis d'Amérique*)

Par ordonnance du 5 mars 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 28), la Cour, compte tenu des vues des parties, a fixé au 16 septembre 1999 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire de l'Allemagne et au 27 mars 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un contre-mémoire des États-Unis. Le mémoire et le contre-mémoire ont été déposés dans les délais prescrits.

La Cour a entendu les plaidoiries des Parties, lors d'audiences publiques tenues du 13 au 17 novembre 2000.

Au terme de la procédure orale, l'Allemagne a prié la Cour de dire et juger que :

> « 1) En n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand après leur arrestation de leurs droits en vertu de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, et en privant l'Allemagne de la possibilité de fournir son assistance consulaire, ce qui a finalement conduit à l'exécution de Karl et Walter LaGrand, les États-Unis ont violé leurs obligations juridiques internationales vis-à-vis de l'Allemagne au titre de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 36 de ladite Convention, tant en ce qui concerne les droits propres de l'Allemagne que le droit de cette dernière d'exercer sa protection diplomatique à l'égard de ses ressortissants;
>
> « 2) En appliquant des règles de leur droit interne, notamment la doctrine dite de la « carence procédurale », qui ont empêché Karl et Walter LaGrand de faire valoir leurs réclamations au titre de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, et en procédant finalement à leur exécution, les États-Unis ont violé l'obligation juridique internationale, dont ils étaient tenus à l'égard de l'Allemagne en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la Convention de Vienne, de permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles sont prévus les droits énoncés à l'article 36 de ladite Convention;

« 3) En ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les États-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 et de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours;

« Et que, conformément aux obligations juridiques internationales susmentionnées,

« 4) Les États-Unis devront donner à l'Allemagne l'assurance qu'ils ne répéteront pas de tels actes illicites et que, dans tous les cas futurs de détention de ressortissants allemands ou d'actions pénales à l'encontre de tels ressortissants, les États-Unis veilleront à assurer en droit et en pratique l'exercice effectif des droits visés à l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires. En particulier dans les cas où un accusé est passible de la peine de mort, cela entraîne pour les États-Unis l'obligation de prévoir le réexamen effectif des condamnations pénales entachées d'une violation des droits énoncés à l'article 36 de la Convention, ainsi que les moyens pour y porter remède. »

Les États-Unis d'Amérique ont prié respectueusement la Cour de dire et juger :

« 1) Qu'ils ont violé l'obligation dont ils étaient tenus envers l'Allemagne en vertu de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations consulaires en ce que les autorités compétentes des États-Unis n'ont pas informé sans retard de leurs droits Karl et Walter LaGrand ainsi que l'exigeait cet article et que les États-Unis ont présenté leurs excuses à l'Allemagne pour cette violation et prennent des mesures concrètes visant à empêcher qu'elle ne se reproduise;

« 2) Que toutes les autres demandes et conclusions de la République fédérale d'Allemagne sont rejetées. »

h) *Licéité de l'emploi de la force* (*Yougoslavie* c. *Belgique*), (*Yougoslavie* c. *Canada*), (*Yougoslavie* c. *France*), (*Yougoslavie* c. *Allemagne*), (*Yougoslavie* c. *Italie*), (*Yougoslavie* c. *Pays-Bas*), (*Yougoslavie* c. *Portugal*), (*Yougoslavie* c. *Royaume-Uni*)

Par ordonnances du 30 juin 1999 (*CIJ, Recueil 1999*, p. 988, 991, 994, 997, 1000, 1003, 1006, 1009), la cour, après s'être renseignée au-

près des Parties, a fixé les dates d'expiration des délais pour le dépôt des pièces de la procédure écrite dans chacune des huit affaires maintenues sur le rôle du 5 janvier 2000 pour le mémoire de la Yougoslavie et au 5 juillet 2000 pour le contre-mémoire de l'État défendeur concerné. Dans chacune des huit affaires, le mémoire de la Yougoslavie a été déposé dans les délais prescrits.

Le 5 juillet 2000, dans le délai imparti pour le dépôt de leurs contre-mémoires, les États défendeurs dans les huit affaires qui restent inscrites au rôle de la Cour (Belgique, Canada, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni) ont soulevé certaines exceptions préliminaires d'incompétence et d'irrecevabilité.

En vertu du paragraphe 3 de l'article 79 du Règlement de la Cour, la procédure sur le fond du différend est suspendue lorsque des exceptions préliminaires sont présentées. La Cour statuera sur les exceptions préliminaires conformément aux dispositions de cet article, à l'issue d'une procédure prévue à cet effet.

Par ordonnances du 8 septembre 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 149, 152, 155, 158, 161, 164, 167 et 170), le vice-président de la Cour, faisant fonction de président, compte tenu de vues des Parties et des circonstances particulières des affaires, a fixé au 5 avril 2001 la date d'expiration du délai dans lequel la Yougoslavie peut présenter des exposés écrits sur les exceptions préliminaires soulevées par les États défendeurs dans chacune des affaires.

i) *Activités armées sur le territoire du Congo* (*République démocratique du Congo* c. *Burundi*), (*République démocratique du Congo* c. *Ouganda*), (*République démocratique du Congo* c. *Rwanda*)

Par ordonnances du 21 octobre 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 1018 et 1025, respectivement), dans les deux affaires des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo* c. *Burundi) (République démocratique du Congo* c. *Rwanda)*, la Cour, compte tenu de l'accord intervenu entre les Parties, exprimé au cours d'une réunion entre le président et les agents des Parties, le 19 octobre 1999, a décidé que les pièces de la procédure écrite porteraient d'abord sur la question de la compétence de la Cour pour connaître de la requête et sur celle de la recevabilité de cette dernière, et a fixé au 21 avril 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un mémoire sur ces questions par le Burundi et le Rwanda, et au 23 octobre 2000 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de la République démocratique du Congo. Les mémoires du Burundi et du Rwanda ont été déposés dans les délais prescrits.

Dans ces deux affaires, la République démocratique du Congo a désigné M. Joe Verhoeven pour siéger en qualité de juge ad hoc. Le Burundi a désigné M. Jean J. A. Salmon et le Rwanda M. John Dugard pour siéger en qualité de juges ad hoc.

Par ordonnances en date du 19 octobre 2000 (*CIJ, Recueil 2000*, p. 175, 179), le président de la Cour, à la demande du Congo et compte tenu de l'accord des Parties, a reporté au 23 janvier 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt par la République démocratique du Congo d'un contre-mémoire dans chacune de ces deux affaires.

Par lettres du 15 janvier 2001, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a fait savoir à la Cour qu'il entendait se désister de chacune de ces instances et a précisé qu'« il se réserva[it] la possibilité de faire valoir ultérieurement de nouveaux chefs de compétence de la Cour. »

Après que, dans chacune de ces affaires, l'État défendeur concerné a informé la Cour qu'il acceptait le désistement de la République démocratique du Congo, le président de la Cour a pris dans chaque affaire une ordonnance en date du 30 janvier 2001 (*CIJ, Recueil 2001,* p. 3, 6), prenant acte du désistement de la République démocratique du Congo de l'instance et ordonnant que l'affaire soit rayée du rôle.

Dans l'affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo* c. *Ouganda)*, la Cour, compte tenu de l'accord intervenu entre les Parties, exprimé au cours d'une réunion que le président de la Cour avait tenue avec elles le 19 octobre 1999, a fixé, par une ordonnance du 21 octobre 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 1022), la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un mémoire de la République démocratique du Congo au 21 juillet 2000, et la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire de l'Ouganda au 21 avril 2001. Le mémoire de la République démocratique du Congo a été déposé dans le délai prescrit.

Le 19 juin 2000, le Congo, dans la même affaire contre l'Ouganda, a demandé à la Cour d'indiquer des mesures conservatoires, en faisant valoir que « depuis le 5 juin dernier, la reprise des combats opposant les troupes armées de... l'Ouganda à une autre armée étrangère ont causé des dommages considérables à la [République démocratique du Congo] et à sa population » alors même que « [c]es agissements ont fait l'objet d'une condamnation unanime, y compris par le Conseil de sécurité de l'ONU ».

La République démocratique du Congo soutient qu'« en dépit de la formulation de promesses et de déclarations de principe, ... l'Ouganda « a poursuivi sa politique d'agression, ses interventions armées brutales, ses exactions et ses pillages » et que « [c]'est d'ailleurs la troisième guerre de Kisangani, après celles d'août 1999 et de mai 2000, que... l'Ouganda a déclenchée ». La République démocratique du Congo observe que ces faits « ne constituent qu'un épisode supplémentaire attestant de l'inter-

vention militaire et paramilitaire et de l'occupation que... l'Ouganda a entamées en août 1998 ». Elle ajoute que « [c]haque jour qui passe cause à la République démocratique du Congo et à ses habitants un préjudice grave et irréparable » et qu'il est « urgent que les droits de la République démocratique du Congo soient garantis ».

Par conséquent, la République démocratique du Congo demande à la Cour d'indiquer les mesures conservatoires suivantes :

« 1) Le Gouvernement de la République de l'Ouganda doit ordonner à son armée de se retirer immédiatement et complètement de Kisangani;

« 2) Le Gouvernement de la République de l'Ouganda doit ordonner à son armée d'arrêter immédiatement tout combat ou activité militaire sur le territoire de la République démocratique du Congo, de se retirer immédiatement et complètement de ce territoire, et doit cesser immédiatement de fournir, directement ou indirectement, tout appui à tout État ou tout groupe, organisation, mouvement ou individu se livrant ou se disposant à livrer des activités militaires sur le territoire de la République démocratique du Congo;

« 3) Le Gouvernement de la République de l'Ouganda doit prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que les unités, forces ou agents qui relèvent ou pourraient relever de son autorité, qui bénéficient ou pourraient bénéficier de son appui, ainsi que les organisations ou personnes qui pourraient se trouver sous son contrôle, son autorité ou son influence, cessent immédiatement de commettre ou d'inciter à commettre des crimes de guerre ou toute autre exaction ou acte illicite à l'encontre de toutes les personnes sur le territoire de la République démocratique du Congo;

« 4) Le Gouvernement de la République de l'Ouganda doit cesser immédiatement tout acte ayant pour but ou pour effet d'interrompre, d'entraver ou de gêner des actions visant à faire bénéficier la population des zones occupées de leurs droits fondamentaux de la personne, en particulier à la santé et à l'éducation;

« 5) Le Gouvernement de la République de l'Ouganda doit cesser immédiatement toute exploitation illégale des ressources naturelles de la République démocratique du Congo, ainsi que tout transfert illégal de biens, d'équipements ou de personnes à destination de son territoire;

« 6) Le Gouvernement de la République de l'Ouganda doit dorénavant respecter pleinement le droit à la souveraineté, à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale que possède la République démocratique du Congo, ainsi que les droits et libertés fondamentales que possèdent toutes les personnes sur le territoire de la République démocratique du Congo. »

Par lettres en date de ce même 19 juin 2000, le président de la Cour, M. Gilbert Guillaume, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 74 du Règlement de la Cour, a appelé « l'attention des deux Parties sur la nécessité d'agir de manière que toute ordonnance de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus ».

Les 26 et 28 juin 2000, des audiences publiques ont eu lieu pour entendre les plaidoiries des Parties sur la demande en indication de mesures conservatoires.

Le 1er juillet 2000, la Cour a rendu en audience publique son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la République démocratique du Congo, par laquelle elle indiquait que les deux Parties devaient, immédiatement, prévenir et s'abstenir de tout acte, et en particulier de toute action armée, qui risquerait de porter atteinte aux droits de l'autre Partie au regard de tout arrêt que la Cour pourrait rendre en l'affaire, ou qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend porté devant elle ou d'en rendre la solution plus difficile; que les deux Parties devaient, immédiatement, prendre toutes mesures nécessaires pour se conformer à toutes leurs obligations en vertu du droit international, en particulier en vertu de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, ainsi qu'à la résolution 1304 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies en date du 16 juin 2000; et que les deux Parties devaient, immédiatement, prendre toutes mesures nécessaires pour assurer, dans la zone de conflit, le plein respect des droits fondamentaux de l'homme, ainsi que des règles applicables du droit humanitaire.

MM. Oda et Koroma, juges, ont joint des déclarations à l'ordonnance de la Cour.

La République démocratique du Congo a désigné M. Joe Verhoeven et l'Ouganda M. James L. Kateka pour siéger en qualité de juges ad hoc.

j) *Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* (*Croatie* c. *Yougoslavie*)

Par ordonnance du 10 mars 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 3), le président de la Cour, à la demande de la Croatie et compte tenu de l'avis exprimé par la Yougoslavie, a reporté les dates au 14 septembre 2000 pour le mémoire de la Croatie et au 14 septembre 2001 pour le contre-mémoire de la Yougoslavie.

Par ordonnance du 27 juin 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 108), la Cour, à la demande de la Croatie et compte tenu de l'avis exprimé par la Yougoslavie, a reporté de nouveau les dates d'expiration des délais,

au 14 mars 2001 pour le mémoire de la Croatie et au 16 septembre 2002 pour le contre-mémoire de la Yougoslavie.

La Croatie a désigné M. Budislav Vukas pour siéger en qualité de juge ad hoc.

k) *Incident aérien du 10 août 1999* (*Pakistan* c. *Inde*)

Par ordonnance en date du 19 novembre 1999 (*CIJ, Recueil 1999,* p. 1038), la Cour, compte tenu de l'accord intervenu entre les Parties, a décidé que les pièces de la procédure écrite porteraient d'abord sur la question de la compétence de la Cour pour connaître de la requête, et a fixé au 10 janvier 2000 et au 28 février 2000, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt du mémoire du Pakistan et du contre-mémoire de l'Inde sur cette question. Le mémoire et le contre-mémoire ont été déposés dans les délais prescrits.

Le Pakistan a désigné M. Syed Sharif Uddin Pirzada et l'Inde M. B. P. Jeevan Reddy, pour siéger en qualité de juges ad hoc.

Des audiences publiques pour la présentation des arguments des Parties sur la question de la compétence de la Cour ont eu lieu du 3 au 6 avril 2000.

Le 21 juin 2000, la cour a rendu en audience publique son arrêt sur sa compétence (*CIJ, Recueil 2000,* p. 12). On en trouvera un résumé ci-après suivi du texte du dispositif.

*

Rappel de la procédure et conclusions des Parties (par. 1-11)

La Cour commence par rappeler que, le 21 septembre 1999, le Pakistan a déposé au Greffe de la Cour une requête introduisant une instance contre l'Inde au sujet d'un différend relatif à la destruction, le 10 août 1999, d'un avion pakistanais. Dans sa requête, le Pakistan fondait la compétence de la Cour sur les paragraphes 1 et 2 de l'article 36 du Statut, ainsi que sur les déclarations par lesquelles les deux Parties ont reconnu la juridiction obligatoire de la Cour.

Par lettre du 2 novembre 1999, l'agent de l'Inde a fait savoir à la Cour que son gouvernement « souhait[ait] présenter des exceptions préliminaires à la compétence de la Cour... pour connaître de la requête du Pakistan ». Ces exceptions étaient formulées de la manière suivante, dans une note jointe à la lettre :

> « i) La requête du Pakistan ne renvoie à aucun traité ou convention en vigueur entre l'Inde et le Pakistan qui donnerait compétence à la Cour en vertu du premier paragraphe de l'article 36 du Statut;

« ii) Le Pakistan ne tient pas compte dans sa requête des réserves formulées dans la déclaration que l'Inde a faite le 15 septembre 1974 conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut. En particulier, le Pakistan, étant un État membre du Commonwealth, n'est pas en droit d'invoquer la juridiction de la Cour, du fait que l'alinéa 2 du premier paragraphe de ladite déclaration exclut de la juridiction de la Cour tous les différends mettant en cause l'Inde et tout État qui "est ou a été membre du Commonwealth des nations";

« iii) Le Gouvernement de l'Inde déclare aussi que l'alinéa 7 du premier paragraphe de sa déclaration du 15 septembre 1974 empêche le Pakistan d'invoquer contre l'Inde la juridiction de la Cour en cas de différend relatif à l'interprétation ou à l'application d'un traité multilatéral, à moins qu'en même temps toutes les parties au traité ne soient également devenues parties à l'affaire dont la Cour est saisie. En invoquant dans sa requête la Charte des Nations Unies, qui est un traité multilatéral, pour fonder sa demande, le Pakistan tombe clairement sous le coup de cette réserve. L'Inde affirme en outre qu'elle n'a donné aucun consentement ou conclu avec le Pakistan aucun compromis qui déroge à cette prescription. »

À l'issue d'une réunion que le président de la Cour a tenue avec les représentants des Parties le 10 novembre 1999, les Parties sont provisoirement convenues de demander qu'il soit statué séparément, avant toute procédure sur le fond, sur la question de la compétence de la Cour en l'espèce, étant entendu que le Pakistan présenterait d'abord un mémoire consacré à cette seule question et que l'Inde pourrait lui répondre dans un contre-mémoire limité à la même question.

Par ordonnance du 19 novembre 1999, la Cour, compte tenu de l'accord intervenu entre les Parties, a décidé que la procédure s'agencerait de la sorte et a fixé les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire du Pakistan et d'un contre-mémoire de l'Inde sur cette question. Des audiences publiques ont été tenues du 3 au 6 avril 2000.

Dans la requête, le Pakistan prie la Cour de dire et juger :

« *a*) Que les actes de l'Inde décrits plus haut constituent une violation des diverses obligations découlant de la Charte des Nations Unies, du droit international coutumier et des traités mentionnés dans le corps de la présente requête, violation dont la République de l'Inde porte seule la responsabilité;

« *b*) Que l'Inde doit réparation à la République islamique du Pakistan pour la perte de l'avion et au titre de l'indemnisation des

héritiers des personnes tuées du fait de la violation des obligations que lui imposent la Charte des Nations Unies ainsi que les règles du droit international coutumier et les dispositions des traités applicables en l'espèce. »

Dans la note jointe à sa lettre du 2 novembre 1999, l'Inde prie la Cour :

« i) De dire et juger que la requête du Pakistan est dépourvue de fondement pour invoquer la juridiction de la Cour contre l'Inde, étant donné que le requérant est membre du Commonwealth de nations; et

« ii) De dire et juger que le Pakistan ne peut invoquer la juridiction de la Cour pour qu'elle statue sur des demandes fondées sur certaines dispositions de la Charte des Nations Unies, en particulier le paragraphe 4 de l'article 2, car il est patent que tous les États parties à la Charte ne se sont pas joints à la requête, et que, dans ces conditions, la réserve formulée par l'Inde à l'alinéa 7 du paragraphe 1 de sa déclaration ôte sa compétence à la Cour. »

À l'issue des audiences, le Pakistan a prié la Cour :

« i) De rejeter les exceptions préliminaires soulevées par l'Inde;

« ii) De dire et juger qu'elle est compétente pour statuer sur la requête déposée par le Pakistan le 21 septembre 1999; et

« iii) De fixer les délais pour la suite de la procédure en l'affaire. »

L'Inde a prié la Cour « de dire et juger qu'elle n'est pas compétente pour connaître de la requête du Gouvernement du Pakistan ».

*

La Cour commence par rappeler que pour établir la compétence de la Cour en l'espèce, le Pakistan s'est, dans son mémoire, fondé sur :

1) L'article 17 de l'Acte général pour le règlement pacifique des différends internationaux signé à Genève le 26 septembre 1928 (ci-après dénommé l'« Acte général de 1928 »);

2) Les déclarations faites par les Parties en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour;

3) Le premier paragraphe de l'article 36 dudit Statut,

et que l'Inde conteste chacune de ces bases de compétence. La Cour les examine successivement.

L'article 17 de l'Acte général de 1928 (par. 13-28)

Le Pakistan se réfère tout d'abord à l'article 17 de l'Acte général de 1928, selon lequel :

> « Tous différends au sujet desquels les Parties se contesteraient réciproquement un droit seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.
>
> « Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. »

Le Pakistan souligne en outre que, selon l'article 37 du Statut de la Cour internationale de Justice :

> « Lorsqu'un traité ou une convention en vigueur prévoit le renvoi... à la Cour permanente de Justice internationale, la Cour internationale de Justice constituera cette juridiction entre les parties au présent Statut. »

Il rappelle enfin que l'Inde britannique avait, le 21 mai 1931, adhéré à l'Acte général de 1928. Il estime que l'Inde et le Pakistan sont par la suite devenus Parties à l'Acte général. Dès lors, la Cour aurait compétence pour connaître de la requête pakistanaise sur la base de l'application combinée de l'article 17 de l'Acte général et de l'article 37 du Statut.

En réponse, l'Inde soutient en premier lieu que « l'Acte général d'arbitrage de 1928 n'est plus en vigueur et que, le serait-il, il ne saurait être efficacement invoqué pour fonder la compétence de la Cour ». Elle expose que de nombreuses dispositions de l'Acte général, et notamment ses articles 6, 7, 9 et 43 à 47, renvoient à des organes de la Société des Nations ou à la Cour permanente de Justice internationale; que du fait de la disparition de ces institutions, l'Acte général a « perdu son efficacité première »; que l'Assemblée générale des Nations Unies l'a constaté lorsqu'en 1949 elle a adopté un nouvel Acte général; que « les parties à l'ancien Acte général qui n'ont pas ratifié le nouveau ne peuvent » se prévaloir de l'ancien « que « dans la mesure où il pourrait encore jouer », c'est-à-dire dans la mesure... où les dispositions modifiées ne sont pas en cause »; que l'article 17 est de ceux qui ont été modifié en 1949 et que, par suite, le Pakistan ne saurait aujourd'hui l'invoquer.

En deuxième lieu, les Parties s'opposent en ce qui concerne les conditions dans lesquelles elles auraient succédé en 1947 aux droits et obligations de l'Inde britannique, à supposer, ainsi que le soutient le Pakistan, qu'alors l'Acte général ait été encore en vigueur et ait lié l'Inde britannique. À cet égard, l'Inde expose que l'Acte général constituait

un traité de caractère politique qui, par nature, n'était pas transmissible. Elle ajoute qu'en tout état de cause, elle n'a pas fait de déclaration de succession. Bien plus, elle rappelle qu'elle a clairement indiqué dans sa communication du 18 septembre 1974 au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que

> « [d]epuis son accession à l'indépendance en 1947, le Gouvernement indien ne s'est jamais considéré comme lié par l'Acte général de 1928, que ce soit par succession ou autrement. En conséquence, l'Inde n'a jamais été partie à l'Acte général de 1928 depuis... et elle n'y est pas actuellement partie. »

Le Pakistan, rappelant que l'Inde britannique était avant 1947 partie à l'Acte général de 1928, soutient à l'inverse que l'Inde devenue indépendante y est demeurée partie, car en ce qui la concerne « il n'y [aurait] pas [eu] succession... [mais]... continuité », et que dès lors le « débat sur la non-transmission des traités dits de caractère politique n'est pas pertinent en l'occurrence ». Aussi la communication du 18 septembre 1974 constituerait-elle une prise de position subjective dépourvue de toute validité objective. Quant au Pakistan, il aurait accédé à l'Acte général par voie de succession automatique en 1947 en vertu du droit international coutumier. En outre, selon le Pakistan, la question a été, en ce qui concerne les deux États, expressément réglée par l'article 4 de l'annexe à l'Ordonnance relative à l'indépendance (accords internationaux) prise par le Gouverneur général des Indes le 14 août 1947. Cet article prévoyait que seraient dévolus à la fois au Dominion de l'Inde et au Dominion du Pakistan les droits et obligations découlant de tous les accords internationaux auxquels l'Inde britannique était partie.

L'Inde conteste l'interprétation ainsi donnée de l'Ordonnance du 14 août 1947 (accords internationaux) et de l'accord annexé. Elle invoque à l'appui de cette thèse un arrêt rendu le 6 juin 1961 par la Cour suprême du Pakistan et fait état d'un rapport du comité d'experts n° IX sur les relations extérieures qui, en 1947, avait été chargé, dans le cadre de la préparation de l'Ordonnance susmentionnée, d'« [e]xaminer les effets de la partition et faire à ce sujet des recommandations ». Le Pakistan n'aurait pu devenir et ne serait pas devenu partie à l'Acte général de 1928.

Chacune des Parties invoque par ailleurs à l'appui de sa thèse la pratique suivie depuis 1947.

*

La Cour observe que la question de savoir si l'Acte général de 1928 doit être regardé comme une convention en vigueur pour l'application de l'article 37 du Statut de la Cour a déjà été soulevée, mais non tranchée, dans des instances précédentes devant la Cour. Au cas particulier et comme il a été rappelé ci-dessus, les Parties ont discuté longuement

de cette question, comme de celle de savoir si l'Inde britannique était liée en 1947 par l'Acte général et, dans cette hypothèse, si l'Inde et le Pakistan étaient devenus parties à l'Acte lors de leur accession à l'indépendance. En outre, l'Inde conteste, sur la base de la communication adressée par elle au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1974 et des réserves formulées en 1931 par l'Inde britannique, que l'Acte général puisse constituer une source de compétence de la Cour pour connaître d'un différend entre les deux Parties. Il est clair que si la Cour devait tenir pour fondée la thèse de l'Inde sur l'un quelconque de ces terrains, il ne serait plus nécessaire pour elle de se prononcer sur les autres.

Comme la Cour l'a souligné dans l'affaire relative à *Certains emprunts norvégiens,* quand sa compétence est contestée pour des motifs distincts, « [l]a Cour est libre de baser sa décision sur le motif qui, selon elle, est plus direct et décisif. » C'est ainsi qu'en l'affaire du *Plateau continental de la mer Égée* la Cour s'est prononcée sur l'effet d'une réserve apportée par la Grèce à l'Acte général de 1928 sans statuer sur la question de savoir si cette convention était demeurée en vigueur.

Dans la communication adressée par l'Inde au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 18 septembre 1974, le Ministre des affaires étrangères de l'Inde a déclaré que l'Inde considérait qu'elle n'avait jamais été partie à l'Acte général de 1928 comme État indépendant. La Cour estime qu'on ne pouvait donc s'attendre à ce qu'elle le dénonçât formellement. Mais elle relève qu'à supposer même que l'Acte général ait lié l'Inde, la communication indienne du 18 septembre 1974 doit être regardée, dans les circonstances de l'espèce, comme ayant rempli la même fonction juridique que la notification de dénonciation prévue à l'article 45 de l'Acte. Il résulte de ce qui précède que l'Inde, en tout état de cause, aurait cessé d'être liée par l'Acte général de 1928 au plus tard le 16 août 1979, date à laquelle aurait pris effet une dénonciation de l'Acte général opérée conformément à l'article 45 dudit Acte. L'Inde ne saurait être regardée comme partie audit Acte à la date à laquelle la requête a été déposée par le Pakistan dans la présente affaire. Par voie de conséquence, la Cour n'a pas compétence pour connaître de la requête sur la base des dispositions de l'article 17 de l'Acte général de 1928 et de l'article 37 du Statut.

Déclarations d'acceptation de la juridiction de la Cour par les Parties (par. 29-46)

Le Pakistan entend en deuxième lieu fonder la compétence de la Cour sur les déclarations que les Parties ont formulées conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut. La déclaration actuelle du Pakistan a été déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 13 septembre 1960; la déclaration actuelle de l'Inde a, quant à

elle, été déposée le 18 septembre 1974. L'Inde conteste que la Cour ait compétence en l'espèce sur la base de ces déclarations. Elle invoque, à l'appui de sa thèse, les réserves contenues aux alinéas 2 et 7 du premier paragraphe de sa déclaration concernant « 2) les différends avec le gouvernement d'un État qui est ou a été membre du Commonwealth de nations; » et « 7) les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application d'un traité multilatéral, à moins que toutes les parties au traité ne soient également parties à l'affaire dont la Cour est saisie ou que le Gouvernement indien n'accepte spécialement la juridiction de la Cour ».

La « réserve Commonwealth » (par. 30, 31 et 34-46)

En ce qui concerne la première de ces réserves, relative aux États membres ou anciens membres du Commonwealth (dénommée ci-après la « réserve Commonwealth »), le Pakistan a soutenu dans ses écritures qu'elle était « dépourvue d'effet juridique », au motif qu'elle entrerait en conflit avec le « principe de l'égalité souveraine » et avec « le caractère universel des droits et obligations des Membres de l'Organisation des Nations Unies », qu'elle serait contraire à la « bonne foi » et qu'elle contreviendrait à diverses dispositions de la Charte des Nations Unies et du Statut de la Cour. Dans son mémoire, le Pakistan a allégué en particulier que la réserve en question « ne correspond[ait] à aucune des conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 36 du Statut », qui énumère selon lui « de façon exhaustive les conditions [auxquelles peut être subordonnée une déclaration], comme suit : i) sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains États; ou ii) pour un délai déterminé ». Dans ses plaidoiries, le Pakistan a développé son argumentation relative au paragraphe 3 de l'article 36 du Statut en faisant valoir que les réserves qui, telle la réserve Commonwealth, n'entreraient pas dans les catégories autorisées par cette disposition devraient être considérées comme « extra-statutaires ». Et de préciser à cet égard ce qui suit : « la Cour ne peut appliquer une réserve extra-statutaire formulée par l'État défendeur à l'encontre de l'État requérant que si un élément de l'affaire l'autorise à conclure... que le requérant a accepté la réserve. Le Pakistan a en outre allégué à l'audience que la réserve en question était « de toute façon inapplicable, non en raison de son caractère extra-statutaire et de son inopposabilité au Pakistan, mais parce qu'elle [était] caduque ». Le Pakistan a enfin ajouté que la réserve Commonwealth de l'Inde, qui aurait ainsi perdu toute raison d'être, ne pouvait viser aujourd'hui que le Pakistan.

L'Inde rejette l'argumentation ainsi présentée par le Pakistan. Dans ses plaidoiries, l'Inde a souligné à cet égard toute l'importance qui s'attache selon elle à la recherche de l'intention de l'État déclarant. Elle a soutenu qu'il n'y avait « absolument aucune preuve que la réserve [sous examen] sorte des limites des dispositions du paragraphe 3 de l'arti-

cle 36 » du Statut et qu'il était « effectivement admis depuis longtemps que dans le régime de la clause facultative un État peut choisir ses partenaires ». L'Inde a également mis en cause le bien-fondé de la théorie des réserves « extra-statutaires » avancée par le Pakistan, en faisant valoir qu'il suffirait à « [tout] État à l'encontre duquel [serait] invoquée une [telle] réserve, quelle qu'elle soit, de déclarer pour s'y soustraire qu'elle a un caractère extra-statutaire ». L'Inde rejette aussi les arguments subsidiaires du Pakistan fondés sur l'*estoppel* pour ce qui est de l'accord de Simla et sur la caducité.

*

La Cour se penche en premier lieu sur l'argument du Pakistan selon lequel la réserve Commonwealth est une réserve extra-statutaire ne correspondant pas aux conditions prévues au paragraphe 3 de l'article 36 du Statut. D'après le Pakistan, cette réserve ne lui serait ni applicable ni opposable en l'espèce, faute d'acceptation. La Cour relève que le paragraphe 3 de l'article 36 de son Statut n'a jamais été regardé comme fixant de manière exhaustive les conditions sous lesquelles des déclarations pouvaient être faites. Dès 1928, l'Assemblée de la Société des Nations, avait précisé :

> « les réserves concevables peuvent porter, d'une manière générale, sur certains aspects de n'importe quel différend ou, d'une manière spéciale, sur certaines catégories ou listes de différends, et... il est d'ailleurs loisible de combiner ces divers genres de réserves » (résolution adoptée le 26 septembre 1928).

Par ailleurs, à l'occasion de la rédaction du Statut de la présente Cour, la faculté pour un État d'assortir sa déclaration de réserves a été confirmée, et cette faculté a été reconnue dans la pratique des États. La Cour ne saurait donc accepter l'argument du Pakistan selon lequel une réserve telle que la réserve Commonwealth de l'Inde pourrait être considérée comme « extra-statutaire », car excédant les prévisions du paragraphe 3 de l'article 36 du Statut. Elle n'a donc pas à poursuivre l'examen de la question des réserves extra-statutaires.

La Cour ne saurait davantage accepter l'argument du Pakistan selon lequel la réserve indienne en question serait un acte discriminatoire constitutif d'abus de droit au motif que cette réserve aurait pour seule fin d'empêcher le Pakistan d'engager une action contre l'Inde devant la Cour. Elle constatera tout d'abord que ladite réserve vise en termes généraux les États membres ou anciens membres du Commonwealth. Elle ajoutera que les États sont en tout état de cause libres de limiter la portée qu'ils entendent donner *ratione personae* à leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.

La Cour se penche en second lieu sur l'argument du Pakistan selon lequel la réserve Commonwealth serait frappée de caducité, les membres

du Commonwealth des nations n'étant plus unis par une commune allégeance à la Couronne, et les modes de règlement des différends originellement envisagés n'ayant pas vu le jour. La Cour rappelle qu'elle « interprète... les termes pertinents d'une déclaration, y compris les réserves qui y figurent, d'une manière naturelle et raisonnable, en tenant dûment compte de l'intention de l'État concerné à l'époque où ce dernier a accepté la juridiction obligatoire de la Cour » (*CIJ, Recueil 1998,* p. 454, par. 49).

Certes, les raisons historiques qui ont expliqué à l'origine l'apparition de la réserve Commonwealth dans les déclarations de certains États faites en vertu de la clause facultative ont pu évoluer ou disparaître. Toutefois, de telles considérations ne sauraient prévaloir sur l'intention d'un État déclarant, telle qu'elle trouve son expression dans le texte même de sa déclaration. L'Inde a indiqué dans quatre déclarations par lesquelles elle a accepté la juridiction obligatoire de la Cour, depuis son indépendance en 1947, qu'elle souhaitait limiter de cette manière la portée *ratione personae* de son acceptation de la juridiction de la Cour. Quelles qu'aient pu être les raisons de cette limitation, celle-ci s'impose à la Cour.

La Cour considère en outre que l'article 1 de l'accord de Simla, dont le paragraphe ii dispose notamment que « [l]es deux pays sont résolus à régler leurs différends de façon pacifique par voie de négociations bilatérales, ou par tous autres moyens pacifiques dont ils pourront convenir... » constitue un engagement, en termes généraux, des deux États de régler leurs différends de manière pacifique par les moyens qu'ils conviendront de choisir d'un commun accord. Ladite disposition ne modifie en rien les règles particulières qui régissent le recours à chacun de ces moyens, y compris le règlement judiciaire. La Cour ne peut donc accueillir l'argument du Pakistan tiré en l'espèce de l'estoppel.

Il ressort de ce qui précède que la réserve Commonwealth, contenue à l'alinéa 2 du premier paragraphe de la déclaration indienne du 18 septembre 1974, peut être valablement invoquée en l'espèce. Le Pakistan « [étant]... membre du Commonwealth des nations », la Cour conclut qu'elle n'a pas compétence pour connaître de la requête sur la base du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut. La Cour n'a, partant, pas à examiner l'exception tirée par l'Inde de la réserve relative aux traités multilatéraux figurant à l'alinéa 7 du premier paragraphe de sa déclaration.

Le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut (par. 47-50)

Le Pakistan a enfin entendu fonder la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut. La Cour observe que la Charte des Nations Unies ne contient aucune clause spécifique conférant, par elle-même, juridiction obligatoire à la Cour. Aucune clause de ce type ne figure, en particulier, au paragraphe 1 de l'Article 1, aux paragraphes 3 et 4 de l'Article 2, à l'Article 33, au paragraphe 3 de l'Article 36 et à l'Article 92 de la Charte, invoqués par le Pakistan. La Cour observe aussi

que le paragraphe i de l'article 1 de l'Accord de Simla correspond à un engagement que les deux États ont pris de respecter les buts et principes de la Charte dans leurs relations mutuelles. Elle n'emporte comme telle aucune obligation de l'Inde et du Pakistan de soumettre leurs différends à la Cour. La Cour n'a par suite pas compétence pour connaître de la requête sur la base du paragraphe 1 de l'article 36 du Statut.

Obligation de régler les différends par des moyens pacifiques (par. 51-55)

La Cour enfin rappelle que son absence de juridiction ne dispense pas les États de leur obligation de régler leurs différends par des moyens pacifiques. Le choix de ces moyens appartient certes aux Parties conformément à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Mais elles n'en sont pas moins tenues de rechercher un tel règlement, et de le faire de bonne foi conformément au paragraphe 2 de l'Article 2 de la Charte. En ce qui concerne l'Inde et le Pakistan, cette obligation a été précisée par l'Accord conclu à Simla le 2 juillet 1972. En outre, par la Déclaration de Lahore du 21 février 1999, « la détermination des deux pays de mettre en œuvre l'Accord de Simla » a été réaffirmée. Aussi la Cour entend-elle rappeler aux Parties l'obligation qu'elles ont de régler par des moyens pacifiques leurs différends, et en particulier le différend né de l'incident aérien du 10 août 1999, conformément aux engagements auxquels elles ont souscrit.

Dispositif (par. 56)

« Par ces motifs,

« LA COUR,

« Par quatorze voix contre deux,

« *Dit* qu'elle n'a pas compétence pour connaître de la requête déposée par la République islamique du Pakistan le 21 septembre 1999.

« POUR : M. Guillaume, *président;* M. Shi, *vice-président;* MM. Oda, Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Buergenthal, *juges;* M. Reddy, *juge ad hoc;*

« CONTRE : M. Al-Khasawneh, *juge;* M. Pirzada, *juge ad hoc.* »

*

MM. Oda et Koroma, juges, et M. Reddy, juge ad hoc, ont joint à l'arrêt les exposés de leur opinion individuelle. M. Al-Khasawneh, juge, et M. Pirzada, juge ad hoc, y ont joint les exposés de leur opinion dissidente.

l) *Délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes* (*Nicaragua* c. *Honduras*)

Par une ordonnance du 21 mars 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 6), la Cour, compte tenu de l'accord des Parties, a fixé au 21 mars 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt du mémoire du Nicaragua et au 21 mars 2002 la date d'expiration du délai pour le dépôt du contre-mémoire du Honduras. Le mémoire du Nicaragua a été déposé dans le délai prescrit.

Des exemplaires des pièces de procédure et des documents annexés ont été mis, sur sa demande, à la disposition du Gouvernement de Colombie.

m) *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000* (*République démocratique du Congo* c. *Belgique*)

Le 17 octobre 2000, la République démocratique du Congo (RDC) a déposé au Greffe de la Cour une requête introductive d'instance contre la Belgique au sujet d'un mandat d'arrêt international décerné le 11 avril 2000 par un juge d'instruction belge contre le ministre des affaires étrangères en exercice de la RDC, M. Abdoulaye Yerodia Ndombasi, en vue de son arrestation, puis de son extradition vers la Belgique, en raison de prétendus crimes constituant des « violations graves de droit international humanitaire ». Ce mandat d'arrêt international a été diffusé à tous les États, y compris à la RDC qui l'a reçu le 12 juillet 2000.

Dans sa requête, la République démocratique du Congo relève que le mandat d'arrêt, décerné par M. Vandermeersch, juge d'instruction du tribunal de première instance de Bruxelles, qualifie les faits allégués de « crimes de droit international constituant des infractions graves portant atteinte par action ou omission, aux personnes et aux biens protégés par les conventions signées à Genève le 12 août 1949 et par les protocoles I et II additionnels à ces conventions, de crimes contre l'humanité » et cite, à l'appui de cette affirmation, les dispositions prétendument applicables de la loi belge du 16 juin 1993, modifiée par la loi du 10 février 1999 relative à la répression des violations graves de droit international humanitaire. La République démocratique du Congo indique qu'aux termes du mandat, le juge d'instruction s'affirme compétent pour connaître de faits prétendument commis sur le territoire de la RDC par un ressortissant de cet État, sans qu'il soit allégué que les victimes aient eu la nationalité belge, ni que ces faits aient constitué des atteintes à la sécurité ou à la dignité du Royaume de Belgique. Elle constate en outre que l'article 5 de la loi belge susmentionnée prévoit que « l'immunité attachée à la qualité officielle d'une personne n'empêche pas l'application de la présente loi », et que, selon l'article 7 de la même loi, il est établi que

la loi a un empire universel et que les juridictions belges ont une compétence universelle, qui n'est pas subordonnée à la présence de la personne poursuivie sur le territoire belge à l'égard des « violations graves du droit international humanitaire ».

La République démocratique du Congo soutient que l'article 7 de la loi belge et le mandat d'arrêt décerné en application de cet article constituent une « violation du principe selon lequel un État ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre État et du principe de l'égalité souveraine entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies », proclamé par le paragraphe 1 de l'Article 2 de la Charte. Elle soutient également que l'Article 5, ainsi que le mandat d'arrêt, contreviennent au droit international en tant qu'ils prétendent déroger à l'immunité diplomatique du ministre des affaires étrangères d'un État souverain, « découlant du paragraphe 2 de l'article 41 de la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques ».

En conséquence, la République démocratique du Congo prie la Cour de dire que la Belgique doit annuler le mandat d'arrêt international décerné contre M. Abdoulaye Yerodia Ndombasi.

Pour fonder la compétence de la Cour, la République démocratique du Congo invoque le fait que « la Belgique a accepté la juridiction de la Cour et, [qu']en tant que de besoin, la présente requête vaut acceptation de cette juridiction par la République démocratique du Congo ».

La République démocratique du Congo a également déposé une demande en indication de mesure conservatoire tendant « à faire ordonner la mainlevée immédiate du mandat d'arrêt litigieux ». Dans sa demande, la République démocratique du Congo soutient que « les deux conditions essentielles au prononcé d'une mesure conservatoire, suivant la jurisprudence de la Cour, à savoir l'urgence et l'existence d'un préjudice irréparable, sont manifestement réunis en l'espèce ». Elle précise notamment que « le mandat d'arrêt litigieux interdit pratiquement au ministre de la [RDC] de sortir de cet État pour se rendre en tout autre État où sa mission l'appelle et, par conséquent, d'accomplir cette mission ».

Des audiences sur la demande en indication de mesures conservatoires déposée par la République démocratique du Congo se sont tenues du 20 au 23 novembre 2000.

Au cours de ces audiences, la République démocratique du Congo a notamment déclaré ce qui suit :

> « La République démocratique du Congo demande à la Cour d'ordonner à la Belgique de se conformer au droit international; de cesser et de s'abstenir de tout comportement de nature à accentuer le différend avec la République démocratique du Congo; en particulier, de procéder à la mainlevée du mandat d'arrêt international délivré contre le Ministre Yerodia. »

La Belgique, pour sa part, a présenté les conclusions suivantes :

« Le Royaume de Belgique demande qu'il plaise à la Cour de rejeter la demande en indication de mesures conservatoires introduite par la République démocratique du Congo dans l'affaire du *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo* c. *Belgique)* et de ne pas indiquer les mesures conservatoires faisant l'objet de la demande de la République démocratique du Congo.

« Le Royaume de Belgique demande qu'il plaise à la Cour de rayer du rôle l'affaire du *Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo* c. *Belgique)* introduite par la République démocratique du Congo contre la Belgique par requête en date du 17 octobre 2000. »

Le 8 décembre 2000, la Cour a rendu en audience publique son ordonnance sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la République démocratique du Congo (*CIJ, Recueil 2000,* p. 182). On en trouvera ci-après un résumé suivi du texte du dispositif.

La Cour commence par rappeler qu'au cours des audiences, elle a été informée par la Belgique que, le 20 novembre 2000, un remaniement ministériel est intervenu au Congo, à l'issue duquel M. Yerodia Ndombasi a cessé d'exercer les fonctions de ministre des affaires étrangères de la RDC et s'est vu confier celles de ministre de l'éducation nationale; et que cette information a été confirmée par le Congo.

La Belgique a fait valoir que, du fait de ce remaniement ministériel, la requête du Congo a été privée d'objet et doit par suite être rayée du rôle. À cet égard, la Cour relève que le mandat d'arrêt délivré contre M. Yerodia Ndombasi « n'a pas, à ce jour, été rapporté et qu'il vise toujours la même personne, nonobstant les nouvelles fonctions ministérielles qu'elle exerce, et qu'au cours des audiences le Congo a maintenu sa demande au fond ». Elle en conclut que « la requête du Congo n'a pas, à l'heure actuelle, été privée d'objet » et qu'elle « ne saurait dès lors accéder à la demande de la Belgique tendant à ce que l'affaire soit rayée du rôle à ce stade de la procédure ».

Quant à la demande en indication de mesures conservatoires, la Cour estime qu'elle n'a pas davantage été privée d'objet du fait du remaniement ministériel dès lors notamment que le mandat d'arrêt vise nommément M. Yerodia Ndombasi et que le Congo soutient que ce dernier continue à jouir d'immunités rendant illicite le mandat d'arrêt.

La Cour aborde ensuite la question de sa compétence. Au cours des audiences, la Belgique a soutenu que la Cour ne saurait prendre en considération, à ce stade de la procédure, les déclarations reconnaissant sa juridiction obligatoire faites par les Parties, ces déclarations n'ayant été invoquées par le Congo que tardivement. La Cour relève que les

déclarations en question sont connues tant d'elle-même que des Parties à l'affaire et que la Belgique ne pouvait pas ne pas s'attendre à ce que lesdites déclarations entrent en ligne de compte pour fonder la compétence de la Cour en l'espèce. La Belgique a également fait observer que sa déclaration excluait la juridiction obligatoire de la Cour dans le cas « où les Parties auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique » et qu'en l'occurrence des négociations au plus haut niveau concernant le mandat d'arrêt étaient en cours au moment où le Congo a saisi la Cour. La Cour indique que la Belgique ne lui a fourni aucune autre précision quant à ces négociations ou aux conséquences qu'elle entendait tirer de la tenue de celles-ci au regard de la compétence de la Cour, en particulier pour indiquer des mesures conservatoires. La Cour conclut que les déclarations faites par les Parties constituent *prima facie* une base sur laquelle sa compétence pourrait être fondée en l'espèce.

Après avoir rappelé que le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires « a pour objet de sauvegarder le droit de chacune des Parties en attendant qu'elle rende sa décision », qu'il « présuppose qu'un préjudice irréparable ne doit pas être causé aux droits en litige » et que « de telles mesures ne sont justifiées que s'il y a urgence », la Cour indique qu'à la suite du remaniement ministériel du 20 novembre 2000, « M. Yerodia Ndombasi a cessé d'exercer les fonctions de Ministre des affaires étrangères et s'est vu confier celles de ministre de l'éducation nationale, moins exposées à des déplacements fréquents à l'étranger ». Elle en conclut qu'« il n'est pas établi qu'un préjudice irréparable pourrait être causé dans l'immédiat aux droits du Congo et que le degré d'urgence soit tel qu'il y ait lieu de protéger ces droits par l'indication de mesures conservatoires ».

La Cour ajoute que « si les Parties apparaissent disposées à envisager de régler le différend qui les oppose à l'amiable, les positions qu'elles ont exposées devant [elle] quant à leurs droits respectifs demeurent fort éloignées ». Elle note que « si toute négociation bilatérale en vue de parvenir à un règlement direct et amiable demeure la bienvenue, l'issue d'une telle négociation ne saurait être préjugée »; qu'il est « souhaitable que les questions soumises à la Cour soient tranchées aussitôt que possible » et que « dès lors, il convient de parvenir à une décision sur la requête du Congo dans les plus brefs délais ». La Cour indique encore que l'ordonnance qu'elle a rendue ne préjuge en rien sa compétence pour connaître du fond de l'affaire, ni aucune question relative à la recevabilité de la requête de la RDC ou au fond lui-même.

Dispositif (par. 78) :

« Par ces motifs,

« LA COUR,

« 1) À l'unanimité,

« *Rejette* la demande du Royaume de Belgique tendant à ce que l'affaire soit rayée du rôle;

« 2) Par quinze voix contre deux,

« *Dit* que les circonstances, telles qu'elles se présentent actuellement à la Cour, ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer, en vertu de l'article 41 du Statut, des mesures conservatoires.

« POUR : M. Guillaume, *président;* M. Shi, *vice-président;* MM. Oda, Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Al-Khasawneh, Buergenthal, *juges;* Mme Van den Wyngaert, *juge ad hoc;*

« CONTRE : M. Rezek, *juge;* M. Bula-Bula, *juge ad hoc.* »

*

MM. Oda et Ranjeva, juges, ont joint à l'ordonnance des déclarations. MM. Koroma et Parra-Aranguren, juges, ont joint à l'ordonnance les exposés de leur opinion individuelle. M. Rezek, juge, et M. Bula-Bula, juge ad hoc, ont joint à l'ordonnance les exposés de leur opinion dissidente. Mme Van den Wyngaert, juge ad hoc, a joint à l'ordonnance une déclaration.

*

Par ordonnance du 13 décembre 2000 (*CIJ, Recueil 2000,* p. 235), le président de la Cour, compte tenu de l'accord des Parties, a fixé au 15 mars 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un mémoire par la République démocratique du Congo et au 31 mai 2001 la date d'expiration du délai pour le dépôt d'un contre-mémoire par la Belgique.

Examen par l'Assemblée générale

Par sa décision 55/407 du 26 octobre 2000, adoptée sans renvoi à une grande commission, l'Assemblée générale a pris acte du rapport de la Cour internationale de Justice[107].

---

6. COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL[108]

Cinquante-deuxième session de la Commission[109]

La Commission du droit international a tenu sa cinquante-deuxième session à son siège, à l'Office des Nations Unies à Genève, du 1er mai au 9 juin 2000 pour la première partie de session et du 10 juillet au 18 août 2000 pour la seconde partie de session.

En ce qui concerne la question de la responsabilité des États, la Commission a été saisie des commentaires et observations reçus de la part de gouvernements sur les projets d'articles adoptés à titre provisoire en première lecture ainsi que du troisième rapport du Rapporteur spécial. La Commission a poursuivi ses travaux et, le 17 août, elle a pris note du rapport du Comité de rédaction sur l'intégralité des projets d'articles qui ont été adoptés à titre provisoire par le Comité de rédaction.

Concernant la question de la protection diplomatique, la Commission a été saisie du premier rapport du Rapporteur spécial et, à sa 2624e séance, elle a décidé que les articles 1, 3 et 6 feraient l'objet de consultations officieuses ouvertes à tous, sous la présidence du Rapporteur spécial. Par la suite, la Commission a examiné le rapport des consultations officieuses et a décidé de renvoyer les projets d'articles 1, 3 et 5 à 8 ainsi que le rapport en question au Comité de rédaction.

La Commission a été saisie du troisième rapport du Rapporteur spécial sur les actes unilatéraux des États, ainsi que le rapport du Secrétaire général contenant le texte des réponses reçues au questionnaire. Le rapport du Rapporteur spécial a été examiné par les membres à la session en cours.

S'agissant de la question des réserves aux traités, la Commission a été saisie du cinquième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet portant d'une part sur les alternatives aux réserves et aux déclarations interprétatives et, d'autre part, sur la formulation, la modification et le retrait des réserves et des déclarations interprétatives. La Commission a examiné la première partie du cinquième rapport du Rapporteur spécial et, le 14 juillet 2000, elle a adopté, en première lecture, un certain nombre de projets de directives. Faute de temps, la Commission a décidé de reporter l'examen de la deuxième partie du cinquième rapport du Rapporteur spécial qui portait sur des questions de procédure relatives au sujet.

En ce qui concerne la question de la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international (prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses), la Commission a constitué un Groupe de travail. La Commission a été saisie du rapport du Secrétaire général dans lequel figuraient les commentaires et observations reçus des gouvernements sur le sujet, ainsi que du troisième rapport du Rapporteur spécial que la Commission a examiné à la session en cours.

Le rapport annuel de la Commission à l'Assemblée générale contenait également une liste de sujets recommandés pour inscription dans son programme de travail à long terme : responsabilité des organisations internationales; effet d'un conflit armé sur les traités; expulsion des étrangers; et risques résultant de la fragmentation du droit international.

Examen par l'Assemblée générale

Sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a adopté, sans l'avoir mise aux voix, la résolution 55/150 du 12 décembre 2000. Elle a pris note avec satisfaction du rapport du Groupe de travail sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens de la Commission[110], et a décidé de créer un comité spécial sur le sujet afin de poursuivre le travail, de consolider les points de convergence et de régler les questions en suspens, l'objectif étant d'élaborer un instrument généralement acceptable sur la base du projet d'articles relatifs aux immunités juridictionnelles des États et de leurs biens que la Commission du droit international a adopté à sa quarante-troisième session, et des discussions et conclusions du groupe de travail à composition non limitée de la Sixième Commission. Par sa résolution 55/152, également du 12 décembre 2000, adoptée sans avoir été mise aux voix, l'Assemblée a pris acte du rapport de la Commission du droit international.

À la même date, l'Assemblée générale a également adopté, sans l'avoir mise aux voix, la résolution 55/153 dans laquelle elle a pris note des articles sur la nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États, présentés par la Commission du droit international sous la forme d'une déclaration, dont le texte se lit comme suit :

La nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États

PRÉAMBULE

Considérant que les problèmes de nationalité nés de la succession d'États concernent la communauté internationale,

Soulignant que la nationalité relève essentiellement du droit interne, dans les limites tracées par le droit international,

Reconnaissant qu'en matière de nationalité, il devrait être tenu dûment compte à la fois des intérêts légitimes des États et de ceux des individus,

Rappelant que la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 consacre le droit de tout individu à une nationalité,

Rappelant également que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966 et la Convention relative aux droits de l'enfant de 1989 reconnaissent que tout enfant a le droit d'acquérir une nationalité,

Soulignant que les droits de l'homme et les libertés fondamentales des personnes dont la nationalité peut être affectée par une succession d'États doivent être pleinement respectés,

Ayant à l'esprit les dispositions de la Convention sur la réduction des cas d'apatridie de 1961, de la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités de 1978 et de la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État de 1983,

Convaincue de la nécessité de codifier et développer progressivement les règles du droit international concernant la nationalité en relation avec la succession d'États en tant que moyen de garantir aux États et aux individus une plus grande sécurité juridique,

PREMIÈRE PARTIE. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

DROIT À UNE NATIONALITÉ

Toute personne physique qui, à la date de la succession d'États, possédait la nationalité de l'État prédécesseur, quel qu'ait été le mode d'acquisition de cette nationalité, a droit à la nationalité d'au moins un des États concernés, conformément aux présents articles.

Article 2

TERMES EMPLOYÉS

Aux fins des présents articles :

a) L'expression « succession d'États » s'entend de la substitution d'un État à un autre dans la responsabilité des relations internationales d'un territoire;

b) L'expression « État prédécesseur » s'entend de l'État auquel un autre État s'est substitué à l'occasion d'une succession d'États;

c) L'expression « État successeur » s'entend de l'État qui s'est substitué à un autre État à l'occasion d'une succession d'États;

d) L'expression « État concerné » s'entend de l'État prédécesseur ou de l'État successeur, selon le cas;

e) L'expression « État tiers » s'entend de tout État autre que l'État prédécesseur ou l'État successeur;

f) L'expression « personne concernée » s'entend de toute personne physique qui, à la date de la succession d'États, possédait la nationalité de l'État prédécesseur et dont la nationalité peut être affectée par cette succession;

g) L'expression « date de la succession d'États » s'entend de la date à laquelle l'État successeur s'est substitué à l'État prédécesseur dans la responsabilité des relations internationales du territoire auquel se rapporte la succession d'États.

Article 3

CAS DE SUCCESSION D'ÉTATS VISÉS PAR LES PRÉSENTS ARTICLES

Les présents articles s'appliquent uniquement aux effets d'une succession d'États se produisant conformément au droit international et, plus particulièrement, aux principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies.

Article 4

PRÉVENTION DE L'APATRIDIE

Les États concernés prennent toutes les mesures appropriées pour empêcher que les personnes qui possédaient la nationalité de l'État prédécesseur à la date de la succession d'États ne deviennent apatrides du fait de cette succession.

Article 5

PRÉSOMPTION DE NATIONALITÉ

Sous réserve des dispositions des présents articles, les personnes concernées qui ont leur résidence habituelle sur le territoire affecté par la succession d'États sont présumées acquérir la nationalité de l'État successeur à la date de cette succession.

Article 6

LÉGISLATION SUR LA NATIONALITÉ ET LES QUESTIONS CONNEXES

Chaque État concerné devrait adopter sans retard injustifié une législation sur la nationalité et les questions connexes en relation avec la succession d'États qui corresponde

aux dispositions des présents articles. Il devrait prendre toutes les mesures appropriées pour que les personnes concernées soient informées, dans un délai raisonnable, de l'effet de cette législation sur leur nationalité, des options qu'elle peut leur offrir ainsi que des conséquences que l'exercice de ces options aura pour leur statut.

Article 7

DATE D'EFFET

L'attribution de la nationalité en relation avec la succession d'États, tout comme l'acquisition de la nationalité par l'exercice d'un droit d'option, prend effet à la date de cette succession si les personnes concernées devaient être apatrides durant la période séparant la date de la succession d'États de la date de l'attribution ou de l'acquisition de cette nationalité.

Article 8

PERSONNES CONCERNÉES AYANT LEUR RÉSIDENCE HABITUELLE DANS UN AUTRE ÉTAT

1. L'État successeur n'est pas tenu d'attribuer sa nationalité aux personnes concernées qui ont leur résidence habituelle dans un autre État et qui possèdent aussi la nationalité de cet État ou celle de tout autre État.

2. L'État successeur ne peut attribuer sa nationalité contre leur gré à des personnes concernées ayant leur résidence habituelle dans un autre État, sauf si, à défaut, elles devaient devenir apatrides.

Article 9

RENONCIATION À LA NATIONALITÉ D'UN AUTRE ÉTAT CONDITIONNANT L'ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ

Lorsqu'une personne concernée remplissant les conditions requises pour acquérir la nationalité d'un État successeur possède la nationalité d'un autre État concerné, le premier État peut subordonner l'attribution de sa nationalité à la renonciation par cette personne à la nationalité du second. Cette condition ne peut toutefois être appliquée d'une manière qui aurait pour conséquence de faire de la personne concernée un apatride, même temporairement.

Article 10

PERTE DE LA NATIONALITÉ D'UN ÉTAT LORS DE L'ACQUISITION VOLONTAIRE DE LA NATIONALITÉ D'UN AUTRE ÉTAT

1. L'État prédécesseur peut prévoir que les personnes concernées qui, en relation avec la succession d'États, acquièrent volontairement la nationalité d'un État successeur perdent sa nationalité.

2. L'État successeur peut prévoir que les personnes concernées qui, en relation avec la succession d'États, acquièrent volontairement la nationalité d'un autre État successeur ou, selon le cas, conservent la nationalité de l'État prédécesseur perdent sa nationalité si elles l'ont acquise à l'occasion de la succession.

Article 11

RESPECT DE LA VOLONTÉ DES PERSONNES CONCERNÉES

1. Les États concernés tiennent compte de la volonté des personnes concernées qui remplissent les conditions requises pour acquérir la nationalité de deux ou plusieurs États concernés.

2. Chaque État concerné accorde le droit d'opter pour sa nationalité aux personnes concernées ayant avec lui un lien approprié si, à défaut, elles devaient devenir apatrides du fait de la succession.

3. Lorsque les personnes titulaires du droit d'option ont exercé ce droit, l'État pour la nationalité duquel elles ont opté leur attribue sa nationalité.

4. Lorsque les personnes titulaires du droit d'option ont exercé ce droit, l'État à la nationalité duquel elles ont renoncé leur retire sa nationalité, sauf si ce retrait devait faire d'elles des apatrides.

5. Les États concernés devraient prévoir un délai raisonnable pour l'exercice du droit d'option.

Article 12

UNITÉ DE LA FAMILLE

Dans le cas où l'acquisition ou la perte de la nationalité à l'occasion de la succession d'États porterait atteinte à l'unité de la famille, les États concernés prennent toutes les mesures appropriées pour permettre aux membres d'une même famille de demeurer ensemble ou de se regrouper.

Article 13

ENFANT NÉ APRÈS LA SUCCESSION D'ÉTATS

L'enfant d'une personne concernée, né après la date de la succession d'États et qui n'a acquis aucune nationalité, a droit à la nationalité de l'État concerné sur le territoire duquel il est né.

Article 14

STATUT DE RÉSIDENT HABITUEL

1. La succession d'États n'affecte pas le statut des personnes concernées en tant que résidents habituels.

2. Un État concerné prend toutes les mesures nécessaires pour permettre aux personnes concernées qui, en raison d'événements liés à la succession d'États ont été forcées de quitter leur résidence habituelle sur son territoire, d'y retourner.

Article 15

NON-DISCRIMINATION

Les États concernés ne privent pas les personnes concernées du droit de conserver ou d'acquérir une nationalité ou du droit d'option qu'elles ont lors d'une succession d'États en opérant des discriminations pour quelque raison que ce soit.

Article 16

PROSCRIPTION DE L'ARBITRAGE EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ

Les personnes concernées ne peuvent être arbitrairement privées de la nationalité de l'État prédécesseur ni se voir arbitrairement refuser celle de l'État successeur ou le droit d'option dont elles peuvent se prévaloir en relation avec la succession d'États.

Article 17

PROCÉDURES EN MATIÈRE DE NATIONALITÉ

Les demandes relatives à l'acquisition ou à la conservation de la nationalité, à la renonciation à celle-ci ou à l'exercice du droit d'option à l'occasion d'une succession d'États sont instruites sans retard injustifié. Les décisions prises à leur égard sont signifiées par écrit et peuvent faire l'objet d'un recours administratif ou judiciaire effectif.

Article 18

ÉCHANGE D'INFORMATIONS, CONSULTATION ET NÉGOCIATION

1. Les États concernés échangent des informations et se consultent pour déterminer les effets préjudiciables éventuels de la succession d'États sur les personnes concernées, pour ce qui est de leur nationalité et d'autres aspects connexes de leur statut.

2. Les États concernés recherchent, s'il en est besoin, une solution en vue de supprimer ou d'atténuer ces effets préjudiciables, par la négociation et, le cas échéant, par voie d'accord.

Article 19

AUTRES ÉTATS

1. Aucune disposition des présents articles n'oblige les États à traiter des personnes concernées n'ayant aucun lien effectif avec un État concerné comme des nationaux de cet État, sauf s'il devait en résulter que ces personnes seraient traitées comme des apatrides.

2. Aucune disposition des présents articles n'empêche les États de traiter des personnes concernées qui sont devenues apatrides par suite de la succession d'États comme des nationaux de l'État concerné dont elles seraient en droit d'acquérir ou de conserver la nationalité, si un tel traitement est à leur avantage.

DEUXIÈME PARTIE. DISPOSITIONS RELATIVES À DES CATÉGORIES SPÉCIFIQUES DE SUCCESSION D'ÉTATS

SECTION 1. TRANSFERT D'UNE PARTIE DU TERRITOIRE

Article 20

ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ DE L'ÉTAT SUCCESSEUR ET RETRAIT DE LA NATIONALITÉ DE L'ÉTAT PRÉDÉCESSEUR

Lorsqu'une partie du territoire d'un État est transférée par cet État à un autre État, l'État successeur attribue sa nationalité aux personnes concernées qui ont leur résidence habituelle sur le territoire transféré et l'État prédécesseur leur retire la sienne, à moins que ces personnes ne s'expriment dans un autre sens en exerçant le droit d'option qui doit leur être reconnu. L'État prédécesseur s'abstient toutefois de leur retirer sa nationalité tant qu'elles n'ont pas acquis la nationalité de l'État successeur.

SECTION 2. UNIFICATION D'ÉTATS

Article 21

ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ DE L'ÉTAT SUCCESSEUR

Sous réserve des dispositions de l'article 8, lorsque deux ou plusieurs États s'unissent et forment ainsi un État successeur, que celui-ci soit un État nouveau ou que sa personnalité soit la même que celle de l'un des États qui se sont unis, cet État successeur attribue sa nationalité à toute personne qui, à la date de la succession d'États, possédait la nationalité d'un État prédécesseur.

SECTION 3. DISSOLUTION D'UN ÉTAT

Article 22

ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ DES ÉTATS SUCCESSEURS

Lorsqu'un État se dissout et cesse d'exister et que les diverses parties du territoire de l'État prédécesseur forment deux ou plusieurs États successeurs, chaque État successeur, sauf indication contraire du fait de l'exercice d'un droit d'option, attribue sa nationalité :

a) Aux personnes concernées ayant leur résidence habituelle sur son territoire; et

b) Sous réserve des dispositions de l'article 8 :

i) Aux personnes concernées autres que celles qui sont visées à l'alinéa *a* qui avaient un lien juridique approprié avec une entité constitutive de l'État prédécesseur faisant désormais partie de l'État successeur dont il s'agit;

ii) Aux personnes concernées ne pouvant prétendre à la nationalité de tout État concerné au titre de l'alinéa *a* et du sous-alinéa i de l'alinéa *b* et ayant leur résidence habituelle dans un État tiers qui sont nées sur un territoire devenu celui de l'État successeur dont il s'agit ou y avaient leur résidence habituelle avant de le quitter ou qui ont tout autre lien approprié avec cet État successeur.

Article 23

OCTROI DU DROIT D'OPTION PAR LES ÉTATS SUCCESSEURS

1. Les États successeurs accordent le droit d'option aux personnes concernées visées à l'article 22 qui remplissent les conditions requises pour acquérir la nationalité de deux ou plusieurs États successeurs.

2. Chaque État successeur accorde le droit d'opter pour sa nationalité aux personnes concernées autres que celles qui sont visées à l'article 22.

SECTION 4. SÉPARATION D'UNE PARTIE OU DE PARTIES DU TERRITOIRE

Article 24

ATTRIBUTION DE LA NATIONALITÉ DE L'ÉTAT SUCCESSEUR

Lorsqu'une ou des parties du territoire d'un État s'en séparent et forment un ou plusieurs États successeurs cependant que l'État prédécesseur continue d'exister, un État successeur, sauf indication contraire du fait de l'exercice d'un droit d'option, attribue sa nationalité :

a) Aux personnes concernées ayant leur résidence habituelle sur son territoire; et

b) Sous réserve des dispositions de l'article 8 :

i) Aux personnes concernées autres que celles qui sont visées à l'alinéa *a* qui avaient un lien juridique approprié avec une entité constitutive de l'État prédécesseur faisant désormais partie de l'État successeur dont il s'agit;

ii) Aux personnes concernées ne pouvant prétendre à la nationalité de tout État concerné au titre de l'alinéa *a* et du sous-alinéa i de l'alinéa *b* et ayant leur résidence habituelle dans un État tiers qui sont nées sur un territoire devenu celui de l'État successeur dont il s'agit ou y avaient leur résidence habituelle avant de le quitter ou qui ont tout autre lien approprié avec cet État successeur.

Article 25

RETRAIT DE LA NATIONALITÉ DE L'ÉTAT PRÉDÉCESSEUR

1. L'État prédécesseur retire sa nationalité aux personnes concernées qui remplissent les conditions requises pour acquérir la nationalité de l'État successeur conformément à l'article 24. Il s'en abstient toutefois tant que ces personnes n'ont pas acquis la nationalité de l'État successeur.

2. Sauf indication contraire du fait de l'exercice d'un droit d'option, l'État prédécesseur ne retire cependant pas sa nationalité aux personnes visées au paragraphe 1 qui :

a) Ont leur résidence habituelle sur son territoire;

b) Ne relèvent pas de l'alinéa *a* mais avaient un lien juridique approprié avec une entité constitutive de l'État prédécesseur continuant de faire partie de l'État prédécesseur;

c) Ont leur résidence habituelle dans un État tiers et sont nées sur un territoire continuant de faire partie de l'État prédécesseur ou y avaient leur résidence habituelle avant de le quitter ou ont tout autre lien approprié avec cet État.

Article 26

OCTROI DU DROIT D'OPTION PAR LES ÉTATS PRÉDÉCESSEUR ET SUCCESSEUR

Les États prédécesseur et successeur accordent le droit d'option à toutes les personnes concernées visées à l'article 24 et au paragraphe 2 de l'article 25 qui remplissent les conditions requises pour posséder à la fois la nationalité de l'État prédécesseur et celle de l'État successeur ou celles de deux ou plusieurs États successeurs.

---

7. COMMISSION DES NATIONS UNIES POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL[111]

La Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) a tenu sa trente-troisième session à New York du 12 juin au 7 juillet 2000.

À cette session, la Commission a adopté le rapport du groupe de rédaction sur le projet de Convention sur la cession des créances, et a prié le Secrétariat des Nations Unies d'établir et de distribuer une version révisée du commentaire sur la Convention après que le Groupe de travail aurait achevé ses travaux sur le projet de Convention.

À sa 703e séance, la Commission a adopté le Guide législatif sur les projets d'infrastructure à financement privé et a prié le Secrétariat des Nations Unies d'en communiquer le texte aux gouvernements et autres organismes intéressés.

En ce qui concerne la question du commerce électronique, la Commission a adopté le texte des articles premier et 3 à 12 des règles uniformes. La Commission a également proposé trois sujets sur lesquels il serait souhaitable qu'elle entreprenne des travaux : les contrats électroniques; le règlement des différends; et la dématérialisation des titres représentatifs, en particulier dans l'industrie des transports.

Concernant le règlement des litiges commerciaux, la Commission a confié la tâche au Groupe de travail sur l'arbitrage, et a convenu que ce dernier devrait examiner en priorité la conciliation, la prescription de la forme écrite pour la convention d'arbitrage, la force exécutoire des mesures conservatoires et la possibilité d'exécution d'une sentence annulée dans l'État d'origine. À sa session en cours, la Commission a examiné le rapport du Groupe de travail[112] et a préconisé une coordination entre le Groupe de travail et le Groupe consultatif de la CEE pour la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international de 1961.

S'agissant de la proposition australienne relative à une loi sur l'insolvabilité, la Commission a fait sienne la recommandation du Groupe de travail en lui donnant pour mandat de présenter un exposé détaillé des principaux objectifs et des caractéristiques essentielles d'un régime solide en matière d'insolvabilité et de relations entre débiteurs et créanciers, où serait examinée notamment la restructuration extrajudiciaire, ainsi qu'un guide législatif proposant des approches souples pour la réalisation de ces objectifs et la concrétisation de ces caractéristiques, en analysant d'autres solutions possibles ainsi que leurs avantages et leurs inconvénients. Il a été convenu que le Groupe de travail devrait, ce faisant, tenir dûment compte des travaux entrepris ou achevés par d'autres organisations, y compris le FMI, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, INSOL International (Association internationale des praticiens de l'insolvabilité) et l'Association internationale du barreau.

Concernant la jurisprudence relative aux textes de la CNUDCI (CLOUT)[113], la Commission a exprimé sa reconnaissance aux correspondants nationaux pour leur précieux travail de collecte des décisions judiciaires et sentences arbitrales et de préparation des résumés. Il a été signalé que 62 États avaient nommé des correspondants nationaux alors que 26 autres ne l'avaient pas encore fait.

Dans le domaine du droit des transports, la Commission a été saisie du rapport du Secrétaire général sur les travaux futurs possibles relatifs au droit des transports[114], qui présentait l'état d'avancement des travaux réalisés par le Comité maritime international en coopération avec le Secrétariat de la Commission.

Le rapport de la Commission en date du 6 juin 2000[115] a également fourni des renseignements sur l'état des textes ci-après relatifs au droit commercial international :

a) Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises, modifiée par le Protocole de 1980—17 États parties;

b) Convention [non modifiée] sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises—24 États parties;

c) Convention des Nations Unies sur le transport des marchandises par mer, 1978 (Règles de Hambourg)—26 États parties;

d) Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, 1980—56 États parties;

e) Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux, 1988—non encore en vigueur;

f) Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international, 1991—non encore en vigueur;

g) Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit *stand-by,* 1995—5 États parties;

h) Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, 1958—121 États parties;

i) Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international, 1985—nouveau pays ayant adopté une législation fondée sur la Loi type : Macao (RAS de Chine);

j) Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux, 1992;

k) Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services, 1994;

l) Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique, 1996—nouvelles juridictions ayant adopté une législation fondée sur la Loi type : Autriche, Bermudes, France et Hong Kong (RAS de Chine). Une législation uniforme inspirée de la Loi type et ses principes a été élaborée au Canada et aux États-Unis d'Amérique;

m) Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale, 1997—nouveaux pays ayant adopté une législation fondée sur la Loi type : Érythrée et Mexique.

En ce qui concerne les sûretés, la Commission a rappelé qu'elle était l'organe juridique principal du Système des Nations Unies dans le domaine de l'unification et de l'harmonisation du droit commercial international, et a réaffirmé la tâche qui lui avait été confiée de suivre les travaux menés par d'autres organisations dans le domaine du droit commercial international en formulant, si nécessaire, des recommandations et de prendre toute autre mesure lui permettant d'exercer son mandat. S'agissant du risque de chevauchement entre les travaux de la CNUDCI dans le domaine du droit des sûretés et les travaux menés dans d'autres organisations, la Commission est convenue qu'il était possible d'éviter une telle situation par l'adoption d'une approche prudente et mesurée et une concentration de ses travaux sur certaines catégories d'investissement. Après un débat, la Commission a prié le Secrétariat des Nations

Unies de réaliser une étude dans laquelle il examinerait en détail les problèmes qui se posaient dans le domaine du droit des sûretés ainsi que les solutions possibles, aux fins d'examen par la Commission à sa trente-quatrième session en 2001.

Examen par l'Assemblée générale

Le 12 décembre 2000, l'Assemblée générale, sur la recommandation de la Sixième Commission, a adopté, sans l'avoir mise au voix, la résolution 55/151 dans laquelle elle a pris note du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa trente-troisième session. L'Assemblée a également engagé les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à répondre au questionnaire, qui leur avait été adressé par le Secrétariat, sur le régime juridique régissant la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères et, en particulier, sur la transposition dans les législations nationales de la Convention sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères de 1958 (Convention de New York)[116]. L'Assemblée a invité les États à proposer des personnes pour travailler à la fondation privée créée afin d'encourager le secteur privé à apporter un appui à la Commission.

---

8. QUESTIONS JURIDIQUES EXAMINÉES PAR LA SIXIÈME COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET PAR DES ORGANES JURIDIQUES SPÉCIAUX

En dehors du rapport de la Commission du droit international et des questions relatives au droit commercial international, qui font plus haut l'objet de sections distinctes, la Sixième Commission a, à la cinquante-cinquième session, examiné d'autres points au sujet desquels elle a soumis des recommandations à l'Assemblée générale qui a adopté, le 12 décembre 2000, les résolutions et une décision, sans les avoir mises aux voix, à l'exception de la résolution relative au terrorisme international qui a été adoptée à la suite d'un vote enregistré par 151 voix contre zéro, avec 2 abstentions.

État des Protocoles additionnels[117] *aux Conventions de Genève de 1949*[118] *relatifs à la protection des victimes des conflits armés*

L'Assemblée générale, par sa résolution 55/148, s'est félicitée de l'acception quasi universelle des Conventions de Genève de 1949, et a noté qu'une tendance analogue se dégageait en ce qui concerne l'acceptation des deux Protocoles additionnels de 1977; elle a demandé à tous

les États qui étaient déjà parties au Protocole I, ou à ceux qui n'y étaient pas parties, lorsqu'ils s'y porteraient parties, de faire la déclaration prévue à l'article 90 du Protocole. L'Assemblée a également prié tous les États qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager de devenir parties à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé de 1954[119] et à ses deux protocoles ainsi qu'aux autres traités pertinents dans le domaine du droit international humanitaire relatif à la protection des victimes des conflits armés; et elle a pris note avec satisfaction du Plan d'action adopté à la vingt-septième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui réaffirmait notamment l'importance d'une adhésion universelle aux traités de droit humanitaire et de leur application effective au niveau national.

Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires

Dans sa résolution 55/149, l'Assemblée générale a pris acte des rapports du Secrétaire général[120]; elle a demandé aux États qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager de devenir parties aux instruments concernant la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires[121].

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

L'Assemblée générale, par sa résolution 55/154, a fait siennes les recommandations et les conclusions du Comité des relations avec le pays hôte qui figurent au paragraphe 62 du rapport du Comité[122]; elle a noté que le Comité avait pris acte de l'avis émis par le Conseiller juridique le 1er septembre 2000 au sujet de la délivrance de visas aux personnes participant à des réunions qui se tiennent sous l'égide des Nations Unies[123] et que le Comité avait recommandé, à cet égard, au pays hôte de prendre en considération pour l'avenir l'avis du Conseiller juridique. L'Assemblée s'est félicitée des efforts déployés par le pays hôte, et a espéré que les problèmes évoqués lors des réunions du Comité continueraient d'être réglés dans un esprit de coopération et conformément au droit international.

Mise en place de la Cour pénale internationale

Dans sa résolution 55/155, l'Assemblée générale a de nouveau souligné l'importance historique de l'adoption du Statut de Rome de la Cour pénale internationale[124]; elle s'est félicitée des travaux considérables que la Commission préparatoire avait réalisés dans l'accomplissement de la partie de son mandat, exposé dans la résolution F, adoptée par la Conférence de Rome[125] et a noté à cet égard l'importance de la participation croissante aux délibérations du Groupe de travail sur le crime d'agression.

Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation

L'Assemblée générale, dans sa résolution 55/156, a pris acte du rapport du Comité spécial de la Charte[126]. L'Assemblée a prié le Comité spécial, à sa session de 2001, de poursuivre l'examen de toutes les propositions concernant la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales sous tous ses aspects; de continuer à examiner à titre prioritaire, la question de la mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte; de poursuivre ses travaux sur la question du règlement pacifique des différends entre États; de poursuivre l'examen des propositions concernant le Conseil de tutelle, à la lumière du rapport du Secrétaire général présenté conformément à sa résolution 50/55 du 11 décembre 1995[127], du rapport du Secrétaire général intitulé « Rénover l'Organisation des Nations Unies : un programme de réformes »[128] et de continuer à examiner, à titre prioritaire, les moyens d'améliorer ses méthodes de travail et de renforcer son efficacité. L'Assemblée a pris acte des alinéas *a* à *h* du paragraphe 33 du rapport du Secrétaire général[129], a félicité celui-ci des efforts qu'il continuait de déployer pour réduire le retard accumulé dans la publication du *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies,* et a appuyé les initiatives qu'il avait prises pour éliminer l'arriéré en ce qui concerne la publication du *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité.*

Mise en œuvre des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États touchés par l'application de sanctions

L'Assemblée générale, dans sa résolution 55/157, a de nouveau invité le Conseil de sécurité à envisager de mettre en place de nouveaux mécanismes ou procédures, selon qu'il conviendra, pour la tenue le plus tôt possible, conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, de consultations avec les États tiers qui se trouvaient ou risquaient de se trouver en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution de mesures préventives ou coercitives imposées par le Conseil en vertu du Chapitre VII de la Charte. L'Assemblée s'est félicitée des mesures que le Conseil de sécurité avait prises depuis qu'elle avait adopté la résolution 50/51 du 11 décembre 1995, la plus récente étant la décision, annoncée dans la note du Président du Conseil de sécurité en date du 17 avril 2000[130], d'établir un groupe de travail officieux du Conseil qui sera chargé de formuler des recommandations générales concernant les dispositions à prendre en vue de renforcer l'efficacité des sanctions imposées par l'Organisation des Nations Unies.

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Dans sa résolution 55/158, l'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Secrétaire général[131], le rapport du Comité spécial[132] et le rapport du Groupe de travail de la Sixième Commission constitué en application de la résolution 54/110 du 9 décembre 1999[133] a engagé tous les États qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de devenir parties aux conventions et protocoles visés au paragraphe 6 de la résolution 51/210, ainsi qu'à la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif de 1997[134] et à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme de 1999[135], et a demandé à tous les États de prendre les mesures voulues, afin de transposer ces conventions et protocoles dans leur droit interne. L'Assemblée a également réaffirmé la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international[136] et la Déclaration complétant la Déclaration de 1994[137] et a demandé à tous les États de les appliquer.

Révision du Statut du Tribunal administratif des Nations Unies

Par sa résolution 55/159, l'Assemblée générale a décidé d'apporter les modifications ci-après au Statut du Tribunal administratif des Nations Unies, avec effet le 1er janvier 2001 :

STATUT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DES NATIONS UNIES

Article premier

Le présent Statut crée un Tribunal qui portera le nom de Tribunal administratif des Nations Unies.

Article 2

1. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement des fonctionnaires du Secrétariat des Nations Unies ou des conditions d'emploi de ces fonctionnaires et pour statuer sur lesdites requêtes. Les termes « contrat » et « conditions d'emploi » comprennent toutes dispositions pertinentes du statut et du règlement en vigueur au moment de l'inobservation invoquée, y compris les dispositions du règlement des pensions du personnel.

2. Le Tribunal est ouvert :

a) À tout fonctionnaire du Secrétariat des Nations Unies, même si son emploi a cessé, ainsi qu'à toute personne qui a succédé *mortis causa* aux droits de ce fonctionnaire;

b) À toute autre personne qui peut justifier de droits résultant d'un contrat d'engagement ou de conditions d'emploi, notamment des dispositions du Statut du personnel et de tout règlement dont aurait pu se prévaloir le fonctionnaire.

3. En cas de contestation touchant sa compétence, le Tribunal décide.

4. Toutefois, le Tribunal n'est pas compétent pour connaître d'une requête si les faits qui la motivent sont antérieurs au 1er janvier 1950.

Article 3

1. Le Tribunal se compose de sept membres, tous de nationalité différente. Les membres possèdent les qualifications et l'expérience nécessaires, notamment en droit. Trois d'entre eux seulement siègent dans chaque espèce.

2. Les membres sont désignés par l'Assemblée générale pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois. Le membre désigné en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré ne l'est que pour le reste du mandat de son prédécesseur; son mandat est renouvelable une fois.

3. Le Tribunal élit parmi ses membres son président et ses deux vice-présidents.

4. Le Secrétaire général fournit au Tribunal un secrétaire et tout autre personnel jugé nécessaire.

5. Un membre du Tribunal ne peut être relevé de ses fonctions par l'Assemblée générale que si les autres membres estiment à l'unanimité qu'il n'est plus qualifié pour les exercer.

6. Un membre du Tribunal qui désire résigner ses fonctions adresse sa démission au Président du Tribunal qui la transmet au Secrétaire général. Cette dernière notification entraîne vacance du siège.

Article 4

Le Tribunal se réunit en session ordinaire aux dates fixées par son règlement, à condition qu'il y ait des affaires au rôle et que, de l'avis du Président, ces affaires justifient la tenue de la session. Le Président peut convoquer des sessions extraordinaires si les affaires inscrites au rôle le justifient.

Article 5

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies prend les mesures administratives nécessaires au fonctionnement du Tribunal.

2. Les dépenses du Tribunal sont à la charge de l'Organisation des Nations Unies.

Article 6

1. Sous réserve des dispositions du présent Statut, le Tribunal arrête son règlement.

2. Le règlement contiendra des dispositions concernant :

a) L'élection du président et des vice-présidents;

b) La composition du Tribunal pour ses sessions;

c) Les règles à suivre pour l'introduction des requêtes et le déroulement de la procédure;

d) L'intervention de personnes auxquelles le Tribunal est ouvert en vertu du paragraphe 2 de l'article 2 et dont les droits sont susceptibles d'être affectés par le jugement à intervenir;

e) L'audition, à titre d'information, de personnes qui, sans être parties au procès, ont accès au Tribunal en vertu du paragraphe 2 de l'article 2; et, d'une façon générale;

f) Toutes autres questions relatives au fonctionnement du Tribunal.

Article 7

1. Une requête n'est recevable que si le fonctionnaire intéressé a préalablement soumis le différend à l'organisme paritaire de recours prévu par le Statut du personnel et si cet organisme a communiqué son avis au Secrétaire général, sauf lorsque le Secrétaire général et le requérant sont convenus de soumettre directement la requête au Tribunal administratif.

2. Dans le cas et dans la mesure où les recommandations de l'organisme paritaire font droit à la requête présentée, une requête devant le Tribunal est recevable si le Secrétaire général :

a) A rejeté les recommandations;

b) N'a pas pris de décision dans les trente jours qui suivent la communication de l'avis; ou

c) N'a pas donné suite aux recommandations dans les trente jours qui suivent la communication de l'avis.

3. Dans le cas et dans la mesure où les recommandations faites par l'organisme paritaire et acceptées par le Secrétaire général ne font pas droit à la demande du requérant, la requête est recevable, sauf si l'organisme paritaire estime à l'unanimité qu'elle est futile.

4. La requête, pour être recevable, doit être introduite dans les quatre-vingt-dix jours à compter des dates et périodes visées au paragraphe 2 du présent article ou dans les quatre-vingt-dix jours à compter de la date où est communiqué l'avis de l'organisme paritaire dont les recommandations ne font pas droit à la requête. Si le fait rendant la requête recevable par le Tribunal, conformément aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, est antérieur à la date à laquelle la première session du Tribunal a été annoncée, le délai de quatre-vingt-dix jours commencera à courir à compter de cette date. Toutefois, ce délai sera porté à un an lorsque les héritiers d'un fonctionnaire décédé ou le représentant d'un fonctionnaire incapable de gérer ses propres affaires introduisent la requête au nom de ce fonctionnaire.

5. Le Tribunal peut, dans tout cas particulier, décider de suspendre l'application des dispositions relatives aux délais.

6. L'introduction d'une requête n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision contestée.

7. Les requêtes peuvent être introduites dans l'une quelconque des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

Article 8

Lorsque les trois membres du Tribunal qui siègent dans une espèce considèrent que celle-ci soulève un important point de droit, ils peuvent, à tout moment avant de rendre leur jugement, soumettre l'affaire à l'examen de l'ensemble du Tribunal. À cette fin, le quorum est de cinq membres.

Article 9

La procédure orale devant le Tribunal sera publique, à moins que le Tribunal ne décide que des circonstances exceptionnelles exigent qu'elle se déroule à huis clos.

Article 10

1. S'il reconnaît le bien-fondé de la requête, le Tribunal ordonne l'annulation de la décision contestée, ou l'exécution de l'obligation invoquée. En même temps, le Tribunal fixe le montant de l'indemnité qui sera versée au requérant pour le préjudice subi si, dans un délai de trente jours à compter de la notification du jugement, le Secrétaire général décide, dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, de verser une indemnité au requérant, sans qu'une nouvelle procédure soit nécessaire; toutefois, cette indemnité ne peut être supérieure au montant net du traitement de base du requérant pour une période de deux ans. Cependant, le Tribunal peut, dans des cas exceptionnels, lorsqu'il juge qu'il y a lieu de le faire, ordonner le versement d'une indemnité plus élevée. Un exposé des motifs accompagne chaque décision de ce genre prise par le Tribunal.

2. Si le Tribunal estime que la procédure prescrite par le Statut du personnel et le Règlement du personnel n'a pas été suivie, il peut, à la demande du Secrétaire général et avant de statuer au fond, ordonner le renvoi de l'affaire pour que la procédure requise soit suivie ou reprise. Lorsqu'il décide de renvoyer une affaire, le Tribunal peut ordonner le

paiement au requérant d'une indemnité en réparation de tout préjudice subi par suite de retard imputable à la procédure suivie; cette indemnité ne peut être supérieure au montant net du traitement de base pour une période de trois mois.

3. Lorsqu'il y a lieu à indemnité, celle-ci est fixée par le Tribunal et versée par l'Organisation des Nations Unies ou, le cas échéant, par l'institution spécialisée à laquelle la compétence du Tribunal s'étend aux termes de l'article 14.

Article 11

1. Le Tribunal décide à la majorité des voix.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 12, les jugements du Tribunal sont définitifs et sans appel.

3. Les jugements sont motivés.

4. Les jugements sont rédigés dans l'une quelconque des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies, en deux originaux qui sont déposés aux archives du Secrétariat des Nations Unies.

5. Il est remis une expédition de jugement à chacune des parties. Il en est également remis copie, sur requête, à tout intéressé.

Article 12

Le Secrétaire général ou le requérant peut demander au Tribunal la révision d'un jugement en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé du jugement, était inconnu du Tribunal et de la partie qui demande la révision, sans qu'il y ait eu faute à l'ignorer. La demande doit être formée dans le délai de trente jours après la découverte du fait et dans le délai d'un an à dater du jugement. Le Tribunal peut, à tout moment, soit d'office, soit sur la demande de l'une des parties, rectifier, dans ses jugements, toute erreur matérielle ou erreur de calcul, ou toute erreur résultant d'une inadvertance ou d'une omission.

Article 13

Le présent Statut peut être amendé par décision de l'Assemblée générale.

Article 14

1. La compétence du Tribunal sera étendue au personnel du Greffe de la Cour internationale de Justice à la suite d'un échange de lettres entre le Président de la Cour et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies établissant les conditions pertinentes.

2. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies par une décision du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies qui sont introduites devant le Tribunal :

a) Par tout fonctionnaire d'une organisation affiliée qui a accepté la juridiction du Tribunal dans les affaires concernant la Caisse, si le fonctionnaire remplit les conditions requises à l'article 21 des Statuts de la Caisse pour être admis à participer à la Caisse, et ce, même si son emploi a cessé, ou par toute personne qui a succédé *mortis causa* aux droits de ce fonctionnaire;

b) Par toute autre personne qui, du fait de la participation à la Caisse d'un fonctionnaire d'une organisation affiliée, peut justifier de droits résultant des Statuts de la Caisse.

3. La compétence du Tribunal peut être étendue à toute institution spécialisée reliée à l'Organisation des Nations Unies conformément aux Articles 57 et 63 de la Charte, dans des conditions à fixer par un accord que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conclura avec elle à cet effet. Pareil accord prévoira expressément que cette

institution sera liée par les décisions du Tribunal et qu'elle sera chargée du paiement de toute indemnité allouée à un de ses fonctionnaires par le Tribunal. Dans l'accord figureront notamment des dispositions relatives à la participation de l'institution aux arrangements administratifs visant le fonctionnement du Tribunal et à sa contribution aux dépenses du Tribunal.

4. La compétence du Tribunal peut être étendue également, moyennant l'approbation de l'Assemblée générale, à toute autre organisation ou entité internationale créée par un traité et affiliée au régime commun des conditions d'emploi, dans les conditions fixées dans un accord spécial conclu entre l'organisation ou l'entité concernée et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Pareil accord prévoira expressément que l'organisation ou l'entité concernée sera liée par les décisions du Tribunal et qu'elle sera chargée du paiement de toute indemnité allouée à un de ses fonctionnaires par le Tribunal. Dans l'accord figureront notamment des dispositions relatives à la participation de cette organisation ou entité aux arrangements administratifs visant le fonctionnement du Tribunal et à sa contribution aux dépenses du Tribunal.

Statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale, par ses résolutions 55/160 et 55/161, a décidé d'inviter la Banque interaméricaine de développement et la communauté économique des États de l'Afrique centrale, respectivement, à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale en qualité d'observateur.

Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international.

L'Assemblée générale, par sa décision 55/428, a décidé de reprendre l'examen des aspects juridiques des relations économiques internationales à sa cinquante-huitième session.

---

9. INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA FORMATION ET LA RECHERCHE[138]

Au cours de la période considérée, l'UNITAR a continué d'offrir des programmes de formation à la carte, y compris dans les domaines de la diplomatie multilatérale et de la gestion des affaires internationales et des programmes de renforcement des capacités dans le domaine du développement social et économique. L'UNITAR a mis au point des programmes de formation destinés aux diplomates en poste à New York, et de juillet 2000 à juin 2002, le Bureau de New York a organisé 66 activités de formation.

Voici quelques exemples d'activités de formation organisées en 2000 : UNITAR WTO Workshop (tenu au Tadjikistan); UNITAR/UNOPS Environmental Law Briefing—Part I (tenu à New York); UNITAR Workshop for African Diplomats on the Legal Aspects of External Debt Management and Negotiation (tenu à New York); UNITARD/Carl Duisberg Gesellschaft Workshop for the Lao People's Democratic Republic on Implementation of Multilateral Agreements (tenu en Républi-

que démocratique populaire lao); Workshop on Negotiation of International Legal Instruments: Methods and Techniques (tenu à New York); et WIPO/UNITAR Series on Intellectual property—Challenges and opportunities in the 21st Century (tenu à New York).

Examen par l'Assemblée générale

L'Assemblée générale, le 20 décembre 2000, sur la recommandation de la Deuxième Commission, a adopté, sans l'avoir mise aux voix, la résolution 55/208 dans laquelle elle a réaffirmé l'importance d'une démarche coordonnée à l'échelle du Système des Nations Unies en matière de recherche et de formation, fondée sur une stratégie cohérente et bien conçue et sur une répartition rationnelle des tâches entre les institutions et organes concernés et a souligné l'importance pour l'Institut de renforcer encore sa coopération avec les autres instituts des Nations Unies et les instituts nationaux, régionaux et internationaux appropriés. L'Assemblée a également demandé au Conseil d'administration de l'UNITAR de déployer des efforts accrus pour faire appel à des experts de pays en développement et de pays en transition pour élaborer des matériels pédagogiques adaptés à ses programmes et activités, et a souligné que les cours de l'Institut devraient essentiellement porter sur le développement.

B.—Aperçu général des activités juridiques des organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies

1. ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

a) Composition de l'Organisation

1. Par une communication en date du 29 décembre 1999, dont l'original a été reçu le 3 février 2000, le Gouvernement de Kiribati, État Membre de l'Organisation des Nations Unies, a communiqué au Directeur général son acceptation formelle des obligations découlant de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail. Conformément au paragraphe 3 de l'article premier de la Constitution de l'OIT, Kiribati est devenu membre de l'Organisation internationale du Travail le 3 février 2000.

2. Par une lettre en date du 22 novembre 2000, reçue le 24 novembre, le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie, État Membre de l'Organisation des Nations Unies, a communiqué au Directeur général son acceptation formelle des obligations découlant de

la Constitution de l'OIT. Conformément au paragraphe 3 de l'article 1 de la Constitution, la République fédérale de Yougoslavie est devenue membre de l'OIT le 24 novembre 2000. Suite à la position adoptée par le Conseil d'administration du BIT en 1993[139], il a été convenu que tant que la République fédérale de Yougoslavie ne serait pas reconnue par les Nations Unies comme le successeur de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie ou qu'elle ne deviendrait pas un nouveau membre de l'OIT, l'ex République socialiste fédérative de Yougoslavie resterait sur la liste des États membres de l'OIT. Elle a été supprimée de la liste des membres le 24 novembre 2000, date à laquelle la République fédérale de Yougoslavie est devenue membre de l'OIT.

b) Normes internationales du travail

3. La Conférence internationale du Travail (CIT), dont la 88e session s'est tenue à Genève du 30 mai au 15 juin 2000, a adopté la Convention et la Recommandation sur la protection de la maternité[140].

4. À la même session, la CIT a décidé de se retirer de la Convention sur la durée du travail (mines de charbon), 1931, de la Convention (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935, de la Convention de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936, de la Convention de réduction de la durée du travail (textile), 1937, et de la Convention sur les travailleurs migrants, 1939[141].

c) Résolutions

5. La Conférence internationale du Travail a adopté, le 14 juin 2000, une résolution intitulée « Résolution relative aux mesures recommandées par le Conseil d'administration au titre de l'article 33 de la Constitution de l'OIT au sujet du Myanmar »[142], dont le texte est le suivant :

> « *La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,*
>
> « *Réunie* en sa quatre-vingt-huitième session à Genève du 30 mai au 15 juin 2000,
>
> « *Considérant* les propositions dont elle est saisie par le Conseil d'administration dans le cadre de la huitième question à son ordre du jour (Compte rendu provisoire n° 4) en vue de l'adoption, en application de l'article 33 de la Constitution de l'OIT, de mesures visant à assurer l'exécution des recommandations de la Commission d'enquête établie pour examiner le respect par le Myanmar de ses obligations aux termes de la Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930,

« *Ayant pris connaissance* des éléments additionnels d'information contenus dans le rapport de la mission de coopération technique du BIT dépêchée à Yangon du 23 au 27 mai 2000 (Compte rendu provisoire n° 8) et, en particulier, de la lettre du 27 mai 2000 du Ministre du travail au Directeur général qui en est le résultat,

« *Considérant* que, si cette lettre contient des éléments qui semblent refléter des intentions encourageantes des autorités du Myanmar de prendre des mesures en vue de donner effet aux recommandations de la Commission d'enquête, la situation de fait sur laquelle s'est fondé le Conseil d'administration pour formuler ses recommandations n'en demeure pas moins inchangée à ce jour,

« *Estimant* que la Conférence ne saurait, sans manquer à ses responsabilités à l'égard des travailleurs victimes des diverses formes de travail forcé ou obligatoire, renoncer à l'application immédiate des mesures recommandées par le Conseil d'administration, à moins qu'une action prompte et concrète des autorités du Myanmar pour établir le dispositif nécessaire à la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête donne la garantie qu'il sera porté remède de manière plus rapide, et dans des conditions globalement plus satisfaisantes pour tous, à la situation desdits travailleurs,

« 1. *Approuve*, en principe, sous réserve des conditions énoncées au point 2 ci-dessous, les mesures recommandées par le Conseil d'administration, à savoir :

« *a*) Décider que la question de la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête et de l'application de la Convention n° 29 par le Myanmar fasse l'objet d'une séance spécialement consacrée à cet effet de la Commission de l'application des conventions et recommandations lors des futures sessions de la Conférence internationale du travail et tant qu'il n'est pas avéré que ce membre se soit acquitté de ses obligations;

« *b*) Recommander à l'ensemble des mandats de l'Organisation, gouvernements, employeurs et travailleurs :

« i) D'examiner, à la lumière des conclusions de la Commission d'enquête, les relations qu'ils peuvent entretenir avec l'État membre concerné et de prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par ledit membre pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire visé par la Commission d'enquête et afin de contribuer dans toute la mesure possible à la mise en œuvre de ses recommandations;

« ii) De faire rapport au Conseil d'administration de manière et à intervalles appropriés;

« *c*) Concernant les organisations internationales, inviter le Directeur général :

« i) À informer les organisations internationales visées au paragraphe 1 de l'article 12 de la Constitution, du manquement constaté;

« ii) À prier les instances compétentes de ces organisations d'examiner, dans le cadre de leur mandat et à la lumière des conclusions de la Commission d'enquête, la coopération qu'elles peuvent entretenir avec le membre concerné et, le cas échéant, de mettre fin le plus rapidement possible à toute activité qui pourrait avoir pour effet de conforter, directement ou indirectement, le travail forcé ou obligatoire;

« *d*) Concernant plus spécifiquement l'Organisation des Nations Unies, inviter le Directeur général à demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour de la session de juillet 2001 du Conseil économique et social, qui concernerait le non-respect par le Myanmar des recommandations contenues dans le rapport de la Commission d'enquête et viserait l'adoption de recommandations adressées soit par le Conseil, soit par l'Assemblée générale, soit par les deux, aux gouvernements et aux autres institutions spécialisées et incluant des demandes analogues à celles proposées aux alinéas *b* et *c* ci-avant;

« *e*) Inviter le Directeur général à présenter de manière et à intervalles appropriés un rapport au Conseil d'administration sur les actions entreprises suite aux démarches visées aux alinéas *c* et *d* précédents et à informer les organisations internationales concernées de tout développement survenu dans la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête par le Myanmar.

« 2. *Décide* que ces mesures prendront effet le 30 novembre 2000 sauf si, avant cette date, le Conseil d'administration a pu se convaincre que les intentions manifestées par le ministre du travail du Myanmar dans sa lettre du 27 mai 2000 se sont traduites en un dispositif d'ensemble législatif, gouvernemental et administratif suffisamment concret et détaillé pour montrer que les recommandations de la Commission d'enquête ont été mises en œuvre, et que l'application de l'une ou plusieurs de ces mesures devienne de ce fait inappropriée.

« 3. *Autorise* le Directeur général à répondre positivement à toute demande du Myanmar qui aurait pour seul objet de mettre sur

pied, dans les délais voulus, le dispositif évoqué dans les conclusions de la mission de coopération technique du BIT (points i, ii, iii, *Compte rendu provisoire* n° 8, p. 8/12), avec l'appui d'une présence durable de l'OIT sur place si le Conseil d'administration confirme que les conditions se trouvent réunies pour qu'une telle présence puisse être réellement utile et efficace. »

6. La CIT a également adopté, le 12 juin 2000, une « résolution relative au dépôt par l'OIT d'un acte de confirmation formelle de la Convention de Vienne de 1986 sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales »[143], qui autorise le Directeur général à effectuer le dépôt de cet acte au nom de l'OIT.

d) Autres

7. La Commission d'experts pour l'application des conventions et des recommandations s'est réunie du 23 novembre au 8 décembre 2000 à Genève et a adopté son rapport[144] à la 89e session de la Conférence internationale du Travail (2001).

8. Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, réuni à Genève, a adopté des amendements à la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, à sa 279e session (novembre 2000)[145].

9. Le Conseil d'administration a examiné des réclamations présentées en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, alléguant l'inexécution de la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, par la Colombie[146]; de la Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949, par la République tchèque[147]; de la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, par le Danemark[148]; de la Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, par l'Équateur[149]; de la Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982, par la Turquie[150].

10. Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, réuni à Genève, a examiné et adopté les rapports suivants de son Comité de la liberté syndicale : 320e rapports (277e session, mars 2000), 321e et 322e rapports[151] (278e session, juin 2000)[152]; et 323e rapport (279e session, novembre 2000)[153].

11. Le Groupe de travail sur la dimension sociale de la libéralisation du commerce international institué par le Conseil d'administration du BIT s'est réuni deux fois en 2000 à l'occasion de la 277e session (mars 2000)[154] et de la 279e session (novembre 2000)[155] du Conseil d'administration.

12. Le Groupe de travail sur la politique de révision des normes de la Commission des questions juridiques et des normes internationales du travail du Conseil d'administration s'est réuni lors des 277e (mars 2000)[156] et 279e (novembre 2000)[157] sessions du Conseil d'administration.

---

2. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

a) Règlements internationaux

i) *Entrée en vigueur des instruments adoptés antérieurement*

Pendant la période à l'étude, aucune convention ou accord multilatéral adopté sous les auspices de l'UNESCO n'est entré en vigueur.

ii) *Proposition concernant la préparation de nouveaux instruments*

En 2000, des travaux préparatoires ont été entrepris sur un projet de convention sur la protection du patrimoine culturel subaquatique et sur un projet de recommandation sur la promotion et l'usage du multilinguisme et l'accès universel au cyberspace. Les propositions en vue de l'adoption de ces deux nouveaux instruments sont inscrites à l'ordre du jour provisoire de la 31e session de la Conférence générale (octobre-novembre 2001).

b) Droits de l'homme

Examen des cas et questions concernant l'exercice des droits de l'homme relevant de la compétence de l'UNESCO

Le Comité sur les conventions et recommandations s'est réuni en séance privée au siège de l'UNESCO du 9 au 11 mai et du 3 au 5 octobre 2000 en vue d'examiner les communications qui lui avaient été transmises conformément à la décision 104 EX/3.3 du Conseil exécutif.

a) À sa session de mai 2000, le Comité a été saisi de 25 communications, dont 4 ont été étudiées sous l'angle de leur recevabilité, 5 l'ont été quant au fond et 16 étant examinées pour la première fois. Une communication a été déclarée irrecevable et cinq ont été éliminées de la liste du fait qu'elles ont été considérées comme ayant été réglées ou comme ne paraissant pas, après examen au fond, appeler d'autre suite. L'examen de 23 communications a été suspendu. Le Comité a présenté son rapport au Conseil exécutif lors de sa 159e session.

À sa session d'octobre, le Comité a examiné 22 communications, dont 14 ont été étudiées sous l'angle de leur recevabilité, 5 l'ont été

quant au fond et 3 étant examinées pour la première fois. Une communication a été déclarée irrecevable et quatre ont été éliminées de la liste du fait qu'elles ont été considérées comme ayant été réglées ou comme ne paraissant pas, après examen au fond, appeler d'autre suite. L'examen de 17 communications a été suspendu. Le Comité a présenté son rapport au Conseil exécutif lors de sa 160e session.

c) Activités relatives au droit d'auteur

i) L'UNESCO, qui assure les services de secrétariat au Comité intergouvernemental du droit d'auteur, a organisé sa douzième session ordinaire au siège de l'UNESCO du 18 au 22 juin 2000. Le Comité a examiné de manière approfondie, entre autres, les questions juridiques suivantes :

— Le rôle des serveurs et des fournisseurs d'accès dans les transmissions numériques et leur responsabilité en matière de droit d'auteur[158];

— L'expérience internationale des modalités de règlement des conflits liés au droit d'auteur dans l'environnement numérique[159];

— Les aspects pratiques d'exercice du droit de suite, y compris dans l'environnement numérique et ses effets sur l'évolution du marché de l'art au niveau international et sur l'amélioration de la protection des artistes plasticiens[160].

Les réflexions et les conclusions que le Comité a formulées à la fin du débat sur chacun des points seront publiées dans le *Bulletin du droit d'auteur* de l'UNESCO[161].

ii) L'UNESCO a élaboré des dispositions modèles pour la protection de la culture traditionnelle et populaire (folklore) à l'intention des États de la région du Pacifique.

iii) L'UNESCO a publié, en anglais et en français, le *Guide sur la gestion collective des droits d'auteur.* Ce guide vise à assister les créateurs de productions intellectuelles en établissant une gestion collective de leurs droits dans des sociétés où ces organisations n'existent pas ou à améliorer le fonctionnement de sociétés déjà existantes mais dont l'efficacité fait défaut.

---

3. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

a) Questions constitutionnelles et juridiques

La République fédérale de Yougoslavie est devenue membre de l'Organisation mondiale de la santé le 28 novembre. À la fin de 2000, l'OMS comptait 191 États membres et deux membres associés.

Les amendements aux articles 24 et 25 de la Constitution, adoptés en 1998 par la cinquante et unième Assemblée mondiale de la santé visant à augmenter de 32 à 34 le nombre de membres au Conseil exécutif, ont été acceptés par 67 États membres le 31 décembre 2000. L'amendement à l'article 7 de la Constitution, adopté en 1965 par la dix-huitième Assemblée mondiale de la santé visant à permettre à l'Assemblée de suspendre certains droits aux États membres pratiquant la discrimination raciale, a été accepté par 72 États membres le 31 décembre 2000. L'amendement à l'article 74 de la Constitution, adopté en 1978 par la trente et unième Assemblée mondiale de la santé visant à établir l'arabe comme l'une des langues originales de la Constitution, a été accepté par 61 États membres le 31 décembre 2000. Les deux tiers des États membres sont requis pour l'entrée en vigueur des amendements.

La cinquante-troisième Assemblée mondiale de la santé, par sa résolution WHA53.9 du 20 mai 2000, a autorisé le Directeur général à déposer auprès du Secrétaire général des Nations Unies un instrument de confirmation formelle de la Convention de Vienne de 1986 sur le droit des traités entre des États et des organisations internationales ou entre des organisations internationales. Le dépôt de l'instrument de confirmation formelle a pris effet le 22 juin 2000.

La cinquante-troisième Assemblée mondiale de la santé, à la même date, a également adopté la résolution WHA53.13, intitulée « Aligner la participation de la Palestine à l'Organisation mondiale de la santé sur sa participation à l'Organisation des Nations Unies ». Par cette résolution, l'Assemblée a décidé de conférer à la Palestine, en sa qualité d'observateur à l'Assemblée mondiale de la santé et autres réunions de l'Organisation mondiale de la santé, les droits et privilèges décrits dans l'annexe à la résolution 52/250 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 7 juillet 1998.

Un accord fondé sur l'Accord de base pour l'établissement de la coopération consultative technique a été conclu en 2000 avec le Gouvernement sud-africain.

b) Législation sanitaire

Par sa résolution WHA52.18 du 24 mai 1999, la cinquante-deuxième Assemblée mondiale de la santé a créé un groupe de travail et

un organe intergouvernemental de négociation pour rédiger et négocier une convention-cadre pour la lutte antitabac et d'éventuels protocoles y relatifs. À la suite de sa première réunion en 1999, le Groupe de travail a fait rapport sur les progrès réalisés dans le développement des projets d'éléments proposés de la Convention au Conseil exécutif à sa 105e session, qui s'est tenue du 15 au 23 janvier 2001. La deuxième et dernière réunion du Groupe de travail s'est tenue du 27 au 29 mars 2000. Des représentants de 153 États membres et de la Communauté européenne ont participé à la réunion de même que des observateurs du Saint-Siège, de la Palestine, d'organisations du Système des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Les documents du Groupe de travail ont constitué les projets d'éléments proposés pour la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Le Groupe de travail a complété ses travaux et a soumis un rapport à la cinquante-troisième Assemblée mondiale de la santé, qui s'est tenue du 15 au 20 mai 2000.

La cinquante-troisième Assemblée mondiale de la santé a examiné le rapport du Groupe de travail et, par sa résolution WHA53.16 du 20 mai 2000, a lancé officiellement les négociations sur la Convention par l'intermédiaire de l'Organe intergouvernemental de négociation. Elle a salué les travaux accomplis par le Groupe de travail, reconnaissant que les projets d'éléments proposés pour une Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac constituaient une base solide à l'Organe intergouvernemental de négociation pour entamer ses négociations. L'Organe de négociation a été invité à engager les négociations en mettant un accent prioritaire sur le projet de Convention, sans préjudice des discussions futures sur d'éventuels protocoles y relatifs. Il a été prié de faire rapport sur le processus de négociations à la cinquante-quatrième Assemblée mondiale de la santé.

Des négociations formelles de la Convention ont commencé dans le cadre de la première session de l'Organe intergouvernemental de négociation qui a eu lieu du 16 au 21 octobre 2000. Des représentants de 148 États membres, ainsi que des observateurs de la Communauté européenne, six organisations du Système des Nations Unies, trois représentants d'autres organisations intergouvernementales et 25 d'organisations non gouvernementales ont participé à la session. Les projets d'éléments proposés préparés par le Groupe de travail ont été acceptés comme constituant les éléments de base pour les négociations. Dans le but d'accélérer les négociations, trois groupes de travail ont été créés en vue d'élaborer des textes, rechercher des solutions et réduire le nombre d'options. Chaque groupe de travail a été chargé d'un certain nombre de dispositions fonctionnelles connexes qui, une fois rassemblées, constitueront la plus grande partie du texte de la Convention-cadre. L'un des principaux résultats de la première session a été l'accord visant à confier au Président de l'Organe de négociation la préparation du texte de la

Convention. Le texte devrait être élaboré à partir des projets d'éléments proposés de la Convention et des propositions présentées pendant la première session de l'Organe intergouvernemental de négociation. Le texte devrait être prêt pour examen à la deuxième session de l'Organe intergouvernemental de négociation.

L'OMS a organisé ou appuyé un certain nombre de réunions techniques relatives à la négociation de la Convention-cadre pour la lutte antitabac. Par exemple, en janvier 2000, le bureau régional pour l'Asie du Sud-Est a organisé et accueilli conjointement à Jakarta une conférence intitulée « Conférence internationale sur la lutte antitabac : vers une convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac ».

En décembre 2000, 162 États membres de l'OMS (85 % sur un total de 191 États membres) ont indiqué à l'OMS avoir pris des mesures afin de donner effet aux buts et principes du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, adopté par l'Assemblée mondiale de la santé en 1981. Ces mesures comprenaient l'adoption, ou la révision et le renforcement de ceux déjà existants, de nouvelles législations, réglementations, de nouveaux codes nationaux et lignes directrices pour la santé des travailleurs et des distributeurs, d'accords avec les manufacturiers, ainsi que le suivi et l'établissement de mécanismes de rapport. En 2000, l'Afrique du Sud, l'Angola, le Ghana, la Grèce, le Kazakhstan et la République-Unie de Tanzanie ont fourni des informations sur de nouvelles mesures ou des mesures révisées, pendant que l'OMS répondait aux demandes d'appui technique connexe émanant de l'Australie, du Cambodge, de la Nouvelle-Zélande et d'Oman.

L'OMS a également participé à tous les préparatifs de la Convention révisée concernant la protection de la maternité et à une recommandation connexe qui ont été adoptées par la Conférence internationale du travail à sa 88e session en juin 2000. L'OMS a joué un rôle déterminant dans la présentation de témoignage sur la protection de la santé maternelle et la promotion de l'allaitement maternel ce qui a grandement contribué au renforcement de la Convention de 1952 par l'inclusion d'une nouvelle disposition sur la protection contre des agents dangereux, une augmentation de la durée minimum du congé de maternité de 12 à 14 semaines, le renforcement du droit aux pauses d'allaitement rémunérées et l'application de la Convention aux femmes occupant des emplois atypiques.

En 2000, le siège et les bureaux régionaux de l'OMS ont fourni une coopération technique à plusieurs États membres en matière de développement, d'évaluation et de révision dans divers domaines de la législation sanitaire. Par exemple, le Département du financement et de l'administration de la santé au siège a organisé un programme d'étude sur la législation sanitaire destiné à de hauts fonctionnaires du Ministère de la santé du Maroc en février 2000, ainsi qu'un séminaire sur l'élaboration d'une législation sanitaire régionale et un examen de la législation

relative à l'euthanasie en Fédération de Russie en mars 2000. Le bureau régional du Pacifique occidental a organisé un séminaire régional sur une législation sanitaire dans les pays des Îles du Pacifique à Tonga en octobre 2000, et a fourni des avis au Gouvernement mongolien sur la rédaction d'une politique nationale sur les drogues et d'amendements à la législation sur les drogues en ce qui concerne les produits pharmaceutiques et thérapeutiques.

---

4. BANQUE MONDIALE

a) Composition de la BIRD, de la SFI et de l'IDA

Le 21 septembre 2000, Saint-Marin est devenu membre de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. La Société financière internationale et l'Association internationale de développement n'ont accueilli aucun nouveau membre en 2000.

b) Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)

En 2000, les États suivants sont devenus membres de l'Agence : la République démocratique populaire lao (5 avril 2000), la République centrafricaine (8 septembre 2000) et la Thaïlande (20 octobre 2000).

c) Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

En 2000, les États suivants sont devenus membres du CIRDI : l'Ukraine (7 juillet 2000), l'Uruguay (8 septembre 2000) et le Kazakhstan (21 octobre 2000).

Différends soumis au Centre

En 2000, une procédure d'arbitrage a été engagée en vertu de la Convention du CIRDI dans neuf nouvelles affaires : *Zhinvali Development Ltd.* c. *Republic of Georgia* (affaire n° ARB/00/1); *Mihaly International Corporation* c. *Democratic Socialist Republic of Sri Lanka* (affaire n° ARB/00/2); *GRAD Associates, P.A.* c. *Bolivarian Republic of Venezuela* (affaire n° ARB/00/3); *Salini Costruttori S.p.A. and Italstrade S.p.A* c. *Kingdom of Morocco* (affaire n° ARB/00/4); *Autopista Concesionada de Venezuela, C.A.* c. *Bolivarian Republic of Venezuela*

(affaire n° ARB/00/5); *Consortium R.F.C.C.* c. *Kingdom of Morocco* affaire n° ARB/00/6); *World Duty Free Company Limited* c. *Republic of Kenya* (affaire n° ARB/00/7); *Ridgepointe Overseas Development, Ltd.* c. *Democratic Republic of the Congo* (affaire n° ARB/00/8); *Generation Ukraine* c. *Ukraine* (affaire n° ARB/00/9).

Des procédures d'arbitrage ont été engagées en vertu des règles du mécanisme supplémentaire du CIRDI dans les affaires suivantes : *ADF Group Inc.* c. *United States of America* (affaire n° ARB(AF)/00/1); *Técnicas Medioambientales Tecmed, S.A.* c. *United Mexican States* (affaire n° ARB(AF)/00/2); *Waste Management, Inc.* c. *United Mexican States* (affaire n° ARB(AF)/00/3).

Une procédure (*Lanco International, Inc.* c. *Argentine Republic* (affaire n° ARB/97/6)) a été suspendue et un recours en annulation a été enregistré en ce qui concerne une sentence rendue dans une procédure (*Philippe Gruslin* c. *Malaysia* (affaire n° ARB/99/3)). En outre, 11 procédures ont été closes à la suite du prononcé des sentences dans les affaires suivantes : *Compañia del Desarrollo de Santa Elena S.A.* c. *Republic of Costa Rica* (affaire n° ARB/96/1); *Société d'Investigation de Recherche et d'Exploitation Minière (SIREXM)* c. *Burkina Faso* (affaire n° ARB/97/1); *Compañia de Aguas del Aconquija S.A. and Vivendi Universal* c. *Argentine Republic* (affaire n° ARB/97/3); *Emilio Agustín Maffezini* c. *Kingdom of Spain* (affaire n° ARB/97/7); *Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles* c. *République de la Côte d'Ivoire* (affaire n° ARB/97/8); *Metalclad Corporation* c. *United Mexican States* (affaire n° ARB(AF)/97/1); *Wena Hotels Limited* c. *Arab Republic of Egypt* (affaire n° ARB/98/4); *Banro American Resources, Inc. and Société Aurifère du Kivu et du Maniema S.A.R.L.* c. *Democratic Republic of the Congo* (affaire n° ARB/98/7); *Joseph C. Lemire* c. *Ukraine* (affaire n° ARB(AF)/98/1); *Waste Management, Inc.* c. *United Mexican States* (affaire ARB(AF)/98/2); *Astaldi S.p.A. & Columbus Latinoamericana de Construcciones S.A.* c. *República de Honduras* (affaire n° ARB/99/8).

En date du 31 décembre 2000, les 16 autres affaires suivantes étaient en instance devant le Centre : *Misima Mines Pty. Ltd.* c. *Independent State of Papua New Guinea* (affaire n° ARB/96/2); *Československá obchodní banka, a.s.* c. *Slovak Republic* (affaire n° ARB/97/4); *Houston Industries Energy, Inc. and others* c. *Argentine Republic* (affaire n° ARB/98/1); *Victor Pey Casado and President Allende Foundation* c. *Republic of Chile* (affaire n° ARB/98/2); *International Trust Company of Liberia* c. *Republic of Liberia* (affaire n° ARB/98/3); *Eduardo A. Olguín* c. *Republic of Paraguay* (affaire n° ARB/98/5); *Compagnie Minière Internationale Or S.A.* c. *Republic of Peru* (affaire ARB/98/6); *Tanzania Electric Supply Company Limited* c. *Independent Power Tanzanie Limited* (affaire n° ARB/98/8); *The Loewen Group, Inc. and Raymond L. Loewen* c. *United States of America* (affaire ARB(AF)/98/3); *Alex Genin*

and others c. *Republic of Estonia* (affaire n° ARB/99/2); *Empresa Nacional de Electricidad S.A.* c. *Argentine Republic* (affaire n° ARB/99/4); *Alimenta S.A.* c. *Republic of the Gambia* (affaire n° ARB/99/5); *Middle East Cement Shipping and Handling Co. S.A.* c. *Arab Republic of Egypt* (affaire n° ARB/99/6); *Patrick Mitchell* c. *Democratic Republic of the Congo* (affaire n° ARB/99/7); *Marvin Roy Feldman Karpa* c. *United Mexican States* (affaire n° ARB(AF)/99/1); *Mondev International Ltd.* c. *United States of America* (affaire n° ARB(AF)/99/2).

---

5. ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

a) Composition

Le 14 décembre 2000, la République fédérale de Yougoslavie a déposé auprès du Gouvernement des États-Unis d'Amérique sa notification d'adhésion à la *Convention relative à l'aviation civile internationale.* Cette adhésion a pris effet le 13 janvier 2001, portant ainsi à 186 le nombre des États contractants de l'Organisation.

b) Autres événements juridiques importants

i) *Programme des travaux du Comité juridique et réunions juridiques*

La 31e session du Comité juridique s'est tenue au siège de l'OACI à Montréal du 28 août au 8 septembre. Le Comité a principalement étudié la question des garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (matériels d'équipement aéronautiques), au sujet de laquelle il a approuvé le texte d'un projet de Convention et le texte d'un projet de Protocole et recommandé la convocation d'une conférence diplomatique en vue de leur adoption (voir le point 3 ci-dessous).

Suite à la 31e session du Comité juridique et à une décision prise par le Conseil le 24 novembre 2000, à sa 161e session, le programme général des travaux du Comité juridique est le suivant :

1) Examen, en ce qui concerne les systèmes de communications, navigation et surveillance/gestion du trafic aérien (CNS/ATM), y compris les systèmes mondiaux de satellites de navigation (GNSS), de la création d'un cadre juridique;

2) Actes ou délits qui inquiètent la communauté aéronautique internationale et qui ne sont pas prévus dans les instruments de droit aérien existants;

3) Garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (matériels d'équipement aéronautiques);

4) Examen de la modernisation de la *Convention relative aux dommages causés aux tiers à la surface par des aéronefs étrangers,* signée à Rome le 7 octobre 1952;

5) Examen de la question de la ratification des instruments de droit aérien international;

6) *Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*—incidences éventuelles sur la *Convention relative à l'aviation civile internationale,* sur ses annexes et sur d'autres instruments de droit aérien international.

Pour ce qui est du point 1, le Groupe d'étude du Secrétariat sur les aspects juridiques des systèmes CNS/ATM a tenu ses troisième et quatrième réunions à Montréal, du 10 au 12 mai et les 14 et 15 décembre, respectivement. Lors de ces réunions, il a discuté des implications de l'article 28 de la *Convention relative à l'aviation civile internationale* dans le contexte du GNSS, des questions liées à l'accessibilité universelle et à la continuité des services GNSS, et d'autres principes juridiques relatifs aux communications par satellite et à l'intervention illicite dans les systèmes CNS/ATM.

En ce qui concerne le point 2, le Groupe d'étude du Secrétariat sur les passagers indisciplinés a tenu sa troisième réunion les 10 et 11 février et sa quatrième réunion les 26 et 27 octobre, à Montréal. Il a finalisé un projet de liste d'infractions et un projet de clause juridictionnelle, et incorporé ces deux documents dans un projet de législation type sur les infractions commises à bord des aéronefs civils par des passagers indisciplinés ou perturbateurs.

Pour ce qui est du point 3, le Sous-Comité du Comité juridique de l'OACI sur l'étude des garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles (matériels d'équipement aéronautiques) a tenu une troisième session conjointe avec un Comité d'experts gouvernementaux de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), qui a eu lieu à Rome du 20 au 31 mars, et a achevé son examen des textes d'un projet de Convention et d'un projet de Protocole. Ces textes ont été examinés par le Comité juridique à sa 31e session et soumis au Conseil avec une recommandation visant à convoquer une conférence diplomatique en vue de leur adoption. Lors de sa 161e session, le Conseil a décidé, en principe, de convoquer une conférence diplomatique en 2001 sous les auspices conjointes de l'OACI et d'UNIDROIT.

ii) *Règlement des différends*

Le 14 mars, le Gouvernement des États-Unis d'Amérique a soumis une Requête et un Mémoire conformément à l'article 84 de la *Conven-*

tion relative à l'aviation civile internationale et au *Règlement pour la solution des différends,* demandant une décision du Conseil sur un différend avec 15 États européens au sujet du Règlement du Conseil de l'Europe (CE) n° 925/1999 (« Dispositifs d'insonorisation »).

Le 19 juillet, les défendeurs ont soumis un Mémoire d'exceptions préliminaires contestant la compétence du Conseil en la matière, qui a été suivi d'une réponse soumise par les États-Unis le 15 septembre. Le 16 novembre, à la 6e séance de sa 161e session, le Conseil a pris une décision unanime (avec trois abstentions) rejetant les deux premières objections préliminaires et joignant la troisième au fond. Le Conseil a également décidé d'inviter les Parties à poursuivre leurs négociations directes, en se servant des bons offices du Président du Conseil comme conciliateur, s'ils y consentent, questions qui seront réexaminées à sa 163e session. Suite à cette décision, et suivant les procédures applicables, les défendeurs ont soumis un contre-mémoire le 1er décembre 2000.

---

6. UNION POSTALE UNIVERSELLE

a) Statut juridique, privilèges et immunités de l'Union postale universelle

Aucune modification n'a été apportée aux conventions réglant actuellement le statut juridique ainsi que les privilèges et immunités de l'Union.

En ce qui concerne la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, 102 pays membres accordent à l'UPU, aux représentants des pays membres, aux fonctionnaires du Bureau international de l'UPU et aux experts les privilèges et immunités découlant de ladite Convention.

b) Aperçu général des activités juridiques de l'Union postale universelle

Congrès de Beijing

Le Congrès de Beijing de 1999 a présenté un nouveau texte de la Convention relative au service postal universel à l'origine de la Convention postale universelle, déclarant que les utilisateurs et les consommateurs ont droit à des services postaux de base de qualité partout sur leur territoire et à des coûts abordables. À cet égard, le Congrès de Beijing

a chargé le Conseil d'administration de rédiger dans les plus brefs délais une liste d'obligations du Service postal universel qui incombent aux pays membres et de fournir des lignes directrices sur des normes en matière de services. Le Conseil d'administration à sa session en 2002 a approuvé le projet de mémorandum.

Gestion et évolution future de l'Union

Le Congrès de Beijing de 1999 a créé un Groupe de haut niveau chargé d'examiner les questions stratégiques concernant le fonctionnement de l'Union postale universelle dans le contexte général des défis auxquels devra faire face le secteur postal au cours du prochain siècle et leurs incidences sur le rôle et le fonctionnement de l'Union dans un environnement en évolution rapide. Le mandat du Groupe consiste à examiner la mission future, la structure, la composition, le financement et le mécanisme de prise de décision de l'UPU. Le Président du Groupe de haut niveau a présenté le rapport intérimaire du Groupe au Conseil d'administration à sa session en 2002.

Le rapport intérimaire a également décrit en détail les travaux en cours sur la refonde des Actes de l'Union. Un groupe spécial sera chargé de veiller à ce que le texte de la Convention ne traite que des questions à caractère intergouvernemental de haut niveau, de nature conventionnelle et nécessitant l'approbation du Congrès. Il devrait également comprendre les instructions essentielles données par les gouvernements aux opérateurs postaux quant aux services qu'ils doivent fournir pour assurer le service postal universel sur l'ensemble du territoire postal unique. Les principes généraux relatifs au mode de prestation de ces services ne devraient pas être examinés par le Congrès mais devraient plutôt être dévolus aux règlements qui seront fixés par le Conseil d'exploitation postale.

---

7. ORGANISATION MÉTÉOROLOGIQUE MONDIALE

a) Composition

En 2000, l'OMM comptait 185 membres dont 179 États membres et six territoires membres, qui maintenaient tous leurs propres services météorologiques et hydrologiques.

b) Examen des amendements à la Convention de l'OMM

À sa cinquante-troisième session (Genève, 8-15 juin 2000), l'organe exécutif de l'OMM, à savoir le Conseil exécutif, a examiné la possibilité de présenter des modifications à la loi fondamentale de l'OMM, la Convention de l'OMM (Washington, 11 octobre 1947). Après examen de la question, le Conseil a convenu de la nécessité d'analyser d'éventuelles modifications à apporter à la Convention de l'OMM. Le Conseil a reconnu que le fait de proposer la révision de la Convention de l'OMM peut présenter des risques et des difficultés et qu'il faudrait faire preuve de prudence. Néanmoins, le Conseil a estimé qu'il faudrait étudier et évaluer les modifications éventuelles et examiner les avantages et les risques qu'elles comportent. Il a convenu de créer une équipe spéciale qui serait chargée d'étudier la question.

c) Application du Règlement général de l'OMM relatif aux élections

Le Conseil exécutif a noté qu'à la demande du treizième Congrès de l'OMM en mai 1999, le Secrétaire général s'était adressé au Conseiller juridique de l'ONU pour lui demander son avis sur la question de savoir si le terme « **décisions** » avait aussi le sens d'« élection » dans les règles 177 et 194 du Règlement général de l'OMM qui traitent du cas où le quorum n'est pas atteint lors des sessions des associations régionales et des commissions techniques, respectivement. Le Conseil a pris note du point de vue exprimé par le Conseiller juridique de l'ONU. Celui-ci a estimé que comme les membres de l'Organisation fixent eux-mêmes les règles de procédure qui leur sont applicables, ce serait à eux de déterminer si le mot « décisions » employé dans les règles 177 et 194 a aussi le sens d'« élection ». Il a en outre évoqué des règles qui mentionnent les « votes par correspondance, y compris les élections », entre les sessions des organes constituants de l'OMM, qui ont un caractère général. Le Conseil a prié le Secrétaire de soumettre au quatorzième Congrès les conclusions du Conseiller juridique de l'ONU concernant l'application des règles 177 et 194 du Règlement général.

Le Conseil a toutefois été d'avis qu'il fallait donner des directives aux associations régionales et aux commissions techniques au sujet de l'application des règles 177 et 194 du Règlement général, respectivement, si le cas devait se poser avant le quatorzième Congrès. À la lumière des discussions qui ont eu lieu durant le treizième Congrès, le Conseil a décidé d'adopter la déclaration ci-après concernant l'application des règles 177 et 194, qui sera examinée par le prochain Congrès conformément aux dispositions du paragraphe *f* de la règle 2 du Règlement général :

« Dans les règles 177 et 194 du Règlement général, le terme « **décisions** » n'a pas le sens d'« **élection** ». Lorsque aucune élection n'est organisée du fait que le quorum n'est pas atteint, le Président de l'Organisation devient président par intérim de l'organe concerné après la clôture de la session en application des dispositions de la règle 16 du Règlement général. Il fait procéder à l'élection par correspondance du président de cet organe qui organise à son tour l'élection par correspondance du vice-président comme le prévoit la règle 16 du Règlement général. »

Le Conseil a prié le Secrétaire général de soumettre cette déclaration au quatorzième Congrès pour qu'il l'examine lorsqu'il abordera la question de l'application des règles 177 et 194 du Règlement général.

d) Création d'un nouvel organe technique, à savoir la Commission technique mixte OMM/COI d'océanographie et de météorologie maritime (CMOM)

À sa session de 2000, le Conseil exécutif a appris avec plaisir qu'à la suite de l'approbation de la CMOM par le treizième Congrès et la 20e Assemblée de la COI, une première réunion de planification pour la constitution de la nouvelle CMOM a eu lieu et a proposé une structure pour la CMOM. Il a également été convenu que la CMOM serait responsable de la préparation, de l'organisation, de la conduite et du suivi jusqu'à la première session de la Commission (prévue pour juin 2001, en Islande) qui devrait se tenir selon les procédures et les règles de l'OMM régissant les commissions techniques.

Il a également souligné la nécessité de résoudre un certain nombre de divergences constitutionnelles légères mais importantes entre les organisations intéressées. Il a incité les secrétariats à veiller à ce que ces questions soient résolues dès que possible et de façon aussi transparente que possible afin qu'elles n'élèvent à l'avenir aucun obstacle à la mise en œuvre et au fonctionnement de la CMOM.

Le Conseil a noté que le Secrétaire général avait préparé une étude comparative sur les différences entre le règlement de l'OMM et celui de la COI en ce qui concerne le fonctionnement des commissions techniques de l'OMM et des organes équivalents de la COI. Le Conseil a demandé au Secrétaire général de préparer, en consultation avec le Secrétaire général de la COI, un ensemble approprié de règles de procédure communes pour le fonctionnement de la CMOM afin de respecter les objectifs fondamentaux des règles pertinentes de l'OMM et de la COI dans le contexte de la règle 180 du Règlement général.

e) Arrangements de travail avec la Commission pour le bassin du lac Tchad

Le Conseil exécutif a pris note de la demande présentée par la Commission pour le bassin du lac Tchad en vue de l'établissement d'arrangements de travail avec l'OMM. Ayant considéré les objectifs et les fonctions de la Commission pour le bassin du lac Tchad et tenant compte de la pratique adoptée par l'OMM en ce qui concerne l'établissement d'arrangements de travail relatifs à la coopération scientifique et technique avec d'autres organisations, le Conseil a convenu qu'il serait dans l'intérêt mutuel de l'OMM et de la Commission d'établir d'étroits rapports de travail. C'est pourquoi le Conseil a autorisé le Secrétaire général à mettre la dernière main aux arrangements de travail conclus avec le Secrétaire exécutif de la Commission pour le bassin du lac Tchad.

*
* *

Arrangements de travail entre l'Organisation météorologique mondiale et la Commission pour le bassin du lac Tchad

Le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale et le Secrétaire exécutif de la Commission pour le bassin du lac Tchad, en vue de faciliter la réalisation efficace des buts énoncés dans leurs constitutions respectives, agiront en étroite coopération et se consulteront régulièrement au sujet de questions qui les intéressent tous deux. En particulier, cette collaboration et cette consultation seront établies en vue d'assurer une coordination efficace des activités et des procédures découlant des activités des deux organisations afin de garantir des avantages optimaux pour l'exploitation et la recherche météorologiques et hydrologiques.

Les deux organisations conviennent de se tenir mutuellement au courant de l'ensemble des programmes de travail et des activités prévues pour lesquels elles pourraient avoir un intérêt commun et d'échanger des publications concernant ces domaines et domaines connexes.

Des arrangements appropriés seront conclus pour que chaque partie aux présents arrangements de travail puisse participer en tant qu'observateur aux sessions et aux réunions de l'autre partie portant sur des domaines d'intérêt commun.

*
* *

f) Accords et arrangements en matière de consultation et de coopération avec d'autres organisations

Conformément au paragraphe *a* de l'article 26 de la Convention de l'OMM, l'Organisation peut établir des relations effectives avec d'autres organisations intergouvernementales chaque fois qu'elle l'estimera opportun.

Conformément au paragraphe *b* du même article, l'Organisation peut, sur toute question de sa compétence, prendre toutes dispositions pour agir en consultation et collaboration avec les organisations internationales non gouvernementales et, si le gouvernement intéressé y consent, avec des organisations nationales, gouvernementales ou non gouvernementales.

En 2000, l'OMM a conclu les accords et arrangements ci-après :

— Accord entre le Gouvernement finlandais et l'OMM pour la mise en œuvre du projet des Caraïbes dans les petits États insulaires en développement (signé le 23 novembre 2000);

— Mémorandum de coopération entre le Directorat général de l'aviation civile du Chili et l'Organisation météorologique mondiale (signé le 24 mai 2000);

— Mémorandum d'accord entre la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Organisation météorologique mondiale (signée le 25 mars 2000).

Amendements à la Convention de l'OMM

PROCÉDURES D'AMENDEMENTS À LA CONVENTION DE L'OMM ET ANALYSE DES AMENDEMENTS DÉJÀ ADOPTÉS EN VERTU DE LA CONVENTION (SUJETS ET PROCÉDURES)

1. La Convention de l'OMM, au paragraphe *a* de l'article 28 de la partie XV, stipule que « le texte de tout projet d'amendement à la présente Convention sera communiqué par le Secrétaire général aux membres de l'Organisation, six mois au moins avant d'être soumis à l'examen du Congrès ».

2. La Convention ne précise pas *expresis verbis* qui a l'autorité législative pour proposer un amendement à la Convention. Toutefois, le troisième Congrès (1959) a convenu par sa résolution 4 (Cg-III) que seuls les États membres, en qualité de Parties contractantes à la Convention, avaient le droit de proposer des amendements à la Convention. Par la même résolution, le Congrès a chargé le Conseil exécutif de poursuivre l'étude de la Convention entre les sessions du Congrès et de soumettre au Congrès tout projet d'amendement à la Convention, pour examen, si nécessaire.

3. Deux types d'amendements ont été identifiés à l'article 28 de la Convention :

i) Amendements comportant de nouvelles obligations pour les membres (par. *b*);

ii) Amendements ne comportant pas de nouvelles obligations pour les membres (par. *c*).

4. En conséquence, les procédures d'adoption et d'entrée en vigueur pour ces deux catégories d'amendements diffèrent :

—Un amendement de la première catégorie i exige l'approbation du Congrès à la majorité des deux tiers, des États membres présents au Congrès sous réserve que le quorum soit atteint (article 12 de la Convention). Il entre en vigueur sur acceptation par les deux tiers des membres de l'Organisation qui sont des États, pour chacun de ces membres qui accepte ledit amendement et, par la suite, pour chaque membre restant, sur acceptation par celui-ci (par. *b*), ce qui implique que les articles amendés ne s'appliqueront qu'à ceux qui les auront acceptés[1];

—Un amendement de la deuxième catégorie ii entre en vigueur après avoir été approuvé par les deux tiers des membres qui sont des États (par. *c*).

5. Le sixième Congrès météorologique mondial, en avril 1971, a examiné les questions concernant l'article 28 (Amendements) que lui a soumis le Conseil exécutif et a décidé d'une interprétation concertée de certaines dispositions de l'article 28 (Cg-VI, Résumé général, par. 5.1.1; 5.1.2; 5.1.3), à savoir :

i) Dans le cadre de l'examen d'une proposition de projet d'amendement, le Congrès peut recevoir, examiner et, s'il en ainsi décidé, adopter toute proposition de modification du présent projet, sous réserve que la modification proposée ne modifie l'intention fondamentale du projet d'amendement ou n'introduise pas un nouveau sujet. Si une modification proposée ne remplit aucune de ces conditions, elle doit être proposée en tant que nouvel amendement à la Convention conformément aux dispositions de l'article 28, *a;*

ii) La majorité des deux tiers requise pour l'approbation par le Congrès d'un amendement en vertu de l'article 28, *b* sera constituée des deux tiers des membres formant des États, présents et votants en faveur ou contre (par. 5.1.2, *b*)[2];

iii) Si un projet d'amendement à la Convention, traité conformément aux dispositions de l'article 28, *c*, est accepté au Congrès par la majorité des deux tiers des membres qui sont des États votants en faveur et contre, mais le nombre de votes en faveur est inférieur à celui requis par la majorité des deux tiers de tous les membres qui sont des États, le même amendement sera soumis au prochain Congrès pour un nouveau vote si le Congrès en décide ainsi; un amendement traité conformément à la disposition de l'article 28, *c* ne sera pas soumis à un vote par correspondance aux fins d'obtenir l'approbation par la majorité des deux tiers nécessaire des membres qui sont des États.

Le sixième Congrès météorologique mondial a décidé en outre (CG-VI, Résumé général, par. 5.1.4) d'accepter la recommandation du Conseil exécutif à savoir qu'il n'était pas souhaitable pour le moment d'amender ou d'interpréter l'article 28 aux fins de garantir que les amendements à la Convention qui sont approuvés conformément à la disposition de l'**article 28, *b* entreront en vigueur pour tous les membres;** il a également été décidé de ne prendre aucune mesure concernant la proposition en vue de fusionner les paragraphes *b* et *c* de l'article 28 de la Convention pour n'en arriver qu'à une seule catégorie d'amendement.

6. Depuis son entrée en vigueur en mars 1950, la Convention de l'OMM a fait l'objet de plusieurs amendements conformément au paragraphe *c* de son article 28, à savoir,

[1] À l'article 28 de la Convention, « acceptation » s'entend pratiquement dans la plupart des pays du processus de ratification par le Parlement. Conformément à la Convention de Vienne sur le droit des traités, « ratification », « acceptation », « approbation » et « adhésion » s'entendent de l'acte international par lequel un État établit son consentement à être lié par un traité.

[2] Certains membres ont soulevé une objection à la décision enregistrée dans ce paragraphe.

tous les amendements qui sont entrés en vigueur sur l'approbation des deux tiers des membres qui sont des États. Ils ont été par conséquent considérés par les membres comme des amendements qui ne leur imposaient aucune nouvelles obligations. Les amendements suivants ont été adoptés par les Congrès de l'OMM, à partir du plus récent :

a) **Amendement de 1983** adopté par la résolution 41 du neuvième Congrès à l'article 13, *c,* augmentant à trois la limite minimum de membres du Conseil exécutif venant de la même région et augmentant à neuf la limite maximum de membres du Conseil exécutif venant de la même région;

b) **Amendements de 1975** adoptés par la résolution 48 du septième Congrès aux articles 2, *a, b* et *c;* 6, *a;* 7; 13, *c,* ii; 14, *d* et 18, *d,* iii et au préambule. Ces amendements font référence aux activités de l'OMM dans le secteur de l'hydrologie. Ils ont été les amendements les plus importants de tous les amendements adoptés à la Convention depuis qu'ils ont ajusté la Convention en **clarifiant les activités de l'OMM relatives à l'hydrologie;**

c) **Amendement de 1967** adopté par la résolution 3 du cinquième Congrès, introduisant dans la Convention un nouvel article 5 stipulant que les activités de l'organisation seront décidées par ses membres et en établissant le système de prise de décisions;

d) **Amendements de 1963 :** i) adopté par la résolution 2 du quatrième Congrès supprimant l'article 12 relatif à la convocation de la première séance du Congrès, et ii) adopté par la résolution 1 du quatrième Congrès modifiant l'article 13, *c,* ii en fixant la limite maximum de membres au Conseil exécutif venant de la même région à sept et incluant une limite minimum de deux membres au Conseil exécutif venant de la même région.

---

8. ORGANISATION MARITIME INTERNATIONALE

1) Composition de l'Organisation

En 2000, la République fédérative de Yougoslavie et Tonga sont devenus membres de l'Organisation maritime internationale. L'Organisation se compose donc maintenant de 158 membres. Deux membres sont également membres associés. L'adhésion de la République fédérative de Yougoslavie n'a pas augmenté le nombre de membres de l'Organisation, car, à la suite de la dissolution de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, cet État était resté sur la liste des États membres, conformément à la pratique des Nations Unies. Avec effet à partir de la date de l'acceptation par la République fédérative de Yougoslavie de la Convention de l'OMI, l'ex-république socialiste fédérative de Yougoslavie a été supprimée de la liste des États membres de l'Organisation.

2) Examen des activités juridiques de l'OMI

Durant l'année 2000, le Comité juridique de l'OMI a tenu deux sessions : la quatre-vingt-unième session (mars 2000) et la quatre-vingt-

deuxième session (octobre 2000)[162]. Le Comité a examiné les questions suivantes :

a) *Indemnisation pour la pollution due aux hydrocarbures de soute des navires*

Le Comité juridique à sa quatre-vingt-unième session s'est concentré sur ce point de l'ordre du jour en lui accordant un rang de priorité élevé et a achevé son examen du texte mis à jour du projet de Convention sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute qui faisait l'objet de discussion depuis 1995. Les discussions ont commencé par l'examen d'une vaste gamme de sujets y compris, en particulier, les définitions de propriétaire de navire, hydrocarbures de soute et dommages dus à la pollution, ainsi que des dispositions régissant la responsabilité, un projet de résolution sur la limitation de la responsabilité, assurance obligatoire, sécurité financière, juridiction, certificats de responsabilité financière, maintenance des enregistrements électroniques et États ayant plus d'un système juridique.

Le Comité a par la suite achevé l'examen article par article du point et a confirmé sa recommandation précédente, tel qu'approuvée par le Conseil et l'Assemblée, à l'effet que le projet de convention, tel que modifié, devrait être soumis à une Conférence diplomatique pour adoption, de préférence dans la première moitié de 2001, plutôt que lors d'une session du Comité juridique.

À sa quatre-vingt-deuxième session, le Comité a pris note d'autres informations sur le point mais est convenu qu'étant donné le fait que le projet de convention avait déjà été mis en circulation pour examen à la Conférence diplomatique, le débat ne devrait pas être relancé. Les délégations ont été encouragées à se réunir de manière informelle pour discuter de questions qui ne faisaient pas encore l'objet d'un consensus afin de faciliter l'accord durant la Conférence diplomatique.

b) *Disposition relative à la sécurité financière*

Le Comité juridique, à ses quatre-vingt-unième et quatre-vingt-deuxième sessions a poursuivi l'examen d'un projet de protocole révisé de la Convention d'Athènes de 1974 relative au transport par mer de passagers et leurs bagages. La Convention établit un régime de responsabilité pour les dommages causés aux passagers sur les navires de mer. Les amendements portent principalement sur l'obligation du transporteur de fournir une sécurité financière suffisante en cas de réclamations individuelles au moyen d'une assurance obligatoire de sa responsabilité. Le Comité s'est penché sur un certain nombre de questions, y compris la base de la responsabilité, l'assurance obligatoire, les limitations de

la responsabilité et une proposition visant à convoquer une conférence diplomatique.

i) En ce qui concerne la *base de la responsabilité,* le Comité a examiné la proposition visant à remplacer le régime existant de responsabilité fondée sur la faute prévu dans la Convention d'Athènes par un régime obligatoire de responsabilité, faisant une distinction entre des incidents liés au transport lui-même ou à des activités connexes au transport. Les avis des délégations étaient partagés, mais le Comité a décidé d'accepter en principe un compromis et d'introduire un régime d'indemnisation basé sur une responsabilité obligatoire en cas de décès et de dommages corporels causés à des passagers en relation avec des incidents maritimes et au maintien d'un régime fondé sur la faute en cas d'incidents non maritimes. La question du fardeau de la preuve pour laquelle les avis sont partagés au sein des délégations sera examinée plus avant;

ii) En ce qui concerne la *limitation de la responsabilité en cas de dommages corporels individuels,* le Comité a examiné : *a*) un projet d'article révisé portant sur une limitation *per capita,* sans limite globale par événement; *b*) un article permettant à un État de prescrire des limites de responsabilité en vertu du droit national en cas de perte de vie ou de dommage corporel, sous réserve que les limites ne soient pas inférieures à celles énoncées par la Convention; et *c*) une proposition alternative pour la suppression de l'article en entier, ce qui, selon ce qui a été noté, résulterait en une responsabilité illimitée, sauf dans la mesure couverte par la Convention sur la limitation de la responsabilité en cas de réclamations maritimes et son Protocole de 1996. Le Comité a décidé de conserver le projet d'article révisé, tel que visé au paragraphe *a* ci-dessus;

iii) En ce qui concerne *l'assurance obligatoire,* le Comité a examiné une proposition relative à une variante des critères pour déterminer les niveaux d'assurance de base. Des opinions ont également été exprimées sur les caractéristiques fondamentales du régime, y compris la nécessité qu'une assurance fournisse des niveaux d'indemnisation adéquats, la nécessité de traiter tous les passagers de manière équitable et de veiller à ce que l'assurance obligatoire ne soit pas inférieure aux limitations de responsabilité prévues dans le projet de Protocole. D'autres questions étudiées comprenaient la question des navires surchargés et de leur impact potentiel sur la couverture d'assurance et la question de savoir si une

assurance obligatoire ne devait couvrir que pour les dommages corporels ou les décès, ou s'étendre également aux pertes et dommages causés aux bagages. Le Comité a décidé de revoir ces questions à un stade ultérieur;

iv) Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder, lors de la biennale de 2002-2003, deux semaines à la conférence diplomatique pour l'adoption du protocole. Comme alternative, le Comité a décidé d'informer le Conseil qu'une conférence d'une semaine pourrait être possible si elle était convoquée consécutivement à une session ordinaire du Comité de manière à allouer suffisamment de temps pour l'examen de la question.

En ce qui concerne les *réclamations touchant les équipages,* le Comité a noté que le Groupe de travail ad hoc mixte OMI/OIT d'experts sur la responsabilité et l'indemnisation pour les créances en cas de décès, de lésions corporelles et d'abandon des gens de mer se réunirait à nouveau en octobre-novembre 2000. Il a également noté que, conformément à son mandat, le Groupe mixte avait déjà commencé ses travaux et prendrait les dispositions nécessaires pour la tenue de ses prochaines réunions.

c) *Projet de convention sur l'enlèvement des épaves*

Le Comité juridique a poursuivi l'examen d'un projet de convention sur l'enlèvement des épaves s'inspirant d'un rapport du coordonnateur du Groupe par correspondance et d'une version révisée, simplifiée du projet de convention. Le projet de convention cherche à codifier un certain nombre de règles relatives à l'enlèvement des épaves. Il se propose de permettre à un État côtier affecté d'exiger auprès des propriétaires de navire qu'ils enlèvent les épaves qui représentent un danger et qui sont situées dans la zone économique exclusive de l'État à l'extérieur de sa mer territoriale. Bien que certains progrès aient été faits, des avis partagés subsistent au sein du Groupe concernant la version simplifiée du projet de convention, en particulier en raison du fait que des points controversés continuent d'être régis par la législation nationale.

Le Comité a décidé d'allouer plus de temps à ce point afin de permettre la préparation d'un projet de convention pour examen par la Conférence diplomatique durant sa période biennale 2004-2005.

Le Comité a également décidé que les travaux du Groupe par correspondance devraient être suspendus jusqu'à ce qu'il ait examiné certaines questions fondamentales telles que la sécurité financière. Les représentants du Groupe international des clubs de protection et d'indemnisation et des secteurs de l'assurance et autres de l'industrie maritime, le cas échéant, ont été priés de soumettre un document au Comité à sa prochaine session

sur la disponibilité et les caractéristiques d'une couverture d'assurance adéquate en ce qui concerne l'enlèvement des épaves.

d) *Programme de travail et dates de réunion*

Le Comité a noté qu'il n'y aurait pas de réunion du Comité juridique au printemps 2001 en raison de la convocation d'une conférence diplomatique en vue d'adopter le projet de convention sur la responsabilité civile pour la pollution due aux hydrocarbures de soute des navires. Le plan de travail à long terme du Comité a donc été examiné afin que ce dernier puisse conseiller le Conseil à sa quatre-vingt-sixième session en juin 2001 où une décision concernant le plan de travail à long terme de l'Organisation sera prise pour présentation à l'Assemblée en novembre 2001.

Le Comité a approuvé le programme de travail 2001 ci-après :

i) Mesure prise à la suite de l'adoption de la Convention sur les hydrocarbures de soute;
ii) Fourniture d'une garantie financière;
iii) Examen d'un projet de convention sur l'enlèvement des épaves;
iv) Suivi de l'application de la Convention HNS;
v) Projet de convention sur les engins mobiles offshore;
vi) Questions découlant des travaux du Conseil et de l'Assemblée.

Le Comité est convenu des dates de réunion ci-après :

— Conférence internationale sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages dus par les hydrocarbures de soute des navires, 2001 : 19 au 23 mars 2001

— Quatre-vingt-troisième session du Comité juridique : 8 au 12 octobre 2001

e) *Plan de travail à long terme*

Le Comité a décidé de retenir les points suivants pour son plan de travail à long terme :

i) Un examen du statut juridique des nouveaux types d'engins, tels que les véhicules à coussin d'air, utilisés dans l'environnement marin;
ii) Une éventuelle convention sur le régime des navires dans des ports étrangers;
iii) Une éventuelle révision des conventions sur le droit maritime à la lumière des besoins démontrés et sous réserve des directives de la résolution A.500(XII). À cet égard, il a été noté que

la résolution A.900(21), concernant les objectifs de l'Organisation en 2000, s'appliquait également.

f) *Autres questions*

Les autres questions examinées par le Comité sont les suivantes :

i) Noter l'information fournie par le Secrétariat et les États membres sur le statut des conventions et d'autres instruments adoptés à la suite des travaux du Comité juridique;

ii) Noter l'information sur les progrès accomplis par le Groupe par correspondance HNS depuis sa dernière session;

iii) Noter l'information sur le rapport sur la progression de la mise en œuvre du sous-programme en vue d'une législation maritime de janvier à juin 2000. À cet égard, le Comité s'est félicité du travail de l'Institut du droit maritime international dans la préparation de rédacteurs juridiques et la formation de personnel en vue de l'application des Conventions de l'OMI dans les pays en développement. Il s'est également félicité de l'appui en cours du *Comité maritime international* aux travaux de l'Institut et a noté la nécessité d'un financement volontaire accru de l'Institut;

iv) Donner des avis au Comité de la sécurité maritime sur l'état des documents et des interventions orales par les institutions spécialisées du Système des Nations Unies dans le cadre de la Conférence sur les règles de procédure de l'UIT.

3) Traités

En 2000, les deux traités ci-après concernant le droit international ont été conclus sous les auspices de l'Organisation maritime internationale :

a) *Protocole de 2000 sur la préparation, la lutte et la coopération contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses (Protocole OPRC-HNS)*

La Conférence sur la coopération internationale en matière de préparation et de lutte contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses, qui s'est tenue à Londres en mars 2000, a adopté le Protocole sur la préparation, la lutte et la coopération contre les événements de pollution par les substances nocives et potentiellement dangereuses, 2000.

Le Protocole vise à fournir un cadre global pour la coopération internationale visant à lutter contre des événements majeurs ou des me-

naces de pollution marine par des navires transportant des substances dangereuses et nocives comme des produits chimiques. Ces substances sont définies en renvoi aux listes de substances contenues dans divers conventions et recueils de l'OMI. Parallèlement aux dispositions de la Convention internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures, 1990 (OPRC), les parties au Protocole HNS seront priées de mettre en place des mesures de lutte contre des événements de pollution, au niveau national ou en coopération avec d'autres pays. Il sera exigé des navires qu'ils aient à bord un plan d'urgence pour lutter spécifiquement contre les événements impliquant des substances nocives et potentiellement dangereuses.

Conformément à son article 15, le Protocole entrera en vigueur 12 mois après la date à laquelle au moins 15 États l'auront soit signé sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation, soit auront déposé les instruments requis de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, conformément à l'article 13 du Protocole.

b) *Protocole de 2000 à la Convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures*

La Conférence internationale relative à la révision de la Convention de 1971 portant création du Fonds, qui s'est tenue à Londres en septembre 2000, a adopté le Protocole de 2000 à la Convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures[163].

L'objet du Protocole vise à modifier l'article 43.1 de la Convention de 1971 portant création du Fonds afin de faciliter la cessation harmonieuse de la présente Convention tout en veillant à ce que le Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures soit en mesure de remplir son obligation de verser une indemnisation aux victimes des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures couverts par la Convention. Cette nécessité est née du fait que la plupart des États contractants à la Convention de 1971 portant création du Fonds ainsi que des donateurs majeurs ont quitté le Fonds de 1971 et ont adhéré au régime du Fonds de 1992. Le Fonds de 1971 a dès lors perdu de sa viabilité financière.

Conformément à l'article 3 du Protocole, le Protocole est réputé avoir été accepté six mois après la date de son adoption à moins que, avant cette date, des objections à son acceptation n'aient été communiquées au Secrétaire général par au moins un tiers des États contractants à la Convention internationale de 1971 portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par

les hydrocarbures, et entrera en vigueur conformément à l'article 4 trois mois après la date à laquelle il est réputé avoir été accepté.

4) Amendements aux traités

a) *Amendements de 2000 sur les limites de responsabilité prévues dans le Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité juridique le 18 octobre 2000 par sa résolution LEG.1(82). Les amendements ont augmenté à 50,37 % les limites de responsabilité prévues dans le Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures. L'adoption de l'augmentation des limites faisait suite à l'incident de *Nakhodka* survenu en 1997 au large des côtes du Japon et à la tragédie de l'*Erika* au large des côtes de France en décembre 1999. Au moment de leur adoption, le Comité juridique a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er mai 2002 et entreront en vigueur le 1er novembre 2003 à moins que, avant le 1er mai 2002, plus d'un quart des États qui étaient États contractants au Protocole à la date d'adoption des amendements n'aient communiqué à l'Organisation leur non-acceptation des amendements.

b) *Amendements de 2000 sur les limites d'indemnisation prévues dans le Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité juridique du 18 octobre 2000 par sa résolution LEG.2(82). Comme les amendements sur les limites de responsabilité prévues dans le Protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, ces amendements augmentent à 50,37 % les limites d'indemnisation prévues dans le Protocole de 1992 à la Convention de 1971 portant création du Fonds. Comme pour la Convention de 1969 sur la responsabilité civile, les limites augmentées ont été adoptées à la suite de l'incident du *Nakhodka* survenu en 1997 au large des côtes du Japon et de la tragédie de l'*Erika* au large des côtes de la France en décembre 1999. Au moment de leur adoption, le Comité juridique a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er mai 2002 et entreront en vigueur le 1er novembre 2003 à moins que, avant le 1er mai 2002, plus d'un quart des États qui étaient États contractants au Protocole à la date de l'adoption des amendements

n'aient communiqué à l'Organisation leur non-acceptation des amendements.

c) *Amendements de 2000 (annexe III) à l'annexe au Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, 1973*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la protection du milieu marin le 13 mars 2000 par sa résolution MEPC.84(44). Au moment de leur adoption, le Comité de la protection du milieu marin a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2001 et entreront en vigueur le 1er janvier 2002 à moins que, avant le 1er juillet 2001, plus d'un tiers des parties ou des parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte marchande mondiale n'aient communiqué à l'Organisation leurs objections aux amendements.

d) *Amendements de 2000 (annexe V) à l'annexe au Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, 1973*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la protection du milieu marin le 5 octobre 2000 par sa résolution MEPC.89(45). Au moment de leur adoption, le Comité de la protection du milieu marin a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er septembre 2001 et entreront en vigueur le 1er mars 2002 à moins que, avant le 1er septembre 2001, plus d'un tiers des parties ou des parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte marchande mondiale n'aient communiqué à l'Organisation leurs objections aux amendements.

e) *Amendements de 2000 (chapitre 5, 14, 15 et 16) au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC) [en vertu de MARPOL 73/78 et de SOLAS 74]*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la protection du milieu marin le 5 octobre 2000 par sa résolution MEPC.90(45) Au moment de leur adoption, le Comité de la protection du milieu marin a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des parties ou des parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte marchande mondiale n'aient communiqué à l'Organisation leurs objections aux amendements.

f) *Amendements de 2000 au Recueil de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC) [en vertu de MARPOL 73/78]*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la protection du milieu marin le 5 octobre 2000 par sa résolution MEPC.91(45). Au moment de leur adoption, le Comité de la protection du milieu marin a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des parties ou des parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte marchande mondiale n'aient communiqué à l'Organisation leurs objections aux amendements.

g) *Amendements de 2000 (chapitre III) à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, telle que modifiée*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la sécurité maritime le 26 mai 2000 par sa résolution MSC.91(72). Au moment de leur adoption, le Comité a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2001 et entreront en vigueur le 1er janvier 2002 à moins que, avant le 1er juillet 2001, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte marchande mondiale n'aient notifié leurs objections aux amendements.

h) *Amendements de 2000 au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la sécurité maritime le 26 mai 2000 par sa résolution MSC.92(72). Au moment de leur adoption, le Comité a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er juillet 2001 et entreront en vigueur le 1er janvier 2002 à moins que, avant le 1er juillet 2001, plus d'un tiers des parties au Protocole SOLAS de 1988 ou des parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte marchande mondiale n'aient notifié leurs objections aux amendements.

i) *Recueil international de règles de sécurité applicables aux engins à grande vitesse (Recueil HSC), 2000 (en vertu de SOLAS 74)*

Ce Recueil a été adopté par le Comité de la sécurité maritime le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.97(73). Le Recueil prendra effet le 1er juillet 2002 dès l'entrée en vigueur des amendements correspondants de 2000 au chapitre X de la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

j) *Recueil international de règles applicables aux systèmes de protection contre l'incendie (Recueil FSS), 2000 (en vertu de SOLAS 74)*

Ce Recueil a été adopté par le Comité de la sécurité maritime le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.98(73). Le Recueil prendra effet le 1er juillet 2002 dès l'entrée en vigueur des amendements révisés correspondants de 2000 du chapitre II.2 à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde la vie humaine en mer.

k) *Amendements de 2000 (chapitres II-1, II-2, V, IX et X) à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la sécurité maritime le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.99(73). Au moment de leur adoption, le Comité a décidé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

l) *Amendements de 2000 (à l'annexe) au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la sécurité maritime le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.100(73). Au moment de leur adoption, le Comité a décidé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des parties au Protocole SOLAS de 1988 ou des parties dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

m) *Amendements de 2000 (annexes I et II) au Recueil international de règles applicables aux systèmes de protection contre l'incendie (Recueil FTP)*

Ces amendements ont été adoptés le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.101(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

n) *Amendements de 2000 (chapitres 5, 8, 14, 15 et 16) au Recueil de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil BCH) [en vertu de MARPOL 73/78 et de SOLAS 74]*

Ces amendements ont été adoptés le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.102(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

o) *Amendements de 2000 (chapitres 3, 4, 5, 8, 9, 11, 13, 14 et 18) au Recueil de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des gaz liquéfiés en vrac (Recueil GC) [SOLAS 1974]*

Ces amendements ont été adoptés le 5 décembre 2001 par sa résolution MSC.103(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a décidé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

p) *Amendements de 2000 au Code international de gestion pour la sécurité de l'exploitation des navires et la prévention de la pollution (Code ISM) [en vertu de SOLAS 74]*

Ces amendements ont été adoptés par le Comité de la sécurité maritime le 5 décembre 2000 par sa résolution MSC.104(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

q) *Amendements de 2000 aux Directives sur le programme renforcé d'inspection à l'occasion des visites de vraquiers et des pétroliers [résolution A.744(18), telle que modifiée]*

Ces amendements ont été adoptés le 5 décembre 2000 par la résolution MSC.105(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a déterminé que les amendements seront réputés avoir été acceptés le 1er janvier 2002 et entreront en vigueur le 1er juillet 2002 à moins que, avant le 1er janvier 2002, plus d'un tiers des gouvernements contractants à la Convention ou des gouvernements contractants dont les flottes marchandes représentent au total 50 % au moins du tonnage brut de la flotte mondiale des navires de commerce n'aient notifié leurs objections aux amendements.

r) *Amendements de 2000 (chapitres II, III, IV et V) au Recueil de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil BCH) [en vertu de SOLAS 74 et de MARPOL 73/78]*

Ces amendements ont été adoptés le 5 décembre 2000 par la résolution MSC.106(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a déterminé que les amendements prendront effet, mais ne seront pas obligatoires, le 1er juillet 2002 dès l'acceptation et l'entrée en vigueur des amendements correspondants au Recueil GC adopté par la résolution MSC.102(73).

s) *Amendements de 2000 (chapitres II, III, IV et V) au Recueil des règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des gaz liquéfiés en vrac (Recueil GC) [en vertu de SOLAS 74]*

Ces amendements ont été adoptés le 5 décembre 2000 par la résolution MSC.107(73). Au moment de leur adoption, le Comité de la sécurité maritime a déterminé que les amendements prendront effet, mais ne seront pas obligatoires, le 1er juillet 2002 dès l'acceptation et l'entrée en vigueur des amendements correspondants au Recueil GC adopté par la résolution MSC.103(73).

5) Entrée en vigueur d'instruments et d'amendements

Instruments

a) *Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer*

Ce Protocole, adopté le 11 novembre 1988 par la Conférence internationale de 1988 sur le système harmonisé de visites et de délivrance des certificats renvoie à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et introduit dans la Convention des dispositions relatives aux visites et à la délivrance des certificats harmonisées avec des dispositions analogues dans d'autres instruments internationaux. Les conditions pour l'entrée en vigueur du Protocole ont été remplies le 2 février 1999 et les amendements sont entrés en vigueur le 3 février 2000.

b) *Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge*

Ce Protocole, adopté le 11 novembre 1988 par la Conférence internationale de 1988 sur le système harmonisé de visites et de délivrance des certificats, renvoie à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge et introduit dans la Convention des dispositions relatives aux visites et à la délivrance des certificats harmonisées avec des dispositions analogues dans d'autres instruments internationaux, en vue de renforcer davantage les dispositions techniques de la Convention. Les conditions pour l'entrée en vigueur du Protocole ont été remplies le 2 février 1999 et le Protocole est entré en vigueur le 3 février 2000.

a) *Amendements de 1990 à l'annexe au Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires*

Le Comité de la protection du milieu marin, à sa vingt-neuvième session (mars 1990), a adopté par sa résolution MEPC.39(29) les amendements aux annexes I et II du Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL 73/78). Les amendements présentent des modifications aux visites et inspections et à la délivrance, les extraits, la durée et la validité des certificats afin d'harmoniser les conditions de visite et de délivrance de certificat de MARPOL 73/78 avec celles de 1974 du Protocole de 1988 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, et du Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1966 sur les lignes de charge. Au moment de leur adoption, le Comité a décidé que les amendements seraient réputés avoir été acceptés six mois après que les conditions pour l'entrée en vigueur du Protocole SOLAS 1988 et du Protocole sur les lignes de charge auront été remplies. Les conditions pour l'entrée en vigueur des deux Protocoles ont été remplies le 2 février 1999 et, par conséquent, la date réputée d'acceptation a été le 3 août 1999. Les amendements sont donc entrés en vigueur le 3 février 2000.

b) *Amendements de 1990 au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil IBC)*

Le Comité de la protection du milieu marin et le Comité de la sécurité maritime, à leurs vingt-neuvième (mars 1990) et cinquante-huitième (mai 1990) sessions, respectivement, ont adopté par les résolutions MEPC.40(29) et MSC.16(58) les amendements au Recueil IBC afin d'harmoniser les conditions de visite et de délivrance de certificat du Recueil avec celles du Protocole SOLAS 1988 et du Protocole sur les lignes de charge. Au moment de leur adoption, le Comité de la protection du milieu marin et le Comité de la sécurité maritime ont décidé que les amendements seraient réputés avoir été acceptés six mois après que les conditions pour l'entrée en vigueur des deux protocoles auront été remplies, et qu'ils entreraient en vigueur six mois après leur date réputée d'acceptation. Les conditions pour l'entrée en vigueur des deux Protocoles ont été remplies le 2 février 1999 et, par conséquent, la date d'acceptation réputée des amendements a été le 3 août 1999. Les amendements sont donc entrés en vigueur le 3 février 2000.

c) *Amendements de 1990 au Recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transport des gaz liquéfiés en vrac (Recueil IGC)*

Le Comité de la sécurité maritime, à sa cinquante-huitième session (mai 1990), a adopté par sa résolution MSC.17(58) les amendements au Recueil IGC afin d'harmoniser les conditions de visite et de délivrance de certificat du Recueil avec celles du Protocole SOLAS 1988 et du Protocole sur les lignes de charge. Au moment de leur adoption, le Comité a décidé que les amendements seraient réputés avoir été acceptés six mois après que les conditions pour l'entrée en vigueur des deux protocoles auront été remplies, et qu'ils entreraient en vigueur six mois après leur date réputée d'acceptation. Les conditions pour l'entrée en vigueur des deux Protocoles ont été remplies le 2 février 1999 et, par conséquent, la date d'acceptation réputée des amendements a été le 3 août 1999. Les amendements sont donc entrés en vigueur le 3 février 2000.

d) *Amendements de 1990 au Recueil de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transport des produits chimiques dangereux en vrac (Recueil BCH)*

Le Comité de la protection du milieu marin, à sa vingt-neuvième session (mars 1990), a adopté par la résolution MEPC.41(29) des amendements au Recueil BCH afin d'harmoniser les conditions de visite et de délivrance de certificat du Recueil avec celles du Protocole SOLAS 1988 et du Protocole sur les lignes de charge. Au moment de leur adoption, le Comité a décidé que les amendements seraient réputés avoir été acceptés à la même date que celle à laquelle les amendements aux annexes I et II de MARPOL 73/78 auront été adoptés par le Comité par la résolution MEPC.39(29), et que les amendements entreraient en vigueur six mois après avoir été réputés acceptés. Les conditions pour l'entrée en vigueur des amendements aux annexes I et II ayant été remplies le 2 février 1999, la date d'acceptation réputée des amendements au Recueil BCH a été le 3 août 1999 et les amendements sont donc entrés en vigueur le 3 février 2000.

e) *Amendements de 1998 à la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes*

Le Comité de la sécurité maritime, à sa soixante-neuvième session (mai 1998), a adopté, par sa résolution MSC.70(69), des amendements aux chapitres 1 à 5 de l'annexe à la Convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes. Les amendements renvoient aux termes et définitions, à l'organisation et à la coordination, la coopération entre les États, les procédures de fonctionnement et les systèmes de comptes rendus de navires. Les conditions pour l'entrée en vigueur

des amendements ont été remplies le 1er juillet 1999 et les amendements sont entrés en vigueur le 1er janvier 2000.

---

9. ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Introduction

1. En 2000, l'OMPI a concentré ses activités sur la mise en œuvre de programmes de travail de fond dans trois secteurs : la coopération avec les États membres; l'enregistrement international de droits de propriété intellectuelle; et la formulation d'un traité relatif à la propriété intellectuelle et l'établissement de normes. L'OMPI a également continué de consacrer ses ressources et d'étendre la portée de ses programmes sur les savoirs traditionnels, les ressources génétiques, le folklore et le commerce électronique.

Coopération pour les activités de développement

2. En ce qui concerne ce domaine, en 2000, l'activité s'est intensifiée dans tous les aspects et les régions couverts par le programme pertinent, même si l'assistance technique de l'OMPI avait d'abord été conçue en fonction de besoins spécifiques et s'était concentrée sur la création d'institutions durables.

3. En mai 2000, le secrétariat a signé un accord avec l'université de Turin relatif à la délivrance d'un premier certificat d'études supérieures de l'OMPI dans le domaine de la propriété intellectuelle visant à organiser et à lancer conjointement le cours universitaire de spécialisation en droit de la propriété intellectuelle. Le cours est destiné aux enseignants et professionnels ayant des connaissances de base dans le domaine du droit de propriété intellectuelle et qui souhaitent améliorer leur formation et enrichir leurs connaissances en matière d'enseignement et de pratique d'aspects législatifs internationaux du droit de propriété intellectuelle. La moitié des 40 étudiants admis au cours chaque année proviendront de pays en développement et seront parrainés par l'OMPI; les 20 autres étudiants seront choisis dans des pays industrialisés. Les frais de voyage et indemnités de subsistance sont pris en charge par l'OMPI en collaboration avec le Centre de formation international de l'OIT.

Élaboration de normes

4. Une des principales tâches de l'OMPI consiste à promouvoir, auprès de ses États membres, l'harmonisation des législations, des normes et des pratiques en matière de propriété intellectuelle par la mise en place progressive de systèmes internationaux de protection, d'administration et de sanction des droits de propriété intellectuelle.

5. Encourager, au niveau international, la constitution d'un corps commun de principes et de règles applicables à la propriété intellectuelle exige des consultations approfondies. Trois Comités permanents de l'OMPI traitant de questions juridiques—respectivement du droit d'auteur et des droits connexes, du droit des brevets et du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques—aident les États membres à coordonner leurs activités dans ces domaines et à définir les priorités.

6. Le Groupe de travail sur la réforme statutaire a présenté aux assemblées des États membres de l'OMPI en septembre 2000 la réforme constitutionnelle et structurelle la plus ambitieuse depuis la création de l'OMPI. Cette réforme s'est traduite par une rationalisation de la structure de la gouvernance de l'Organisation en réduisant de 21 à 16 le nombre d'organes directeurs de l'OMPI.

Comité permanent du droit des marques

7. Les membres du Comité du droit des marques, des dessins et modèles industriels et des indications géographiques de l'OMPI s'est entendu à la fin de mars 2000 sur un ensemble de mesures visant à simplifier et à harmoniser les procédures relatives aux licences et aux marques. Le Comité a adopté par consensus une recommandation commune concernant les licences et les marques qui a été présentée pour approbation officielle par les États membres à la réunion des assemblées de l'OMPI en septembre 2000.

Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes

8. En 2000, le Comité s'est consacré essentiellement aux derniers préparatifs en vue de la tenue de la Conférence diplomatique sur la protection des interprétations et exécutions audiovisuelles. L'OMPI, a, par ailleurs, tenu six réunions régionales de consultation en octobre et novembre de la même année, afin que les pays soient prêts pour le dernier cycle de négociations qui aurait lieu dans le cadre de cette conférence.

Comité permanent des techniques de l'information

9. Le Comité s'est réuni du 10 au 14 juillet 2000 à Genève pour examiner une vaste gamme de questions relatives à de grands projets

d'automatisation à l'OMPI. Ces questions comprenaient la poursuite du projet WIPOnet, une initiative visant à automatiser les opérations du Traité de coopération en matière de brevets (IMPACT), la création de bibliothèques numériques de propriété intellectuelle (BNPI) et l'administration d'un système de gestion intégré.

Activités d'enregistrement international

10. L'Organisation a connu deux événements marquants en février et mars : le système de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels a atteint le 50 000e enregistrement et le Traité de coopération en matière de brevets (PCT) a enregistré sa 500 000e demande. Ces chiffres indiquent le souci croissant des utilisateurs de bénéficier d'une protection dans le cadre de l'OMPI en raison de leur accès à de plus grands marchés grâce au commerce international. Cette analyse est confirmée par le fait qu'en moins de quatre ans, le nombre de demandes au PCT avait doublé depuis l'enregistrement de sa 250 000e demande en février 1996.

Brevets

11. Du 11 mai au 2 juin 2000, les États membres de l'OMPI se sont réunis dans le cadre d'une Conférence diplomatique à Genève au cours de laquelle le Traité sur le droit des brevets (PLT) et ses règlements sur les formalités et les procédures ont été négociés. En juin 2000, le PLT a été adopté par consensus. Le PLT facilite le processus de demande de brevet en simplifiant et en harmonisant les procédures dans les offices de brevets nationaux et régionaux. Les utilisateurs du système de brevet pourront donc se prévaloir de procédures simplifiées et connues d'avance pour le dépôt de demandes de brevet nationales et régionales et le maintien de brevets dans toutes les Parties contractantes. Le Traité incorpore par renvoi les exigences de formalités du Traité de coopération en matière de brevets, garantissant ainsi que les mêmes exigences de formalités, après l'entrée en vigueur du PLT, s'appliqueront aux demandes nationales, régionales et internationales ainsi qu'aux brevets.

12. À sa vingt-huitième session, du 13 au 17 mars 2000, l'Assemblée de l'Union du Traité de coopération en matière de brevets a adopté des amendements aux règlements du Traité relatifs au projet de Traité sur le droit des brevets et a étudié la mise en œuvre d'un classement et d'un traitement électroniques des demandes internationales.

Marques

13. Du 2 au 13 octobre, le Comité d'experts de l'Union de Nice a examiné des propositions d'amendements et d'autres modifications à la septième édition de la Classification internationale des biens et services

(Classification de Nice) en vue de l'entrée en vigueur de la huitième édition du 1er janvier 2000.

14. Les enregistrements internationaux de marques dans le cadre du système de Madrid ont augmenté de 15 % par rapport à 1999, pour atteindre un chiffre proche des 23 000. Le nombre de renouvellements a augmenté de 20 % pour s'établir à près de 6 900.

Dessins et modèles industriels

15. En février 2000, le système de La Haye concernant le dépôt des dessins et modèles industriels a atteint son 50 000e dépôt.

Commerce électronique; noms de domaine de l'Internet

16. En 2000, l'OMPI a reçu des demandes de plusieurs de ses États membres l'invitant à entreprendre un deuxième processus de consultations sur les noms de domaine de l'Internet pour étudier l'enregistrement abusif de ces identificateurs, à savoir : les noms de personnes; les dénominations communes internationales pour les substances pharmaceutiques; les noms d'organisations internationales intergouvernementales; les indications géographiques, noms géographiques ou indications de provenance; les noms commerciaux. En juillet, l'Organisation a lancé le deuxième processus de consultations de l'OMPI sur les noms de domaine de l'Internet, par le biais de consultations en ligne et régionales, afin d'étudier l'ampleur des problèmes rencontrés et de formuler des recommandations en matière de prévention et de règlement des litiges.

17. En 2000, l'Organisation a organisé un certain nombre de réunions régionales sur des questions concernant le commerce électronique et la propriété intellectuelle en vue d'élargir la participation des pays en développement à l'élaboration des politiques mondiales relatives à ces questions.

18. Le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI a administré quelque 1 840 litiges relatifs à des noms de domaine génériques de premier niveau concernant plus de 3 200 noms de domaine. Par rapport à d'autres fournisseurs de services de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine, le nombre d'affaires du Centre représente 65 % de toutes les affaires de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN); dans 1 286 (70 %) de ces affaires, les experts de l'OMPI ont rendu 1 007 décisions et ont procédé à 279 radiations. Le Centre a administré 16 litiges relatifs à des noms de domaine de premier niveau correspondant à des codes de pays (CCTLD); sept de ces cas ont été résolus, les experts de l'OMPI ont rendu cinq décisions et ont procédé à deux radiations. Les litiges relatifs aux noms de domaine administrés par l'OMPI concernaient des parties provenant de 74 pays.

Le Centre d'arbitrage et de médiation de l'OMPI

19. Une réunion des principaux fournisseurs et arbitres en matière de règlement des litiges a été organisée le 6 novembre 2000 à Genève où il a été reconnu que la révolution technologique avait entraîné un changement dans l'approche traditionnelle de l'arbitrage. La Conférence internationale sur le règlement des litiges touchant au commerce électronique a examiné de quelle manière le commerce électronique avait modifié le mode de fonctionnement du monde des affaires et des praticiens du droit, ainsi que les risques et possibilités qui y sont associés.

20. Les membres de la Commission administrative de l'OMPI chargée du règlement des litiges relatifs aux noms de domaine ont assisté à une réunion à Genève le 7 novembre pour discuter de leur participation au Service de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine du Centre. Le groupe était composé de 50 experts de 15 pays. Les discussions ont porté sur la façon dont le Centre et les membres pourraient coordonner leurs efforts pour maintenir le règlement des litiges concernant les noms de domaine d'une manière efficace, juste et diligente.

21. La réunion annuelle du Centre d'arbitrage et de médiation s'est tenue après la conférence du 8 novembre. Les membres ont été informés des activités du Centre y compris de la disponibilité des services de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine qui s'appliquent aux domaines génériques de premier niveau (gTLD) et aux domaines de premier niveau qui sont des codes de pays (ccTLD), des services de conception de procédures de règlement des litiges, des formules classiques et des programmes de formation.

22. La semaine d'activités du Centre s'est terminée par un atelier destiné aux arbitres qui s'est tenu à Genève les 9 et 10 novembre. Cinquante participants de 25 pays ont assisté à l'atelier dont l'objectif visait à fournir une formation en matière de gestion efficace du processus d'arbitrage international.

Propriété intellectuelle et questions mondiales

23. Un autre fait marquant de l'OMPI en 2000 a été le mandat que des États membres lui ont confié, en septembre 2000, d'approfondir les questions découlant de l'exploitation économique des ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le folklore. Ce mandat comprenait l'organisation et la convocation du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore. Des travaux intensifs ont été effectués en 2000 en vue de la préparation de la première session prévue pour le printemps 2001. L'accent a été mis sur trois thèmes relatifs à la propriété intellectuelle : *a*) l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages; *b*) la protection des savoirs traditionnels, innovations et créativité,

associés ou non à ces ressources; et *c*) la protection des expressions du folklore, y compris les objets artisanaux.

Services en ligne

24. L'Organisation possède plusieurs nouveaux services en ligne dont la librairie électronique de l'OMPI et la collection de lois accessible en ligne, qui permet d'accéder en ligne à 900 textes législatifs de 35 pays. Des textes de 35 autres pays y seront bientôt ajoutés.

Nouveaux membres et nouvelles adhésions

25. En 2000, l'OMPI a enregistré 60 nouvelles ratifications ou adhésions aux traités qu'elle administre. Les chiffres ci-après indiquent les nouveaux pays qui ont ratifié les traités en vigueur ou y ont adhéré, le chiffre entre parenthèses correspondant au nombre total d'États parties au traité à la fin de 2000 :

—Convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle : 2 (175);

—Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle : 3 (160);

—Traité de coopération en matière de brevets : 4 (110);

—Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques : 6 (49);

—Traité sur le droit des marques : 1 (26);

—Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques : 1 (52);

—Accord de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses : 1 (32);

—Traité de Nairobi concernant la protection du symbole olympique : 1 (40);

—Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques : 5 (65);

—Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international : 1 (19);

—Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels : 2 (39);

—Arrangement de Strasbourg concernant la classification internationale des brevets : 2 (47);

—Arrangement de Vienne instituant une classification internationale des éléments figuratifs des marques : 2 (17)

— Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets : 1 (49);

— Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques : 5 (147);

— Convention internationale de Rome sur la protection des artistes, interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (administrée conjointement par l'OIT et l'UNESCO) : 4 (67);

— Convention internationale de Genève sur la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes (administrée conjointement par l'OIT et l'UNESCO) : 3 (63);

— Convention de Bruxelles sur la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite : 1 (24).

26. En outre, le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (les « traités Internet » de l'OMPI) ont recueilli, respectivement, neuf et sept nouvelles ratifications ou adhésions, ce qui porte à 21 et 18, respectivement, le nombre total d'États parties à ces traités à la fin de 2000. Chaque traité doit recueillir 30 ratifications ou adhésions pour entrer en vigueur.

---

10. ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

a) Accords conclus avec les gouvernements

i) Lettre d'accord entre le Gouvernement de la République de Guinée et l'ONUDI, relative à la mise en œuvre du document sur le programme cadre d'appui et le développement du secteur privé, signée le 11 janvier 2000;

ii) Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Secrétariat des sciences, de la technologie et de l'innovation productive, République d'Argentine, signé le 8 mars 2000;

iii) Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement colombien, relatif à la création d'un bureau régional de l'ONUDI en Colombie, signé le 22 mai 2000;

iv) Mémorandum d'accord entre le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

et Son Excellence M. Nasser Saïdi, Ministre de l'économie et du commerce et Ministre de l'industrie de la République libanaise, signé le 3 juin 2000;

v) Accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République libanaise, relatif à la création à Beyrouth d'un bureau régional de l'ONUDI destiné aux pays arabes, signé le 3 juin 2000;

vi) Accord entre le Gouvernement danois et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, relatif au détachement de jeunes administrateurs, signé le 18 mai et le 7 juin 2000;

vii) Mémorandum sur la coopération dans le domaine du développement industriel entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, signé le 5 juillet 2000;

viii) Communiqué conjoint entre le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Ambassadeur Rosario Green, Ministre des relations extérieures, Mexico, signé le 12 juillet 2000.

b) Accords avec des organisations intergouvernementales, gouvernementales, non gouvernementales et autres organisations et entités

i) Mémorandum d'accord sur les modalités de travail entre la Banque africaine de développement, le Fonds africain de développement et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, signé le 19 avril 2000;

ii) Accord-cadre de coopération entre l'Agence espagnole de coopération internationale et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, signé le 23 juin 2000;

iii) Mémorandum d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et la Fondation de recherches économiques latino-américaines (FIEL), signé le 23 août 2000;

iv) Accord entre le Secrétariat des petites et moyennes entreprises de l'Argentine, le Secrétariat de l'industrie, du commerce et des mines de l'Argentine, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et l'Observatoire

permanent des petites et moyennes entreprises industrielles, représenté à cet accord par les membres suivants : Banco de la Nación Argentina, Fundación UIA (Argentine Industrial Union Foundation) et Organización Techint, signé le 23 août 2000;

v) Accord entre le Chef de Secrétariat du Cabinet du Gouvernement argentin, M. Rodolfo H. Terragno, et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, représentée par M. Carlos Magariños, Directeur général, signé le 23 août 2000;

vi) Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et L. M. Ericsson Company, signé le 13 novembre 2000.

---

11. AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Accord sur les privilèges et immunités de l'Agence internationale de l'énergie atomique[164]

En 2000, la Lettonie a adhéré à l'Accord. À la fin de l'année, 67 États étaient parties à l'Accord.

Convention sur la protection physique des matières nucléaires[165]

En 2000, le Botswana, la Jamahiriya arabe libyenne, le Pakistan et le Soudan ont adhéré à la Convention. À la fin de l'année, 68 États étaient parties à la Convention.

Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire[166]

En 2000, la République islamique d'Iran et le Luxembourg ont adhéré à la Convention. À la fin de l'année, 86 États étaient parties à la Convention.

Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique[167]

En 2000, la République islamique d'Iran, la Lituanie et le Luxembourg ont adhéré à la Convention. À la fin de l'année, 82 États étaient parties à la Convention.

Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires[168]

En 2000, le statut de la Convention est resté inchangé, avec 32 parties.

Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends[169]

En 2000, le statut du Protocole est resté inchangé, avec deux parties.

Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris[170]

En 2000, l'Ukraine a adhéré au Protocole. À la fin de l'année, 21 États étaient parties au Protocole.

Convention sur la sûreté nucléaire[171]

En 2000, la Communauté européenne de l'énergie atomique a adhéré à la Convention, ce qui a porté le nombre des États parties à la fin de l'année à 53.

Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible irradié et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs[172]

En 2000, l'Argentine, la Bulgarie, la Finlande, la France, la Grèce, la Lettonie, les Pays-Bas, la Pologne, la Suisse et l'Ukraine ont adhéré à la Convention. À la fin de l'année, 23 États contractants et 41 signataires étaient parties à la Convention.

Protocole visant à modifier la Convention de Vienne sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires[173]

En 2000, l'Argentine a adhéré au Protocole. À la fin de l'année, trois États contractants et 14 signataires étaient parties au Protocole.

Convention sur la réparation complémentaire des dommages nucléaires[174]

En 2000, l'Argentine a adhéré à la Convention. À la fin de l'année, trois États contractants et 13 signataires étaient parties à la Convention.

Accord régional de coopération pour l'Afrique pour la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA), [deuxième prorogation][175]

La deuxième prorogation de l'Accord est entrée en vigueur le 4 avril 2000. L'Afrique du Sud, l'Algérie, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, la Jamahiriya arabe libyenne, le Kenya, Madagascar, le Maroc, Maurice, la Namibie, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Sénégal, la Tunisie et le Zimbabwe ont adhéré à l'Accord. À la fin de l'année, 20 États étaient parties à l'Accord.

Deuxième Accord visant à proroger l'Accord régional de coopération pour la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires, 1987[176]

En 2000, le statut de l'Accord est resté inchangé, 17 États y étaient parties.

Accord supplémentaire révisé concernant les services d'assistance technique de l'AIEA

En 2000, Israël, Malte et l'ex-République yougoslave de Macédoine ont signé l'Accord. À la fin de l'année, 92 États avaient signé l'Accord révisé.

Accord régional de coopération pour la promotion des sciences et techniques nucléaires en Amérique latine

En 2000, le Mexique a adhéré à l'Accord. À la fin de l'année, un État contractant et 14 signataires étaient parties à l'Accord.

Activités d'assistance législative de l'AIEA

En 2000, l'assistance législative aux États membres s'est poursuivie pour leur permettre de renforcer leur législation nucléaire. L'accent a été mis sur l'interaction entre les experts techniques et juridiques de l'Agence et les États membres. En particulier, 19 pays ont bénéficié de l'assistance au moyen de commentaires écrits ou d'avis sur une législation nationale précise soumise à l'Agence pour examen.

En 2000, les activités d'assistance législative de l'Agence comprenaient notamment :

— Un atelier régional pour les pays de l'Asie et de la région du Pacifique sur l'élaboration d'un cadre juridique régissant la sûreté de la gestion des déchets radioactifs et le transport des matières radioactives, tenu à Jakarta du 10 au 14 avril 2000;

— Un séminaire régional sur la législation et la réglementation sur la radioprotection, tenu à Saclay, France, du 13 au 16 juin 2000 pour les pays de l'Afrique francophone;

— Un atelier régional sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique et sur un cadre juridique régissant la préparation aux situations d'urgence et d'organisation de secours et la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenu à Rio de Janeiro, Brésil, du 9 au 17 octobre 2000 pour les pays de l'Amérique latine.

Un cours de formation sur la sûreté du transport des matières radioactives s'est tenu à New Illawara (Australie), du 27 novembre au 8 décembre 2000 pour les pays de l'Asie et de la région du Pacifique.

Convention sur la protection physique des installations nucléaires

Le Directeur général de l'AIEA a convoqué, en novembre 1999, une réunion officieuse d'experts ouverte à tous pour examiner la nécessité de réviser la Convention sur la protection physique des matières nucléaires à la lumière des commentaires qui avaient été faits à la réunion du Conseil des gouverneurs en mars 1999. Le Directeur général a prié les experts de fournir leur avis sur la question de fond, à savoir si la Convention devait être révisée.

La réunion d'experts a reconnu que le moment n'était pas opportun et qu'il était impossible d'arriver à des conclusions sur la question de savoir si la Convention nécessitait une révision. Il a donc été convenu à la réunion qu'un processus plus élaboré devrait être établi pour examiner plus à fond les questions à aborder avant de parvenir à la conclusion de consacrer davantage d'efforts pour garantir une protection physique efficace, et ce, afin de préparer attentivement le terrain pour tout autre examen sur la question. À cette fin, la réunion d'experts a décidé de poursuivre ses travaux au cours des 18 prochains mois dans le cadre de réunions d'un groupe de travail avec la participation du Secrétariat de l'AIEA. Le groupe de travail a été chargé de préparer un rapport et de soumettre des recommandations à la réunion d'experts.

Le Groupe de travail s'est réuni en février, juin et novembre 2000. La prochaine réunion du Groupe de travail est prévue pour janvier 2001.

Accords de garanties

En 2000, deux accords de garanties ont été conclus entre l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Yémen, conformément au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et un accord de garanties en vertu du Traité avec Andorre a été approuvé par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA. Ces accords ne sont pas encore entrés en vigueur.

Des protocoles additionnels aux accords de garanties entre l'AIEA et l'Azerbaïdjan[177], la Bulgarie[178], le Canada[179], la Croatie[180], la Hongrie[181], la Lituanie[182], la Norvège[183], la Pologne[184], la Roumanie[185] et la Slovénie[186] sont entrés en vigueur. Des protocoles additionnels aux accords de garanties ont été signés par l'Estonie, la Fédération de Russie, la Namibie, le Pérou, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine et mais ne sont pas encore entrés en vigueur. Des protocoles additionnels aux accords de garanties entre l'AIEA et Andorre, le Bangladesh, la Lettonie et le Nigéria ont également été approuvés par le Conseil des gouverneurs de l'AIEA.

À la fin de 2000, 224 accords de garanties conclus avec 140 États (et Taiwan, province de Chine) étaient en vigueur. Des accords de garanties conclus avec 128 États conformément au Traité sur la non-prolifération étaient en vigueur. À la fin de 2000, 57 États avaient conclu un Protocole additionnel dont 53 avaient été signés, 18 étaient entrés en vigueur et un était appliqué provisoirement en attendant son entrée en vigueur.

---

12. ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

a) Directeur général

Le très honorable Mike Moore de Nouvelle-Zélande assume les fonctions de Directeur général jusqu'au 31 août 2002, date à laquelle il sera remplacé par S. E. M. Supachai Panitchpakdi de Thaïlande dont le mandat sera du 1er septembre 2002 au 31 août 2005.

b) Composition

Tout État ou territoire douanier qui jouit d'une autonomie complète dans la conduite de sa politique commerciale peut devenir membre de l'OMC. Les négociations en vue de l'accession portent sur tous les

aspects de la politique et des pratiques commerciales du candidat, tels que les concessions en matière d'accès aux marchés et les engagements concernant les marchandises et les services, la législation sur la protection des droits de propriété intellectuelle. Chaque demande d'accession à l'OMC est traitée par un groupe de travail distinct. Les conditions et modalités relatives à l'accès aux marchés (niveaux des taux de droits et présence commerciale pour les fournisseurs étrangers de services, par exemple) font l'objet de négociations bilatérales. Les 27 gouvernements pour lesquels un groupe de travail a été établi au 31 décembre 2000 sont les suivants :

Algérie, Andorre, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Cambodge, Cap-Vert, Chine, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Kazakhstan, Liban, Népal, Ouzbékistan, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Samoa, Seychelles, Soudan, Taiwan (province de Chine), Tonga, Ukraine, Vanuatu et Viet Nam.

Au 31 décembre 2000, l'OMC comptait 140 membres qui représentaient plus de 90 % du commerce mondial. Beaucoup de pays qui ne font pas encore partie du système commercial mondial ont demandé à accéder à l'OMC et en sont actuellement à différentes étapes d'un processus devenu plus complexe du fait que l'OMC a un champ d'action plus vaste que le GATT.

En 2000, l'OMC a accueilli les membres suivants :

—Jordanie (11 avril 2000) par le Protocole d'accession (23 décembre 1999, WT/ACC/JOR/35), décision du Conseil WT/ACC/JOR/34);

—Géorgie (14 juin 2000) par le Protocole d'accession (28 octobre 1999, WT/ACC/GEO/33), décision du Conseil WT/ACC/GEO/32);

—Albanie (8 septembre 2000) par le Protocole d'accession (2 août 2000, WT/ACC/ALB/53), décision du Conseil WT/ACC/ALB/52);

—Sultanat d'Oman (9 novembre 2000) par le Protocole d'accession (3 novembre 2000, WT/ACC/OMN/28), décision du Conseil WT/ACC/OMN/27);

—Croatie (30 novembre 2000) par le Protocole d'accession (19 septembre 2000, WT/ACC/HR/61), décision du Conseil WT/ACC/HR/60).

Il est également important de noter que le Conseil, en 2000, a approuvé l'accession de la Lituanie, en vertu du Protocole d'accession (15 janvier 2001, WT/ACC/LTU/54), décision du Conseil WT/ACC/LTU/53).

La Lituanie, après avoir achevé les procédures internes de ratification en 2001, deviendra le 141e membre de l'OMC. La liste des membres de l'OMC au 31 décembre 2000 figure dans le tableau ci-après.

Membres de l'OMC (au 31 décembre 2000)

Afrique du Sud
Albanie
Allemagne
Angola
Antigua-et-Barbuda
Argentine
Autriche
Australie
Bahreïn
Bangladesh
Barbade
Belgique
Belize
Bénin
Bolivie
Botswana
Brésil
Brunéi Darussalam
Bulgarie
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Canada
Chili
Chypre
Colombie
Communautés européennes
Congo
Costa Rica
Côte d'Ivoire
Croatie
Cuba
Danemark
Djibouti
Dominique
Égypte
El Salvador
Émirats arabes unis
Équateur
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Fidji
Finlande
France
Gabon
Gambie
Géorgie
Ghana
Grèce
Grenade
Guatemala
Guinée
Guinée-Bissau
Guyane
Haïti
Honduras
Hong Kong (région administrative spéciale de Chine)
Hongrie
Îles salomon
Inde
Indonésie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Jamaïque
Japon
Jordanie
Kenya
Kirghizistan
Koweït
Lesotho
Lettonie
Liechtenstein
Luxembourg
Macao, Chine
Madagascar
Malaisie
Malawi
Maldives
Mali
Malte
Maroc
Maurice
Mauritanie
Mexico
Mongolie
Mozambique
Myanmar
Namibie
Nicaragua
Niger
Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Oman
Ouganda
Pakistan
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée

Paraguay
Pays-Bas
Pérou
Philippines
Pologne
Portugal
Qatar
République centrafricaine
République de Corée
République démocratique du Congo
République dominicaine
République tchèque
République-Unie de Tanzanie
Roumanie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Rwanda
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Sénégal
Sierra Leone
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Sri Lanka
Suède
Suriname
Swaziland
Tchad
Suisse
Thaïlande
Togo
Trinité-et-Tobago
Tunisie
Turquie
Uruguay
Venezuela
Zambie
Zimbabwe

c) Dérogations

En 2000, le Conseil général a accordé un certain nombre de dérogations à des obligations au titre de l'Accord sur l'OMC (voir le tableau reproduit ci-après).

Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

Membre	*Objet*	*Date de la décision*	*Expiration*	*Document*
Nicaragua	Application du Système harmonisé	3 mai 2000	31 octobre 2000	WT/L/353
	— Prorogation de délai	8 décembre 2000	30 avril 2001	WT/L/376
	— Prorogation de délai			
Sri Lanka	Application du Système harmonisé	3 mai 2000	31 octobre 2000	WT/L/352
	— Prorogation de délai	8 décembre 2000	30 avril 2001	WT/L/377
	— Prorogation de délai			
Zambie	Application du Système harmonisé	3 mai 2000	31 octobre 2000	WT/L/350
	— Prorogation de délai	8 décembre 2000	30 avril 2001	WT/L/378
	— Prorogation de délai			
Argentine, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Costa Rica, Égypte, El Salvador, Guatemala, Honduras, Islande, Israël, Malaisie, Maldives, Maroc, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Panama, Paraguay, Suisse, Thaïlande, Uruguay, Venezuela	Introduction des modifications du Système harmonisé dans les Listes de concessions tarifaires le 1er janvier 1996	3 mai 2000	31 octobre 2000	WT/L/351
		8 décembre 2000	30 avril 2001	WT/L/379
	— Prorogation de délai			
	— Prorogation de délai (à l'exception de la Bolivie, du Costa Rica et des Maldives)			
Uruguay	Accord sur l'évaluation en douane	3 mai 2000	1er janvier 2001	WT/L/354
	— Dérogation concernant les prix minimaux			
CE/France	Arrangements commerciaux avec le Maroc	17 juillet 2000	Entrée en vigueur de l'Accord euro-méditerranéen avec le Maroc	WT/L/361 et Corr.1
CE	Traitement tarifaire préférentiel autonome pour les pays de la région occidentale des Balkans	15 décembre 2000		WT/L/380 et Corr.1
Turquie	Traitement tarifaire préférentiel pour la Bosnie-Herzégovine	8 décembre 2000	31 décembre 2006	WT/L/381

Source : Rapport annuel de l'OMC, 2000.

d) Résolution des conflits commerciaux dans le cadre du Mécanisme de règlement des différends de l'OMC

Aperçu général

Le Conseil général se réunit en tant qu'Organe de règlement des différends (ORD) pour s'occuper des différends se rapportant aux accords repris dans l'Acte final du Cycle d'Uruguay et visés par le Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémorandum d'accord). L'ORD est le seul organe compétent pour établir les groupes spéciaux chargés du règlement des différends, adopter les rapports des groupes spéciaux et ceux de l'Organe d'appel, surveiller la mise en œuvre des recommandations et décisions et autoriser la suspension de concessions lorsque les recommandations ne sont pas mises en œuvre.

Composition de l'Organe d'appel

Le 7 avril 2000, l'ORD a nommé M. G. Abi-Saab (Égypte) et M. A. V. Ganesan (Inde) membres de l'Organe d'appel en remplacement de M. El Naggar et M. Matsushita, suite à l'expiration de leurs mandats. À la suite du décès de M. C. Beeby, le 19 mars 2000, l'ORD a nommé, le 25 mai 2000, M. Y. Taniguchi (Japon) membre de l'Organe d'appel pour le restant du mandat de M. Beeby.

Activités en matière de règlement des différends en 2000

En 2000, l'ORD a reçu des membres 33 notifications de demandes formelles de consultations au titre du Mémorandum d'accord. Pendant cette période, il a également établi des groupes spéciaux pour examiner 12 nouvelles affaires concernant 11 questions distinctes et adopté les rapports des groupes spéciaux et/ou de l'Organe d'appel relatifs à 17 affaires portant sur 14 questions distinctes. En outre, des solutions mutuellement convenues ont été notifiées dans trois affaires et le pouvoir conféré pour l'établissement d'un groupe spécial est devenu caduc dans une affaire (où deux plaintes avaient été déposées au sujet de la même question).

On trouvera dans cette section une brève description de l'historique de la procédure de ces affaires et, le cas échéant, des résultats concrets obtenus. On y trouvera également une description de l'état d'avancement de la mise en œuvre des rapports adoptés pour lesquels des éléments nouveaux sont intervenus au cours de la période considérée; les affaires pour lesquelles le rapport d'un groupe de travail a été distribué mais dont l'appel est en attente devant l'Organe d'appel; les différends faisant l'objet de demandes de consultations mais pour lesquels aucun

groupe de travail n'a encore été requis ou établi; et les affaires réglées d'un commun accord.

Rapports de l'Organe d'appel et/ou de groupes spéciaux adoptés

Mexique — Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose, plainte des États-Unis (WT/DS132). Ce différend concerne l'imposition, le 23 janvier 1998, de droits antidumping définitifs par le Mexique sur les importations de sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis. Les États-Unis ont formulé des allégations au sujet de l'ouverture de l'enquête menée par les autorités mexicaines ainsi que la détermination finale imposant la mesure. En particulier, les États-Unis ont allégué que la manière dont la demande d'ouverture d'une enquête antidumping avait été faite ainsi que la manière dont l'existence d'une menace de dommage avait été déterminée étaient incompatibles avec les articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 12 de l'Accord antidumping.

L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 novembre 1998. La Jamaïque a réservé ses droits en tant que tierce partie. Le Groupe spécial n'a constaté aucune violation de l'Accord antidumping dans l'ouverture de l'enquête, récusant les arguments avancés par les États-Unis concernant la nécessité de rendre certaines déterminations sous-jacentes spécifiques et de les publier au moment de l'ouverture de l'enquête. Toutefois, le Groupe spécial a constaté que le Mexique avait agi de manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'Accord antidumping lorsqu'il a déterminé l'existence d'une menace de dommage important et imposé la mesure antidumping définitive sur les importations de sirop de maïs à haute teneur en fructose en provenance des États-Unis. S'agissant de la détermination finale concluant à l'existence d'une menace de dommage important, le Groupe spécial a conclu que chacun des facteurs relatifs au dommage prévus par l'Accord antidumping devrait être spécifiquement traité lors de l'analyse. Le Groupe spécial a également conclu que la menace de dommage devait concerner la branche de production nationale dans sa totalité et non pas seulement la partie de la branche de production nationale en concurrence directe avec les importations.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 28 janvier 2000. L'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial à sa réunion du 24 février 2000. Le 19 avril 2000, les parties ont informé l'ORD que, conformément à l'article 21.3 du Mémorandum d'accord, elles étaient convenues d'un délai raisonnable à accorder au Mexique pour la mise en œuvre des recommandations de l'ORD. Ce délai a expiré le 22 septembre 2000. À la réunion de l'ORD du 26 septembre 2000, le Mexique a indiqué qu'il s'était conformé aux recommandations du Groupe spécial par sa détermination finale dans le cadre de l'enquête

antidumping, le 20 septembre 2000. Les États-Unis, après examen de la détermination finale du Mexique, ont demandé que l'ORD porte la question devant le groupe spécial initial, conformément à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord. À sa réunion du 23 octobre 2000, l'ORD a porté cette question devant le groupe spécial initial et les Communautés européennes, la Jamaïque et Maurice ont réservé leurs droits de participer en qualité de tierces parties.

États-Unis — Traitement fiscal des « sociétés de ventes à l'étranger », plainte des Communautés européennes (WT/DS108). Ce différend concerne les exonérations d'impôt et les règles spéciales de fixation administrative des prix prévues aux articles 921 à 927 du régime appliqué par les États-Unis aux « sociétés de ventes à l'étranger » (FSC) du Code des impôts des États-Unis. En novembre 1997, les Communautés européennes ont allégué que ces dispositions étaient incompatibles avec les obligations découlant pour les États-Unis des articles III.4 et XVI du GATT de 1994, de l'article 3.1, *a* et *b* de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et des articles 3 et 8 de l'Accord sur l'agriculture.

À sa réunion du 22 septembre 1998, l'ORD a établi un groupe spécial. La Barbade, le Canada et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties au différend. Le Groupe spécial a constaté que, par le biais du régime FSC, les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.1, *a* de l'Accord sur les subventions et de l'article 3.3 de l'Accord sur l'agriculture (et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de cet accord). Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 8 octobre 1999.

Les États-Unis ont fait appel de certaines questions de droit traitées dans le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par ce Groupe spécial. L'Organe d'appel a confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure FSC constituait une subvention prohibée au sens de l'article 3.1, *a* de l'Accord SMC. Il a néanmoins infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la mesure FSC impliquait « l'octroi de subventions pour réduire les coûts de la commercialisation des exportations » de produits agricoles au sens de l'article 9.1, *d* de l'Accord sur l'agriculture et, par conséquent, a infirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 3.3 de l'Accord sur l'agriculture relatif aux subventions à l'exportation. L'Organe d'appel a constaté que les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 10.1 et 8 de l'Accord sur l'agriculture en appliquant des subventions à l'exportation, au moyen de la mesure FSC, d'une manière qui entraînait, ou menaçait d'entraîner, un contournement de leurs engagements en matière de subventions à l'exportation concernant les produits agricoles. Au

moment d'établir ces conclusions, l'Organe d'appel a souligné qu'« un membre de l'OMC peut choisir le type de système fiscal qu'il veut » et également qu'un membre « a le pouvoir souverain d'imposer une catégorie particulière de recettes s'il le souhaite ». Mais, quel que soit le système fiscal qu'un membre choisisse, il doit respecter ses engagements au titre de l'Accord sur l'OMC.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres de l'OMC le 24 février 2000. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial modifié par le rapport de l'Organe d'appel, à sa réunion du 20 mars 2000. Un délai raisonnable avait été déterminé, puis a été prorogé par l'ORD jusqu'au 1er novembre, à la demande des États-Unis.

Le 17 novembre 2000, les États-Unis ont déclaré qu'en adoptant le *FSC Repeal and Extraterritorial Income Exclusion Act* le 15 novembre, ils avaient agi conformément aux recommandations de l'ORD. À la même date, les Communautés européennes ont déclaré que les États-Unis ne s'étaient pas conformés aux recommandations et règles de l'ORD et ont demandé la tenue de consultations avec les États-Unis en vertu des articles 4 et 21.5 du Mémorandum d'accord. Les Communautés européennes ont également demandé à l'ORD l'autorisation de prendre des contre-mesures appropriées et de suspendre des concessions conformément à l'article 4.10 de l'Accord SMC et à l'article 22.2 du Mémorandum d'accord. Les États-Unis ont demandé que la question soit soumise à l'arbitrage en vertu de l'article 22.6 du Mémorandum d'accord. Le 7 décembre 2000, les Communautés européennes ont informé l'ORD que les consultations avaient échoué et ont demandé l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 21.5 du Mémorandum d'accord. L'ORD a porté la question devant le groupe spécial initial le 20 décembre. Le 21 décembre 2000, les États-Unis et les Communautés européennes ont demandé conjointement à l'arbitre prévu à l'article 22.6 de suspendre la procédure d'arbitrage jusqu'à l'adoption du rapport du groupe spécial ou, s'il y avait appel, jusqu'à l'adoption du rapport de l'Organe d'appel.

République de Corée—Mesures affectant les marchés publics, plainte des États-Unis (WT/DS163). Ce différend concerne le projet de l'aéroport international d'Inchon en République de Corée. La question en cause consistait à déterminer si les entités responsables de la passation des marchés publics pour le projet, depuis son origine, étaient des « entités visées » en vertu de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics. Les États-Unis ont soutenu que les pratiques de passation des marchés publics suivies par ces entités étaient ou avaient été incompatibles avec les obligations souscrites par la République de Corée au titre de l'Accord plurilatéral. À sa réunion du 16 juin 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. Les Communautés européennes et le Japon ont réservé leurs droits en tant que tierces parties à la procédure.

Le Groupe spécial a constaté que le texte de la liste de la République de Corée annexée à l'Accord plurilatéral ne faisait pas figurer les entités en charge de la passation des marchés publics pour le projet de l'aéroport et que ces entités étaient indépendantes du Ministère de la construction et des transports, qui est une « entité visée ». En outre, le Groupe spécial a examiné l'allégation des États-Unis concernant l'annulation ou la réduction en situation de non-violation. Il a constaté que l'approche classique en matière de non-violation ne pouvait être appliquée dans une situation où aucune concession n'était effectivement accordée. Le Groupe spécial a également examiné l'allégation en situation de non-violation dans la perspective où une erreur aurait été commise lors de la négociation du traité. Il a conclu que, étant donné les réponses plus qu'incomplètes de la République de Corée à certaines questions posées par les États-Unis pendant les négociations de l'accession de la République de Corée à l'Accord, il y avait initialement eu une erreur de la part des États-Unis quant à l'identification de l'autorité coréenne en charge du projet en question. Toutefois, eu égard à tous les faits, le Groupe spécial a considéré que cette erreur avait été signalée et qu'elle n'était ni raisonnable ni justifiable. Le Groupe spécial a par conséquent constaté que les États-Unis n'avaient pas démontré que des avantages raisonnablement attendus dans le cadre de l'Accord ou des négociations qui ont conduit à l'accession de la République de Corée à l'Accord avaient été annulés ou compromis par des mesures prises par la République de Corée.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 1er mai 2000. L'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial à sa réunion du 19 juin 2000.

Guatemala—Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris, plainte du Mexique (WT/DS156). Le 22 septembre 1999, l'ORD a établi un groupe spécial en vue d'évaluer la compatibilité, avec les règles de l'OMC, de la mesure antidumping définitive imposée par les autorités guatémaltèques sur les importations de ciment Portland gris en provenance du Mexique et des actions qui y ont conduit, en particulier l'enquête antidumping visant les importations de ciment Portland gris provenant de l'exportateur mexicain Cruz Azul. Le Mexique a allégué que la mesure antidumping définitive était incompatible avec les articles 1, 2, 3, 5, 6, 7, 12 et 18 de l'Accord antidumping et les annexes I et II de celui-ci, ainsi qu'avec l'article VI du GATT de 1994. Les Communautés européennes, l'Équateur, les États-Unis et le Honduras ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le Groupe spécial a conclu que l'ouverture et la conduite d'une enquête par le Guatemala, ainsi que l'imposition d'une mesure antidumping définitive sur les importations de ciment Portland gris provenant de la société mexicaine Cruz Azul, étaient incompatibles avec les prescriptions de l'Accord antidumping. Concernant l'ouverture de l'enquête, le Groupe spécial a constaté entre autres que les éléments de preuve relatifs

à l'existence du dumping, de la menace de dommage ou du lien de causalité étaient insuffisants pour justifier l'ouverture de l'enquête et que le Guatemala aurait dû rejeter l'application de droits antidumping. S'agissant de la conduite de l'enquête, le Groupe spécial a constaté plusieurs violations du droit du Mexique à une procédure régulière. Concernant la détermination finale relative à l'existence d'un dommage causé par les importations faisant l'objet du dumping, le Groupe spécial a conclu que le Guatemala avait agi de manière incompatible avec l'Accord antidumping en ce sens que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas évalué correctement l'augmentation du volume des importations faisant l'objet du dumping par rapport à la consommation intérieure du Guatemala, et n'a pas examiné de facteurs connus autres que les importations faisant l'objet du dumping susceptibles d'avoir causé un dommage. Le Groupe spécial a également récusé certaines allégations du Mexique et s'est abstenu d'examiner les allégations qu'il estimait subsidiaires par rapport aux allégations principales formulées par le Mexique et pour lesquelles une décision n'aurait pas fourni d'indications additionnelles quant à la mise en œuvre des recommandations du Groupe spécial.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 24 octobre 2000. L'ORD l'a adopté à sa réunion du 17 novembre 2000. Le 12 décembre 2000, le Guatemala a informé l'ORD qu'il avait retiré sa mesure antidumping et s'était conformé aux recommandations de l'ORD. Le Mexique a salué l'application du Guatemala dans l'affaire.

Canada — Durée de la protection conférée par un brevet, plainte des États-Unis (WT/DS170). Ce différend concerne la durée des brevets au Canada. Les États-Unis ont allégué que l'Accord sur les ADPIC faisait obligation aux membres d'accorder, pour les brevets, une protection dont la durée était d'au moins 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet. Cette obligation vaut aussi pour tous les brevets qui existaient à la date d'application de l'Accord à un membre. Les États-Unis ont fait valoir qu'en vertu de la loi canadienne sur les brevets, la durée de protection prévue pour les brevets délivrés sur la base de demandes déposées avant le 1er octobre 1989 était de 17 ans à compter de la date de délivrance du brevet. Ils ont considéré que cette situation était incompatible avec les articles 33, 65 et 70 de l'Accord sur les ADPIC. À sa réunion du 22 septembre 1999, l'ORD a établi un groupe spécial.

Le Groupe spécial a tout d'abord constaté qu'en vertu de l'article 70.2 de l'Accord sur les ADPIC, le Canada était tenu d'appliquer les obligations pertinentes découlant dudit accord aux inventions protégées par des brevets qui étaient en vigueur au 1er janvier 1996, date à laquelle l'Accord sur les ADPIC est entré en vigueur au Canada. Il a ensuite constaté que l'article 45 de la loi sur les brevets du Canada n'offrait pas dans tous les cas une durée de protection qui ne prenait pas fin avant l'expiration d'une période de 20 ans à compter de la date du dépôt, comme l'exi-

geait l'article 33 de l'Accord sur les ADPIC, rejetant ainsi, entre autres, l'argument du Canada selon lequel la période de protection de 17 ans conférée par sa loi sur les brevets était effectivement équivalente à la période de 20 ans prévue par l'Accord sur les ADPIC en raison des délais de traitement moyens des brevets, des délais informels ou légaux, etc.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres le 5 mai 2000. Le Canada a fait appel de certaines questions de droit traitées dans le rapport de l'Organe d'appel et de certaines interprétations du droit données par ce Groupe spécial. L'Organe d'appel a néanmoins confirmé toutes les constatations et conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel. Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres le 18 septembre 2000. Le 12 octobre 2000, l'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial confirmé par le rapport de l'Organe d'appel.

Le 23 octobre 2000, le Canada a déclaré son intention d'appliquer les recommandations et les règles de l'ORD. Le Canada a demandé un délai raisonnable pour s'y conformer et a déclaré qu'il consulterait les États-Unis à ce sujet. Le 15 décembre 2000, les États-Unis ont demandé qu'un délai raisonnable soit déterminé par arbitrage obligatoire conformément à l'article 21.3 du Mémorandum d'accord.

États-Unis—Loi antidumping de 1916, plaintes des Communautés européennes (WT/DS136) et du Japon (WT/DS162). Ce différend concerne la loi antidumping de 1916 des États-Unis (« loi de 1916 »). Cette loi permet, dans certaines conditions, d'intenter des actions au civil et au pénal contre les importateurs qui ont vendu des produits d'origine étrangère aux États-Unis à des prix « substantiellement inférieurs » aux prix auxquels les mêmes produits sont vendus sur un marché étranger donné. Un importateur faisant l'objet de poursuites peut être condamné à une amende et/ou une peine d'emprisonnement et les plaignants privés peuvent réclamer des dommages-intérêts triples s'ils ont subi un dommage à la suite d'une violation de la loi de 1916.

Les Communautés européennes et le Japon ont séparément mis en cause la loi de 1916 au motif qu'elle autorise des mesures correctives en cas de « dumping » autres que l'imposition de droits antidumping, et ne respecte pas les prescriptions de procédure ni le critère du dommage prévus par les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994. Les Communautés européennes et le Japon ont également fait valoir que la loi de 1916 était incompatible avec l'article III.4 du GATT de 1994 ainsi qu'avec l'article XVI.4 de l'Accord sur l'OMC, et le Japon a allégué que la loi de 1916 était incompatible avec l'article XI du GATT de 1994 et l'article 18.4 de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 1er février 1999, l'ORD a établi un groupe spécial à la demande des Communautés européennes. L'Inde, le Japon et le

Mexique ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. À sa réunion du 26 juillet 1999, l'ORD a établi un deuxième groupe spécial à la demande du Japon. Les Communautés européennes et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. La composition des deux groupes spéciaux étant identique, ils forment donc le Groupe spécial dans ces différends.

Dans deux rapports distincts, distribués aux membres de l'OMC les 31 mars et 29 mai 2000, respectivement, le Groupe spécial a constaté qu'il était habilité à examiner les allégations formulées par les Communautés européennes et le Japon et a récusé les arguments présentés par les États-Unis concernant la nature « discrétionnaire » de la loi de 1916. Le Groupe spécial a en outre constaté que la loi de 1916 entrait dans le champ d'application de l'article VI du GATT de 1994 ainsi que de l'Accord antidumping, et qu'elle enfreignait l'article VI.1 et VI.2 du GATT de 1994 et certaines dispositions de l'Accord antidumping.

Les États-Unis, les Communautés européennes et le Japon ont tous fait appel de certaines constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial. L'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations et conclusions du Groupe spécial qui avaient fait l'objet de l'appel.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres le 28 août 2000. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel ainsi que les rapports du Groupe spécial confirmés par le rapport de l'Organe d'appel le 26 septembre 2000. À la réunion de l'ORD le 23 octobre 2000, les États-Unis ont déclaré leur intention d'appliquer les règles et recommandations de l'ORD et qu'ils consulteraient les Communautés européennes et le Japon concernant un délai raisonnable pour l'application. Le 17 novembre 2000, les Communautés européennes et le Japon ont demandé qu'un délai raisonnable soit déterminé par arbitrage conformément à l'article 21.3, *c* du Mémorandum d'accord.

Canada—Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques, plainte des Communautés européennes et de leurs États membres (WT/DS114). Ce différend concerne la protection des inventions accordée par le Canada dans le domaine des produits pharmaceutiques. Les Communautés européennes ont considéré que la loi du Canada sur les brevets n'était pas compatible avec les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, car elle n'assurait pas la protection complète des inventions pharmaceutiques brevetées pendant la totalité de la période de protection, au sens des articles 27.1, 28 et 33 de l'Accord sur les ADPIC. À sa réunion du 1er février 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. L'Australie, le Brésil, la Colombie, Cuba, les États-Unis, l'Inde, Israël, le Japon, la Pologne et la Suisse ont réservé leurs droits de tierces parties.

Le Groupe spécial a constaté que l'« exception pour l'examen réglementaire » prévue par la loi du Canada sur les brevets (article 55.2 1), le

premier aspect de cette loi contesté par les Communautés européennes, n'était pas incompatible avec l'article 27.1 de l'Accord sur les ADPIC, puisqu'elle était couverte par l'exception prévue à l'article 30 dudit accord. Au titre de cette « exception pour l'examen réglementaire », les concurrents potentiels du titulaire d'un brevet avaient l'autorisation d'utiliser l'invention brevetée, sans l'autorisation du titulaire du brevet pendant la durée de celui-ci, afin d'obtenir des pouvoirs publics l'approbation de commercialisation, de sorte qu'ils auraient l'autorisation réglementaire de vendre dans des conditions de concurrence avec le titulaire du brevet à la date d'expiration du brevet. S'agissant du second aspect de la loi sur les brevets contesté par les Communautés européennes, à savoir l'« exception pour le stockage » (article 55.2 2), le Groupe spécial a constaté l'existence d'une infraction à l'article 28.1 de l'Accord sur les ADPIC non couverte par l'exception prévue à l'article 30 dudit accord. Au titre de cette « exception pour le stockage », les concurrents étaient autorisés à fabriquer et à stocker des marchandises brevetées pendant une certaine période avant l'expiration du brevet, mais les marchandises ne pouvaient pas être vendues tant que le brevet n'était pas venu à expiration. Le Groupe spécial a estimé que, contrairement à l'« exception pour l'examen réglementaire », l'« exception pour le stockage » constituait une réduction substantielle des droits exclusifs qui devaient être accordés aux titulaires de brevets au titre de l'article 28.1, réduction d'une telle ampleur qu'elle ne pouvait pas être considérée comme une exception limitée au sens de l'article 30 de l'Accord sur les ADPIC.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 17 mars 2000. L'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial à sa réunion du 7 avril 2000. À la réunion de l'ORD du 23 octobre 2000, le Canada a informé celui-ci qu'il mettrait en œuvre les recommandations et décisions formulées par l'ORD et qu'il consulterait les États-Unis concernant un délai raisonnable pour le faire. Le 15 décembre 2000, les États-Unis ont demandé que ce délai soit déterminé par arbitrage contraignant conformément à l'article 21.3, *c* du Mémorandum d'accord.

États-Unis — Imposition de droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud originaires du Royaume-Uni, plainte des Communautés européennes (WT/DS138). Ce différend concerne des droits compensateurs imposés par les États-Unis sur certains produits en acier au carbone, plomb et bismuth laminés à chaud (barres en acier au plomb) en provenance du Royaume-Uni. Les barres en acier au plomb visées par les droits compensateurs avaient été produites et exportées à destination des États-Unis par United Engineering Steels Limited (UES) et British Steel Engineering Steels (BSES). Ces entreprises avaient acquis, directement ou indirectement, des actifs servant à la production de barres en acier au plomb qui avaient auparavant appartenu à British Steel Corporation (BSC), une

société d'État. Entre 1977 et 1986, BSC avait reçu des subventions du Gouvernement britannique.

Les droits compensateurs frappant les importations de barres en acier au plomb ont été à l'origine imposés par les États-Unis en 1993. Le Département du commerce des États-Unis a par la suite procédé à des réexamens administratifs annuels des droits compensateurs. Lors de ces réexamens, le Département du commerce a présumé, indépendamment des changements de propriété des actifs que BSC utilisait pour la production de barres en acier au plomb, que les subventions accordées à BSC étaient « passées » à « l'avantage » d'UES et de BSplc/BSES. Dans cette affaire, les Communautés européennes se sont plaintes que les droits compensateurs imposés sur les barres en acier au plomb importées en 1994, 1995 et 1996 à la suite des réexamens administratifs effectués en 1995, 1996 et 1997 enfreignaient les obligations des États-Unis découlant des articles 1.1, *b,* 10, 14 et 19.4 de l'Accord SMC.

Le Groupe spécial a conclu qu'en imposant des droits compensateurs sur les importations de 1994, 1995 et 1996 de barres en acier au plomb produites par UES et BSES respectivement, les États-Unis avaient enfreint l'article 10 de l'Accord SMC. Le Groupe spécial a constaté que le Département du commerce des États-Unis aurait dû examiner si les subventions auparavant accordées par le Gouvernement britannique à BSC avaient conféré un « avantage » continu à UES et BSES. Le Département du commerce des États-Unis a eu tort de présumer l'existence continue d'un « avantage ». Par ailleurs, le Groupe spécial a constaté que, les actifs de BSC servant à la production de barres en acier au plomb ayant été aliénés dans des conditions de pleine concurrence et à leur juste valeur, UES et BSES n'avaient pu obtenir aucun « avantage » provenant des subventions accordées auparavant à BSC. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 23 décembre 1999.

Les États-Unis ont fait appel de certaines constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial. L'Organe d'appel a confirmé toutes les constatations du Groupe spécial ayant fait l'objet de l'appel tout en en modifiant partiellement le raisonnement. Il a souligné qu'une autorité chargée d'une enquête qui procédait à un réexamen de droits compensateurs devait déterminer, à la lumière de tous les faits dont elle disposait, si l'application de ces droits était toujours nécessaire. Étant donné que le Groupe spécial avait établi des constatations de fait selon lesquelles UES et BSES avaient acquis les actifs de BSC à leur juste valeur marchande, l'Organe d'appel a déclaré que le Groupe spécial n'avait pas commis d'erreur en constatant que UES et BSES n'avaient obtenu aucun « avantage » découlant des subventions accordées.

Au moment de l'ouverture de la procédure d'appel, l'Organe d'appel a reçu deux mémoires d'*amicus curiae* à l'appui de la position des États-Unis, émanant de l'Institut américain du fer et de l'acier (American

Iron and Steel Institute) et de l'Industrie nord-américaine des aciers spéciaux (Speciality Steel Industry of North America). L'Organe d'appel a déterminé qu'il était habilité en droit, en vertu du Mémorandum d'accord, à accepter et à examiner les mémoires d'*amicus curiae* s'il jugeait pertinent et utile de le faire. Il a toutefois souligné que les particuliers et les organisations qui n'étaient pas membres de l'OMC n'étaient pas fondés en droit à présenter des communications ni à être entendus par l'Organe d'appel. En outre, l'Organe d'appel n'a pas l'obligation juridique d'accepter ou d'examiner les mémoires d'*amicus curiae* présentés spontanément. Dans le cadre de cette procédure d'appel, l'Organe d'appel n'a pas jugé nécessaire de prendre les deux mémoires d'*amicus curiae* en considération au moment de rendre sa décision.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres de l'OMC le 10 mai 2000. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel le 7 juin 2000. À la réunion de l'ORD le 5 juillet 2000, les États-Unis ont annoncé qu'ils estimaient avoir mis en œuvre les recommandations de l'ORD.

Canada—Certaines mesures concernant l'industrie automobile, plaintes du Japon (WT/DS139) et des Communautés européennes (WT/DS142). Ce différend concerne une mesure canadienne qui prévoit une exemption des droits d'importation pour certains véhicules automobiles. Depuis qu'il a conclu le Pacte de l'automobile avec les États-Unis en 1965, le Canada a appliqué un régime d'admission en franchise de droit aux véhicules automobiles importés par certains fabricants établis au Canada satisfaisant à trois conditions principales. Premièrement, le fabricant doit être présent au Canada en tant que fabricant de véhicules automobiles de la catégorie de ceux qui sont importés. Deuxièmement, la proportion que représente la valeur marchande des véhicules automobiles produits au Canada par rapport à la valeur marchande de tous les véhicules automobiles vendus au Canada par ce fabricant doit être égale ou supérieure à une proportion donnée. Troisièmement, la « valeur canadienne ajoutée » de la production de véhicules automobiles du Canada doit être égale ou supérieure soit à un montant précis soit, dans certains cas, à un pourcentage défini de la valeur marchande ou du coût de production. Le Japon et les Communautés européennes ont fait valoir que la mesure canadienne en question était incompatible avec les articles I.1 et III.4 du GATT de 1994, avec l'article 2 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord MIC), avec l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC) et avec les articles II, VI et XVII de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). En outre, le Japon a allégué une violation de l'article XXIV du GATT de 1994.

À sa réunion du 1er février 1999, l'ORD a établi un groupe spécial unique chargé d'examiner la plainte du Japon (DS139) ainsi que

la plainte des Communautés européennes (DS142). La République de Corée, les États-Unis et l'Inde ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Le Groupe spécial a constaté que les conditions auxquelles le Canada avait accordé l'exemption des droits d'importation étaient incompatibles avec l'article I.1 du GATT de 1994 et n'étaient pas justifiées au titre de l'article XXIV du GATT de 1994. Il a en outre constaté que l'application des prescriptions relatives à la « valeur canadienne ajoutée » était incompatible avec l'article III.4 du GATT de 1994. Le Groupe spécial a également constaté que l'exemption des droits d'importation constituait une subvention prohibée à l'exportation, en contravention de l'article 3.1, *a* de l'Accord SMC. Par ailleurs, le Groupe spécial a constaté que la manière dont le Canada avait soumis à condition le droit à l'exemption des droits d'importation était incompatible avec l'article II de l'AGCS et ne pouvait pas se justifier au titre de l'article V de l'AGCS. Enfin, le Groupe spécial a constaté que l'application des prescriptions relatives à la « valeur canadienne ajoutée » constituait une violation de l'article XVII de l'AGCS.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 11 février 2000. Le Canada a fait appel de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par ce groupe spécial. L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'exemption des droits d'importation accordée par le Canada était incompatible avec l'article I.1 du GATT de 1994 et l'article 3.1, *a* de l'Accord SMC. Toutefois, il a infirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle l'article 3.1, *b* de l'Accord SMC ne s'appliquait pas aux subventions qui étaient subordonnées « en fait » à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. L'Organe d'appel a en outre estimé que le Groupe spécial n'avait pas examiné la question de savoir si la mesure en cause affectait le commerce des services, comme il est appelé à le faire conformément à l'article I.1 de l'AGCS. En outre, l'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle l'exemption des droits d'importation était incompatible avec les exigences de l'article II.1 de l'AGCS ainsi que les constatations ayant conduit à cette conclusion. L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial n'avait pas montré comment l'exemption des droits d'importation accordée à certains fabricants affectait la fourniture de services de commerce de gros et les fournisseurs de services de commerce de gros de véhicules automobiles.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres de l'OMC le 31 mai 2000. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial modifié par le rapport de l'Organe d'appel le 19 juin 2000. Le 19 juillet 2000, le Canada a annoncé qu'il se conformerait aux recommandations de l'ORD. Le 4 août 2000, les

Communauté européennes et le Japon ont demandé, au titre de l'article 21.3, *c,* que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage. L'arbitre a déterminé que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD relatives à l'article I.1 et à l'article III.4 du GATT de 1994 ainsi qu'à l'article XVII de l'AGCS viendra à expiration le 19 février 2001.

États-Unis—Article 110 5) de la loi des États-Unis sur le droit d'auteur, plainte des Communautés européennes (WT/DS160). Ce différend porte sur l'article 110 5) de la loi des États-Unis sur le droit d'auteur, telle qu'elle a été modifiée par la loi sur la loyauté dans le domaine des droits musicaux promulguée le 27 octobre 1998. Les Communautés européennes ont soutenu que l'article 110 5) de la loi des États-Unis sur le droit d'auteur permettait, dans certaines conditions, de faire écouter de la musique radio ou télédiffusée dans des lieux publics (bars, magasins, restaurants, etc.) sans avoir à acquitter de redevance. Les Communautés européennes ont considéré que cette disposition était incompatible avec les obligations que les États-Unis ont contractées dans le cadre de l'article 9.1 de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (Accord sur les ADPIC), en vertu duquel les membres doivent se conformer aux articles 1er à 21 de la Convention de Berne.

Ce différend portait essentiellement sur la compatibilité de deux exceptions prévues par l'article 110 5) de la loi sur le droit d'auteur des États-Unis avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, qui autorise certaines limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits, à condition que ces limitations ne concernent que certains cas spéciaux et qu'elles ne portent pas atteinte à l'exploitation normale de l'œuvre en question ni ne causent un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur du droit.

À sa réunion du 26 mai 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. L'Australie, le Japon et la Suisse ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le Groupe spécial a constaté que l'exception « pour usage dans des entreprises commerciales » énoncée à l'alinéa B de l'article 110 5) de la loi sur le droit d'auteur des États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et était par conséquent incompatible avec les articles 11, *bis,* 1) iii et 11 1) ii de la Convention de Berne (1971) tels qu'ils avaient été incorporés dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9.1 de cet accord. Il a noté, entre autres choses, qu'une vaste majorité des établissements de restauration et débits de boisson et près de la moitié des établissements de vente au détail étaient visés par l'exception pour usage dans des entreprises commerciales. Il a également constaté que l'exception « pour usage de type privé » énoncée à l'alinéa A de l'article 110 5) de la loi sur le droit d'auteur des États-Unis satisfaisait aux prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC et était par conséquent compatible avec les arti-

cles 11, *bis,* 1) iii et 11 1) ii de la Convention de Berne (1971) tels qu'ils avaient été incorporés dans l'Accord sur les ADPIC par l'article 9.1 de cet accord. À ce sujet, il a noté certaines limites imposées en ce qui concerne les bénéficiaires de l'exception, le matériel admissible et les catégories d'œuvres, ainsi que la pratique suivie par les tribunaux américains dans l'application de cette exception.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 15 juin 2000. L'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial à sa réunion du 27 juillet 2000. Les États-Unis ont informé l'ORD, le 24 août 2000, qu'ils mettraient en œuvre ses recommandations. Ils ont proposé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre de ces recommandations soit de 15 mois. Le 23 octobre 2000, les Communautés européennes ont demandé que le délai raisonnable pour la mise en œuvre soit déterminé par arbitrage contraignant ainsi qu'il est prévu à l'article 21.3, *c* du Mémorandum d'accord.

République de Corée—Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers, plainte des Communautés européennes (WT/DS98). Ce différend porte sur une mesure de sauvegarde imposée par la République de Corée sous la forme de restrictions quantitatives sur les importations de préparations à base de lait écrémé en poudre. Les Communautés européennes ont fait valoir que la mesure de sauvegarde a été imposée par la République de Corée de manière incompatible avec les dispositions des articles 2, 4, 5 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et que la mesure de sauvegarde contrevenait à l'article XIX.1, *a* du GATT de 1994, dans la mesure où la République de Corée n'a pas apporté la preuve que l'augmentation prétendue des importations résultait d'une « évolution imprévue des circonstances ». Le 23 juillet 1998, l'ORD a établi un groupe spécial chargé d'examiner l'allégation des Communautés européennes. Les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierce partie.

Dans son rapport distribué aux membres de l'OMC le 21 juin 1999, le Groupe spécial a conclu que la République de Corée avait imposé sa mesure de sauvegarde d'une manière incompatible avec les articles 4.2, 5.1 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes. La République de Corée et les Communautés européennes ont fait appel de certaines constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial. En ce qui concerne l'allégation des Communautés européennes au titre de l'article XIX.1, *a* du GATT de 1994, l'Organe d'appel a désapprouvé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les mots contenus dans l'article—« résultant de l'évolution imprévue des circonstances et de l'effet des engagements assumés par un membre en vertu de cet accord, y compris les concessions tarifaires »—ne spécifiaient rien de plus que les conditions dans lesquelles les mesures conformément à l'article XIX devaient être appliquées. L'Organe d'appel a estimé que le sens ordinaire de ces mots, dans leur contexte et à la lumière de l'objectif et du but de l'article XIX

du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, était qu'un membre imposant une mesure de sauvegarde devait apporter la preuve qu'il s'agissait de développements inattendus qui avaient entraîné l'augmentation des importations ayant causé ou menacé de causer un dommage grave à l'industrie nationale. En ce qui concerne l'article 5.1 de l'Accord sur les sauvegardes, l'Organe d'appel a considéré, comme le Groupe spécial, que l'obligation qu'avait un membre d'appliquer une mesure de sauvegarde ne valait que dans la mesure nécessaire à ce que les objectifs contenus dans cette disposition soient remplis. L'Organe d'appel a cependant modifié le raisonnement du Groupe spécial en ce qui concernait la nécessité de fournir une explication raisonnée pour le choix de la mesure adoptée. Pour ce qui était de l'article 12.2 de l'Accord sur les sauvegardes, l'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle la notification de la République de Corée en l'espèce respectait l'obligation de communiquer au Comité des sauvegardes « tous les renseignements pertinents ».

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres de l'OMC le 14 décembre 1999. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, le 12 janvier 2000. Le 11 février 2000, la République de Corée a informé l'ORD qu'elle étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations. Le 21 mars 2000, les parties ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre par la République de Corée des recommandations de l'ORD, délai qui a expiré le 20 mai 2000. À la réunion de l'ORD du 26 septembre 2000, la République de Corée a informé l'ORD qu'elle avait levé sa mesure de sauvegarde le 20 mai 2000 et qu'elle avait ainsi mis en œuvre les recommandations qu'il avait formulées dans le cadre de la présente affaire.

Argentine—Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures, plainte des Communautés européennes (WT/DS121). Ce différend porte sur une plainte des Communautés européennes concernant les mesures de sauvegarde imposées par l'Argentine sur les importations de chaussures. Les Communautés européennes ont fait valoir que les mesures de sauvegarde provisoires et définitives adoptées par l'Argentine, ainsi que certaines modifications à ces mesures, étaient incompatibles avec les articles 2, 3, 5 et 6 de l'Accord sur les sauvegardes et avec l'article XIX du GATT de 1994. Les Communautés européennes ont également allégué que ces mesures n'avaient pas été correctement notifiées au Comité des sauvegardes conformément à l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes. Le 23 juillet 1998, l'ORD a établi un groupe spécial chargé d'examiner la plainte des Communautés européennes. L'Indonésie, le Paraguay, l'Uruguay, le Brésil et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Dans son rapport distribué aux membres de l'OMC le 25 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que l'enquête menée par l'Argentine et ses

déterminations de l'existence d'un accroissement des importations, d'un dommage grave et d'un lien de causalité étaient incompatibles avec les articles 2.1 et 4.2 de l'Accord sur les sauvegardes, qui énoncent les conditions devant être remplies avant qu'un membre puisse appliquer une mesure de sauvegarde. Après avoir examiné l'article 2 de l'Accord sur les sauvegardes, ainsi que l'article XXIV du GATT de 1994, le Groupe spécial a conclu qu'un membre qui faisait partie d'une union douanière ne pouvait pas appliquer une mesure de sauvegarde uniquement aux importations en provenance de pays tiers non membres de cette union, lorsque l'enquête en matière de sauvegardes avait été effectuée et que la détermination de l'existence d'un dommage grave avait été faite sur la base des importations de toutes provenances, y compris d'autres membres de l'union douanière en question. Le Groupe spécial a également constaté que les enquêtes en matière de sauvegardes conduites et les mesures de sauvegarde imposées après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC qui satisfaisaient aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes satisfaisaient également aux prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994. Il a rejeté les allégations des Communautés européennes selon lesquelles l'Argentine n'avait pas dûment notifié ses mesures de sauvegarde et s'est abstenu de formuler des constatations au sujet des allégations formulées par les Communautés européennes au titre des articles 5 et 6 de l'Accord sur les sauvegardes concernant l'application des mesures de sauvegarde et les mesures de sauvegarde provisoires.

L'Argentine et les Communautés européennes ont fait appel de certaines constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial. L'Organe d'appel a infirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle les enquêtes en matière de sauvegardes conduites et les mesures de sauvegarde imposées après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC qui satisfaisaient aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes satisfaisaient également aux prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994. L'Organe d'appel a constaté que, pour appliquer une mesure de sauvegarde, un membre devait appliquer *à la fois* les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes et celles de l'article XIX du GATT de 1994 et que, conformément à l'article XIX, un membre imposant une mesure de sauvegarde devait démontrer, en fait, qu'une évolution imprévue des circonstances avait conduit à un accroissement des importations qui, à son tour, causait ou menaçait de causer un dommage grave à la branche de production nationale. L'Organe d'appel a confirmé la conclusion du Groupe spécial selon laquelle, au titre de l'Accord sur les sauvegardes, l'Argentine ne pouvait pas justifier l'imposition de mesures de sauvegarde aux seules importations en provenance des États non membres du Marché commun du Sud (MERCOSUR), alors qu'elle avait conduit une enquête en matière de sauvegardes et établit ses déterminations sur la base des importations de chaussures de toutes provenances, y compris de ses partenaires du MERCOSUR. Cependant, l'Organe d'appel

a infirmé le raisonnement juridique du Groupe spécial concernant la note de bas de page 1 relative à l'article 2.1 de l'Accord sur les sauvegardes et à l'article XXIV du GATT de 1994. L'Organe d'appel a également confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles l'enquête en matière de sauvegardes conduite par l'Argentine et ses déterminations de l'existence d'un accroissement des importations, d'un dommage grave et d'un lien de causalité n'étaient pas incompatibles avec les prescriptions figurant aux articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres de l'OMC le 14 décembre 1999. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, le 12 janvier 2000. Le 11 février 2000, l'Argentine a informé l'ORD qu'elle étudiait les moyens de mettre en œuvre ses recommandations.

États-Unis—Articles 301 à 310 de la loi de 1974 sur le commerce extérieur, plainte des Communautés européennes (WT/DS152). Ce différend porte sur une plainte des Communautés européennes concernant certains éléments des articles 301 à 310 de la loi de 1974 sur le commerce extérieur des États-Unis. Les Communautés européennes ont allégué que les articles 301 à 310, en particulier les articles 304, 305 et 306, appelaient la prise de mesures unilatérales de la part des États-Unis d'une manière qui rendait la législation du pays incompatible avec les dispositions multilatérales de règlement des différends contenues dans le Mémorandum d'accord, en particulier les articles 3, 21, et 23, ainsi qu'avec certaines dispositions du GATT de 1994 et avec l'article XVI.4 de l'Accord de l'OMC.

Le 2 mars 1999, l'ORD a établi un groupe spécial chargé d'examiner la plainte des Communautés européennes. Les pays ci-après ont réservé leurs droits en tant que tierces parties : Brésil, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, Équateur, RAS de Hong Kong, Inde, Israël, Jamaïque, Japon, République de Corée, République dominicaine, Sainte-Lucie et Thaïlande.

La principale allégation des Communautés européennes était que l'article 304 était incompatible avec les règles de l'OMC puisque, dans certaines circonstances, il obligeait le représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales à décider, avant l'achèvement des procédures multilatérales du Mémorandum d'accord en la matière et de façon unilatérale, si un autre membre de l'OMC avait enfreint les règles de l'OMC. Le Groupe spécial a constaté qu'en examinant uniquement le dispositif législatif de l'article 304, il pouvait dire qu'il existait en réalité une menace sérieuse que de telles mesures unilatérales soient prises, même si rien n'obligeait le représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales à les prendre. Cette

menace, avec « l'effet de refroidissement » qu'elle semblait avoir sur d'autres membres et, indirectement, sur le marché, ainsi que sur les différents agents économiques qui le composaient, constituait à première vue une infraction aux règles du Mémorandum d'accord. Toutefois, le Groupe spécial a ensuite examiné les autres éléments de l'article 304, en particulier les déclarations faites par l'administration américaine adoptées par le Congrès et confirmées par les engagements pris devant le Groupe spécial, dans lesquelles les États-Unis avaient circonscrit le pouvoir discrétionnaire du représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de prendre des mesures unilatérales avant l'épuisement des procédures prévues dans le Mémorandum d'accord. Il a considéré que ces engagements garantissaient effectivement qu'en vertu du droit des États-Unis, le représentant ne pouvait pas décider de façon unilatérale qu'un autre membre de l'OMC avait manqué à ses obligations au regard de l'Organisation avant l'achèvement des procédures prévues dans le Mémorandum d'accord. Il a conclu que ces engagements avaient donc mis fin à l'incompatibilité apparente de l'article 304 avec le Mémorandum d'accord.

Le Groupe spécial a également examiné les allégations des Communautés européennes selon lesquelles les articles 305 et 306, qui portent sur les décisions du représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales sur le point de savoir si un membre de l'OMC a mis en œuvre les recommandations de l'ORD et quelles mesures prendre, étaient incompatibles avec le Mémorandum d'accord. Le Groupe spécial n'a pas tranché la controverse concernant l'enchaînement logique de l'article 21.5 et de l'article 21.6. Il a conclu que de l'avis tant des États-Unis que des Communautés européennes, les articles 305 et 306 n'étaient pas incompatibles avec l'article 23 du Mémorandum d'accord.

Là encore, cette conclusion s'appuyait en partie sur des décisions et des déclarations des États-Unis qui ont effectivement circonscrit le pouvoir discrétionnaire du représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales de prendre des décisions unilatérales concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD, ainsi que la suspension de concessions au titre des articles 305 et 306. Enfin, le Groupe spécial a également rejeté l'allégation des Communautés européennes selon laquelle l'article 306 enfreignait certaines dispositions du GATT de 1994, parce que le succès des allégations du GATT était subordonné à l'acceptation des allégations au titre du Mémorandum d'accord.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 22 décembre 1999. L'ORD a adopté le rapport du Groupe spécial à sa réunion du 27 janvier 2000.

Chili—Taxes sur les boissons alcooliques, plaintes des Communautés européennes (WT/DS87 et 110). Ce différend porte sur le traitement fiscal accordé à certaines boissons alcooliques distillées au Chili.

En vertu de sa législation sur la taxation des boissons alcooliques, promulguée en 1997, le Chili a adopté deux systèmes de taxation : le premier, connu sous le nom de système transitoire, en vigueur jusqu'au 1er décembre 2000, et le second, connu sous le nom de nouveau système chilien, en vigueur à compter de cette date. Les Communautés européennes ont indiqué que les deux systèmes étaient incompatibles avec les obligations qui incombaient au Chili au titre de la deuxième phrase de l'article III.2 du GATT de 1994.

Le 25 mars 1998, l'ORD a décidé que le Groupe spécial établi pour examiner une plainte précédente émanant des Communautés européennes concernant le régime fiscal du Chili sur les boissons alcooliques (DS87) devait examiner cette nouvelle plainte des Communautés européennes. Le Canada, le Pérou et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties.

Dans son rapport distribué aux membres de l'OMC le 15 juin 1999, le Groupe spécial a constaté que le pisco, le whisky, le brandy, le rhum, le gin, la vodka, la tequila, les liqueurs et plusieurs autres boissons alcooliques distillées étaient « des produits directement concurrents ou des produits directement substituables ». Il a conclu que, dans le cadre à la fois du système transitoire et du nouveau système chilien, les boissons nationales et les boissons importées n'étaient « pas frappées d'une taxe semblable » et que cette taxation dissimilaire était appliquée « de manière à protéger la production nationale », ce qui est contraire aux dispositions de la deuxième phrase de l'article III.2 du GATT de 1994.

Le Chili a fait appel de certaines constatations et conclusions juridiques du Groupe spécial concernant le nouveau système chilien. L'Organe d'appel a confirmé la conclusion générale du Groupe spécial selon laquelle les boissons alcooliques distillées nationales et les boissons alcooliques distillées importées n'étaient « pas frappées d'une taxe semblable » dans le cadre du nouveau système chilien et que cette taxation dissimilaire était appliquée « de manière à protéger la production nationale ». L'Organe d'appel a cependant modifié le raisonnement suivi par le Groupe spécial sur certains points. L'Organe d'appel a noté que les membres sont libres de taxer les boissons alcooliques selon leur teneur en alcool et leur prix, à condition que la classification à des fins fiscales ne soit pas appliquée de manière à protéger la production nationale.

Le rapport de l'Organe d'appel a été distribué aux membres de l'OMC le 13 décembre 1999. L'ORD a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel que modifié par le rapport de l'Organe d'appel, le 12 janvier 2000. Le 11 février 2000, le Chili a informé l'ORD de son intention de mettre en œuvre ses recommandations, tout en faisant observer que toute modification des lois fiscales devait être approuvée par le Congrès et qu'il demanderait donc un délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations. Le 15 mars 2000,

le Chili a demandé que le délai raisonnable soit déterminé par arbitrage conformément à l'article 21.3, *c* du Mémorandum d'accord. Le 23 mai 2000, l'arbitre a déterminé que le délai raisonnable imparti au Chili pour mettre en œuvre les recommandations de l'ORD expirerait le 21 mars 2001.

Rapports de groupes spéciaux susceptibles d'être soumis à l'Organe

Communautés européennes—Mesures concernant l'amiante et les produits en contenant, plainte du Canada (WT/DS135). Le différend porte sur un décret français du 24 décembre 1996 interdisant la fabrication, la transformation, la vente, l'importation, etc., de l'amiante et des produits contenant de l'amiante. Le Canada a allégué que ce décret violait les articles 2 et 5 de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'article 2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce et les articles III et XI du GATT de 1994. Le Canada a également fait valoir, conformément à l'article XXIII.1, *b*, que des avantages résultant pour lui des divers accords cités sont annulés ou compromis.

L'ORD a établi un groupe spécial à sa réunion du 25 novembre 1998. Le Brésil, les États-Unis et le Zimbabwe ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le Groupe spécial a conclu que la partie « interdiction » du décret du 24 décembre 1996 ne relevait pas du champ d'application de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, contrairement à la partie du décret relative aux « exceptions ». Toutefois, comme aucune allégation n'avait été soulevée par le Canada concernant la compatibilité avec l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de la partie du décret relative aux exceptions, le Groupe spécial s'est abstenu de toute conclusion en ce qui concernait celle-ci. Le Groupe spécial a ensuite constaté que les fibres d'amiante chrysotile en tant que telles et les fibres qui leur étaient substituables en tant que telles étaient des produits similaires au sens de l'article III.4 du GATT de 1994. De même, il a conclu que les produits en amiante-ciment et les produits en fibrociment pour lesquels des informations suffisantes lui avaient été soumises étaient des produits similaires au sens de l'article III.4 du GATT de 1994. En ce qui concernait les produits dont il a constaté qu'ils étaient similaires, il a conclu que le décret violait l'article III.4 du GATT de 1994. Cependant, il a conclu que le décret, en ce qu'il introduisait un traitement discriminatoire entre ces produits au sens de l'article III.4, était justifié au titre de l'article XX, *b* du GATT de 1994. Finalement, il a conclu que le Canada n'avait pas établi qu'il subissait une annulation ou une réduction d'un avantage au sens de l'article XXIII.1, *b* du GATT de 1994.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 18 septembre 2000. Le 23 octobre 2000, le Canada a fait part

à l'Organe de règlement des différends de sa décision de faire appel de certaines questions de droit et interprétations du droit données par le Groupe spécial.

Communautés européennes—Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde, plainte de l'Inde (WT/DS141). Ce différend porte sur l'imposition de droits antidumping par les Communautés européennes sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde. L'Inde a prétendu que les Communautés européennes avaient violé diverses obligations en vertu des articles 2, 3, 5, 6, 12 et 15 de l'Accord antidumping. À sa réunion du 27 octobre 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. L'Égypte, le Japon et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le Groupe spécial a conclu que les Communautés européennes n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.2, 2.2.2, 3.1, 3.4, 3.5, 5.3, 5.4 et 12.2.2 de l'Accord antidumping : *a*) en calculant le montant pour les bénéfices lorsqu'elles avaient établi la valeur nominale construite; *b*) en considérant toutes les importations en provenance d'Inde (et d'Égypte et du Pakistan) comme faisant l'objet d'un dumping dans l'analyse du dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping; *c*) en prenant en considération des renseignements relatifs à des producteurs faisant partie de la branche de production nationale mais non de l'échantillon choisi lorsqu'elles avaient analysé la situation de la branche de production; *d*) en examinant l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve avant l'ouverture de l'enquête; *e*) en établissant le soutien de la branche de production en faveur de la demande; et *f*) en donnant avis au public de leur détermination finale. Le Groupe spécial a toutefois conclu aussi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 2.4.2, 3.4 et 15 de l'Accord antidumping : *a*) en déterminant l'existence des marges de dumping sur la base d'une méthode incorporant la pratique de réduction à zéro; *b*) en n'évaluant pas tous les facteurs pertinents influant sur la situation de la branche de production nationale, et en particulier tous les facteurs indiqués à l'article 3.4; *c*) en prenant en considération des renseignements concernant des producteurs ne faisant pas partie de la branche de production nationale telle qu'elle a été définie par l'autorité chargée de l'enquête pour analyser la situation de la branche de production; et *d*) en n'explorant pas les possibilités de solutions constructives avant d'appliquer des droits antidumping. Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 30 octobre 2000.

Le 1er décembre 2000, les Communautés européennes ont notifié à l'ORD leur intention de faire appel au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

Thaïlande—Droits antidumping sur les profilés en fer ou en acier non allié; poutrelles profilées en H en provenance de Pologne, plainte de la Pologne (WT/DS122). Ce différend porte sur l'imposition par les Communautés européennes de droits antidumping finals sur les importations de certains produits en acier en provenance de Pologne. La Pologne a indiqué que des droits antidumping provisoires avaient été imposés par la Thaïlande le 27 décembre 1996, et un droit antidumping final de 27,78 % de la valeur CAF de ces produits, produits ou exportés par tout producteur ou exportateur polonais, avait été imposé le 26 mai 1997. La Pologne a indiqué en outre que la Thaïlande avait rejeté deux demandes qu'elle lui avait adressées en vue de la divulgation des constatations. La Pologne a considéré que ces mesures de la Thaïlande étaient contraires aux articles 2, 3, 5 et 6 de l'Accord antidumping.

À sa réunion du 19 novembre 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. Les Communautés européennes, le Japon et les États-Unis ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le Groupe spécial a conclu que la Pologne n'avait pas établi que la décision de la Thaïlande d'ouvrir une enquête antidumping visant les importations de poutres en H en provenance de Pologne était incompatible avec les prescriptions de l'article 5.2, 5.3 et 5.5 de l'Accord antidumping ou de l'article VI du GATT de 1994. Le Groupe spécial a conclu que la Pologne n'avait pas établi que la Thaïlande avait agi de manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping ou de l'article VI du GATT de 1994 lorsqu'elle avait calculé le montant des bénéfices en vue de déterminer la valeur normale construite. Le Groupe spécial a également conclu, toutefois, que l'imposition par la Thaïlande de la mesure antidumping définitive visant les importations de poutres en H en provenance de Pologne était incompatible avec les prescriptions de l'article 3 de l'Accord antidumping. Enfin, considérant qu'aux termes de l'article 3.8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y avait infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause était présumée annuler ou compromettre les avantages découlant dudit accord, le Groupe a conclu en conséquence que, dans la mesure où la Thaïlande avait agi de manière incompatible avec les dispositions de l'Accord antidumping, elle avait annulé ou compromis les avantages résultant pour la Pologne dudit accord.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 28 septembre 2000. Le 23 octobre 2000, la Thaïlande a notifié à l'ORD son intention de faire appel au sujet de certaines questions de droit couvertes par le rapport du Groupe spécial et de certaines interprétations du droit données par celui-ci.

États-Unis—Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée, plaintes de la Nouvelle-Zélande (WT/DS177) et de l'Australie (WT/DS178). Ce différend porte sur une mesure de sauvegarde appliquée par les États-Unis en juillet

1999 sous la forme d'un contingent tarifaire sur les importations de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée, principalement en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie, pour une durée de trois ans. La Nouvelle-Zélande et l'Australie ont soulevé un certain nombre de revendications contre cette mesure en vertu des articles 2, 3, 4, 5, 8, 11 et 12 de l'Accord sur les sauvegardes et des articles I, II et XIX du GATT de 1994. L'ORD a établi un groupe spécial le 19 novembre 1999.

Le Groupe spécial a constaté que l'inclusion par la Commission du commerce international des États-Unis (ITC) des producteurs d'*intrants* (c'est-à-dire les éleveurs et les engraisseurs d'agneaux *vivants*) en tant que producteurs du produit *similaire* en cause (c'est-à-dire la *viande* d'agneau) était incompatible avec la définition donnée de la *production nationale* à l'article 4.1, *c* de l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial a également estimé que les États-Unis n'avaient pas démontré l'existence d'une « évolution imprévue » et qu'ils avaient donc agi de manière incompatible avec l'article XIX.1, *a*. Le Groupe spécial n'a pas établi de faute avec l'approche analytique adoptée par la Commission pour déterminer l'existence d'une menace de dommage grave, en particulier pour ce qui était de l'analyse prospective et de la période utilisée. Il a conclu que les plaignants n'avaient pas établi de violation de l'article 4.1, *b* de l'Accord sur les sauvegardes qui définissait la notion de « menace de dommage grave ». Le Groupe spécial n'a pas non plus établi de faute avec l'approche analytique adoptée par la Commission pour évaluer tous les facteurs de dommage qui devaient être examinés pour déterminer si l'accroissement des importations menaçait de causer un dommage grave. Il a donc conclu que les plaignants n'avaient pas apporté la preuve d'une violation de l'article 4.2, *a* de l'Accord sur les sauvegardes. Cependant, le Groupe spécial a conclu que les données rassemblées par la Commission dans cette enquête ne représentaient pas une proportion majeure de la production nationale totale de la branche de production nationale telle qu'elle avait été définie au cours de l'enquête. Le Groupe spécial a donc établi que les États-Unis, en ne rassemblant pas de données représentatives, avait violé l'article 4.1, *c* de l'Accord sur les sauvegardes. La Commission a appliqué le critère de la « cause substantielle » (c'est-à-dire que « l'accroissement des importations est une cause qui est importante et qui ne l'est pas moins que toute autre cause ») dans l'enquête concernant la viande d'agneau. Le Groupe spécial a estimé que l'application par la Commission du critère de la « cause substantielle » dans l'enquête concernant la viande d'agneau violait l'article 4.2, *b* de l'Accord sur les sauvegardes. Le Groupe spécial a également conclu qu'en violant les prescriptions plus détaillées contenues aux paragraphes 1, *c* et 2, *b* de l'article 4 de l'Accord sur les sauvegardes, les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec les prescriptions générales de l'article 2.1 de l'Accord sur les sauvegardes.

République de Corée—Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée, plaintes des États-Unis et de l'Australie (WT/DS161 et 169). Ce différend porte sur le régime d'importation de bœufs de la République de Corée. Les États-Unis et l'Australie ont contesté : *a*) le double système de vente au détail qui oblige à vendre la viande de bœuf importée à des magasins spécialisés; *b*) les restrictions alléguées et le traitement moins favorable imposé par l'Office de commercialisation des produits de l'élevage (LPMO) sur l'importation et la distribution de bœuf étranger; *c*) les restrictions alléguées et le traitement moins favorable imposé par le fonctionnement du système d'achat et de vente simultanés (système AVS); *d*) la fixation par le LPMO de prix d'offres minimaux et autres exclusions, le traitement des pratiques de marché ainsi que son refus d'importer. En outre, l'Australie a fait valoir que : *e*) la distinction entre les bovins d'embouche et les bovins nourris aux céréales imposée par le LPMO sur ses importations de bœuf était incompatible avec diverses dispositions de l'Accord de l'OMC. Les États-Unis considéraient également que de manière générale; *f*) le système de licences d'importation de la République de Corée constituait une restriction qui était incompatible avec les dispositions de l'OMC. Enfin, les parties plaignantes ont également formulé des plaintes : *g*) concernant le soutien interne de la République de Corée à son industrie bovine.

Les États-Unis et l'Australie ont fait valoir que le régime d'importation de bœuf de la République de Corée violait les articles II, III, XI et XVII du GATT de 1994, les articles 3, 4, 6 et 7 de l'Accord sur l'agriculture et les articles 1er et 3 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le 15 avril 1999, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial.

À sa réunion du 26 mai 1999, l'ORD a établi un groupe spécial chargé d'examiner la plainte. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont réservé leurs droits en tant que tierces parties. Le 12 juillet 1999, l'Australie a demandé l'établissement d'un groupe spécial. Le 26 juillet 1999, l'ORD a établi un groupe spécial. Le Canada, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ont réservé leurs droits de tierces parties. À la demande de la République de Corée, l'ORD est convenu, conformément à l'article 9.1 du Mémorandum d'accord, que cette plainte serait examinée par le même groupe spécial que celui qui avait été établi pour examiner la plainte des États-Unis.

En plus de ses divers arguments de défense spécifiques, la République de Corée a présenté, comme argument de défense général que, conformément à la Liste de concessions, plusieurs des 17 mesures contestées par les parties plaignantes constituaient des « restrictions restantes » qui bénéficiaient d'une période de transition s'étendant jusqu'au 1er janvier 2001, date à laquelle elles devaient être supprimées.

Le rapport du Groupe spécial a été distribué aux membres de l'OMC le 31 juillet 2000. Le Groupe spécial a ensuite constaté que le double système de vente au détail pour le bœuf (y compris l'obligation, pour les grands magasins et les supermarchés autorisés à vendre de la viande de bœuf importée, de la présenter séparément et l'obligation pour les magasins vendant de la viande de bœuf étrangère d'arborer une enseigne spécifique) était contraire aux obligations de traitement national de la République de Corée, conformément à l'article III.4 du GATT et ne pouvait être justifié au titre de l'article XX, *d* du GATT. Le Groupe spécial a constaté en outre que le soutien interne accordé par la République de Corée pour la viande de bœuf en 1997 et 1998 n'avait pas été correctement calculé en vertu de l'Accord sur l'agriculture et avait excédé les niveaux d'engagement de la République de Corée spécifiés dans la Partie IV, section I de sa Liste, ce qui était contraire à l'article 3.2 de l'Accord sur l'agriculture. Le Groupe spécial a en outre constaté que l'absence d'appel d'offres et leur ajournement, ainsi que certaines pratiques d'exclusion constituaient des restrictions à l'importation contraires à l'article XI.1 du GATT de 1994 et à l'article 4.2 de l'Accord sur l'agriculture. De plus, les appels d'offres du LPMO qui avaient fait l'objet de distinctions entre des bovins engraissés à l'herbe et des bovins engraissés aux céréale imposaient, selon le Groupe spécial, des restrictions d'importation contre la plupart des importations de bœuf australien (qui étaient normalement engraissés à l'herbe) contraires à l'article XI.1 du GATT de 1994. Le traitement accordé aux importations de bœuf provenant de bétail nourri à l'herbe était également moins favorable que celui prévu dans la Liste de la République de Corée, en violation de l'article II.1, *a* du GATT de 1994. On a également estimé qu'un ensemble d'autres réglementations ayant trait à l'importation et la distribution de bœuf importé violaient l'obligation de traitement national de l'article III.4. Les autres mesures qui étaient contestées mais qui n'avaient pas été rejetées (la plupart concernaient celles sur lesquelles les parties s'étaient entendues dans le cadre de négociations bilatérales tenues entre 1990 et 1993) ont été maintenues pour tirer avantage de la période de transition jusqu'au 1er janvier 2001, date à laquelle elles devront être supprimées ou devront être en conformité avec l'OMC. Le 11 septembre 2000, la République de Corée a notifié son intention d'en appeler de certaines questions de droit et d'interprétations juridiques soulevées par le Groupe spécial.

Groupes spéciaux actifs

Le tableau ci-après énumère les groupes spéciaux encore en activité au 31 décembre 2000

Différend	*Plaignant*	*Date de la demande*
Argentine—Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures	États-Unis	26 juillet 1999
États-Unis—Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon	Japon	20 mars 2000
Nicaragua—Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie	Colombie	18 mai 2000
États-Unis—Mesures de sauvegarde transitoires appliquées aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan	Pakistan	19 juin 2000
Inde—Mesures concernant le commerce et l'investissement dans le secteur automobile	États-Unis	27 juillet 2000
Inde—Mesures affectant le secteur automobile	Communautés européennes	17 novembre 2000
États-Unis—Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions	Canada	11 septembre 2000
États-Unis—Article 211 de la loi générale de 1998 portant ouverture de crédits	Communautés européennes	26 septembre 2000
États-Unis—Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire, en provenance de la République Corée	République de Corée	23 octobre 2000
Philippines—Mesures concernant le commerce et l'investissement dans le secteur automobile	États-Unis	17 novembre 2000
Argentine—Mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie	Communautés européennes	17 novembre 2000
Chili—Mesures concernant le transport en transit et l'importation d'espadons	Communautés européennes	12 décembre 2000

Demandes de consultations

La liste ci-après n'inclut pas les différends pour lesquels un groupe spécial a été demandé ou établi en 2000

Différend	*Plaignant*	*Date de la demande*
États-Unis—Article 337 de la loi douanière de 1930 et modifications y relatives	Communautés européennes et États membres	12 janvier 2000
Trinité-et-Tobago—Mesure antidumping provisoire appliquée aux importations de macaronis et de spaghettis en provenance du Costa Rica	Costa Rica	17 janvier 2000
Équateur—Mesure antidumping définitive concernant le ciment en provenance du Mexique	Mexique	15 mars 2000
Argentine—Certaines mesures concernant la protection des brevets et des données résultant d'essais	États-Unis	30 mai 2000
Brésil—Mesures relatives à des prix minimaux à l'importation	États-Unis	30 mai 2000
Roumanie—Mesures concernant les prix minimaux à l'importation	États-Unis	30 mai 2000
Brésil—Mesures affectant la protection conférée par un brevet	États-Unis	30 mai 2000
États-Unis—Article 306 de la loi de 1974 sur le commerce extérieur et modifications y relatives	Communautés européennes	5 juin 2000
Nicaragua—Mesures visant les importations en provenance du Honduras et de la Colombie	Honduras	6 juin 2000
Mexique—Mesures visant le commerce des animaux vivants de l'espèce porcine	États-Unis	10 juillet 2000
Égypte—Prohibition à l'importation de thon en boîte à l'huile de soja	Thaïlande	22 septembre 2000
États-Unis—Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde	Inde	4 octobre 2000
Chili—Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliquées à certains produits agricoles	Argentine	5 octobre 2000

Différend	*Plaignant*	*Date de la demande*
Turquie—Droit antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fer et acier	Brésil	9 octobre 2000
Communautés européennes—Mesures affectant le café soluble	Brésil	12 octobre 2000
Belgique—Application de mesures établissant les droits de douane applicables au riz	États-Unis	12 octobre 2000
Égypte—Mesures antidumping définitives à l'importation de barres d'armature en acier en provenance de la Turquie	Turquie	6 novembre 2000
États-Unis—Mesures compensatoires concernant certains produits en provenance des Communautés européennes	Communautés européennes	10 novembre 2000
États-Unis—Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne	Communautés européennes	10 novembre 2000
États-Unis—Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de fils machine en acier et de tubes et tuyaux de qualité carbone soudés, de section circulaire	Communautés européennes	1er décembre 2000
Philippines—Mesures antidumping visant les résines de polypropylène en provenance de la République de Corée	République de Corée	15 décembre 2000
Mexique—Mesure antidumping provisoire visant les transformateurs électriques	Brésil	20 décembre 2000
États-Unis—Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention	Australie, Brésil, Chili, Communautés européennes, Inde, Indonésie, Japon, République de Corée et Thaïlande	21 décembre 2000
États-Unis—Droits compensateurs sur certains produits en acier au carbone en provenance du Brésil	Brésil	21 décembre 2000

Différend	*Plaignant*	*Date de la demande*
Communautés européennes—Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil	Brésil	21 décembre 2000

Notification d'une solution mutuellement convenue

Différend	Plaignant	Date de notification du règlement
Australie—Mesures affectant l'importation de salmonidés	États-Unis	27 octobre 2000
États-Unis—Droit antidumping sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) d'un mégabit ou plus, originaires de la République de Corée (recours à l'article 21.5)	République de Corée	20 octobre 2000
Australie—Subventions accordées aux producteurs et exportateurs de cuir pour automobiles (recours à l'article 21.5)	États-Unis	24 juillet 2000
États-Unis—Mesures affectant les textiles et les vêtements	Communautés européennes	24 juillet 2000
Argentine—Mesures de sauvegarde transitoires visant certaines importations de tissus de coton et de coton mélangé originaires du Brésil	Brésil	27 juin 2000

e) Commerce des services

En 2000, le Conseil du commerce des services a tenu cinq réunions formelles (les rapports sont reproduits dans les documents S/C/M/41 à 43, S/C/M/46 et S/C/M/48). Le Conseil a également tenu trois réunions extraordinaires consacrées à l'examen des exemptions des obligations de l'article II (nation la plus favorisée (NPF) [les rapports sont reproduits dans les documents S/C/M/44, 45 et 47], et une réunion extraordinaire consacrée à l'examen de l'annexe sur les services de transport aérien (le rapport est reproduit dans le document S/C/M/49).

Accord de coopération avec l'UIT

Le 22 mars 1999, le Conseil a approuvé le texte d'un accord de coopération entre l'UIT et l'OMC. Ce texte avait été transmis pour examen au Conseil de l'UIT, qui avait suggéré d'autres modifications. Le secrétariat avait soumis des versions modifiées du texte qui ont été examinées par les membres du Conseil à la réunion du 14 avril 2000. Une version modifiée du projet a été reproduite par le secrétariat et examinée en même temps que la communication de l'UIT sur la participation de l'OMC aux conférences et réunions de l'UIT, à la réunion du Conseil le 26 mai. Les membres ont suggéré deux amendements et le Conseil a adopté un projet révisé, (S/C/9/Rev.1) ainsi qu'une procédure *ad referendum*.

Projet d'accord de coopération avec l'UPU

À sa réunion du 25 février, le Conseil a été informé d'une proposition émanant de l'Union postale universelle à l'effet qu'un accord de coopération devrait être établi entre l'UPU et l'OMC. Une communication de l'UPU sur le sujet a été distribuée. Le Conseil a demandé au secrétariat de maintenir des contacts avec le secrétariat de l'UPU et de le tenir au courant des événements.

Réouverture des quatrième et cinquième Protocoles d'acceptation

À la réunion du Conseil du 26 mai 2000, à la demande de la Dominique, le Conseil a adopté une décision (S/L/86) tendant à rouvrir le quatrième Protocole annexé à l'AGCS se rapportant aux télécommunications de base en vue de son acceptation par la Dominique. À la même réunion, à la suite d'une demande faite par le Ghana, le Conseil a adopté une décision (S/L/87) tendant à rouvrir le cinquième Protocole annexé à l'AGCS se rapportant aux services financiers, en vue de son acceptation par le Ghana.

Demandes de statut d'observateur

À la réunion du 25 février 2000, le Conseil a pris note des demandes de statut d'observateur émanant de la Banque islamique de développement, de la Ligue des États arabes et de l'Organisation mondiale de la santé. La question du statut d'observateur pour l'Organisation mondiale du tourisme a également été soulevée. À sa réunion du 14 avril 2000, le Conseil a convenu d'ajouter les noms de la Banque islamique de développement et de la Ligue des États arabes sur la liste préparée par le Secrétariat de toutes les demandes en suspens d'organisations régionales (S/C/W/19/Rev.2). En ce qui concerne les demandes de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organisation mondiale du tourisme, les membres sont convenus de suivre la pratique adoptée antérieurement dans le

cas de l'UIT et de l'OACI, et ont accordé aux deux organisations le statut d'observateur selon les circonstances, c'est-à-dire qu'elles seront invitées aux réunions du Conseil lorsque l'ordre du jour contiendrait un point qui les concerne. La demande de statut d'observateur du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a été examinée à la réunion du Conseil le 26 mai 2000. Les membres sont convenus d'ajouter le COMESA sur la liste des demandes en suspens de statut d'observateur émanant d'organisations régionales. À la séance qui s'est tenue le 6 octobre 2000, le Conseil a pris note de deux nouvelles demandes émanant de l'Organisation des ingénieurs-conseils des industries du Golfe et de l'Union postale universelle et sont convenus d'ajouter les deux demandes sur la liste (S/C/W/19/Rev.4). Il a également été convenu que, en attendant le résultat des débats au Conseil général sur la question du statut d'observateur, toute nouvelle demande de statut d'observateur devrait être distribuée aux membres mais ne devrait pas être inscrite à l'ordre du jour du Conseil des services.

Réexamen des exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF)

Aux réunions qu'il a tenues en février et en avril, le Conseil a poursuivi le débat sur la manière de procéder au réexamen des exemptions de l'obligation NPF tel que prévu au paragraphe 3 de l'annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF). Le Secrétariat a été chargé de procéder à une compilation sectorielle des exemptions de l'obligation NPF, qui servira de base au réexamen. La première session s'est tenue le 29 mai 2000, et le Conseil a examiné les exemptions concernant « tous les secteurs », les « services fournis aux entreprises », les « services de communication », les « services de construction et services d'ingénierie connexes » et les « services de distribution » (S/C/M/44). À la deuxième session, qui a eu lieu le 5 juillet 2000, il a examiné les exemptions se rapportant aux « services financiers », aux « services relatifs au tourisme et aux voyages », aux « services récréatifs, culturels et sportifs » et aux « services de transport ». À la troisième session du réexamen, le 5 octobre 2000, les membres ont traité les points qui étaient restés en suspens aux sessions précédentes et poursuivi le débat sur la détermination de la date d'un nouveau réexamen éventuel. Le réexamen des exemptions de l'obligation NPF a été inscrit à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Conseil en décembre (S/C/M/47).

Procédures pour la certification de rectifications ou d'améliorations des listes d'engagements spécifiques

L'article XXI.5 de l'AGCS prévoit que le Conseil du commerce des services établira des procédures pour la certification des rectifications ou des modifications des listes d'engagements spécifiques. Le Conseil avait

décidé de confier cette tâche au Comité des engagements spécifiques en 1997. À sa réunion du 14 avril 2000, il a reçu le projet de procédures présenté par le Comité (S/CSC/W/26/Rev.1), ainsi qu'un projet de décision du Conseil adoptant ces procédures (S/C/W/133). Le Conseil a adopté la décision et les procédures (S/L/83 et S/L/84).

NOTES

[1]Pour des informations détaillées, voir *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement,* vol. 25, 2000 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F. 01.IX.1).

[2]Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 729, p. 159.

[3]*Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, Document final,* vol. I [NPT/CONF.2000/28 (parties I et II) et Corr. 1], première partie.

[4]A/40/1027, annexe.

[5]Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs : *Annuaire des Nations Unies sur le désarmement,* vol. 18, 1993 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.IX.1), annexe II.

[6]Voir chap. II.A.2, *f* du présent volume.

[7]Voir GOV/INF/2000/8-GC(44)INF/5.

[8]Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction : résolution 2826 (XXVI) de l'Assemblée générale, annexe.

[9]Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction : CD/CW/WP.400/rev.

[10]Voir chap. II.A.2, *f* du présent volume.

[11]Société des Nations, *Recueil des Traités,* vol. XCIV (1929), p. 65.

[12]Protocole II modifié sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs : CCW/CONF.I/16 (partie I), annexe B.

[13]Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction : CD/1478.

[14]Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination : Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1342, p. 137.

[15]Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1833, p. 3.

[16]Pour le rapport du Sous-Comité, voir A/AC.105/738.

[17]A/AC.105/C.2/2000/CRP.4 et A/AC.105/C.2/2000/CRP.10.

[18]A/AC.105/738, annexe III.

[19]A/AC.105/677 et Add.1.

[20]Les cinq traités sont : Traité sur les Principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes [résolution 2222 (XXI) de l'Assemblée générale, annexe], Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique (résolution 2345 (XXII) de l'Assemblée générale, annexe), Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par les objets spatiaux [résolution 2777 (XXVI) de l'Assemblée générale, annexe]; Convention

sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique [résolution 3235 (XXIX) de l'Assemblée générale, annexe]; Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes (résolution 34/68 de l'Assemblée générale, annexe).

[21] Pour une compilation des exposés, voir A/AC.105/C.2/2000/CRP.12.

[22] Accord régissant les activités des États sur la Lune et les autres corps célestes (résolution 34/68 de l'Assemblée générale, annexe).

[23] *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 20* (A/55/20), chap. II.C. par. 129 et A/AC.105/738, annexe III.

[24] Ibid., *Supplément n° 1* (A/55/1).

[25] Voir A/55/305-S/2000/809.

[26] A/55/502.

[27] A/C.4/55/6.

[28] Pour le rapport, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 25* (A/55/25).

[29] Voir ibid., annexe I.

[30] A/55/357.

[31] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1771, p. 107.

[32] Ibid., vol. 1760, p. 79.

[33] Ibid., vol. 1954, p. 3.

[34] *Rapport de la Conférence des Nations Unis sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatifs), vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence,* résolution 1, annexe II.

[35] Ibid., annexe I.

[36] A/55/120.

[37] A/55/91.

[38] Pour les textes des instruments, voir chap. IV du présent volume.

[39] A/55/405.

[40] Voir *Dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Vienne, 10-17 avril 2000 : rapport établi par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.IV.8.

[41] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 520, p. 151.

[42] Ibid., vol. 1019, p. 175.

[43] Ibid., vol. 976, p. 3.

[44] Ibid., p. 105.

[45] E/CONF.82/15 et Corr.2.

[46] Voir résolution 55/2.

[47] Résolution S-20/2 de l'Assemblée générale, annexe.

[48] Résolution 54/132 de l'Assemblée générale, annexe.

[49] Résolution S-20/3 de l'Assemblée générale, annexe.

[50] Résolution S-20/4 de l'Assemblée générale.

[51] Résolution S-20/4 A.

[52] Résolution S-20/4 B.

[53] Résolution S-20/4 C.

[54] Résolution S-20/4 D.

[55] Résolution S-20/4 E.

[56] Voir *Rapport de la Conférence internationale sur l'abus et le trafic illicite des drogues, Vienne, 17-26 juin 1987* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.87.I.18), chap. I, sect. A.

[57] Voir résolution S-17/2, annexe.

[58] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 993, p. 3.

[59] Ibid., vol. 999, p. 171.

[60] Ibid.

[61] Résolution 44/128 de l'Assemblée générale, annexe.

[62] A/55/602/Add.5.

[63] *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, supplément n° 36* (A/55/36).

[64] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 660, p. 195.

[65] CERD/SP/45.

[66] A/55/203.

[67] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1249, p. 13.

[68] CEDAW/SP/1995/2, annexe.

[69] Résolution 54/4 de l'Assemblée générale, annexe.

[70] A/55/308.

[71] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1465, p. 85.

[72] CAT/SP/1992/L.1.

[73] *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 44* (A/55/44).

[74] Voir A/55/290.

[75] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1577, p. 3.

[76] CRC/SP/1995/L.1/Rev.1.

[77] Résolution 54/263 de l'Assemblée générale, annexe I; voir chap. IV du présent volume pour le texte du Protocole facultatif.

[78] Ibid., annexe II; voir chap. IV du présent volume pour le texte du Protocole facultatif.

[79] A/55/201.

[80] Résolution 45/158 de l'Assemblée générale, annexe.

[81] A/55/205.

[82] A/54/805, annexe.

[83] A/55/206, annexe.

[84] E/CN.4/1997/74, annexe.

[85] E/CN.4/2000/98 et Add.1.

[86] A/55/177.

[87] *Documents officiels de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, Rome, 15-17 juillet 1998,* vol. I : *Documents finals* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.I.5), sect. A.

[88] Voir A/55/288.

[89] Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 189, p. 137.

[90] bid., vol. 606, p. 267

[91] Ibid., vol. 360, p. 117.

[92] Ibid., vol. 989, p. 175.

[93]Pour des informations détaillées, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 12 A* (A/55/12/Add.1).

[94]Voir A/55/435-S/2000/927.

[95]Voir A/55/273-S/2000/777.

[96]Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 1833, p. 3.

[97]A/55/61.

[98]Voir également le rapport annuel du Tribunal international du droit de la mer pour 2000, SPLOS/63 et l'*Annuaire du tribunal international pour le droit de la mer, 2000* (La Haye, Kluwer Law International).

[99]Résolution 48/263 de l'Assemblée générale, annexe.

[100]Le statut du fonds d'affectation est annexé à la résolution 55/7.

[101]SPLOS/25.

[102]ISBA/4/A/8, annexe.

[103]A/55/386.

[104]*Instruments internationaux relatifs à la pêche accompagnés d'un index* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.98.V.II), sect. I; voir également A/CONF.164/37.

[105]Pour la composition de la Cour, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 4* (A/55/4), chap. II, sect. A.

[106]Pour des renseignements détaillés, voir *CIJ, Annuaire 1999-2000*, et *CIJ, Annuaire de la CIJ.*

[107]*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 4* (A/55/4).

[108]Pour la composition de la Commission du droit international, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 10* (A/55/10).

[109]Pour des renseignements détaillés, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 10* (A/55/10).

[110]*Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante quatrième session, Supplément n° 10 et rectificatifs* (A/54/10 et Corr.1 et 2), annexe.

[111]Pour la composition de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, voir *Document officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 17* (A/55/17), chap. I, sect. B; voir également *Annuaires de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international*, vol. XXXI : 2000.

[112]A/CN.9/468.

[113]Le secrétariat de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international publie les décisions et sentences arbitrales ayant un rapport avec l'interprétation ou l'application d'un texte émanant des travaux de la CNUDCI. Pour une description de la jurisprudence relative aux instruments de la CNUDCI, voir le Guide de l'utilisateur (A/CN.9/SER.C/GUIDE), publié en 1993. Le document A/CN.9/SER.C/ABSTRACTS peut être consulté à la page d'accueil de la CNUDCI à l'adresse : *www.uncitral.org.*

[114]A/CN.9/476.

[115]A/CN.9/474.

[116]Nations Unies, *Recueil des Traités,* vol. 330, p. 3.

[117]Ibid., vol. 1125, p. 3, 609.

[118]Ibid., vol. 75, p. 2.

[119]Ibid., vol. 249, p. 215.

[120]A/55/164 et Add.1-3 et A/INF/54/5 et Add.1 et 2.

[121]Ces instruments sont notamment : la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques; le Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques concernant l'acquisition de nationalité; le Protocole

de signature facultative à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques concernant le règlement obligatoire des différends; la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires; le Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires concernant l'acquisition de la nationalité; le Protocole de signature facultative à la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires concernant le règlement obligatoire des différends; et la Convention de 1973 sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques.

[122] *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 26* (A/55/26).

[123]Ibid., par. 51.

[124]*Documents officiels de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, Rome, 15 juin-17 juillet 1998*, vol. I : *Documents finals* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.02.I.5), sect. A.

[125]Voir ibid., sect. B, annexe I.

[126]*Document officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 33* (A/55/33).

[127]A/50/1011.

[128]A/51/950 et Add.1-7.

[129]A/55/340.

[130]S/2000/319.

[131]A/55/179 et Add.1.

[132]*Document officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 37* (A/55/37).

[133]A/C.6/55/L.2.

[134]Résolution 52/164 de l'Assemblée générale, annexe.

[135]Résolution 54/109 de l'Assemblée générale, annexe.

[136]Résolution 49/60 de l'Assemblée générale, annexe.

[137]Résolution 51/210 de l'Assemblée générale, annexe.

[138]Pour des renseignements détaillés, voir les rapports du Directeur général de l'UNITAR : *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-cinquième session, Supplément n° 14* (A/55/14) portant sur la période allant du 1er juillet 1998 au 30 juin 2000, et ibid., *cinquante-septième session, Supplément n° 14* (A/57/14) portant sur la période du 1er juillet 2000 au 30 juin 2002.

[139]GB.255/12/7.

[140]*Bulletin officiel* du BIT, vol. LXXXII, 2000, série A, n° 2, p. 61 à 69. En ce qui concerne l'adoption des instruments, les travaux préparatoires qui normalement couvrent une période de deux ans, en vertu du système de double discussion, sont mentionnés afin de faciliter le travail de référence. *Première discussion :* CIT, 87e session, Genève, 1999, rapports V (1) et (2); ibid., 1999, *Compte rendu des travaux,* vol. I, n° 20; *Deuxième discussion :* ibid., 88e session, Genève, 2000, rapport IV (1) et rapports IV (2A et 2B); ibid., *Compte rendu des travaux,* n° 20, 20A et 20B.

[141]BIT, *Bulletin officiel,* vol. LXXXIII, 2000, série A, n° 2, p. 69 à 72; CIT, 88e session, Genève 2000, *Compte rendu des travaux,* n° 6-2, 6-2A, 6-2B, 6-2C, 6-2D, 6-2E; ibid., Rapports VII (1) et (2).

[142]BIT, *Bulletin officiel,* vol. LXXXIII, 2000, série A, n° 2, p. 72 à 74; CIT, 88e session, Genève, 2000, *Compte rendu des travaux,* n° 4.

[143]BIT, *Bulletin officiel,* vol. LXXXIII, 2000, série A, n° 2, p. 90; CIT, 88e session, Genève, 2000, *Compte rendu des travaux,* n° 5.

[144]Le rapport, qui a été publié sous la référence Rapport III (Partie I) pour la 89e session de la CIT (2001), est composé de deux volumes : vol. 1A, *Rapport général et observations concernant certains pays* [Rapport III (1A)]; et vol. 1B, *Étude d'ensemble des rapports concernant la Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919, la Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934, la Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes), révisée, 1948, et le Protocole de 1990 relatif à la Convention sur le travail de nuit (femmes), révisée, 1948* [Rapport III (1B)].

[145]Le texte complet de la Déclaration, tel qu'amendé, est reproduit dans le *Bulletin officiel,* vol. LXXXIII, 2000, n° 3 (à paraître); documents GB.279/MNE/3, GB.279/12.

[146]GB.277/18/1.

[147]GB.277/18/2.

[148]GB.277/18/3.

[149]GB.277/18/4.

[150]GB.277/18/5.

[151]BIT, *Bulletin officiel,* vol. LXXXIII, 2000, série B, n° 1.

[152]Ibid., n° 2.

[153]Ibid., n° 3.

[154]GB.277/WP/SDL/1, GB.277/WP/SDL/2 et Add.1, GB.277/16.

[155]GB.279/WP/SDL/1-3, GB.279/16.

[156]GB.277/LILS/WP/PRS/1/1 et 2, GB.277/LILS/WP/PRS/2, GB.277/LILS/WP/PRS/3/1/2, GB.277/LILS/4, GB.277/11/2.

[157]GB.279/LILS/WP/PRS/1/1-3, GB.279/LILS/WP/PRS/2-5, GB.279/LILS/3 (Rev.1), GB.279/11/2.

[158]IGC(1971)/XII/4.

[159]IGC(1971)/XII/5.

[160]IGC(1971)/XII/6.

[161]Le *Bulletin* est actuellement disponible en ligne, à l'adresse : *http://www.unesco.org/culture/copyright* ou *http://www.upo.unesco.org/publications/acp;* les documentS mentionnés sont disponibles sur le premier site Web.

[162]Les rapports du Comité juridique sont contenus dans les document LEG 81/11 et LEG 83/12.

[163]Le texte du Protocole figure au document LEG/CONF.11/6.

[164]INFCIRC/9/Rev.2.

[165]INFCIRC/274/Rev.1.

[166]INFCIRC/335.

[167]INFCIRC/336.

[168]UNFCIRC/500.

[169]INFCIRC/500/Add.3.

[170]INFCIRC/402.

[171]INFCIRC/449.

[172]INFCIRC/546.

[173]INFCIRC/566.

[174]INFCIRC/567.

[175]INFCIRC/377.

[176]INFCIRC/167/Add.18.

[177]INFCIRC/580/Add.1.

[178]INFCIRC/178/Add.1.

[179]INFCIRC/164/Add.1.
[180]INFCIRC/463/Add.1.
[181]INFCIRC/174/Add.1.
[182]INFCIRC/413/Add.1.
[183]INFCIRC/177/Add.1.
[184]INFCIRC/179/Add.1.
[185]INFCIRC/180/Add.1.
[186]INFCIRC/538/Add.1.

Chapitre IV

TRAITÉS RELATIFS AU DROIT INTERNATIONAL CONCLUS SOUS LES AUSPICES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Traités relatifs au droit international conclus sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies

1. PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE[1]. SIGNÉ À MONTRÉAL LE 29 JANVIER 2000[2]

Les Parties au présent Protocole,

Étant Parties à la Convention sur la diversité biologique, ci-après dénommée « la Convention »,

Rappelant les paragraphes 3 et 4 de l'article 19, l'article 8, *g* et l'article 17 de la Convention,

Rappelant aussi la décision II/5 du 17 novembre 1995 de la Conférence des Parties à la Convention demandant l'élaboration d'un protocole sur la prévention des risques biotechnologiques qui porterait expressément sur les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne pouvant avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et qui envisagerait, en particulier, une procédure appropriée d'accord préalable en connaissance de cause,

Réaffirmant l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement,

Conscientes que la biotechnologie moderne se développe rapidement et que le grand public est de plus en plus préoccupé par les effets défavorables qu'elle pourrait avoir sur la diversité biologique, y compris les risques qu'elle pourrait comporter pour la santé humaine,

Reconnaissant que la biotechnologie moderne offre un potentiel considérable pour le bien-être de l'être humain pourvu qu'elle soit développée et utilisée dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour l'environnement et la santé humaine,

Conscientes également de l'importance cruciale que revêtent pour l'humanité les centres d'origine et les centres de diversité génétique,

Tenant compte du fait que de nombreux pays, notamment les pays en développement, disposent de moyens limités pour faire face à la nature et à l'importance des risques, connus et potentiels, que présentent les organismes vivants modifiés,

Estimant que les accords sur le commerce et l'environnement devraient se soutenir mutuellement en vue de l'avènement d'un développement durable,

Soulignant que le présent Protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une Partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur,

Considérant qu'il est entendu que le présent préambule ne vise pas à subordonner le Protocole à d'autres accords internationaux,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

OBJECTIF

Conformément à l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif du présent Protocole est de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières.

Article 2

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Chaque Partie prend les mesures juridiques, administratives et autres nécessaires et appropriées pour s'acquitter de ses obligations au titre du Protocole.

2. Les Parties veillent à ce que la mise au point, la manipulation, le transport, l'utilisation, le transfert et la libération de tout organisme vivant modifié se fassent de manière à prévenir ou à réduire les risques pour la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine.

3. Rien dans le présent Protocole ne porte atteinte, de quelque façon que ce soit, à la souveraineté des États sur leurs eaux territoriales telle qu'établie en droit international, ni aux droits souverains ou à la

juridiction qu'ils exercent sur leur zone économique exclusive et sur leur plateau continental en vertu du droit international, ni à l'exercice, par les navires et avions de tous les États, des droits et libertés de navigation conférés par le droit international et consacrés dans les instruments internationaux pertinents.

4. Rien dans le présent Protocole ne doit être interprété comme restreignant le droit d'une Partie de prendre des mesures plus rigoureuses pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique que celles prévues par le Protocole, à condition qu'elles soient compatibles avec l'objectif et les dispositions du Protocole et en accord avec les autres obligations imposées à cette Partie par le droit international.

5. Les Parties sont encouragées à tenir compte, de manière appropriée, des compétences disponibles, des instruments existants et des travaux entrepris par les instances internationales compétentes s'agissant des risques pour la santé humaine.

Article 3

DÉFINITIONS

Aux fins du Protocole :

a) « Conférence des Parties » s'entend de la Conférence des Parties à la Convention;

b) « Utilisation en milieu confiné » s'entend de toute opération, entreprise dans un dispositif, une installation, ou toute autre structure physique, faisant intervenir des organismes vivants modifiés qui sont réglementés par des mesures spécifiques qui en limitent effectivement le contact avec le milieu extérieur, et l'impact sur ce milieu;

c) « Exportation » s'entend de tout mouvement transfrontière intentionnel en provenance d'une Partie et à destination d'une autre Partie;

d) « Exportateur » s'entend de toute personne morale ou physique, relevant de la juridiction de la Partie exportatrice, qui prend des dispositions pour qu'un organisme vivant modifié soit exporté;

e) « Importation » s'entend de tout mouvement transfrontière intentionnel à destination d'une Partie et en provenance d'une autre Partie;

f) « Importateur » s'entend de toute personne morale ou physique, relevant de la juridiction de la Partie importatrice, qui prend des dispositions pour qu'un organisme vivant modifié soit importé;

g) « Organisme vivant modifié » s'entend de tout organisme vivant possédant une combinaison de matériel génétique inédite obtenue par recours à la biotechnologie moderne;

h) « Organisme vivant » s'entend de toute entité biologique capable de transférer ou de répliquer du matériel génétique, y compris des organismes stériles, des virus et des viroïdes;

i) « Biotechnologie moderne » s'entend :

a) De l'application de techniques *in vitro* aux acides nucléiques, y compris la recombinaison de l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'introduction directe d'acides nucléiques dans des cellules ou organites;

b) De la fusion cellulaire d'organismes n'appartenant pas à une même famille taxonomique, qui surmontent les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction ou de la recombinaison et qui ne sont pas des techniques utilisées pour la reproduction et la sélection de type classique;

j) « Organisation régionale d'intégration économique » s'entend de toute organisation constituée par des États souverains d'une région donnée, à laquelle ses États membres ont transféré leur compétence pour toutes les questions relevant du Protocole et qui a été dûment habilitée, conformément à ses procédures internes, à signer, ratifier, accepter ou approuver le Protocole, ou à y adhérer;

k) « Mouvement transfrontière » s'entend de tout mouvement d'un organisme vivant modifié en provenance d'une Partie et à destination d'une autre Partie, à ceci près qu'aux fins des articles 17 et 24, « mouvement transfrontière » s'étend aux mouvements entre Parties et non-Parties.

Article 4

Champ d'application

Le présent Protocole s'applique aux mouvements transfrontières, au transit, à la manipulation et à l'utilisation de tout organisme vivant modifié qui pourrait avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

Article 5

Produits pharmaceutiques

Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit des Parties de soumettre tout organisme vivant modifié à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation, le présent Protocole ne s'applique pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés qui sont des produits pharmaceutiques destinés à l'homme relevant d'autres accords ou organismes internationaux pertinents.

Article 6

TRANSIT ET UTILISATIONS EN MILIEU CONFINÉ

1. Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit d'une Partie de transit de réglementer le transport d'organismes vivants modifiés sur son territoire et d'aviser le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques de toute décision qu'elle a prise, en vertu du paragraphe 3 de l'article 2, concernant le transit sur son territoire d'un organisme vivant modifié déterminé, les dispositions du présent Protocole concernant la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux organismes vivants modifiés en transit.

2. Nonobstant l'article 4 et sans préjudice du droit de toute Partie de soumettre un organisme vivant modifié quel qu'il soit à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation et de fixer des normes applicables aux utilisations en milieu confiné dans les limites de sa juridiction, les dispositions du présent Protocole relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné qui sont effectués conformément aux normes de la Partie importatrice.

Article 7

APPLICATION DE LA PROCÉDURE D'ACCORD PRÉALABLE EN CONNAISSANCE DE CAUSE

1. Sous réserve des articles 5 et 6, la procédure d'accord préalable en connaissance de cause prévue aux articles 8, 9, 10 et 12 s'applique avant le premier mouvement transfrontière intentionnel d'organismes vivants modifiés destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice.

2. L'« introduction intentionnelle dans l'environnement » visée au paragraphe 1 ci-dessus ne concerne pas les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés.

3. L'article 11 s'applique avant le premier mouvement transfrontière d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés.

4. La procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'applique pas aux mouvements transfrontières intentionnels des organismes vivants modifiés qui, dans une décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, sont définis comme peu susceptibles d'avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

Article 8

NOTIFICATION

1. La Partie exportatrice adresse, ou exige que l'exportateur veille à adresser, par écrit, à l'autorité nationale compétente de la Partie importatrice, une notification avant le mouvement transfrontière intentionnel d'un organisme vivant modifié visé au paragraphe 1 de l'article 7. La notification contient au minimum les informations spécifiées à l'annexe I.

2. La Partie exportatrice veille à ce qu'il y ait responsabilité juridique quant à l'exactitude des informations communiquées par l'exportateur.

Article 9

ACCUSÉ DE RÉCEPTION DE LA NOTIFICATION

1. La Partie importatrice adresse par écrit à l'auteur de la notification, dans les quatre-vingt-dix jours, un accusé de réception de la notification.

2. L'accusé de réception indique :

a) La date de réception de la notification;

b) Si la notification contient à première vue les informations visées à l'article 8;

c) S'il convient de procéder en se conformant au cadre réglementaire national de la Partie importatrice ou en suivant la procédure prévue à l'article 10.

3. Le cadre réglementaire national mentionné au paragraphe 2, *c* ci-dessus doit être conforme au Protocole.

4. Le fait, pour la Partie importatrice, de ne pas accuser réception d'une notification, ne signifie pas qu'elle consent au mouvement transfrontière intentionnel.

Article 10

PROCÉDURE DE DÉCISION

1. Les décisions prises par la Partie importatrice sont conformes à l'article 15.

2. La Partie importatrice doit, dans le délai prescrit à l'article 9, indiquer par écrit à l'auteur de la notification si le mouvement transfrontière intentionnel peut avoir lieu :

a) Seulement lorsque la Partie importatrice a donné son consentement par écrit; ou

b) À l'issue d'un délai d'au moins quatre-vingt-dix jours sans autre consentement par écrit.

3. Dans les deux cent soixante-dix jours suivant la date de réception de la notification, la Partie importatrice communique par écrit, à l'auteur de la notification et au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, la décision visée au paragraphe 2, *a* ci-dessus :

a) Autorisant l'importation, avec ou sans condition, et indiquant comment la décision s'appliquera aux importations ultérieures du même organisme vivant modifié;

b) Interdisant l'importation;

c) Demandant des renseignements pertinents supplémentaires conformément à sa réglementation nationale ou à l'annexe I; le nombre de jours qui s'écoule entre le moment où la Partie importatrice demande des renseignements pertinents supplémentaires et celui où elle les obtient n'entre pas en ligne de compte dans le calcul du délai dont elle dispose pour répondre;

d) Informant l'auteur de la notification que la période spécifiée au présent paragraphe est prolongée d'une durée définie.

4. Sauf dans le cas d'un consentement inconditionnel, les décisions visées au paragraphe 3 ci-dessus doivent indiquer les raisons qui les ont motivées.

5. Le fait, pour la Partie importatrice, de ne pas communiquer sa décision dans les deux cent soixante-dix jours suivant la date de réception de la notification ne signifie pas qu'elle consent au mouvement transfrontière intentionnel.

6. L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de l'organisme vivant modifié en question comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

7. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole décide, à sa première réunion, des procédures et mécanismes appropriés pour aider les Parties importatrices à prendre une décision.

Article 11

PROCÉDURE À SUIVRE POUR LES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS DESTINÉS À ÊTRE UTILISÉS DIRECTEMENT POUR L'ALIMENTATION HUMAINE OU ANIMALE, OU À ÊTRE TRANSFORMÉS

1. Toute Partie qui prend une décision définitive concernant l'utilisation sur le territoire national, y compris la mise sur le marché,

d'un organisme vivant modifié qui peut faire l'objet d'un mouvement transfrontière et qui est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, doit, dans les quinze jours qui suivent, en informer les autres Parties, par l'intermédiaire du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Cette information doit contenir au minimum les renseignements demandés à l'annexe II. La Partie fournit par écrit une copie de cette information aux correspondants nationaux des Parties qui ont informé d'avance le Secrétariat du fait qu'elles n'ont pas accès au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. La présente disposition ne s'applique pas aux décisions concernant les essais sur le terrain.

2. Toute Partie qui prend une décision conformément au paragraphe 1 ci-dessus veille à ce que des dispositions légales garantissent l'exactitude des informations fournies par le demandeur.

3. Toute Partie peut demander des informations supplémentaires à l'autorité mentionnée au paragraphe *b* de l'annexe II.

4. Toute Partie peut prendre, dans le cadre de sa réglementation nationale, une décision concernant l'importation d'un organisme vivant modifié destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, sous réserve que cette décision soit conforme à l'objectif du présent Protocole.

5. Chaque Partie met à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques une copie de toutes les lois, réglementations et directives nationales applicables à l'importation des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés, si disponibles.

6. Tout pays en développement ou pays à économie en transition Partie au présent Protocole peut, en l'absence du cadre réglementaire national visé au paragraphe 4 ci-dessus, lorsqu'il exerce sa compétence nationale, déclarer, par l'intermédiaire du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, que sa décision préalable à la première importation d'un organisme vivant modifié destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, au sujet duquel des informations ont été fournies en application du paragraphe 1 ci-dessus sera prise :

a) À l'issue d'une évaluation des risques entreprise conformément à l'annexe III; et

b) Dans un délai prévisible ne dépassant pas deux cent soixante-dix jours.

7. Le fait qu'une Partie ne communique pas sa décision conformément au paragraphe 6 ci-dessus ne signifie pas qu'elle consente à importer ou qu'elle refuse d'importer l'organisme vivant modifié considéré destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, à moins qu'elle ne l'ait spécifié par ailleurs.

8. L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de cet organisme vivant modifié s'il est destiné à être utilisé directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformé, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

9. Toute Partie peut faire connaître ses besoins en matière d'assistance financière et technique et de développement des capacités, s'agissant des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale ou à être transformés. Les Parties coopèrent pour répondre à ces besoins, conformément aux articles 22 et 28 du présent Protocole.

Article 12

EXAMEN DES DÉCISIONS

1. Une Partie importatrice peut à tout moment, au vu de nouvelles informations scientifiques sur les effets défavorables potentiels sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu aussi des risques pour la santé humaine, reconsidérer et modifier sa décision concernant un mouvement transfrontière intentionnel. En pareil cas, dans un délai de trente jours, elle en informe les auteurs de notifications antérieures de mouvements de l'organisme vivant modifié en question, ainsi que le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, en indiquant les raisons de sa décision.

2. Une Partie exportatrice ou l'auteur d'une notification peut demander à une Partie importatrice de reconsidérer la décision qu'elle a prise la concernant, en vertu de l'article 10, lorsque la Partie exportatrice ou l'auteur de la notification estime :

a) Qu'il y a un changement de circonstances de nature à influer sur les résultats de l'évaluation des risques qui ont fondé la décision; ou

b) Que des renseignements scientifiques ou techniques supplémentaires sont disponibles.

3. La Partie importatrice répond par écrit à cette demande dans les quatre-vingt-dix jours, en indiquant les raisons de sa décision.

4. La Partie importatrice peut, à sa discrétion, exiger une évaluation des risques pour les importations ultérieures.

Article 13

PROCÉDURE SIMPLIFIÉE

1. Une Partie importatrice peut, sous réserve que des mesures adéquates soient appliquées pour assurer le mouvement transfrontière intentionnel sans danger d'organismes vivants modifiés, conformément à l'objectif du Protocole, spécifier à l'avance au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques :

a) Les cas où un mouvement transfrontière intentionnel dont elle est la destination peut avoir lieu au moment même où le mouvement lui est notifié;

b) Les importations d'organismes vivants modifiés exemptés de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause. Les notifications visées à l'alinéa *a* ci-dessus peuvent valoir pour des mouvements similaires ultérieurs à destination de la même Partie.

2. Les renseignements concernant un mouvement transfrontière intentionnel devant figurer dans la notification visée au paragraphe 1, *a* ci-dessus sont ceux indiqués à l'annexe I.

Article 14

ACCORDS ET ARRANGEMENTS BILATÉRAUX, RÉGIONAUX ET MULTILATÉRAUX

1. Les Parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux concernant les mouvements transfrontières intentionnels d'organismes vivants modifiés, s'ils sont conformes à l'objectif du Protocole et à condition que ces accords et arrangements n'aboutissent pas à un degré de protection moindre que celui prévu par le Protocole.

2. Les Parties s'informent mutuellement, par l'intermédiaire du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, de tout accord ou arrangement bilatéral, régional ou multilatéral qu'elles ont conclu avant ou après la date d'entrée en vigueur du Protocole.

3. Les dispositions du Protocole n'ont aucun effet sur les mouvements transfrontières intentionnels qui ont lieu en vertu d'un de ces accords ou arrangements entre les Parties à cet accord ou arrangement.

4. Toute Partie peut décider que sa réglementation nationale s'applique à certaines importations spécifiques qui lui sont destinées et notifie sa décision au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 15

ÉVALUATION DES RISQUES

1. Les évaluations des risques entreprises en vertu du présent Protocole le sont selon des méthodes scientifiques éprouvées, conformé-

ment à l'annexe III et en tenant compte des méthodes d'évaluation des risques reconnues. Ces évaluations des risques s'appuient au minimum sur les informations fournies conformément à l'article 8 et sur d'autres preuves scientifiques disponibles permettant de déterminer et d'évaluer les effets défavorables potentiels des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

2. La Partie importatrice veille à ce que soit effectuée une évaluation des risques pour prendre une décision au titre de l'article 10. Elle peut exiger que l'exportateur procède à l'évaluation des risques.

3. Le coût de l'évaluation des risques est pris en charge par l'auteur de la notification si la Partie importatrice l'exige.

Article 16

GESTION DES RISQUES

1. En tenant compte de l'article 8, *g* de la Convention, les Parties mettent en place et appliquent des mécanismes, des mesures et des stratégies appropriés pour réglementer, gérer et maîtriser les risques définis par les dispositions du Protocole relatives à l'évaluation des risques associés à l'utilisation, à la manipulation et aux mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés.

2. Des mesures fondées sur l'évaluation des risques sont imposées dans la mesure nécessaire pour prévenir les effets défavorables de l'organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les risques pour la santé humaine, sur le territoire de la Partie importatrice.

3. Chaque Partie prend des mesures appropriées pour empêcher les mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés, y compris des mesures prescrivant une évaluation des risques avant la première libération d'un organisme vivant modifié.

4. Sans préjudice du paragraphe 2 ci-dessus, chaque Partie veille à ce que tout organisme vivant modifié, importé ou mis au point localement, ait été soumis à une période d'observation appropriée correspondant à son cycle de vie ou à son temps de formation avant d'être utilisé comme prévu.

5. Les Parties coopèrent en vue :

a) D'identifier les organismes vivants modifiés ou les caractères d'organismes vivants modifiés qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine;

b) De prendre des mesures appropriées pour traiter ces organismes vivants modifiés ou caractères spécifiques.

Article 17

MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES NON INTENTIONNELS ET MESURES D'URGENCE

1. Chaque Partie prend des mesures appropriées pour notifier aux États effectivement touchés ou pouvant l'être, au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et, au besoin, aux organisations internationales compétentes, tout incident dont elle a connaissance qui relève de sa compétence et qui a pour résultat une libération entraînant ou pouvant entraîner un mouvement transfrontière non intentionnel d'un organisme vivant modifié susceptible d'avoir des effets défavorables importants sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine dans ces États. La notification est donnée dès que la Partie concernée prend connaissance de cette situation.

2. Chaque Partie communique au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent Protocole pour ce qui la concerne, les coordonnées de la personne habilitée à recevoir les notifications données en vertu du présent article.

3. Toute notification donnée en vertu du paragraphe 1 ci-dessus devrait comporter les éléments suivants :

a) Toute information pertinente disponible sur les quantités estimatives et les caractéristiques et caractères pertinents des organismes vivants modifiés;

b) Des renseignements sur les circonstances et la date prévue de la libération, ainsi que sur l'utilisation de l'organisme vivant modifié dans la Partie d'origine;

c) Toute information disponible sur les effets défavorables potentiels sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, y compris les risques pour la santé humaine, ainsi que toute information disponible sur les mesures possibles de gestion des risques;

d) Tout autre renseignement pertinent;

e) Les coordonnées à contacter pour tout complément d'information.

4. Pour réduire au minimum tout effet défavorable important sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, chaque Partie sous la juridiction de laquelle a lieu la libération de l'organisme vivant modifié visée au paragraphe 1 ci-dessus consulte immédiatement les États effectivement touchés ou pouvant l'être, pour leur permettre de déterminer les interventions appropriées et de prendre les mesures nécessaires, y compris des mesures d'urgence.

Article 18

MANIPULATION, TRANSPORT, EMBALLAGE ET IDENTIFICATION

1. Afin d'éviter des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, en tenant compte également des risques pour la santé humaine, chaque Partie prend les mesures nécessaires pour exiger que les organismes vivants modifiés qui font l'objet d'un mouvement transfrontière intentionnel relevant du présent Protocole soient manipulés, emballés et transportés dans des conditions de sécurité tenant compte des règles et normes internationales pertinentes.

2. Chaque Partie prend des mesures pour exiger que la documentation accompagnant :

a) Les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale, ou destinés à être transformés, indique clairement qu'ils « peuvent contenir » des organismes vivants modifiés et qu'ils ne sont pas destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement, et indique les coordonnées à contacter pour tout complément d'information. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole prend une décision exposant en détail les modalités de cette obligation, en particulier la façon dont il faudra spécifier l'identité de ces organismes ainsi que toute identification particulière, au plus tard dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du Protocole;

b) Les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné indique clairement qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, en spécifiant les règles de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées à contacter pour tout complément d'information, y compris le nom et l'adresse de la personne et de l'institution auxquelles les organismes vivants modifiés sont expédiés;

c) Les organismes vivants modifiés destinés à être introduits intentionnellement dans l'environnement de la Partie importatrice, ainsi que tout autre organisme vivant modifié visé par le Protocole, indique clairement qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, spécifie leur identité et leurs traits et caractéristiques pertinents, ainsi que toute règle de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes, et indique les coordonnées de la personne à contacter pour tout complément d'information, ainsi que, le cas échéant, le nom et l'adresse de l'importateur et de l'exportateur; et contienne une déclaration certifiant que le mouvement est conforme aux prescriptions du Protocole applicables à l'exportateur.

3. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole détermine s'il est nécessaire d'élaborer des normes d'identification, de manipulation, d'emballage et de transport, et fixe les

modalités de cette élaboration, en consultant d'autres organismes internationaux compétents en la matière.

Article 19

AUTORITÉS NATIONALES COMPÉTENTES ET CORRESPONDANTS NATIONAUX

1. Chaque Partie désigne un correspondant national chargé d'assurer en son nom la liaison avec le Secrétariat. Chaque Partie désigne également une ou plusieurs autorités nationales compétentes chargées de s'acquitter des fonctions administratives qu'appelle le Protocole et autorisées à agir en son nom dans l'exécution de ces fonctions. Une Partie peut confier à une entité unique les fonctions de correspondant national et d'autorité nationale compétente.

2. Chaque Partie communique au Secrétariat, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du Protocole pour ce qui la concerne, les noms et adresses de son correspondant national et de l'autorité ou des autorités nationales compétentes. Lorsqu'une Partie désigne plus d'une autorité nationale compétente, elle indique au Secrétariat, avec sa notification à cet effet, quels sont les domaines de responsabilité respectifs de ces autorités. Le cas échéant, il sera au moins précisé quelle est l'autorité compétente pour chaque type d'organisme vivant modifié. Chaque Partie notifie immédiatement au Secrétariat toute modification de la désignation de son correspondant national ou du nom, de l'adresse, ou des responsabilités de son ou ses autorités nationales compétentes.

3. Le Secrétariat porte immédiatement à la connaissance des Parties les notifications reçues en vertu du paragraphe 2 ci-dessus et met également cette information à disposition par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 20

ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET CENTRE D'ÉCHANGE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

1. Un Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est créé dans le cadre du mécanisme d'échange prévu au paragraphe 3 de l'article 18 de la Convention, pour :

a) Faciliter l'échange d'informations scientifiques, techniques, écologiques et juridiques, ainsi que de données d'expérience, relatives aux organismes vivants modifiés;

b) Aider les Parties à appliquer le Protocole, en tenant compte des besoins spécifiques des pays en développement, notamment les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, et des pays à économie en transition, ainsi que des pays qui sont des centres d'origine et des centres de diversité génétique.

2. Le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques est un moyen de rendre l'information disponible aux fins précisées au paragraphe 1 ci-dessus. Il permet d'accéder aux informations pertinentes pour l'application du Protocole que fournissent les Parties. Il permet aussi d'accéder aux autres mécanismes internationaux d'échange d'informations sur la prévention des risques biotechnologiques, si possible.

3. Sans préjudice de la protection des informations confidentielles, chaque Partie communique au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques toute information qu'elle est tenue de fournir au titre du Protocole, et :

a) Toutes les lois, réglementations et directives nationales en vigueur visant l'application du Protocole, ainsi que les informations requises par les Parties dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause;

b) Tout accord ou arrangement bilatéral, régional ou multilatéral;

c) Un résumé des évaluations des risques ou des études environnementales relatives aux organismes vivants modifiés menées en application de sa réglementation et effectuées conformément à l'article 15, y compris, au besoin, des informations pertinentes concernant les produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé provenant d'organismes vivants modifiés qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique réplicable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne;

d) Ses décisions finales concernant l'importation ou la libération d'organismes vivants modifiés;

e) Les rapports soumis en vertu de l'article 33, y compris les rapports sur l'application de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause.

4. Les modalités de fonctionnement du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, y compris ses rapports d'activité, sont examinées et arrêtées par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole à sa première réunion et font l'objet d'examens ultérieurs.

Article 21

INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

1. La Partie importatrice autorise l'auteur de la notification à indiquer quelles sont, parmi les informations communiquées en application des procédures prévues par le Protocole ou exigées par la Partie importatrice dans le cadre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause du Protocole, celles qu'il faut considérer comme confidentielles. En pareil cas, une justification est fournie sur demande.

2. La Partie importatrice consulte l'auteur de la notification lorsqu'elle décide que l'information considérée par celui-ci comme confidentielle ne remplit pas les conditions requises pour être traitée comme telle et, avant de divulguer l'information, elle l'informe de sa décision, en indiquant ses raisons sur demande et en ménageant la possibilité de consultations et d'un réexamen interne de la décision.

3. Chaque Partie protège les informations confidentielles reçues en vertu du Protocole, y compris les informations confidentielles reçues au titre de la procédure d'accord préalable en connaissance de cause du Protocole. Chaque Partie veille à disposer de procédures lui permettant de protéger ces informations et protège la confidentialité de ces informations d'une manière aussi favorable que celle dont elle use pour les informations confidentielles se rapportant aux organismes vivants modifiés d'origine nationale.

4. La Partie importatrice n'utilise pas ces informations à des fins commerciales, sauf avec l'accord écrit de l'auteur de la notification.

5. Si l'auteur de la notification retire ou a retiré celle-ci, la Partie importatrice respecte la confidentialité de toutes les informations commerciales ou industrielles, y compris les informations sur la recherche-développement, ainsi que celles dont la confidentialité fait l'objet d'un désaccord entre cette Partie et l'auteur de la notification.

6. Sans préjudice du paragraphe 5 ci-dessus, les informations ci-après ne sont pas tenues pour confidentielles :

a) Le nom et l'adresse de l'auteur de la notification;

b) Une description générale de l'organisme ou des organismes vivants modifiés;

c) Un résumé de l'évaluation des risques d'impact sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, tenant compte également des risques pour la santé humaine;

d) Les méthodes et plans d'intervention d'urgence.

Article 22

Création de capacités

1. Les Parties coopèrent au développement et au renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles dans le domaine de la prévention des risques biotechnologiques, y compris la biotechnologie dans la mesure où elle a trait à la prévention des risques biotechnologiques, en vue de la mise en œuvre effective du Protocole dans les pays en développement Parties, en particulier dans les pays les moins avancés et dans les petits États insulaires en développement, ainsi que dans les Parties à économie en transition, y compris par l'intermédiaire des institutions et organisations mondiales, régionales, sous-régionales et nationales et, s'il y a lieu, en favorisant la participation du secteur privé.

2. Aux fins d'application du paragraphe 1 ci-dessus, en ce qui concerne la coopération, les besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, en matière de ressources financières, d'accès à la technologie et au savoir-faire, et de transfert de technologie et de savoir-faire conformément aux dispositions pertinentes de la Convention, sont pleinement pris en compte dans la création de capacités pour la prévention des risques biotechnologiques. La coopération à la création de capacités comprend, sous réserve des différences existant entre les situations, les moyens et les besoins de chaque Partie : la formation scientifique et technique à l'utilisation rationnelle et sans danger de la biotechnologie et à l'utilisation des évaluations des risques et des techniques de gestion des risques biotechnologiques, ainsi que le renforcement des capacités techniques et institutionnelles en matière de prévention des risques biotechnologiques. Les besoins des Parties à économie en transition sont également pris pleinement en considération dans la création de capacités pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 23

SENSIBILISATION ET PARTICIPATION DU PUBLIC

1. Les Parties :

a) Encouragent et facilitent la sensibilisation, l'éducation et la participation du public concernant le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés en vue de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine. Les Parties, pour ce faire, coopèrent, selon qu'il convient, avec les autres États et les organes internationaux;

b) S'efforcent de veiller à ce que la sensibilisation et l'éducation du public comprennent l'accès à l'information sur les organismes vivants modifiés, au sens du Protocole, qui peuvent être importés.

2. Les Parties, conformément à leurs lois et réglementations respectives, consultent le public lors de la prise de décisions relatives aux organismes vivants modifiés et mettent à la disposition du public l'issue de ces décisions, tout en respectant le caractère confidentiel de l'information, conformément à l'article 21.

3. Chaque Partie s'efforce d'informer le public sur les moyens d'accès au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

Article 24

NON-PARTIES

1. Les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés entre Parties et non-Parties doivent être compatibles avec l'objectif

du Protocole. Les Parties peuvent conclure des accords et arrangements bilatéraux, régionaux ou multilatéraux avec des non-Parties au sujet de ces mouvements transfrontières.

2. Les Parties encouragent les non-Parties à adhérer au Protocole et à communiquer au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques des renseignements appropriés sur les organismes vivants modifiés libérés sur leur territoire, ou faisant l'objet de mouvements à destination ou en provenance de zones relevant de leur juridiction nationale.

Article 25

Mouvements transfrontières illicites

1. Chaque Partie adopte des mesures nationales propres à prévenir et à réprimer, s'il convient, les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés contrevenant aux mesures nationales qu'elle a prises pour appliquer le présent Protocole. De tels mouvements seront réputés mouvements transfrontières illicites.

2. En cas de mouvement transfrontière illicite, la Partie touchée peut demander à la Partie d'origine d'éliminer à ses propres frais les organismes vivants modifiés concernés, en les rapatriant ou en les détruisant, selon qu'il convient.

3. Chaque Partie met à la disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques les renseignements relatifs aux cas de mouvements transfrontières illicites la concernant.

Article 26

Considérations socio-économiques

1. Les Parties, lorsqu'elles prennent une décision concernant l'importation, en vertu du présent Protocole ou en vertu des mesures nationales qu'elles ont prises pour appliquer le Protocole, peuvent tenir compte, en accord avec leurs obligations internationales, des incidences socio-économiques de l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, eu égard à la valeur de la diversité biologique pour les communautés autochtones et locales, en particulier.

2. Les Parties sont encouragées à coopérer à la recherche et à l'échange d'informations sur l'impact socio-économique des organismes vivants modifiés, en particulier pour les communautés autochtones et locales.

Article 27

Responsabilité et réparation

La Conférence des Parties, siégeant en tant que Réunion des Parties au présent Protocole, engage, à sa première réunion, un processus visant à élaborer des règles et procédures internationales appropriées en matière de responsabilité et de réparation pour les dommages résultant de mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés, en analysant et en prenant dûment en compte les travaux en cours en droit international sur ces questions, et s'efforce d'achever ce processus dans les quatre ans.

Article 28

Mécanisme de financement et ressources financières

1. Lorsqu'elles examinent la question des ressources financières destinées à l'application du Protocole, les Parties tiennent compte des dispositions de l'article 20 de la Convention.

2. Le mécanisme de financement établi par l'article 21 de la Convention est, par l'intermédiaire de la structure institutionnelle qui en assure le fonctionnement, le mécanisme de financement du Protocole.

3. En ce qui concerne la création de capacités visée à l'article 22 du Protocole, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, tient compte, lorsqu'elle fournit des directives concernant le mécanisme de financement visé au paragraphe 2 ci-dessus, pour examen par la Conférence des Parties, du besoin de ressources financières des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement.

4. Dans le cadre du paragraphe 1 ci-dessus, les Parties tiennent également compte des besoins des pays en développement Parties, en particulier ceux des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, ainsi que ceux des Parties à économie en transition, lorsqu'elles s'efforcent de déterminer et de satisfaire leurs besoins en matière de création de capacités aux fins de l'application du Protocole.

5. Les directives fournies au mécanisme de financement de la Convention dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, y compris celles qui ont été approuvées avant l'adoption du Protocole, s'appliquent, *mutatis mutandis,* aux dispositions du présent article.

6. Les pays développés Parties peuvent aussi fournir des ressources financières et technologiques pour l'application des dispositions du Protocole, dans le cadre d'arrangements bilatéraux, régionaux et multilatéraux, dont les pays en développement Parties et les Parties à économie en transition pourront user.

Article 29

Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole

1. La Conférence des Parties siège en tant que Réunion des Parties au Protocole.

2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole peuvent participer en qualité d'observateur aux travaux de toute réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que Réunion des Parties au Protocole, les décisions qui sont prises en vertu du Protocole le sont seulement par les Parties au Protocole.

3. Lorsque la Conférence des Parties siège en tant que Réunion des Parties au Protocole, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.

4. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole suit l'application du Protocole et prend, dans le cadre de son mandat, les décisions nécessaires pour en favoriser l'application effective. Elle s'acquitte des fonctions qui lui sont assignées par le Protocole et :

a) Formule des recommandations sur toute question concernant l'application du Protocole;

b) Crée les organes subsidiaires jugés nécessaires pour faire appliquer le Protocole;

c) Fait appel et recourt, en tant que de besoin, aux services, à la coopération et aux informations fournis par les organisations internationales et les organes intergouvernementaux et non gouvernementaux compétents;

d) Détermine la présentation et la périodicité de la transmission des informations à communiquer en application de l'article 33 du Protocole et examine ces informations ainsi que les rapports soumis par ses organes subsidiaires;

e) Examine et adopte, en tant que de besoin, les amendements au Protocole et à ses annexes, ainsi que toute nouvelle annexe au Protocole, jugés nécessaires pour son application; et

f) Exerce toute autre fonction que pourrait exiger l'application du Protocole.

5. Le règlement intérieur de la Conférence des Parties et les règles de gestion financière de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au Protocole, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement par consensus.

6. La première réunion de la Conférence des Parties à la Convention siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole est convoquée par le Secrétariat en même temps que la première réunion de la Conférence des Parties qui se tiendra après la date d'entrée en vigueur du Protocole. Par la suite, les réunions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole se tiendront en même temps que les réunions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole n'en décide autrement.

7. Des réunions extraordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole peuvent avoir lieu à tout autre moment si la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole le juge nécessaire, ou à la demande écrite d'une Partie, sous réserve que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois suivant sa communication aux Parties par le Secrétariat.

8. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État membre desdites organisations ou tout observateur auprès desdites organisations qui n'est pas Partie à la Convention, peuvent être représentés en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole. Tout organe ou institution, à caractère national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, compétent dans des domaines visés par le présent Protocole et ayant informé le Secrétariat de son souhait d'être représenté en qualité d'observateur à une réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, peut être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes ne s'y opposent. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur visé au paragraphe 5 ci-dessus, sauf disposition contraire du présent article.

Article 30

ORGANES SUBSIDIAIRES

1. Tout organe subsidiaire, créé par, ou en vertu de, la Convention, peut sur décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au présent Protocole, s'acquitter de fonctions au titre du Protocole, auquel cas la Réunion des Parties spécifie les fonctions exercées par cet organe.

2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent Protocole peuvent participer, en qualité d'observateur, aux travaux de toute réunion d'un organe subsidiaire du Protocole. Lorsqu'un organe

subsidiaire de la Convention agit en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, les décisions relevant du Protocole sont prises uniquement par les Parties au Protocole.

3. Lorsqu'un organe subsidiaire de la Convention exerce ses fonctions en tant qu'organe subsidiaire du Protocole, tout membre du Bureau de cet organe subsidiaire représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole est remplacé par un nouveau membre qui est élu par les Parties au Protocole parmi elles.

Article 31

SECRÉTARIAT

1. Le Secrétariat établi en vertu de l'article 24 de la Convention fait fonction de Secrétariat du présent Protocole.

2. Le paragraphe 1 de l'article 24 de la Convention relatif aux fonctions du Secrétariat s'applique *mutatis mutandis* au présent Protocole.

3. Pour autant qu'ils sont distincts, les coûts des services de secrétariat afférents au présent Protocole sont pris en charge par les Parties au Protocole. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole prend, à sa première réunion, les dispositions financières nécessaires à cet effet.

Article 32

RELATIONS AVEC LA CONVENTION

Sauf mention contraire dans le présent Protocole, les dispositions de la Convention relatives à ses protocoles s'appliquent au présent instrument.

Article 33

SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS

Chaque Partie veille au respect des obligations qui sont les siennes en vertu du présent Protocole et, à des intervalles réguliers décidés par la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole, fait rapport à la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole sur les mesures qu'elle a prises pour en appliquer les dispositions.

Article 34

RESPECT DES OBLIGATIONS

La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole examine et approuve, à sa première réunion, des procédures et des mécanismes institutionnels de coopération propres à encourager le respect des dispositions du Protocole et à traiter les cas de non-respect. Ces procédures et mécanismes comportent des dispositions visant à offrir des conseils ou une assistance, le cas échéant. Ils sont distincts et sans préjudice de la procédure et des mécanismes de règlement des différends établis en vertu de l'article 27 de la Convention.

Article 35

ÉVALUATION ET EXAMEN

La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole procède, cinq ans après l'entrée en vigueur du Protocole, puis ensuite au moins tous les cinq ans, à une évaluation de son efficacité, notamment à une évaluation de ses procédures et annexes.

Article 36

SIGNATURE

Le présent Protocole est ouvert à la signature des États et des organisations régionales d'intégration économique à l'Office des Nations Unies à Nairobi du 15 au 26 mai 2000, et au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 5 juin 2000 au 4 juin 2001.

Article 37

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du cinquantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par les États ou les organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties à la Convention.

2. Le présent Protocole entre en vigueur pour un État ou une organisation régionale d'intégration économique qui le ratifie, l'accepte, l'approuve ou y adhère après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 ci-dessus, soit le quatre-vingt-dixième jour après la date de dépôt, par cet État ou cette organisation d'intégration économique, de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, soit au moment où la Convention entre en vigueur pour cet État

ou cette organisation régionale d'intégration économique, la date la plus tardive étant retenue.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de ladite organisation.

Article 38

RÉSERVES

Aucune réserve ne peut être faite au présent Protocole.

Article 39

DÉNONCIATION

1. À l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole à l'égard d'une Partie, cette Partie peut dénoncer le Protocole par notification écrite au Dépositaire.

2. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de sa réception par le Dépositaire, ou à toute date ultérieure qui pourra être spécifiée dans ladite notification.

Article 40

TEXTES FAISANT FOI

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment habilités, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Montréal le vingt-neuf janvier deux mille.

ANNEXE I

INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LES NOTIFICATIONS À PRÉSENTER CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 8, 10 ET 13

a) Nom, adresse et coordonnées de l'exportateur;

b) Nom, adresse et coordonnées de l'importateur;

c) Nom et identité de l'organisme vivant modifié et son classement en fonction du degré de sécurité biologique, dans l'État d'exportation, s'il existe;

d) Date ou dates prévues du mouvement transfrontière si elles sont connues;

e) Nom commun et taxinomie, point de collecte ou d'acquisition, et caractéristiques de l'organisme récepteur ou des organismes parents pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques;

f) Centres d'origine et centres de diversité génétique, lorsqu'ils sont connus, de l'organisme récepteur et/ou des organismes parents et description des habitats où les organismes peuvent persister ou proliférer;

g) Nom commun et taxinomie, point de collecte ou d'acquisition, et caractéristiques de l'organisme ou des organismes donneurs pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques;

h) Description de l'acide nucléique ou de la modification introduite, de la technique utilisée et des caractéristiques de l'organisme vivant modifié qui en résultent;

i) Utilisation prévue de l'organisme vivant modifié ou des produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé ayant pour origine l'organisme vivant modifié, qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique réplicable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne;

j) Quantité ou volume des organismes vivants modifiés à transférer;

k) Rapport préexistant sur l'évaluation des risques qui soit conforme à l'annexe III;

l) Méthodes proposées pour assurer la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation sans danger, y compris l'emballage, l'étiquetage, la documentation, les méthodes d'élimination et les procédures à suivre en cas d'urgence, le cas échéant;

m) Situation de l'organisme vivant modifié au regard de la réglementation dans l'État d'exportation (par exemple, s'il est interdit dans l'État exportateur, s'il existe d'autres restrictions, ou si sa mise en circulation générale a été autorisée); si l'organisme vivant modifié est prohibé dans l'État exportateur, la ou les raisons de cette interdiction;

n) Résultat et objet de toute notification de l'exportateur adressée à d'autres États en ce qui concerne l'organisme vivant modifié à transférer;

o) Déclaration selon laquelle les informations ci-dessus sont exactes.

ANNEXE II

RENSEIGNEMENTS À FOURNIR POUR TOUT ORGANISME VIVANT MODIFIÉ DESTINÉ À ÊTRE UTILISÉ DIRECTEMENT POUR L'ALIMENTATION HUMAINE OU ANIMALE, OU À ÊTRE TRANSFORMÉ, CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 11

a) Le nom et les coordonnées de la personne demandant une autorisation pour utilisation sur le territoire national;

b) Le nom et les coordonnées de l'autorité responsable de la décision;

c) Le nom et l'identité de l'organisme vivant modifié;

d) Une description de la modification génétique, de la technique employée, et des caractéristiques de l'organisme vivant modifié qui en résultent;

e) Toute identification unique de l'organisme vivant modifié;

f) La taxinomie, le nom commun, le point de collecte ou d'acquisition, et les caractéristiques de l'organisme récepteur ou des organismes parents pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques;

g) Les centres d'origine et centres de diversité génétique, lorsqu'ils sont connus, de l'organisme récepteur et/ou des organismes parents et une description des habitats où les organismes peuvent persister ou proliférer;

h) La taxinomie, le nom commun, le point de collecte et d'acquisition, et les caractéristiques de l'organisme ou des organismes donneurs pertinentes pour la prévention des risques biotechnologiques;

i) Les utilisations autorisées de l'organisme vivant modifié;

j) Un rapport sur l'évaluation des risques qui soit conforme à l'annexe III;

k) Les méthodes proposées pour assurer la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation sans danger, y compris l'emballage, l'étiquetage, la documentation, les méthodes d'élimination et les procédures à suivre en cas d'urgence, le cas échéant.

ANNEXE III

ÉVALUATION DES RISQUES

Objectif

1. Aux fins du présent Protocole, l'évaluation des risques a pour objet de déterminer et d'évaluer les effets défavorables potentiels des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans le milieu récepteur potentiel probable, en tenant compte également des risques pour la santé humaine.

Utilisation des évaluations des risques.

2. L'évaluation des risques est utilisée notamment par les autorités compétentes pour prendre une décision en connaissance de cause concernant les organismes vivants modifiés.

Principes généraux

3. L'évaluation des risques devrait être effectuée selon des méthodes scientifiques éprouvées et dans la transparence et peut tenir compte des avis techniques et directives des organisations internationales compétentes.

4. Il ne faut pas nécessairement déduire de l'absence de connaissances ou de consensus scientifiques la gravité d'un risque, l'absence de risque, ou l'existence d'un risque acceptable.

5. Les risques associés aux organismes vivants modifiés ou aux produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé provenant d'organismes vivants modifiés qui contient des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique réplicable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne, devraient être considérés en regard des risques posés par les organismes récepteurs ou parents non modifiés dans le milieu récepteur potentiel probable.

6. L'évaluation des risques devrait être effectuée au cas par cas. La nature et le degré de précision de l'information requise peuvent varier selon le cas, en fonction de l'organisme vivant modifié concerné, de son utilisation prévue et du milieu récepteur potentiel probable.

Méthodes

7. L'évaluation des risques peut nécessiter un complément d'information sur des questions particulières, qui peut être défini et demandé à l'occasion de l'évaluation; en revanche, des informations sur d'autres questions peuvent ne pas être pertinentes, dans certains cas.

8. Pour atteindre son objectif, l'évaluation des risques comportera, le cas échéant, les étapes suivantes :

a) L'identification de toutes nouvelles caractéristiques génotypiques et phénotypiques liées à l'organisme vivant modifié qui peuvent avoir des effets défavorables sur la diversité biologique dans le milieu récepteur potentiel probable, et comporter aussi des risques pour la santé humaine;

b) L'évaluation de la probabilité que ces effets défavorables surviennent, compte tenu du degré et du type d'exposition du milieu récepteur potentiel probable de l'organisme vivant modifié;

c) L'évaluation des conséquences qu'auraient ces effets défavorables s'ils survenaient;

d) L'estimation du risque global présenté par l'organisme vivant modifié sur la base de l'évaluation de la probabilité de survenue des effets défavorables repérés et de leurs conséquences;

e) Une recommandation indiquant si les risques sont acceptables ou gérables, y compris, au besoin, la définition de stratégies de gestion de ces risques; et

f) Lorsqu'il existe des incertitudes quant à la gravité du risque, on peut demander un complément d'information sur des points précis préoccupants, ou mettre en œuvre des stratégies appropriées de gestion des risques et/ou contrôler l'organisme vivant modifié dans le milieu récepteur.

Points à examiner

9. Selon le cas, l'évaluation des risques tient compte des données techniques et scientifiques pertinentes concernant :

a) *L'organisme récepteur ou les organismes parents :* Les caractéristiques biologiques de l'organisme récepteur ou des organismes parents, y compris des précisions concernant la taxinomie, le nom commun, l'origine, les centres d'origine et les centres de diversité génétique, lorsqu'ils sont connus, et une description de l'habitat où les organismes peuvent persister ou proliférer;

b) *L'organisme ou les organismes donneurs :* Taxinomie et nom commun, source et caractéristiques biologiques pertinentes des organismes donneurs;

c) *Le vecteur :* Les caractéristiques du vecteur, y compris son identité, le cas échéant, sa source ou son origine, et les aires de répartition de ses hôtes;

d) *L'insert ou les inserts et/ou les caractéristiques de la modification :* Les caractéristiques génétiques de l'acide nucléique inséré et la fonction qu'il détermine, et/ou les caractéristiques de la modification introduite;

e) *L'organisme vivant modifié :* Identité de l'organisme vivant modifié, et différences entre les caractéristiques biologiques de l'organisme vivant modifié et celles de l'organisme récepteur ou des organismes parents;

f) *La détection et l'identification de l'organisme vivant modifié :* Méthodes de détection et d'identification proposées et leur particularité, précision et fiabilité;

g) *L'information relative à l'utilisation prévue :* Information relative à l'utilisation prévue de l'organisme vivant modifié, y compris toute utilisation nouvelle ou toute utilisation différant de celle de l'organisme récepteur ou parent; et

h) *Le milieu récepteur :* Information sur l'emplacement et les caractéristiques géographiques, climatiques et écologiques du milieu récepteur potentiel probable, y compris information pertinente sur la diversité biologique et les centres d'origine qui s'y trouvent.

---

2. PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT L'IMPLICATION DES ENFANTS DANS LES CONFLITS ARMÉS[3]. FAIT À NEW YORK LE 25 MAI 2000[4]

Les États Parties au présent Protocole,

Encouragés par l'appui considérable recueilli par la Convention relative aux droits de l'enfant, qui dénote une volonté générale d'œuvrer pour la promotion et la protection des droits de l'enfant,

Réaffirmant que les droits des enfants doivent être spécialement protégés et lançant un appel pour que la situation des enfants, sans distinc-

tion, soit sans cesse améliorée et qu'ils puissent s'épanouir et être éduqués dans des conditions de paix et de sécurité,

Troublés par les effets préjudiciables et étendus des conflits armés sur les enfants et leurs répercussions à long terme sur le maintien d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables,

Condamnant le fait que des enfants soient pris pour cible dans des situations de conflit armé ainsi que les attaques directes de lieux protégés par le droit international, notamment des endroits où se trouvent généralement de nombreux enfants, comme les écoles et les hôpitaux,

Prenant acte de l'adoption du Statut de la Cour pénale internationale, qui inclut en particulier parmi les crimes de guerre, dans les conflits armés tant internationaux que non internationaux, le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités,

Considérant par conséquent que, pour renforcer davantage les droits reconnus dans la Convention relative aux droits de l'enfant, il importe d'accroître la protection des enfants contre toute implication dans les conflits armés,

Notant que l'article premier de la Convention relative aux droits de l'enfant spécifie qu'au sens de ladite Convention, un enfant s'entend de tout être humain âgé de moins de 18 ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable,

Convaincus que l'adoption d'un protocole facultatif se rapportant à la Convention, qui relèverait l'âge minimum de l'enrôlement éventuel dans les forces armées et de la participation aux hostilités, contribuera effectivement à la mise en œuvre du principe selon lequel l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale dans toutes les décisions le concernant,

Notant que la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge tenue en décembre 1995 a recommandé, notamment, que les parties à un conflit prennent toutes les mesures possibles pour éviter que des enfants de moins de 18 ans ne prennent part aux hostilités,

Se félicitant de l'adoption par consensus, en juin 1999, de la Convention n° 182 (1999) de l'Organisation internationale du Travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination, qui interdit l'enrôlement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés,

Condamnant avec, une profonde inquiétude l'enrôlement, l'entraînement et l'utilisation en deçà et au-delà des frontières nationales d'enfants dans les hostilités par des groupes armés distincts des forces armées d'un État, et reconnaissant la responsabilité des personnes qui recrutent, forment et utilisent des enfants à cet égard,

Rappelant l'obligation pour toute partie à un conflit armé de se conformer aux dispositions du droit international humanitaire,

Soulignant que le présent Protocole est sans préjudice des buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, notamment à l'Article 51, et des normes pertinentes du droit humanitaire,

Tenant compte du fait que des conditions de paix et de sécurité fondées sur le respect intégral des buts et principes de la Charte des Nations Unies et le respect des instruments relatifs aux droits de l'homme applicables sont essentiels à la pleine protection des enfants, en particulier pendant les conflits armés et sous une occupation étrangère,

Conscients des besoins particuliers des enfants qui, en raison de leur situation économique et sociale ou de leur sexe, sont particulièrement vulnérables à l'enrôlement ou à l'utilisation dans des hostilités en violation du présent Protocole,

Conscients également de la nécessité de prendre en considération les causes économiques, sociales et politiques profondes de la participation des enfants aux conflits armés,

Convaincus de la nécessité de renforcer la coopération internationale pour assurer la réadaptation physique et psychosociale et la réinsertion sociale des enfants qui sont victimes de conflits armés,

Encourageant la participation des communautés et, en particulier, des enfants et des enfants victimes, à la diffusion de l'information et aux programmes d'éducation concernant l'application du présent Protocole,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les États Parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les membres de leurs forces armées qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans ne participent pas directement aux hostilités.

Article 2

Les États Parties veillent à ce que les personnes n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans ne fassent pas l'objet d'un enrôlement obligatoire dans leurs forces armées.

Article 3

1. Les États Parties relèvent en années l'âge minimum de l'engagement volontaire dans leurs forces armées nationales par rapport à celui fixé au paragraphe 3 de l'article 38 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en tenant compte des principes inscrits dans ledit article et en reconnaissant qu'en vertu de la Convention, les personnes âgées de moins de 18 ans ont droit à une protection spéciale.

2. Chaque État Partie dépose, lors de la ratification du présent Protocole ou de l'adhésion à cet instrument, une déclaration contraignante indiquant l'âge minimum à partir duquel il autorise l'engagement volontaire dans ses forces armées nationales et décrivant les garanties qu'il a prévues pour veiller à ce que cet engagement ne soit pas contracté de force ou sous la contrainte.

3. Les États Parties qui autorisent l'engagement volontaire dans leurs forces armées nationales avant l'âge de 18 ans mettent en place des garanties assurant, au minimum, que :

a) Cet engagement soit effectivement volontaire;

b) Cet engagement ait lieu avec le consentement, en connaissance de cause, des parents ou gardiens légaux de l'intéressé;

c) Les personnes engagées soient pleinement informées des devoirs qui s attachent au service militaire national;

d) Ces personnes fournissent une preuve fiable de leur âge avant d'être admises audit service.

4. Tout État Partie peut, à tout moment, renforcer sa déclaration par voie de notification à cet effet adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe tous les autres États Parties. Cette notification prend effet à la date à laquelle elle est reçue par le Secrétaire général.

5. L'obligation de relever l'âge minimum de l'engagement volontaire visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux établissements scolaires placés sous l'administration ou le contrôle des forces armées des États Parties, conformément aux articles 28 et 29 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Article 4

1. Les groupes armés qui sont distincts des forces armées d'un État ne devraient en aucune circonstance enrôler ni utiliser dans les hostilités des personnes âgées de moins de 18 ans.

2. Les États Parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour empêcher l'enrôlement et l'utilisation de ces personnes, notamment les mesures d'ordre juridique voulues pour interdire et sanctionner pénalement ces pratiques.

3. L'application du présent article du Protocole est sans effet sur le statut juridique de toute partie à un conflit armé.

Article 5

Aucune disposition du présent Protocole ne peut être interprétée comme empêchant l'application de dispositions de la législation d'un

État Partie, d'instruments internationaux et du droit international humanitaire plus propices à la réalisation des droits de l'enfant.

Article 6

1. Chaque État Partie prend toutes les mesures d'ordre juridique, administratif et autre voulues pour assurer l'application et le respect effectifs des dispositions du présent Protocole dans les limites de sa compétence.

2. Les États Parties s'engagent à faire largement connaître les principes et dispositions du présent Protocole, aux adultes comme aux enfants, à l'aide de moyens appropriés.

3. Les États Parties prennent toutes les mesures possibles dans la pratique pour veiller à ce que les personnes relevant de leur compétence qui sont enrôlées ou utilisées dans des hostilités en violation du présent Protocole soient démobilisées ou de quelque autre manière libérées des obligations militaires. Si nécessaire, les États Parties accordent à ces personnes toute l'assistance appropriée en vue de leur réadaptation physique et psychologique et de leur réinsertion sociale.

Article 7

1. Les États Parties coopèrent à l'application du présent Protocole, notamment pour la prévention de toute activité contraire à ce dernier et pour la réadaptation et la réinsertion sociale des personnes qui sont victimes d'actes contraires au présent Protocole, y compris par une coopération technique et une assistance financière. Cette assistance et cette coopération se feront en consultation avec les États Parties concernés et les organisations internationales compétentes.

2. Les États Parties qui sont en mesure de le faire fournissent cette assistance par l'entremise des programmes multilatéraux, bilatéraux ou autres déjà en place ou, le cas échéant, dans le cadre d'un fonds de contributions volontaires constitué conformément aux règles établies par l'Assemblée générale.

Article 8

1. Chaque État Partie présente, dans les deux années qui suivent l'entrée en vigueur du présent Protocole en ce qui le concerne, un rapport au Comité des droits de l'enfant contenant des renseignements détaillés sur les mesures qu'il a prises pour donner effet aux dispositions du présent Protocole, notamment celles concernant la participation et l'enrôlement.

2. Après la présentation du rapport détaillé, chaque État Partie inclut dans les rapports qu'il présente au Comité des droits de l'enfant conformément à l'article 44 de la Convention tout complément d'infor-

mation concernant l'application du présent Protocole. Les autres États Parties au Protocole présentent un rapport tous les cinq ans.

3. Le Comité des droits de l'enfant peut demander aux États Parties un complément d'information concernant l'application du présent Protocole.

Article 9

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout État qui est Partie à la Convention ou qui l'a signée.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification et est ouvert à l'adhésion de tout État. Les instruments de ratification ou d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et du Protocole, informe tous les États Parties à la Convention et tous les États qui ont signé la Convention du dépôt de chaque déclaration en vertu de l'article 13.

Article 10

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Protocole ou qui y adhéreront après son entrée en vigueur, ledit Protocole entrera en vigueur un mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 11

1. Tout État Partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informera les autres États Parties à la Convention et tous les États qui ont signé la Convention. La dénonciation prendra effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification. Toutefois, si à l'expiration de ce délai d'un an, l'État Partie auteur de la dénonciation est engagé dans un conflit armé, celle-ci ne prendra pas effet avant la fin dudit conflit.

2. Cette dénonciation ne saurait dégager l'État Partie de ses obligations en vertu du présent Protocole à raison de tout acte accompli avant la date à laquelle la dénonciation prend effet, pas plus qu'elle ne compromet en quelque manière que ce soit la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité serait saisi avant la date de prise d'effet de la dénonciation.

Article 12

1. Tout État Partie peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci communique alors la proposition d'amendement aux États Parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États Parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États Parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le Secrétaire général convoque la Conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États Parties présents et votants à la conférence est soumis à l'Assemblée générale pour approbation.

2. Tout amendement adopté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article entre en vigueur lorsqu'il a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et accepté par une majorité des deux tiers des États Parties.

3. Lorsqu'un amendement entre en vigueur, il a force obligatoire pour les États Parties qui l'ont accepté, les autres États Parties demeurant liés par les dispositions du présent Protocole et par tous amendements antérieurs acceptés par eux.

Article 13

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera parvenir une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États Parties à la Convention et à tous les États qui ont signé la Convention.

---

3. PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT LA VENTE D'ENFANTS, LA PROSTITUTION DES ENFANTS ET LA PORNOGRAPHIE METTANT EN SCÈNE DES ENFANTS[5]. FAIT À NEW YORK LE 25 MAI 2000[6]

Les États Parties au présent Protocole,

Considérant que, pour aller de l'avant dans la réalisation des buts de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'application de ses dispositions, en particulier des articles premier, 11, 21, 32, 33, 34, 35

et 36, il serait approprié d'élargir les mesures que les États Parties devraient prendre pour garantir la protection de l'enfant contre la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

Considérant également que la Convention relative aux droits de l'enfant consacre le droit de l'enfant d'être protégé contre l'exploitation économique et de ne pas être astreint à un travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social,

Constatant avec une vive préoccupation que la traite internationale d'enfants aux fins de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants revêt des proportions considérables et croissantes,

Profondément préoccupés par la pratique répandue et persistante du tourisme sexuel auquel les enfants sont particulièrement exposés, dans la mesure où il favorise directement la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants,

Conscients qu'un certain nombre de groupes particulièrement vulnérables, notamment les fillettes, sont davantage exposés au risque d'exploitation sexuelle, et qu'on recense un nombre anormalement élevé de fillettes parmi les victimes de l'exploitation sexuelle,

Préoccupés par l'offre croissante de matériels pornographiques mettant en scène des enfants sur l'Internet et autres nouveaux supports technologiques, et rappelant que, dans ses conclusions, la Conférence internationale sur la lutte contre la pornographie impliquant des enfants sur l'Internet (Vienne, 1999) a notamment demandé la criminalisation dans le monde entier de la production, la distribution, l'exportation, l'importation, la transmission, la possession intentionnelle et la publicité de matériels pornographiques impliquant des enfants, et soulignant l'importance d'une coopération et d'un partenariat plus étroits entre les pouvoirs publics et les professionnels de l'Internet,

Convaincus que l'élimination de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie mettant en scène des enfants sera facilitée par l'adoption d'une approche globale tenant compte des facteurs qui contribuent à ces phénomènes, notamment le sous-développement, la pauvreté, les disparités économiques, l'inéquité des structures socio-économiques, les dysfonctionnements familiaux, le manque d'éducation, l'exode rural, la discrimination fondée sur le sexe, le comportement sexuel irresponsable des adultes, les pratiques traditionnelles préjudiciables, les conflits armés et la traite des enfants,

Estimant qu'une action de sensibilisation du public est nécessaire pour réduire la demande qui est à l'origine de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie pédophile, et qu'il importe

de renforcer le partenariat mondial entre tous les acteurs et d'améliorer l'application de la loi au niveau national,

Prenant note des dispositions des instruments juridiques internationaux pertinents en matière de protection des enfants, notamment la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, la Convention de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants, et la Convention n° 182 de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination,

Encouragés par l'appui massif dont bénéficie la Convention relative aux droits de l'enfant, qui traduit l'existence d'une volonté généralisée de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant,

Considérant qu'il importe de mettre en œuvre les dispositions du Programme d'action pour la prévention de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants et de la Déclaration et du Programme d'action adoptés en 1996 au Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm du 27 au 31 août 1996, ainsi que les autres décisions et recommandations pertinentes des organismes internationaux concernés,

Tenant dûment compte de l'importance des traditions et des valeurs culturelles de chaque peuple pour la protection de l'enfant et son développement harmonieux,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Les États Parties interdisent la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants conformément aux dispositions du présent Protocole.

Article 2

Aux fins du présent Protocole :

a) On entend par vente d'enfants tout acte ou toute transaction faisant intervenir le transfert d'un enfant de toute personne ou de tout groupe de personnes à une autre personne ou un autre groupe contre rémunération ou tout autre avantage;

b) On entend par prostitution des enfants le fait d'utiliser un enfant aux fins d'activités sexuelles contre rémunération ou toute autre forme d'avantage;

c) On entend par pornographie mettant en scène des enfants toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles.

Article 3

1. Chaque État Partie veille à ce que, au minimum, les actes et activités suivants soient pleinement saisis par son droit pénal, que ces infractions soient commises au plan interne ou transnational, par un individu ou de façon organisée :

a) Pour ce qui est de la vente d'enfants visée à l'article 2 :

i) Le fait d'offrir, de remettre, ou d'accepter un enfant, quel que soit le moyen utilisé, aux fins :

a. D'exploiter l'enfant à des fins sexuelles;

b. De transférer les organes de l'enfant à titre onéreux;

c. De soumettre l'enfant au travail forcé;

ii) Le fait d'obtenir indûment, en tant qu'intermédiaire, le consentement à l'adoption d'un enfant, en violation des instruments juridiques internationaux relatifs à l'adoption;

b) Le fait d'offrir, d'obtenir, de procurer ou de fournir un enfant à des fins de prostitution, telle que définie à l'article 2;

c) Le fait de produire, de distribuer, de diffuser, d'importer, d'exporter, d'offrir, de vendre ou de détenir aux fins susmentionnées des matériels pornographiques mettant en scène des enfants, tels que définis à l'article 2.

2. Sous réserve du droit interne d'un État Partie, les mêmes dispositions valent en cas de tentative de commission de l'un quelconque de ces actes, de complicité dans sa commission ou de participation à celle-ci.

3. Tout État Partie rend ces infractions passibles de peines appropriées tenant compte de leur gravité.

4. Sous réserve des dispositions de son droit interne, tout État Partie prend, s'il y a lieu, les mesures qui s'imposent, afin d'établir la responsabilité des personnes morales pour les infractions visées au paragraphe 1 du présent article. Selon les principes juridiques de l'État Partie, cette responsabilité peut être pénale, civile ou administrative.

5. Les États Parties prennent toutes les mesures juridiques et administratives appropriées pour s'assurer que toutes les personnes intervenant dans l'adoption d'un enfant agissent conformément aux dispositions des instruments juridiques internationaux applicables.

Article 4

1. Tout État Partie prend les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, lorsque ces infractions ont été commises sur son territoire ou à bord de navires ou d'aéronefs immatriculés dans cet État.

2. Tout État Partie peut prendre les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, dans les cas suivants :

a) Lorsque l'auteur présumé de l'infraction est un ressortissant dudit État, ou a sa résidence habituelle sur le territoire de celui-ci;

b) Lorsque la victime est un ressortissant dudit État.

3. Tout État Partie prend également les mesures propres à établir sa compétence aux fins de connaître des infractions susmentionnées lorsque l'auteur présumé de l'infraction est présent sur son territoire et qu'il ne l'extrade pas vers un autre État Partie au motif que l'infraction a été commise par l'un de ses ressortissants.

4. Le présent Protocole n'exclut l'exercice d'aucune compétence pénale en application du droit interne.

Article 5

1. Les infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3 sont de plein droit comprises dans tout traité d'extradition en vigueur entre les États Parties et sont comprises dans tout traité d'extradition qui sera conclu ultérieurement entre eux, conformément aux conditions énoncées dans lesdits traités.

2. Si un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité est saisi d'une demande d'extradition par un autre État Partie avec lequel il n'est pas lié par un traité d'extradition, il peut considérer le présent Protocole comme constituant la base juridique de l'extradition en ce qui concerne lesdites infractions. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit de l'État requis.

3. Les États Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent lesdites infractions comme cas d'extradition entre eux dans les conditions prévues par le droit de l'État requis.

4. Entre États Parties, lesdites infractions sont considérées aux fins d'extradition comme ayant été commises non seulement au lieu de leur perpétration, mais aussi sur le territoire placé sous la juridiction des États tenus d'établir leur compétence en vertu de l'article 4.

5. Si une demande d'extradition est présentée au motif d'une infraction visée au paragraphe 1 de l'article 3, et si l'État requis n'extrade pas ou ne veut pas extrader, à raison de la nationalité de l'auteur de

l'infraction, cet État prend les mesures voulues pour saisir ses autorités compétentes aux fins de poursuites.

Article 6

1. Les États Parties s'accordent l'entraide la plus large possible pour toute enquête, procédure pénale ou procédure d'extradition relative aux infractions visées au paragraphe 1 de l'article 3, y compris pour l'obtention des éléments de preuve dont ils disposent et qui sont nécessaires aux fins de la procédure.

2. Les États Parties s'acquittent de leurs obligations en vertu du paragraphe 1 du présent article en conformité avec tout traité ou accord d'entraide judiciaire qui peut exister entre eux. En l'absence d'un tel traité ou accord, les États Parties s'accordent cette entraide conformément à leur droit interne.

Article 7

Sous réserve des dispositions de leur droit interne, les États Parties :

a) Prennent des mesures appropriées pour permettre la saisie et la confiscation, selon que de besoin :

i) Des biens tels que documents, avoirs et autres moyens matériels utilisés pour commettre les infractions visées dans le présent Protocole ou en faciliter la commission;

ii) Du produit de ces infractions;

b) Donnent effet aux demandes de saisie ou de confiscation des biens ou produits visés à l'alinéa i du paragraphe *a* émanant d'un autre État Partie;

c) Prennent des mesures en vue de fermer provisoirement ou définitivement les locaux utilisés pour commettre lesdites infractions.

Article 8

1. Les États Parties adoptent à tous les stades de la procédure pénale les mesures nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des enfants victimes des pratiques proscrites par le présent Protocole, en particulier :

a) En reconnaissant la vulnérabilité des enfants victimes et en adaptant les procédures de manière à tenir compte de leurs besoins particuliers, notamment en tant que témoins;

b) En tenant les enfants victimes informés de leurs droits, de leur rôle ainsi que de la portée, du calendrier et du déroulement de la procédure, et de la décision rendue dans leur affaire;

c) En permettant que les vues, les besoins ou les préoccupations des enfants victimes soient présentés et examinés au cours de la procédure lorsque leurs intérêts personnels sont en jeu, d'une manière conforme aux règles de procédure du droit interne;

d) En fournissant des services d'appui appropriés aux enfants victimes à tous les stades de la procédure judiciaire;

e) En protégeant, s'il y a lieu, la vie privée et l'identité des enfants victimes et en prenant des mesures conformes au droit interne pour prévenir la diffusion de toute information pouvant conduire à leur identification;

f) En veillant, le cas échéant, à ce que les enfants victimes, ainsi que leur famille et les témoins à charge, soient à l'abri de l'intimidation et des représailles;

g) En évitant tout retard indu dans le prononcé du jugement et l'exécution des ordonnances ou des décisions accordant une indemnisation aux enfants victimes.

2. Les États Parties veillent à ce qu'une incertitude quant à l'âge réel de la victime n'empêche pas l'ouverture d'enquêtes pénales, notamment d'enquêtes visant à déterminer cet âge.

3. Les États Parties veillent à ce que, dans la manière dont le système de justice pénale traite les enfants victimes des infractions décrites dans le présent Protocole, l'intérêt supérieur de l'enfant soit la considération première.

4. Les États Parties prennent des mesures pour dispenser une formation appropriée, en particulier dans les domaines juridique et psychologique, aux personnes qui s'occupent des victimes des infractions visées dans le présent Protocole.

5. S'il y a lieu, les États Parties font le nécessaire pour garantir la sécurité et l'intégrité des personnes et/ou des organismes de prévention et/ou de protection et de réadaptation des victimes de telles infractions.

6. Aucune des dispositions du présent article ne porte atteinte au droit de l'accusé à un procès équitable et impartial ou n'est incompatible avec ce droit.

Article 9

1. Les États Parties adoptent ou renforcent, appliquent et diffusent des lois, mesures administratives, politiques et programmes sociaux pour prévenir les infractions visées dans le présent Protocole. Une attention spéciale est accordée à la protection des enfants particulièrement exposés à de telles pratiques.

2. Par l'information à l'aide de tous les moyens appropriés, l'éducation et la formation, les États Parties sensibilisent le grand public, y compris les enfants, aux mesures propres à prévenir les pratiques pros-

crites par le présent Protocole et aux effets néfastes de ces dernières. Pour s'acquitter de leurs obligations en vertu du présent article, les États Parties encouragent la participation de la collectivité et, en particulier, des enfants et des enfants victimes, à ces programmes d'information, d'éducation et de formation, y compris au niveau international.

3. Les États Parties prennent toutes les mesures matériellement possibles pour assurer toute l'assistance appropriée aux victimes des infractions visées dans le présent Protocole, notamment leur pleine réinsertion sociale, et leur plein rétablissement physique et psychologique.

4. Les États Parties veillent à ce que tous les enfants victimes des infractions décrites dans le présent Protocole aient accès à des procédures leur permettant, sans discrimination, de réclamer réparation du préjudice subi aux personnes juridiquement responsables.

5. Les États Parties prennent des mesures appropriées pour interdire efficacement la production et la diffusion de matériels qui font la publicité des pratiques proscrites dans le présent Protocole.

Article 10

1. Les États Parties prennent toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coopération internationale par des accords multilatéraux, régionaux et bilatéraux ayant pour objet de prévenir, identifier, poursuivre et punir les responsables d'actes liés à la vente d'enfants, à la prostitution des enfants, à la pornographie et au tourisme pédophiles, ainsi que d'enquêter sur de tels actes. Les États Parties favorisent également la coopération et la coordination internationales entre leurs autorités, les organisations non gouvernementales nationales et internationales et les organisations internationales.

2. Les États Parties encouragent la coopération internationale pour aider à la réadaptation physique et psychologique des enfants victimes, à leur réinsertion sociale et à leur rapatriement.

3. Les États Parties s'attachent à renforcer la coopération internationale pour éliminer les principaux facteurs, notamment la pauvreté et le sous-développement, qui rendent les enfants vulnérables à la vente, à la prostitution, à la pornographie et au tourisme pédophiles.

4. Les États Parties qui sont en mesure de le faire fournissent une aide financière, technique ou autre dans le cadre des programmes existants, multilatéraux, régionaux, bilatéraux ou autres.

Article 11

Aucune des dispositions du présent Protocole ne porte atteinte aux dispositions plus propices à la réalisation des droits de l'enfant qui peuvent figurer :

a) Dans la législation d'un État Partie;

b) Dans le droit international en vigueur pour cet État.

Article 12

1. Chaque État Partie présente, dans les deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole à son égard, un rapport au Comité des droits de l'enfant contenant des renseignements détaillés sur les mesures qu'il a prises pour donner effet aux dispositions du Protocole.

2. Après la présentation de son rapport détaillé, chaque État Partie inclut dans les rapports qu'il présente au Comité des droits de l'enfant, conformément à l'article 44 de la Convention, tous nouveaux renseignements concernant l'application du présent Protocole. Les autres États Parties au Protocole présentent un rapport tous les cinq ans.

3. Le Comité des droits de l'enfant peut demander aux États Parties un complément d'information concernant l'application du présent Protocole.

Article 13

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout État qui est Partie à la Convention ou qui l'a signée.

2. Le présent Protocole est soumis à la ratification et est ouvert à l'adhésion de tout État qui est Partie à la Convention ou qui l'a signée. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 14

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des États qui ratifieront le présent Protocole ou y adhéreront après son entrée en vigueur, le Protocole entrera en vigueur un mois après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 15

1. Tout État Partie peut, à tout moment, dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe les autres États Parties à la Convention et tous les États qui l'ont signée. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification a été reçue par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation ne dégage pas l'État Partie qui en est l'auteur des obligations que lui impose le Protocole au regard de toute infraction survenue avant la date à laquelle la dénonciation prend effet, pas plus qu'elle n'entrave en aucune manière la poursuite de l'examen de toute question dont le Comité serait déjà saisi avant cette date.

Article 16

1. Tout État Partie peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Celui-ci communique alors la proposition d'amendement aux États Parties, en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence des États Parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, un tiers au moins des États Parties se prononcent en faveur de la convocation d'une telle conférence, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté par la majorité des États Parties présents et votants à la conférence est soumis à l'Assemblée générale pour approbation.

2. Tout amendement adopté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article entre en vigueur lorsqu'il a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et accepté par une majorité des deux tiers des États Parties.

3. Lorsqu'un amendement entre en vigueur, il a force obligatoire pour les États Parties qui l'ont accepté, les autres États Parties demeurant liés par les dispositions du présent Protocole et par tous amendements antérieurs acceptés par eux.

Article 17

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États Parties à la Convention et à tous les États qui l'ont signée.

---

4. ACCORD EUROPÉEN RELATIF AU TRANSPORT INTERNATIONAL DES MARCHANDISES DANGEREUSES PAR VOIES DE NAVIGATION INTÉRIEURES (ADN)[7]. FAIT À GENÈVE LE 26 MAI 2000[8]

Les Parties contractantes,

Désireuses d'établir d'un commun accord des principes et des règles uniformes aux fins :

a) D'accroître la sécurité des transports internationaux des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures;

b) De contribuer de manière efficace à la protection de l'environnement, par la prévention de la pollution qui pourrait résulter d'accidents et d'incidents au cours de ces transports; et

c) De faciliter les opérations de transport et de promouvoir le commerce international.

Considérant que le meilleur moyen d'atteindre ce but est de conclure un accord destiné à remplacer les « Prescriptions européennes relatives au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures » annexées à la résolution n° 223 du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe, telles que modifiées,

Sont convenues de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

CHAMP D'APPLICATION

1. Le présent Accord s'applique au transport international des marchandises dangereuses par bateaux sur les voies de navigation intérieures.

2. Le présent Accord ne s'applique pas au transport de marchandises dangereuses par navires de mer sur les voies de navigation maritime comprises dans les voies de navigation intérieures.

3. Le présent Accord ne s'applique pas au transport de marchandises dangereuses effectué par des bateaux de guerre ou bateaux de guerre auxiliaires ni aux autres bateaux appartenant à un État ou exploités par cet État tant que celui-ci les utilise exclusivement à des fins gouvernementales et non commerciales. Cependant, chaque Partie doit s'assurer, en prenant des mesures appropriées qui ne compromettent pas les opérations ou la capacité opérationnelle des bateaux de ce type lui appartenant ou exploités par elle, que ceux-ci agissent d'une manière compatible avec le présent Accord, pour autant que cela soit raisonnable dans la pratique.

Article 2

RÈGLEMENT ANNEXÉ À L'ACCORD

1. Le Règlement annexé au présent Accord[9] fait partie intégrante dudit accord. Toute référence au présent Accord implique en même temps une référence au Règlement annexé.

2. Le Règlement annexé comprend :

a) Des prescriptions relatives au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures;

b) Des prescriptions et procédures relatives aux visites, à l'établissement de certificats d'agrément, à l'agrément des sociétés de classification, aux dérogations, aux autorisations spéciales, aux contrôles, à la formation et à l'examen des experts;

c) Des dispositions transitoires générales;

d) Des dispositions transitoires supplémentaires applicables sur des voies de navigation intérieures spécifiques.

Article 3

Définitions

Aux fins du présent Accord, on entend :

a) Par « bateau », un bateau de navigation intérieure ou un navire de mer;

b) Par « marchandises dangereuses », les matières et objets dont le Règlement annexé interdit le transport international ou ne l'autorise que sous certaines conditions;

c) Par « transport international de marchandises dangereuses », tout transport de marchandises dangereuses effectué par un bateau sur des voies de navigation intérieures sur le territoire d'au moins deux Parties contractantes;

d) Par « voies de navigation intérieures », l'ensemble des voies navigables intérieures y compris les voies de navigation maritime sur le territoire d'une Partie contractante qui sont ouvertes à la navigation des bateaux en vertu du droit national;

e) Par « voies de navigation maritime », les voies de navigation intérieures reliées à la mer, servant essentiellement au trafic des navires de mer et désignées comme telles en vertu du droit national;

f) Par « société de classification agréée », une société de classification conforme aux critères fixés au Règlement annexé et agréée, conformément audit Règlement annexé, par l'autorité compétente de la Partie contractante où est délivré le certificat d'agrément;

g) Par « autorité compétente », une autorité ou un organisme désigné ou reconnu comme tel dans chaque Partie contractante et pour chaque cas en liaison avec les prescriptions du présent Accord;

h) Par « organisme de visite », un organisme nommé ou reconnu par la Partie contractante aux fins de l'inspection des bateaux conformément aux procédures prévues au Règlement annexé.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS D'ORDRE TECHNIQUE

Article 4

INTERDICTIONS DE TRANSPORT, CONDITIONS DE TRANSPORT, CONTRÔLES

1. Sous réserve des dispositions des articles 7 et 8, les marchandises dangereuses dont le Règlement annexé exclut le transport ne doivent pas faire l'objet d'un transport international.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 6, les transports internationaux des autres marchandises dangereuses sont autorisés s'il est satisfait aux conditions du Règlement annexé.

3. L'observation des interdictions de transport et des conditions mentionnées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus doit être contrôlée par les Parties contractantes en conformité avec les dispositions du Règlement annexé.

Article 5

EXEMPTIONS

Le présent Accord ne s'applique pas au transport de marchandises dangereuses dans la mesure où ce transport est exempté conformément au Règlement annexé. Des exemptions ne peuvent être prévues que lorsqu'en raison de la quantité des marchandises exemptées ou de la nature des transports exemptés ou de l'emballage la sécurité du transport est garantie.

Article 6

DROIT DES ÉTATS

Chaque Partie contractante conserve le droit de réglementer ou d'interdire l'entrée sur son territoire de marchandises dangereuses pour des raisons autres que la sécurité au cours du transport.

Article 7

RÈGLES SPÉCIALES, DÉROGATIONS

1. Les Parties contractantes conservent le droit de convenir, pour une période limitée fixée au Règlement annexé, par accords particuliers bilatéraux ou multilatéraux, et sous réserve que la sécurité ne soit pas compromise :

a) Que les marchandises dangereuses dont le présent Accord interdit le transport international pourront, sous certaines conditions, faire

l'objet de transports internationaux sur leurs voies de navigation intérieures; ou

b) Que les marchandises dangereuses dont le présent Accord n'autorise le transport international qu'à des conditions déterminées pourront faire alternativement l'objet, sur leurs voies de navigation intérieures, de transports internationaux à des conditions différentes de celles imposées par le Règlement annexé.

Les accords particuliers, bilatéraux ou multilatéraux, visés par le présent paragraphe, seront communiqués immédiatement au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe qui les communiquera aux Parties contractantes non signataires de ces accords.

2. Chaque Partie contractante conserve le droit de délivrer des autorisations spéciales pour le transport international en bateaux-citernes de marchandises dangereuses dont le transport en bateaux-citernes n'est pas autorisé selon les prescriptions relatives au transport du Règlement annexé, sous réserve du respect des procédures relatives aux autorisations spéciales du Règlement annexé.

3. Les Parties contractantes conservent le droit d'autoriser, dans les cas suivants, les transports internationaux de marchandises dangereuses à bord d'un bateau qui ne satisfait pas aux conditions fixées au Règlement annexé sous réserve que la procédure fixée au Règlement annexé soit respectée :

a) L'utilisation à bord d'un bateau de matériaux, installations ou équipements, ou l'application à bord d'un bateau de certaines mesures concernant la construction ou de certaines dispositions autres que celles prescrites au Règlement annexé;

b) Un bateau présentant des innovations techniques dérogeant aux dispositions du Règlement annexé.

Article 8

Dispositions transitoires

1. Les certificats d'agrément et autres documents établis en vertu des prescriptions du Règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (ADNR), du Règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Danube (ADN-D) ou de règlements nationaux reprenant les prescriptions européennes relatives au transport des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures, telles qu'annexées à la résolution n° 223 du Comité des transports intérieurs de la Commission économique pour l'Europe, ou telles que modifiées, applicables à la date d'application du Règlement annexé prévue au paragraphe 1 de l'article 11, demeurent valables jusqu'à leur expiration, dans les mêmes conditions, notamment en ce qui concerne leur reconnaissance par d'autres États, que celles qui prévalaient jusqu'à cette date d'application.

En outre, ces certificats demeureront valables durant une période d'un an à partir de la date d'application du Règlement annexé s'ils arrivent à expiration durant cette période. Toutefois, la durée de validité ne pourra en aucun cas dépasser cinq ans au-delà de la date d'application du Règlement annexé.

2. Les bateaux qui, à la date d'application du Règlement annexé prévue au paragraphe 1 de l'article 11, sont agréés pour le transport de marchandises dangereuses sur le territoire d'une Partie contractante et qui satisfont aux prescriptions du Règlement annexé, compte tenu, le cas échéant, de ses dispositions transitoires générales, peuvent obtenir un certificat d'agrément ADN suivant la procédure prévue par le Règlement annexé.

3. Pour les bateaux visés au paragraphe 2 destinés exclusivement au transport sur des voies de navigation intérieures où l'ADNR n'était pas applicable en vertu du droit national avant la date d'application du Règlement annexé prévue au paragraphe 1 de l'article 11, les dispositions transitoires supplémentaires applicables sur des voies de navigation intérieures spécifiques peuvent être appliquées en plus des dispositions transitoires générales. Ces bateaux obtiennent un certificat d'agrément ADN limité aux voies de navigation intérieures susmentionnées ou à une partie de celles-ci.

4. Si de nouvelles dispositions sont ajoutées dans le Règlement annexé, les Parties contractantes peuvent prévoir de nouvelles dispositions transitoires générales. Ces dispositions transitoires indiquent les bateaux visés et la période pour laquelle elles sont valables.

Article 9

Applicabilité d'autres règlements

Les transports couverts par le présent Accord restent soumis aux prescriptions locales, régionales ou internationales applicables, de façon générale, aux transports de marchandises par voies de navigation intérieures.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS FINALES

Article 10

Parties contractantes

1. Les États membres de la Commission économique pour l'Europe sur le territoire desquels se trouvent des voies navigables, autres que celles formant un parcours côtier, qui font partie du réseau de voies navigables d'importance internationale tel que défini dans l'Accord

européen sur les grandes voies navigables d'importance internationale (AGN) peuvent devenir Parties contractantes au présent Accord :

a) En le signant définitivement;

b) En déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'avoir signé sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation;

c) En déposant un instrument d'adhésion.

2. L'Accord sera ouvert à la signature jusqu'au 31 mai 2001 au Bureau du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe à Genève. Après cette date, il sera ouvert à l'adhésion.

3. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 11

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle le nombre des États mentionnés au paragraphe 1 de l'article 10 qui l'auront signé définitivement ou auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion aura été porté à sept. Toutefois, le Règlement annexé, sauf les dispositions relatives à l'agrément des sociétés de classification, ne s'appliquera que douze mois après l'entrée en vigueur de l'Accord.

2. Pour chaque État qui signera définitivement le présent Accord ou le ratifiera, l'acceptera, l'approuvera ou y adhérera après que sept des États mentionnés au paragraphe 1 de l'article 10 l'auront signé définitivement ou auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le présent Accord entrera en vigueur un mois après la signature définitive par ledit État ou le dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion dudit État. Le Règlement annexé sera applicable à cette même date. Dans le cas où le délai prévu au paragraphe 1 pour l'application du Règlement annexé n'est pas encore écoulé, la date de son application sera celle qui est fixée au paragraphe 1.

Article 12

DÉNONCIATION

1. Chaque Partie contractante pourra dénoncer le présent Accord par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification écrite.

Article 13

EXTINCTION

1. Si après l'entrée en vigueur du présent Accord le nombre des Parties contractantes se trouve ramené à moins de cinq pendant une période de douze mois consécutifs, le présent Accord cessera de produire ses effets à partir de la fin de ladite période de douze mois.

2. Dans le cas où un accord mondial portant réglementation du transport multimodal des marchandises dangereuses viendrait à être conclu, toute disposition du présent Accord, à l'exception de celles relevant exclusivement de la navigation intérieure, de la construction et de l'équipement des bateaux, du transport en vrac ou en bateaux-citernes, qui serait en contradiction avec l'une quelconque des dispositions de cet accord mondial serait, dans les rapports entre les Parties au présent Accord devenues Parties à l'accord mondial, et à dater du jour de l'entrée en vigueur de celui-ci, automatiquement abolie et remplacée *ipso facto* par la disposition y relative de l'accord mondial.

Article 14

DÉCLARATIONS

1. Tout État pourra, lorsqu'il signera définitivement le présent Accord ou lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord sera applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. L'Accord sera applicable au territoire ou aux territoires mentionnés dans la notification un mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général.

2. Tout État qui aura fait, conformément au paragraphe 1 du présent article, une déclaration ayant pour effet de rendre le présent Accord applicable à un territoire qu'il représente sur le plan international pourra, conformément à l'article 12, dénoncer l'Accord en ce qui concerne ledit territoire.

3. *a*) En outre, tout État pourra, lorsqu'il signera définitivement le présent Accord ou lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout moment ultérieur, déclarer, par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que le présent Accord ne sera pas applicable sur certaines voies de navigation intérieures de son territoire, à condition que les voies en question ne fassent pas partie du réseau de voies navigables d'importance internationale tel que défini dans l'AGN. Si cette déclaration est effectuée à un moment ultérieur à celui où l'État a signé définitivement le présent Accord ou a déposé son instrument de ra-

tification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, l'Accord cessera de produire ses effets sur les voies de navigation intérieures en question un mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général;

b) Toutefois, tout État sur le territoire duquel se trouvent des voies de navigation intérieures relevant de l'AGN, soumises à la date d'adoption du présent Accord à un régime de droit international obligatoire portant sur le transport de marchandises dangereuses, pourra déclarer que l'application du présent Accord sur ces voies sera subordonnée à l'accomplissement des procédures prévues par le statut de ce régime. Une telle déclaration devra être faite lors de la signature définitive du présent Accord ou lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. Tout État qui aura fait une déclaration conformément aux paragraphes 3, *a* ou 3, *b* du présent article pourra ultérieurement déclarer par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord sera applicable à tout ou partie des voies de navigation intérieures visées par la déclaration faite selon les paragraphes 3, *a* ou 3, *b*. L'Accord sera applicable aux voies de navigation intérieures mentionnées dans la notification un mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général.

Article 15

Différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Accord sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige.

2. Tout différend qui n'est pas réglé par voie de négociation directe peut être porté par les Parties contractantes en litige devant le Comité d'administration qui l'examine et fait des recommandations en vue de son règlement.

3. Tout différend qui n'aura pas été réglé conformément au paragraphe 1 ou 2 sera soumis à l'arbitrage si l'une quelconque des Parties contractantes en litige le demande et sera, en conséquence, renvoyé à un ou plusieurs arbitres choisis d'un commun accord entre les Parties en litige. Si, dans les trois mois à dater de la demande d'arbitrage, les Parties en litige n'arrivent pas à s'entendre sur le choix d'un arbitre ou des arbitres, l'une quelconque de ces Parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de désigner un arbitre unique devant lequel le différend sera renvoyé pour décision.

4. La sentence de l'arbitre ou des arbitres désignés conformément au paragraphe 3 du présent article sera obligatoire pour les Parties contractantes en litige.

Article 16

RÉSERVES

1. Tout État pourra, lorsqu'il signera définitivement le présent Accord ou lors du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne se considère pas lié par l'article 15. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par l'article 15 envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.

2. Tout État contractant qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment lever cette réserve par une notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. Les réserves autres que celles prévues par le présent Accord ne sont pas admises.

Article 17

COMITÉ D'ADMINISTRATION

1. Un Comité d'administration est créé pour examiner la mise en application du présent Accord, étudier tout amendement proposé à ce titre et étudier des mesures destinées à assurer une interprétation et une application uniformes dudit Accord.

2. Les Parties contractantes sont membres du Comité d'administration. Le Comité peut décider que les États visés au paragraphe 1 de l'article 10 du présent Accord qui ne sont pas Parties contractantes, tout autre État membre de la Commission économique pour l'Europe ou de l'Organisation des Nations Unies ou des représentants d'organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales peuvent, pour les questions qui les intéressent, assister à ses sessions en qualité d'observateurs.

3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Secrétaire général de la Commission centrale pour la navigation du Rhin fournissent au Comité d'administration des services de secrétariat.

4. Le Comité d'administration procède, à la première session de l'année, à l'élection de son (sa) président(e) et de son (sa) vice-président(e).

5. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe convoque le Comité d'administration tous les ans ou à une autre fréquence décidée par le Comité, ainsi que sur la demande d'au moins cinq Parties contractantes.

6. Un quorum d'au moins la moitié des Parties contractantes est nécessaire pour prendre les décisions.

7. Les propositions sont mises aux voix. Chaque Partie contractante représentée à la session dispose d'une voix. Les règles suivantes s'appliquent :

a) Les propositions d'amendements au présent Accord et les décisions y relatives sont adoptées conformément aux dispositions de l'article 19, paragraphe 2;

b) Les propositions d'amendements au Règlement annexé et les décisions y relatives sont adoptées conformément aux dispositions de l'article 20, paragraphe 4;

c) Les propositions relatives à la recommandation d'agrément des sociétés de classification ou du retrait de cette recommandation et les décisions y relatives sont adoptées conformément à la procédure des dispositions de l'article 20, paragraphe 4;

d) Toute proposition ou décision autre que celles visées aux alinéas *a* à *c* est adoptée à la majorité des suffrages exprimés par les membres du Comité d'administration présents et votants.

8. Le Comité d'administration peut instituer les groupes de travail qu'il juge nécessaires pour l'aider dans l'accomplissement de ses fonctions.

9. En l'absence de dispositions pertinentes dans le présent Accord, le Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe est applicable sauf si le Comité d'administration en décide autrement.

Article 18

Comité de sécurité

Il est institué un Comité de sécurité chargé d'examiner toutes les propositions relatives à la modification du Règlement annexé, notamment celles concernant la sécurité de la navigation, la construction, l'équipement et les équipages des bateaux. Le Comité fonctionnera dans le cadre des activités des organes de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission centrale pour la navigation du Rhin et de la Commission du Danube qui sont compétents en matière de transport de marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures.

Article 19

Procédure d'amendement de l'Accord à l'exclusion du Règlement annexé

1. Le présent Accord, à l'exclusion du Règlement annexé, pourra être modifié sur proposition d'une Partie contractante suivant la procédure prévue dans le présent article.

2. Tout amendement proposé au présent Accord, à l'exclusion du Règlement annexé, sera examiné par le Comité d'administration. Tout

amendement de cette nature examiné ou élaboré au cours de la réunion du Comité d'administration et adopté par le Comité d'administration à la majorité des deux tiers de ses membres présents et votants sera communiqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux Parties contractantes pour acceptation.

3. Tout amendement communiqué pour acceptation en application des dispositions du paragraphe 2 entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes six mois après l'expiration d'une période de vingt-quatre mois suivant la date à laquelle la communication a été faite, si pendant cette période aucune objection à l'amendement en question n'a été notifiée par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par une Partie contractante.

Article 20

PROCÉDURE D'AMENDEMENT DU RÈGLEMENT ANNEXÉ

1. Le Règlement annexé pourra être modifié sur proposition d'une Partie contractante. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pourra également proposer des amendements visant à obtenir la concordance du Règlement annexé avec les autres accords internationaux relatifs au transport des marchandises dangereuses ou les Recommandations de l'Organisation des Nations Unies relatives au transport des marchandises dangereuses ainsi que des amendements proposés par un organe subsidiaire de la Commission économique pour l'Europe compétent dans le domaine du transport des marchandises dangereuses.

2. Toute proposition d'amendement au Règlement annexé sera, en principe, soumise au Comité de sécurité qui soumettra au Comité d'administration les amendements provisoires qu'il aura adoptés.

3. À la demande expresse d'une Partie contractante, ou si le secrétariat du Comité d'administration le juge approprié, les propositions d'amendement peuvent également être soumises directement au Comité d'administration. De telles propositions seront examinées à une première session et, si elles sont jugées acceptables, elles seront réexaminées à la session suivante du Comité en même temps que toute autre proposition s'y rapportant, à moins que le Comité n'en décide autrement.

4. Les décisions relatives aux amendements provisoires et aux propositions d'amendements soumis au Comité d'administration selon les paragraphes 2 et 3 sont prises à la majorité des membres présents et votants. Cependant, un amendement n'est pas réputé adopté si, immédiatement après le vote, cinq membres présents déclarent leur objection à cet amendement. Les amendements adoptés seront communiqués pour acceptation aux Parties contractantes par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. Tout projet d'amendement au Règlement annexé communiqué pour acceptation conformément au paragraphe 4 sera réputé accepté à moins que, dans le délai de trois mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire général l'a transmis, le tiers au moins des Parties contractantes, ou cinq d'entre elles si le tiers est supérieur à ce chiffre, n'aient notifié par écrit au Secrétaire général leur opposition à l'amendement proposé. Si l'amendement est réputé accepté, il entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes à l'expiration d'un nouveau délai qui sera de trois mois, sauf dans les cas ci-après :

a) Au cas où des amendements analogues apportés à d'autres accords internationaux relatifs au transport des marchandises dangereuses sont déjà entrés en vigueur ou entreront en vigueur à une date différente, le Secrétaire général peut décider, sur demande écrite du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe, que l'amendement entre en vigueur à l'expiration d'un délai différent de façon à permettre l'entrée en vigueur simultanée dudit amendement et de ceux qui seront apportés à ces autres accords ou, si cela n'est pas possible, l'entrée en vigueur la plus rapide dudit amendement après celle des amendements apportés aux autres accords; le délai ne pourra, toutefois, être inférieur à un mois;

b) Le Comité d'administration pourra spécifier, lorsqu'il adopte un projet d'amendement, un délai d'une durée supérieure à trois mois pour l'entrée en vigueur de l'amendement au cas où il serait accepté.

Article 21

Demandes, communications et objections

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera toutes les Parties contractantes et tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 10 du présent Accord de toute demande, communication ou objection faite en vertu des articles 19 et 20 ci-dessus, de l'acceptation et de la date d'entrée en vigueur des amendements.

Article 22

Conférence de révision

1. Indépendamment de la procédure visée aux articles 19 et 20, une Partie contractante pourra, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser le présent Accord. Une conférence de révision, à laquelle seront invités toutes les Parties contractantes et tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 10, sera convoquée par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe si, dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle le Secrétaire

général de l'Organisation des Nations Unies aura communiqué la notification, un quart au moins des Parties contractantes lui signifient leur assentiment à la demande.

2. Indépendamment de la procédure visée aux articles 19 et 20, une conférence de révision à laquelle seront invités toutes les Parties contractantes et tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 10 sera convoquée également par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe dès notification écrite d'une requête à cet effet du Comité d'administration. Le Comité d'administration décidera s'il y a lieu de formuler une telle requête à la majorité de ses membres présents et votants dans le Comité.

3. Si une conférence est convoquée en application des dispositions des paragraphes 1 ou 2 du présent article, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe invitera les Parties contractantes à soumettre, dans un délai de trois mois, les propositions qu'elles voudraient voir examinées par la conférence.

4. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe fera tenir à toutes les Parties contractantes et à tous les États visés au paragraphe 1 de l'article 10 l'ordre du jour provisoire de la conférence et les textes de ces propositions six mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence.

Article 23

DÉPOSITAIRE

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Accord.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Genève, le vingt-six mai deux mille, en un seul exemplaire, en langues allemande, anglaise, française et russe pour le texte de l'Accord proprement dit et en langue française pour le Règlement annexé, les quatre textes faisant également foi pour l'Accord proprement dit.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est invité à établir une traduction du Règlement annexé en langues anglaise et russe.

Le Secrétaire général de la Commission centrale pour la navigation du Rhin est invité à établir une traduction du Règlement annexé en langue allemande.

5. CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE[10]. FAIT À NEW YORK LE 15 NOVEMBRE 2000[11]

Article premier

OBJET

L'objet de la présente Convention est de promouvoir la coopération afin de prévenir et de combattre plus efficacement la criminalité transnationale organisée.

Article 2

TERMINOLOGIE

Aux fins de la présente Convention :

a) L'expression « groupe criminel organisé » désigne un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel;

b) L'expression « infraction grave » désigne un acte constituant une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le maximum ne doit pas être inférieur à quatre ans ou d'une peine plus lourde;

c) L'expression « groupe structuré » désigne un groupe qui ne s'est pas constitué au hasard pour commettre immédiatement une infraction et qui n'a pas nécessairement de rôles formellement définis pour ses membres, de continuité dans sa composition ou de structure élaborée;

d) Le terme « biens » désigne tous les types d'avoirs, corporels ou incorporels, meubles ou immeubles, tangibles ou intangibles, ainsi que les actes juridiques ou documents attestant la propriété de ces avoirs ou les droits y relatifs;

e) L'expression « produit du crime » désigne tout bien provenant directement ou indirectement de la commission d'une infraction ou obtenu directement ou indirectement en la commettant;

f) Les termes « gel » ou « saisie » désignent l'interdiction temporaire du transfert, de la conversion, de la disposition ou du mouvement de biens ou le fait d'assumer temporairement la garde ou le contrôle de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente;

g) Le terme « confiscation » désigne la dépossession permanente de biens sur décision d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente;

h) L'expression « infraction principale » désigne toute infraction à la suite de laquelle un produit est généré, qui est susceptible de devenir l'objet d'une infraction définie à l'article 6 de la présente Convention;

i) L'expression « livraison surveillée » désigne la méthode consistant à permettre le passage par le territoire d'un ou de plusieurs États d'expéditions illicites ou suspectées de l'être, au su et sous le contrôle des autorités compétentes de ces États, en vue d'enquêter sur une infraction et d'identifier les personnes impliquées dans sa commission;

j) L'expression « organisation régionale d'intégration économique » désigne toute organisation constituée par des États souverains d'une région donnée, à laquelle ses États membres ont transféré des compétences en ce qui concerne les questions régies par la présente Convention et qui a été dûment mandatée, conformément à ses procédures internes, pour signer, ratifier, accepter, approuver ladite Convention ou y adhérer; les références dans la présente Convention aux « États Parties » sont applicables à ces organisations dans la limite de leur compétence.

Article 3

CHAMP D'APPLICATION

1. La présente Convention s'applique, sauf disposition contraire, à la prévention, aux enquêtes et aux poursuites concernant :

a) Les infractions établies conformément aux articles 5, 6, 8 et 23 de la présente Convention; et

b) Les infractions graves telles que définies à l'article 2 de la présente Convention;

lorsque ces infractions sont de nature transnationale et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué.

2. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, une infraction est de nature transnationale si :

a) Elle est commise dans plus d'un État;

b) Elle est commise dans un État mais qu'une partie substantielle de sa préparation, de sa planification, de sa conduite ou de son contrôle a lieu dans un autre État;

c) Elle est commise dans un État mais implique un groupe criminel organisé qui se livre à des activités criminelles dans plus d'un État; ou

d) Elle est commise dans un État mais a des effets substantiels dans un autre État.

Article 4

PROTECTION DE LA SOUVERAINETÉ

1. Les États Parties exécutent leurs obligations au titre de la présente Convention d'une manière compatible avec les principes de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États et avec celui de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres États.

2. Aucune disposition de la présente Convention n'habilite un État Partie à exercer sur le territoire d'un autre État une compétence et des fonctions qui sont exclusivement réservées aux autorités de cet autre État par son droit interne.

Article 5

INCRIMINATION DE LA PARTICIPATION À UN GROUPE CRIMINEL ORGANISÉ

1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque commis intentionnellement :

a) À l'un ou l'autre des actes suivants ou aux deux, en tant qu'infractions pénales distinctes de celles impliquant une tentative d'activité criminelle ou sa consommation :

i) Au fait de s'entendre avec une ou plusieurs personnes en vue de commettre une infraction grave à une fin liée directement ou indirectement à l'obtention d'un avantage financier ou autre avantage matériel et, lorsque le droit interne l'exige, impliquant un acte commis par un des participants en vertu de cette entente ou impliquant un groupe criminel organisé;

ii) À la participation active d'une personne ayant connaissance soit du but et de l'activité criminelle générale d'un groupe criminel organisé soit de son intention de commettre les infractions en question :

a. Aux activités criminelles du groupe criminel organisé;

b. À d'autres activités du groupe criminel organisé lorsque cette personne sait que sa participation contribuera à la réalisation du but criminel susmentionné;

b) Au fait d'organiser, de diriger, de faciliter, d'encourager ou de favoriser au moyen d'une aide ou de conseils la commission d'une infraction grave impliquant un groupe criminel organisé.

2. La connaissance, l'intention, le but, la motivation ou l'entente visés au paragraphe 1 du présent article peuvent être déduits de circonstances factuelles objectives.

3. Les États Parties dont le droit interne subordonne l'établissement des infractions visées à l'alinéa *a,* i du paragraphe 1 du présent ar-

ticle à l'implication d'un groupe criminel organisé veillent à ce que leur droit interne couvre toutes les infractions graves impliquant des groupes criminels organisés. Ces États Parties, de même que les États Parties dont le droit interne subordonne l'établissement des infractions visées à l'alinéa *a,* i du paragraphe 1 du présent article à la commission d'un acte en vertu de l'entente, portent cette information à la connaissance du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment où ils signent la présente Convention ou déposent leurs instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou d'adhésion.

Article 6

INCRIMINATION DU BLANCHIMENT DU PRODUIT DU CRIME

1. Chaque État Partie adopte, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque l'acte a été commis intentionnellement :

a) i) À la conversion ou au transfert de biens dont celui qui s'y livre sait qu'ils sont le produit du crime, dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes;

ii) À la dissimulation ou au déguisement de la nature véritable, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété de biens ou de droits y relatifs dont l'auteur sait qu'ils sont le produit du crime;

b) Et, sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique :

i) À l'acquisition, à la détention ou à l'utilisation de biens dont celui qui les acquiert, les détient ou les utilise sait, au moment où il les reçoit, qu'ils sont le produit du crime;

ii) À la participation à l'une des infractions établies conformément au présent article ou à toute autre association, entente, tentative ou complicité par fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils en vue de sa commission.

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1 du présent article :

a) Chaque État Partie s'efforce d'appliquer le paragraphe 1 du présent article à l'éventail le plus large d'infractions principales;

b) Chaque État Partie inclut dans les infractions principales toutes les infractions graves telles que définies à l'article 2 de la présente Convention et les infractions établies conformément à ses articles 5, 8 et 23. S'agissant des États Parties dont la législation contient une liste d'infractions principales spécifiques, ceux-ci incluent dans cette liste, au

minimum, un éventail complet d'infractions liées à des groupes criminels organisés;

c) Aux fins de l'alinéa *b*, les infractions principales incluent les infractions commises à l'intérieur et à l'extérieur du territoire relevant de la compétence de l'État Partie en question. Toutefois, une infraction commise à l'extérieur du territoire relevant de la compétence d'un État Partie ne constitue une infraction principale que lorsque l'acte correspondant est une infraction pénale en vertu du droit interne de l'État où il a été commis et constituerait une infraction pénale en vertu du droit interne de l'État Partie appliquant le présent article s'il avait été commis sur son territoire;

d) Chaque État Partie remet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une copie de ses lois qui donnent effet au présent article ainsi qu'une copie de toute modification ultérieurement apportée à ces lois ou une description de ces lois et modifications ultérieures;

e) Lorsque les principes fondamentaux du droit interne d'un État Partie l'exigent, il peut être disposé que les infractions énoncées au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui ont commis l'infraction principale;

f) La connaissance, l'intention ou la motivation, en tant qu'éléments constitutifs d'une infraction énoncée au paragraphe 1 du présent article, peuvent être déduites de circonstances factuelles objectives.

Article 7

Mesures de lutte contre le blanchiment d'argent

1. Chaque État Partie :

a) Institue un régime interne complet de réglementation et de contrôle des banques et institutions financières non bancaires, ainsi que, le cas échéant, des autres entités particulièrement exposées au blanchiment d'argent, dans les limites de sa compétence, afin de prévenir et de détecter toutes formes de blanchiment d'argent, lequel régime met l'accent sur les exigences en matière d'identification des clients, d'enregistrement des opérations et de déclaration des opérations suspectes;

b) S'assure, sans préjudice des articles 18 et 27 de la présente Convention, que les autorités administratives, de réglementation, de détection et de répression et autres, chargées de la lutte contre le blanchiment d'argent (y compris, quand son droit interne le prévoit, les autorités judiciaires) sont en mesure de coopérer et d'échanger des informations aux niveaux national et international, dans les conditions définies par son droit interne et, à cette fin, envisage la création d'un service de renseignement financier qui fera office de centre national de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations concernant d'éventuelles opérations de blanchiment d'argent.

2. Les États Parties envisagent de mettre en œuvre des mesures réalisables de détection et de surveillance du mouvement transfrontière d'espèces et de titres négociables appropriés, sous réserve de garanties permettant d'assurer une utilisation correcte des informations et sans entraver d'aucune façon la circulation des capitaux licites. Il peut être notamment fait obligation aux particuliers et aux entreprises de signaler les transferts transfrontières de quantités importantes d'espèces et de titres négociables appropriés.

3. Lorsqu'ils instituent un régime interne de réglementation et de contrôle aux termes du présent article, et sans préjudice de tout autre article de la présente Convention, les États Parties sont invités à prendre pour lignes directrices les initiatives pertinentes prises par les organisations régionales, interrégionales et multilatérales pour lutter contre le blanchiment d'argent.

4. Les États Parties s'efforcent de développer et de promouvoir la coopération mondiale, régionale, sous-régionale et bilatérale entre les autorités judiciaires, les services de détection et de répression et les autorités de réglementation financière en vue de lutter contre le blanchiment d'argent.

Article 8

INCRIMINATION DE LA CORRUPTION

1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

a) Au fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, un avantage indu, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles;

b) Au fait pour un agent public de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

2. Chaque État Partie envisage d'adopter les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale aux actes visés au paragraphe 1 du présent article impliquant un agent public étranger ou un fonctionnaire international. De même, chaque État Partie envisage de conférer le caractère d'infraction pénale à d'autres formes de corruption.

3. Chaque État Partie adopte également les mesures nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale au fait de se rendre complice d'une infraction établie conformément au présent article.

4. Aux fins du paragraphe 1 du présent article et de l'article 9 de la présente Convention, le terme « agent public » désigne un agent public ou une personne assurant un service public, tel que ce terme est défini dans le droit interne et appliqué dans le droit pénal de l'État Partie où la personne en question exerce cette fonction.

Article 9

MESURES CONTRE LA CORRUPTION

1. Outre les mesures énoncées à l'article 8 de la présente Convention, chaque État Partie, selon qu'il convient et conformément à son système juridique, adopte des mesures efficaces d'ordre législatif, administratif ou autre pour promouvoir l'intégrité et prévenir, détecter et punir la corruption des agents publics.

2. Chaque État Partie prend des mesures pour s'assurer que ses autorités agissent efficacement en matière de prévention, de détection et de répression de la corruption des agents publics, y compris en leur donnant une indépendance suffisante pour empêcher toute influence inappropriée sur leurs actions.

Article 10

RESPONSABILITÉ DES PERSONNES MORALES

1. Chaque État Partie adopte les mesures nécessaires, conformément à ses principes juridiques, pour établir la responsabilité des personnes morales qui participent à des infractions graves impliquant un groupe criminel organisé et qui commettent les infractions établies conformément aux articles 5, 6, 8 et 23 de la présente Convention.

2. Sous réserve des principes juridiques de l'État Partie, la responsabilité des personnes morales peut être pénale, civile ou administrative.

3. Cette responsabilité est sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques qui ont commis les infractions.

4. Chaque État Partie veille, en particulier, à ce que les personnes morales tenues responsables conformément au présent article fassent l'objet de sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives de nature pénale ou non pénale, y compris de sanctions pécuniaires.

Article 11

POURSUITES JUDICIAIRES, JUGEMENT ET SANCTIONS

1. Chaque État Partie rend la commission d'une infraction établie conformément aux articles 5, 6, 8 et 23 de la présente Convention passible de sanctions qui tiennent compte de la gravité de cette infraction.

2. Chaque État Partie s'efforce de faire en sorte que tout pouvoir judiciaire discrétionnaire conféré par son droit interne et afférent aux poursuites judiciaires engagées contre des individus pour des infractions visées par la présente Convention soit exercé de façon à optimiser l'efficacité des mesures de détection et de répression de ces infractions, compte dûment tenu de la nécessité d'exercer un effet dissuasif en ce qui concerne leur commission.

3. S'agissant d'infractions établies conformément aux articles 5, 6, 8 et 23 de la présente Convention, chaque État Partie prend les mesures appropriées conformément à son droit interne et compte dûment tenu des droits de la défense, pour faire en sorte que les conditions auxquelles sont subordonnées les décisions de mise en liberté dans l'attente du jugement ou de la procédure d'appel tiennent compte de la nécessité d'assurer la présence du défendeur lors de la procédure pénale ultérieure.

4. Chaque État Partie s'assure que ses tribunaux ou autres autorités compétentes ont à l'esprit la gravité des infractions visées par la présente Convention lorsqu'ils envisagent l'éventualité d'une libération anticipée ou conditionnelle de personnes reconnues coupables de ces infractions.

5. Lorsqu'il y a lieu, chaque État Partie détermine, dans le cadre de son droit interne, une période de prescription prolongée au cours de laquelle des poursuites peuvent être engagées du chef d'une des infractions visées par la présente Convention, cette période étant plus longue lorsque l'auteur présumé de l'infraction s'est soustrait à la justice.

6. Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte au principe selon lequel la définition des infractions établies conformément à celle-ci et des moyens juridiques de défense applicables ainsi que d'autres principes juridiques régissant la légalité des incriminations relève exclusivement du droit interne d'un État Partie et selon lequel lesdites infractions sont poursuivies et punies conformément au droit de cet État Partie.

Article 12

Confiscation et saisie

1. Les États Parties adoptent, dans toute la mesure possible dans le cadre de leurs systèmes juridiques nationaux, les mesures nécessaires pour permettre la confiscation :

a) Du produit du crime provenant d'infractions visées par la présente Convention ou de biens dont la valeur correspond à celle de ce produit;

b) Des biens, des matériels et autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés pour les infractions visées par la présente Convention.

2. Les États Parties adoptent les mesures nécessaires pour permettre l'identification, la localisation, le gel ou la saisie de tout ce qui est mentionné au paragraphe 1 du présent article aux fins de confiscation éventuelle.

3. Si le produit du crime a été transformé ou converti, en partie ou en totalité, en d'autres biens, ces derniers peuvent faire l'objet des mesures visées au présent article en lieu et place dudit produit.

4. Si le produit du crime a été mêlé à des biens acquis légitimement, ces biens, sans préjudice de tous pouvoirs de gel ou de saisie, peuvent être confisqués à concurrence de la valeur estimée du produit qui y a été mêlé.

5. Les revenus ou autres avantages tirés du produit du crime, des biens en lesquels le produit a été transformé ou converti ou des biens auxquels il a été mêlé peuvent aussi faire l'objet des mesures visées au présent article, de la même manière et dans la même mesure que le produit du crime.

6. Aux fins du présent article et de l'article 13 de la présente Convention, chaque État Partie habilite ses tribunaux ou autres autorités compétentes à ordonner la production ou la saisie de documents bancaires, financiers ou commerciaux. Les États Parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser de donner effet aux dispositions du présent paragraphe.

7. Les États Parties peuvent envisager d'exiger que l'auteur d'une infraction établisse l'origine licite du produit présumé du crime ou d'autres biens pouvant faire l'objet d'une confiscation, dans la mesure où cette exigence est conforme aux principes de leur droit interne et à la nature de la procédure judiciaire et des autres procédures.

8. L'interprétation des dispositions du présent article ne doit en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers de bonne foi.

9. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte au principe selon lequel les mesures qui y sont visées sont définies et exécutées conformément au droit interne de chaque État Partie et selon les dispositions dudit droit.

Article 13

Coopération internationale aux fins de confiscation

1. Dans toute la mesure possible dans le cadre de son système juridique national, un État Partie qui a reçu d'un autre État Partie ayant compétence pour connaître d'une infraction visée par la présente Convention une demande de confiscation du produit du crime, des biens, des matériels ou autres instruments visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la présente Convention, qui sont situés sur son territoire :

a) Transmet la demande à ses autorités compétentes en vue de faire prononcer une décision de confiscation et, si celle-ci intervient, la faire exécuter; ou

b) Transmet à ses autorités compétentes, afin qu'elle soit exécutée dans les limites de la demande, la décision de confiscation prise par un tribunal situé sur le territoire de l'État Partie requérant conformément au paragraphe 1 de l'article 12 de la présente Convention, pour ce qui est du produit du crime, des biens, des matériels ou autres instruments visés au paragraphe 1 de l'article 12 situés sur le territoire de l'État Partie requis.

2. Lorsqu'une demande est faite par un autre État Partie qui a compétence pour connaître d'une infraction visée par la présente Convention, l'État Partie requis prend des mesures pour identifier, localiser et geler ou saisir le produit du crime, les biens, les matériels ou les autres instruments visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la présente Convention, en vue d'une éventuelle confiscation à ordonner soit par l'État Partie requérant, soit comme suite à une demande formulée en vertu du paragraphe 1 du présent article, par l'État Partie requis.

3. Les dispositions de l'article 18 de la présente Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au présent article. Outre les informations visées au paragraphe 15 de l'article 18, les demandes faites conformément au présent article contiennent :

a) Lorsque la demande relève de l'alinéa *a* du paragraphe 1 du présent article, une description des biens à confisquer et un exposé des faits sur lesquels se fonde l'État Partie requérant qui permettent à l'État Partie requis de faire prononcer une décision de confiscation dans le cadre de son droit interne;

b) Lorsque la demande relève de l'alinéa *b* du paragraphe 1 du présent article, une copie légalement admissible de la décision de confiscation rendue par l'État Partie requérant sur laquelle la demande est fondée, un exposé des faits et des informations indiquant dans quelles limites il est demandé d'exécuter la décision;

c) Lorsque la demande relève du paragraphe 2 du présent article, un exposé des faits sur lesquels se fonde l'État Partie requérant et une description des mesures demandées.

4. Les décisions ou mesures prévues aux paragraphes 1 et 2 du présent article sont prises par l'État Partie requis conformément à son droit interne et selon les dispositions dudit droit, et conformément à ses règles de procédure ou à tout traité, accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral le liant à l'État Partie requérant.

5. Chaque État Partie remet au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une copie de ses lois et règlements qui donnent effet au présent article ainsi qu'une copie de toute modification ultérieu-

rement apportée à ces lois et règlements ou une description de ces lois, règlements et modifications ultérieures.

6. Si un État Partie décide de subordonner l'adoption des mesures visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article à l'existence d'un traité en la matière, il considère la présente Convention comme une base conventionnelle nécessaire et suffisante.

7. Un État Partie peut refuser de donner suite à une demande de coopération en vertu du présent article dans le cas où l'infraction à laquelle elle se rapporte n'est pas une infraction visée par la présente Convention.

8. L'interprétation des dispositions du présent article ne doit en aucun cas porter atteinte aux droits des tiers de bonne foi.

9. Les États Parties envisagent de conclure des traités, accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux afin de renforcer l'efficacité de la coopération internationale instaurée aux fins du présent article.

Article 14

Disposition du produit du crime ou des biens confisqués

1. Un État Partie qui confisque le produit du crime ou des biens en application de l'article 12 ou du paragraphe 1 de l'article 13 de la présente Convention en dispose conformément à son droit interne et à ses procédures administratives.

2. Lorsque les États Parties agissent à la demande d'un autre État Partie en application de l'article 13 de la présente Convention, ils doivent, dans la mesure où leur droit interne le leur permet et si la demande leur en est faite, envisager à titre prioritaire de restituer le produit du crime ou les biens confisqués à l'État Partie requérant, afin que ce dernier puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ce produit du crime ou ces biens à leurs propriétaires légitimes.

3. Lorsqu'un État Partie agit à la demande d'un autre État Partie en application des articles 12 et 13 de la présente Convention, il peut envisager spécialement de conclure des accords ou arrangements prévoyant :

a) De verser la valeur de ce produit ou de ces biens, ou les fonds provenant de leur vente, ou une partie de ceux-ci, au compte établi en application de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 30 de la présente Convention et à des organismes intergouvernementaux spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée;

b) De partager avec d'autres États Parties, systématiquement ou au cas par cas, ce produit ou ces biens, ou les fonds provenant de leur vente, conformément à son droit interne ou à ses procédures administratives.

Article 15

Compétence

1. Chaque État Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions établies conformément aux articles 5, 6, 8 et 23 de la présente Convention dans les cas suivants :

a) Lorsque l'infraction est commise sur son territoire; ou

b) Lorsque l'infraction est commise à bord d'un navire qui bat son pavillon ou à bord d'un aéronef immatriculé conformément à son droit interne au moment où ladite infraction est commise.

2. Sous réserve de l'article 4 de la présente Convention, un État Partie peut également établir sa compétence à l'égard de l'une quelconque de ces infractions dans les cas suivants :

a) Lorsque l'infraction est commise à l'encontre d'un de ses ressortissants;

b) Lorsque l'infraction est commise par un de ses ressortissants ou par une personne apatride résidant habituellement sur son territoire; ou

c) Lorsque l'infraction est :

i) Une de celles établies conformément au paragraphe 1 de l'article 5 de la présente Convention et est commise hors de son territoire en vue de la commission, sur son territoire, d'une infraction grave;

ii) Une de celles établies conformément à l'alinéa *b,* ii du paragraphe 1 de l'article 6 de la présente Convention et est commise hors de son territoire en vue de la commission, sur son territoire, d'une infraction établie conformément aux alinéas *a,* i ou ii, ou *b,* i du paragraphe 1 de l'article 6 de la présente Convention.

3. Aux fins du paragraphe 10 de l'article 16 de la présente Convention, chaque État Partie adopte les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions visées par la présente Convention lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'il n'extrade pas cette personne au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants.

4. Chaque État Partie peut également adopter les mesures nécessaires pour établir sa compétence à l'égard des infractions visées par la présente Convention lorsque l'auteur présumé se trouve sur son territoire et qu'il ne l'extrade pas.

5. Si un État Partie qui exerce sa compétence en vertu du paragraphe 1 ou 2 du présent article a été avisé, ou a appris de toute autre façon, qu'un ou plusieurs autres États Parties mènent une enquête ou ont engagé des poursuites ou une procédure judiciaire concernant le même

acte, les autorités compétentes de ces États Parties se consultent, selon qu'il convient, pour coordonner leurs actions.

6. Sans préjudice des normes du droit international général, la présente Convention n'exclut pas l'exercice de toute compétence pénale établie par un État Partie conformément à son droit interne.

Article 16

EXTRADITION

1. Le présent article s'applique aux infractions visées par la présente Convention ou dans les cas où un groupe criminel organisé est impliqué dans une infraction visée à l'alinéa *a* ou *b* du paragraphe 1 de l'article 3 et que la personne faisant l'objet de la demande d'extradition se trouve sur le territoire de l'État Partie requis, à condition que l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée soit punissable par le droit interne de l'État Partie requérant et de l'État Partie requis.

2. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs infractions graves distinctes, dont certaines ne sont pas visées par le présent article, l'État Partie requis peut appliquer également cet article à ces dernières infractions.

3. Chacune des infractions auxquelles s'applique le présent article est de plein droit incluse dans tout traité d'extradition en vigueur entre les États Parties en tant qu'infraction dont l'auteur peut être extradé. Les États Parties s'engagent à inclure ces infractions en tant qu'infractions dont l'auteur peut être extradé dans tout traité d'extradition qu'ils concluront entre eux.

4. Si un État Partie qui subordonne l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition d'un État Partie avec lequel il n'a pas conclu pareil traité, il peut considérer la présente Convention comme la base légale de l'extradition pour les infractions auxquelles le présent article s'applique.

5. Les États Parties qui subordonnent l'extradition à l'existence d'un traité :

a) Au moment du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention, indiquent au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies s'ils considèrent la présente Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'extradition avec d'autres États Parties; et

b) S'ils ne considèrent par la présente Convention comme la base légale pour coopérer en matière d'extradition, s'efforcent, s'il y a lieu, de conclure des traités d'extradition avec d'autres États Parties afin d'appliquer le présent article.

6. Les États Parties qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité reconnaissent entre eux, aux infractions auxquelles le

présent article s'applique, le caractère d'infraction dont l'auteur peut être extradé.

7. L'extradition est subordonnée aux conditions prévues par le droit interne de l'État Partie requis ou par les traités d'extradition applicables, y compris, notamment, aux conditions concernant la peine minimale requise pour extrader et aux motifs pour lesquels l'État Partie requis peut refuser l'extradition.

8. Les États Parties s'efforcent, sous réserve de leur droit interne, d'accélérer les procédures d'extradition et de simplifier les exigences en matière de preuve y relatives en ce qui concerne les infractions auxquelles s'applique le présent article.

9. Sous réserve des dispositions de son droit interne et des traités d'extradition qu'il a conclus, l'État Partie requis peut, à la demande de l'État Partie requérant et s'il estime que les circonstances le justifient et qu'il y a urgence, placer en détention une personne présente sur son territoire dont l'extradition est demandée ou prendre à son égard toutes autres mesures appropriées pour assurer sa présence lors de la procédure d'extradition.

10. Un État Partie sur le territoire duquel se trouve l'auteur présumé de l'infraction, s'il n'extrade pas cette personne au titre d'une infraction à laquelle s'applique le présent article au seul motif qu'elle est l'un de ses ressortissants, est tenu, à la demande de l'État Partie requérant l'extradition, de soumettre l'affaire sans retard excessif à ses autorités compétentes aux fins de poursuites. Lesdites autorités prennent leur décision et mènent les poursuites de la même manière que pour toute autre infraction grave en vertu du droit interne de cet État Partie. Les États Parties intéressés coopèrent entre eux, notamment en matière de procédure et de preuve, afin d'assurer l'efficacité des poursuites.

11. Lorsqu'un État Partie, en vertu de son droit interne, n'est autorisé à extrader ou remettre de toute autre manière l'un de ses ressortissants que si cette personne est ensuite renvoyée dans cet État Partie pour purger la peine prononcée à l'issue du procès ou de la procédure à l'origine de la demande d'extradition ou de remise, et lorsque cet État Partie et l'État Partie requérant s'accordent sur cette option et d'autres conditions qu'ils peuvent juger appropriées, cette extradition ou remise conditionnelle est suffisante aux fins de l'exécution de l'obligation énoncée au paragraphe 10 du présent article.

12. Si l'extradition, demandée aux fins d'exécution d'une peine, est refusée parce que la personne faisant l'objet de cette demande est un ressortissant de l'État Partie requis, celui-ci, si son droit interne le lui permet, en conformité avec les prescriptions de ce droit et à la demande de l'État Partie requérant, envisage de faire exécuter lui-même la peine qui a été prononcée conformément au droit interne de l'État Partie requérant, ou le reliquat de cette peine.

13. Toute personne faisant l'objet de poursuites en raison de l'une quelconque des infractions auxquelles le présent article s'applique se voit garantir un traitement équitable à tous les stades de la procédure, y compris la jouissance de tous les droits et de toutes les garanties prévus par le droit interne de l'État Partie sur le territoire duquel elle se trouve.

14. Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme faisant obligation à l'État Partie requis d'extrader s'il a de sérieuses raisons de penser que la demande a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne en raison de son sexe, de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son origine ethnique ou de ses opinions politiques, ou que donner suite à cette demande causerait un préjudice à cette personne pour l'une quelconque de ces raisons.

15. Les États Parties ne peuvent refuser une demande d'extradition au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

16. Avant de refuser l'extradition, l'État Partie requis consulte, le cas échéant, l'État Partie requérant afin de lui donner toute possibilité de présenter ses opinions et de donner des informations à l'appui de ses allégations.

17. Les États Parties s'efforcent de conclure des accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux pour permettre l'extradition ou pour en accroître l'efficacité.

Article 17

Transfert des personnes condamnées

Les États Parties peuvent envisager de conclure des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux relatifs au transfert sur leur territoire de personnes condamnées à des peines d'emprisonnement ou autres peines privatives de liberté du fait d'infractions visées par la présente Convention afin qu'elles puissent y purger le reste de leur peine.

Article 18

Entraide judiciaire

1. Les États Parties s'accordent mutuellement l'entraide judiciaire la plus large possible lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant les infractions visées par la présente Convention, comme prévu à l'article 3, et s'accordent réciproquement une entraide similaire lorsque l'État Partie requérant a des motifs raisonnables de soupçonner que l'infraction visée à l'alinéa *a* ou *b* du paragraphe 1 de l'article 3 est de nature transnationale, y compris quand les victimes, les témoins, le produit, les instruments ou les éléments de preuve de ces infractions se

trouvent dans l'État Partie requis et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué.

2. L'entraide judiciaire la plus large possible est accordée, autant que les lois, traités, accords et arrangements pertinents de l'État Partie requis le permettent, lors des enquêtes, poursuites et procédures judiciaires concernant des infractions dont une personne morale peut être tenue responsable dans l'État Partie requérant, conformément à l'article 10 de la présente Convention.

3. L'entraide judiciaire qui est accordée en application du présent article peut être demandée aux fins suivantes :

a) Recueillir des témoignages ou des dépositions;

b) Signifier des actes judiciaires;

c) Effectuer des perquisitions et des saisies, ainsi que des gels;

d) Examiner des objets et visiter des lieux;

e) Fournir des informations, des pièces à conviction et des estimations d'experts;

f) Fournir des originaux ou des copies certifiées conformes de documents et dossiers pertinents, y compris des documents administratifs, bancaires, financiers ou commerciaux et des documents de sociétés;

g) Identifier ou localiser des produits du crime, des biens, des instruments ou d'autres choses afin de recueillir des éléments de preuve;

h) Faciliter la comparution volontaire de personnes dans l'État Partie requérant;

i) Fournir tout autre type d'assistance compatible avec le droit interne de l'État Partie requis.

4. Sans préjudice de son droit interne, les autorités compétentes d'un État Partie peuvent, sans demande préalable, communiquer des informations concernant des affaires pénales à une autorité compétente d'un autre État Partie, si elles pensent que ces informations pourraient l'aider à entreprendre ou à conclure des enquêtes et des poursuites pénales, ou amener ce dernier État Partie à formuler une demande en vertu de la présente Convention.

5. La communication d'informations conformément au paragraphe 4 du présent article se fait sans préjudice des enquêtes et poursuites pénales dans l'État dont les autorités compétentes fournissent les informations. Les autorités compétentes qui reçoivent ces informations accèdent à toute demande tendant à ce que lesdites informations restent confidentielles, même temporairement, ou à ce que leur utilisation soit assortie de restrictions. Toutefois, cela n'empêche pas l'État Partie qui reçoit les informations de révéler, lors de la procédure judiciaire, des informations à la décharge d'un prévenu. Dans ce dernier cas, l'État Partie qui reçoit les informations avise l'État Partie qui les communique avant la révélation et, s'il lui en est fait la demande, consulte ce dernier. Si,

dans un cas exceptionnel, une notification préalable n'est pas possible, l'État Partie qui reçoit les informations informe sans retard de la révélation l'État Partie qui les communique.

6. Les dispositions du présent article n'affectent en rien les obligations découlant de tout autre traité bilatéral ou multilatéral régissant ou devant régir, entièrement ou partiellement, l'entraide judiciaire.

7. Les paragraphes 9 à 29 du présent article sont applicables aux demandes faites conformément au présent article si les États Parties en question ne sont pas liés par un traité d'entraide judiciaire. Si lesdits États Parties sont liés par un tel traité, les dispositions correspondantes de ce traité sont applicables, à moins que les États Parties ne conviennent d'appliquer à leur place les dispositions des paragraphes 9 à 29 du présent article. Les États Parties sont vivement encouragés à appliquer ces paragraphes s'ils facilitent la coopération.

8. Les États Parties ne peuvent invoquer le secret bancaire pour refuser l'entraide judiciaire prévue au présent article.

9. Les États Parties peuvent invoquer l'absence de double incrimination pour refuser de donner suite à une demande d'entraide judiciaire prévue au présent article. L'État Partie requis peut néanmoins, lorsqu'il le juge approprié, fournir cette assistance, dans la mesure où il le décide à son gré, indépendamment du fait que l'acte constitue ou non une infraction conformément au droit interne de l'État Partie requis.

10. Toute personne détenue ou purgeant une peine sur le territoire d'un État Partie, dont la présence est requise dans un autre État Partie à des fins d'identification ou de témoignage ou pour qu'elle apporte de toute autre manière son concours à l'obtention de preuves dans le cadre d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires relatives aux infractions visées par la présente Convention, peut faire l'objet d'un transfert si les conditions ci-après sont réunies :

a) Ladite personne y consent librement et en toute connaissance de cause;

b) Les autorités compétentes des deux États Parties concernés y consentent, sous réserve des conditions que ces États Parties peuvent juger appropriées.

11. Aux fins du paragraphe 10 du présent article :

a) L'État Partie vers lequel le transfert est effectué a le pouvoir et l'obligation de garder l'intéressé en détention, sauf demande ou autorisation contraire de la part de l'État Partie à partir duquel la personne a été transférée;

b) L'État Partie vers lequel le transfert est effectué s'acquitte sans retard de l'obligation de remettre l'intéressé à la garde de l'État Partie à partir duquel le transfert a été effectué, conformément à ce qui aura été convenu au préalable ou à ce que les autorités compétentes des deux États Parties auront autrement décidé;

c) L'État Partie vers lequel le transfert est effectué ne peut exiger de l'État Partie à partir duquel le transfert est effectué qu'il engage une procédure d'extradition pour que l'intéressé lui soit remis;

d) Il est tenu compte de la période que l'intéressé a passée en détention dans l'État Partie vers lequel il a été transféré aux fins du décompte de la peine à purger dans l'État Partie à partir duquel il a été transféré.

12. À moins que l'État Partie à partir duquel une personne doit être transférée en vertu des paragraphes 10 et 11 du présent article ne donne son accord, ladite personne, quelle que soit sa nationalité, ne sera pas poursuivie, détenue, punie ou soumise à d'autres restrictions à sa liberté de mouvement sur le territoire de l'État Partie vers lequel elle est transférée à raison d'actes, d'omissions ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État Partie à partir duquel elle a été transférée.

13. Chaque État Partie désigne une autorité centrale qui a la responsabilité et le pouvoir de recevoir les demandes d'entraide judiciaire et, soit de les exécuter, soit de les transmettre aux autorités compétentes pour exécution. Si un État Partie a une région ou un territoire spécial doté d'un système d'entraide judiciaire différent, il peut désigner une autorité centrale distincte qui aura la même fonction pour ladite région ou ledit territoire. Les autorités centrales assurent l'exécution ou la transmission rapide et en bonne et due forme des demandes reçues. Si l'autorité centrale transmet la demande à une autorité compétente pour exécution, elle encourage l'exécution rapide et en bonne et due forme de la demande par l'autorité compétente. L'autorité centrale désignée à cette fin fait l'objet d'une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment où chaque État Partie dépose ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention. Les demandes d'entraide judiciaire et toute communication y relative sont transmises aux autorités centrales désignées par les États Parties. La présente disposition s'entend sans préjudice du droit de tout État Partie d'exiger que ces demandes et communications lui soient adressées par la voie diplomatique et, en cas d'urgence, si les États Parties en conviennent, par l'intermédiaire de l'Organisation internationale de police criminelle, si cela est possible.

14. Les demandes sont adressées par écrit ou, si possible, par tout autre moyen pouvant produire un document écrit, dans une langue acceptable pour l'État Partie requis, dans des conditions permettant audit État Partie d'en établir l'authenticité. La ou les langues acceptables pour chaque État Partie sont notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moment où ledit État Partie dépose ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou d'adhésion à la présente Convention. En cas d'urgence et si les États Parties en conviennent, les

demandes peuvent être faites oralement, mais doivent être confirmées sans délai par écrit.

15. Une demande d'entraide judiciaire doit contenir les renseignements suivants :

a) La désignation de l'autorité dont émane la demande;

b) L'objet et la nature de l'enquête, des poursuites ou de la procédure judiciaire auxquelles se rapporte la demande, ainsi que le nom et les fonctions de l'autorité qui en est chargée;

c) Un résumé des faits pertinents, sauf pour les demandes adressées aux fins de la signification d'actes judiciaires;

d) Une description de l'assistance requise et le détail de toute procédure particulière que l'État Partie requérant souhaite voir appliquée;

e) Si possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée; et

f) Le but dans lequel le témoignage, les informations ou les mesures sont demandés.

16. L'État Partie requis peut demander un complément d'information lorsque cela apparaît nécessaire pour exécuter la demande conformément à son droit interne ou lorsque cela peut faciliter l'exécution de la demande.

17. Toute demande est exécutée conformément au droit interne de l'État Partie requis et, dans la mesure où cela ne contrevient pas au droit interne de l'État Partie requis et lorsque cela est possible, conformément aux procédures spécifiées dans la demande.

18. Lorsque cela est possible et conforme aux principes fondamentaux du droit interne, si une personne qui se trouve sur le territoire d'un État Partie doit être entendue comme témoin ou comme expert par les autorités judiciaires d'un autre État Partie, le premier État Partie peut, à la demande de l'autre, autoriser son audition par vidéoconférence s'il n'est pas possible ou souhaitable qu'elle comparaisse en personne sur le territoire de l'État Partie requérant. Les États Parties peuvent convenir que l'audition sera conduite par une autorité judiciaire de l'État Partie requérant et qu'une autorité judiciaire de l'État Partie requis y assistera.

19. L'État Partie requérant ne communique ni n'utilise les informations ou les éléments de preuve fournis par l'État Partie requis pour des enquêtes, poursuites ou procédures judiciaires autres que celles visées dans la demande sans le consentement préalable de l'État Partie requis. Rien dans le présent paragraphe n'empêche l'État Partie requérant de révéler, lors de la procédure, des informations ou des éléments de preuve à décharge. Dans ce dernier cas, l'État Partie requérant avise l'État Partie requis avant la révélation et, s'il lui en est fait la demande, consulte l'État Partie requis. Si, dans un cas exceptionnel, une notifica-

tion préalable n'est pas possible, l'État Partie requérant informe sans retard l'État Partie requis de la révélation.

20. L'État Partie requérant peut exiger que l'État Partie requis garde le secret sur la demande et sa teneur, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter. Si l'État Partie requis ne peut satisfaire à cette exigence, il en informe sans délai l'État Partie requérant.

21. L'entraide judiciaire peut être refusée :

a) Si la demande n'est pas faite conformément aux dispositions du présent article;

b) Si l'État Partie requis estime que l'exécution de la demande est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté, à sa sécurité, à son ordre public ou à d'autres intérêts essentiels;

c) Au cas où le droit interne de l'État Partie requis interdirait à ses autorités de prendre les mesures demandées s'il s'agissait d'une infraction analogue ayant fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une procédure judiciaire dans le cadre de sa propre compétence;

d) Au cas où il serait contraire au système juridique de l'État Partie requis concernant l'entraide judiciaire d'accepter la demande.

22. Les États Parties ne peuvent refuser une demande d'entraide judiciaire au seul motif que l'infraction est considérée comme touchant aussi à des questions fiscales.

23. Tout refus d'entraide judiciaire doit être motivé.

24. L'État Partie requis exécute la demande d'entraide judiciaire aussi promptement que possible et tient compte dans toute la mesure possible de tous délais suggérés par l'État Partie requérant et qui sont motivés, de préférence dans la demande. L'État Partie requis répond aux demandes raisonnables de l'État Partie requérant concernant les progrès faits dans l'exécution de la demande. Quand l'entraide demandée n'est plus nécessaire, l'État Partie requérant en informe promptement l'État Partie requis.

25. L'entraide judiciaire peut être différée par l'État Partie requis au motif qu'elle entraverait une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire en cours.

26. Avant de refuser une demande en vertu du paragraphe 21 du présent article ou d'en différer l'exécution en vertu de son paragraphe 25, l'État Partie requis étudie avec l'État Partie requérant la possibilité d'accorder l'entraide sous réserve des conditions qu'il juge nécessaires. Si l'État Partie requérant accepte l'entraide sous réserve de ces conditions, il se conforme à ces dernières.

27. Sans préjudice de l'application du paragraphe 12 du présent article, un témoin, un expert ou une autre personne qui, à la demande de l'État Partie requérant, consent à déposer au cours d'une procédure ou à

collaborer à une enquête, à des poursuites ou à une procédure judiciaire sur le territoire de l'État Partie requérant ne sera pas poursuivi, détenu, puni ou soumis à d'autres restrictions à sa liberté personnelle sur ce territoire à raison d'actes, d'omissions ou de condamnations antérieurs à son départ du territoire de l'État Partie requis. Cette immunité cesse lorsque le témoin, l'expert ou ladite personne ayant eu, pour une période de quinze jours consécutifs ou pour toute autre période convenue par les États Parties, à compter de la date à laquelle ils ont été officiellement informés que leur présence n'était plus requise par les autorités judiciaires, la possibilité de quitter le territoire de l'État Partie requérant, y sont néanmoins demeurés volontairement ou, l'ayant quitté, y sont revenus de leur plein gré.

28. Les frais ordinaires encourus pour exécuter une demande sont à la charge de l'État Partie requis, à moins qu'il n'en soit convenu autrement entre les États Parties concernés. Lorsque des dépenses importantes ou extraordinaires sont ou se révèlent ultérieurement nécessaires pour exécuter la demande, les États Parties se consultent pour fixer les conditions selon lesquelles la demande sera exécutée, ainsi que la manière dont les frais seront assumés.

29. L'État Partie requis :

a) Fournit à l'État Partie requérant copies des dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public a accès;

b) Peut, à son gré, fournir à l'État Partie requérant intégralement, en partie ou aux conditions qu'il estime appropriées, copies de tous dossiers, documents ou renseignements administratifs en sa possession et auxquels, en vertu de son droit interne, le public n'a pas accès.

30. Les États Parties envisagent, s'il y a lieu, la possibilité de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux qui servent les objectifs et les dispositions du présent article, leur donnent un effet pratique ou les renforcent.

Article 19

Enquêtes conjointes

Les États Parties envisagent de conclure des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux en vertu desquels, pour les affaires qui font l'objet d'enquêtes, de poursuites ou de procédures judiciaires dans un ou plusieurs États, les autorités compétentes concernées peuvent établir des instances d'enquêtes conjointes. En l'absence de tels accords ou arrangements, des enquêtes conjointes peuvent être décidées au cas par cas. Les États Parties concernés veillent à ce que la souveraineté de l'État Partie sur le territoire duquel l'enquête doit se dérouler soit pleinement respectée.

Article 20

Techniques d'enquête spéciales

1. Si les principes fondamentaux de son système juridique national le permettent, chaque État Partie, compte tenu de ses possibilités et conformément aux conditions prescrites dans son droit interne, prend les mesures nécessaires pour permettre le recours approprié aux livraisons surveillées et, lorsqu'il le juge approprié, le recours à d'autres techniques d'enquête spéciales, telles que la surveillance électronique ou d'autres formes de surveillance et les opérations d'infiltration, par ses autorités compétentes sur son territoire en vue de combattre efficacement la criminalité organisée.

2. Aux fins des enquêtes sur les infractions visées par la présente Convention, les États Parties sont encouragés à conclure, si nécessaire, des accords ou arrangements bilatéraux ou multilatéraux appropriés pour recourir aux techniques d'enquête spéciales dans le cadre de la coopération internationale. Ces accords ou arrangements sont conclus et appliqués dans le plein respect du principe de l'égalité souveraine des États et ils sont mis en œuvre dans le strict respect des dispositions qu'ils contiennent.

3. En l'absence d'accords ou d'arrangements visés au paragraphe 2 du présent article, les décisions de recourir à des techniques d'enquête spéciales au niveau international sont prises au cas par cas et peuvent, si nécessaire, tenir compte d'ententes et d'arrangements financiers quant à l'exercice de leur compétence par les États Parties intéressés.

4. Les livraisons surveillées auxquelles il est décidé de recourir au niveau international peuvent inclure, avec le consentement des États Parties concernés, des méthodes telles que l'interception des marchandises et l'autorisation de la poursuite de leur acheminement, sans altération ou après soustraction ou remplacement de la totalité ou d'une partie de ces marchandises.

Article 21

Transfert des procédures pénales

Les États Parties envisagent la possibilité de se transférer mutuellement les procédures relatives à la poursuite d'une infraction visée par la présente Convention dans les cas où ce transfert est jugé nécessaire dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et, en particulier lorsque plusieurs juridictions sont concernées, en vue de centraliser les poursuites.

Article 22

ÉTABLISSEMENT DES ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES

Chaque État Partie peut adopter les mesures législatives ou autres qui sont nécessaires pour tenir compte, dans les conditions et aux fins qu'il juge appropriées, de toute condamnation dont l'auteur présumé d'une infraction aurait antérieurement fait l'objet dans un autre État, afin d'utiliser cette information dans le cadre d'une procédure pénale relative à une infraction visée par la présente Convention.

Article 23

INCRIMINATION DE L'ENTRAVE AU BON FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE

Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres qui sont nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement :

a) Au fait de recourir à la force physique, à des menaces ou à l'intimidation ou de promettre, d'offrir ou d'accorder un avantage indu pour obtenir un faux témoignage ou empêcher un témoignage ou la présentation d'éléments de preuve dans une procédure en rapport avec la commission d'infractions visées par la présente Convention;

b) Au fait de recourir à la force physique, à des menaces ou à l'intimidation pour empêcher un agent de la justice ou un agent des services de détection et de répression d'exercer les devoirs de leur charge lors de la commission d'infractions visées par la présente Convention. Rien dans le présent alinéa ne porte atteinte au droit des États Parties de disposer d'une législation destinée à protéger d'autres catégories d'agents publics.

Article 24

PROTECTION DES TÉMOINS

1. Chaque État Partie prend, dans la limite de ses moyens, des mesures appropriées pour assurer une protection efficace contre des actes éventuels de représailles ou d'intimidation aux témoins qui, dans le cadre de procédures pénales, font un témoignage concernant les infractions visées par la présente Convention et, le cas échéant, à leurs parents et à d'autres personnes qui leur sont proches.

2. Les mesures envisagées au paragraphe 1 du présent article peuvent consister notamment, sans préjudice des droits du défendeur, y compris du droit à une procédure régulière :

a) À établir, pour la protection physique de ces personnes, des procédures visant notamment, selon les besoins et dans la mesure du possible, à leur fournir un nouveau domicile et à permettre, le cas échéant,

que les renseignements concernant leur identité et le lieu où elles se trouvent ne soient pas divulgués ou que leur divulgation soit limitée;

b) À prévoir des règles de preuve qui permettent aux témoins de déposer d'une manière qui garantisse leur sécurité, notamment à les autoriser à déposer en recourant à des techniques de communication telles que les liaisons vidéo ou à d'autres moyens adéquats.

3. Les États Parties envisagent de conclure des arrangements avec d'autres États en vue de fournir un nouveau domicile aux personnes mentionnées au paragraphe 1 du présent article.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent également aux victimes lorsqu'elles sont témoins.

Article 25

OCTROI D'UNE ASSISTANCE ET D'UNE PROTECTION AUX VICTIMES

1. Chaque État Partie prend, dans la limite de ses moyens, des mesures appropriées pour prêter assistance et accorder protection aux victimes d'infractions visées par la présente Convention, en particulier dans les cas de menace de représailles ou d'intimidation.

2. Chaque État Partie établit des procédures appropriées pour permettre aux victimes d'infractions visées par la présente Convention d'obtenir réparation.

3. Chaque État Partie, sous réserve de son droit interne, fait en sorte que les avis et préoccupations des victimes soient présentés et pris en compte aux stades appropriés de la procédure pénale engagée contre les auteurs d'infractions, d'une manière qui ne porte pas préjudice aux droits de la défense.

Article 26

MESURES PROPRES À RENFORCER LA COOPÉRATION AVEC LES SERVICES DE DÉTECTION ET DE RÉPRESSION

1. Chaque État Partie prend des mesures appropriées pour encourager les personnes qui participent ou ont participé à des groupes criminels organisés :

a) À fournir des informations utiles aux autorités compétentes à des fins d'enquête et de recherche de preuves sur des questions telles que :

i) L'identité, la nature, la composition, la structure ou les activités des groupes criminels organisés, ou le lieu où ils se trouvent;

ii) Les liens, y compris à l'échelon international, avec d'autres groupes criminels organisés;

iii) Les infractions que les groupes criminels organisés ont commises ou pourraient commettre;

b) À fournir une aide factuelle et concrète aux autorités compétentes, qui pourrait contribuer à priver les groupes criminels organisés de leurs ressources ou du produit du crime.

2. Chaque État Partie envisage de prévoir la possibilité, dans les cas appropriés, d'alléger la peine dont est passible un prévenu qui coopère de manière substantielle à l'enquête ou aux poursuites relatives à une infraction visée par la présente Convention.

3. Chaque État Partie envisage de prévoir la possibilité, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, d'accorder l'immunité de poursuites à une personne qui coopère de manière substantielle à l'enquête ou aux poursuites relatives à une infraction visée par la présente Convention.

4. La protection de ces personnes est assurée comme le prévoit l'article 24 de la présente Convention.

5. Lorsqu'une personne qui est visée au paragraphe 1 du présent article et se trouve dans un État Partie peut apporter une coopération substantielle aux autorités compétentes d'un autre État Partie, les États Parties concernés peuvent envisager de conclure des accords ou arrangements, conformément à leur droit interne, concernant l'éventuel octroi par l'autre État Partie du traitement décrit aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

Article 27

COOPÉRATION ENTRE LES SERVICES DE DÉTECTION ET DE RÉPRESSION

1. Les États Parties coopèrent étroitement, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, en vue de renforcer l'efficacité de la détection et de la répression des infractions visées par la présente Convention. En particulier, chaque État Partie adopte des mesures efficaces pour :

a) Renforcer ou, si nécessaire, établir des voies de communication entre ses autorités, organismes et services compétents pour faciliter l'échange sûr et rapide d'informations concernant tous les aspects des infractions visées par la présente Convention, y compris, si les États Parties concernés le jugent approprié, les liens avec d'autres activités criminelles;

b) Coopérer avec d'autres États Parties, s'agissant des infractions visées par la présente Convention, dans la conduite d'enquêtes concernant les points suivants :

i) Identité et activités des personnes soupçonnées d'implication dans lesdites infractions, lieu où elles se trouvent ou lieu où se trouvent les autres personnes concernées;

ii) Mouvement du produit du crime ou des biens provenant de la commission de ces infractions;

iii) Mouvement des biens, des matériels ou d'autres instruments utilisés ou destinés à être utilisés dans la commission de ces infractions;

c) Fournir, lorsqu'il y a lieu, les pièces ou quantités de substances nécessaires à des fins d'analyse ou d'enquête;

d) Faciliter une coordination efficace entre les autorités, organismes et services compétents et favoriser l'échange de personnel et d'experts, y compris, sous réserve de l'existence d'accords ou d'arrangements bilatéraux entre les États Parties concernés, le détachement d'agents de liaison;

e) Échanger, avec d'autres États Parties, des informations sur les moyens et procédés spécifiques employés par les groupes criminels organisés, y compris, s'il y a lieu, sur les itinéraires et les moyens de transport ainsi que sur l'usage de fausses identités, de documents modifiés ou falsifiés ou d'autres moyens de dissimulation de leurs activités;

f) Échanger des informations et coordonner les mesures administratives et autres prises, comme il convient, pour détecter au plus tôt les infractions visées par la présente Convention.

2. Afin de donner effet à la présente Convention, les États Parties envisagent de conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux prévoyant une coopération directe entre leurs services de détection et de répression et, lorsque de tels accords ou arrangements existent déjà, de les modifier. En l'absence de tels accords ou arrangements entre les États Parties concernés, ces derniers peuvent se baser sur la présente Convention pour instaurer une coopération en matière de détection et de répression concernant les infractions visées par la présente Convention. Chaque fois que cela est approprié, les États Parties utilisent pleinement les accords ou arrangements, y compris les organisations internationales ou régionales, pour renforcer la coopération entre leurs services de détection et de répression.

3. Les États Parties s'efforcent de coopérer, dans la mesure de leurs moyens, pour faire face à la criminalité transnationale organisée perpétrée au moyen de techniques modernes.

Article 28

Collecte, échange et analyse d'informations sur la nature de la criminalité organisée

1. Chaque État Partie envisage d'analyser, en consultation avec les milieux scientifiques et universitaires, les tendances de la criminalité organisée sur son territoire, les circonstances dans lesquelles elle opère, ainsi que les groupes professionnels et les techniques impliqués.

2. Les États Parties envisagent de développer leurs capacités d'analyse des activités criminelles organisées et de les mettre en commun directement entre eux et par le biais des organisations internationales et régionales. À cet effet, des définitions, normes et méthodes communes devraient être élaborées et appliquées selon qu'il convient.

3. Chaque État Partie envisage de suivre ses politiques et les mesures concrètes prises pour combattre la criminalité organisée et d'évaluer leur mise en œuvre et leur efficacité.

Article 29

FORMATION ET ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Chaque État Partie établit, développe ou améliore, dans la mesure des besoins, des programmes de formation spécifiques à l'intention du personnel de ses services de détection et de répression, y compris des magistrats du parquet, des juges d'instruction et des agents des douanes, ainsi que d'autres personnels chargés de prévenir, de détecter et de réprimer les infractions visées par la présente Convention. Ces programmes peuvent prévoir des détachements et des échanges de personnel. Ils portent en particulier, dans la mesure où le droit interne l'autorise, sur les points suivants :

a) Méthodes employées pour prévenir, détecter et combattre les infractions visées par la présente Convention;

b) Itinéraires empruntés et techniques employées par les personnes soupçonnées d'implication dans des infractions visées par la présente Convention, y compris dans les États de transit, et mesures de lutte appropriées;

c) Surveillance du mouvement des produits de contrebande;

d) Détection et surveillance du mouvement du produit du crime, des biens, des matériels ou des autres instruments, et méthodes de transfert, de dissimulation ou de déguisement de ce produit, de ces biens, de ces matériels ou de ces autres instruments, ainsi que les méthodes de lutte contre le blanchiment d'argent et contre d'autres infractions financières;

e) Rassemblement des éléments de preuve;

f) Techniques de contrôle dans les zones franches et les ports francs;

g) Matériels et techniques modernes de détection et de répression, y compris la surveillance électronique, les livraisons surveillées et les opérations d'infiltration;

h) Méthodes utilisées pour combattre la criminalité transnationale organisée perpétrée au moyen d'ordinateurs, de réseaux de télécommunication ou d'autres techniques modernes; et

i) Méthodes utilisées pour la protection des victimes et des témoins.

2. Les États Parties s'entraident pour planifier et exécuter des programmes de recherche et de formation conçus pour échanger des connaissances spécialisées dans les domaines visés au paragraphe 1 du présent article et, à cette fin, mettent aussi à profit, lorsqu'il y a lieu, des conférences et séminaires régionaux et internationaux pour favoriser la coopération et stimuler les échanges de vues sur les problèmes communs, y compris les problèmes et besoins particuliers des États de transit.

3. Les États Parties encouragent les activités de formation et d'assistance technique de nature à faciliter l'extradition et l'entraide judiciaire. Ces activités de formation et d'assistance technique peuvent inclure une formation linguistique, des détachements et des échanges entre les personnels des autorités centrales ou des organismes ayant des responsabilités dans les domaines visés.

4. Lorsqu'il existe des accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux en vigueur, les États Parties renforcent, autant qu'il est nécessaire, les mesures prises pour optimiser les activités opérationnelles et de formation au sein des organisations internationales et régionales et dans le cadre d'autres accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux en la matière.

Article 30

Autres mesures : application de la Convention par le développement économique et l'assistance technique

1. Les États Parties prennent des mesures propres à assurer la meilleure application possible de la présente Convention par la coopération internationale, compte tenu des effets négatifs de la criminalité organisée sur la société en général, et sur le développement durable en particulier.

2. Les États Parties font des efforts concrets, dans la mesure du possible, et en coordination les uns avec les autres ainsi qu'avec les organisations régionales et internationales :

a) Pour développer leur coopération à différents niveaux avec les pays en développement, en vue de renforcer la capacité de ces derniers à prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée;

b) Pour accroître l'assistance financière et matérielle à fournir aux pays en développement afin d'appuyer les efforts qu'ils déploient pour lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée et de les aider à appliquer la présente Convention avec succès;

c) Pour fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays à économie en transition afin de les aider à répondre à

leurs besoins aux fins de l'application de la présente Convention. Pour ce faire, les États Parties s'efforcent de verser volontairement des contributions adéquates et régulières à un compte établi à cet effet dans le cadre d'un mécanisme de financement des Nations Unies. Les États Parties peuvent aussi envisager spécialement, conformément à leur droit interne et aux dispositions de la présente Convention, de verser au compte susvisé un pourcentage des fonds ou de la valeur correspondante du produit du crime ou des biens confisqués en application des dispositions de la présente Convention;

d) Pour encourager et convaincre d'autres États et des institutions financières, selon qu'il convient, de s'associer aux efforts faits conformément au présent article, notamment en fournissant aux pays en développement davantage de programmes de formation et de matériel moderne afin de les aider à atteindre les objectifs de la présente Convention.

3. Autant que possible, ces mesures sont prises sans préjudice des engagements existants en matière d'assistance étrangère ou d'autres arrangements de coopération financière aux niveaux bilatéral, régional ou international.

4. Les États Parties peuvent conclure des accords ou des arrangements bilatéraux ou multilatéraux sur l'assistance matérielle et logistique, en tenant compte des arrangements financiers nécessaires pour assurer l'efficacité des moyens de coopération internationale prévus par la présente Convention et pour prévenir, détecter et combattre la criminalité transnationale organisée.

Article 31

Prévention

1. Les États Parties s'efforcent d'élaborer et d'évaluer des projets nationaux ainsi que de mettre en place et de promouvoir les meilleures pratiques et politiques pour prévenir la criminalité transnationale organisée.

2. Conformément aux principes fondamentaux de leur droit interne, les États Parties s'efforcent de réduire, par des mesures législatives, administratives ou autres appropriées, les possibilités actuelles ou futures des groupes criminels organisés de participer à l'activité des marchés licites en utilisant le produit du crime. Ces mesures devraient être axées sur :

a) Le renforcement de la coopération entre les services de détection et de répression ou les magistrats du parquet et entités privées concernées, notamment dans l'industrie;

b) La promotion de l'élaboration de normes et procédures visant à préserver l'intégrité des entités publiques et des entités privées concer-

nées, ainsi que de codes de déontologie pour les professions concernées, notamment celles de juriste, de notaire, de conseiller fiscal et de comptable;

c) La prévention de l'usage impropre par les groupes criminels organisés des procédures d'appel d'offres menées par des autorités publiques ainsi que des subventions et licences accordées par des autorités publiques pour une activité commerciale;

d) La prévention de l'usage impropre par des groupes criminels organisés de personnes morales; ces mesures pourraient inclure :

i) L'établissement de registres publics des personnes morales et physiques impliquées dans la création, la gestion et le financement de personnes morales;

ii) La possibilité de déchoir les personnes reconnues coupables d'infractions visées par la présente Convention, par décision de justice ou par tout moyen approprié, pour une période raisonnable, du droit de diriger des personnes morales constituées sur leur territoire;

iii) L'établissement de registres nationaux des personnes déchues du droit de diriger des personnes morales; et

iv) L'échange d'informations contenues dans les registres mentionnés aux sous-alinéas i et iii du présent alinéa avec les autorités compétentes des autres États Parties.

3. Les États Parties s'efforcent de promouvoir la réinsertion dans la société des personnes reconnues coupables d'infractions visées par la présente Convention.

4. Les États Parties s'efforcent d'évaluer périodiquement les instruments juridiques et les pratiques administratives pertinents en vue de déterminer s'ils comportent des lacunes permettant aux groupes criminels organisés d'en faire un usage impropre.

5. Les États Parties s'efforcent de mieux sensibiliser le public à l'existence, aux causes et à la gravité de la criminalité transnationale organisée et à la menace qu'elle représente. Ils peuvent le faire, selon qu'il convient, par l'intermédiaire des médias et en adoptant des mesures destinées à promouvoir la participation du public aux activités de prévention et de lutte.

6. Chaque État Partie communique au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le nom et l'adresse de l'autorité ou des autorités susceptibles d'aider les autres États Parties à mettre au point des mesures de prévention de la criminalité transnationale organisée.

7. Les États Parties collaborent, selon qu'il convient, entre eux et avec les organisations régionales et internationales compétentes en vue de promouvoir et de mettre au point les mesures visées dans le présent article. À ce titre, ils participent à des projets internationaux visant à

prévenir la criminalité transnationale organisée, par exemple en agissant sur les facteurs qui rendent les groupes socialement marginalisés vulnérables à l'action de cette criminalité.

Article 32

CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION

1. Une Conférence des Parties à la Convention est instituée pour améliorer la capacité des États Parties à combattre la criminalité transnationale organisée et pour promouvoir et examiner l'application de la présente Convention.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la Conférence des Parties au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention. La Conférence des Parties adoptera un règlement intérieur et des règles régissant les activités énoncées aux paragraphes 3 et 4 du présent article (y compris des règles relatives au financement des dépenses encourues au titre de ces activités).

3. La Conférence des Parties arrête des mécanismes en vue d'atteindre les objectifs visés au paragraphe 1 du présent article, notamment :

a) Elle facilite les activités menées par les États Parties en application des articles 29, 30 et 31 de la présente Convention, y compris en encourageant la mobilisation de contributions volontaires;

b) Elle facilite l'échange d'informations entre États Parties sur les caractéristiques et tendances de la criminalité transnationale organisée et les pratiques efficaces pour la combattre;

c) Elle coopère avec les organisations régionales et internationales et les organisations non gouvernementales compétentes;

d) Elle examine à intervalles réguliers l'application de la présente Convention;

e) Elle formule des recommandations en vue d'améliorer la présente Convention et son application.

4. Aux fins des alinéas *d* et *e* du paragraphe 3 du présent article, la Conférence des Parties s'enquiert des mesures adoptées et des difficultés rencontrées par les États Parties pour appliquer la présente Convention en utilisant les informations que ceux-ci lui communiquent ainsi que les mécanismes complémentaires d'examen qu'elle pourra établir.

5. Chaque État Partie communique à la Conférence des Parties, comme celle-ci le requiert, des informations sur ses programmes, plans et pratiques ainsi que sur ses mesures législatives et administratives visant à appliquer la présente Convention.

Article 33

SECRÉTARIAT

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fournit les services de secrétariat nécessaires à la Conférence des Parties à la Convention.

2. Le Secrétariat :

a) Aide la Conférence des Parties à réaliser les activités énoncées à l'article 32 de la présente Convention, prend des dispositions et fournit les services nécessaires pour les sessions de la Conférence des Parties;

b) Aide les États Parties, sur leur demande, à fournir des informations à la Conférence des Parties comme le prévoit le paragraphe 5 de l'article 32 de la présente Convention; et

c) Assure la coordination nécessaire avec le secrétariat des organisations régionales et internationales compétentes.

Article 34

APPLICATION DE LA CONVENTION

1. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires, y compris législatives et administratives, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne, pour assurer l'exécution de ses obligations en vertu de la présente Convention.

2. Les infractions établies conformément aux articles 5, 6, 8 et 23 de la présente Convention sont établies dans le droit interne de chaque État Partie indépendamment de leur nature transnationale ou de l'implication d'un groupe criminel organisé comme énoncé au paragraphe 1 de l'article 3 de la présente Convention, sauf dans la mesure où, conformément à l'article 5 de la présente Convention, serait requise l'implication d'un groupe criminel organisé.

3. Chaque État Partie peut adopter des mesures plus strictes ou plus sévères que celles qui sont prévues par la présente Convention afin de prévenir et de combattre la criminalité transnationale organisée.

Article 35

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Les États Parties s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention par voie de négociation.

2. Tout différend entre deux États Parties ou plus concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est, à la demande

de l'un de ces États Parties, soumis à l'arbitrage. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, les États Parties ne peuvent s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'un quelconque d'entre eux peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en adressant une requête conformément au Statut de la Cour.

3. Chaque État Partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation de la présente Convention ou de l'adhésion à celle-ci, déclarer qu'il ne se considère pas lié par le paragraphe 2 du présent article. Les autres États Parties ne sont pas liés par le paragraphe 2 du présent article envers tout État Partie ayant émis une telle réserve.

4. Tout État Partie qui a émis une réserve en vertu du paragraphe 3 du présent article peut la retirer à tout moment en adressant une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 36

SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1. La présente Convention sera ouverte à la signature de tous les États du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme (Italie) et, par la suite, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 12 décembre 2002.

2. La présente Convention est également ouverte à la signature des organisations régionales d'intégration économique à la condition qu'au moins un État membre d'une telle organisation ait signé la présente Convention conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une organisation régionale d'intégration économique peut déposer ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation si au moins un de ses États membres l'a fait. Dans cet instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, cette organisation déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par la présente Convention. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

4. La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État ou de toute organisation régionale d'intégration économique dont au moins un État membre est Partie à la présente Convention. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Au moment de son adhésion, une organisation régionale d'intégration économique déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par la présente Convention. Elle informe

également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

Article 37

RELATION AVEC LES PROTOCOLES

1. La présente Convention peut être complétée par un ou plusieurs protocoles.

2. Pour devenir Partie à un protocole, un État ou une organisation régionale d'intégration économique doit être également Partie à la présente Convention.

3. Un État Partie à la présente Convention n'est pas lié par un protocole, à moins qu'il ne devienne Partie audit protocole conformément aux dispositions de ce dernier.

4. Tout protocole à la présente Convention est interprété conjointement avec la présente Convention, compte tenu de l'objet de ce protocole.

Article 38

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Aux fins du présent paragraphe, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de cette organisation.

2. Pour chaque État ou organisation régionale d'intégration économique qui ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhérera après le dépôt du quarantième instrument pertinent, la présente Convention entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument pertinent par ledit État ou ladite organisation.

Article 39

AMENDEMENT

1. À l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, un État Partie peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce dernier communique alors la proposition d'amendement aux États Parties et à la Conférence des Parties à la Convention en vue de l'examen de la proposition et de l'adoption d'une décision. La Conférence des Parties n'épargne aucun effort pour

parvenir à un consensus sur tout amendement. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, il faudra, en dernier recours, pour que l'amendement soit adopté, un vote à la majorité des deux tiers des États Parties présents à la Conférence des Parties et exprimant leur vote.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer, en vertu du présent article, leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties à la présente Convention. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

3. Un amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article est soumis à ratification, acceptation ou approbation des États Parties.

4. Un amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur pour un État Partie quatre-vingt-dix jours après la date de dépôt par ledit État Partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement.

5. Un amendement entré en vigueur a force obligatoire à l'égard des États Parties qui ont exprimé leur consentement à être liés par lui. Les autres États Parties restent liés par les dispositions de la présente Convention et tous amendements antérieurs qu'ils ont ratifiés, acceptés ou approuvés.

Article 40

Dénonciation

1. Un État Partie peut dénoncer la présente Convention par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une telle dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

2. Une organisation régionale d'intégration économique cesse d'être Partie à la présente Convention lorsque tous ses États membres l'ont dénoncée.

3. La dénonciation de la présente Convention conformément au paragraphe 1 du présent article entraîne la dénonciation de tout protocole y relatif.

Article 41

Dépositaire et langues

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de la présente Convention.

2. L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

---

6. PROTOCOLE ADDITIONNEL À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE VISANT À PRÉVENIR, RÉPRIMER ET PUNIR LA TRAITE DES PERSONNES, EN PARTICULIER DES FEMMES ET DES ENFANTS[12]. FAIT À NEW YORK LE 15 NOVEMBRE 2000[13]

PRÉAMBULE

Les États Parties au présent Protocole,

Déclarant qu'une action efficace visant à prévenir et combattre la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, exige de la part des pays d'origine, de transit et de destination une approche globale et internationale comprenant des mesures destinées à prévenir une telle traite, à punir les trafiquants et à protéger les victimes de cette traite, notamment en faisant respecter leurs droits fondamentaux internationalement reconnus,

Tenant compte du fait que, malgré l'existence de divers instruments internationaux qui renferment des règles et des dispositions pratiques visant à lutter contre l'exploitation des personnes, en particulier des femmes et des enfants, il n'y a aucun instrument universel qui porte sur tous les aspects de la traite des personnes,

Préoccupés par le fait que, en l'absence d'un tel instrument, les personnes vulnérables à une telle traite ne seront pas suffisamment protégées,

Rappelant la résolution 53/111 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1998, dans laquelle l'Assemblée a décidé de créer un comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y avait lieu d'élaborer, notamment, un instrument international de lutte contre la traite des femmes et des enfants,

Convaincus que le fait d'adjoindre à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée un instrument international visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en

particulier des femmes et des enfants, aidera à prévenir et combattre ce type de criminalité,

Sont convenus de ce qui suit :

I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Relation avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

1. Le présent Protocole complète la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il est interprété conjointement avec la Convention.

2. Les dispositions de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Protocole, sauf disposition contraire dudit Protocole.

3. Les infractions établies conformément à l'article 5 du présent Protocole sont considérées comme des infractions établies conformément à la Convention.

Article 2

Objet

Le présent Protocole a pour objet :

a) De prévenir et de combattre la traite des personnes, en accordant une attention particulière aux femmes et aux enfants;

b) De protéger et d'aider les victimes d'une telle traite en respectant pleinement leurs droits fondamentaux; et

c) De promouvoir la coopération entre les États Parties en vue d'atteindre ces objectifs.

Article 3

Terminologie

Aux fins du présent Protocole :

a) L'expression « traite des personnes » désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou

les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes;

b) Le consentement d'une victime de la traite des personnes à l'exploitation envisagée, telle qu'énoncée à l'alinéa *a* du présent article, est indifférent lorsque l'un quelconque des moyens énoncés à l'alinéa *a* a été utilisé;

c) Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'un enfant aux fins d'exploitation sont considérés comme une « traite des personnes » même s'ils ne font appel à aucun des moyens énoncés à l'alinéa *a* du présent article;

d) Le terme « enfant » désigne toute personne âgée de moins de 18 ans.

Article 4

Champ d'application

Le présent Protocole s'applique, sauf disposition contraire, à la prévention, aux enquêtes et aux poursuites concernant les infractions établies conformément à son article 5, lorsque ces infractions sont de nature transnationale et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué, ainsi qu'à la protection des victimes de ces infractions.

Article 5

Incrimination

1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale aux actes énoncés à l'article 3 du présent Protocole, lorsqu'ils ont été commis intentionnellement.

2. Chaque État Partie adopte également les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale :

a) Sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, au fait de tenter de commettre une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article;

b) Au fait de se rendre complice d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article; et

c) Au fait d'organiser la commission d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article ou de donner des instructions à d'autres personnes pour qu'elles la commettent.

II.—PROTECTION DES VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Article 6

ASSISTANCE ET PROTECTION ACCORDÉES AUX VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES

1. Lorsqu'il y a lieu et dans la mesure où son droit interne le permet, chaque État Partie protège la vie privée et l'identité des victimes de la traite des personnes, notamment en rendant les procédures judiciaires relatives à cette traite non publiques.

2. Chaque État Partie s'assure que son système juridique ou administratif prévoit des mesures permettant de fournir aux victimes de la traite des personnes, lorsqu'il y a lieu :

a) Des informations sur les procédures judiciaires et administratives applicables;

b) Une assistance pour faire en sorte que leurs avis et préoccupations soient présentés et pris en compte aux stades appropriés de la procédure pénale engagée contre les auteurs d'infractions, d'une manière qui ne porte pas préjudice aux droits de la défense.

3. Chaque État Partie envisage de mettre en œuvre des mesures en vue d'assurer le rétablissement physique, psychologique et social des victimes de la traite des personnes, y compris, s'il y a lieu, en coopération avec les organisations non gouvernementales, d'autres organisations compétentes et d'autres éléments de la société civile et, en particulier, de leur fournir :

a) Un logement convenable;

b) Des conseils et des informations, concernant notamment les droits que la loi leur reconnaît, dans une langue qu'elles peuvent comprendre;

c) Une assistance médicale, psychologique et matérielle; et

d) Des possibilités d'emploi, d'éducation et de formation.

4. Chaque État Partie tient compte, lorsqu'il applique les dispositions du présent article, de l'âge, du sexe et des besoins spécifiques des victimes de la traite des personnes, en particulier des besoins spécifiques des enfants, notamment un logement, une éducation et des soins convenables.

5. Chaque État Partie s'efforce d'assurer la sécurité physique des victimes de la traite des personnes pendant qu'elles se trouvent sur son territoire.

6. Chaque État Partie s'assure que son système juridique prévoit des mesures qui offrent aux victimes de la traite des personnes la possibilité d'obtenir réparation du préjudice subi.

Article 7

STATUT DES VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES DANS LES ÉTATS D'ACCUEIL

1. En plus de prendre des mesures conformément à l'article 6 du présent Protocole, chaque État Partie envisage d'adopter des mesures législatives ou d'autres mesures appropriées qui permettent aux victimes de la traite des personnes de rester sur son territoire, à titre temporaire ou permanent, lorsqu'il y a lieu.

2. Lorsqu'il applique la disposition du paragraphe 1 du présent article, chaque État Partie tient dûment compte des facteurs humanitaires et personnels.

Article 8

RAPATRIEMENT DES VICTIMES DE LA TRAITE DES PERSONNES

1. L'État Partie dont une victime de la traite des personnes est ressortissante ou dans lequel elle avait le droit de résider à titre permanent au moment de son entrée sur le territoire de l'État Partie d'accueil facilite et accepte, en tenant dûment compte de la sécurité de cette personne, le retour de celle-ci sans retard injustifié ou déraisonnable.

2. Lorsqu'un État Partie renvoie une victime de la traite des personnes dans un État Partie dont cette personne est ressortissante ou dans lequel elle avait le droit de résider à titre permanent au moment de son entrée sur le territoire de l'État Partie d'accueil, ce retour est assuré compte dûment tenu de la sécurité de la personne, ainsi que de l'état de toute procédure judiciaire liée au fait qu'elle est une victime de la traite, et il est de préférence volontaire.

3. À la demande d'un État Partie d'accueil, un État Partie requis vérifie, sans retard injustifié ou déraisonnable, si une victime de la traite des personnes est son ressortissant ou avait le droit de résider à titre permanent sur son territoire au moment de son entrée sur le territoire de l'État Partie d'accueil.

4. Afin de faciliter le retour d'une victime de la traite des personnes qui ne possède pas les documents voulus, l'État Partie dont cette personne est ressortissante ou dans lequel elle avait le droit de résider à titre permanent au moment de son entrée sur le territoire de l'État Partie d'accueil accepte de délivrer, à la demande de l'État Partie d'accueil, les documents de voyage ou toute autre autorisation nécessaires pour permettre à la personne de se rendre et d'être réadmise sur son territoire.

5. Le présent article s'entend sans préjudice de tout droit accordé aux victimes de la traite des personnes par toute loi de l'État Partie d'accueil.

6. Le présent article s'entend sans préjudice de tout accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral applicable régissant, en totalité ou en partie, le retour des victimes de la traite des personnes.

III. — PRÉVENTION, COOPÉRATION ET AUTRES MESURES

Article 9

PRÉVENTION DE LA TRAITE DES PERSONNES

1. Les États Parties établissent des politiques, programmes et autres mesures d'ensemble pour :

a) Prévenir et combattre la traite des personnes; et

b) Protéger les victimes de la traite des personnes, en particulier les femmes et les enfants, contre une nouvelle victimisation.

2. Les États Parties s'efforcent de prendre des mesures telles que des recherches, des campagnes d'information et des campagnes dans les médias, ainsi que des initiatives sociales et économiques, afin de prévenir et de combattre la traite des personnes.

3. Les politiques, programmes et autres mesures établis conformément au présent article incluent, selon qu'il convient, une coopération avec les organisations non gouvernementales, d'autres organisations compétentes et d'autres éléments de la société civile.

4. Les États Parties prennent ou renforcent des mesures, notamment par le biais d'une coopération bilatérale ou multilatérale, pour remédier aux facteurs qui rendent les personnes, en particulier les femmes et les enfants, vulnérables à la traite, tels que la pauvreté, le sous-développement et l'inégalité des chances.

5. Les États Parties adoptent ou renforcent des mesures législatives ou autres, telles que des mesures d'ordre éducatif, social ou culturel, notamment par le biais d'une coopération bilatérale et multilatérale, pour décourager la demande qui favorise toutes les formes d'exploitation des personnes, en particulier des femmes et des enfants, aboutissant à la traite.

Article 10

ÉCHANGE D'INFORMATIONS ET FORMATION

1. Les services de détection, de répression, d'immigration ou d'autres services compétents des États Parties coopèrent entre eux, selon qu'il convient, en échangeant, conformément au droit interne de ces États, des informations qui leur permettent de déterminer :

a) Si des personnes franchissant ou tentant de franchir une frontière internationale avec des documents de voyage appartenant à d'autres

personnes ou sans documents de voyage sont auteurs ou victimes de la traite des personnes;

b) Les types de documents de voyage que des personnes ont utilisés ou tenté d'utiliser pour franchir une frontière internationale aux fins de la traite des personnes; et

c) Les moyens et méthodes utilisés par les groupes criminels organisés pour la traite des personnes, y compris le recrutement et le transport des victimes, les itinéraires et les liens entre les personnes et les groupes se livrant à cette traite, ainsi que les mesures pouvant permettre de les découvrir.

2. Les États Parties assurent ou renforcent la formation des agents des services de détection, de répression, d'immigration et d'autres services compétents à la prévention de la traite des personnes. Cette formation devrait mettre l'accent sur les méthodes utilisées pour prévenir une telle traite, traduire les trafiquants en justice et faire respecter les droits des victimes, notamment protéger ces dernières des trafiquants. Elle devrait également tenir compte de la nécessité de prendre en considération les droits de la personne humaine et les problèmes spécifiques des femmes et des enfants, et favoriser la coopération avec les organisations non gouvernementales, d'autres organisations compétentes et d'autres éléments de la société civile.

3. Un État Partie qui reçoit des informations se conforme à toute demande de l'État Partie qui les a communiquées soumettant leur usage à des restrictions.

Article 11

Mesures aux frontières

1. Sans préjudice des engagements internationaux relatifs à la libre circulation des personnes, les États Parties renforcent, dans la mesure du possible, les contrôles aux frontières nécessaires pour prévenir et détecter la traite des personnes.

2. Chaque État Partie adopte les mesures législatives ou autres appropriées pour prévenir, dans la mesure du possible, l'utilisation des moyens de transport exploités par des transporteurs commerciaux pour la commission des infractions établies conformément à l'article 5 du présent Protocole.

3. Lorsqu'il y a lieu, et sans préjudice des conventions internationales applicables, ces mesures consistent notamment à prévoir l'obligation pour les transporteurs commerciaux, y compris toute compagnie de transport ou tout propriétaire ou exploitant d'un quelconque moyen de transport, de vérifier que tous les passagers sont en possession des documents de voyage requis pour l'entrée dans l'État d'accueil.

4. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires, conformément à son droit interne, pour assortir de sanctions l'obligation énoncée au paragraphe 3 du présent article.

5. Chaque État Partie envisage de prendre des mesures qui permettent, conformément à son droit interne, de refuser l'entrée de personnes impliquées dans la commission des infractions établies conformément au présent Protocole ou d'annuler leur visa.

6. Sans préjudice de l'article 27 de la Convention, les États Parties envisagent de renforcer la coopération entre leurs services de contrôle aux frontières, notamment par l'établissement et le maintien de voies de communication directes.

Article 12

Sécurité et contrôle des documents

Chaque État Partie prend les mesures nécessaires, selon les moyens disponibles :

a) Pour faire en sorte que les documents de voyage ou d'identité qu'il délivre soient d'une qualité telle qu'on ne puisse facilement en faire un usage impropre et les falsifier ou les modifier, les reproduire ou les délivrer illicitement; et

b) Pour assurer l'intégrité et la sécurité des documents de voyage ou d'identité délivrés par lui ou en son nom et pour empêcher qu'ils ne soient créés, délivrés et utilisés illicitement.

Article 13

Légitimité et validité des documents

À la demande d'un autre État Partie, un État Partie vérifie, conformément à son droit interne et dans un délai raisonnable, la légitimité et la validité des documents de voyage ou d'identité délivrés ou censés avoir été délivrés en son nom et dont on soupçonne qu'ils sont utilisés pour la traite des personnes.

IV.—DISPOSITIONS FINALES

Article 14

Clause de sauvegarde

1. Aucune disposition du présent Protocole n'a d'incidences sur les droits, obligations et responsabilités des États et des particuliers en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme et en particulier, lorsqu'ils s'appliquent, de la Convention de 1951 et du Protocole de

1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi que du principe de non-refoulement qui y est énoncé.

2. Les mesures énoncées dans le présent Protocole sont interprétées et appliquées d'une façon telle que les personnes ne font pas l'objet d'une discrimination au motif qu'elles sont victimes d'une traite. L'interprétation et l'application de ces mesures sont conformes aux principes de non-discrimination internationalement reconnus.

Article 15

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Les États Parties s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole par voie de négociation.

2. Tout différend entre deux États Parties ou plus concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui ne peut être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est, à la demande de l'un de ces États Parties, soumis à l'arbitrage. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, les États Parties ne peuvent s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'un quelconque d'entre eux peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en adressant une requête conformément au Statut de la Cour.

3. Chaque État Partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion à celui-ci, déclarer qu'il ne se considère pas lié par le paragraphe 2 du présent article. Les autres États Parties ne sont pas liés par le paragraphe 2 du présent article envers tout État Partie ayant émis une telle réserve.

4. Tout État Partie qui a émis une réserve en vertu du paragraphe 3 du présent article peut la retirer à tout moment en adressant une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 16

SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les États du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme (Italie) et, par la suite, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 12 décembre 2002.

2. Le présent Protocole est également ouvert à la signature des organisations régionales d'intégration économique à la condition qu'au moins un État membre d'une telle organisation ait signé le présent Protocole conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une organisation régionale d'intégration économique peut déposer ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation si au moins un de ses États membres l'a fait. Dans cet instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, cette organisation déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par le présent Protocole. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

4. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout État ou de toute organisation régionale d'intégration économique dont au moins un État membre est Partie au présent Protocole. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Au moment de son adhésion, une organisation régionale d'intégration économique déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par le présent Protocole. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

Article 17

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, étant entendu qu'il n'entrera pas en vigueur avant que la Convention n'entre elle-même en vigueur. Aux fins du présent paragraphe, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de cette organisation.

2. Pour chaque État ou organisation régionale d'intégration économique qui ratifiera, acceptera ou approuvera le présent Protocole ou y adhérera après le dépôt du quarantième instrument pertinent, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument pertinent par ledit État ou ladite organisation ou à la date à laquelle il entre en vigueur en application du paragraphe 1 du présent article, si celle-ci est postérieure.

Article 18

Amendement

1. À l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, un État Partie au Protocole peut proposer

un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce dernier communique alors la proposition d'amendement aux États Parties et à la Conférence des Parties à la Convention en vue de l'examen de la proposition et de l'adoption d'une décision. Les États Parties au présent Protocole réunis en Conférence des Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout amendement. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, il faudra, en dernier recours, pour que l'amendement soit adopté, un vote à la majorité des deux tiers des États Parties au présent Protocole présents à la Conférence des Parties et exprimant leur vote.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer, en vertu du présent article, leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties au présent Protocole. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

3. Un amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article est soumis à ratification, acceptation ou approbation des États Parties.

4. Un amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur pour un État Partie quatre-vingt-dix jours après la date de dépôt par ledit État Partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement.

5. Un amendement entré en vigueur a force obligatoire à l'égard des États Parties qui ont exprimé leur consentement à être liés par lui. Les autres États Parties restent liés par les dispositions du présent Protocole et tous amendements antérieurs qu'ils ont ratifiés, acceptés ou approuvés.

Article 19

Dénonciation

1. Un État Partie peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une telle dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

2. Une organisation régionale d'intégration économique cesse d'être Partie au présent Protocole lorsque tous ses États membres l'ont dénoncé.

Article 20

DÉPOSITAIRE ET LANGUES

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Protocole.

2. L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

---

7. PROTOCOLE CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR TERRE, AIR ET MER, ADDITIONNEL À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LA CRIMINALITÉ TRANSNATIONALE ORGANISÉE[14]. FAIT À NEW YORK LE 15 NOVEMBRE 2000[15]

PRÉAMBULE

Les États Parties au présent Protocole,

Déclarant qu'une action efficace visant à prévenir et combattre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer exige une approche globale et internationale, y compris une coopération, des échanges d'informations et d'autres mesures appropriées, d'ordre social et économique notamment, aux niveaux national, régional et international,

Rappelant la résolution 54/212 de l'Assemblée générale du 22 décembre 1999, dans laquelle l'Assemblée a instamment engagé les États Membres et les organismes des Nations Unies à renforcer la coopération internationale dans le domaine des migrations internationales et du développement afin de s'attaquer aux causes profondes des migrations, en particulier celles qui sont liées à la pauvreté, et de porter au maximum les avantages que les migrations internationales procurent aux intéressés, et a encouragé, selon qu'il convenait, les mécanismes interrégionaux, régionaux et sous-régionaux à continuer de s'occuper de la question des migrations et du développement,

Convaincus qu'il faut traiter les migrants avec humanité et protéger pleinement leurs droits,

Tenant compte du fait que, malgré les travaux entrepris dans d'autres instances internationales, il n'y a aucun instrument universel qui porte sur tous les aspects du trafic illicite de migrants et d'autres questions connexes,

Préoccupés par l'accroissement considérable des activités des groupes criminels organisés en matière de trafic illicite de migrants et des autres activités criminelles connexes énoncées dans le présent Protocole, qui portent gravement préjudice aux États concernés,

Également préoccupés par le fait que le trafic illicite de migrants risque de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés,

Rappelant la résolution 53/111 de l'Assemblée générale du 9 décembre 1998, dans laquelle l'Assemblée a décidé de créer un comité intergouvernemental spécial à composition non limitée chargé d'élaborer une convention internationale générale contre la criminalité transnationale organisée et d'examiner s'il y avait lieu d'élaborer, notamment, un instrument international de lutte contre le trafic et le transport illicites de migrants, y compris par voie maritime,

Convaincus que le fait d'adjoindre à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée un instrument international contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer aidera à prévenir et à combattre ce type de criminalité,

Sont convenus de ce qui suit :

I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Relation avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

1. Le présent Protocole complète la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il est interprété conjointement avec la Convention.

2. Les dispositions de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Protocole, sauf disposition contraire dudit Protocole.

3. Les infractions établies conformément à l'article 6 du présent Protocole sont considérées comme des infractions établies conformément à la Convention.

Article 2

Objet

Le présent Protocole a pour objet de prévenir et combattre le trafic illicite de migrants, ainsi que de promouvoir la coopération entre les États Parties à cette fin, tout en protégeant les droits des migrants objet d'un tel trafic.

Article 3

TERMINOLOGIE

Aux fins du présent Protocole :

a) L'expression « trafic illicite de migrants » désigne le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet État;

b) L'expression « entrée illégale » désigne le franchissement de frontières alors que les conditions nécessaires à l'entrée légale dans l'État d'accueil ne sont pas satisfaites;

c) L'expression « document de voyage ou d'identité frauduleux » désigne tout document de voyage ou d'identité :

i) Qui a été contrefait ou modifié de manière substantielle par quiconque autre qu'une personne ou une autorité légalement habilitée à établir ou à délivrer le document de voyage ou d'identité au nom d'un État; ou

ii) Qui a été délivré ou obtenu de manière irrégulière moyennant fausse déclaration, corruption ou contrainte, ou de toute autre manière illégale; ou

iii) Qui est utilisé par une personne autre que le titulaire légitime;

d) Le terme « navire » désigne tout type d'engin aquatique, y compris un engin sans tirant d'eau et un hydravion, utilisé ou capable d'être utilisé comme moyen de transport sur l'eau, à l'exception d'un navire de guerre, d'un navire de guerre auxiliaire ou autre navire appartenant à un gouvernement ou exploité par lui, tant qu'il est utilisé exclusivement pour un service public non commercial.

Article 4

CHAMP D'APPLICATION

Le présent Protocole s'applique, sauf disposition contraire, à la prévention, aux enquêtes et aux poursuites concernant les infractions établies conformément à son article 6, lorsque ces infractions sont de nature transnationale et qu'un groupe criminel organisé y est impliqué, ainsi qu'à la protection des droits des personnes qui ont été l'objet de telles infractions.

Article 5

RESPONSABILITÉ PÉNALE DES MIGRANTS

Les migrants ne deviennent pas passibles de poursuites pénales en vertu du présent Protocole du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à son article 6.

Article 6

INCRIMINATION

1. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale, lorsque les actes ont été commis intentionnellement et pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou autre avantage matériel :

a) Au trafic illicite de migrants;

b) Lorsque les actes ont été commis afin de permettre le trafic illicite de migrants :

i) À la fabrication d'un document de voyage ou d'identité frauduleux;

ii) Au fait de procurer, de fournir ou de posséder un tel document;

c) Au fait de permettre à une personne, qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent, de demeurer dans l'État concerné, sans satisfaire aux conditions nécessaires au séjour légal dans ledit État, par les moyens mentionnés à l'alinéa *b* du présent paragraphe ou par tous autres moyens illégaux.

2. Chaque État Partie adopte également les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère d'infraction pénale :

a) Sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, au fait de tenter de commettre une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article;

b) Au fait de se rendre complice d'une infraction établie conformément à l'alinéa *a,* à l'alinéa *b,* i ou à l'alinéa *c* du paragraphe 1 du présent article et, sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, au fait de se rendre complice d'une infraction établie conformément à l'alinéa *b,* ii du paragraphe 1 du présent article;

c) Au fait d'organiser la commission d'une infraction établie conformément au paragraphe 1 du présent article ou de donner des instructions à d'autres personnes pour qu'elles la commettent.

3. Chaque État Partie adopte les mesures législatives et autres nécessaires pour conférer le caractère de circonstance aggravante des infractions établies conformément aux alinéas *a, b,* i et *c* du paragraphe 1 du présent article et, sous réserve des concepts fondamentaux de son système juridique, des infractions établies conformément aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 2 du présent article :

a) Au fait de mettre en danger ou de risquer de mettre en danger la vie ou la sécurité des migrants concernés; ou

b) Au traitement inhumain ou dégradant de ces migrants, y compris pour l'exploitation.

4. Aucune disposition du présent Protocole n'empêche un État Partie de prendre des mesures contre une personne dont les actes constituent, dans son droit interne, une infraction.

II. — TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR MER

Article 7

COOPÉRATION

Les États Parties coopèrent dans toute la mesure possible en vue de prévenir et de réprimer le trafic illicite de migrants par mer, conformément au droit international de la mer.

Article 8

MESURES CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS PAR MER

1. Un État Partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire battant son pavillon ou se prévalant de l'immatriculation sur son registre, sans nationalité, ou possédant en réalité la nationalité de l'État Partie en question bien qu'il batte un pavillon étranger ou refuse d'arborer son pavillon, se livre au trafic illicite de migrants par mer peut demander à d'autres États Parties de l'aider à mettre fin à l'utilisation dudit navire dans ce but. Les États Parties ainsi requis fournissent cette assistance dans la mesure du possible compte tenu des moyens dont ils disposent.

2. Un État Partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire exerçant la liberté de navigation conformément au droit international et battant le pavillon ou portant les marques d'immatriculation d'un autre État Partie se livre au trafic illicite de migrants par mer peut le notifier à l'État du pavillon, demander confirmation de l'immatriculation et, si celle-ci est confirmée, demander l'autorisation à cet État de prendre les mesures appropriées à l'égard de ce navire. L'État du pavillon peut notamment autoriser l'État requérant à :

a) Arraisonner le navire;

b) Visiter le navire; et

c) S'il trouve des preuves que le navire se livre au trafic illicite de migrants par mer, prendre les mesures appropriées à l'égard du navire, des personnes et de la cargaison à bord, ainsi que l'État du pavillon l'a autorisé à le faire.

3. Un État Partie qui a pris une des mesures conformément au paragraphe 2 du présent article informe sans retard l'État du pavillon concerné des résultats de cette mesure.

4. Un État Partie répond sans retard à une demande que lui adresse un autre État Partie en vue de déterminer si un navire qui se prévaut de

l'immatriculation sur son registre ou qui bat son pavillon y est habilité, ainsi qu'à une demande d'autorisation présentée conformément au paragraphe 2 du présent article.

5. Un État du pavillon peut, dans la mesure compatible avec l'article 7 du présent Protocole, subordonner son autorisation à des conditions arrêtées d'un commun accord entre lui et l'État requérant, notamment en ce qui concerne la responsabilité et la portée des mesures effectives à prendre. Un État Partie ne prend aucune mesure supplémentaire sans l'autorisation expresse de l'État du pavillon, à l'exception de celles qui sont nécessaires pour écarter un danger imminent pour la vie des personnes ou de celles qui résultent d'accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

6. Chaque État Partie désigne une ou, s'il y a lieu, plusieurs autorités habilitées à recevoir les demandes d'assistance, de confirmation de l'immatriculation sur son registre ou du droit de battre son pavillon, ainsi que les demandes d'autorisation de prendre les mesures appropriées et à y répondre. Le Secrétaire général notifie à tous les autres États Parties l'autorité désignée par chacun d'eux dans le mois qui suit cette désignation.

7. Un État Partie qui a des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire se livre au trafic illicite de migrants par mer et que ce navire est sans nationalité ou peut être assimilé à un navire sans nationalité peut l'arraisonner et le visiter. Si les soupçons sont confirmés par des preuves, cet État Partie prend les mesures appropriées conformément au droit interne et au droit international pertinents.

Article 9

Clauses de protection

1. Lorsqu'il prend des mesures à l'encontre d'un navire conformément à l'article 8 du présent Protocole, un État Partie :

a) Veille à la sécurité et au traitement humain des personnes à bord;

b) Tient dûment compte de la nécessité de ne pas compromettre la sécurité du navire ou de sa cargaison;

c) Tient dûment compte de la nécessité de ne pas porter préjudice aux intérêts commerciaux ou aux droits de l'État du pavillon ou de tout autre État intéressé;

d) Veille, selon ses moyens, à ce que toute mesure prise à l'égard du navire soit écologiquement rationnelle.

2. Lorsque les motifs des mesures prises en application de l'article 8 du présent Protocole se révèlent dénués de fondement, le navire est indemnisé de toute perte ou de tout dommage éventuel, à condition qu'il n'ait commis aucun acte justifiant les mesures prises.

3. Lorsqu'une mesure est prise, adoptée ou appliquée conformément au présent chapitre, il est tenu dûment compte de la nécessité de ne pas affecter ni entraver :

a) Les droits et obligations des États côtiers et l'exercice de leur compétence conformément au droit international de la mer; ou

b) Le pouvoir de l'État du pavillon d'exercer sa compétence et son contrôle pour les questions d'ordre administratif, technique et social concernant le navire.

4. Toute mesure prise en mer en application du présent chapitre est exécutée uniquement par des navires de guerre ou des aéronefs militaires, ou d'autres navires ou aéronefs à ce dûment habilités, portant visiblement une marque extérieure et identifiables comme étant au service de l'État.

III.—PRÉVENTION, COOPÉRATION ET AUTRES MESURES

Article 10

INFORMATION

1. Sans préjudice des articles 27 et 28 de la Convention, les États Parties, en particulier ceux qui ont des frontières communes ou sont situés sur des itinéraires empruntés pour le trafic illicite de migrants, pour atteindre les objectifs du présent Protocole, échangent, conformément à leurs systèmes juridiques et administratifs respectifs, des informations pertinentes concernant notamment :

a) Les points d'embarquement et de destination ainsi que les itinéraires, les transporteurs et les moyens de transport dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils sont utilisés par un groupe criminel organisé commettant les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole;

b) L'identité et les méthodes des organisations ou groupes criminels organisés dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils commettent les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole;

c) L'authenticité et les caractéristiques des documents de voyage délivrés par un État Partie, ainsi que le vol de documents de voyage ou d'identité vierges ou l'usage impropre qui en est fait;

d) Les moyens et méthodes de dissimulation et de transport des personnes, la modification, la reproduction ou l'acquisition illicites ou tout autre usage impropre de documents de voyage ou d'identité utilisés dans les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole, et les moyens de les détecter;

e) Les données d'expérience d'ordre législatif ainsi que les pratiques et mesures tendant à prévenir et à combattre les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole; et

f) Des questions scientifiques et techniques présentant une utilité pour la détection et la répression, afin de renforcer mutuellement leur capacité à prévenir et détecter les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole, à mener des enquêtes sur ces actes et à en poursuivre les auteurs.

2. Un État Partie qui reçoit des informations se conforme à toute demande de l'État Partie qui les a communiquées soumettant leur usage à des restrictions.

Article 11

Mesures aux frontières

1. Sans préjudice des engagements internationaux relatifs à la libre circulation des personnes, les États Parties renforcent, dans la mesure du possible, les contrôles aux frontières nécessaires pour prévenir et détecter le trafic illicite de migrants.

2. Chaque État Partie adopte les mesures législatives ou autres appropriées pour prévenir, dans la mesure du possible, l'utilisation des moyens de transport exploités par des transporteurs commerciaux pour la commission de l'infraction établie conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article 6 du présent Protocole.

3. Lorsqu'il y a lieu, et sans préjudice des conventions internationales applicables, ces mesures consistent notamment à prévoir l'obligation pour les transporteurs commerciaux, y compris toute compagnie de transport ou tout propriétaire ou exploitant d'un quelconque moyen de transport, de vérifier que tous les passagers sont en possession des documents de voyage requis pour l'entrée dans l'État d'accueil.

4. Chaque État Partie prend les mesures nécessaires, conformément à son droit interne, pour assortir de sanctions l'obligation énoncée au paragraphe 3 du présent article.

5. Chaque État Partie envisage de prendre des mesures qui permettent, conformément à son droit interne, de refuser l'entrée de personnes impliquées dans la commission des infractions établies conformément au présent Protocole ou d'annuler leur visa.

6. Sans préjudice de l'article 27 de la Convention, les États Parties envisagent de renforcer la coopération entre leurs services de contrôle aux frontières, notamment par l'établissement et le maintien de voies de communication directes.

Article 12

Sécurité et contrôle des documents

Chaque État Partie prend les mesures nécessaires, selon les moyens disponibles :

a) Pour faire en sorte que les documents de voyage ou d'identité qu'il délivre soient d'une qualité telle qu'on ne puisse facilement en faire un usage impropre et les falsifier ou les modifier, les reproduire ou les délivrer illicitement; et

b) Pour assurer l'intégrité et la sécurité des documents de voyage ou d'identité délivrés par lui ou en son nom et pour empêcher qu'ils ne soient créés, délivrés et utilisés illicitement.

Article 13

Légitimité et validité des documents

À la demande d'un autre État Partie, un État Partie vérifie, conformément à son droit interne et dans un délai raisonnable, la légitimité et la validité des documents de voyage ou d'identité délivrés ou censés avoir été délivrés en son nom et dont on soupçonne qu'ils sont utilisés pour commettre les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole.

Article 14

Formation et coopération technique

1. Les États Parties assurent ou renforcent la formation spécialisée des agents des services d'immigration et autres agents compétents à la prévention des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole et au traitement humain des migrants objet de tels actes, ainsi qu'au respect des droits qui leur sont reconnus dans le présent Protocole.

2. Les États Parties coopèrent entre eux et avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les autres organisations compétentes ainsi qu'avec d'autres éléments de la société civile, selon qu'il convient, pour assurer une formation adéquate des personnels sur leur territoire, en vue de prévenir, de combattre et d'éradiquer les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole et de protéger les droits des migrants objet de tels actes. Cette formation porte notamment sur :

a) L'amélioration de la sécurité et de la qualité des documents de voyage;

b) La reconnaissance et la détection des documents de voyage ou d'identité frauduleux;

c) Les activités de renseignement à caractère pénal, en particulier ce qui touche à l'identification des groupes criminels organisés dont on sait ou dont on soupçonne qu'ils commettent les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole, aux méthodes employées pour transporter les migrants objet d'un trafic illicite, à l'usage impropre de documents de voyage ou d'identité pour commettre les actes énoncés à l'article 6 et aux moyens de dissimulation utilisés dans le trafic illicite de migrants;

d) L'amélioration des procédures de détection, aux points d'entrée et de sortie traditionnels et non traditionnels, des migrants objet d'un trafic illicite; et

e) Le traitement humain des migrants et la protection des droits qui leur sont reconnus dans le présent Protocole.

3. Les États Parties ayant l'expertise appropriée envisagent d'apporter une assistance technique aux États qui sont fréquemment des pays d'origine ou de transit pour les personnes ayant été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole. Les États Parties font tout leur possible pour fournir les ressources nécessaires, telles que véhicules, systèmes informatiques et lecteurs de documents, afin de combattre les actes énoncés à l'article 6.

Article 15

Autres mesures de prévention

1. Chaque État Partie prend des mesures visant à mettre en place ou renforcer des programmes d'information pour sensibiliser le public au fait que les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole constituent une activité criminelle fréquemment perpétrée par des groupes criminels organisés afin d'en tirer un profit et qu'ils font courir de graves risques aux migrants concernés.

2. Conformément à l'article 31 de la Convention, les États Parties coopèrent dans le domaine de l'information afin d'empêcher que les migrants potentiels ne deviennent victimes de groupes criminels organisés.

3. Chaque État Partie promeut ou renforce, selon qu'il convient, des programmes de développement et une coopération aux niveaux national, régional et international, en tenant compte des réalités socio-économiques des migrations, et en accordant une attention particulière aux zones économiquement et socialement défavorisées, afin de s'attaquer aux causes socio-économiques profondes du trafic illicite de migrants, telles que la pauvreté et le sous-développement.

Article 16

Mesures de protection et d'assistance

1. Lorsqu'il applique le présent Protocole, chaque État Partie prend, conformément aux obligations qu'il a contractées en vertu du droit international, toutes les mesures appropriées, y compris, s'il y a lieu, des mesures législatives, pour sauvegarder et protéger les droits des personnes qui ont été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole, tels que ces droits leur sont accordés en vertu du droit international applicable, en particulier le droit à la vie et le droit de ne pas être

soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

2. Chaque État Partie prend les mesures appropriées pour accorder aux migrants une protection adéquate contre toute violence pouvant leur être infligée, aussi bien par des personnes que par des groupes, du fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole.

3. Chaque État Partie accorde une assistance appropriée aux migrants dont la vie ou la sécurité sont mises en danger par le fait qu'ils ont été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole.

4. Lorsqu'ils appliquent les dispositions du présent article, les États Parties tiennent compte des besoins particuliers des femmes et des enfants.

5. En cas de détention d'une personne qui a été l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole, chaque État Partie respecte les obligations qu'il a contractées en vertu de la Convention de Vienne sur les relations consulaires, dans les cas applicables, y compris l'obligation d'informer sans retard la personne concernée des dispositions relatives à la notification aux fonctionnaires consulaires et à la communication avec ces derniers.

Article 17

Accords et arrangements

Les États Parties envisagent la conclusion d'accords bilatéraux ou régionaux, d'arrangements opérationnels ou d'ententes visant à :

a) Établir les mesures les plus appropriées et efficaces pour prévenir et combattre les actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole; ou

b) Développer les dispositions du présent Protocole entre eux.

Article 18

Retour des migrants objet d'un trafic illicite

1. Chaque État Partie consent à faciliter et à accepter, sans retard injustifié ou déraisonnable, le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole et qui est son ressortissant ou a le droit de résider à titre permanent sur son territoire au moment du retour.

2. Chaque État Partie étudie la possibilité de faciliter et d'accepter, conformément à son droit interne, le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole et qui avait le droit de résider à titre permanent sur son territoire au moment de l'entrée de ladite personne sur le territoire de l'État d'accueil.

3. À la demande de l'État Partie d'accueil, un État Partie requis vérifie, sans retard injustifié ou déraisonnable, si une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole est son ressortissant ou a le droit de résider à titre permanent sur son territoire.

4. Afin de faciliter le retour d'une personne ayant été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole et ne possédant pas les documents voulus, l'État Partie dont cette personne est ressortissante ou dans lequel elle a le droit de résider à titre permanent accepte de délivrer, à la demande de l'État Partie d'accueil, les documents de voyage ou toute autre autorisation nécessaires pour permettre à la personne de se rendre et d'être réadmise sur son territoire.

5. Chaque État Partie concerné par le retour d'une personne qui a été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole prend toutes les mesures appropriées pour organiser ce retour de manière ordonnée et en tenant dûment compte de la sécurité et de la dignité de la personne.

6. Les États Parties peuvent coopérer avec les organisations internationales compétentes pour l'application du présent article.

7. Le présent article s'entend sans préjudice de tout droit accordé par toute loi de l'État Partie d'accueil aux personnes qui ont été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole.

8. Le présent article n'a pas d'incidences sur les obligations contractées en vertu de tout autre traité bilatéral ou multilatéral applicable ou de tout autre accord ou arrangement opérationnel applicable régissant, en totalité ou en partie, le retour des personnes qui ont été l'objet d'un acte énoncé à l'article 6 du présent Protocole.

IV.—DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Clause de sauvegarde

1. Aucune disposition du présent Protocole n'a d'incidences sur les autres droits, obligations et responsabilités des États et des particuliers en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme et en particulier, lorsqu'ils s'appliquent, de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés ainsi que du principe de non-refoulement qui y est énoncé.

2. Les mesures énoncées dans le présent Protocole sont interprétées et appliquées d'une façon telle que les personnes ne font pas l'objet d'une discrimination au motif qu'elles sont l'objet des actes énoncés à l'article 6 du présent Protocole. L'interprétation et l'application de ces mesures sont conformes aux principes de non-discrimination internationalement reconnus.

Article 20

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Les États Parties s'efforcent de régler les différends concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole par voie de négociation.

2. Tout différend entre deux États Parties ou plus concernant l'interprétation ou l'application du présent Protocole qui ne peut être réglé par voie de négociation dans un délai raisonnable est, à la demande de l'un de ces États Parties, soumis à l'arbitrage. Si, dans un délai de six mois à compter de la date de la demande d'arbitrage, les États Parties ne peuvent s'entendre sur l'organisation de l'arbitrage, l'un quelconque d'entre eux peut soumettre le différend à la Cour internationale de Justice en adressant une requête conformément au Statut de la Cour.

3. Chaque État Partie peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent Protocole ou de l'adhésion à celui-ci, déclarer qu'il ne se considère pas lié par le paragraphe 2 du présent article. Les autres États Parties ne sont pas liés par le paragraphe 2 du présent article envers tout État Partie ayant émis une telle réserve.

4. Tout État Partie qui a émis une réserve en vertu du paragraphe 3 du présent article peut la retirer à tout moment en adressant une notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 21

SIGNATURE, RATIFICATION, ACCEPTATION, APPROBATION ET ADHÉSION

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les États du 12 au 15 décembre 2000 à Palerme (Italie) et, par la suite, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 12 décembre 2002.

2. Le présent Protocole est également ouvert à la signature des organisations régionales d'intégration économique à la condition qu'au moins un État membre d'une telle organisation ait signé le présent Protocole conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une organisation régionale d'intégration économique peut déposer ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation si au moins un de ses États membres l'a fait. Dans cet instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, cette organisation déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par le présent Protocole. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

4. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout État ou de toute organisation régionale d'intégration économique dont au moins un État membre est Partie au présent Protocole. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Au moment de son adhésion, une organisation régionale d'intégration économique déclare l'étendue de sa compétence concernant les questions régies par le présent Protocole. Elle informe également le dépositaire de toute modification pertinente de l'étendue de sa compétence.

Article 22

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, étant entendu qu'il n'entrera pas en vigueur avant que la Convention n'entre elle-même en vigueur. Aux fins du présent paragraphe, aucun des instruments déposés par une organisation régionale d'intégration économique n'est considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de cette organisation.

2. Pour chaque État ou organisation régionale d'intégration économique qui ratifiera, acceptera ou approuvera le présent Protocole ou y adhérera après le dépôt du quarantième instrument pertinent, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de dépôt de l'instrument pertinent par ledit État ou ladite organisation ou à la date à laquelle il entre en vigueur en application du paragraphe 1 du présent article, si celle-ci est postérieure.

Article 23

Amendement

1. À l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Protocole, un État Partie au Protocole peut proposer un amendement et en déposer le texte auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Ce dernier communique alors la proposition d'amendement aux États Parties et à la Conférence des Parties à la Convention en vue de l'examen de la proposition et de l'adoption d'une décision. Les États Parties au présent Protocole réunis en Conférence des Parties n'épargnent aucun effort pour parvenir à un consensus sur tout amendement. Si tous les efforts en ce sens ont été épuisés sans qu'un accord soit intervenu, il faudra, en dernier recours, pour que l'amendement soit adopté, un vote à la majorité des deux tiers des États Parties au présent Protocole présents à la Conférence des Parties et exprimant leur vote.

2. Les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer, en vertu du présent article, leur droit de vote dans les domaines qui relèvent de leur compétence, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres Parties au présent Protocole. Elles n'exercent pas leur droit de vote si leurs États membres exercent le leur, et inversement.

3. Un amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article est soumis à ratification, acceptation ou approbation des États Parties.

4. Un amendement adopté conformément au paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur pour un État Partie quatre-vingt-dix jours après la date de dépôt par ledit État Partie auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation dudit amendement.

5. Un amendement entré en vigueur a force obligatoire à l'égard des États Parties qui ont exprimé leur consentement à être liés par lui. Les autres États Parties restent liés par les dispositions du présent Protocole et tous amendements antérieurs qu'ils ont ratifiés, acceptés ou approuvés.

Article 24

Dénonciation

1. Un État Partie peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Une telle dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification par le Secrétaire général.

2. Une organisation régionale d'intégration économique cesse d'être Partie au présent Protocole lorsque tous ses États membres l'ont dénoncé.

Article 25

Dépositaire et langues

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Protocole.

2. L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, à ce dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

NOTES

[1]Voir UNEP/CBD/ExCOP/1/3 et Corr.1, deuxième partie, annexe.

[2]Pas encore en vigueur.

[3]Résolution 54/263 de l'Assemblée générale, annexe I.

[4]Entré en vigueur le 12 février 2002.

[5]Résolution 48/263 de l'Assemblée générale, annexe II.

[6]Entré en vigueur le 18 janvier 2002, conformément à l'article 14 1).

[7]ECE/TRANS/ADN/CONF/2000/CRP.10.

[8]Pas encore en vigueur.

[9]Le Règlement n'est pas reproduit aux présentes en raison de son ampleur.

[10]Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe I.

[11]Pas encore en vigueur.

[12]Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe II.

[13]Pas encore en vigueur.

[14]Résolution 55/25 de l'Assemblée générale, annexe III.

[15]Pas encore en vigueur.

Chapitre V

DÉCISIONS DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES[1]

A. — Décisions du Tribunal administratif des Nations Unies[2]

1. JUGEMENT N° 951 (28 JUILLET 2000) : AL-KHATIB CONTRE LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT[3]

Licenciement dans l'intérêt de l'Office — L'expression « l'intérêt de l'Office » ne doit pas être interprétée au sens strict — Il y a lieu d'invoquer les dispositions du Statut et du Règlement du personnel relatives aux allégations de faute — Question de ternir la bonne réputation de l'Office — Question de la perte de confiance de l'Office à l'égard du requérant

Le requérant est entré au service de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) le 2 janvier 1991 au titre d'un engagement temporaire pour une durée indéfinie comme fonctionnaire régional, en qualité de travailleur sanitaire. À compter du 1er janvier 1993, il a été muté au poste de portier/nettoyeur au Bureau régional d'Amman-Nord, en Jordanie.

En octobre 1996, le requérant avait été arrêté sous l'inculpation de viol, et le 5 avril 1997, la Haute Cour pénale l'avait disculpé des accusations dirigées contre lui. Toutefois, le 3 juillet 1997, le fonctionnaire chargé des opérations de l'UNRWA en Jordanie a écrit au requérant pour l'informer de la décision de mettre fin à ses services dans l'intérêt de l'Office en vertu de l'article 9.1 du Statut du personnel régional et de la disposition 109.1 du Règlement du personnel régional, à compter de cette date. Le requérant a formé un recours contre la décision.

Se référant à l'affaire, le Tribunal a noté que le défendeur jouissait d'un large pouvoir discrétionnaire pour déterminer ce qui constituait « l'intérêt de l'Office », mais ce pouvoir n'était pas illimité; ce pouvoir devait être exercé raisonnablement. Une telle décision ne devait pas être prise de manière irrégulière ou arbitraire, de plus, les motifs d'une telle décision devaient être évidents de manière à pouvoir être examinés par une commission paritaire de recours ou un autre organe ou par le Tribunal.

Le Tribunal a ensuite considéré que l'expression « dans l'intérêt de l'Office » ne devait pas être interprétée de manière à n'y inclure que la notion de commodité pour l'Office. Il y avait d'autres intérêts légitimes en jeu et il était de l'intérêt de l'Office d'agir en toute impartialité, de ne pas prendre de décisions manifestement injustes et d'intervenir en conséquence.

Dans la présente affaire, le Tribunal a noté que la FAO, qui avait également été impliquée dans l'enquête relative à l'incident, et le Directeur par intérim des opérations de l'UNRWA en Jordanie n'étaient pas disposés à accepter à la lettre l'acquittement par la Haute Cour pénale et avaient jugé que le paiement de l'« *atwa* » par la famille du requérant à la famille de la femme qui l'avait accusé équivalait à un aveu de culpabilité. De plus, le Directeur par intérim avait été d'avis qu'il aurait été impossible, pour des raisons culturelles également, de réintégrer le requérant dans le même poste au Bureau régional parce que le personnel de ce bureau, le personnel féminin en particulier, n'aurait pas compris ni n'aurait accepté son retour à son précédent lieu de travail. De plus, il a conclu que selon des informations crédibles, le requérant n'avait « pas observé la retenue nécessaire vis-à-vis des femmes qui s'étaient rendues au Bureau régional ».

Le Tribunal a rappelé que, lorsqu'une allégation ou un soupçon de faute était tel qu'il en résultait un licenciement, il y avait lieu d'invoquer le Règlement et le Statut du personnel se rapportant aux allégations de faute. À défaut d'agir ainsi, il pourrait être conclu à un abus de pouvoir ou un abus de procédure [*cf.* jugement n° 877, *Abdulhadi* (1998)]. Le Tribunal a estimé que le défendeur n'était pas lié par le fait que le requérant avait été acquitté de l'accusation de viol; il a estimé également que, sans mener une enquête régulière et sans donner au requérant la possibilité de se défendre dans des conditions équitables, le défendeur n'était en droit ni d'arriver à son propre verdict, différent, à propos de cette accusation, ni de mettre fin aux services du requérant dans l'intérêt de l'Office.

Le Tribunal a également examiné la conclusion du défendeur selon laquelle cette affaire avait terni la bonne réputation de l'Office en Jordanie, ce qui équivalait à dire que lorsqu'une allégation avait été portée à tort contre un innocent et que cette fausse allégation avait terni la bonne réputation de l'Office, elle pouvait néanmoins justifier le licenciement de la personne innocente. De l'avis du Tribunal, une telle conception serait en violation du principe de droit, de la justice et du sens commun.

Par ailleurs, le Tribunal n'était pas convaincu que la perte de confiance de l'Office à l'égard du requérant ait été suffisante pour justifier son licenciement « dans l'intérêt de l'Office », à moins que les faits ayant entraîné cette perte de confiance n'aient été précisés.

Par ces motifs, le Tribunal a ordonné l'annulation de la décision du défendeur de mettre fin à l'engagement du requérant et a ordonné que le requérant soit réintégré dans un poste à la classe et à l'échelon qu'il avait

lorsqu'il a été licencié, avec paiement intégral de son traitement et de ses émoluments à compter de la date de sa cessation de service. Si, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent jugement, le défendeur décidait, dans l'intérêt de l'Office, de verser une indemnité au requérant sans qu'une nouvelle procédure soit nécessaire, le Tribunal a fixé le montant de l'indemnité à verser au requérant à deux ans de son traitement de base net.

---

2. JUGEMENT N° 954 (28 JUILLET 2000) : SAAF CONTRE LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT[4]

Requête contestant la mutation et la cessation de service pour cause d'excédent de personnel—La mutation ne doit pas faire l'objet d'abus de pouvoir—Question de mesure disciplinaire déguisée—Question de suppression de poste fictif—Question de mesures appropriées pour réaffecter le fonctionnaire—Question de procédure irrégulière ayant causé un préjudice moral

Le Tribunal a traité des deux requêtes dans le même jugement. Dans sa première requête, le requérant a contesté la décision de le muter avec maintien de son traitement du poste de Directeur des affaires de l'UNRWA en Jordanie, de niveau D-1, à celui de Chef de Bureau de la planification et de l'évaluation des programmes en Jordanie, de niveau P-5.

Le dossier faisait état de la qualité satisfaisante du rendement professionnel du requérant jusqu'au second semestre de 1995 date à laquelle il a été procédé à une réorganisation du bureau de l'UNRWA. Le 4 septembre 1995, le Commissaire général adjoint par intérim a adressé une lettre au Commissaire général dans laquelle il appelait son attention sur une « situation troublante ayant trait aux relations entre le siège d'Amman et le Bureau extérieur de Jordanie, s'agissant en particulier du Directeur hors siège »; il l'informait « d'une série d'incidents au cours desquels les instructions avaient été contournées et ses prérogatives ignorées », ce qui avait créé de graves problèmes à l'Office. Le 14 septembre 1995, le requérant a écrit au Commissaire général indiquant son désaccord quant aux préoccupations du Commissaire général adjoint par intérim. Il a de nouveau écrit au Commissaire général lui demandant de considérer sa candidature au poste de Directeur du Bureau extérieur en République arabe syrienne.

Par lettre du 20 octobre 1995, le Commissaire général a fait savoir au requérant qu'il n'était pas satisfait des explications contenues dans la lettre du 4 septembre et l'informait de sa décision de le muter au

poste P-5 en Jordanie. Le requérant a prétendu que la mutation était un abus de pouvoir et une mesure disciplinaire déguisée.

S'agissant de l'affaire, le Tribunal a rappelé qu'il était établi en droit que, si l'Administration jouissait d'un pouvoir discrétionnaire en matière de mutation [*cf.* jugements n° 167, *Fernandez Rodriguez* (1973) et n° 189, *Ho* (1974)], elle ne devait pas en abuser. La mutation pouvait avoir fait l'objet d'un abus de pouvoir discrétionnaire si la procédure appropriée n'avait pas été suivie, la décision avait été appliquée d'une manière arbitraire, ce qui aurait eu pour effet, par exemple, de nuire à la bonne réputation et à la dignité du fonctionnaire, ou si un préjudice indu avait été causé au fonctionnaire. Dans la présente affaire, le tribunal a indiqué que le requérant avait été averti suffisamment à l'avance que son rendement professionnel à la fin ne donnait pas satisfaction et il avait eu la possibilité de donner son avis. Lorsque l'Administration a décidé de muter le requérant, elle connaissait parfaitement le point de vue du requérant sur sa valeur professionnelle et le poste auquel il souhaitait être muté. Qui plus est, le fonctionnaire n'était pas, à ce titre, en droit d'exiger qu'on honore ses intérêts [*cf.* jugement n° 241, *Fürst* (1979)]. Dans le même ordre d'idées, aucun élément convaincant n'avait été apporté prouvant que le requérant avait été traité de manière insultante, indigne ou nuisible à sa réputation ou qu'un préjudice indu lui avait été causé.

Le Tribunal a jugé, en conséquence, que l'Administration n'avait pas abusé de son pouvoir discrétionnaire par un comportement procédural irrégulier ou arbitraire. De plus, de l'avis du Tribunal, l'Administration n'avait pas commis d'erreur de fond en arrivant à la conclusion qu'une mutation était nécessaire, en raison surtout du rendement professionnel du requérant non conforme aux normes.

Sur le deuxième point soulevé par le requérant concernant la mutation, aucun élément du dossier n'a permis de conclure qu'il y avait eu détournement de procédure et que la mutation était une sanction disciplinaire déguisée. Dans une affaire antérieure, le Tribunal avait déclaré que « l'Administration ne pouvait pas substituer un motif à un autre pour justifier une décision administrative mais lorsqu'elle disposait de plusieurs motifs, elle n'était pas tenue de les invoquer tous; elle pouvait choisir de n'en invoquer qu'un seul ou plusieurs d'entre eux » [*cf.* jugements n° 157, *Nelson* (1972) et n° 386, *Cooper* (1987)]. Or, rien n'indiquait que telle avait été la situation en l'espèce. Il ne semblait y avoir aucune indication d'une faute appelant une mesure disciplinaire; l'affaire concernait plutôt le rendement insatisfaisant du requérant.

Le requérant a également soulevé plusieurs questions concernant son licenciement au motif qu'il y avait un excédent de personnel. Le requérant avait été informé le 30 juillet 1997 que le poste qu'il occupait serait « supprimé à compter du 31 août 1997 », et que, puisque le Commissaire général n'était pas disposé à lui donner une autre affectation en tant que Directeur hors siège et qu'aucun autre poste approprié ne lui

avait été trouvé, il serait en surnombre à compter du 31 août 1997. Par la suite, le requérant serait mis en congé spécial à plein traitement jusqu'au 31 octobre 1997, date à laquelle il cesserait ses fonctions à l'Office.

Le Tribunal a jugé que la décision de supprimer un poste était une décision discrétionnaire qui pouvait être examinée comme toute autre décision prise dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire. Dans la présente affaire, la question était celle de savoir si la véritable raison de la suppression du poste était, non pas une nécessité administrative, mais le désir de « se débarrasser du requérant ». Il a ressorti du dossier que le Directeur de l'administration des ressources humaines, qui était chargé en juin 1997 de formuler un plan d'action destiné à réduire le personnel international afin de faire face à la situation financière précaire et grave de l'Office, avait décidé de supprimer le poste du requérant à compter du 31 août 1997. Rien n'indiquait que la suppression du poste du requérant avait été inspirée par des motifs illicites et elle ne saurait être qualifiée de fictive. De plus, de l'avis du Tribunal, l'Office n'avait pas agi de manière illicite en décidant finalement de payer le requérant comme s'il était devenu en surnombre en décembre et non en août puisque la décision de supprimer le poste en août reposait sur de bonnes raisons.

De plus, le Tribunal a fait observer qu'il était établi dans sa jurisprudence que lorsqu'un poste était déclaré excédentaire ou supprimé, l'Organisation devait tout mettre en œuvre, de bonne foi, pour trouver au titulaire un autre emploi [*cf.* jugements n° 85, *Carson* (1962); n° 447, *Abbas* (1989); n° 679, *Fagan* (1994) et n° 910, *Soares* (1998)]. À cet égard, comme le Tribunal l'a reconnu, le défendeur avait fait des efforts considérables pour trouver au requérant un poste approprié et il n'a trouvé dans le dossier aucune indication que tel n'avait pas été le cas. En fait, le Tribunal a noté que, lorsque le poste du requérant avait été supprimé en 1996, l'Office lui avait trouvé un autre poste. De plus, comme l'a signalé le défendeur, tous les postes de directeur, à l'UNRWA, comportaient de lourdes responsabilités. Un directeur devait donc avoir l'entière confiance du Commissaire général et comme les services récents du requérant au niveau de directeur n'avaient pas donné satisfaction, le Commissaire général n'avait pas voulu le prendre en considération pour un poste vacant de ce niveau.

Le requérant a également contesté la procédure suivie dans la suppression de son poste. Comme le Tribunal l'a rappelé, il était reconnu que, d'après un principe général de droit, une irrégularité de procédure dans la suppression d'un poste n'était pas permise et pouvait donner lieu à une réclamation pour un préjudice moral. Le Tribunal était convaincu, dans la présente affaire, qu'il n'y avait eu ni suppression fictive de poste ni manquement à l'obligation de s'efforcer de bonne foi de trouver au requérant un autre poste. La réclamation pour préjudice moral ne pouvait donc être acceptée à moins que le défendeur n'ait, de quelque autre façon, abusé de son pouvoir discrétionnaire de supprimer le poste du

requérant et de déclarer celui-ci en surnombre. Le requérant n'a apporté aucune preuve d'un tel abus.

Par ces motifs, les deux requêtes sont rejetées dans leur totalité.

---

3. JUGEMENT N° 960 (2 AOÛT 2000) : QASEM CONTRE LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT[5]

Licenciement pour faute—Question de la composition irrégulière de la commission d'enquête—Licenciement dans l'intérêt de l'Office/Organisation—Preuves indirectes—Opinion dissidente concernant des circonstances exceptionnelles justifiant l'octroi d'une indemnité supplémentaire

Le requérant est entré au service de l'UNRWA le 15 décembre 1964 comme fonctionnaire régional au Centre de formation pour hommes de Ramallah, en Cisjordanie, avec un engagement à titre temporaire pour une durée indéfinie en qualité de commis dactylographe de classe 5, échelon 1. Le 1er janvier 1966, il a reçu une nomination de stage au poste de commis B. À compter du 1er avril 1966, il a été promu à la classe 6 et le 10 décembre 1993, il a été promu au poste d'administrateur adjoint chargé des fournitures et des transports sur le terrain à la classe 16.

Le 16 avril 1997, le Directeur par intérim des opérations de l'UNRWA en Cisjordanie, a réuni une commission d'enquête chargée d'enquêter sur les circonstances dans lesquelles, en avril 1997, un enseignant de l'UNRWA était intervenu dans la mise en adjudication d'un marché pour la fourniture de produits frais et sur le fait que l'enseignant avait apparemment eu en sa possession des informations confidentielles sur la valeur de l'offre la plus basse faite par l'un des soumissionnaires. La commission était priée de déterminer comment l'enseignant de l'UNRWA avait obtenu ses informations et si le personnel de l'UNRWA chargé des fournitures avait été mêlé à l'affaire. La commission a conclu que plusieurs individus avaient été en possession d'informations confidentielles relatives à l'identité du soumissionnaire le moins-disant lesquelles avaient été utilisées dans le but de manipuler le processus et que ces informations semblaient avoir été fournies par le requérant. Seuls trois fonctionnaires pouvaient avoir divulgué les informations—le requérant, le fonctionnaire chargé du contrôle des fournitures et l'administrateur chargé des fournitures et des transports sur le terrain; aucune irrégularité n'a été constatée dans le comportement des deux premiers. Il ne restait donc que le requérant qui avait eu des contacts illicites avec l'un des fournisseurs au reçu d'informations confidentielles et dont le comportement avait été jugé insatisfaisant au moment de son témoignage.

Le 23 juin 1997, le Directeur par intérim des opérations de l'UNRWA a communiqué les conclusions de la commission d'enquête au requérant et l'a avisé qu'il avait accepté les conclusions et mettait fin à ses services pour faute en vertu de l'article 10.3 du Statut du personnel et de la disposition 110.1 du Règlement du personnel à compter du 2 mai 1997, le jour où le requérant avait été suspendu. Par la suite, le Commissaire général a cependant annulé la décision de mettre fin à l'engagement du requérant dans l'intérêt de l'Office, à la lumière des excellents états de service du requérant pendant toute sa carrière à l'Office. Le requérant a formé un recours.

En se référant à la requête du requérant contre la composition de la commission d'enquête, le Tribunal a indiqué que la composition irrégulière d'un organe était en principe un vice de procédure qui entachait l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire [jugement n° 172, *Quémerais* (1973)]. En l'espèce, le Directeur par intérim des opérations de l'UNRWA avait initialement prévu que la commission d'enquête se composerait de trois personnes et en avait désigné trois pour y siéger. Le fonctionnaire de l'information n'étant pas disponible, la commission a mené ses investigations et publié son rapport en tant que commission d'enquête composée de deux personnes : la fonctionnaire d'administration hors siège, qui était P-4, avait été nommée présidente, et la fonctionnaire chargé des activités génératrices de recettes, qui était P-3, avait été nommée Secrétaire. Le Tribunal a estimé que ces deux personnes devaient être considérées comme des collègues et non comme supérieure et subordonnée.

Le tribunal a estimé que les objections du requérant à l'effet qu'une commission d'enquête composée de trois membres était essentielle pour examiner les questions de fait dans toute leur complexité, n'étaient pas fondées. Le Tribunal était satisfait du mémorandum du Conseiller juridique en date du 17 mars 1997 qui disposait expressément qu'une commission d'enquête devait comprendre trois personnes « en principe », qu'il n'y avait aucune prescription juridique quant au nombre des personnes qui devaient être nommées à une commission d'enquête. Selon le Tribunal, l'essentiel était que de telles enquêtes devaient être menées équitablement et, qu'en réalité comme en apparence, elles ne donnent lieu à aucune injustice ou atteinte aux garanties d'une procédure régulière.

Le Tribunal a rappelé que le licenciement ayant finalement été consigné comme étant « dans l'intérêt de l'Office », cela ne changeait en rien le fait qu'il s'agissait d'un renvoi pour faute et que la procédure suivi devait à tout le moins être conforme aux principes généraux du droit relatifs aux procédures disciplinaires [voir jugement n° 939, *Shahrour* (1999) relatif aux licenciements dans l'intérêt de l'Organisation].

Le Tribunal a rappelé en outre que le défendeur avait admis que les accusations portées contre le requérant reposaient entièrement sur

des preuves indirectes. Il n'était pas établi qu'il avait divulgué les informations confidentielles et il n'avait lui-même reconnu aucun fait de nature à l'incriminer. Comme l'a noté le Tribunal, le grief relevé contre le requérant découlait d'une conclusion tirée par la commission d'enquête de ce qu'elle considérait comme des « circonstances suspectes » et d'un « raisonnement par élimination ». À cet égard, le Tribunal a fait observer qu'il avait soutenu dans son jugement n° 934, *Abboud et al.* (1999), que « pour conclure sur la base de preuves indirectes qu'une faute avait été commise, il était nécessaire d'établir que la conduite en question ne se prêtait pas plausiblement à une explication innocente ou en désaccord avec la faute imputée ». Après avoir examiné l'affaire, le Tribunal a été d'avis que les conclusions de la Commission d'enquête étaient insatisfaisantes. Le Tribunal a estimé que les éléments de preuve tendant à attribuer au requérant la responsabilité de la divulgation en question n'étaient pas concluants. Certains éléments avaient indubitablement donné naissance aux soupçons susmentionnés mais, de l'avis du Tribunal, la commission d'enquête n'avait pas analysé correctement ces éléments. Par conséquent, les conclusions de la commission d'enquête ne pouvaient être invoquées pour justifier une décision de mettre fin aux services du requérant, que ce soit pour faute ou dans l'intérêt de l'Office.

Eu égard à ce qui précède, le Tribunal a ordonné l'annulation de la décision du défendeur de mettre fin à l'engagement du requérant et a ordonné que le requérant soit réintégré dans un poste à la classe de son traitement et de ses émoluments à compter de la date de son licenciement. Si, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent jugement, le défendeur décidait, dans l'intérêt de l'Office, de verser une indemnité au requérant sans qu'une nouvelle procédure soit nécessaire, le Tribunal a fixé le montant de l'indemnité à verser au requérant à deux ans de son traitement de base net.

Une opinion dissidente a été exprimée en désaccord sur l'indemnité allouée. De l'avis du membre dissident du Tribunal, des circonstances exceptionnelles justifiaient l'octroi d'une indemnité plus élevée que deux ans de traitement dans la présente affaire.

---

4. JUGEMENT N° 974 (17 NOVEMBRE 2000) : ROBBINS CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES[6]

Montant d'indemnité insuffisant—Aucun droit à promotion—Question d'indemnité

La requérante est entrée au service de l'Organisation le 22 mai 1977 avec un engagement de stage comme traductrice adjointe de classe P-2

au Département des services de conférence, a éventuellement reçu un engagement permanent et a été promue à la classe P-4 au Centre pour les droits de l'homme, à Genève, comme fonctionnaire d'administration. Le 2 juin 1992, elle a été réaffectée comme éditrice à la Section d'édition des documents officiels, dans le Service linguistique de la Division des services de conférence, à l'Office des Nations Unies à Genève et le 1er janvier 1994, elle en a assumé les fonctions en tant que responsable de la Section et, à compter du 1er avril 1994, elle a perçu une indemnité de fonctions à la classe P-5.

Toutefois, elle n'a pu obtenir la promotion à la classe P-5 et, par conséquent, il a été mis fin à ses services en vertu du programme de départ anticipé de 1996, son départ officiel de l'Organisation prenant effet le 22 mai 1997.

La requérante en a appelé de sa non-promotion au poste de Chef de la Section d'édition des documents officiels à la classe P-5, et la Commission paritaire a conclu que la candidature de la requérante à une promotion n'avait pas été pleinement et équitablement prise en considération. La Commission a par la suite recommandé que la somme de 55 000 dollars soit versée à la requérante pour le préjudice qu'elle avait subi, en prenant comme point de référence le montant que la requérante aurait perçu à titre de pension si elle avait été promue le 1er avril 1994, date à laquelle elle a obtenu une indemnité de fonctions à la classe P-5, et en tenant compte également d'une hypothèse de base utilisée par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, à savoir que l'espérance de vie des femmes est de 86 ans.

En référence à l'affaire, de l'avis du Tribunal, la Commission paritaire de recours avait fait sa recommandation sur une supposition erronée qui ne pouvait servir de base au calcul de l'indemnité. Comme le Tribunal l'a rappelé, la requérante n'avait pas de droit à promotion et, par conséquent, la question qui se posait dans ce cas était de savoir si un montant égal à sept mois de traitement qui avait été décidé par le défendeur, au lieu des 55 000 dollars recommandés, était une indemnité suffisante pour le traitement inéquitable qu'elle avait subi de la part du défendeur—par suite d'irrégularités de procédure et du retard indu à prendre la décision relative à la promotion—abusant par-là de son pouvoir discrétionnaire. Le Tribunal a rappelé le manque de transparence de la part de l'Administration, la confusion causée par l'absence de directives précises et le manque de clarté dans les décisions de l'Administration, le fait que pendant près de deux ans aucune décision ferme n'avait pas été prise au sujet de la promotion ni communiquée à la requérante avant son acceptation de licenciement amiable et le fait que le poste pour lequel la requérante avait postulé n'avait finalement pas été pourvu, tous ces éléments montraient clairement que la requérante avait été traitée de façon très arbitraire et inéquitable.

De l'avis du Tribunal, la gravité du tort et du préjudice moral causés à la requérante justifiait une indemnité supérieure à celle que le défendeur lui avait versée. Le Tribunal a estimé qu'étant donné les circonstances, une indemnité d'un montant total égal à dix mois de traitement serait appropriée et a ordonné au défendeur de verser à la requérante un montant supplémentaire égal à trois mois de traitement. Le Tribunal a rejeté toutes autres conclusions.

---

5. JUGEMENT N° 981 (21 NOVEMBRE 2000) : MASRI CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES[7]

Non-renouvellement de contrat pour omission de renseignements dans la notice personnelle—Disposition 104.10, a du Règlement du personnel relative à l'engagement d'un membre de la même famille—Disposition 104-12, b, ii du Règlement du personnel qui stipule qu'un engagement pour une durée déterminée ne donne pas droit automatiquement à une prolongation ou à une nomination d'un type différent—Le non-renouvellement ne peut pas être fondé sur des motifs illicites—Délai dans le retard du défendeur à répondre au recours

Le requérant est entré au service de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) le 14 décembre 1992 comme commis dactylographe de classe G-3, avec un engagement de courte durée d'un mois et 18 jours. Le 1er février 1993, son engagement a été converti en un engagement de durée déterminée de trois mois relevant de la série 100 du Règlement du personnel. Son engagement de durée déterminée a été prolongé à plusieurs reprises jusqu'au 30 novembre 1996, date à laquelle il a quitté le service en raison du fait que, lorsqu'il avait rempli sa demande d'emploi, il n'avait pas révélé que son frère travaillait pour la FNUOD.

Le requérant a saisi la Commission paritaire de recours, alléguant que l'Administration était « réputée avoir connaissance » de l'emploi de son frère et que, par conséquent, la disposition 104.10, *a* ne s'appliquait pas. La disposition stipulait que « sauf dans les cas où il était impossible d'engager quelqu'un qui soit ainsi qualifié, l'Organisation n'engageait pas le père, la mère, le fils, la fille, le frère ou la sœur d'un de ses fonctionnaires ». Le défendeur, quant à lui, a allégué qu'il incombait au requérant la responsabilité de fournir des renseignements complets et exacts lorsqu'il avait rempli la notice personnelle et le fait que l'Administration était prétendument réputée savoir que son frère était employé à l'Organisation ne le dégageait pas de sa responsabilité de fournir de tels renseignements.

À cet égard, le Tribunal était d'avis que l'omission que le requérant avait commise lorsqu'il avait rempli la notice personnelle devait être examinée conjointement avec l'acceptation de la formule de candidature par l'Administration. La conclusion à tirer était que l'Administration avait été satisfaite des renseignements qu'elle avait reçus et que, par son acceptation, elle avait levé l'obligation de les inclure dans la notice personnelle. Le requérant pouvait donc avoir été justifié à croire que les renseignements qu'il avait omis n'étaient pas pertinents pour sa nomination comme fonctionnaire. Il n'avait pas induit l'Organisation en erreur puisqu'il n'avait pas contesté qu'il avait un frère qui était fonctionnaire.

De plus, l'Administration avait accepté la formule de candidature initiale, puis avait trouvé à redire à cette formule de candidature qui avait été ratifiée par plusieurs renouvellements de l'engagement du requérant. De l'avis du Tribunal, c'était là une contradiction.

Le Tribunal a fait observer que la disposition 104.12, *b,* ii invoquée par le défendeur stipulait que les engagements pour une durée déterminée ne donnaient pas droit automatiquement à une prolongation ou à une nomination d'un type différent. Le pouvoir discrétionnaire qu'avait le Secrétaire général de renouveler ou de ne pas renouveler un contrat de durée déterminée était large mais il avait pourtant ses limites. Les décisions administratives qui touchaient un fonctionnaire ne devaient pas aller à l'encontre de certaines notions fondamentales de l'Organisation. Elles ne devaient pas être inspirées par des motifs illicites, ne devaient pas enfreindre les garanties d'une procédure régulière et ne devaient pas être arbitraires, de mauvaise foi ou discriminatoires.

Dans la présente affaire, le Tribunal, citant le jugement n° 440, *Shankar,* a constaté que l'Administration n'avait pas agi de bonne foi : en contestant au requérant sa légitimité de fonctionnaire après l'avoir considéré comme tel et lui avoir renouvelé périodiquement son engagement pendant quatre ans, elle avait fait preuve de mauvaise foi. Les motifs illicites et l'arbitraire de l'Administration ont ressorti clairement des raisons qu'elle avait données au requérant pour ne pas renouveler son contrat.

En ce qui concerne la procédure d'appel, le Tribunal a noté qu'après le retard d'un an mis par le défendeur à répondre au recours du requérant, la Commission paritaire de recours a décidé d'examiner l'affaire sans la réponse du défendeur et a fait des recommandations favorables au requérant. Le Tribunal a aussi noté que le Secrétaire général adjoint à la gestion avait renvoyé le recours à la Commission paritaire de recours pour un nouvel examen parce qu'il estimait qu'il n'était de l'intérêt d'aucune des parties que des affaires soient examinées sur la base d'une argumentation unilatérale. Le Tribunal, quant à lui, a soutenu que cette explication n'excusait pas le retard excessif mis par l'Administration à répondre

au recours et qu'ironiquement la situation avait été créée entièrement et uniquement par l'Administration.

Par ces motifs, le Tribunal a ordonné au défendeur de verser au requérant une indemnité d'un montant égal à 18 mois de son traitement de base net et a rejeté toutes autres conclusions.

---

6. JUGEMENT N° 983 (21 NOVEMBRE 2000) : IDRISS CONTRE LE COMMISSAIRE GÉNÉRAL DE L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT[8]

Licenciement pour faute—Divulgation de l'identité de témoins—Question de savoir si la Commission paritaire de recours disposait d'informations suffisantes pour évaluer convenablement et indépendamment la procédure—Opinion dissidente concernant l'indemnité

Le requérant est entré au service de l'UNRWA le 1er janvier 1985 comme fonctionnaire régional au Bureau de Tyr, dans le sud du Liban, avec un engagement temporaire de durée indéfinie comme travailleur social de classe 7. Le 1er juillet 1993, son poste a été reclassé en un poste d'assistant social de classe 9. Comme ses qualifications et son expérience ne répondaient pas complètement aux exigences du poste reclassé, il a été promu à la classe 8. Le requérant a quitté le service le 13 mai 1997.

Le 5 février 1996, le Directeur des affaires de l'UNRWA a réuni une commission d'enquête et a par la suite présenté un rapport au Directeur des affaires de l'UNRWA. Le rapport faisait état d'un certain nombre d'allégations visant le requérant. La commission d'enquête a notamment constaté que le requérant avait détourné des fonds de l'Office et qu'il s'était délibérément écarté du Statut et du Règlement de l'Office. À la demande du Directeur des affaires de l'UNRWA, la Commission d'enquête s'est réunie à nouveau les 17 et 18 mars pour « mettre les fonctionnaires accusés en face des accusations » et leur donner la possibilité d'y répondre. Elle a présenté un rapport supplémentaire le 15 avril 1997. En ce qui concerne le requérant, aucun fait nouveau ne s'était fait jour et les conclusions du rapport initial étaient maintenues. Le Directeur a informé le requérant que, sur la base des constatations de la commission d'enquête, il avait décidé de mettre fin à ses services pour faute en vertu de l'article 10.2 du Statut du personnel régional à compter du 12 mai 1997, à la fermeture des bureaux. Le requérant en a appelé de la décision.

Après l'examen du rapport du 11 novembre 1996—un rapport intérimaire—le Tribunal était convaincu que la commission d'enquête disposait d'éléments de preuve qui justifiaient amplement ses conclusions

au sujet du requérant. Le Tribunal a également estimé que la conclusion de la commission d'enquête dans son rapport supplémentaire dans lequel elle concluait qu'en ce qui concerne le requérant, elle n'avait pas été saisie de faits nouveaux qui auraient pu l'amener à changer d'avis, était justifiée.

Le requérant a prétendu qu'il n'avait pas eu la possibilité de se défendre de façon adéquate contre les accusations de faute devant la commission d'enquête parce que ces accusations étaient trop générales et trop vagues; il n'avait pas été suffisamment informé de la nature des témoignages produits contre lui et l'identité d'un certain nombre des témoins ne lui avait pas été révélée. Il a prétendu qu'il n'avait pas reçu communication des rapports intégraux de la commission d'enquête et que les extraits qui lui avaient été fournis n'étaient pas suffisants. Tout en reconnaissant que certains « détails » n'avaient pas été révélés au requérant au cours des travaux de la commission d'enquête parce que l'Administration se préoccupait de la sécurité des témoins et que ceux-ci ne souhaitaient pas, par crainte de représailles, que leur identité soit révélée, le Tribunal a estimé que les garanties d'une procédure régulière n'avaient pas été refusées par-là au requérant dans des limites déraisonnables.

Lorsqu'il y avait de bonnes raisons de croire que la divulgation de l'identité de témoins mettrait ceux-ci en danger, il était raisonnable, de l'avis du Tribunal, de protéger l'anonymat de ces témoins, pourvu qu'en pareille occurrence, la personne accusée dispose encore d'informations suffisantes pour lui permettre de répondre judicieusement aux allégations portées contre elle. Bien entendu, il y a des cas où il est essentiel que la personne accusée connaisse la source des allégations portées contre elle afin de pouvoir contester l'honnêteté, la réputation ou la fiabilité d'un témoin. Il y a aussi des cas où un témoin doit être identifié pour garantir les droits de procédure d'une personne qui invoque un alibi ou fait valoir un moyen de défense analogue. Le Tribunal a estimé qu'en pareils cas, les droits d'un accusé à un procès équitable étaient supérieurs à ceux d'une personne qui recherchait l'anonymat. Dans de telles conditions, l'affaire ne devrait suivre son cours à moins que l'identité de l'accusateur ou du témoin, selon le cas, n'ait été révélée.

Le tribunal a estimé qu'en l'espèce, de telles conditions n'existaient apparemment pas. L'accusé avait eu, dans une mesure adéquate et raisonnable, la possibilité de s'expliquer sur les accusations de faute au cours des investigations de la commission d'enquête même si les noms de certains témoins ne lui avaient pas été révélés et même s'il avait reçu des « extraits » limités des dépositions et non leur compte rendu intégral non édité.

En ce qui concerne la question de savoir si la Commission paritaire de recours avait disposé d'une documentation suffisante pour lui

permettre de s'acquitter convenablement de ses devoirs et obligations, le Tribunal a conclu que rien dans le rapport de la Commission paritaire de recours ne montrait qu'elle avait examiné les questions qui se posaient dans l'affaire dont elle était saisie. Le Tribunal a été, sur ce point, d'accord avec le requérant dans la mesure où rien, dans le rapport de la Commission paritaire de recours, ne donnait à penser que la Commission avait traité les questions qui se posaient réellement. Le formalisme et l'aridité de son rapport donnaient à penser que la Commission paritaire de recours n'avait pas pris conscience de l'obligation qu'elle avait d'examiner les questions qui avaient donné lieu au recours dont elle était saisie et de faire ses recommandations d'une manière rationnelle et transparente.

Le Tribunal a considéré que la Commission paritaire de recours n'avait pas disposé d'assez d'informations pour évaluer convenablement et indépendamment la procédure et les constatations de la commission d'enquête. Elle n'avait pas disposé des témoignages intégraux mais seulement d'« extraits » et ceux-ci, en soi, ne contenaient pas d'informations suffisantes pour étayer toutes les conclusions de la commission d'enquête défavorables au requérant.

Le Tribunal a estimé que, devant la commission d'enquête, le requérant avait reçu les informations qu'il était possible de lui donner compte tenu des préoccupations exprimées au sujet de la sécurité des témoins et que ces informations étaient suffisantes pour sauvegarder les droits de procédure du requérant, pour limitées qu'elles aient été par la nécessité de protéger la sécurité des témoins. Le Tribunal n'était en revanche pas convaincu que, devant la Commission paritaire de recours, ces droits avaient été sauvegardés de façon adéquate par le défendeur ou par la Commission elle-même.

La décision du défendeur de mettre fin aux services du requérant pour faute ayant été fondée sur les constatations de la commission d'enquête et non sur la recommandations de la Commission paritaire de recours (laquelle avait d'ailleurs recommandé que ladite décision soit maintenue), le Tribunal a estimé que cette décision avait été prise valablement. Le Tribunal a constaté que le requérant n'avait pas bénéficié des garanties d'une procédure régulière et équitable devant la Commission paritaire de recours, mais il a considéré que les déficiences qui avaient entaché les travaux de la Commission paritaire de recours avaient été complètement redressées du fait que le Tribunal avait réexaminé l'intégralité de la procédure. Le Tribunal a, par conséquent, estimé que ces déficiences n'avaient causé aucun préjudice au requérant.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté la requête dans sa totalité.

Le membre dissident du Tribunal a souscrit au jugement mais il a considéré que le requérant aurait dû être indemnisé pour la violation de son droit à un examen approfondi de son recours par la Commission

paritaire de recours. Un tel examen avait été rendu impossible du fait que l'Administration avait refusé de fournir à la Commission paritaire de recours les informations et documents dont elle avait besoin pour examiner effectivement l'affaire du requérant. Le membre dissident aurait accordé un montant égal à trois mois du traitement de base net.

---

7. JUGEMENT N° 987 (22 NOVEMBRE 2000) : EDONGO CONTRE LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES[9]

Renvoi sans préavis pour faute grave—Jurisprudence concernant des décisions en matière disciplinaire—Charge de la preuve dans les affaires disciplinaires—Disposition 110.2, a *et* b *du Règlement du personnel et article II.4 de l'instruction administrative ST/AI/371 relatifs à une suspension*

Le requérant est entré au service du HCR le 6 novembre 1978 avec un engagement de durée déterminée d'un an à la classe P-2 comme administrateur de programmes. À compter du 1er juillet 1993, le requérant a été affecté à Kinshasa en tant que Représentant régional avec une indemnité de fonctions à la classe D-1 et, le 1er juillet 1995, il a été promu à la classe D-1. À compter du 1er juillet 1997, il a été affecté à Genève comme Chef de sous-région au Bureau des opérations pour l'Afrique. Le siège a procédé à une vérification interne des comptes du Bureau régional de Kinshasa en août 1997, vérification qui a abouti au rapport Johansson. En octobre 1997, le Haut Commissariat a procédé à un examen spécial du Bureau régional de Kinshasa constituant les bases du rapport Galter qui contenait des allégations de détournement de fonds du HCR de la part du requérant. Par la suite, le requérant a été suspendu avec plein traitement du 27 novembre 1997 au 27 avril 1998 et a ensuite été renvoyé sans préavis pour faute grave.

Se référant à l'affaire, le Tribunal a noté qu'il avait soutenu à maintes reprises que le Secrétaire général avait le pouvoir discrétionnaire de prendre des décisions en matière disciplinaire, notamment de déterminer ce qui constituait une faute grave et de fixer les mesures disciplinaires appropriées. Le Tribunal a confirmé qu'en l'espèce, la conduite du requérant, en particulier le fait de porter au débit de l'Organisation des Nations Unies les frais de l'expédition de certains achats personnels, équivalait à une faute grave que le Secrétaire général avait le pouvoir discrétionnaire de sanctionner. La question à trancher par le Tribunal était celle de savoir si le Secrétaire général avait abusé de son pouvoir discrétionnaire de renvoyer le requérant sans préavis. À cet égard, le Tribunal a rappelé un courant d'opinion à ce sujet : les jugements n° 898, *Uggla* (1998) et n° 941, *Kiwanuka* (1999).

Le requérant a fait valoir qu'il n'y avait pas, dans le dossier, d'éléments suffisants pour permettre au défendeur de conclure que le requérant avait frauduleusement détourné des fonds et que le Secrétaire général n'avait pas prouvé avec une quasi-certitude, comme il en avait la charge, que le requérant, par ses actes ou omissions, avait eu l'intention de frauder l'Organisation. Toutefois, le Tribunal a déclaré que le défendeur n'était pas tenu de prouver au-delà de tout doute raisonnable que le requérant avait eu l'intention patente de commettre les irrégularités alléguées ou qu'il en était seul responsable [jugement n° 479, *Caine* (1990)]. Dans un jugement récent n° 897, *Jhuthi* (1998), le Tribunal avait expliqué comme suit sa position touchant la charge de la preuve :

> « ... En matière disciplinaire, lorsque l'Administration produit des éléments de preuve qui permettent raisonnablement de conclure que le requérant est coupable de la faute qui lui est reprochée, autrement dit, lorsqu'il y a présomption de faute, cette conclusion prévaudra. Il y a exception à ce principe si le Tribunal choisit de ne pas accepter ces éléments de preuve ou si le requérant fournit une explication plausible ou d'autres éléments de preuve qui rendent une telle conclusion improbable. C'est ce que le Tribunal, au paragraphe II de son jugement n° 484, *Omosola* (1990), a voulu dire : "dès lors qu'il y avait présomption de faute, c'était au fonctionnaire qu'il appartenait de justifier sa conduite de manière satisfaisante". »

Selon le défendeur, la présomption de faute à laquelle l'Organisation était arrivée était fondée sur le rapport Galter qui contenait des allégations d'irrégularités de gestion et détournement de fonds du HCR imputables au requérant. Il y était dit spécifiquement qu'au moment de l'enquête, le requérant n'avait payé ni le coût de ses appels téléphoniques personnels, s'élevant à 16 891 dollars des États-Unis, ni le coût de l'expédition de ses achats personnels, d'un montant de 3 934 dollars des États-Unis, sommes qui avaient été portées au débit du HCR.

En ce qui concerne les appels téléphoniques personnels du requérant, le Tribunal a admis qu'en raison du trouble et de l'instabilité qui régnaient dans la région, le recouvrement ou le paiement des sommes que les fonctionnaires devaient pour leurs appels téléphoniques personnels avait manifestement été relégué à un très bas niveau de priorité. Il était évident qu'un très faible pourcentage seulement des sommes dues à ce titre avait été remboursé à l'Organisation et la position du requérant touchant le non-paiement de ses appels téléphoniques était apparemment la même que celle de la grande majorité des fonctionnaires. Le Tribunal a considéré qu'il était arbitraire et injustifié d'avoir sélectionné le requérant en particulier et d'avoir qualifié son comportement de frauduleux.

En ce qui concerne le transport des achats personnels du requérant de Johannesburg à Kinshasa porté au compte de l'Organisation, de l'avis du Tribunal, la situation était tout à fait différente. Le Tribunal a noté que

le requérant s'était rendu en Afrique du Sud pour y faire des achats et avait porté au débit de l'Organisation le coût de l'expédition de ses achats à son lieu d'affectation. Le Tribunal a estimé que de nombreux éléments de preuve venaient à l'appui de la conclusion du Comité paritaire de discipline selon laquelle l'opération était frauduleuse. Le requérant n'avait jamais demandé à l'Organisation l'autorisation d'expédier ses achats; il n'avait jamais avisé l'Organisation qu'il l'avait fait et ce n'est que lorsque son comportement a été découvert et que le paiement exigé qu'il a informé l'Organisation que ces coûts lui étaient imputables.

Le requérant a prétendu en outre que les décisions du défendeur de le suspendre et de prolonger à deux reprises la période de suspension, la portant ainsi à cinq mois, étaient irrégulières du point de vue de la procédure parce que le défendeur n'avait pas établi l'existence des conditions requises pour ordonner la suspension en vertu de la disposition 110.2, *a* et *b* du Règlement du personnel et de l'article II.4 de l'instruction administrative ST/AI/371. Aux termes de la disposition et de l'instruction administrative, le Tribunal a souligné qu'il importait au défendeur de donner un motif à la prolongation de la suspension au-delà de trois mois [*cf.* jugement n° 4, *Howrani* (1951)]. Or, il ressort du dossier que le requérant avait été informé que la prolongation de sa suspension était nécessaire non seulement parce que des éléments de preuve risquaient d'être détruits ou dissimulés si le requérant était à son lieu de travail, mais encore parce qu'il fallait plus de temps pour achever l'enquête. Le Tribunal a conclu que le défendeur avait effectué l'enquête dans un délai raisonnable, et qu'il était clair que la suspension du requérant pendant cinq mois n'était ni excessive ni irrégulière et, qu'étant donné les circonstances, elle était justifiée.

Par ces motifs, le Tribunal a rejeté la requête dans sa totalité.

B.—Décisions du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail[10]

1. JUGEMENT N° 1897 (3 FÉVRIER 2000) : AFFAIRES CERVANTES (N° 4), KAGERMEIER (n° 5) ET MUNNIX (N° 2) CONTRE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS[11]

Requête portant sur la prolongation de l'engagement de membres du personnel au-delà de l'âge limite de la retraite—Possibilité pour des représentants du personnel de former un recours—Question d'égalité de traitement—Question d'un amendement au Règlement du personnel—Exceptions au Statut—Une extension ne peut être écartée à posteriori—Question d'imposer une pénalité à l'Organisation

Deux membres du personnel qui sont membres de la Commission de recours de l'Organisation européenne des brevets (OEB) ont bénéficié de contrats d'emploi au-delà de l'âge limite de la retraite de 65 ans. Le Président de l'Organisation européenne des brevets a demandé la mesure à titre tout à fait exceptionnel car, à l'âge de la retraite, les fonctionnaires n'auraient pas atteint le minimum de 10 années de service prévu pour recevoir une pension. La décision de les maintenir en fonctions leur donnait également accès, après leur départ à la retraite, au régime d'assurance maladie de l'Organisation. Les fonctionnaires de l'OEB en ont appelé de la décision, alléguant qu'elle était illégale, qu'elle portait atteinte au principe d'égalité de traitement et qu'elle causait un préjudice aux fonctionnaires qui participaient au régime en augmentant proportionnellement le coût de leurs cotisations aux régimes de pension et d'assurance maladie.

Le Tribunal a premièrement fait observer qu'en tant que représentants institutionnalisés du personnel, les représentants du personnel au sein des organes de l'Organisation pouvaient faire valoir, outre leur intérêt propre, celui du personnel, du moins lorsque le droit interne le leur permettait (voir les jugements 1147, affaire *Raths* et n° 1618, affaire *Baillet* n° 2).

Le Tribunal a également rappelé que le droit à l'égalité de traitement était violé lorsque, dans des situations identiques ou comparables, une personne bénéficiait d'un avantage qui n'était pas reconnu par une autre. La décision attaquée avait permis à deux fonctionnaires atteignant l'âge de 65 ans révolus, âge de la mise à la retraite obligatoire, d'obtenir au-delà de cet âge une prolongation de leur engagement pour leur permettre d'atteindre une durée totale de service de 10 ans et d'obtenir ainsi une pension d'ancienneté et le maintien de leur affiliation à l'assurance maladie à des conditions favorables. Comme l'a noté le Tribunal, aucun des requérants n'a prétendu se trouver exposé à atteindre 65 ans sans

avoir pu accomplir un service de 10 ans au sein de l'Organisation. Ils n'avaient donc pas qualité pour se plaindre d'une inégalité de traitement sur ce point. En revanche, ils pouvaient éventuellement se plaindre d'une inégalité de traitement en ce qui concerne l'incidence financière de la mesure, ainsi que sa base légale. Comme l'a de plus noté le Tribunal, en raison du système de répartition des coûts de la retraite et de l'assurance maladie, l'ensemble des cotisants pourraient devoir payer davantage que si les deux bénéficiaires n'avaient pas joui de la prolongation contestée. En l'espèce, les requérants ont fait valoir que la décision contestée pourrait entraîner un coût additionnel et l'Organisation n'excluait pas la possibilité de ce coût additionnel qu'elle tenait pour minime, estimant son incidence quasi insignifiante sur la contribution de chaque cotisant.

Les requérants ont par la suite reproché à l'Organisation de n'avoir pas soumis au Conseil consultatif général la question de principe posée par la présente affaire, soit la faculté d'accorder une prolongation d'un engagement au-delà de 65 ans. Le Tribunal est convenu avec l'OEB que la mesure envisagée ne tendait pas à l'adoption ou à la modification d'un règlement intéressant tout le personnel et que la mesure contestée se rapportait à deux décisions individuelles présentées comme étant tout à fait occasionnelles et non renouvelables. En outre, étant donné la faible incidence de ces décisions sur la situation des fonctionnaires et leur caractère exceptionnel, le Tribunal était d'avis que l'OEB n'avait pas abusé de sa marge de manœuvre en s'abstenant de consulter le Conseil consultatif général.

Sur le fond, le Tribunal a noté que le texte de l'article 54 du Statut prévoyait clairement que « tout fonctionnaire est mis à la retraite... d'office le dernier jour du mois au cours duquel il a atteint l'âge de 65 ans », et que l'article 7 du Règlement des pensions prévoyait que le droit à une pension d'ancienneté ne pouvait être reconnu qu'après une période d'activité de 10 ans au service de l'Organisation. Le Tribunal a également fait observer que, conformément au principe que les administrations soient tenues d'observer les règles qui régissent leurs activités, une dérogation à une règle générale n'était donc possible que lorsqu'elle était prévue par la réglementation en vigueur. Le Tribunal a de plus reconnu qu'il pouvait arriver que la possibilité d'accorder une dérogation puisse être dégagée d'un texte écrit par voie d'interprétation et que la réglementation pouvait comporter des lacunes qu'il convenait de combler lors de son application, lorsqu'une situation nouvelle apparaissait que le « législateur » n'avait pas l'intention de réglementer et qui appelait une solution appropriée (voir jugements n° 1679, affaire *Serlooten* et n° 1877, affaire *Serlooten* n° 2).

À cet égard, le Tribunal a fait observer que l'OEB n'avait invoqué aucune règle expresse permettant de déroger, dans des cas particuliers, à la mise à la retraite à l'âge prévu dans le Statut des fonctionnaires. Le seul motif invoqué en faveur de la dérogation était la considération qu'il

serait inéquitable de priver les fonctionnaires d'une pension d'ancienneté du fait que, nommés après l'âge de 55 ans, ils ne pouvaient pas remplir la condition relative à la durée d'activité de 10 ans. De l'avis du Tribunal, aucun motif n'avait été invoqué permettant d'admettre l'existence d'une véritable lacune dans la réglementation. Celle-ci prévoyait de toute évidence une situation telle que celle des deux personnes concernées qui ne présentait aucun caractère exceptionnel et imprévisible pour le législateur. Il était aussi clair, au moment de leur engagement, qu'à l'âge de la mise à la retraite, ils ne pourraient pas remplir la condition leur permettant d'obtenir une pension d'ancienneté.

Le Tribunal a noté que si la norme n'était pas satisfaisante, c'était à son auteur qu'il appartenait de la modifier. À cet égard, l'OEB a allégué que le Conseil administratif était aussi le législateur ou l'organe compétent pour adopter ou modifier le Statut des fonctionnaires et que cela l'autorisait donc à prévoir des dérogations à ses propres règlements. Toutefois, de l'avis du Tribunal, selon un principe général, l'autorité était tenue d'observer les règles qu'elle avait elle-même édictées et selon le principe du parallélisme des formes, la modification d'une norme, y compris l'introduction d'une dérogation, devait respecter les formes présidant à son adoption. Or, cela avait été fait en la présente affaire.

De plus, l'OEB a prétendu qu'après avoir atteint l'âge de 65 ans, les deux intéressés cessaient d'être fonctionnaires. Ils pouvaient toutefois être engagés par contrat et selon l'interprétation téléologique du paragraphe 2, *b* de l'article 33 de la Convention européenne des brevets « le Conseil a la compétence pour régler l'ensemble des questions relatives aux conditions d'emploi des agents, qu'ils soient fonctionnaires ou non ». Sur cette base, elle a allégué que le Conseil avait la compétence de faire passer les deux personnes en question du statut de fonctionnaire à celui d'agent engagé par contrat à des conditions dérogeant à celles régissant le Statut des fonctionnaires, en ce qui concerne la durée de l'emploi et les conditions d'accès à une pension d'ancienneté. De l'avis du Tribunal, cette argumentation ne pouvait être retenue. L'un des buts de l'article 33 de la Convention était de permettre au Conseil d'édicter des règles générales concernant le Statut des fonctionnaires applicables à chacun d'entre eux. En vertu de l'article 33, le Conseil n'était pas autorisé à éluder les règles posées dans la Convention, en l'absence de norme de dérogation, au moyen de décisions individuelles contraires à la lettre et au but du Statut des fonctionnaires.

Il s'est ensuivi que la décision du Conseil autorisant une prolongation d'emploi au-delà de 65 ans n'était pas conforme au droit et qu'elle devait être annulée.

Comme le Tribunal l'a fait observer, les deux fonctionnaires concernés avaient déjà complété les services prévus pendant la durée de la prolongation (l'un d'entre eux pendant cinq mois seulement) et les

contre-prestations incombant à l'Organisation ne pouvaient leur être déniées, dès lors qu'ils avaient accepté de bonne foi cette prolongation et que l'Office devait les tenir indemnes de tout dommage. Il n'y avait donc pas lieu d'annuler à posteriori les liens contractuels noués au titre de la prolongation de leur emploi.

De l'avis du Tribunal, les conditions d'octroi d'une indemnité à titre de réparation morale n'étaient pas remplies. En outre, la demande visant à imposer une pénalité à l'Organisation à défaut d'avoir annulé la décision était à tout le moins prématurée. Par l'effet du présent jugement, elle est devenue sans objet.

Par ces motifs, la décision du Conseil d'administration de l'OEB de maintenir dans leurs fonctions les deux membres des chambres de recours au-delà de l'âge de 65 ans a été annulée dans le sens des motifs et l'Organisation devait verser aux requérants la somme de 2 000 euros à titre de dépens.

---

2. JUGEMENT N° 1929 (3 FÉVRIER 2000) : AFFAIRE BEAUCENT CONTRE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE[12]

Requête contre une mutation—Examen du Tribunal de la décision discrétionnaire de muter un fonctionnaire—Mutation d'office de nature disciplinaire—Question de préjudices financiers et moraux

Le requérant est entré au service du Bureau international de l'Union postale universelle (UPU) le 26 avril 1993 en qualité de conseiller adjoint responsable de la planification stratégique de grade P-4. Ayant été nommé au poste de chef de la Section des finances, il a été promu conseiller de grade P-5 le 1er juin 1997. Le 23 février 1998, le Vice-Directeur général, en sa qualité de supérieur hiérarchique immédiat du requérant, a rempli le rapport relatif à l'évaluation du rendement professionnel et au plan de carrière de ce dernier pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1997. Il lui a donné l'appréciation globale « bon ».

Le 30 juillet 1998, des consultants extérieurs, contractés à la demande du Conseil d'administration pour effectuer une étude sur l'évaluation de l'UPU, ont présenté leur rapport et recommandé, notamment, de fusionner la Section informatique et base de données et le Centre de technologies postales. Le 28 août 1998, le Vice-Directeur général a fait savoir au requérant que ladite fusion prendrait effet le 1er septembre. Dans le cadre de cette fusion, l'ancien chef de la Section informatique, M. A., a été nommé au poste de chef de la Section des finances à la place du requérant et ce dernier a été muté au Centre de technologies postales. Le Vice-Directeur général lui a également remis une lettre datée du même jour répertoriant un certain nombre de griefs à son encontre.

Le requérant a contesté la décision mais elle a été maintenue, il a donc formé un recours.

Se référant à l'affaire, le Tribunal a fait observer que le droit de l'UPU de procéder d'office à une mutation, dans son intérêt, en vertu du paragraphe 1 de l'article 1.2 du Statut du personnel, n'était à juste titre pas contesté. Selon la jurisprudence, une telle décision relevait du pouvoir d'appréciation du Directeur général. En principe, une organisation était juge de son intérêt et le Tribunal ne saurait se substituer à celle-ci; il ne pouvait intervenir que si la décision était affectée d'un vice de forme ou de procédure, émanait d'une autorité incompétente ou se fondait sur des motifs de droit erronés ou des faits inexacts ou si des faits essentiels n'avaient pas été pris en considération, si des conclusions manifestement erronées avaient été tirées des pièces du dossier ou si un détournement de pouvoir était établi (voir, par exemple, les jugements n° 1496, affaire *Gusten;* n° 1757, affaire *Hardy* n° 4; et n° 1862, affaire *Ansorge* n° 2).

De plus, comme l'a fait remarquer le Tribunal, la mutation d'office, dans la manière dont elle était préparée, prononcée et présentée, ne devait toutefois pas porter atteinte inutilement aux intérêts du fonctionnaire, notamment à sa dignité, ni le placer sans nécessité dans une situation pénible. En outre, elle devait être précédée d'une enquête sérieuse (voir les jugements n° 1496, affaire *Gusten*; n° 1726, affaire *Mogensen*; n° 1779, affaire *Feistauer;* et n° 1862, affaire *Ansorge* n° 2).

Par ailleurs, la mutation d'office de nature disciplinaire devait réserver au fonctionnaire les garanties de forme reconnues en matière de sanction disciplinaire, soit le respect du droit du fonctionnaire d'être entendu avant que la sanction ne soit ordonnée, avec la faculté pour l'intéressé de participer à toute l'administration des preuves et de présenter tous ses moyens.

Dans la présente affaire, le Tribunal a rappelé que l'Union avait soutenu de manière peu convaincante que la mutation d'office (mesure administrative nécessitée par la restructuration) était totalement indépendante des reproches professionnels adressés au fonctionnaire dans la lettre du 28 août 1998, reproches pouvant éventuellement donner lieu à une procédure disciplinaire. En effet, la mutation d'office et la lettre précitée ont été communiquées en même temps au fonctionnaire le 28 août 1998 lors d'un bref entretien. Le fait que le Vice-Directeur général eut déjà mené une enquête et constitué un dossier pour étayer les reproches formulés à ce moment-là donnait aussi à penser que ceux-ci avaient exercé un rôle important dans la décision du Directeur général de procéder à la mutation d'office.

De plus, dans une lettre du 16 octobre 1998 adressée au requérant, le Vice-Directeur général convenait que les reproches formulés n'avaient « peut-être plus la même importance depuis [sa] mutation au Centre de technologies postales ». Le Tribunal a conclu que cet aveu confirmait

que les reproches étaient dans une large mesure à l'origine de la décision de mutation et qu'ils étaient également destinés à la justifier.

Comme l'a fait observer le Tribunal, l'aspect de sanction que présentait la mutation était mis en évidence par la manière brutale dont elle avait été annoncée et introduite. Si le souci de mettre en œuvre la restructuration rapidement était bien compréhensible, il n'était ni allégué ni établi qu'une mutation définitive était urgente, empêchant toute concertation avec les personnes concernées. L'annonce subite d'une mutation à un poste pouvant être considéré comme inférieur, portant effet quelques jours plus tard, sans information préalable et sans concertation, était propre à froisser la dignité du requérant. L'ensemble de ces circonstances permettait donc de considérer en l'espèce la mutation litigieuse comme constituant en partie une sanction disciplinaire déguisée.

Le Tribunal a noté que, comme celle-ci n'avait pas été assortie de mesures de protection exigées avant le prononcé de sanctions disciplinaires, le droit d'être entendu du requérant n'avait pas été respecté et la faculté qui lui avait été accordée de s'exprimer ultérieurement n'avait pu réparer les effets de vice de forme. De l'avis du Tribunal, il en a résulté que la décision attaquée devait être annulée et que la procédure devait être reprise au stade à partir duquel elle avait été viciée, par application analogique des articles 10.1 à 10.3 du Statut du personnel.

Le Tribunal a noté également que le jugement n'empêcherait pas le Directeur général de prendre les mesures conservatoires nécessaires au bon fonctionnement du service jusqu'à ce que puisse intervenir une décision définitive : voir le jugement n° 1771, affaire *De Riemaeker* n° 4. Il n'a préjugé en rien la décision qui devait être rendue sur le fond.

De l'avis du Tribunal, les conclusions pécuniaires du requérant étaient prématurées dès lors que le Tribunal ne pouvait encore examiner le mérite de la décision sur le fond. Le caractère illicite de la décision attaquée et ses conséquences pouvaient sans doute justifier d'emblée l'octroi d'une réparation pour le préjudice moral subi. Cependant, comme le Tribunal l'a fait remarquer, la gravité du cas pouvait être appréciée différemment suivant que l'Union ait eu ou non un motif valable de procéder à la mutation. Aussi apparaissait-il préférable de renvoyer également l'affaire sur ce point.

Le Tribunal a accordé au requérant la somme de 5 000 francs suisses à titre de dépens.

---

3. JUGEMENT N° 1961 (12 JUILLET 2000) : AFFAIRE CODY CONTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL[13]

Suppression d'un poste et cessation de service—Assignation des fonctions d'un poste supprimé à d'autres membres du personnel—Efforts de redéploiement—Question de notification préalable de la suppression d'un poste adressée à un membre du personnel—Question de trouver une solution pour le fonctionnaire à deux ans d'une retraite anticipée

Le requérant, qui est né en 1942, a été employé en qualité d'économiste par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) à partir du 31 juillet 1973. Au moment de sa cessation de service, le 21 juin 1996, il jouissait d'un contrat permanent à la classe P-4. Le 19 juin 1996, dans le cadre d'une réduction générale de ses effectifs due à des contraintes budgétaires, l'ONUDI a décidé de mettre fin à l'engagement permanent du requérant avec effet au 28 juin 1996. Le recours interne de ce dernier a été examiné par la Commission paritaire de recours qui a recommandé, le 8 décembre 1998, que la décision soit revue et que le requérant soit réintégré et qu'au cas où cette réintégration ne serait pas possible, il serait souhaitable de conclure avec l'intéressé un accord mutuellement acceptable. Dans une décision du 7 janvier 1999, le Directeur général a maintenu sa décision initiale de mettre fin à l'engagement du requérant et a donné pour instruction que des efforts soient faits afin de trouver un accord mutuellement acceptable. Les efforts déployés dans ce sens n'ayant pas abouti, le requérant attaque la décision du 7 janvier 1999.

Le requérant a allégué que le poste qu'il occupait au moment de la résiliation de son engagement n'avait en fait jamais été supprimé et qu'aucun effort n'avait été suffisamment déployé pour lui trouver une nouvelle affectation en respectant la priorité à laquelle lui donnait droit son contrat permanent en vertu de l'article 110.02, *a.* Il a également fait valoir que l'administration avait agi de manière injuste à son égard en mettant fin à son engagement après 23 ans de service, alors qu'il ne lui restait que deux ans avant de pouvoir bénéficier d'une retraite anticipée à taux plein. Il a prétendu aussi que l'on aurait dû l'avertir que son poste risquait de figurer parmi ceux qui seraient supprimés avant que la décision effective ne soit prise, ce qui lui aurait permis d'adhérer au programme de cessation volontaire de service.

L'argument du requérant, favorablement accueilli par la Commission paritaire de recours, à savoir que son poste n'avait pas vraiment été supprimé, était fondé sur l'assertion selon laquelle la plupart de ses anciennes fonctions, sinon toutes, avaient été assignées à un autre fonctionnaire. Comme l'a expliqué le Tribunal, cet argument confondait la suppression d'un poste avec la disparition des fonctions qui lui étaient attachées. Dans son jugement n° 139, affaire *Chouinard,* le Tri-

bunal avait clairement conclu qu'il ne considérait pas l'assignation des fonctions d'un poste supprimé à d'autres membres du personnel comme impliquant qu'il y ait eu abus de pouvoir, à condition qu'il y ait des preuves que les effectifs aient été réellement réduits. C'était le cas dans cette affaire et les pièces versées au dossier montraient clairement que le nombre des fonctionnaires employés par l'ONUDI avait été substantiellement réduit au moment où le poste du requérant avait été supprimé.

S'agissant de l'argument du requérant selon lequel il n'avait pas bénéficié de la priorité à laquelle il avait droit dans les démarches entreprises pour lui trouver une nouvelle affectation, comme le Tribunal l'a fait observer, il ressortait du dossier que le requérant avait été pris en considération pour plusieurs postes disponibles à l'ONUDI mais que l'on avait estimé qu'il ne convenait pour aucun d'eux. Le requérant n'était pas d'accord avec les opinions exprimées par différentes personnes avec lesquelles il avait eu des entretiens au sujet de ces postes, mais il s'agissait essentiellement de questions de jugement personnel dans lesquelles, en l'absence de preuve de fraude ou de motivation illicite, le Tribunal n'entendait pas interférer.

L'affirmation du requérant selon laquelle il aurait dû être prévenu de la suppression éventuelle de son poste suffisamment tôt pour lui permettre de profiter du programme de cessation volontaire de service était elle aussi sans fondement, selon le Tribunal. Le dernier délai pour demander à bénéficier de ce programme était le 8 janvier 1996 et il était clair que cette date avait précisément été fixée de manière à permettre à l'employeur, confronté à des coupes budgétaires drastiques, de savoir combien de membres de son personnel étaient prêts à partir volontairement avant qu'il ne soit contraint de mettre unilatéralement fin à des engagements et qu'il ne commence à identifier les postes à supprimer. Comme l'a fait remarquer le Tribunal, il aurait été impossible de dire au requérant, avant cette date, que son poste risquait d'être supprimé.

De l'avis du Tribunal, le cas du requérant a sans aucun doute suscité la sympathie et l'Organisation n'y était pas restée insensible. Le requérant avait longuement et fidèlement servi l'ONUDI et son engagement a été résilié deux ans seulement avant qu'il ne puisse avoir droit à une retraite anticipée à taux plein. Comme l'a noté le Tribunal, après la décision du 7 janvier 1999 et conformément au contenu de cette décision, l'Organisation avait présenté une offre à l'intéressé dans des termes qui lui auraient permis de prendre une retraite anticipée à taux plein et de bénéficier d'autres avantages jusqu'au 31 juillet 1998, avec le remboursement des cotisations qu'il avait déjà payées lui-même à la Caisse de pensions pendant sa période de congé spécial sans traitement de juin 1996 à juillet 1998. La date limite indiquée dans cette offre étant à ce moment-là dépassée, le Tribunal espérait, sans toutefois lui en faire l'obligation, que l'Organisation considérerait cette offre comme toujours valable.

La requête a été rejetée.

4. JUGEMENT N° 1968 (12 JUILLET 2000) : AFFAIRE CONCANNON CONTRE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS[14]

Requête contre la promotion d'un autre fonctionnaire—Retard du défendeur dans l'examen du recours—Question de considérer l'autre fonctionnaire comme un cas exceptionnel—Limite du pouvoir discrétionnaire du Président de recommander des promotions

Le requérant a contesté la décision administrative du Président de son employeur, l'Office européen des brevets, qui est le secrétariat de l'Organisation européenne des brevets (OEB), de promouvoir son collègue, M. C. au grade A4 avec effet au 1er décembre 1997. Avant cette promotion, M. C. avait le grade A3, tout comme le requérant. En février et mars 1998, le requérant et environ 200 de ses collègues ont formé des recours internes auprès du Président, en respectant les délais impartis. Le Président les a transmis à la Commission de recours en avril 1998.

En mars 1999, le requérant a demandé au Président de la Commission de recours à quel moment cette dernière serait en mesure de faire ses recommandations. Selon le Président, la Commission n'avait encore reçu ni le mémoire sur la position de l'administration ni le dossier complet. Le 19 mars 1999, le Directeur chargé du développement du personnel a écrit au requérant pour lui indiquer qu'il y avait un retard très important dans l'examen des recours, mais que son service s'efforcerait de faire connaître la position de l'administration dès que possible. La présente requête a été formée le 29 juillet; l'intéressé demandait soit l'annulation de la décision de promouvoir M. C., soit des dommages pour préjudice moral.

Le défendeur a fait valoir que la requête était irrecevable à deux titres : premièrement, le requérant n'avait pas épuisé les moyens de recours internes; deuxièmement, la décision de promouvoir un collègue ne lui faisait pas grief. Toutefois, le Tribunal a considéré que la requête était recevable, citant sa jurisprudence selon laquelle lorsque l'examen du recours interne était retardé au-delà de ce qui était raisonnablement admissible, les conditions fixées au paragraphe 1 de l'article VII étaient considérées comme remplies si le requérant pouvait prouver que, bien qu'il ait fait tout son possible pour que l'affaire soit réglée, la procédure de recours ne semblait pouvoir être menée à son terme dans un délai raisonnable : voir les jugements n° 1243, affaire *Birendar Singh* n° 2; n° 1404, affaire *Rwegellera;* n° 1433, affaire *McLean;* n° 1486, affaire *Wassef* n° 8; n° 1534, affaire *Wassef* n° 14; et n° 1684, affaire *Forte.*

Dans la présente affaire, l'Organisation a allégué qu'étant donné que le dossier complet et le mémoire sur la position de l'administration avaient été envoyés à la Commission de recours le 12 octobre 1999, il était à présent prouvé que la procédure de recours interne suivait son cours et que le requérant n'avait par conséquent pas épuisé les moyens internes de recours. Le Tribunal ne partageait pas ce point de vue. La

recevabilité d'une requête se déterminait au moment où elle était formée et non après. Au 29 juillet 1999, le requérant avait fait tout ce que l'on pouvait raisonnablement attendre de lui. Il avait introduit son recours interne dans les délais impartis. Près d'un an plus tard, il avait écrit demandant où en était son recours et avait été informé que l'administration n'avait rien fait mais qu'elle comptait aller de l'avant le plus tôt possible. N'ayant pas reçu d'autres nouvelles de l'administration, il a formé sa requête quelque quatre mois plus tard. À ce moment-là, une vingtaine de mois s'était écoulée depuis la publication de la décision originale contestée. L'argument de l'administration selon lequel un nombre considérable de recours internes étaient en souffrance pouvait sans doute expliquer ce retard indu, mais ne saurait constituer une excuse valable. Au 29 juillet 1999, il n'était tout simplement pas raisonnable de considérer que le requérant devait attendre encore plus longtemps pour voir ne serait-ce que le début de la fin de la procédure de recours interne. Si l'Organisation était confrontée à une surcharge de recours internes, il lui revenait de remédier à la situation; elle ne pouvait s'attendre à ce que le requérant en supporte les conséquences.

Le second motif d'irrecevabilité allégué ne pouvait non plus être retenu. Comme décrit ci-après, le fondement de la requête était le fait que M. C. ne remplissait pas les critères officiels pour une promotion du grade A3 au grade A4. Selon l'administration, elle était en droit de traiter M. C. comme un cas exceptionnel. S'il en était ainsi, il importait donc peu que le requérant ne remplisse pas lui non plus tous les critères de promotion de A3 à A4, étant donné qu'il pouvait également prétendre au droit d'être considéré comme un cas exceptionnel; la décision attaquée lui avait donc fait grief. Les deux fonctionnaires étaient de même grade, se trouvaient engagés dans le même type de carrière et étaient tous deux en droit de s'attendre à ce que les promotions soient décidées équitablement et objectivement, en fonction de leurs mérites et conformément à la réglementation.

Sur le fond, le Tribunal a fait observer qu'en vertu de l'article 49 du Statut des fonctionnaires, le Président de l'Office avait fait parvenir des instructions à la Commission de promotions, accompagnées des informations pertinentes relatives à l'ensemble des fonctionnaires susceptibles d'être retenus pour une promotion. Le Tribunal a rappelé qu'en application de cet article, la Commission de promotions pouvait, le cas échéant, soumettre au Président des « cas exceptionnels » lorsque les conditions habituelles n'étaient pas entièrement remplies pour une promotion du grade A3 au grade A4. Dans le cas présent, le nom du requérant et celui de M. C. figuraient tous les deux sur les listes annexées à ces instructions des fonctionnaires de grade A3 susceptibles d'être promus; cependant, aucun de ces deux fonctionnaires ne remplissaient les critères « normaux » établis dans les instructions susmentionnées adressées par le Président à la Commission de promotions. M. C. ne satisfaisait ni aux

conditions d'âge ni aux années de service. De plus, le Tribunal a noté que M. C. avait travaillé à proximité immédiate du Président, dans le bureau même de ce dernier et sous sa supervision directe et qu'il était à l'évidence un excellent fonctionnaire et il ne faisait aucun doute que le Président était convaincu, avant tout engagement d'un processus de consultation impliquant la Commission de promotions, qu'il devait être promu au grade A4. En fait, le Président avait écrit à la Commission de promotions en attirant l'attention de cette dernière sur la situation de M. C. et en suggérant que ce dernier soit traité comme un « cas exceptionnel ». Toutefois, la Commission avait refusé de recommander la promotion de M. C.; le Président a néanmoins décidé cette promotion de sa propre autorité.

Le Tribunal, rappelant qu'il était clair que le rôle de la Commission de promotions était pour l'essentiel d'ordre consultatif et que l'Organisation n'était pas tenue de procéder à des promotions en suivant les recommandations de ladite Commission, il était tout aussi évident que l'OEB s'était officiellement engagée à n'accorder que les promotions approuvées et recommandées par la Commission. Le troisième alinéa du paragraphe 10 de l'article 49 rappelait clairement le pouvoir discrétionnaire conféré au Président par le paragraphe 4 du même article lorsqu'il disposait que la Commission établissait et communiquait « pour décision », au Président, la liste des fonctionnaires susceptibles d'être promus.

Dans son jugement n° 1600, affaire *Blimetsrieder et al.*, le Tribunal a considéré que le Président ne pouvait accorder de promotions que conformément aux suggestions de la Commission et que la Commission de promotions ayant refusé de recommander M. C., la promotion de ce dernier était illégale. Le Tribunal a donc rejeté la décision de promouvoir M. C. et a accordé au requérant un montant de 1 000 euros pour dépens.

---

5. JUGEMENT N° 1969 (12 JUILLET 2000) : AFFAIRE WACKER CONTRE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS[15]

Requête pour changement de lieu de foyer en vue du congé dans les foyers—Limitation d'une décision de nature discrétionnaire—La révision du lieu de foyer en vue du congé dans les foyers est une mesure exceptionnelle

Le requérant, né en 1947 et de nationalité allemande, est entré au service de l'Office européen des brevets, secrétariat de l'Organisation européenne des brevets, en 1984. Il a été affecté à la Direction générale 1 de l'Office à La Haye. Par lettre datée du 2 mars 1998, le requérant demandait que le lieu de son foyer ne soit plus Schwäbisch Gmünd, en Allemagne, mais Zamboanga City, aux Philippines. Il expliquait que sa mère et l'une de ses sœurs étaient récemment décédées, que la plupart de ses autres parents ne vivaient plus à Schwäbisch Gmünd et qu'il en-

tretenait des relations personnelles plus étroites avec les membres de la famille de son épouse qu'avec sa propre famille et qu'il avait l'intention de prendre sa retraite à Zamboanga City. La requête a été rejetée et le requérant a formé un recours.

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 60 du Statut des fonctionnaires :

> « ... le foyer du fonctionnaire est le lieu avec lequel il a les liens les plus étroits hors du pays où se trouve son lieu de travail permanent. Ce lieu se détermine lors de l'entrée en fonctions, compte tenu du lieu de résidence de la famille du fonctionnaire...
>
> « Toute révision de cette détermination ne pourra éventuellement avoir lieu que par décision spéciale du Président de l'Office prise sur demande dûment motivée du fonctionnaire. »

Le requérant a fait valoir que l'Administration, en tentant d'établir s'il y avait eu ou non un changement radical dans sa situation personnelle, avait omis de prendre en considération des faits essentiels. Elle avait interprété de façon stricte et rigide la notion de « foyer ». Elle n'avait en outre tenu aucun compte de ses déclarations selon lesquelles ses liens « spirituels et psychologiques » avec les Philippines étaient plus forts qu'avec l'Allemagne. En réalité, ce point n'avait même pas été examiné. Le requérant a maintenu que l'évaluation selon laquelle sa situation personnelle actuelle n'avait pas radicalement changé était une conclusion erronée résultant d'un examen inapproprié de tous les faits.

La décision du Président prise en application du paragraphe 2 de l'article 60 du Statut des fonctionnaires étant de nature discrétionnaire (voir le jugement n° 525, affaire *Hakin*), il fallait, pour que le Tribunal l'annule, qu'elle ait été prise par une autorité qui n'y était pas habilitée, qu'elle soit entachée d'un vice de procédure ou de forme, qu'elle repose sur une erreur de fait ou de droit, que des faits essentiels n'aient pas été pris en compte, qu'elle soit entachée de détournement de pouvoir ou que des conclusions manifestement erronées aient été tirées du dossier. Si aucun de ces motifs n'était établi, le Tribunal ne pouvait substituer ses vues à celles du Président. Le motif avancé par le requérant était que des faits essentiels avaient été négligés en ce sens que l'on n'aurait pas accordé aux faits le poids qu'ils méritaient, d'où une conclusion erronée.

Comme l'a fait observer le Tribunal, rien ne prouvait qu'un fait quelconque ait été négligé. Les éléments d'information fournis par le requérant avaient tous été pris en compte. La décision attaquée avait été prise après examen de l'ensemble des faits. Selon le paragraphe 2 de l'article 60, la révision d'une décision était une mesure exceptionnelle (jugement n° 525). On ne saurait dire que des conclusions manifestement erronées avaient été tirées du dossier. Après avoir pris en considération l'ensemble des faits, le Président s'était forgé une opinion différente de celle que le requérant avait présentée dans ses écritures. Il en a résulté qu'il n'existait aucun motif d'annuler la décision.

6. JUGEMENT N° 1983 (12 JUILLET 2000) : AFFAIRE GOMES PEDROSA CONTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL[16]

Non-renouvellement d'un contrat de courte durée—Questions de recevabilité—Les raisons pour le non-renouvellement doivent être communiquées dans un délai raisonnable—Jugement n° 946, affaire Fernandez-Caballero *(les raisons doivent être communiquées dans le cas où un fonctionnaire souhaite former un recours)*

La requérante a été recrutée le 22 août 1994 en qualité de dactylographe par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en France. Après un contrat initial d'un mois et 10 jours, elle a bénéficié d'une série d'engagements à court terme dont le dernier arrivait à échéance le 31 décembre 1997. Le 13 novembre 1997, alors qu'elle était en mission au Brésil pour le compte de l'Organisation, elle a reçu une télécopie en date du 11 novembre de sa supérieure hiérarchique, la déléguée du Brésil auprès du Service de l'ONUDI en France, lui « confirmant » que, « d'un commun accord », son contrat arrivant à échéance le 31 décembre 1997 ne serait pas renouvelé en 1998 et que son souhait d'être recrutée comme assistante technique ne correspondait pas aux besoins du service. Une seconde télécopie, en date du 20 novembre 1997, confirmait la précédente et la signataire précisait qu'elle avait mentionné « un commun accord » en raison du fait que l'intéressée avait quelques mois plus tôt sollicité de l'aide pour trouver du travail au Brésil où elle comptait retourner vivre. Le 23 novembre 1997, la requérante a répondu à ces deux correspondances en s'étonnant de leur contenu et en affirmant qu'elle n'avait jamais donné son accord au non-renouvellement de son contrat, qu'elle n'avait pris aucune décision quant à son éventuel retour au Brésil, qu'elle considérait certes que le travail qu'elle accomplissait ne correspondait pas à un travail de dactylographe, mais bien d'assistante technique, mais qu'elle était prête à continuer à remplir les mêmes fonctions. Elle a confirmé cette position par une télécopie datée du 28 novembre 1997.

De retour à Paris, après un congé autorisé au Brésil, la requérante s'est présentée au bureau de l'ONUDI à Paris le 5 janvier 1998, mais le directeur du Service lui a rappelé que son contrat n'avait pas été renouvelé et l'a priée de ne plus revenir à son ancien service. Elle a fait valoir par une lettre du 13 janvier 1998 adressée au directeur du Service de l'ONUDI en France que les intentions manifestées par sa supérieure hiérarchique n'avaient aucune valeur sans une lettre de confirmation émanant du Directeur, qui était son véritable employeur. Le 16 janvier 1998, le Directeur lui a confirmé le non-renouvellement de son engagement, tout en lui rappelant que sa supérieure hiérarchique, la déléguée du Brésil, avait pleine autorité sur elle et que les renouvellements successifs

de ses contrats lui avaient toujours été notifiés par cette dernière. La requérante a demandé le réexamen de la décision contenue dans cette lettre en adressant le 6 février 1998 une réclamation au Directeur général de l'ONUDI présentée conformément à la disposition 112.02 du Règlement du personnel. Elle a également sollicité l'autorisation de saisir directement le Tribunal de céans en cas de réponse négative, sans être tenue de s'adresser à la Commission paritaire de recours. L'Organisation ayant gardé le silence sur cette réclamation, l'intéressée a saisi le Tribunal d'une requête tendant à l'annulation de la décision implicite qui lui a été ainsi opposée, à l'octroi d'une somme de 200 000 francs français à titre de dommages-intérêts, à l'allocation d'une somme de 433 600 francs correspondant au rappel des salaires auxquels elle aurait eu droit si elle avait perçu une rémunération correspondant aux fonctions qu'elle avait réellement exercées pendant 40 mois et au paiement de 40 000 francs à titre de dépens.

À cette requête, l'Organisation a opposé plusieurs fins de non-recevoir. Le Tribunal a allégué que la réclamation était irrecevable en ce qui concernait la conclusion relative aux rappels de salaires qui étaient réclamés parce qu'il s'agissait d'une demande présentée directement au Tribunal, qui n'avait jamais fait l'objet d'un recours interne. Comme l'a noté le Tribunal, contrairement à ce qu'a affirmé la requérante dans sa réplique, cette demande de rappels constituait une contestation distincte de sa demande relative au non-renouvellement de son contrat et le fait qu'elle aurait été insuffisamment rémunérée n'était en aucune manière lié au préjudice résultant pour elle de la cessation de ses services. La conclusion qu'elle a présentée sur ce point était donc irrecevable, l'intéressée n'ayant pas épuisé les voies internes de recours.

En revanche, le Tribunal a admis la recevabilité des conclusions contestant la décision de non-renouvellement du contrat de la requérante. Le défendeur s'est prévalu sur ce point de l'alinéa *a* de la disposition 112.02 du Règlement du personnel, aux termes de laquelle :

> « Tout fonctionnaire ou ancien fonctionnaire qui, invoquant l'article 12.1 du Statut du personnel, souhaite former un recours contre une décision administrative doit d'abord adresser une lettre du Directeur général pour demander que cette décision fasse l'objet d'un nouvel examen. Cette lettre doit être expédiée dans les 60 jours qui suivent la date à laquelle le fonctionnaire ou ancien fonctionnaire a reçu notification écrite de la décision. »

L'Organisation a estimé que la décision de non-renouvellement étant contenue dans la lettre du 11 novembre 1997, reçue le 13 novembre par l'intéressée, cette dernière avait jusqu'au 12 janvier 1998 pour en demander le réexamen au Directeur général. Présentée le 6 février 1998, sa demande aurait donc été tardive. De l'avis du Tribunal, cette

argumentation ne pouvait être retenue : la lettre adressée le 11 novembre 1997 par la déléguée du Brésil après du Service de l'ONUDI en France indiquait certes clairement à la requérante que son contrat ne serait pas renouvelé, mais elle se présentait sous la forme d'une lettre personnelle, invoquant un « commun accord » qui, de toute évidence, n'existait pas, et ne pouvait être regardée par sa destinataire comme la décision administrative, prise par l'autorité compétente, susceptible de faire courir des délais de recours. Comme l'a fait remarquer le Tribunal, même si l'intéressée n'ignorait pas les intentions de l'Organisation, dont elle avait été informée lors de plusieurs entretiens, notamment lors d'un entretien avec le Directeur du Service de l'ONUDI en France le 6 novembre 1997, et par les télécopies des 11 et 20 novembre 1997, elle était fondée à attendre la notification officielle d'une décision administrative engageant les autorités compétentes de l'ONUDI pour contester la mesure prise à son égard : la lettre du 16 janvier 1998, signée par le Directeur du Service de l'ONUDI en France, se présentait certes comme purement confirmative, mais c'était la seule décision administrative officielle faisant grief à l'intéressée. Le Tribunal a conclu que sa lettre du 6 février 1998 dans laquelle elle demandait un réexamen était dès lors recevable.

Pour demander l'annulation de cette décision, la requérante a fait valoir que l'ONUDI avait manqué à ses obligations de loyauté et de bonne foi à son égard, notamment en ne l'avisant pas suffisamment à temps de son intention de ne pas renouveler son contrat, et que la cessation de ses services reposait sur des faits inexacts, ce qui équivalait à une absence de motivation.

Comme l'a noté le Tribunal, il en a résulté des pièces du dossier que, titulaire de contrats successifs de courte durée, la requérante n'ignorait pas que sa reconduction dans ses fonctions était aléatoire. À défaut de documents écrits probants, en dehors des télécopies des 11 et 20 novembre 1997, il était incontestable qu'il existait une tension entre l'intéressée et la déléguée du Brésil, portant notamment sur la réalité des fonctions exercées et sur le fait que le Service avait besoin d'une véritable secrétaire, poste pour lequel la requérante avait été recrutée, et non pas d'une assistante technique. Elle ne pouvait donc soutenir que le non-renouvellement de son contrat était intervenu par surprise et sans avertissement préalable, ce qui aurait été contraire aux principes gouvernant les relations entre les organisations et leurs agents. Quant à l'absence de préavis d'un mois, le défendeur a souligné à juste titre que l'obligation résultant des dispositions du Statut du personnel s'applique au cas de licenciement et non pas au non-renouvellement d'un engagement de durée déterminée. Il restait que, selon la jurisprudence du Tribunal, une décision de non-renouvellement de contrat devait toujours faire l'objet d'une motivation communiquée dans des délais raisonnables aux fonctionnaires.

Dans le cas présent, le Tribunal a fait observer qu'il était permis de douter des motifs réels retenus par l'Organisation. La première télécopie adressée à la requérante mentionnait l'existence « d'un commun accord » qui, de toute évidence, n'existait pas. Le fait que l'intéressée n'accomplissait pas en réalité des fonctions de secrétariat a certainement été l'une des motivations de la décision finalement prise, mais la situation était ancienne et apparemment admise par l'Organisation et ne paraissait pas avoir suscité de mises en garde. Une lettre, produite en duplique, de la déléguée du Brésil au Directeur du Service, datée du 2 février 1999, mentionnait qu'« elle [la requérante] n'avait jamais bien fait son travail et se refusait à aider Mme C. », ce qui impliquait bien que des griefs personnels étaient formulés à l'encontre de l'intéressée sans qu'aucun document sur l'évaluation de son travail ne figure au dossier. En résumé, le Tribunal a conclu de l'ensemble de ces éléments que les motifs retenus pour justifier le non-renouvellement du contrat de la requérante étaient loin d'être clairs et n'avaient pas été exprimés avec précision. Or, comme le Tribunal l'a rappelé dans son jugement 946 (affaire *Fernandez-Caballero*) :

> « En principe, toute décision administrative doit être motivée. Or, il est évident que la décision de ne pas renouveler un engagement revêt une importance toute particulière pour l'agent. C'est ainsi que celui-ci, même si le Directeur général a toute latitude d'apprécier les faits de la cause, a le droit de connaître les motifs de la décision définitive pour être en mesure, s'il le souhaite, d'introduire tout d'abord un recours interne, puis, le cas échéant, une requête auprès du Tribunal. »

Comme le Tribunal l'a fait remarquer, la décision attaquée du 16 janvier 1997 se bornait, sans autre motivation, à indiquer à l'intéressée que la déléguée du Brésil « avait pleine autorité... pour choisir ses collaborateurs et, bien entendu, pour en définir les postes ». Les motifs mis en avant par la déléguée du Brésil, qui n'exerçait son autorité que sous la responsabilité de la direction générale de l'Organisation, n'étant ni clairement exprimés, ni établis en ce qui concerne l'accord de la requérante pour que son engagement ne soit renouvelé, le Tribunal a estimé que la décision attaquée encourait l'annulation pour insuffisance de motifs. La requérante ne demandait ni sa réintégration ni la souscription d'un nouveau contrat, mais une indemnité pour préjudice que le Tribunal a fixé à 50 000 francs français. Obtenant partiellement satisfaction, la requérante a eu droit à l'allocation de dépens, fixés à 20 000 francs.

7. JUGEMENT N° 1987 (12 JUILLET 2000) : AFFAIRE DUNSETH ET MATTMANN CONTRE L'ORGANISATION POUR L'INTERDICTION DES ARMES CHIMIQUES[17]

Refus de reclasser des postes—La compétence du Directeur général pour procéder au reclassement de postes—Différence entre le reclassement d'un poste et la promotion à un nouveau grade

À la suite d'un examen du classement des postes à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), le Directeur général a informé le personnel, les 6 et 7 août 1998, qu'il avait décidé de « mettre en œuvre tous les changements de grade recommandés dans le tableau d'effectifs joint au rapport du consultant » qui avait été chargé de l'étude. Cette décision devait prendre effet le 1er janvier 1999, mais elle s'est heurtée aux objections des États membres qui, inquiets de ses conséquences budgétaires, ont demandé au Directeur général, d'abord en novembre 1998, de ne reclasser aucun poste jusqu'à ce que de nouvelles discussions aient eu lieu sur le budget et le programme de travail de l'Organisation, puis en juillet 1999, de procéder à une nouvelle étude après approbation par le Conseil exécutif de ses termes de référence et de son objet. En conséquence, aucun des 118 postes pour lesquels le reclassement avait été proposé par le consultant n'a fait l'objet des mesures annoncées les 6 et 7 août 1998.

Les requérants, ceux dont les postes devaient être reclassés, ont formé un recours, en soulignant que la note du 7 août 1998, confirmant un mémorandum interne du 6 août adressé au personnel, présentait comme une décision prise par le Directeur général la mise en application des modifications recommandées par le consultant. Or, cette décision relevait bien de la compétence du Directeur général, en vertu de l'article 2.1 du Statut provisoire du personnel, et elle a créé des droits en faveur des agents concernés.

Dans ses réponses, l'Organisation a rappelé que les pouvoirs du Directeur général devaient s'apprécier en prenant en compte les compétences de la Conférence des États parties qui était « le principal organe de l'Organisation », aux termes du point 19 de l'article VIII de la Convention susmentionnée, et qui pouvait examiner tous les problèmes ayant un « rapport avec les pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif et du Secrétariat technique ». Le Directeur général étant le chef du Secrétariat technique, la Conférence avait le pouvoir d'examiner les questions relevant de sa compétence. De même, le Conseil exécutif avait une mission de surveillance quant au bon fonctionnement de la Convention, ce qui incluait sinon explicitement, du moins implicitement, la nécessité de pouvoir compter sur un personnel qualifié. Il a résulté de cette analyse que le Directeur général ne pouvait procéder aux mesures d'exécution de sa décision du 7 août 1998 tant que les autorités suprêmes de l'Organisation ne les auraient pas approuvées ou n'auraient pas décidé de leur

financement. Ainsi la décision du 7 août ne pouvait être considérée comme définitive et n'avait pas créé de droits en faveur des requérants, d'autant plus que les reclassements à un grade supérieur ne pouvaient intervenir qu'à condition que les agents intéressés exercent leurs fonctions de manière satisfaisante et remplissent les exigences pour occuper un poste de grade supérieur.

Le Tribunal a relevé en premier lieu que, quels que soient les pouvoirs généraux de contrôle de la Conférence des États parties ou du Conseil exécutif, la compétence du Directeur général pour procéder aux classifications de postes n'était pas douteuse en août 1998 : selon l'article 2.1 du Statut provisoire du personnel alors en vigueur, « le Directeur général prend des dispositions appropriées pour assurer le classement des postes suivant la nature des devoirs et des responsabilités ». Dans l'exercice de ses compétences statutaires, le Directeur général avait, selon les termes de la note du 7 août 1998, « décidé, à partir du 1er janvier 1999, de mettre en œuvre tous les changements de grade recommandés » par le consultant, y compris ceux affectant les postes occupés par les requérants. De l'avis du Tribunal, cette décision régulière devenait définitive dès lors qu'elle n'était pas contestée par les intéressés eux-mêmes, et était suffisamment précise pour leur conférer des droits qui ne pouvaient être remis en cause par une décision ultérieure de différer toute opération de reclassement jusqu'à une nouvelle étude.

Comme l'a noté le Tribunal, sans doute était-il permis de s'interroger sur les conséquences d'un tel reclassement car, ainsi que l'a indiqué à juste titre l'Organisation, la décision du 7 août distinguait les opérations de classement des postes et les promotions dont pouvaient bénéficier les agents : le paragraphe 4.5 de la note précisait en effet que le « titulaire de chaque poste qui a été classé à un niveau plus élevé que son grade actuel sera promu au grade supérieur, à condition qu'il exerce les fonctions et responsabilités du poste de façon satisfaisante et qu'il ait les qualifications requises pour occuper le grade supérieur ». Mais les requérants ont précisé qu'ils faisaient une distinction entre le droit au reclassement de leur poste, qui devait avoir un caractère automatique, et leur promotion dont ils convenaient qu'elle ne faisait pas partie du présent contentieux. Le Tribunal a pris acte de ce qu'ils limitaient expressément leurs prétentions et n'a pu que constater que la décision du 7 août 1998 avait eu pour effet de reclasser leurs postes à compter du 1er janvier 1999 sans qu'aucune décision ultérieure n'ait pu légalement annuler le reclassement des postes.

Les requérants, ayant obtenu satisfaction, ont eu droit à l'allocation de dépens, fixés à 20 000 francs français.

---

8. JUGEMENT N° 1994 (12 JUILLET 2000) : AFFAIRE HEBERT CONTRE L'ORGANISATION EUROPÉENNE DES BREVETS[18]

Requête contre le relèvement de la contribution propre pour avoir droit à l'allocation pour personne à charge — Effet d'une ordonnance de la juridiction nationale concernant l'entretien sur la détermination des Nations Unies de son allocation pour personnes à charge

La requérante était un fonctionnaire de grade B3 à l'Office européen des brevets, secrétariat de l'Organisation européenne des brevets (OEB), à Munich. En exécution d'une ordonnance d'un tribunal français, son mari devait contribuer à l'entretien de ses deux enfants, issus d'un précédent mariage, qui vivaient avec leur mère en France. La requérante a effectué les versements pour les deux enfants jusqu'en novembre 1997 et pour le plus jeune jusqu'en décembre 1998.

La requérante avait droit, pour les deux enfants, à une allocation pour personne à charge, dans les conditions fixées à l'alinéa *a* du paragraphe 3 de l'article 69, selon lequel au sens du Statut est considéré comme enfant à charge :

> « l'enfant légitime, naturel ou adoptif du fonctionnaire ou de son conjoint, lorsqu'il est principalement et continuellement entretenu par le fonctionnaire ou son conjoint ».

L'article ne définissait pas le sens de l'expression « principalement et continuellement entretenu par le fonctionnaire ». Le communiqué n° 6 du 20 mars 1996 a porté à la connaissance de tous les membres du personnel les nouvelles directives établies par le Président de l'Office permettant de déterminer si un enfant était à charge au sens des alinéas *a* et *c* du paragraphe 3 de l'article 69 du Statut. L'un des changements apportés concernait le montant de la contribution financière qu'un fonctionnaire devait verser pour qu'un enfant, dont ni lui-même ni son conjoint n'avait la garde, soit reconnu comme étant « principalement et continuellement entretenu » par le fonctionnaire. Les nouvelles directives, dans la mesure où elles s'appliquaient à la requérante, prévoyaient que, lorsqu'il était sous la garde d'une personne autre que le fonctionnaire ou son conjoint et ne vivait pas au foyer de ces personnes, l'enfant était « considéré comme étant 'principalement et continuellement entretenu' par le fonctionnaire ou son conjoint » si la contribution financière de l'un ou de l'autre était au moins équivalente aux montants suivants :

> « pour deux enfants : 9 % du traitement de base du fonctionnaire, plus deux fois le montant de l'allocation pour personne à charge ».

Avant la publication de ces directives, selon les critères énoncés dans la circulaire n° 82 du 19 février 1981, pour pouvoir prétendre à l'allocation pour personne à charge, le fonctionnaire devait verser pour l'entretien de l'enfant une pension minimale comprenant une contribution propre en marks allemands qui venait s'ajouter à l'allocation pour personne à charge. En l'espèce, le montant dont l'allocation devait être

majorée était de 50 DM pour chaque personne à charge, taux applicable pour les fonctionnaires de grade C à B4.

Le montant de la contribution financière que la requérante était tenue de verser aux termes des directives de 1996 était de deux fois le montant de l'allocation pour personne à charge, soit au total 828,60 DM (414,30 DM multipliés par 2) plus 566,10 DM, soit 9 % de son traitement de base. La requérante en a été informée par une lettre du 12 juin 1996.

La requérante a formé un recours interne contre les nouvelles dispositions énoncées dans le communiqué n° 6 en juin 1996. Dans le cadre de ce recours, l'Organisation a indiqué que les directives ne limitaient pas le droit à l'allocation pour personne à charge. Elle a également fait savoir que l'Office réexaminerait chaque cas rétroactivement (conformément au jugement n° 743, affaire *Flick*) pour déterminer si le versement d'une allocation pour personne à charge était justifié même si le montant total de la contribution versée n'atteignait pas le niveau minimal fixé dans les directives.

La Commission de recours a conclu qu'il convenait de rejeter la demande tendant à faire déclarer illégale la disposition concernant le soutien financier mais a recommandé que le cas de la requérante soit revu pour ce qui était du paiement rétroactif. Dans une lettre datée du 6 avril 1999, le Directeur principal du personnel a informé la requérante de la décision du Président de rejeter son recours conformément à la recommandation unanime de la Commission. Telle était la décision attaquée. Le Directeur ajoutait également que le cas de la requérante n'en avait pas été moins réexaminé et demandait certains renseignements supplémentaires.

La requérante a réclamé le versement rétroactif de l'allocation pour personne à charge pour la période allant de juillet 1996 à novembre 1997 concernant un enfant et pour la période allant de juillet 1996 à décembre 1998 concernant le deuxième, ainsi que des dépens.

D'après la requérante, selon l'ordonnance de la juridiction nationale, la charge financière de l'entretien des enfants incombait uniquement à son mari. Dans cette ordonnance, il était question de la « contribution à l'entretien » que celui-ci devait verser. La requérante a soutenu que l'expression « principalement et continuellement entretenu » de l'article 69 du Statut tendait à indiquer que le critère à appliquer consistait à déterminer si le fonctionnaire assurait plus de 50 % des dépenses encourues pour élever l'enfant. Il s'agissait d'un critère objectif. Les dépenses variaient d'un cas à l'autre. À son avis, le Président n'était donc pas habilité à adopter un règlement d'application selon lequel les fonctionnaires qui versaient une somme inférieure au minimum fixé dans ledit règlement perdaient leur droit à une allocation pour personne à charge. Si le fonctionnaire, en vertu d'une disposition législative ou

d'une ordonnance judiciaire, prenait à sa seule charge les frais d'éducation de l'enfant, il avait droit à l'allocation pour personne à charge pour autant que le montant qu'il était légalement tenu de verser soit égal ou supérieur à l'allocation. Si, par suite de la mise en œuvre du règlement d'application, les versements pour l'entretien de l'enfant dépassaient le montant fixé par la loi ou une décision de justice, il risquait de s'ensuivre de nouveaux différends entre les parties divorcées. Même si le montant minimum payable en application des directives ne s'appliquait pas dans tous les cas, les fonctionnaires resteraient à la merci de l'Organisation qui déciderait des critères à appliquer et des pièces justificatives qu'elle estimerait suffisantes. Il n'y aurait aucune sécurité juridique.

L'Organisation a fait valoir que la méthode de calcul de la contribution propre due pour chaque enfant, établie en fonction du traitement de base et du nombre d'enfants à charge, était justifiée par le principe qui voulait que le fonctionnaire devait leur apporter une aide en fonction de ses ressources personnelles et assurer à chaque enfant le même niveau de vie. La raison d'être du système des allocations pour personne à charge était d'améliorer la situation des enfants. Il appartenait à l'Office de fixer et d'appliquer ses propres conditions indépendamment des législations nationales et des décisions prises par les juridictions nationales. Lorsqu'il arrêtait les conditions générales ouvrant droit à une allocation pour personne à charge, le Président de l'Office n'était nullement tenu de prendre en compte les droits que la législation nationale ou une ordonnance judiciaire reconnaissait à un enfant pour son entretien. Ces droits, définis selon des critères différents dans chaque pays, ne correspondaient pas nécessairement à la contribution principale. Les prendre en compte reviendrait à appliquer de manière incohérente l'article 69 du Statut qui définissait les conditions d'octroi de l'allocation pour personne à charge. Les problèmes pouvant survenir entre la requérante et la mère des enfants n'étaient pas pertinents en l'espèce. Il était question dans l'ordonnance datée du 26 juillet 1983 d'une « contribution à l'entretien » imposée au mari de la requérante : il n'y était pas dit que ce dernier devait assumer intégralement la charge financière que représentait l'entretien des deux enfants.

De l'avis du Tribunal, la contribution à l'entretien fixée par les juridictions nationales variait d'un pays à l'autre. Contrairement à ce que la requérante a soutenu, l'Organisation n'avait pas à s'en tenir aux sommes fixées par une ordonnance judiciaire pour interpréter le sens de l'expression « principalement et continuellement entretenu ». Le Président pouvait établir les critères permettant de définir ce que l'on devait entendre par « principalement entretenu ». Rien ne permettait de penser que le montant de la contribution propre était excessif. En tout état de cause, les nouvelles directives n'avaient pas pour effet de supprimer l'allocation puisque l'Organisation avait accepté la possibilité de réexaminer la

contribution propre dans des cas particuliers lorsque les circonstances l'exigeaient. La conclusion ne saurait dès lors être accueillie.

C.—Décisions du Tribunal administratif de la Banque mondiale[19]

1. DÉCISION N° 217 (28 JANVIER 2000) : WILLIAM L. VISSER CONTRE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT[20]

Non-renouvellement d'un contrat de courte durée—Question du droit de renouvellement d'un contrat de consultant de courte durée—Question de motif invoqué à l'appui d'un non-renouvellement—Question concernant un mandat écrit—Droit à une évaluation équitable du rendement professionnel—Questions de traitement inéquitable

Le requérant est entré au service de l'Institut de développement économique au début de 1997 comme consultant recruté pour un contrat de consultant de courte durée. Il avait auparavant travaillé au World Resources Institute en tant que Directeur adjoint et Directeur de projet et, par la suite, en tant que Directeur des relations internationales, puis son poste a été aboli. Son dernier jour de paie a été le 24 octobre 1997.

Le requérant a contesté la décision de ne pas renouveler ou de prolonger son contrat au-delà d'octobre 1997, alléguant que la décision avait été prise le 16 janvier 1998 lorsque le Directeur de l'Institut a refusé sa demande d'« examen mené par un gestionnaire ». Le défendeur, invoquant la disposition 7.01 du Règlement du personnel et le principe 7 des Principes régissant les conditions d'emploi du personnel, ainsi que les décisions dans les affaires *M. X* [décision n° 16 (1984) et *Atwood* (décision n° 128 (1993)], a allégué qu'en tant que détenteur d'un contrat de consultant de courte durée, le requérant n'avait droit à aucune nomination contractuelle après l'expiration du terme du contrat.

Le Tribunal a fait observer que même lorsque les termes d'un contrat prévoyaient expressément son expiration à la fin d'une période déterminée, il devait y avoir, compte tenu des circonstances, une disposition donnant droit au renouvellement de l'engagement d'un consultant [*Carter,* décision n° 175 (1997)], telle une promesse faite par la Banque. Le requérant a déclaré que, pendant la durée de son recrutement, il avait reçu de la part de la Banque des assurances qui semblaient équivaloir à une promesse d'emploi continu, dans la mesure où son rendement professionnel donnerait satisfaction, ce qui lui permettait en retour d'espérer en toute légitimité que son contrat de courte durée serait converti en un contrat pluriannuel à long terme à partir de l'exercice budgétaire de 1998. En appui à sa demande, le requérant a déclaré qu'il avait eu

d'autres perspectives d'emploi mais ne les avait pas considérées étant donné qu'il avait l'assurance d'un contrat ferme de la part de l'Institut.

Comme l'a noté le Tribunal, il était clair que le requérant voulait s'assurer d'un contrat à long terme avec la Banque et qu'il avait fait tout ce qu'il pouvait pour l'obtenir. Il était cependant conscient que certaines incertitudes devaient être résolues, à savoir la manière de mettre à profit son expertise, les tâches qu'il allait effectuer ainsi que la provenance des fonds pour le payer. Ces incertitudes annulaient toute inférence d'une promesse ou d'une assurance donnant lieu à un quelconque droit de sa part. Par opposition à l'affaire *Bigman* [décision n° 209 (1999)], rien dans la présente affaire ne permettait de conclure qu'une promesse d'un contrat futur avait été faite au requérant ou qu'on lui avait offert davantage que la possibilité d'un autre contrat. Le Tribunal a conclu que la Banque se réservait la possibilité d'accorder ou non au requérant un autre contrat [*Barnes,* décision n° 176 (1997)].

Le requérant a aussi fait valoir qu'il n'avait pas été avisé en temps opportun du non-renouvellement de son contrat. Il espérait qu'une décision serait prise concernant un autre contrat à la fin du contrat de courte durée. Il avait demandé des renseignements sur sa situation à plusieurs reprises, mais il n'avait pas reçu de réponse. Toutefois, il aurait dû savoir en août 1997 au plus tard qu'il y avait peu d'espoir que son contrat soit prolongé ou renouvelé, et il lui incombait de voir si quelqu'un de l'Institut ou d'ailleurs était en mesure de lui offrir un contrat. Comme l'a noté le Tribunal, on lui a accordé le temps nécessaire pour lui permettre de trouver d'autres possibilités. La Banque n'avait pas l'obligation de fournir des motifs pour le non-renouvellement d'un contrat temporaire dont la date d'expiration y était fixée [*McKinney,* décision n° 187 (1998); *Degiacomi,* décision n° 213 (1999)]. Le Tribunal a conclu que le requérant n'avait violé aucun des principes de traitement équitable à cet égard.

Le requérant a également soutenu que le manque d'intérêt et d'appui qu'on accordait à son travail l'avaient empêché de faire de son mieux et, par conséquent, avait exclu toute possibilité d'un contrat à long terme. Particulièrement, le requérant a réclamé que le retrait par son chef de projet en mai 1997 de la plupart des attributions dont il était chargé en janvier était arbitraire et en violation du contrat; il n'était responsable que de la moitié du projet de symposium électronique pour lequel il n'avait tout simplement pas le savoir-faire. Le Tribunal a fait observer que le requérant savait depuis janvier qu'il allait travailler sur un symposium électronique et n'a pourtant jamais suggéré que le projet ne correspondait pas à ses compétences. L'argument du requérant selon lequel ses attributions lui avaient été retirées pour faire croire qu'il avait échoué dans sa tâche n'était pas confirmé. Comme le Tribunal l'a rappelé, la Banque se réservait le droit de changer le mandat de ses attributions et, de l'avis du chef de projet, comme le travail du requérant n'était pas satisfaisant, il avait voulu réorganiser son travail. De l'avis du Tribunal, cette évalua-

tion ne constituait pas un abus du pouvoir discrétionnaire; toutefois, la bonne conduite voulait qu'il ait reçu une déclaration écrite concernant le changement dans ses attributions.

Le requérant a également soutenu que lorsqu'il avait été réaffecté à un travail sous la supervision du Chef de division, il ne lui avait été donné aucune instruction claire quant à son affectation sur les ONG. Le Tribunal a indiqué que le fait que le requérant n'ait reçu aucun mandat ou instruction écrit concernant son affectation de la part du Chef de division constituait une omission qui, selon le Tribunal, pouvait avoir contribué, en premier lieu, à un malentendu : il était en droit d'obtenir un programme de travail clair. Le requérant avait toutefois de l'ancienneté et de l'expérience. Il avait eu des discussions avec la Chef et avait reçu de sa part des commentaires écrits détaillés sur le projet. Toutefois, son travail n'était pas satisfaisant. Le Tribunal ne pouvait conclure que l'absence d'un mandat écrit avait été un facteur déterminant de l'incapacité du requérant à fournir un résultat satisfaisant, bien qu'un traitement équitable exigeait des instructions appropriées.

En ce qui concerne son travail sur un document de partenariat, le requérant a soutenu qu'il n'avait reçu aucun mandat clair, aucun plan de travail et aucune supervision appropriée. Il avait demandé qu'on lui assigne un mandat le 8 août 1997 et avait présenté l'objectif convenu du document le 22 septembre, mais a indiqué qu'il serait difficile de compléter le travail avant la fin du mois puisque l'objectif avait changé. De plus, il n'avait eu aucun accès aux personnes dont l'assistance était nécessaire et l'information dont il avait besoin ne lui avait pas été fournie. Il avait même dû débourser personnellement pour obtenir les données dont il avait besoin.

Le Tribunal, citant la décision n° 176, *Barnes* (1997), et les principes 2.1, *d* et 5.1 des Principes régissant les conditions d'emploi du personnel, a conclu que le requérant n'avait pas bénéficié d'un traitement équitable en ce sens qu'il n'avait reçu aucun mandat écrit concernant le projet des ONG ou le document de partenariat. Mais l'absence de ce mandat n'a pas semblé avoir d'incidence significative sur la décision de ne pas renouveler ou prolonger son contrat. La question la plus importante était de savoir si l'évaluation de son travail effectuée par la Banque avait été équitable et si l'absence d'un mandat clair ou une supervision inadéquate avait influencé le résultat.

À cet égard, le Tribunal a fait observer que le requérant, bien que n'ayant pas droit à une évaluation formelle de son rendement professionnel en vertu de la disposition 5.03 du Règlement du personnel, en sa qualité de consultant de courte durée, il avait droit cependant à un traitement équitable et à une évaluation qui ne devait être ni fondée sur un abus de pouvoir, ni arbitraire, ni discriminatoire, ni irrégulièrement motivée, ni

exécutée en violation d'une procédure juste et équitable [décision n° 5, *Saberi* (1981)].

Bien que le requérant ait fait valoir que l'Institut lui avait refusé une évaluation équitable de son rendement professionnel, le Tribunal a indiqué que la demande du requérant à l'effet qu'il y avait eu abus de pouvoir de la part du Directeur de projet lors de son évaluation ou que cette dernière avait été effectuée pour nulle autre raison que celles liées à la gestion efficace de l'Organisation n'était pas fondée. En ce qui concerne l'affectation aux ONG, malgré le fait que le Chef de division n'ait pas évalué par écrit le travail du requérant, mises à part quelques notes écrites, des discussions ont toutefois eu lieu, comme l'a noté le Tribunal, au cours desquelles elle lui a fait part de ses commentaires. Bien que le requérant ait allégué qu'il avait tenu compte de tous ses commentaires dans les grandes lignes du projet et que ses critiques avaient été la manifestation d'un préjudice de sa part, le Tribunal n'a constaté aucun préjudice ou abus de pouvoir. Il a par ailleurs noté que le Chef de division avait commenté favorablement à plusieurs reprises les autres travaux du requérant.

En ce qui concerne le document de partenariat, le Tribunal a fait observer qu'il n'y avait également aucune évaluation écrite du rendement professionnel du requérant. Selon le requérant, le Directeur de programme et le Coordonnateur régional avaient fait des commentaires positifs oralement sur le document. On lui avait demandé d'effectuer quelques modifications concernant les données et de s'adresser au nouveau consultant espagnol. Le document n'avait jamais été complété parce que le requérant avait estimé qu'il ne pouvait en faire davantage à moins d'un paiement supplémentaire ou d'une prolongation de contrat. Comme le tribunal l'a fait observer, la soumission du défendeur à l'effet que le document final était insatisfaisant pour les deux superviseurs ne correspondait pas pleinement aux éléments de preuve. Le Directeur de programme et le Coordonnateur régional avaient fait part devant la Commission paritaire de recours de leur déception du fait que le requérant n'avait pas complété le document. La Commission paritaire de recours a conclu que le Coordonnateur régional était satisfait de son travail et avait été impressionné des efforts qu'il avait investis dans le document. En ce qui concerne l'absence d'instructions écrites et du temps mis à la disposition du requérant, le tribunal a estimé que la nécessité de procéder à des modifications n'était pas nécessairement due à une faute de sa part.

Comme il a été mentionné ci-dessus, le Tribunal était d'avis que le requérant n'avait pas automatiquement droit à un autre contrat. La possibilité d'un tel contrat demeurait le pouvoir de la Banque; même si le requérant n'avait pas droit à un renouvellement ou à une prolongation de contrat ou à une évaluation écrite, il était toutefois en droit à une considération équitable et à une reconnaissance de son travail sur le document de partenariat, qui avait été jugé satisfaisant. La Banque avait semblé dési-

reuse de voir le projet complété mais n'avait pas pris en considération les moyens qui auraient permis au requérant de le terminer. D'une certaine façon, elle ne lui avait pas accordé un traitement équitable.

Le requérant a soutenu qu'on lui avait offert un contrat de consultant de six mois en attendant un accord à plus long terme. Toutefois, le contrat qui lui a été envoyé le 13 mars 1997 ne prévoyait que 82 jours de paie, soit du 3 mars au 30 juin. À ce moment-là, il avait déjà commencé à travailler. Il a signé le contrat le 14 avril, après qu'on l'eut assuré qu'il serait prolongé de 63 jours pour un total de 145 jours. Le requérant a déclaré qu'étant donné la prolongation à 145 jours, il bénéficiait dès lors d'un contrat de consultant à long terme et qu'il était en droit à certains bénéfices tels qu'une assurance maladie, un régime de retraite et de congés de maladie et congés annuels. Toutefois, le contrat de six mois ne lui donnait pas droit à ces bénéfices qui lui ont d'ailleurs été refusés. Il a soutenu qu'il comptait sur les assurances qu'on lui avait données et, qu'en conséquence, il avait subi une perte financière.

Le défendeur a fait valoir qu'initialement un financement suffisant n'avait pu être trouvé pour un contrat de six mois. Un financement pour 82 jours avait été mis à disposition. Lorsque des fonds supplémentaires avaient été obtenus par la suite, le contrat avait été prolongé de 63 jours. Comme le requérant avait accepté le contrat de courte durée, il ne pouvait plus maintenant réclamer une perte. Comme l'a noté le Tribunal, il était clair que le requérant s'attendait à recevoir, et désirait recevoir, les bénéfices qui découlaient normalement d'un contrat continu de six mois. Rien ne prouvait qu'on lui avait dit que ses attentes étaient erronées avant la signature du contrat. Le Tribunal a estimé que la Banque a refusé un traitement équitable au requérant en omettant de lui garantir les bénéfices qui auraient découlé d'un contrat continu de six mois ou de l'aviser en temps opportun de sa véritable position en ce qui concerne les bénéfices associés à un tel contrat. De plus, comme noté plus haut, le fait qu'il n'ait pas reçu un contrat de six mois le privait du droit à une évaluation formelle écrite en vertu du Règlement du personnel.

Le requérant a réclamé 440 dollars pour couvrir les frais qu'il avait encourus afin d'obtenir des renseignements à partir de la base de données de l'Institut. Il a allégué qu'il avait dû payer ce montant à un employé d'un cabinet d'experts-conseils travaillant à l'Institut parce que la personne qui avait été désignée pour l'appuyer n'avait pas répondu à ses demandes de renseignements. Comme l'a noté le Tribunal, la Commission paritaire de recours avait constaté que l'incident était déconcertant et troublant et qu'il s'agissait là d'une indication claire de la manière dont le requérant avait dû se sentir isolé. Toutefois, la Commission a conclu qu'en tant que professionnel expérimenté, le requérant avait sa part de responsabilité; il aurait dû évaluer la situation et en faire rapport à l'administration avant le déboursé des frais.

Le Tribunal a estimé que l'isolement du requérant, mis en évidence par l'incident, devait être attribué en partie aux déficiences et à l'indifférence de l'administration. Il est apparu que le Banque à ce moment-là n'avait accordé que très peu d'attention aux préoccupations du requérant et qu'elle avait omis de répondre aux nombreuses demandes du requérant. De l'avis du Tribunal, la Banque avait privé le requérant d'un traitement équitable en créant des conditions qui n'étaient pas d'un grand soutien dans son travail et en omettant de rembourser les frais qu'il avait encourus en conséquence.

Le requérant a soutenu que lorsqu'il travaillait à la direction du Bureau du Directeur de l'Institut, il avait été traité irrespectueusement et de manière peu professionnelle. Lorsqu'il était rentré de vacances, il avait trouvé ses biens dans une boîte dans le couloir et son compte de courrier électronique avait été fermé. À une autre occasion, un analyste informaticien s'était installé à son bureau, son ordinateur avait été débranché et ses dossiers étaient en désordre. Il avait de plus été écarté de la liste de distribution électronique du personnel jusqu'à la presque toute fin de son occupation, l'isolant ainsi quasi totalement. Le Tribunal a estimé que ces faits devaient être troublants pour le requérant à ce moment-là, et il ne faisait aucun doute que la situation empirait à mesure que l'on mettait l'accent sur son statut temporaire et son isolement. Le Tribunal a estimé que ces gestes auraient dû être évités mais ils ne nécessitaient pas une conclusion distincte de traitement inéquitable.

Le Tribunal a décidé que le requérant n'avait pas démontré qu'il y avait eu promesse ou assurance de la part de la Banque au sujet d'un renouvellement ou d'une prolongation de son contrat de courte durée jusqu'à son expiration.

Le Tribunal a conclu, cependant, qu'il y avait eu plusieurs irrégularités dans le traitement du requérant, qui avaient entraîné un traitement inéquitable contraire aux Principes régissant les conditions d'emploi du personnel, à savoir :

a) En ne fournissant pas au requérant une déclaration écrite concernant les modifications apportées à son mandat en mai 1997 et ses dernières attributions;

b) En omettant de reconnaître le travail satisfaisant qu'il avait effectué sur le document du partenariat ou d'examiner les moyens permettant au requérant de compléter le document;

c) En omettant de garantir au requérant les bénéfices qui auraient découlé d'un contrat continu de six mois, y compris une évaluation formelle en vertu du Règlement du personnel ou de l'aviser de sa véritable situation à l'égard de ces bénéfices;

d) En omettant de créer les conditions qui l'auraient soutenu dans son travail et de lui rembourser la somme de 440 dollars qu'il avait déboursée pour obtenir les informations relatives à son document de partenariat.

Pour ces motifs, le Tribunal ordonne au défendeur de verser au requérant à titre d'indemnité la somme de 20 000 dollars nets d'impôts et la somme de 1 500 dollars pour dépens.

---

2. DÉCISION N° 225 (28 JANVIER 2000) : PAUL ZWAGA CONTRE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT[21]

Non-confirmation et résiliation d'un contrat de durée déterminée—Période de stage—La décision de confirmation d'un tel engagement relève du pouvoir discrétionnaire—Question de savoir si une procédure régulière a été respectée : avertissements, possibilité de se défendre soi-même, orientation adéquate en vue d'un candidat externe—Dommages pour préjudices vraiment subis

Le 2 septembre 1997, le requérant a été engagé par la Banque en qualité de Chef (niveau 23) du Groupe de la commercialisation du Département des relations extérieures, Bureau des publications, pour un contrat de durée déterminée de quatre ans. Conformément à la politique de la Banque mondiale, le requérant avait été engagé pour une période de stage pendant la première année et son engagement devait normalement faire l'objet d'une confirmation après la première année.

Le 30 juin 1998, le Directeur des publications a écrit au Directeur par intérim du Département des relations extérieures et à l'administrateur chargé des ressources humaines du Département, lesquels formaient avec le Directeur des publications le groupe d'examen de la gestion, pour demander l'approbation de mettre fin à l'engagement du requérant. Dans sa demande, le Directeur des publications faisait valoir que la période d'affectation du requérant au sein de la Banque avait été marquée par des problèmes de comportement et de rendement. Plus tard, le même jour, le groupe d'examen de la gestion s'était réuni pour évaluer le rendement professionnel du requérant et la recommandation du Directeur des publications visant à mettre fin à l'engagement du requérant. Après quelques échanges, la recommandation du Directeur des publications avait été adoptée.

Dans une lettre datée du 30 juin 1998, le Directeur des publications a informé le requérant qu'il avait recommandé de mettre fin à son engagement. Il a déclaré que le rendement du requérant et son comportement durant le dernier mois avaient été jugés décevants et a énuméré un certain nombre d'exemples. Le Vice-Président du Département des relations extérieures a, par la suite, informé le requérant dans une lettre datée du même jour, que sa nomination n'avait pas été confirmée et que son engagement prendrait fin le 30 septembre 1998.

Le 24 septembre 1998, le requérant a formulé une déclaration de recours devant la Commission paritaire de recours contre la « non-confirmation et la résiliation de [son] contrat de durée déterminée ».

Dans son rapport, la Commission paritaire de recours a déclaré que la décision de non-confirmation était appropriée et que les éléments visant à prouver que le Directeur des publications avait promis au requérant une prolongation de sa période de stage étaient insuffisants. De plus, elle a toutefois déclaré que : *a*) bien que le recrutement international du requérant ait fait partie d'une stratégie d'ensemble visant à relever le niveau de compétences professionnelles du Groupe de la commercialisation, la haute direction du Département des relations extérieures n'avait pris aucune mesure pour appuyer ce message auprès du personnel du requérant; *b*) il n'y avait aucune indication que la haute direction du Département ait fait des tentatives pour guider ou encadrer le requérant afin de l'aider à assimiler la culture de la Banque; et *c*) les superviseurs du requérant ne l'avaient pas approché rapidement pour lui offrir une juste possibilité de prendre en considération les plaintes du personnel faites à son encontre. À la lumière de ces faits, la Commission a fait les recommandations suivantes : *a*) le requérant devrait recevoir une compensation d'un montant équivalent à six mois de salaire net; *b*) le requérant devrait être remboursé pour le transport dans son pays d'origine de ses effets personnels et articles ménagers; et *c*) les honoraires d'avocat du requérant devraient lui être remboursés.

La Banque a accepté les recommandations ci-dessus, mais le requérant a demandé un montant additionnel de trois mois de salaire net pour une libération et un règlement définitifs de toutes réclamations. La Banque a rejeté la demande du requérant et le requérant a déposé une demande auprès du Tribunal le 30 juin 1999. Dans sa demande, il a contesté la décision du défendeur de ne pas confirmer son affectation et sa décision alléguée de retirer son offre d'une prolongation d'un an de sa période de stage.

Eu égard à ce qui précède, le Tribunal a fait observer que, conformément au paragraphe 1.02 de la disposition 4.02 du Règlement du personnel, « la période de stage a pour but d'évaluer la compatibilité du Groupe de la Banque et du fonctionnaire ». Une évaluation de cette compatibilité était laissée à la discrétion de la direction [voir, par exemple, *Salle* (décision n° 10 (1982)]. De plus, il revenait à la Banque d'établir les normes auxquelles devait répondre le stagiaire. Dans l'affaire *Buranavanichkit,* décision n° 7 (1982), le Tribunal a soutenu que ces normes

> « pouvaient faire référence non seulement à la compétence technique du ou de la stagiaire mais également à son caractère, sa personnalité et sa conduite en général dans la mesure où ils se rapportent à sa capacité à travailler en harmonie et de manière appréciable avec ses superviseurs et les autres membres du personnel ».

Dans la présente affaire, le défendeur avait décidé de ne pas confirmer le requérant compte tenu de : *a*) son comportement et son style de gestion; et *b*) son rendement professionnel. Comme l'a souligné le Tribunal, le dossier démontrait clairement que les critiques du défendeur

à l'égard du comportement et des compétences en gestion du requérant étaient raisonnablement justifiées. Son rendement négligeable et sa gestion aléatoire ont été mis en évidence, entre autres, dans un mémorandum de l'administrateur chargé des ressources humaines du Département des relations extérieures qui exposait brièvement les plaintes du personnel à son endroit; les notes du personnel et du Directeur du Département des relations extérieures concernant les plaintes du personnel; une démission au moins imputable directement au requérant; l'évaluation à mi-parcours du requérant; et la correspondance se rapportant à la décision de mettre fin à l'engagement du requérant. Le requérant lui-même avait reconnu avoir un style de gestion sévère. Par exemple, lors de son examen intérimaire, le requérant avait déclaré qu'à l'avenir, il ferait preuve d'une attitude plus positive.

Le Tribunal a noté que la plupart des problèmes interpersonnels du requérant existaient déjà avant même qu'il ne reçoive des avertissements fondés de la part de ses supérieurs et il a reconnu que les interactions avec son personnel semblaient s'être améliorées par la suite. Toutefois, les problèmes initiaux ont eu un effet négatif sur la mise en œuvre du nouveau programme de commercialisation des activités de publications de la Banque, raison pour laquelle le requérant avait été recruté.

En ce qui concerne le rendement professionnel du requérant, il n'a pas été possible pour le Tribunal d'établir dans quelle mesure les réalisations du programme de travail du requérant, telles que les négociations avec Oxford University Press, les négociations avec le Service d'édition des publications officielles, la fermeture de la librairie de la Banque mondiale à Paris, certaines augmentations des ventes et réductions des coûts, étaient le résultat de la contribution du requérant ou d'autres facteurs comme le défendeur l'a allégué. Quoi qu'il en soit, la plupart du temps, selon le Directeur de publication, le rendement du requérant n'avait pas donné les résultats escomptés. À cet égard, le Tribunal ne substituerait pas son propre jugement à celui du défendeur concernant l'aptitude à l'emploi du requérant.

Dans la mesure où les évaluations du requérant et la décision du défendeur étaient basées sur les qualités personnelles du requérant pour remplir les fonctions du poste à la Banque et, en l'absence de préjugés, de motivations arbitraires ou illicites de la part des supérieurs du requérant, le Tribunal a conclu que le défendeur n'avait pas abusé de son pouvoir discrétionnaire.

En ce qui concerne la question de savoir si le requérant avait été traité équitablement et conformément à une procédure régulière dans la décision de ne pas le confirmer, le Tribunal a rappelé qu'il avait soutenu dans l'affaire *McNeill,* décision n° 157 (1997), qu'une période de stage engendrait des droits et des obligations pour les deux parties et comme l'institution jouissait d'un large pouvoir discrétionnaire lorsqu'il s'agissait de la confirmation d'un stagiaire, ce pouvoir devait être équi-

libré en respectant son obligation de répondre à ce que le Tribunal a appelé « les normes appropriées de justice ». Dans l'affaire *Salle,* décision n° 10 (1982), le Tribunal avait mis l'accent sur « l'importance des conditions parfois subsumées dans la phrase 'garanties d'une procédure régulière' ». Il a ajouté :

> « Le grand pouvoir discrétionnaire accordé au défendeur de prendre sa décision à la fin d'une période de stage rend encore plus impératif que des garanties procédurales assurant un traitement équitable au fonctionnaire soient respectées. »

En ce qui concerne la période de stage, le Tribunal a distingué « deux garanties fondamentales » comme étant « essentielles à l'observation d'une procédure régulière » :

> « Premièrement, un avertissement approprié doit être donné au fonctionnaire lorsqu'il s'agit de critiquer son rendement professionnel ou de lui faire part de lacunes dans son travail qui pourraient, en dernière analyse, entraîner une décision défavorable. Deuxièmement, le fonctionnaire doit bénéficier de possibilités adéquates pour se défendre lui-même. » [Affaire *Samuel-Thambiah,* décision n° 133 (1993).]

En outre, le Tribunal avait maintenu que l'un des droits fondamentaux d'un employé en stage était le droit de recevoir une orientation et une formation adéquates [affaire *Rossini,* décision n° 31 (1987)], et qu'il était de la responsabilité de la Banque de veiller à ce que son obligation de fournir au fonctionnaire en période de stage une supervision et une orientation adéquates soit remplie de manière raisonnable [affaire *Salle,* décision n° 10 (1982)]. Le Tribunal a également noté que le requérant avait été recruté à l'extérieur et qu'il était peu familier avec les politiques et procédures de la Banque, et l'on aurait dû prévoir qu'il aurait besoin d'un minimum raisonnable de formation et de supervision, au moins au début de son affectation, pour régler les problèmes susceptibles de se poser durant la période transitoire.

En examinant le dossier, le Tribunal a conclu que la Banque n'avait pas fourni d'orientation et de supervision adéquates au requérant sur la manière dont il devait diriger son personnel dans l'application des changements décrits ci-dessus. En particulier, la Banque avait négligé de régler rapidement le comportement inapproprié qui avait fait l'objet de nombreuses plaintes de la part du personnel dès octobre 1997. Le dossier indiquait que le requérant n'avait pas été informé officiellement de ces graves allégations avant la mi-janvier 1998, soit près de quatre mois après le début de sa période de stage. Le dossier indiquait de plus qu'après avoir été correctement notifié, le requérant avait changé son comportement et les plaintes avaient cessé.

Cette conclusion du Tribunal revêtait une importance particulière car l'incapacité du requérant à démontrer « ses compétences en matière de gestion et de relations interpersonnelles nécessaires pour bâtir un tra-

vail d'équipe au sein de son personnel et ses collègues et y prendre part » était l'une des principales raisons évoquées par le défendeur pour la non-confirmation de son affectation. La Commission paritaire de recours a recommandé que le défendeur verse une indemnité au requérant pour l'omission de la Banque de lui fournir une juste possibilité de réussir la tâche pour laquelle il avait été recruté, une recommandation que la Banque avait acceptée. Le Tribunal a soutenu que cette indemnité était appropriée et qu'aucune indemnité supplémentaire ne serait accordée par le Tribunal à cet égard.

Le Tribunal a constaté d'autres exemples de la façon dont le requérant avait été traité par le défendeur et qui constituaient une violation de la procédure régulière. À cet égard, le Tribunal a soutenu, selon le dossier, qu'un mois et demi seulement après les six mois requis pour l'examen intérimaire, lequel avait été exécuté tardivement, le requérant avait été informé par le Directeur des publications que la confirmation n'était pas possible mais qu'il était prêt à lui offrir une prolongation de la période de stage afin de lui donner une autre chance de réussir. De l'avis du Tribunal, la période entre le temps où le requérant a été informé lors de son examen intérimaire que son rendement nécessitait une amélioration et le temps où il a été informé que la confirmation ne serait pas possible (c'est-à-dire un mois et demi) était insuffisante pour permettre au requérant de démontrer une amélioration de son rendement. Une irrégularité procédurale encore plus grave est survenue, de l'avis du Tribunal, lorsque le requérant n'a pas eu la chance de défendre son dossier. Il avait droit à une évaluation finale de son rendement avant l'examen de la direction et avant que toute mesure ne soit prise concernant la non-confirmation de son affectation.

Comme le Tribunal l'avait décidé dans le passé, « les indemnités visaient à fournir au requérant une réparation adéquate pour le préjudice qu'il avait vraiment subi » [affaire *McNeill,* décision n° 157 (1997)]. Dans la présente affaire, le Tribunal a maintenu que le requérant avait souffert d'un préjudice du fait : *a*) qu'il n'avait pas été traité équitablement par la Banque en ce sens que la Banque ne lui avait pas fourni des conseils et une orientation adéquats pour accomplir la tâche pour laquelle il avait été recruté, en particulier au début de sa période de stage; et *b*) d'autres irrégularités procédurales. S'agissant du premier point, le Tribunal a constaté que le requérant avait été indemnisé adéquatement par le défendeur conformément à la recommandation de la Commission paritaire de recours et a déclaré qu'il n'y avait aucun motif justifiant une indemnité supplémentaire. Toutefois, à la lumière d'autres irrégularités procédurales, le Tribunal a conclu que le requérant avait droit à une indemnité supplémentaire correspondant à quatre mois de salaire net et aux dépens d'un montant de 5 000 dollars.

3. DÉCISION N° 227 (18 MAI 2000) : BAHRAM MAHMOUDI (N° 2) CONTRE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT[22]

Poste excédentaire—Examen limité d'une décision relative à une situation de personnel excédentaire—Norme pour déclarer un excédent de personnel en raison d'une redéfinition de poste (par. 8.02, c)—Question de sous-emploi et de suppression de poste—Recours approprié pour abus de pouvoir grave—Question d'une présentation défectueuse de l'affaire du requérant

Le requérant, détenteur d'une licence et d'une maîtrise en science économique, a été recruté par la Banque en 1978 au titre d'un engagement temporaire. Deux ans plus tard, il a obtenu un engagement de durée limitée. Il est devenu membre du personnel en février 1981 et a il a été promu progressivement au cours des années.

Le 20 janvier 1998, les deux Vice-Présidents de la Région Afrique ont envoyé au requérant un avis au personnel excédentaire confirmant une indication antérieure du Directeur technique, Familles sectorielles Afrique, Développement humain 3, à l'effet que son poste serait supprimé à compter du 1er février 1998. L'avis citait le paragraphe 8.02, *c* de la disposition 7.01 du Règlement du personnel, sans plus de détail, mais confirmait vraisemblablement les arguments justifiant la demande du Directeur sectoriel. La disposition traitait de cas où une description de poste avait été révisée ou l'application d'une norme occupationnelle avait été modifiée, de sorte que les qualifications du titulaire ne correspondaient plus aux exigences du poste redéfini.

Le requérant a formé un recours, alléguant que la décision de le déclarer en surnombre était incorrecte et mettant l'accent sur son bon rendement professionnel ainsi que sur sa conception personnelle d'être encore utile au sein de son groupe de travail.

Comme l'a rappelé le Tribunal, la Banque devait pouvoir évoluer librement, et donc s'ajuster aux nouveaux besoins de ses pays bénéficiaires et aux nouvelles exigences correspondant à ses activités. Le fait que les compétences d'un fonctionnaire aient pu être bénéfiques pour la Banque dans le passé ne le ou la protégeait pas contre le risque que le groupe de travail pertinent exige des compétences mixtes auxquelles il ou elle ne correspondait pas. Le Tribunal a statué que les décisions relatives à un excédent de personnel relevait du « pouvoir discrétionnaire de la Banque ». Tout comme dans la décision n° 191, *Kocic* (1998), le Tribunal, dans la présente affaire, n'était pas disposé à remettre en question la décision concernant le fait que les aptitudes du requérant en tant que généraliste le plaçait en situation excédentaire dans le cadre de programmes qui nécessitaient dorénavant des spécialistes. Ces décisions n'avaient fait l'objet que d'un examen limité par le Tribunal et, en conséquence, il n'allait pas « entraver l'exercice d'un tel pouvoir à moins que

la décision ne constitue un abus de pouvoir discrétionnaire, arbitraire, discriminatoire ou irrégulièrement motivé » [*Montasser*, décision n° 156 (1997); voir aussi *Kahenzadeh,* décision n° 166 (1997)].

Le requérant avait allégué que la décision concernant un excédent de personnel avait été « un abus de pouvoir discrétionnaire et de procédure, fondé sur un plan préétabli faussement conçu par le personnel de l'équipe régionale Afrique ». Il avait accusé, de toutes les manières, la Banque de saboter ses programmes de travail, de déformer sans cesse son dossier d'emploi, de le calomnier et de conspirer pour parvenir à le licencier par tous les moyens, et l'avait également accusée de harcèlement, de discrimination et d'humiliation. Toutefois, aucune de ces allégations n'avait été prouvée devant le Tribunal.

Néanmoins, le Tribunal a soutenu une sérieuse allégation sur le fond. De l'avis du Tribunal, la Banque n'avait pas démontré qu'elle avait déterminé à priori son intention d'invoquer le paragraphe 8.02, *c* dans l'affaire du requérant. Citant la décision n° 85, *de Raet* (1989), le Tribunal a établi que pour justifier une décision concernant un excédent de personnel au titre du paragraphe 8.02, *c,* il ne suffisait pas de constater qu'un fonctionnaire était sous-employé. Une telle décision pouvait peut-être justifier l'excédent au titre du paragraphe 8.02, *b*—suppression de poste—mais le sous-emploi seul n'a pas permis d'en déduire forcément que le poste avait été redéfini. En fait, le Tribunal n'a pas trouvé de preuve suffisante de changements importants, encore moins « radicaux », dans les « conditions de travail et les normes applicables au requérant » pour soutenir une décision d'excédent de personnel fondée sur le paragraphe 8.02, *c.*

Eu égard au dommage dans la présente affaire, le Tribunal, tout en faisant observant que la décision de déclarer un fonctionnaire en excédent était d'une grande importance et un abus grave de pouvoir discrétionnaire, a rappelé qu'en vertu de l'article XII de son Statut, une indemnité, dans le cas où le requérant ne serait pas réintégré, ne devrait pas « excéder l'équivalent de trois années » de salaire net du requérant. Le Tribunal a noté qu'il pouvait, dans des cas exceptionnels, lorsqu'il le considérait justifié, ordonner le paiement d'une indemnité plus élevée.

À la suite de son examen de toute la situation, y compris le contexte de l'affectation initiale du requérant au sein du Programme de renouvellement du Bureau régional Afrique, ainsi que le dossier consistant et plausible des difficultés pour ses directeurs de lui trouver un programme de travail à temps plein, le Tribunal a soutenu que la Banque aurait sans doute été tôt ou tard confrontée à la situation du moins au moment de redéfinir son poste ou de procéder à l'application d'un autre régime d'excédent de personnel. Ce facteur devait être pris en compte dans la détermination d'une indemnité. En conséquence, le Tribunal a décidé que, au cas où la Banque déciderait de ne pas réintégrer le requérant, une indemnité d'un montant de 18 mois de salaire net devraient être accordée.

Le Tribunal a ajouté que l'aide accordée au requérant était considérable malgré la conduite malheureusement véhémente et déroutante du requérant dans la poursuite de son action. La présentation des points du requérant avait été contradictoire et ses citations au dossier probatoire avaient été ambiguës. Ses accusations de harcèlement, de conspiration, de diffamation et de falsification de documents avaient été mal conçues. La plupart des documents qu'il avait soumis au Tribunal étaient non pertinents et n'avaient pu, en fait, corroborer son interprétation.

Le Tribunal a de plus fait remarquer que le jugement dans la présente affaire s'était imposé à partir des faits véridiques du dossier et de l'incapacité de la Banque à justifier son action. Les arguments du requérant dont la présentation s'était souvent écartée du thème central et s'était attardée à de nombreux détails insignifiants, compliquant ainsi indûment les procédures, n'ont pas été d'un grand concours pour le Tribunal. En conséquence, le Tribunal n'a accordé aucune indemnité pour dépens.

D.—Décisions du Tribunal administratif du Fonds monétaire international[23]

Aucune décision n'a été prise par le Tribunal administratif du Fonds monétaire international en 2000.

NOTES

[1]En raison du nombre important de jugements qui ont été rendus en 2000 par les tribunaux administratifs des Nations Unies et des organisations intergouvernementales qui lui sont reliées, seuls les jugements présentant un intérêt général et/ou présentant un point important du droit administratif des Nations Unies sont résumés dans le présent volume de l'*Annuaire*. Pour le texte intégral de la série complète des jugements rendus par les tribunaux, à savoir les jugements n° 945 à 990 du Tribunal administratif des Nations Unies, les jugements n° 1891 à 1959 du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail et les décisions n° 217 à 237 du Tribunal administratif de la Banque mondiale, voir, respectivement : documents AT/DEC/945 à 990; *Jugements du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, quatre-vingt-huitième et quatre-vingt-neuvième sessions ordinaires*, et *Rapports du Tribunal administratif de la Banque mondiale, 1995*.

[2]Aux termes de l'article 2 de son Statut, le Tribunal administratif des Nations Unies est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation du contrat d'engagement des fonctionnaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou des conditions d'emploi de ces fonctionnaires, et pour statuer sur lesdites requêtes. Le tribunal est ouvert : *a*) à tout fonctionnaire du secrétariat des Nations Unies, même si son emploi a cessé, ainsi qu'à toute personne qui a succédé *mortis causa* aux droits du fonctionnaire; et *b*) à toute personne qui peut justifier de droits résultant d'un contrat d'engagement ou de conditions d'emploi, notamment des dispositions du statut du personnel et de tout règlement

dont aurait pu se prévaloir le fonctionnaire. L'article 14 du statut dispose que la compétence du tribunal peut être étendue à toute institution spécialisée reliée à l'organisation des nations unies conformément aux articles 57 et 63 de la charte des Nations Unies, dans des conditions à fixer par un accord que le secrétaire général des Nations Unies conclura avec elle à cet effet. Des accords de ce type ont été conclus avec deux institutions spécialisées conformément à la disposition précitée : l'organisation de l'aviation civile internationale et l'Organisation maritime internationale. En outre, le tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation des statuts de la caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, y compris des requêtes émanant des membres du personnel du Tribunal international du droit de la mer.

[3]M. Hubert Thierry, Président; M. Julio Barboza, Vice-Président; et M. Kevin Haugh, membre.

[4]M. Mayer Gabay, Vice-Président, assurant la présidence; et M. Chittharanjan Felix Amerasinghe et M. Kevin Haugh, membres.

[5]M. Julio Barboza, Vice-Président, assurant la présidence; et M. Chittharanjan Felix Amerasinghe et M. Kevin Haugh, membres.

[6]M. Hubert Thierry, Président; et M. Chittharanjan Felix Amerasinghe et M[me] Marsha A. Echols, membres.

[7]M. Julio Barboza, Vice-Président, assurant la présidence; et M. Chittharanjan Felix Amerasinghe et M. Kevin Haugh, membres.

[8]M. Hubert Thierry, Président; M. Julio Barboza, Vice-Président; et M. Kevin Haugh, membre.

[9]M. Mayer Gaby, Vice-Président, assurant la présidence; et M. Chittharanjan Felix Amerasinghe et M. Kevin Haugh, membres.

[10]Le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation, soit quant au fond, soit quant à la forme, des stipulations du contrat d'engagement des fonctionnaires ou des dispositions du Statut du personnel du Bureau international du Travail et de celui de toutes les autres organisations internationales qui reconnaissent la compétence du Tribunal, à savoir, au 31 décembre 2000 : l'Organisation internationale du Travail, y compris le Centre international de formation; l'Organisation mondiale de la santé, y compris l'Organisation panaméricaine de la santé; l'Union internationale des télécommunications; l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; l'Organisation météorologique mondiale; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire; l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce; l'Agence internationale de l'énergie atomique; l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle; l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol); l'Union postale universelle; l'Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral; le Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre; l'Association européenne de libre-échange; l'Union interparlementaire; le Laboratoire européen de biologie moléculaire; l'Organisation mondiale du tourisme; l'Organisation européenne des brevets; le Centre africain de recherche et de formation en matière d'administration du développement; l'Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires; le Centre international pour l'enregistrement des matricules; l'Office international des épizooties; l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; l'Organisation internationale de police criminelle - Interpol; le Fonds international de développement agricole; l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales; le Conseil de coopération douanière; la Cour de Justice de l'Association européenne de libre-échange; l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange; le Service international de la recherche agronomique nationale; l'Organisation internationale pour les migrations; le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie; l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques; l'Organisation hydrographique internationale; la Conférence de la Charte de l'éner-

gie; la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge; et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Tribunal est en outre compétent pour connaître des différends auxquels donne lieu l'exécution de certains contrats par l'Organisation internationale du Travail, ainsi que des différends concernant l'application du règlement de l'ancienne Caisse des pensions de l'Organisation internationale du Travail.

Le Tribunal est ouvert à tout fonctionnaire des organisations susmentionnées même après la cessation de son emploi, ainsi qu'à toute personne qui a succédé *mortis causa* aux droits du fonctionnaire et à toute personne qui peut justifier de droits résultant d'un contrat d'engagement ou de conditions d'emploi, notamment des dispositions du Statut du personnel et de tout règlement dont aurait pu se prévaloir le fonctionnaire.

[11] M. Michel Gentot, Président; et MM. Jean-François Egli et Seydou Ba, juges.

[12] M. Michel Gentot, Président; et MM. Julio Barberis et Jean-François Egli, juges.

[13] M. Michel Gentot, Président; M[me] Mella Carroll, Vice-Présidente; et M. James K. Hugessen, juge.

[14] M. Michel Gentot, Président; M[me] Mella Carroll, Vice-Présidente; et M. James K. Hugessen, juge.

[15] M. Michel Gentot, Président; M[me] Mella Carroll, Vice-Présidente; et M. James K. Hugessen, juge.

[16] M. Michel Gentot, Président; et MM. Jean-François Egli et Seydou Ba, juges.

[17] M. Michel Gentot, Président; et MM. Jean-François Egli et Seydou Ba, juges.

[18] M. Michel Gentot, Président; M[me] Mella Carroll, Vice-Présidente; et M. James K. Hugessen, juge.

[19] Le Tribunal administratif de la Banque mondiale est compétent pour connaître de toute requête invoquant l'inobservation d'un contrat d'engagement ou des conditions d'emploi, y compris de toutes dispositions pertinentes des règles et règlements en vigueur au moment de l'inobservation invoquée des agents de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de l'Association internationale de développement et de la Société financière internationale (désignés collectivement aux fins du Statut du Tribunal comme « le Groupe de la Banque »). Le Tribunal est ouvert à tout membre du personnel actuel ou ancien du Groupe de la Banque, à toute personne qui peut prétendre à un droit d'un membre du personnel en qualité de représentant personnel ou en raison du décès dudit membre, et à toute personne qui est en droit, parce qu'elle a été désignée ou pour toute autre raison, de recevoir un versement en vertu d'une disposition du régime des pensions du personnel.

[20] M. Francisco Orrego Vicuna, Vice-Président assurant la présidence; M. A. Kamal Abul-Magd et M[me] Elizabeth Evatt, juges.

[21] M. Robert A. Gorman, Président; M. Thio Su Mien, Vice-Président; MM. Bola A. Ajibola et Jan Paulsson, juges.

[22] M. Francisco Orrego Vicuna, Vice-Président assurant la présidence; M. Bola A. Ajibola, M[me] Elizabeth Evatt et M. Jan Paulsson, juges.

[23] Le Tribunal administratif du Fonds monétaire international est devenu opérationnel le 1[er] janvier 1994. Le Tribunal est chargé d'examiner toute décision liée à l'emploi prise par le Fonds depuis le 15 octobre 1992.

Chapitre VI

CHOIX D'AVIS JURIDIQUES DES SECRÉTARIATS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A. — Avis juridiques du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (publiés ou établis par le Bureau des affaires juridiques)

Maintien de la paix

1. DIVULGATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE AUX PROCHES PARENTS D'UN MILITAIRE

Mémorandum adressé au Conseiller militaire, Département des opérations de maintien de la paix

Nous nous référons à votre mémorandum du 10 novembre 2000, dans lequel vous demandez un avis en rapport avec la demande de la Mission permanente d'un État Membre des Nations Unies concernant la divulgation du rapport de la Commission d'enquête de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) dans le cas susmentionné aux proches parents du soldat X.

Votre mémorandum était également accompagné d'une lettre datée du 30 octobre 2000 que le Conseiller militaire de la Mission permanente vous avait adressée. Dans cette lettre, la Mission permanente a reconnu la politique de l'Organisation selon laquelle un rapport de la Commission d'enquête des Nations Unies est un document interne des Nations Unies et qu'il ne peut être rendu public, en partie ou en totalité. Néanmoins, la Mission permanente a demandé s'il pouvait y avoir des cas d'exception à cette politique, ce qui permettrait au Département de la défense de [État Membre] de communiquer une copie du rapport de la Commission ou une partie de celui-ci aux proches parents du soldat X. La Mission a déclaré que les procureurs de Mme Y, la mère du soldat X, avaient demandé aux autorités de [État Membre] de mettre à disposition une copie du rapport de la Commission d'enquête de la FINUL concernant le décès du soldat X.

Nous signalons que le soldat X a été tué lors d'une fusillade pendant son service dans le contingent militaire de [État Membre] au sein de la FINUL. À cet égard, nous souhaitons rappeler que la politique concer-

nant la divulgation des rapports de la Commission d'enquête impliquant du personnel d'un État fournisseur de troupes est présentée dans la note aux directeurs en date du 26 avril 1995, sous la rubrique « Directives concernant les Commissions d'enquête ». En vertu de la note aux directeurs, un rapport de la Commission d'enquête peut être divulgué au gouvernement d'un État fournisseur de troupes lorsque l'incident sous enquête implique le personnel ou l'équipement dudit État et peut avoir des incidences sur les procédures, la formation ou autre dudit État. De plus, la note aux directeurs indique clairement, entre autres, qu'un rapport de la Commission d'enquête est un document interne des Nations Unies et n'a aucun statut juridique particulier; même lorsqu'il est partagé avec un État fournisseur de troupes, le rapport « demeure néanmoins un document interne des Nations Unies, à usage officiel seulement, et non pour diffusion de quelque manière que ce soit, y compris lorsqu'il s'agit de procédures judiciaires ou législatives ».

De plus, la note aux directeurs stipule que, lorsqu'un rapport d'une Commission d'enquête est transmis à un gouvernement dans de tels cas, il soit accompagné d'une note verbale contenant la phrase suivante :

> « Le présent rapport est un document interne des Nations Unies et est mis à disposition pour usage officiel seulement; il ne peut être utilisé pour un usage public sous quelque forme que ce soit en tout ou en partie. »

La note aux directeurs énonce également, toutefois, que des exceptions concernant la diffusion de rapports d'une Commission d'enquête « peuvent être examinées au cas par cas (par exemple, dans l'intérêt de la justice) en consultation avec le Bureau des affaires juridiques ».

L'Organisation a fait des exceptions à cette politique dans quelques cas récents en divulguant aux familles de victimes d'incidents graves la partie factuelle des rapports de la Commission d'enquête laquelle dans la plupart des rapports de la Commission s'intitule « Description de l'incident » ou « Exposé des faits ».

Dans le cas présent, le rapport de la Commission d'enquête a été transmis à la Mission permanente de [État Membre] accompagné d'une lettre de votre prédécesseur, en date du 15 décembre 1999. Conformément à la note aux directeurs, cette lettre informait la Mission permanente de [État membre] de la nature interne et confidentielle du rapport de la Commission d'enquête, utilisant l'essence du libellé de la phrase qui doit être incluse dans la note verbale, tel que citée ci-dessus.

En outre, nous savons que le contingent de [État membre] a mené sa propre enquête, dont les résultats figurent dans le rapport de police militaire. Nous savons également que le contingent de [État Membre] a décliné les demandes de coopération avec la Commission d'enquête de la FINUL et a refusé la permission à la Commission d'enquête d'interroger des témoins importants du contingent irlandais. Le rapport de la

Commission d'enquête de la FINUL s'appuie donc, en le reformulant, entièrement sur le rapport de la police militaire de [État Membre].

Dans ces conditions, conformément aux récentes exceptions à la politique générale, nous proposons que les Nations Unies acceptent de divulguer à la mère du soldat X une copie de la partie du rapport de la Commission d'enquête de la FINUL intitulée « Description de l'incident » qui décrit de manière factuelle les circonstances de la mort du soldat X. Toutefois, cette copie de la partie intitulée « Description de l'incident » devra être accompagnée d'une lettre des autorités de [État Membre] informant la mère du soldat X que la Commission d'enquête de la FINUL s'est appuyée entièrement sur l'enquête menée par la police militaire de [État Membre].

Le 28 novembre 2000

---

2. QUESTION DE SAVOIR SI LA FORCE AÉRIENNE ET LA MARINE D'UN ÉTAT PARTICIPANT AU DÉPLOIEMENT DU CONTINGENT D'UN ÉTAT DANS UNE ZONE DE MISSION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PEUVENT BÉNÉFICIER DU STATUT D'EXPERTS EN MISSION—ARTICLE 5.1 ET ARTICLE 7 DE L'ANNEXE A DU MÉMORANDUM D'ACCORD TYPE—RÉSOLUTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ 1320 (2000)

Mémorandum adressé au Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix

Je me réfère à votre mémorandum du 29 novembre 2000 accompagné d'une note verbale de la Mission permanente de [État Membre] de l'Organisation des Nations Unies, en date du 28 novembre 2000. La note verbale indique qu'un navire de transport de la marine de [État Membre] et un aéronef de transport de la force aérienne de [État Membre] participeront au déploiement du contingent de [État Membre] pour le compte de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE). La Mission permanente a demandé que l'on octroie à la compagnie du navire de transport et à l'équipage de l'aéronef de transport le statut d'« experts en mission pour l'Organisation des Nations Unies » en vertu de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (« la Convention »).

Vous demandez notre avis sur le statut juridique de l'équipage du navire et celui de l'aéronef de transport susmentionnés à la lumière du fait que ces troupes, qui accomplissent des tâches en appui au contingent de [État Membre] dans la zone de mission, servent en tant qu'éléments nationaux de soutien logistique supérieurs aux exigences et effectifs autorisés pour la MINUEE.

Le Mémorandum d'accord type entre l'Organisation des Nations Unies et des États qui fournissent des ressources aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies établit les conditions administratives, logistiques et financières qui régissent la contribution du personnel, le matériel et les services fournis par un gouvernement en appui à une opération de maintien de la paix des Nations Unies (voir l'annexe à la note A/51/967 du 27 août 1997 du Secrétaire général contenant le Mémorandum d'accord type).

Dans son article 5.1, le Mémorandum d'accord type indique la quantité de personnel qu'un État fournisseur doit fournir et déclare de plus que « tout personnel au-delà du niveau indiqué dans le présent Mémorandum relèvera de la responsabilité du gouvernement et ne fera donc pas l'objet d'un remboursement ou d'autres formes d'appui de la part de l'Organisation des Nations Unies ».

Le principe selon lequel tout personnel au-delà du niveau indiqué relève de la responsabilité du gouvernement et non de l'Organisation des Nations Unies est élaboré plus avant à la section 3 de l'annexe A au Mémorandum d'accord type, qui contient les conditions générales relatives au personnel. Le paragraphe 7 stipule, notamment, que tout personnel au-delà du niveau indiqué « peut être déployé à [la mission de maintien de la paix des Nations Unies], avec l'assentiment préalable de l'Organisation des Nations Unies si le pays qui fournit le contingent et l'Organisation des Nations Unies déterminent que ce déploiement est nécessaire à des fins nationales ». De même, il est par ailleurs stipulé au paragraphe 7 que « ce personnel fait partie du contingent et, à ce titre, bénéficie du statut juridique des membres de [la mission de maintien de la paix des Nations Unies] ».

Sous réserve que les conditions établies au paragraphe 7 de l'annexe A au Mémorandum d'accord type aient été remplies, le personnel au-delà du niveau indiqué de [État Membre] bénéficieront du statut juridique dont jouissent les membres d'un contingent militaire et qui est prévu dans les projets d'accord sur le statut des forces en cours de négociation avec les Gouvernements de l'Érythrée et de l'Éthiopie. En vertu de ce statut, les membres de la composante militaire de la MINUEE sont soumis à la juridiction exclusive de l'État participant dont ils sont ressortissants pour toute infraction pénale qu'ils pourraient commettre en Érythrée ou en Éthiopie, selon le cas (article 51, *b*), en violation des deux projets d'accord sur le statut des forces.

Il importe de rappeler également qu'au paragraphe 6 de sa résolution 1320 (2000), le Conseil de sécurité stipulait que « dans l'attente de la conclusion de [ces accords sur le statut des forces], le modèle d'accord sur le statut des forces en date du 9 octobre 1990 (A/45/594) s'appliquerait provisoirement ». Le modèle d'accord sur le statut des forces qui prévoit les privilèges et immunités des contingents militaires, énonce clairement

au paragraphe 47, *b* que les membres d'un contingent militaire d'une mission de maintien de la paix sont « soumis à la juridiction exclusive de l'État participant dont ils sont ressortissants pour toute infraction pénale qu'ils pourraient commettre dans le [pays/territoire hôte] ».

Il serait donc souhaitable qu'un accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de [État Membre], s'appuyant sur le Mémorandum d'accord type, soit conclu à l'intention du personnel et du matériel fournis par le Gouvernement à la MINUEE. Conformément à l'article 7 de l'annexe A au Mémorandum d'accord type, si le déploiement de personnel au-delà du niveau indiqué approuvé par l'Organisation des Nations Unies et déterminé par le Gouvernement de [État Membre] et l'Organisation des Nations Unies était nécessaire à des fins nationales, cet aspect devrait donc également être traité dans l'accord susmentionné.

4 décembre 2000

Personnel

3. DEMANDE D'INDEMNITÉ POUR PERSONNE À CHARGE —ADMISSIBILITÉ D'ENFANTS EN SITUATION DE FAMILLE (DISPOSITION 103.24 DU RÈGLEMENT DU PERSONNEL ET INSTRUCTION ADMINISTRATIVE ST/IC/1996/40)

Mémorandum adressé au Chef de la Division des services opérationnels, Bureau de la gestion des ressources humaines

Je me réfère à votre mémorandum du 3 décembre 1999 dans lequel vous demandez un avis sur la demande de Mme X, une fonctionnaire du Centre d'information des Nations Unies à Dakar, relative à une indemnité pour personne à charge concernant sa nièce, Y. Vous avez expliqué que Mme X, qui avait un contrat de durée déterminée depuis le 11 décembre 1997, avait initialement présenté, en appui à sa demande, un certificat indiquant que Y résidait avec elle. Toutefois, le Bureau de la gestion des ressources humaines a estimé que le certificat ne prouvait pas clairement que l'enfant était à charge et a demandé à la fonctionnaire de présenter les documents d'adoption.

Le 5 novembre 1999, la fonctionnaire a présenté un procès-verbal de délégation de puissance paternelle avec charges, et un certificat de vie individuelle et de charge de famille. Vous nous avez demandé notre avis sur la question de savoir si, sur la base des derniers documents présentés par la fonctionnaire, l'Organisation pouvait reconnaître Y comme enfant à charge de Mme X.

Les conditions d'admissibilité des enfants en situation de famille figurent dans la disposition 103.24 du Règlement du personnel. Ces conditions sont exposées plus en détail dans le document ST/IC/1996/40. La liste ci-après des enfants pouvant être admissibles en situation de famille figure au paragraphe 5 de l'annexe au document ST/IC/1996/40 :

« *a*) L'enfant né d'un fonctionnaire;

« *b*) L'enfant légalement adopté par un fonctionnaire;

« *c*) L'enfant du conjoint d'un fonctionnaire, si cet enfant réside avec le fonctionnaire;

« *d*) Si l'adoption légale n'est pas possible parce que, dans le pays d'origine du fonctionnaire ou dans le pays où il réside habituellement, il n'existe ni législation en matière d'adoption, ni procédure judiciaire pour la reconnaissance officielle de l'adoption de facto ou de l'adoption régie par les règles coutumières, dans ce cas, en ce qui concerne l'enfant, les conditions suivantes s'appliquent :

« i) L'enfant réside avec le fonctionnaire;

« ii) Le fonctionnaire est considéré comme ayant établi une relation de nature parentale avec l'enfant;

« iii) L'enfant n'est ni le frère ni la sœur du fonctionnaire;

« iv) Le nombre d'enfants pour lesquels le fonctionnaire peut prétendre au versement de l'indemnité pour charge de famille au titre du présent alinéa n'est pas supérieur à trois. »

Dans tous les cas, pour qu'un enfant soit reconnu comme enfant à charge du fonctionnaire, le fonctionnaire doit subvenir principalement et régulièrement à l'entretien de l'enfant.

Dans le cas présent, Y ne peut être considérée comme enfant à charge de Mme X en vertu du paragraphe 5, *a* du document ST/IC/1996/40 car elle n'est pas l'enfant naturel de Mme X, ou du paragraphe 5, *c* du même document car elle n'est pas l'enfant du conjoint de Mme X. La question est donc de savoir si Y est un enfant légalement adopté par Mme X tel que prévu au paragraphe 5, *b* du document ST/IC/1996/40, ou l'enfant de Mme X en vertu d'une adoption régie par les règles coutumières ou de facto tel qu'énoncé au paragraphe 5, *d* du même document, dans le cas desquels Y pourrait dès lors être considérée comme enfant à charge.

Le document « Procès-verbal de délégation de puissance paternelle avec charges » fourni par la fonctionnaire avait été délivré par la Cour d'appel de [État Membre] en vertu d'une demande de la mère d'Y, Z, et de la fonctionnaire. Au titre de ce document, Z délègue son autorité parentale à l'égard d'Y, ainsi que les obligations liées à l'entretien de l'enfant. Le motif de la délégation avance l'incapacité de Z à s'acquitter

de ses responsabilités vis-à-vis de son enfant. Le document stipule donc que Mme X exercera tous les droits et obligations parentaux à l'égard d'Y, y compris la responsabilité des dépenses relatives à « l'entretien, aux besoins et à l'éducation » de l'enfant, en vertu de l'article 289 du *Code de la famille.*

À notre avis, cette délégation de l'autorité parentale ne constitue pas une adoption légale. Si des dispositions légales relatives à l'adoption existent dans [État Membre], la fonctionnaire devrait adopter Y conformément à ces dispositions aux fins de l'admissibilité d'Y au statut d'enfant à charge. Si aucune disposition n'existe, toutefois, la seule autre possibilité pour Mme X de faire reconnaître Y comme enfant à charge auprès de l'Organisation des Nations Unies est de produire la preuve d'une adoption régie par les règles coutumières ou de facto. Nous ne sommes pas en mesure de certifier que des dispositions relatives à une adoption légale, de facto ou régie par les règles coutumières existent en [État Membre]. En outre, il ne nous apparaît pas clairement que l'intention de la mère d'Y soit de donner son enfant pour adoption par Mme X et de renoncer à tous ses droits parentaux à l'égard d'Y, ou que ce soit simplement dans le but d'obtenir un soutien financier pour l'enfant de la part de Mme X.

Si l'intention de Mme Z est de donner son enfant en adoption, l'Organisation des Nations Unies reconnaîtra l'enfant comme enfant à charge de Mme X si la fonctionnaire fournit l'information pertinente permettant de déterminer que l'enfant répond aux critères stipulés dans l'instruction administrative ST/IC/1996/40. À cet égard, Mme X devra fournir la preuve qu'elle a légalement adopté l'enfant. Si l'adoption légale n'est pas possible en [État Membre], et que la fonctionnaire atteste que l'enfant est à sa charge en vertu d'une adoption régie par les règles coutumières ou de facto, la fonctionnaire devra alors présenter la preuve de conformité avec les dispositions statutaires, le cas échéant, pour la reconnaissance de ces méthodes d'adoption, ou présenter une décision judiciaire valide reconnaissant une telle adoption. À cet égard, si la fonctionnaire invoque les dispositions du *Code de la famille,* on lui demandera également de soumettre des copies des articles 289 à 292 de ce code qui sont cités dans le document de la Cour d'appel de [État Membre]. De plus, l'intention de la mère d'Y de donner l'enfant en adoption devra être clairement établie avant qu'Y ne soit reconnue comme enfant à charge de Mme X à la suite d'une adoption régie par les règles coutumières ou de facto.

26 janvier 2000

---

4. LA COMMISSION PARITAIRE DE RECOURS ET LE COMITÉ PARITAIRE DE DISCIPLINE PEUVENT-ILS EXAMINER LES DOSSIERS DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE—DISPOSITION SUR LA CONFIDENTIALITÉ RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT DE RAPPORT D'UN FONCTIONNAIRE DU BUREAU DES SERVICES DE CONTRÔLE INTERNE

Mémorandum du Chef du Bureau du Secrétaire général adjoint, Département de la gestion

La présente fait suite à votre demande d'avis à savoir si les membres de la Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline peuvent examiner les dossiers du Bureau des services de contrôle interne en rapport avec l'examen de recours ou de mesures disciplinaires.

Dans sa résolution 48/218 B du 29 juillet 1994, l'Assemblée générale a demandé que le Secrétaire général veille à assurer la confidentialité des procédures du Bureau des services de contrôle interne et la protection contre des répercussions sur les fonctionnaires et non-fonctionnaires qui font rapport au Bureau des services de contrôle interne. Il a également prié le Secrétaire général de veiller à ce qu'une disposition soit mise en place pour protéger l'anonymat des fonctionnaires.

Dans la circulaire ST/SGB/27, « Création du Bureau des services de contrôle interne », le Secrétaire général établit les dispositions relatives à la confidentialité applicables aux enquêtes et documents du Bureau des services de contrôle interne. Les paragraphes 18, *b* et *c* de la circulaire ST/SGT/273 énoncent les cas spécifiques où les suggestions et communications (plaintes) adressées au Bureau des services de contrôle interne par des fonctionnaires ou des non-fonctionnaires, ainsi que toute autre information, peuvent être divulgués. Ces paragraphes se lisent comme suit :

> « *b*) Le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne désigne les fonctionnaires habilités à recevoir les suggestions et communications. Il incombe à des fonctionnaires d'empêcher que celles-ci ne soient divulguées par mégarde, par négligence ou de propos délibéré, ainsi que de veiller à ce que l'identité de ceux qui s'adressent au Bureau ne soit révélée qu'aux conditions stipulées dans la présente circulaire. La divulgation non autorisée des suggestions et communications visées constitue une faute passible de mesures disciplinaires. Sauf dans le cas prévu à l'alinéa *e* ci-après, l'identité de ceux qui ont présenté des suggestions ou communications au Bureau ne peut être révélée que si les procédures d'ordre administratif, disciplinaire ou judiciaire l'exigent, et ce seulement avec l'assentiment des intéressés.

« *c*) Les procédures et dispositions visant à protéger l'anonymat des fonctionnaires et non-fonctionnaires qui présentent des suggestions ou communications s'appliquent aussi à ceux qui informent le Bureau ou collaborent avec lui de quelque autre manière. »

La circulaire ST/SGT/273 énonce clairement que : *a*) les documents du Bureau des services de contrôle interne contenant les plaintes sont confidentiels; *b*) il revient au Bureau des services de contrôle interne de décider de la divulgation de ces documents; et *c*) l'identité d'un plaignant ne peut être divulguée qu'avec le consentement de ce dernier et uniquement à des fins d'ordre administratif, disciplinaire ou judiciaire. Cette dernière disposition ne suppose aucune automaticité : l'énoncé de la disposition pertinente (« peut être divulgué ») indique que cette question est laissée à la discrétion du Bureau.

Ces règles sont réitérées dans la section des investigations du manuel du Bureau des services de contrôle interne. Conformément au paragraphe 3 de la directive B du Manuel du Bureau, la divulgation de l'identité d'un plaignant exige l'assentiment du Chef de la section du Bureau des services de contrôle interne. Il est de plus stipulé au paragraphe 5 de la directive B que « les plaintes formulées auprès du [Bureau des services de contrôle interne] ne sont pas divulguées » sauf dans les cas susmentionnés. En outre, la directive A du manuel du Bureau des services de contrôle interne signale que les autorités disciplinaires et administratives des bureaux des Nations Unies peuvent utiliser les conclusions des rapports du Bureau des services de contrôle interne, mais elle ne contient aucune remarque analogue concernant les documents du Bureau des services de contrôle interne utilisés dans la préparation des rapports.

S'agissant du paragraphe 18, *c* de la circulaire ST/SGB/273, il est précisé au paragraphe 4 de la directive B du manuel ce qui suit :

« Les dispositions relatives à la confidentialité... ne s'appliquent pas aux témoins qui fournissent des informations en réponse aux questions et demandes de renseignements d'un enquêteur durant une investigation menée par la Section des investigations du Bureau des services de contrôle interne. Les témoins qui sont des fonctionnaires des Nations Unies sont dans l'obligation de coopérer avec la Section des investigations et doivent répondre honnêtement et sincèrement aux questions. » (ST/SGB/273, par. 4; Article 101, par. 3 de la Charte des Nations Unies; article 1.2 du Statut du personnel et disposition 104.4, *e* du Règlement du personnel.

Au titre de cette disposition, les témoins ne peuvent pas déterminer leur coopération avec la Section des investigations du Bureau des services de contrôle interne au motif que leur identité ou leur témoignage oral ou écrit demeure confidentiel. Enfin, un privilège de confidentialité complète pour des témoins, qu'il s'agisse de fonctionnaires des Nations Unies ou de non-fonctionnaires, réprimerait

toute investigation ou mesures administratives, disciplinaires ou judiciaires subséquentes, ce qui n'était donc pas de toute évidence l'intention de l'Assemblée générale lorsqu'elle a adopté la résolution 48/218 B le 29 juillet 1994. »

En ce qui concerne l'autorité de la Commission paritaire de recours et du Comité de recours disciplinaire en vue d'obtenir des documents se rapportant à leurs affaires et leur obligation de maintenir la confidentialité, nous notons ce qui suit.

La Commission paritaire de recours

Le paragraphe 1 de la disposition 111.2 du Règlement du personnel stipule que :

« La chambre est habilitée à convoquer les fonctionnaires du Secrétariat susceptibles de l'éclairer sur les questions dont elle est saisie, et elle a accès à toutes les pièces intéressant l'affaire. Si, outre ce qui précède, elle souhaite recevoir des renseignements ou des documents sur les débats consacrés aux questions de nomination et de promotion par les organes compétents en ces matières, elle les demande au Président du Comité des nominations et des promotions; celui-ci statue, en tenant compte des exigences de la confidentialité. Sa décision n'est pas susceptible de recours. Le Président de la chambre détermine quelles pièces seront communiquées à tous les membres de la chambre et aux parties. »

Le Comité paritaire de discipline

La disposition 110.7, *b* du Règlement du personnel stipule que :

« En principe, la procédure devant le Comité paritaire de discipline est limitée à un exposé écrit des faits de la cause et à de brèves observations et répliques présentées sans délai, oralement ou par écrit. Si le Comité estime que la déposition du fonctionnaire en cause ou d'autres témoins est nécessaire, il peut, à son gré, demander aux intéressés de faire une déposition écrite ou d'être entendus par le Comité lui-même, par l'un de ses membres ou par un autre fonctionnaire commis à cet effet ou encore recueillir leur déposition par téléphone ou par tout autre mode de communication. »

S'agissant de la confidentialité des documents du Comité paritaire de discipline, le paragraphe 19 de l'instruction administrative ST/AI/371, « Mesures et procédures disciplinaires révisées », stipule que :

« Le Président enjoint toutes les personnes impliquées dans les procédures du Comité paritaire de discipline, qu'il s'agisse de membres, de parties, d'avocats ou de témoins, à observer une stricte confidentialité... »

Le Comité paritaire de discipline a donc accès à tous les documents pertinents à l'affaire, mais seuls les renseignements ou les documents relatifs à une nomination et à une promotion doivent demeurer confidentiels. Le Comité paritaire de discipline est autorisé à n'obtenir que la déposition d'un fonctionnaire ou des témoins concernés en plus de la présentation écrite d'une affaire, et doit enjoindre toutes les personnes impliquées dans les procédures du Comité paritaire de discipline à observer la confidentialité.

À notre avis, les questions concernant l'accès aux documents et la confidentialité doivent être soigneusement prises en considération à la lumière des fonctions importantes accomplies par le Bureau des services de contrôle interne, la Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline. Nous estimons que les règlements se rapportant au Comité paritaire de discipline n'établissent pas clairement le droit du Comité de se procurer les documents auprès du Bureau des services de contrôle interne, car la disposition 110.7, *b* ne fait état que du droit du Comité à obtenir les dépositions.

L'accès de la Commission paritaire de recours aux dossiers du Bureau des services de contrôle interne soulève une question plus difficile. D'une part, la disposition 111.2 l) du Règlement du personnel stipule que la Commission « a accès à toutes les pièces intéressant l'affaire », et que la confidentialité est exigée tant pour le Bureau que pour la Commission. D'autre part, à notre avis, les exigences de confidentialité concernant les documents du Bureau sont beaucoup plus strictes que pour ceux de la Commission. Comme il a été démontré plus haut, les documents du Bureau contenant les plaintes et l'identité des plaignants ne peuvent être divulgués qu'en vertu d'une décision discrétionnaire du Bureau. Cette exigence de confidentialité vise à protéger les dénonciateurs et est essentielle au bon fonctionnement du Bureau. Par opposition, la disposition 111.2 l) du Règlement du personnel n'exige pas une grande confidentialité des documents de la Commission paritaire de recours. Elle exige seulement que seuls l'information ou les documents relatifs à une nomination ou à une promotion restent confidentiels. En fait, les exigences de grande confidentialité concernant les documents du Bureau pourraient être compromises si les documents du Bureau contenant les plaintes ou l'identité des plaignants étaient divulgués à la Commission paritaire de recours car ces derniers ne seraient plus protégés aussi adéquatement étant donné les exigences très faibles de confidentialité de la Commission paritaire de recours.

Il convient de noter que les émissions administratives concernant la Commission paritaire de recours et le Comité paritaire de discipline ont été formulées et promulguées bien avant que l'Assemblée générale n'établisse le Bureau des services de contrôle interne. En conséquence, les dispositions pertinentes de ces émissions devraient être analysées, aux fins de la présente demande, en tenant compte de la lettre et de l'es-

prit de la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale établissant le Bureau des services de contrôle interne. En particulier, il est stipulé au paragraphe 5, *a* de cette résolution que le Bureau des services de contrôle interne « agit de manière autonome, sous l'autorité du Secrétaire général, ... [dans] l'exercice de ses fonctions... » Aux paragraphes 6 et 7 de la résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de veiller à ce que soit mis en place un dispositif « permettant aux fonctionnaires de signaler directement et confidentiellement au Bureau... en étant protégés des répercussions... », et il était nécessaire qu'il « protège les droits et l'anonymat des fonctionnaires et garantisse à tous le respect des formes régulières et un traitement équitable en cas d'enquête... »

Il convient de noter également que le Bureau des services de contrôle interne, agissant dans le cadre de son mandat et dans l'intérêt de la protection des droits des fonctionnaires, est habilité à conférer un statut de confidentialité aux documents qui ne se réfèrent pas spécifiquement à la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale ou au document ST/SGB/273.

Dans la mesure où les procédures de la Commission paritaire de recours ou du Comité paritaire de discipline sont concernées, nous croyons comprendre qu'en vertu de la directive A du Manuel du Bureau des services de contrôle interne, les rapports d'enquête du Bureau sont systématiquement mis à la disposition de la Commission et du Comité dans les cas où le Bureau a initialement mené une enquête. Toutefois, en ce qui concerne les dossiers du Bureau, compte tenu des considérations ci-dessus, dans le cas d'exigences nécessitant une indépendance opérationnelle et une confidentialité, il est de notre avis que les dossiers du Bureau doivent être fournis aux membres de la Commission et du Comité en vertu uniquement d'une décision discrétionnaire du Bureau.

27 janvier 2000

---

5. EMPLOI D'ANCIENS FONCTIONNAIRES CHARGÉS DES ACHATS À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES PAR DES FOURNISSEURS DE L'ORGANISATION ET VICE VERSA —SANCTIONS CONTRE D'ANCIENS FONCTIONNAIRES ET DES ENTREPRISES QUI ENGAGENT DES FONCTIONNAIRES CONTREVENANTS—CONFLITS D'INTÉRÊTS

Mémorandum adressé au Sous-Secrétaire général de la gestion des ressources humaines, Département de la gestion

Je me réfère à votre mémorandum du 9 février 2000 dans lequel vous demandez un avis sur les aspects juridiques du paragraphe 28 de la

résolution 52/226 A du 31 mars 1998 par laquelle l'Assemblée générale priait le Secrétaire général :

> « ... de présenter des propositions concernant les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'au Statut et au Règlement du personnel pour régler les questions liées au risque de conflits d'intérêts, telle celle de l'emploi par des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies d'anciens fonctionnaires chargés des achats à l'Organisation et vice versa ».

À cet égard, vous avez transmis un mémorandum daté du 19 janvier 1999 que le Chef de la Division des achats, Bureau des services centraux d'appui vous avait adressé sur le même sujet.

Je me réfère également au mémorandum du 17 février 2000 que le Contrôleur vous a adressé et dont copie a été adressée à ce Bureau. Dans ce mémorandum, le Contrôleur a exprimé sa préoccupation devant le fait que des modifications apportées à des textes législatifs compliqueraient davantage les procédures de passation des marchés de l'Organisation. Le Contrôleur indique qu'il favorise une approche plus large de la question de conflit d'intérêts qui toucherait tous les fonctionnaires et non seulement les fonctionnaires chargés des achats.

A.—*Le cadre réglementaire actuel*

1. *Généralités*

L'article 1.2 du Statut du personnel se consacre essentiellement aux questions des droits fondamentaux et des obligations du personnel et vise à garantir que les normes les plus élevées d'efficacité, de compétence et d'intégrité soient maintenues. L'article 1.2, *b* du Statut du personnel stipule que « par intégrité on entend surtout, mais non exclusivement, la probité, l'impartialité, l'équité, l'honnêteté et la bonne foi dans tout ce qui a trait à leur activité et à leur statut. » En conséquence, les fonctionnaires s'engagent à adhérer à ces normes en tout temps et ils ne doivent se livrer à aucune activité de nature à constituer un conflit d'intérêts entre leur emploi au sein de l'Organisation des Nations Unies et leur ancien emploi. En conséquence, le cadre réglementaire existant ne fournit que des règles très générales sur le conflit d'intérêts en ce qui concerne les activités antérieures et postérieures à un emploi au sein de l'Organisation.

a) *Restrictions relatives au recrutement par l'Organisation des Nations Unies d'anciens employés d'entrepreneurs de l'Organisation*

La section 7 du document ST/AI/19997/7 prévoit des restrictions relatives au recrutement de certaines catégories de personnel et énonce que :

« Les stagiaires, les consultants, les entrepreneurs indépendants et le personnel fournis à l'Organisation sur une base non remboursable, y compris le personnel détaché à titre gracieux, ne pourront pas poser leur candidature ou être nommés à un poste du Secrétariat avant l'expiration d'un délai de six mois suivant la fin de leur engagement. »

Comme vous l'avez souligné dans votre mémorandum du 9 février, ces restrictions sont limitées car les individus travaillant pour le compte d'entrepreneurs de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas inclus.

b) *Restrictions relatives à l'embauche d'anciens fonctionnaires par des entrepreneurs de l'Organisation des Nations Unies*

L'article 1.2, i du Statut du personnel se rapporte aux obligations d'anciens fonctionnaires. Il énonce ce qui suit :

« Les fonctionnaires doivent observer la plus grande discrétion sur toutes les questions officielles. Sauf, le cas échéant, dans l'exercice normal de leurs fonctions ou avec l'autorisation du/de la Secrétaire général(e), ils ne doivent communiquer à qui que ce soit, gouvernement, entité, personne ou toute autre source, aucun renseignement dont ils ont eu connaissance du fait de leur situation officielle et dont ils savent ou devraient savoir qu'il n'a pas été rendu public. *La cessation de service ne les dégage pas de ces obligations.* » (non en italiques dans le texte).

B. —*Application des règlements*

Les violations du Statut et du Règlement du personnel par des fonctionnaires sont traitées dans le cadre d'une procédure disciplinaire interne. Toutefois, les anciens fonctionnaires ne sont plus soumis aux mesures disciplinaires internes de l'Organisation. Par conséquent, le seul recours dont bénéficie l'Organisation consiste, dans le cas d'une violation du Statut et du Règlement du personnel par un ancien fonctionnaire, à poursuivre devant un tribunal national ou à interdire tout emploi futur au sein de l'Organisation à l'individu concerné ou à l'entreprise qui a employé l'ancien fonctionnaire et qui cherche à tirer profit de ces violations ou qui aurait pu en bénéficier. Les gouvernements nationaux ont recours à des poursuites pénales en ce qui concerne des violations aux règles régissant les conflits d'intérêts et l'après-mandat, ainsi qu'au droit civil. L'Organisation des Nations Unies n'aurait recours qu'à une action civile en ce qui concerne les violations d'anciens fonctionnaires et cette démarche pourrait être hasardeuse, tel que présenté ci-après.

Nous avons récemment eu l'occasion d'examiner une violation de l'article 1.5[1] du Statut du personnel dans une affaire impliquant un fonctionnaire qui avait quitté l'Organisation et avait utilisé des informations à diffusion restreinte pour écrire un article.

Dans cette affaire, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a demandé si une action pouvait être intentée contre l'ancien fonctionnaire pour violation au Statut et au Règlement du personnel, en particulier, pour avoir utilisé des informations à diffusion restreinte pour écrire un article. Le Conseiller juridique, dans sa note du 15 août 1995, a recommandé ce qui suit :

> « Selon l'article 1.5 du statut du personnel, la cessation de service ne dégage pas un fonctionnaire de son obligation de ne pas utiliser les informations dont il a eu connaissance du fait de ses fonctions officielles. Il serait toutefois assez difficile de contraindre un ancien fonctionnaire à respecter cette obligation.
>
> « L'application de l'article 1.5 du Statut du personnel contre M. X devant un tribunal national reposerait sur la notion que le Statut du personnel faisait partie d'un engagement contractuel de M. X envers l'Organisation des Nations Unies lequel était exécutoire par un tribunal national. Le problème réside dans le fait que l'Organisation s'est constamment opposée à ce qu'un ancien fonctionnaire intente des poursuites contre l'Organisation et ses hauts fonctionnaires et a eu gain de cause dans plusieurs décisions prises au plus haut niveau ici et dans d'autres pays soutenant que les tribunaux nationaux n'avaient pas juridiction. Si l'Organisation des Nations Unies devait maintenant lever son immunité et soumettre cette affaire devant des tribunaux nationaux, elle risquerait d'exposer son droit interne aux décisions de ces tribunaux, ce qui ne saurait être compatible avec les vues et pratiques de l'Organisation. »

En conséquence, il semble que la seule véritable sanction que l'Organisation puisse imposer aux anciens fonctionnaires en violation de l'obligation relative à la confidentialité et à la « discrétion sur toutes les questions officielles » soit une mention à leur dossier administratif qui empêcherait leur réengagement par l'Organisation et qui nuirait à l'examen de leur candidature par d'autres organisations associées des Nations Unies avec lesquelles ces informations pourraient être partagées. Cette mention serait inscrite au dossier administratif d'un ancien fonctionnaire et pourrait en conséquence compromettre toute recommandation éventuelle.

Il serait également possible d'imposer des sanctions aux entreprises qui recrutent d'anciens fonctionnaires. Il pourrait s'agir, par exemple, d'interdire à une entreprise qui emploie un ancien fonctionnaire dont la conduite a été répréhensible de traiter avec l'Organisation des Nations Unies, et cette interdiction pourrait s'appliquer pendant une période déterminée. Si l'Organisation devait exercer ce genre de recours, nous recommandons à l'Organisation de prévenir les entrepreneurs éventuels de cette interdiction et des sanctions possibles par une mention dans l'appel d'offres ou sous forme de disposition ajoutée aux conditions générales d'un contrat.

C. — *Commentaires sur les propositions du Bureau de la gestion des ressources humaines*

Dans votre mémorandum du 9 février, vous avez présenté trois propositions en rapport avec ce sujet. Premièrement, au paragraphe 5, vous avez suggéré que la disposition suivante soit ajoutée à la section 7 du document ST/AI/199/7 :

> « Afin d'éviter tout conflit d'intérêts en ce qui concerne le personnel exerçant des fonctions relatives aux achats, aucun candidat associé officiellement, directement ou indirectement, à un entrepreneur fournissant des biens ou des services au Secrétariat ne peut être nommé à des fonctions relatives aux achats au Secrétariat pendant une période d'[un], [deux], [trois] ans suivant la fin de son association avec l'entrepreneur. »

En principe, il n'y aurait aucune objection à cette disposition. Toutefois, la phrase « officiellement associé, directement ou indirectement », est exposée de façon générale, et définir quel candidat est « officiellement associé, directement ou indirectement à un entrepreneur » peut s'avérer difficile en pratique, voire impossible. Par conséquent, la disposition proposée peut se révéler injuste pour les candidats qui, par exemple, lorsqu'ils étaient à l'emploi d'un entrepreneur, n'avaient aucun engagement contractuel avec l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, s'il est décidé d'ajouter la disposition ci-dessus, il serait recommandé de définir plus précisément quels candidats seront exclus des fonctions liées aux achats. Quant à la durée de cette restriction (par exemple, « [un], [deux] ou [trois] ans »), nous vous suggérons de demander l'avis de la Division des achats à ce sujet.

Deuxièmement, au paragraphe 7 de votre mémorandum, vous suggérez « l'introduction d'une condition particulière dans la lettre d'offre et la lettre de nomination relative aux fonctions d'achats, avisant les fonctionnaires que leur nomination est conditionnelle à leur engagement de ne pas chercher ou accepter un emploi auprès d'un entrepreneur de l'Organisation des Nations Unies pendant une certaine période suivant leur départ de l'Organisation. Vous avez demandé notre avis sur « la validité et l'applicabilité d'une telle restriction en vertu des lois nationales ».

Nous croyons comprendre que dans plusieurs juridictions nationales, les anciens fonctionnaires de la fonction publique sont assujettis à des restrictions après-mandat sous forme de clauses de non-concurrence figurant à leurs contrats, ainsi qu'au droit national. La nature des restrictions diffère d'une juridiction à une autre, comme les délais pendant lesquels les restrictions demeurent en vigueur. Par exemple, selon le Code canadien régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, il est interdit à un ancien titulaire d'une charge publique, dans l'année qui suit la cessation

de ses fonctions d'accepter « une nomination au conseil d'administration d'une entité avec laquelle il a eu des rapports officiels directs et importants au cours de l'année ayant précédé la fin de son mandat, ou un emploi au sein d'une telle entité »[2].

La législation des États-Unis contient un ensemble complet de restrictions relatives aux anciens employés de la fonction publique et dont les exigences se rapportant aux anciens hauts fonctionnaires et aux fonctionnaires chargés des achats sont encore plus strictes. La section 207 du 18 USC, qui est une loi pénale, prévoit une restriction à vie sur représentation de causes particulières impliquant d'anciens employés. Il est interdit à un ancien employé de la fonction publique « de représenter toute autre personne devant un département des États-Unis, une agence ou un tribunal dans toute cause particulière impliquant des parties spécifiques (par exemple, un contrat, une procuration, une réclamation, un litige, une investigation ou une négociation) à laquelle les États-Unis sont parties ou y ont un intérêt direct et important et à laquelle l'employé a participé personnellement et en grande partie en tant qu'agent de l'État. »

D'autre part, la législation britannique aborde la question d'une autre manière. En vertu du *Business Appointment Rules*[3], au cours des deux premières années suivant la cessation de leurs fonctions, le Gouvernement autorisent un certain nombre d'anciens fonctionnaires de la fonction publique à occuper un emploi à plein temps, à temps partiel ou à titre de vacataires. Ces règles, entre autres, s'appliquent également à d'anciens fonctionnaires qui ont eu « des relations avec leur employeur éventuel au cours des deux dernières années de leur emploi au sein de la fonction publique » ainsi que d'anciens fonctionnaires qui « ont eu accès à des informations commerciales confidentielles des concurrents de leur employeur éventuel dans l'exercice de leurs fonctions officielles »[4].

Par ailleurs, il peut être exigé d'un ancien fonctionnaire qu'il s'engage à ne pas chercher ou accepter d'emploi d'un entrepreneur des Nations Unies pendant une période d'un an suivant la cessation de ses fonctions pour le compte de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, compte tenu du problème du caractère exécutoire (voir ci-dessus), la question de savoir si l'introduction de l'exigence visée ci-dessus écarterait efficacement les problèmes liés aux conflits d'intérêts n'est pas claire.

Troisièmement, votre suggestion dans votre mémorandum de ne pas retenir les offres ou les propositions lorsqu'un fournisseur a engagé un ancien fonctionnaire qui exerçait auparavant des activités liées aux achats, bien que plus facilement exécutoire en principe, ne serait pas efficace dans le cas où un ancien fonctionnaire n'entretient pas de relations avec ses anciens collègues et ne pourrait donc être identifié. S'il est décidé de poursuivre cette approche, une restriction rigoureusement rédigée s'appliquant à l'embauche d'anciens fonctionnaires des Nations

Unies chargés des achats pourrait être insérée dans les conditions générales d'un contrat. Nous pourrions recommander que ces restrictions ne s'appliquent que pendant un certain nombre d'années déterminées suivant la cessation des fonctions du fonctionnaire au sein de l'Organisation.

D. — *Modification au Statut et au Règlement du personnel*

Dans votre mémorandum, vous exprimez votre préoccupation devant le fait de savoir s'il serait approprié de modifier le Statut et le Règlement du personnel en vue d'aborder la question de conflit d'intérêts en relation avec les fonctionnaires chargés des achats. Votre préoccupation s'appuyait sur le fait que les dispositions du code de conduite du personnel, qui est contenu dans le Statut et le Règlement du personnel, étaient applicables à tous les fonctionnaires et ne visaient pas uniquement un groupe de fonctionnaires en particulier.

À cet égard, toutefois, nous aimerions signaler la déclaration du Secrétaire général à l'Assemblée générale lorsqu'il a présenté les révisions proposées à l'article premier du Statut du personnel et au chapitre premier du Règlement du personnel (précédemment dénommé le « projet de code de conduite de l'Organisation des Nations Unies ») :

> « Lorsque le Code de conduite aura été adopté, il y aura peut-être lieu de publier... plusieurs instructions administratives... [appartenant] à des catégories professionnelles appelant des dispositions spéciales. Ces questions ont un caractère trop spécifique pour être abordées dans un code de conduite applicable à tous les fonctionnaires des Nations Unies sans exception[5]. »

Nous aimerions signaler également les mesures prises par l'Assemblée générale dans sa résolution 52/252 du 8 septembre 1998 relatives à l'adoption des révisions à l'article premier du Statut du personnel et au chapitre premier de la série 100 du Règlement du personnel des Nations Unies. Au paragraphe 10 de la résolution, l'Assemblée générale priait le Secrétaire général

> « ... d'établir dans les meilleurs délais des dispositions supplémentaires visant des catégories particulières de fonctionnaires, par exemple les fonctionnaires des finances, les fonctionnaires chargés des achats ou les fonctionnaires des organes dotés d'un budget distinct, conformément au paragraphe 10 de son rapport [A/52/488] ».

Enfin, nous aimerions signaler le paragraphe 4 de la circulaire du Secrétaire général (ST/SGB/1998/19) du 10 décembre 1998 qui stipule que :

> « ... il est envisagé d'établir des dispositions supplémentaires visant des catégories particulières de fonctionnaires, par exemple les fonctionnaires des finances, les fonctionnaires chargés des achats ou les fonctionnaires des organismes dotés d'un budget distinct, et

de les promulguer par voie de textes administratifs définissant leur statut, leurs droits et leurs obligations. Il n'est guère utile de traiter de questions aussi spécialisées dans le Statut et le Règlement du personnel. »

Vos suggestions ne concernent que les fonctionnaires chargés des achats. Nous partageons donc votre avis selon lequel il ne serait pas approprié (ou nécessaire) d'apporter des modifications au Statut et au Règlement du personnel et que, par conséquent, ces dispositions devraient être incluses dans l'application des questions administratives.

À la lumière de ce qui précède, si la question de conflit d'intérêts en ce qui concerne les fonctionnaires chargés des achats devait être abordée, il semble qu'elle serait le plus pertinemment traitée dans une instruction administrative. Ces règlements subsidiaires, qui font référence au Statut et au Règlement du personnel, pourraient être formulés de façon à traiter des questions particulières de conflit d'intérêts qui pourraient se poser en relation avec les fonctionnaires chargés des achats.

26 mai 2000

Privilèges et immunités

6. SAISIE ILLÉGALE DE BIENS APPARTENANT À L'UNICEF POUR EXÉCUTER L'ORDONNANCE D'UN TRIBUNAL — IMMUNITÉ DES NATIONS UNIES CONTRE DES ACTIONS CIVILES — ARBITRAGE — ARTICLE VIII, SECTION 29, *a* DE LA CONVENTION SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES NATIONS UNIES

Note verbale adressée au Représentant permanent de [État Membre] auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques, Conseilleur juridique de l'Organisation des Nations Unies, présente ses compliments au Représentant permanent de [État Membre] auprès de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de se référer aux notes verbales du 13 janvier 2000 et du 16 novembre 1999 présentées par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Ministère des relations extérieures du Gouvernement de [État Membre], concernant la réclamation que M. X a présentée contre l'UNICEF devant le tribunal local de [ville de l'État Membre] en 1998. Le Conseiller juridique signale que le tribunal a émis une ordonnance dans laquelle il a prétendu tenir l'UNICEF responsable d'un paiement destiné à M. X. et a présenté des ordonnances subséquentes relatives à l'exécution de l'ordonnance précitée. Le Conseiller juridique a appris avec une profonde préoccupation que le 1er février 2000,

les autorités compétentes de [État Membre] avaient saisi, par la force et sans autorité ou permission, plusieurs véhicules à moteur appartenant à l'UNICEF. Cette saisie illégale de biens de l'UNICEF a apparemment été menée dans un effort de poursuivre l'exécution de l'ordonnance du tribunal.

Le Conseiller juridique rappelle que dans ses notes verbales, l'UNICEF a présenté la position juridique de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les obligations du Gouvernement de [État Membre]. En particulier, en tant qu'organe subsidiaire des Nations Unies, l'UNICEF jouit des privilèges et immunités prévus dans la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (ci-après dénommée « la Convention »), à laquelle [État Membre] est partie depuis 1977 sans réserve. En vertu de l'article II de la section 2 de la Convention, « L'Organisation des Nations Unies, ses biens et avoirs, quels que soient leur siège ou leur détenteur, jouissent de l'immunité de juridiction, sauf dans la mesure où l'Organisation y a expressément renoncé, dans un cas particulier. Il est toutefois entendu que la renonciation ne peut s'étendre à des mesures d'exécution. »

De plus, la section 3 prévoit que « Les locaux de l'Organisation sont inviolables. Ses biens et avoirs, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative. » L'Organisation des Nations Unies a maintenu ses privilèges et immunités dans la présente affaire.

Conformément à la section 34 de la Convention, le Gouvernement de [État Membre], selon une obligation juridique, est « en mesure d'appliquer, en vertu de son propre droit, les dispositions de la présente Convention ». Les dispositions de la Convention doivent être interprétées dans l'esprit des principes sous-jacents de la Charte des Nations Unies, en particulier de l'Article 105 qui stipule que l'Organisation jouit des privilèges et immunités nécessaires à la réalisation de ses objectifs.

À la lumière des dispositions de la Convention et de la Charte des Nations Unies, l'affirmation selon laquelle il n'existe aucune immunité contre des poursuites civiles n'aurait aucun fondement juridique de quelque nature que ce soit dans la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies ou dans la Charte des Nations Unies. De plus, comme le Gouvernement a l'obligation juridique d'appliquer les dispositions de la Convention, le Gouvernement de [État Membre] a l'obligation juridique d'aviser les autorités judiciaires compétentes, y compris le tribunal civil concerné, de l'immunité de toute forme de juridiction de l'UNICEF, y compris de la poursuite civile en question et de toutes les ordonnances émises y relatives, y compris les ordonnances d'exécution d'un jugement.

Le Conseiller juridique a l'honneur de se référer à un avis consultatif récent de la Cour internationale de Justice, en date du 28 avril 1999, sur la question du *Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme,* dans lequel la Cour a confirmé l'obligation des autorités gouvernementales d'une partie à la Convention de transmettre les conclusions du Secrétaire général concernant l'immunité aux tribunaux nationaux concernés.

Nonobstant l'immunité de juridiction de l'Organisation en vertu des dispositions applicables de la Convention et de la Charte des Nations Unies, M. X a d'autres recours pour demander réparation. En vertu de l'article VIII de la section 29, *a* de la Convention, l'Organisation des Nations Unies, dont l'UNICEF fait partie intégrante, doit prévoir des modes de règlement appropriés pour « les différends en matière de contrats ou autres différends de droit privé dans lesquels l'Organisation serait partie ». Par conséquent, M. X doit bénéficier « d'un mode de règlement approprié » dans les cas où, par exemple, le différend concerne sa relation contractuelle avec l'Organisation. En l'absence d'un règlement concerté, l'Organisation, conformément à sa pratique établie, soumet ces réclamations à l'arbitrage selon une clause d'arbitrage figurant à un contrat ou un accord d'arbitrage distinct. Le Conseiller juridique a été informé que le bureau de l'UNICEF à [ville de l'État Membre] a déjà entrepris une solution négociée à ce sujet avec M. X et qu'il a indiqué au Gouvernement de [État Membre] qu'il était disposé à rencontrer M. X à nouveau avec le concours du Ministère des relations extérieures.

Le Conseiller juridique rappelle que l'UNICEF a demandé au Ministère des relations extérieures du Gouvernement de [État Membre] de prendre les mesures nécessaires afin d'aviser les autorités judiciaires compétentes des privilèges et immunités de l'UNICEF, y compris l'immunité de toutes les ordonnances d'exécution d'un jugement, conformément aux obligations du Gouvernement de [État Membre] en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et de la Charte des Nations Unies.

Malgré ce qui précède, les autorités compétentes de [État Membre] ont illégalement saisi des biens de l'UNICEF en contravention de la Convention et de la Charte des Nations Unies. Le Conseiller juridique doit contester ces violations dans les termes les plus énergiques et est dans l'obligation de demander que le Gouvernement de [État Membre] prenne des mesures immédiates pour retourner lesdits biens à l'UNICEF et fournir des assurances appropriées pour que l'UNICEF, ses locaux et son personnel bénéficient de la protection du Gouvernement contre toutes violations éventuelles du droit international et toutes menaces d'emploi de la force ou de la violence.

2 février 2000

7. STATUT DES ASSISTANTS DE RECHERCHE À L'INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA RECHERCHE SUR LE DÉSARMEMENT

Mémorandum adressé au Chef du Groupe des questions administratives et réglementaires, Bureau de la gestion des ressources humaines

1. La présente fait référence à votre mémorandum du 28 mars 2000 concernant le statut des assistants de recherche recrutés par l'Institution des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). En particulier, vous avez demandé si les assistants de recherche de l'UNIDIR étaient des « membres du personnel » et/ou des « fonctionnaires » au sens de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (ci-après dénommée « la Convention »). Nos commentaires figurent ci-après.

2. La « lettre de nomination » révisée indique que les assistants « ont le statut d'un fonctionnaire des Nations Unies conformément à l'Article 105 de la Charte des Nations Unies ». Le paragraphe 6 de l'article IV du statut de l'UNIDIR prévoit que « le Directeur et le personnel de l'Institut sont des fonctionnaires des Nations Unies, auxquels s'appliquent de ce fait les dispositions de l'Article 105 de la Charte des Nations Unies et de tous autres accords internationaux ou résolutions de l'Organisation définissant le statut des fonctionnaires de l'Organisation. » Les assistants de recherche de l'UNIDIR sont donc manifestement des fonctionnaires des Nations Unies au sens de la Charte et de la Convention et jouissent des privilèges et immunités prévus au titre de l'article V de la Convention.

3. Quant à savoir si les assistants de recherche sont des « membres du personnel », la « lettre de nomination » stipule « qu'ils relèvent de l'autorité et de la direction du Directeur de l'Institut et sont soumis aux obligations énoncées à l'article premier du Statut du personnel et au chapitre premier du Règlement du personnel des Nations Unies ». Conformément au paragraphe 3 de l'article IV du statut de l'UNIDIR, « le Directeur nomme le personnel de l'Institut par lettre de nomination qu'il signe au nom du Secrétaire général et qui portent exclusivement sur le service de l'Institut. Le personnel est responsable envers le Directeur dans l'exercice de ses fonctions. » Le Règlement du personnel des Nations Unies définit explicitement les expressions « fonctionnaires » et « personnel » comme signifiant toutes deux les fonctionnaires du Secrétariat, au sens de l'Article 97 de la Charte des Nations Unies dont l'emploi et la relation contractuelle sont définis dans la lettre de nomination sous réserve des règlements promulgués par l'Assemblée générale en vertu du paragraphe 1 de l'Article 101 de la Charte. La disposition 100.1 du Règlement du personnel prévoit que les dispositions du Règlement

du personnel sont applicables à tous les fonctionnaires nommés par le Secrétaire général à l'exception du personnel et des fonctionnaires engagés au titre de projets d'assistance technique spécialement pour des conférences et autres services de courte durée. Par conséquent, jusqu'à ce que leur emploi soit défini par une lettre de nomination au nom du Secrétaire général et que, en vertu d'une telle lettre de nomination, ils relèvent du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies, les assistants de recherche de l'UNIDIR sont membres du personnel des Nations Unies.

4. Dans ce contexte, il conviendrait de signaler également la résolution 76 (I) de l'Assemblée générale dans laquelle les « fonctionnaires » sont « tous membres du personnel des Nations Unies, à l'exception de ceux qui sont recrutés localement et payés à l'heure ».

5. La « lettre de nomination » prévoit également que « sous réserve des dispositions de la présente lettre, les conditions générales de l'emploi de... seront régies par les Statut et Règlement du personnel des Nations Unies ». L'article IV, paragraphe 4 du statut de l'UNIDIR stipule que « les conditions d'emploi du Directeur et du personnel de l'Institut sont celles prévues dans les Statut et Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des dispositions que le Directeur peut proposer et le Secrétaire général approuver en ce qui concerne des clauses ou conditions d'engagement spéciales ». Bien que les conditions d'engagement spéciales pour le personnel de l'UNIDIR n'aient pas été approuvées par le Secrétaire général et malgré le fait que la lettre de nomination et le statut de l'UNIDIR stipulent que les conditions d'emploi doivent être régies par le Statut et le Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, nous sommes préoccupés devant le fait que les assistants de recherche sont, notamment, rémunérés selon une modalité distincte, ne sont pas assujettis aux contributions du personnel et sont exclus de la participation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. À la lumière de ce qui précède, et jusqu'à ce que le Secrétaire général approuve des conditions d'emploi différentes pour le personnel de l'UNIDIR, la lettre de nomination de l'UNIDIR et les conditions d'emploi mentionnées ci-dessus pourront être contestées devant un tribunal administratif.

3 avril 2000

---

8. PARTICIPATION D'OBSERVATEURS AU COMITÉ SPÉCIAL EN VUE D'ÉLABORER DES CONVENTIONS INTERNATIONALES POUR LA RÉPRESSION DES ATTENTATS TERRORISTES À L'EXPLOSIF ET LES ACTES DE TERRORISME NUCLÉAIRE—DROIT D'ASSISTER OU DE PARTICIPER EN TANT QU'OBSERVATEURS AUX SESSIONS ET AUX TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Note adressée au Directeur de la Division de la codification, Bureau des affaires juridiques

Nous nous référons à votre note du 14 février 2000 concernant la participation d'observateurs au Comité spécial en vue d'élaborer des conventions internationales pour la répression des attentats terroristes à l'explosif et les actes de terrorisme nucléaire créé par l'Assemblée général dans sa résolution 51/210 du 17 décembre 1996. Vous avez indiqué que l'Assemblée, au paragraphe 9 de la résolution 51/210, a décidé que le Comité spécial serait « ouvert à tous les États Membres des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique ». Bien que la dernière formule, appelée la « formule de tous les États », offre à tous les États une participation pleine et entière au Comité spécial à la différence des États Membres des Nations Unies, elle n'influe cependant pas sur la participation des observateurs à l'organe subsidiaire concerné.

Les entités, les organisations intergouvernementales et autres entités qui participent en qualité d'observateurs aux sessions et travaux de l'Assemblée générale sont autorisés à participer à l'Assemblée générale et à ses principales commissions, au Conseil économique et social, ainsi qu'à leurs organes subsidiaires et à toutes les réunions et conférences qu'ils convoquent à moins qu'il n'en soit expressément décidé autrement par l'organe principal ou subsidiaire concerné.

À ce titre, les entités, les organisations intergouvernementales et autres entités qui participent sont autorisées à participer en qualité d'observateurs, si elles le souhaitent, aux sessions et travaux du Comité spécial à moins que l'Assemblée générale ou le Comité spécial n'en décide expressément autrement. En particulier, il convient de noter que par ses résolutions 45/6 du 16 octobre 1990 et 51/1 du 15 octobre 1996, l'Assemblée générale a octroyé le statut d'observateur permanent au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à Interpol.

En vertu des dispositions de la représentation réciproque dans les accords régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et chaque institution spécialisée et l'AIEA, cette dernière est autorisée à participer aux séances de l'Assemblée générale et de ses organes subsi-

diaires. Par conséquent, à moins que l'Assemblée générale et le Comité spécial n'en décident expressément autrement, les institutions spécialisées et l'AIEA sont également autorisées à participer aux séances du Comité spécial si elles le désirent. Le droit et l'obligation de l'AIEA de participer aux délibérations du Comité spécial, conformément au paragraphe 10 de la résolution 52/165 du 15 décembre 1997 de l'Assemblée générale s'ajoute au droit de l'Agence de participer conformément à l'accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'AIEA.

En l'absence de résolution ou de décision précise les invitant à participer, les organisations non gouvernementales ne sont pas autorisées à assister ou à participer en qualité d'observateurs aux sessions et travaux des séances de l'Assemblée générale ou de ses organes subsidiaires. Comme les résolutions 51/210, 52/165, 53/108 ou 54/110 de l'Assemblée générale ne mentionnent aucune invitation précise, les organisations non gouvernementales ne sont pas autorisées à assister aux séances du Comité spécial.

D'après ce qui précède, à moins que l'Assemblée générale ou le Comité spécial n'en décide expressément autrement, les entités, les organisations intergouvernementales et autres entités qui ont reçu une invitation à participer en qualité d'observateurs aux sessions et travaux de l'Assemblée générale, y compris le CIRC et Interpol, et les institutions spécialisées et l'AIEA, sont autorisées, si elles le désirent, à assister aux sessions du Comité spécial. À moins qu'elles ne soient spécifiquement invitées, les organisations non gouvernementales n'ont pas ce droit.

15 février 2000

---

9. STATUT DU COMITÉ CONSULTATIF POUR LES QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES—CERTIFICATS DE VOYAGE DES EXPERTS EN MISSION

Mémorandum adressé au Secrétaire exécutif, Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. La présente fait suite à votre mémorandum en date du 23 février 2000 dans lequel vous demandiez notre avis sur la question de savoir si les membres du Comité consultatif bénéficiaient du statut d'experts en mission aux fins de l'application de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

2. La Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (ci-après dénommée « la Convention ») ne donne aucune autre définition d'experts en mission que celle désignant ceux qui effectuent des

missions pour le compte de l'Organisation et qui ne sont ni des représentants d'États Membres ni des fonctionnaires de l'Organisation. Il ressort clairement, cependant, selon le contexte et la pratique de l'Organisation, que les experts en mission sont des individus dotés d'une expertise particulière auxquels l'Organisation a confié des tâches et doivent, par conséquent, bénéficier des privilèges et immunités nécessaires à l'exécution de ces tâches en toute indépendance (voir *Annuaire de la Commission du droit international,* 1967, vol. II, par. 341, et *Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies,* 15 décembre 1989. *Rapports de la CIJ, 1989,* p. 177 à 192 et 196).

3. L'article 155 du règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose que l'Assemblée générale nomme un Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires comprenant 16 membres, dont trois au moins sont des experts financiers d'une compétence reconnue. L'article 156 dispose que les membres sont choisis de façon à assurer une large représentation géographique et en tenant compte de leurs titres et de leur expérience personnels. Il ressort de ces articles que l'Assemblée générale a choisi et nommé les membres du Comité consultatif pour exécuter une tâche ou une mission définie pour le compte de l'Organisation des Nations Unies et, par conséquent, les membres du Comité qui ne sont pas des représentants d'États Membres peuvent être considérés comme des experts en mission en accomplissant ces tâches pour l'Organisation des Nations Unies.

Privilèges et immunités des experts en mission

Les privilèges et immunités accordés par la Convention aux experts en mission sont essentiellement « quasi diplomatiques » et sont énoncés dans la Convention de la façon suivante :

> « *Section 22.* Les experts (autres que les fonctionnaires visés à l'article V), lorsqu'ils accomplissent des missions pour l'Organisation des Nations Unies, jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris le temps du voyage, des privilèges et immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Ils jouissent en particulier des privilèges et immunités suivants :
>
> « *a*) Immunité d'arrestation de personnel ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels;
>
> « *b*) Immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis par eux au cours de leurs missions (y compris leurs paroles et écrits). Cette immunité continuera à leur être accordée même après que ces personnes auront cessé de remplir des missions pour l'Organisation des Nations Unies;
>
> « *c*) Inviolabilité de tous papiers et documents;

« *d*) Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents et de la correspondance par courrier ou par valises scellées, pour leurs communications avec l'Organisation des Nations Unies;

« *e*) Les mêmes facilités, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants des gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

« *f*) Les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques.

« *Section 23.* Les privilèges et immunités sont accordés aux experts dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un expert, dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. »

Certificats de voyage

5. Votre mémorandum soulève également la question des certificats de voyage pour les membres du Comité consultatif.

6. La section 26 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit que le Secrétaire général est habilité à délivrer un certificat de voyage aux experts en mission. Ce certificat atteste que les experts en mission voyagent pour le compte de l'Organisation des Nations Unies et les aide parfois à obtenir un visa. Comme les membres du Comité consultatif sont élus pour une période de trois ans, il ne devrait y avoir aucune objection juridique à délivrer un tel certificat aux membres pour la période de leur mandat étant donné que les experts en mission bénéficient du statut seulement lorsqu'ils accomplissent des fonctions pour le compte de l'Organisation des Nations Unies, à savoir lorsque le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires se réunit en session. Nous croyons comprendre, en fait, que depuis 1991, selon la politique en vigueur, ces certificats sont délivrés pour une durée maximum de trois ans.

7. Nous aimerions ajouter que les membres du Comité consultatif qui sont membres d'une mission permanente devraient bénéficier des privilèges et immunités des représentants en vertu de l'article IV de la Convention.

24 février 2000

10. PROPOSITION DE PARTICIPATION DU HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS EN QUALITÉ DE FONDATEUR D'UNE TUTELLE AU MEXIQUE

Mémorandum adressé au Juriste du Bureau du Directeur et du Contrôleur, Division de la gestion des ressources humaines, HCR

1. La présente fait suite au mémorandum que nous vous avons adressé le 29 novembre 1999 et en réponse à votre télécopie du 3 mars 2000 concernant le sujet susmentionné. Vous nous avez transmis les informations supplémentaires que le Bureau régional du HCR au Mexique vous avait fournies concernant la proposition pour le HCR de participer en tant que fondateur d'une tutelle au Mexique. Veuillez trouver ci-dessous nos commentaires en réponse à l'information supplémentaire fournie par le Bureau régional du HCR. Comme nous avons déjà traité dans notre mémorandum du 29 novembre 1999 de l'historique de la question, nous ne l'exposerons pas à nouveau dans le présent mémorandum.

Information et proposition du Bureau régional du HCR

2. Le Bureau régional du HCR énonce ci-après les conditions régissant la tutelle, conformément au droit mexicain :

a) Les tutelles sont « des transactions commerciales ordinaires auxquelles toute personne... peut participer en qualité de fondateur. Néanmoins, dans les situations où le gouvernement fédéral assume ce rôle, sa participation se fera nécessairement par l'intermédiaire du Ministère des finances. Lorsque le gouvernement ne participe pas directement à la création de la tutelle, toute autre personne ou organisation peut le remplacer »;

b) Dans le cas d'une « participation du HCR en qualité de fondateur de la tutelle... cette participation devrait être perçue comme étant strictement une transaction commerciale privée réglementée par le droit privé et, par conséquent, de même nature que tout autre type de contrats commerciaux nécessaires pour effectuer une opération »;

c) La tutelle « n'entraîne pas la création d'une entité ou d'une organisation susceptible d'avoir une personnalité juridique. La tutelle concerne un accord en vertu duquel une partie (le HCR) transmet certains fonds/ressources déjà assignés à un objectif/but, tout en veillant à ce que les fonds soient destinés exclusivement à cet ensemble d'objectifs ». La tutelle « comporte un mécanisme juridique qui permet au HCR d'exécuter le processus de transfert des terres aux réfugiés bénéficiaires ».

3. Le Bureau régional propose que « le HCR se nomme personnellement fondateur de la tutelle, remplaçant par conséquent le Gouvernement mexicain, et rendant ainsi inutile la participation du Ministère des finances ». Le Bureau régional propose également que le HCR par-

ticipe au « Comité technique » que le Bureau régional déclare être « une façon d'assurer au mieux les intérêts des réfugiés selon les critères et normes du HCR ». Le Bureau indique que le HCR a déjà été membre du Comité technique et qu'« aucune décision prise par ce Comité technique n'a engendré de conflits d'intérêts ». Le Bureau régional indique en outre que « s'il devait y avoir conflits d'intérêts, il serait préférable que le HCR fasse partie du Comité technique et soit en mesure de voter et de prendre des décisions qui pourraient alors être à l'avantage du programme et de ses bénéficiaires, conformément au mandat et aux programmes du HCR ».

Analyse et recommandation

4. Nous demeurons préoccupés devant la proposition du HCR de « se nommer personnellement fondateur de la tutelle » et nous nous interrogeons à ce sujet. Le Bureau régional du HCR se réfère à la conclusion d'un accord en vertu duquel le HCR transmettrait « des fonds/ressources déjà assignés à un objectif/but, tout en veillant à ce que les fonds [ressources] soient destinés exclusivement à l'ensemble des objectifs ». La question de savoir comment le HCR pourrait être le fondateur de la tutelle et « transmettre » des avoirs de la tutelle alors que le HCR, d'après ce que nous avons compris, ne possède pas les avoirs de la tutelle n'est pas claire. Nous croyons comprendre que l'objectif de la tutelle vise à permettre le transfert de propriété des terres aux réfugiés du Guatemala au Mexique. Le Bureau régional indique qu'à cet égard la tutelle « comporte un mécanisme juridique qui permet au HCR d'exécuter le processus de transfert des terres aux réfugiés bénéficiaires ».

5. Il ne serait pas conseillé pour le HCR d'entamer un mécanisme juridique lui permettant de transférer des terres sans en détenir d'abord la propriété, y compris des titres libres et incontestés des terres. Toutefois, le Bureau régional du HCR a indiqué que « le HCR n'avait pas le droit de posséder des propriétés immobilières au Mexique ».

6. En outre, nous sommes toujours d'avis que le statut du HCR en qualité de fondateur de la tutelle pourrait astreindre le HCR aux lois et autorités nationales puisque la tutelle serait régie par le droit mexicain. Nous signalons à cet égard que même si les instruments de tutelle ne créent pas « une entité ou une partie juridique distincte », telle que désignée par le Bureau régional, et même si ces instruments comprennent la clause type visant à ne pas lever les privilèges et immunités, nous pensons que les tribunaux locaux pourraient interpréter la participation du HCR en qualité de fondateur de la tutelle comme une levée des privilèges et immunités dont jouit le HCR, en cas de poursuites judiciaires intentées contre la tutelle. Nous croyons également que le statut du HCR en qualité de fondateur de la tutelle pourrait exposer le HCR à des responsabilités financières, étant donné qu'il pourrait être tenu responsable des activités entreprises par la tutelle.

7. En plus de ce qui précède, nous signalons que l'information que vous nous avez fournie le 20 octobre 1999 indiquait que la tutelle avait été établie à l'origine par la Commission mexicaine chargée de la question des réfugiés (COMAR) et que « selon le descriptif du plan de la tutelle, le Gouvernement mexicain, par l'intermédiaire de la COMAR, en était le responsable. Nous croyons comprendre qu'étant donné la participation du Gouvernement mexicain à la tutelle depuis sa création, fût-ce par l'intermédiaire de la COMAR plutôt que du Ministère des finances, il semblerait approprié pour le Gouvernement mexicain de demeurer actif dans ce domaine, plutôt que de tenter de conclure des instruments juridiques complexes qui amèneraient le HCR à remplacer le Gouvernement en qualité de fondateur de la tutelle ou à n'en tenir aucun compte.

8. En ce qui concerne la proposition de la participation du HCR en qualité de membre du Comité technique relatif à la tutelle, nous reconnaissons l'utilité du HCR au sein du Comité comme l'a exposé le Bureau régional. Toutefois, nous estimons qu'une telle participation risque de subordonner le HCR et/ou son personnel aux lois et autorités nationales et d'entraîner une responsabilité éventuelle consécutive aux activités de tutelle. Nous continuons de penser que le HCR et/ou son personnel risquent d'être en conflit avec les politiques de l'Organisation suite à leur participation dans les affaires et les prises de décisions de la tutelle. Comme il en sera question plus loin, le HCR, au lieu de devenir membre du Comité technique, pourrait plutôt lui fournir une assistance, par exemple, sous forme de services consultatifs.

9. Tenant compte de ce qui précède et en conformité avec la pratique établie de longue date dans ces domaines, nous pensons que l'autorisation de l'Assemblée générale ou d'un autre organe législatif approprié serait nécessaire afin de permettre au HCR de participer en qualité de fondateur de la tutelle et membre de son Comité technique. Nous estimons que la meilleure marche à suivre serait que le Gouvernement demeure le fondateur de la tutelle et que le HCR coopère avec le Gouvernement et fournisse une assistance en appui à la tutelle. Dans ce cas, le HCR pourrait conclure un accord de coopération avec le Gouvernement qui définirait la manière dont le HCR coopérerait avec le Gouvernement et fournirait son assistance aux activités de tutelle.

23 mars 2000

---

11. DÉFINITION DES « ORGANISMES APPARENTÉS DES NATIONS UNIES » RELATIVEMENT AU STATUT DU CORPS COMMUN D'INSPECTION, DES ORGANISMES ET ORGANES SUBSIDIAIRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES — QUESTION DE SAVOIR SI CES ORGANISMES DOIVENT SE CONFORMER AUX DISPOSITIONS DU STATUT

Mémorandum adressé au Secrétaire exécutif, Corps commun d'inspection

Introduction

La présente fait suite à votre mémorandum du 14 mars 2000 dans lequel vous demandiez l'opinion du Bureau en ce qui concerne les trois questions suivantes :

a) À la lumière des dispositions du paragraphe 2 de l'article premier du statut du Corps commun d'inspection (CCI), quelle est la définition du terme « organismes apparentés des Nations Unies » utilisé dans le dernier rapport du CCI ?

b) En adoptant le statut du CCI, l'Assemblée générale engage-t-elle tous les « organismes apparentés des Nations Unies » à se conformer à la disposition du statut ?

c) La liste du CCI « des organismes apparentés des Nations Unies » est-elle exhaustive ?

Le statut du CCI a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 31/192 du 22 décembre 1996. Le paragraphe 2 de l'article premier, qui définit l'autorité du CCI vis-à-vis les organisations du système des Nations Unies, stipule que :

> « 2. Le Corps commun exerce ses fonctions pour le compte de l'Assemblée générale et il est responsable devant elle de même que devant les organes délibérants compétents des institutions spécialisées et des autres organisations internationales du Système des Nations Unies qui acceptent le présent statut (dénommées ci-après collectivement les organisations). Le Corps commun est un organe subsidiaire des organes délibérants des organisations. »

Dans le dernier rapport du CCI, présenté à l'Assemblée générale lors de sa cinquante-quatrième session[6], il est déclaré au chapitre II intitulé « Organisations participantes » que les organisations qui « *ont accepté* (non en italiques dans le texte) le Statut du Corps commun d'inspection » comprennent l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organismes apparentés, l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OACI, l'OMS, l'UPU, l'UIT, l'OMM, l'OMI, l'OMPI, l'ONUDI et l'AIEA. Le rapport explique plus en détail dans une note de bas de page que le terme « organismes apparentés » comprend des organismes tels que l'UNICEF, la CNUCED, le PNUD, le PNUE, le FNUAP, le PNUCID, le PAM, l'UNRWA, Habitat et le HCR.

Il n'est pas exigé de l'Organisation des Nations Unies et de ses organes subsidiaires qu'ils adoptent une décision spéciale pour accepter le Statut du CCI.

Premièrement, nous aimerions faire remarquer que la disposition liminaire du chapitre II ne reflète pas adéquatement ce qui ressort du paragraphe 2 de l'article premier du Statut du CCI. En vertu de ce paragraphe, le CCI est, avant tout, responsable devant l'Assemblée générale qui est l'organe des Nations Unies ayant établi le CCI par sa résolution 31/192 et qui peut soit modifier son Statut ou, le cas échéant, dissoudre le CCI. En outre, en vertu du paragraphe 2 de l'article premier du statut, le CCI est autorisé par l'Assemblée générale à exercer ses fonctions pour le compte des organes délibérants compétents des institutions spécialisées et des autres organisations du Système des Nations Unies qui acceptent son Statut et est responsable devant eux.

L'expression « les Nations Unies » est définie dans la Charte des Nations Unies dont le préambule stipule que les gouvernements respectifs « établissent par les présentes une organisation internationale qui prendra le nom de Nations Unies ». Par conséquent, l'expression « les Nations Unies » fait référence à l'organisation internationale établie par la Charte, y compris tous les organes principaux et subsidiaires prévus par la Charte ou établis compte tenu de l'autorité conférée par la Charte. Ce terme exclut les organisations établies par d'autres accords intergouvernementaux en tant qu'entités distinctes ayant leur propre personnalité juridique. L'expression « le Système des Nations Unies », bien qu'il n'ait aucune définition de source juridique officielle, s'entend généralement des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et des autres organisations apparentées. L'expression « les organisations au sein du système des Nations Unies », utilisée dans les résolutions des organes des Nations Unies et autres documents officiels comme un destinataire, ne comprend pas les Nations Unies au sens d'organisation proprement dite.

Il ressort de ce qui précède que juridiquement parlant, au sens strict, l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas figurer en tant qu'organisation ayant accepté le Statut du CCI conformément à ses dispositions. L'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires sont liés par le Statut du CCI en vertu de la résolution 31/192 de l'Assemblée générale qui a approuvé le Statut et a établi le CCI. Contrairement aux institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales, l'Organisation des Nations Unies et ses organes subsidiaires ne sont donc pas tenus d'adopter des décisions supplémentaires stipulant qu'ils acceptent le Statut du CCI. Pour les raisons présentées ci-après, nous suggérons qu'à l'avenir la phrase liminaire du chapitre II des rapports du CCI soit revue et se lise comme suit : « Conformément à son statut, le Corps commun d'inspection accomplit ses fonctions relatives à l'Organisation des Nations Unies, y compris ses programmes, fonds et bu-

reaux, et en ce qui concerne les organisations suivantes qui ont accepté son statut conformément à ses dispositions ».

Organes subsidiaires et organismes des Nations Unies

Nous n'avons aucune information dans nos dossiers faisant état de l'utilisation dans les rapports du CCI de l'expression « organes apparentés des Nations Unies » en ce qui concerne les entités qui sont « des organes subsidiaires des Nations Unies ». L'Article 7 de la Charte portant création des six organes principaux de l'Organisation des Nations Unies accorde, au paragraphe 2, l'autorité générale de créer des organes subsidiaires. Le paragraphe prévoit que « les organes subsidiaires qui se révéleraient nécessaires pourront être créés conformément à la présente Charte ». À l'Article 22, la Charte donne à l'Assemblée générale l'autorité spécifique d'établir « des organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions ». L'Article 29 de la Charte stipule que le Conseil de sécurité peut créer les organes subsidiaires qu'il juge nécessaires à l'exercice de ses fonctions.

Bien que l'expression « organe subsidiaire » ne soit pas définie dans la Charte ou dans les résolutions de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité ou de leurs règlements intérieurs, il a toujours été généralement entendu selon la pratique de l'Organisation des Nations Unies—et ce Bureau a toujours été conseillé dans ce sens—qu'un organisme est « subsidiaire » à un autre s'il a en fait été créé par l'autre organisme. Comme il est signalé dans le *Répertoire de la pratique des Nations Unies* (1955, vol. I, article 7, par. 9), dans la pratique des Nations Unies, les expressions telles que « commissions », « comités », « organes subsidiaires », « organismes subsidiaires » et « organes subordonnés » ont été utilisées indifféremment. Toutefois, aux fins du *Répertoire,* tous ces organismes s'entendent de l'expression « organes subsidiaires », employée au sens de l'Article 7 de la Charte.

Comme souligné dans le *Répertoire*, les organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies varient énormément quant à leur composition, leur structure, leur champ d'activités, leurs pouvoirs, la procédure de transmission des rapports et la durée de leur mandat. Les organes subsidiaires sont très souvent composés d'États. Certains peuvent comprendre tous les États membres comme dans le cas de la CNUCED, ou un certain nombre d'États membres spécifiés, comme dans le cas du PNUD ou de l'UNICEF. D'autres organes subsidiaires sont composés de membres siégeant à titre individuel, par exemple le Comité des placements, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ou le CCI. Dans certains cas, comme pour le Comité administratif de coordination, un organe subsidiaire est composé des directeurs généraux de toutes les organisations du Système des Nations Unies ainsi que des directeurs généraux des programmes, fonds et bureaux des Nations Unies.

Parmi les organes subsidiaires, certains sont des organismes judiciaires qui, de ce fait, jouissent d'une indépendance considérable dans le cadre de leurs responsabilités. Ce sont par exemple, le Tribunal administratif des Nations Unies, établi par l'Assemblée générale ainsi que les deux Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, établis par le Conseil de sécurité. Des renseignements de base sur les organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies figurent au chapitre III du *Répertoire* qui se rapporte à l'Article 7 de la Charte et contient un résumé analytique de la pratique suivie concernant les organes subsidiaires. Des informations supplémentaires sur les organes subsidiaires figurent dans le volume I des *Suppléments* 1 à 5 du *Répertoire*. Le volume I du *Supplément* 6 n'a pas encore été publié. Le volume I du *Répertoire* et ses *Suppléments* contient également des informations concernant l'Article 22 de la Charte qui donne à l'Assemblée générale l'autorité de créer des organes subsidiaires. Ces informations comprennent les listes des organes subsidiaires créés par l'Assemblée générale.

Quel est le sens de l'expression
« organismes apparentés de l'Organisation des Nations Unies » ?

En ce qui concerne votre première question, nous aimerions signaler qu'à l'exception du Programme alimentaire mondial, toutes les entités énumérées dans le rapport du CCI en tant qu'« organismes apparentés de l'Organisation des Nations Unies » sont des organes subsidiaires de l'Organisation. Le PAM a été créé en vertu des résolutions de l'Assemblée générale et de la Conférence de la FAO. Il est, par conséquent, un organisme subsidiaire commun de l'Organisation des Nations Unies et de la FAO. Contrairement à d'autres organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, les entités énumérées dans le rapport du CCI appartiennent à la catégorie des organismes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies qui jouissent d'une autonomie considérable de leur organe apparenté ou de leurs organes comme dans le cas du PAM. Bien que ces organismes subsidiaires ne soient pas encore totalement indépendants, étant donné que l'organe ou les organes dont ils relèvent peuvent toujours changer leur structure voire même cesser leurs activités (par exemple, par sa résolution 48/162 du 20 décembre 1993, l'Assemblée générale a décidé que les organes d'alors régissant le PNUD, l'UNICEF et le PAM, sous réserve de l'accord de la Conférence de la FAO, seraient transformés en conseils d'administration et seraient composés de 36 membres chacun), ils jouissent d'une importante indépendance opérationnelle dans les domaines de leurs activités prescrites et des questions financières étant donné que la plupart d'entre eux sont financés à même des contributions volontaires. Du fait que ces organismes subsidiaires exécutent la plus grande partie de leur travail de fond dans des zones limitées relevant de leurs activités prescrites, à savoir les secours aux réfugiés (HCR et UNRWA), les soins aux enfants (UNICEF),

etc., leurs activités ressemblent étroitement à celles des institutions spécialisées. Il n'existe aucune définition officielle de ce type d'organisme subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies qui permettrait de les distinguer d'autres organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies. Toutefois, en raison de leur nature particulière, ces organismes subsidiaires ont toujours été considérés différemment au sein de l'Organisation des Nations Unies, ce qui se manifeste par l'invitation adressée aux directeurs généraux des secrétariats spéciaux de ces organismes à participer aux travaux du Comité administratif de coordination. Dans la pratique de l'Organisation des Nations Unies, ces organismes subsidiaires sont généralement désignés comme « programmes, fonds et bureaux de l'Organisation des Nations Unies ». Par conséquent, si pour une raison quelconque, le CCI veut singulariser dans ses rapports des organes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies qui jouissent d'une autonomie opérationnelle importante, nous suggérons que l'expression « organismes apparentés de l'Organisation des Nations Unies » soit remplacée par « programmes, fonds et bureaux de l'Organisation des Nations Unies ».

Les « organismes apparentés de l'Organisation des Nations Unies » devraient-ils se conformer aux dispositions du Statut du CCI ?

Comme le CCI est habilité à exécuter ses fonctions à l'égard de l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 2 de l'article premier du Statut, il ne fait aucun doute qu'il est également habilité à exécuter ses fonctions à l'égard des organes subsidiaires de l'Assemblée et d'autres organes subsidiaires des Nations Unies dont le champ d'activités relève de la compétence de l'Assemblée générale tel que défini au Chapitre IV de la Charte. Le Statut est donc contraignant pour tous les organismes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies, indifféremment des divers types, sur lesquels l'Assemblée générale peut exercer son autorité. En conséquence, les programmes, fonds et bureaux de l'Organisation des Nations Unies doivent se conformer aux dispositions du Statut du CCI. En vertu du Statut, l'acceptation de ce dernier en tant que condition permettant au CCI d'exercer son autorité n'est requise que dans le cas d'institutions spécialisées et autres organisations internationales dans le cadre du Système des Nations Unies. Cette condition ne s'applique pas aux programmes, fonds et bureaux de l'Organisation des Nations Unies, malgré leur grande autonomie opérationnelle par rapport à l'Assemblée générale.

La liste du CCI des « organismes apparentés de l'Organisation des Nations Unies » est-elle exhaustive?

Nous aimerions tout d'abord rappeler que l'utilisation de l'expression « organismes apparentés de l'Organisation des Nations Unies » dans

les rapports du CCI est inappropriée parce que les entités inscrites sous cette expression ne peuvent être désignées comme organismes apparentés. Quant à la question de savoir si la liste du CCI est exhaustive selon d'autres critères, nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question car le CCI ne précise pas dans sa demande les critères selon lesquels la composition de la liste du groupe spécial des organismes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies est déterminée. Si le CCI estime préférable de n'inclure dans la liste que les organismes subsidiaires de l'Organisation des Nations Unies qui jouissent d'une grande autonomie opérationnelle, il voudra peut-être inscrire sur la liste les programmes, fonds et bureaux de l'Organisation des Nations Unies qui sont invités à participer aux travaux du Comité administratif de coordination.

5 avril 2000

---

12. POUVOIR DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'AMENDER LE STATUT DE L'UNITAR—QUESTION DE SAVOIR SI LES ASSOCIÉS PRINCIPAUX À PLEIN TEMPS PEUVENT ÊTRE DOTÉS DU STATUT DE FONCTIONNAIRE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Lettre adressée au Directeur exécutif de l'UNITAR, Genève

Dans votre lettre du 13 mars 2000, concernant les amendements apportés au Statut de l'UNITAR, vous évoquez le fait que dans sa résolution 43/201 du 20 décembre 1988, l'Assemblée générale prend acte du rapport du Secrétaire général contenu dans le document A/43/697/Add.1, mais n'approuve pas explicitement les amendements au Statut de l'UNITAR proposés dans le rapport. Comme vous l'avez également signalé dans votre lettre, cette résolution a introduit une disposition supplémentaire visant à doter les associés principaux à plein temps de l'UNITAR du statut de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies. À la suite de l'adoption de la résolution, cette disposition est devenue le paragraphe 2 de l'article VI du Statut de l'UNITAR. À la lumière de ce qui précède, vous demandez si, en l'absence de toute acceptation formelle par l'Assemblée générale des amendements au Statut de l'UNITAR énoncés dans le rapport du Secrétaire général, ces amendements devraient être incorporés au Statut.

En ce qui concerne votre demande, veuillez prendre note de ce qui suit :

L'UNITAR a été créé par le Secrétaire général à la suite de l'adoption de la résolution 1934 (XVIII) du 11 décembre 1963 par l'Assemblée générale. Au paragraphe 2 de cette résolution, l'Assemblée priait le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour créer l'Institut,

en tenant dûment compte de la tâche qu'on envisageait de lui confier, telle que définie au paragraphe 3 de la résolution 1827 (XVII) de l'Assemblée générale, ainsi que des avis exprimés à la dix-huitième session de l'Assemblée et à la trente-sixième session du Conseil économique et social. En conséquence, l'Assemblée générale a investi le Secrétaire général du pouvoir de créer l'Institut. Dans l'exercice de ce pouvoir, le Secrétaire général a approuvé le Statut de l'UNITAR et, conformément à l'article XI du Statut, peut l'amender après consultations avec le Conseil d'administration de l'Institut.

Par sa résolution 42/197 du 11 décembre 1987, l'Assemblée générale, n'allant pas à l'encontre du pouvoir du Secrétaire général d'amender le Statut, demandait au Secrétaire général de restructurer l'Institut tel que précisé au paragraphe 4 de la résolution. Cette demande a été exécutée par le Secrétaire général au moyen de l'adoption d'un ensemble d'amendements au Statut de l'UNITAR qui ont été portés à l'attention de la quarante-troisième session de l'Assemblée générale dans le rapport du Secrétaire général sur le sujet. Comme il a été souligné dans le rapport, les amendements au Statut adoptés par le Secrétaire général incorporaient les propositions du Conseil d'administration de l'Institut qui avait été consulté relativement aux amendements. Il semble que l'Assemblée soit satisfaite de l'exécution de sa requête car elle a pris acte, au paragraphe 1 de sa résolution 43/201 du 22 décembre 1988, du rapport du Secrétaire général sans exprimer aucune réserve.

Il ressort de ce qui précède que le Secrétaire général a le pouvoir d'amender le Statut de l'UNITAR sans devoir obtenir l'approbation de l'Assemblée générale lorsqu'il s'agit de questions relevant de sa compétence en qualité de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, les amendements au Statut de l'UNITAR dont il était fait mention dans le rapport susmentionné du Secrétaire général à la quarante-troisième session de l'Assemblée générale n'exigeaient pas l'approbation formelle de l'Assemblée.

En ce qui concerne les associés principaux à plein temps, nous tenons à faire remarquer que seule l'Assemblée générale a compétence pour décider quelles catégories d'employés peuvent bénéficier du statut de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies et, donc, jouir des privilèges et immunités octroyés en vertu de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, cette proposition ne peut être mise en œuvre sans une décision de l'Assemblée générale, et le Secrétaire général dans son rapport a demandé l'accord de l'Assemblée sur cette question, ce qui figure au paragraphe 10 de la résolution 43/201 qui stipule que les associés principaux à plein temps devraient être dotés du statut de fonctionnaire de l'Organisation des Nations Unies.

27 avril 2000

13. STATUT, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS EN VERTU DU DROIT INTERNATIONAL DE LA MISSION PERMANENTE D'OBSERVATION DE LA PALESTINE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW YORK

Lettre adressée à l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 1er mai 2000 dans laquelle vous demandiez une déclaration juridique sur le statut, les privilèges et immunités en vertu du droit international de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Comme vous le savez, la représentation de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies découle de la résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée :

« 1. [*A invité*] l'Organisation de libération de la Palestine à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale en qualité d'observateur;

« 2. [*A invité*] l'Organisation de libération de la Palestine à participer aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales convoquées sous les auspices de l'Assemblée générale en qualité d'observateur;

« 3. [*A considéré*] que l'Organisation de libération de la Palestine a le droit de participer en tant qu'observateur aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales convoquées sous les auspices d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies;

« 4. [*A prié*] le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires en vue de l'application de la présente résolution. »

La résolution ne traitait pas de la question du Statut, des privilèges et immunités de l'Organisation de libération de la Palestine, ni ne faisait référence à l'établissement d'un bureau permanent à New York par l'Organisation de libération de la Palestine. La décision d'établir le bureau de l'Observateur permanent de l'Organisation de libération de la Palestine avait, toutefois, été communiquée au Secrétaire général par l'Organisation de libération de la Palestine peu de temps après l'adoption de la résolution en février 1975, et avait été notée dans un accusé de réception signé au nom du Secrétaire général par le Sous-Secrétaire général des affaires de l'Assemblée générale de l'époque, M. Bradford Morse, en date du 3 mars 1975.

Dans sa résolution 3375 (XXX) du 10 novembre 1975, l'Assemblée générale a invité l'Organisation de libération de la Palestine à participer, notamment, à tous les travaux, débats et conférences convoqués sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Par la suite, dans sa résolution 42/210 B du 17 décembre 1987, l'Assemblée générale :

« *Guidée* par les buts et principes de la Charte des Nations Unies et ses dispositions pertinentes, ...

« *Ayant été informée* de la mesure envisagée dans le pays hôte, les États-Unis d'Amérique, laquelle pourrait empêcher le maintien des installations de la Mission permanente d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, lesquelles lui permettent de s'acquitter de ses fonctions officielles,

« *Rappelant* ses résolutions 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974 et 3375 (XXX) du 10 novembre 1975,

« *Prenant note avec satisfaction* de la position du Secrétaire général concernant la Mission permanente d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, ainsi énoncée dans sa déclaration du 22 octobre 1987 : « Les membres de la Mission d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine sont, en vertu de la résolution 3237 (XXIX), les invités de l'Organisation des Nations Unies. En tant que tels, ils sont couverts par les dispositions des sections 11, 12 et 13 de l'Accord relatif au Siège du 26 juin 1947. Le pays hôte a donc l'obligation, en vertu de cet Accord, de permettre au personnel de la Mission d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine d'entrer et de demeurer aux États-Unis pour s'acquitter de ses fonctions officielles au Siège de l'Organisation des Nations Unies,

« 1. [*A réaffirmé*] que la Mission permanente d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York est couverte par les dispositions de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies et devrait pouvoir établir et maintenir des locaux et des installations de fonction adéquates et que le personnel de la Mission devrait pouvoir entrer aux États-Unis et y demeurer pour s'acquitter de ses fonctions officielles... »

Dans ses résolutions 42/229 A du 2 mars 1988 et 42/230 du 23 mars 1988, l'Assemblée générale à réaffirmé une fois de plus « que la Mission permanente d'observation de l'Organisation de libération de la Palestine auprès des Nations Unies à New York est couverte par les dispositions de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies et devrait pouvoir établir et maintenir des locaux et des installations de fonction adéquates et que le personnel de la Mission devrait pouvoir entrer aux États-Unis et y demeurer pour s'acquitter de ses fonctions officielles. »

Enfin, dans sa résolution 43/177 du 15 décembre 1988, l'Assemblée générale :

« *Rappelant* sa résolution 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974 relative au statut d'observateur pour l'Organisation de libération de la Palestine et les résolutions postérieures pertinentes,

« 1. [*A pris acte*] de la proclamation de l'État palestinien par le Conseil national palestinien le 15 novembre 1988;

« 2. [*A affirmé*] qu'il est nécessaire de permettre au peuple palestinien d'exercer sa souveraineté sur son territoire occupé depuis 1967;

« 3. [*A décidé*] qu'à compter du 15 décembre 1988, la désignation de « Palestine » devrait être employée au sein du système des Nations Unies au lieu de la désignation « Organisation de libération de la Palestine », sans préjudice du statut et des fonctions d'observateur de l'Organisation de libération de la Palestine au sein du système des Nations Unies, conformément aux résolutions et à la pratique pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. »

Il devrait également être noté que dans sa résolution 52/250 du 7 juillet 1998, l'Assemblée générale a décidé « de conférer à la Palestine, en sa qualité d'observateur et comme indiqué dans l'annexe de la présente résolution, des droits et privilèges supplémentaires pour ce qui est de participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale et des conférences internationales convoquées sous les auspices de l'Assemblée ou d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies. » Bien qu'en vertu de cette résolution, la Palestine jouisse à présent de plusieurs droits et privilèges de participation réservés auparavant exclusivement aux États Membres des Nations Unies, la résolution 52/250 de l'Assemblée générale n'avait pas d'incidence explicite sur le statut juridique, les privilèges et immunités de la Palestine au sein de l'Organisation des Nations Unies.

S'appuyant sur ses résolutions 3237 (XXIX), 42/210 B, 42/229 A, 42/230 et 43/177, l'Assemblée générale a, toutefois, à maintes reprises confirmé que le maintien des installations de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York était une condition nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions officielles et que cet aspect était couvert par les sections 11, 12 et 13 de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies [Public Law 80-357, vol. 11 UNTS, p. 11 (ci-après dénommé « l'Accord relatif au Siège »)].

Il est largement accepté que certains privilèges et immunités fonctionnels découlent d'une intention nécessaire de la Charte des Nations Unies et de l'Accord relatif au Siège, sans lesquels l'entité invitée ne serait pas en situation d'exécuter ses fonctions. Cette dernière est expli-

citement confirmée dans les résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale.

Les privilèges et immunités fonctionnels s'étendent bien entendu à l'immunité de juridiction en ce qui concerne les paroles et écrits ou tout acte accompli dans l'exercice des fonctions d'observateur. De plus, étant donné que la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York découle directement de la résolution 3237 (XXIX) de l'Assemblée générale et est limitée aux affaires des Nations Unies, cette présence pourrait être considérée comme ne couvrant pas la réception d'une signification d'une assignation en justice qu'il s'agisse d'une action contre la personne ou *in rem* en ce qui concerne des affaires sans aucun lien avec cette présence. Toute mesure visant à empêcher le maintien des installations de la Mission permanente d'observation de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York ou l'exécution de ses fonctions officielles contreviendrait à la Charte des Nations Unies, à l'Accord relatif au Siège et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

5 mai 2000

---

14. ACCRÉDITATION D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DANS LE CADRE DE RÉUNIONS PRÉPARATOIRES RÉGIONALES—RÉSOLUTION 1996/31 DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Télécopie adressée au juriste hors classe, Bureau de liaison juridique, Office des Nations Unies à Genève

La présente se réfère à votre télécopie du 19 juillet 2000 concernant l'examen du paragraphe 49 de la résolution 1996/31 du 25 juillet 1996 du Conseil économique et social concernant l'accréditation d'organisations non gouvernementales dans le cadre de réunions préparatoires régionales. Nos commentaires sont les suivants :

La partie VII de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social présente les procédures d'accréditation des organisations non gouvernementales auprès des conférences internationales convoquées par l'Organisation des Nations Unies et leur processus préparatoire. Comme la résolution est une résolution du Conseil économique et social, elle ne lie pas l'Assemblée générale ou les conférences internationales convoquées par l'Assemblée générale à moins que l'Assemblée en décide ainsi. Dans ce cas, toutefois, l'Assemblée générale a confirmé, dans sa résolution 54/154 du 17 décembre 1999, que la résolution 1996/31 du Conseil économique et social régit l'accréditation des organisations non gouvernementales auprès du Comité préparatoire et la Conférence

mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Les procédures énoncées aux paragraphes 41 à 54 de la résolution 1996/31 régissent l'accréditation des organisations non gouvernementales auprès du Comité préparatoire et de la Conférence mondiale.

En vertu du paragraphe 49 de la résolution 1996/31, il est explicitement déclaré toutefois qu'« une organisation non gouvernementale qui a été autorisée à participer à une session du Comité préparatoire, y compris aux réunions préparatoires connexes des commissions régionales, peut assister à toutes sessions préparatoires ultérieures ainsi qu'à la conférence elle-même ». En soi, une organisation non gouvernementale qui a été accréditée par une réunion préparatoire régionale peut participer à toutes les réunions du Comité préparatoire et de la Conférence mondiale elle-même, à moins que le Comité préparatoire ou la Conférence mondiale en décide autrement. Bien qu'il soit reconnu que le paragraphe 49 accorde à la réunion préparatoire régionale des prérogatives inhabituelles à cet égard, les groupes et organisations régionaux sont néanmoins liés par la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, et en particulier les critères de pertinence et de compétence prévus au paragraphe 44, en accréditant les organisations non gouvernementales auprès de leurs réunions préparatoires.

S'appuyant sur ce qui précède, si une réunion préparatoire régionale accrédite une organisation non gouvernementale particulière pour lui permettre de participer à ses réunions, cette organisation non gouvernementale, conformément au paragraphe 49 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, peut assister aux réunions futures du Comité préparatoire et de la Conférence mondiale elle-même. À cet égard, il convient de rappeler qu'en vertu du paragraphe 41 de la résolution 1996/31 du Conseil, l'accréditation est la prérogative ultime du Comité préparatoire. De plus, il est stipulé au paragraphe *f* de la décision 1/5 du Comité préparatoire qu'« au cas où un gouvernement soulèverait des questions à propos de l'accréditation d'une organisation non gouvernementale, la décision finale serait prise par le Comité préparatoire, conformément à la procédure normale visée dans la résolution 1996/31 du Conseil ». En conséquence, si un gouvernement conteste une organisation non gouvernementale qui a été accréditée auparavant par une réunion préparatoire régionale, une décision finale relative à l'accréditation de l'organisation non gouvernementale auprès du Comité préparatoire et de la Conférence mondiale doit être prise par le Comité préparatoire, conformément à la procédure normale énoncée dans la résolution 1996/31 du Conseil.

21 juillet 2000

15. STATUT D'OBSERVATEUR POUR L'UNION INTERPARLEMENTAIRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE—PROCÉDURES POUR LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES EN VUE D'OBTENIR LE STATUT D'OBSERVATEUR AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES—QUESTION DE SAVOIR SI LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL PEUT INTERVENIR DANS LE PROCESSUS

Mémorandum adressé au Sous-Secrétaire général aux relations extérieures

La présente se réfère à votre mémorandum du 28 septembre 2000 concernant la demande de statut d'observateur de l'Union interparlementaire à l'Assemblée générale. En particulier, sachant qu'il s'agit en dernière analyse d'une décision d'un État Membre, vous indiquez que le Secrétaire général a demandé une approche « constructive » pour soutenir les travaux de l'Union à cet égard et vous demandez si nous sommes disposés à considérer une « stratégie commune » et à rencontrer l'Union. Nos commentaires sont les suivants :

En ce qui concerne le statut d'observateur à l'Assemblée générale, ni la Charte de l'Organisation des Nations Unies ni le règlement intérieur de l'Assemblée générale ne traitent de la question des observateurs. En pratique, toutefois, l'Assemblée générale a adopté des résolutions qui visaient à octroyer le statut d'observateur à diverses entités et organisations intergouvernementales. La première étape pour un État ou des États Membres consiste à demander l'inscription d'un point approprié à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Conformément aux règles pertinentes, la demande doit être accompagnée d'un mémoire explicatif et, si possible, des documents de base ou d'un projet de résolution. Le Bureau de l'Assemblée générale examine ensuite la demande et recommande à l'Assemblée générale d'inscrire ou non le point à l'ordre du jour. En assumant l'inscription du point à l'ordre du jour, l'étape suivante consiste pour un État ou des États Membres à parrainer un projet de résolution par lequel l'Assemblée décide d'inviter l'organisation intergouvernementale à participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale en sa qualité d'observateur. Il s'agit alors pour les États Membres de l'Organisation des Nations Unies de prendre une décision sur la résolution proposée, si nécessaire à la majorité des voix des membres présents et votants.

De plus, dans sa décision 49/426 du 9 décembre 1994, l'Assemblée générale a décidé de limiter l'octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale aux États et aux organisations intergouvernementales dont les activités couvrent des questions d'intérêt commun à l'Assemblée. Aux paragraphes 2 et 3 de sa résolution 54/195 du 17 décembre 1999, l'Assemblée générale a également décidé que toute demande

présentée par une organisation visant à obtenir le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale serait examinée en séance plénière après l'examen de la question par la Sixième Commission de l'Assemblée générale et a demandé au Secrétaire général de prendre les mesures appropriées pour attirer l'attention de tous les États Membres du Bureau et de l'Assemblée générale sur les critères et procédures fixés par l'Assemblée générale lorsqu'une organisation demande que lui soit octroyé le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale.

En règle générale, la question de l'octroi du statut d'observateur est donc la prérogative exclusive des États Membres. De plus, comme il a été demandé au Secrétaire général, en vertu de la résolution 54/195, de faire le nécessaire pour appeler l'attention de tous les États Membres du Bureau et de l'Assemblée générale sur les critères et procédures fixés par l'Assemblée générale lorsqu'une organisation demande que lui soit octroyé le statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale, il est d'autant plus nécessaire de respecter ces critères et procédures.

En ce qui concerne l'Union interparlementaire, en particulier, il est important de noter qu'elle n'est pas considérée comme une organisation intergouvernementale. Comme indiqué ci-dessus, dans sa décision 49/426, l'Assemblée générale a décidé de limiter le statut d'observateur aux États et organisations intergouvernementales. Il importe également de garder à l'esprit que, conformément à l'article 3 de l'Accord de coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire, l'Union peut, à sa demande, être invitée à envoyer ses représentants pour assister aux séances plénières de l'Assemblée générale. Sous réserve des décisions de l'organe hôte ou de l'organe subsidiaire concerné, elle peut également être invitée à participer aux conférences convoquées sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies ou aux commissions principales et organes subsidiaires de l'Assemblée générale. L'Accord de coopération a été accueilli par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/7 du 25 octobre 1996. Depuis lors, l'Assemblée a adopté plusieurs résolutions (52/7, 53/13, 54/12 et 54/281) dans lesquelles elle a demandé la poursuite d'une coopération étroite et a fait le point sur la coopération qui s'était renforcée entre les deux organisations, mais n'a pas accordé de droits de participation accrus ou le statut d'observateur à l'Union interparlementaire. Le point « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union interparlementaire » a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale tous les ans depuis la quinzième session ordinaire et sera examiné au titre du point 26 de l'ordre du jour durant la cinquante-cinquième session ordinaire.

À la lumière de ce qui précède, il ne fait aucun doute qu'il revient aux États Membres d'examiner la question d'accorder le statut d'observateur à l'Union interparlementaire. Étant donné les critères et procédures établis dans les décisions et résolutions de l'Assemblée générale à cet égard, l'intervention du Secrétaire général serait légalement

inappropriée. En l'absence d'un mandat de l'Assemblée, que ce soit par le biais d'un point de l'ordre du jour annuel ou de l'inscription d'un nouveau point relatif au statut d'observateur de l'Union interparlementaire, le Secrétaire général doit informer l'Union interparlementaire qu'il s'agit d'une question concernant l'Assemblée générale et qu'elle devrait poursuivre ses efforts en vue d'obtenir le statut d'observateur directement auprès des États Membres et non du Secrétariat.

2 octobre 2000

---

16. SIGNIFICATION DE L'EXPRESSION « FONCTIONNAIRES » DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

Mémorandum adressé au Chef de la Division des services administratifs, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Je me réfère à votre demande visant à examiner la proposition présentée par le Gouvernement du Liban relative à la signification de l'expression « fonctionnaires de la Commission » à l'alinéa *i* de l'article premier de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de [État Membre], concernant le siège de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, signé à Beyrouth le 27 août 1997 (« Accord relatif au siège de la CESAO »).

À l'alinéa *i* de l'article premier de l'Accord relatif au siège de la CESAO, l'expression « fonctionnaires de la Commission » désigne actuellement « le Secrétaire exécutif et tous les membres du personnel de la Commission, sans égard à la nationalité, à l'exception de ceux recrutés sur place et payés à l'heure ». La définition exclut donc les membres du personnel qui sont « recrutés sur place et payés à l'heure ». Le Gouvernement du Liban a proposé un amendement à l'alinéa *i* de l'article premier de l'Accord relatif au siège de la CESAO de façon à ce que l'expression « fonctionnaires de la Commission » désigne « le Secrétaire exécutif et tous les membres de la Commission, sans égard à la nationalité, à l'exception de ceux recrutés sur place ». L'amendement proposé exclurait donc dans la définition de fonctionnaires de la Commission tous les membres du personnel recrutés sur place de la Commission, sans égard à la nationalité, qu'ils soient ou non payés à l'heure.

Aux fins des articles V et VII de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies (« la Convention générale »), le terme « fonctionnaires » avait été défini par l'Assemblée générale dans sa résolution 76 (I) du 7 décembre 1946. Par cette résolution, l'Assemblée générale approuvait « l'octroi de privilèges et immunités mentionnés aux articles V et VII de la Convention sur les privilèges et immunités des

Nations Unies... à tous les membres du personnel des Nations Unies, à l'exception de ceux qui sont recrutés sur place et payés à l'heure ». Cette définition ne fait aucune distinction entre les membres du personnel des Nations Unies relativement à la nationalité ou au lieu de résidence, ou selon qu'ils sont recrutés au plan international ou sur place.

Étant donné que l'amendement proposé contreviendrait à la résolution 76 (I) de l'Assemblée générale et à l'article V de la Convention générale, la proposition du Gouvernement du Liban est irrecevable. En outre, le Gouvernement du Liban devrait savoir que toute interprétation des dispositions de la Convention générale doit tenir compte de l'esprit des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, et en particulier de son Article 105, qui stipule que l'Organisation jouit, sur le territoire de chacun de ses Membres, des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour atteindre ses buts.

7 décembre 2000

---

17. APPLICABILITÉ DES LOIS LOCALES AUX LOCAUX DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES—ACCORD RELATIF AU SIÈGE DE 1947 DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES—CODES DU BÂTIMENT

Télécopie adressée à l'Inspecteur, Rapport du Coordonnateur, Corps commun d'inspection

Je me réfère à votre télécopie du 28 novembre 2000 dans laquelle vous demandiez notre avis sur l'applicabilité des lois locales aux locaux de l'Organisation des Nations Unies. Nos commentaires sont les suivants :

Le statut du district administratif en ce qui concerne la législation aux niveaux local, national et fédéral est traité dans l'Accord de 1947 entre l'Organisation des Nations Unies et les États-Unis d'Amérique concernant le Siège de l'Organisation des Nations Unies (« l'Accord relatif au Siège »).

La section 7, *b* de l'Accord relatif au Siège dispose que « sauf dispositions contraires du présent Accord ou de la Convention générale [Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies], les lois fédérales, d'État et locales des États-Unis seront applicables à l'intérieur du district administratif ». La section 8 de l'Accord dispose que :

> « L'Organisation des Nations Unies aura le droit d'édicter des règlements exécutoires dans le district administratif et destinés à y créer, à tous les égards, les conditions nécessaires au plein exercice

de ses attributions. Les lois ou règlements fédéraux, d'État ou locaux des États-Unis ne seront pas applicables à l'intérieur du district administratif, dans la mesure où ils seraient incompatibles avec un des règlements que l'Organisation des Nations Unies a le droit d'édicter en vertu de la présente section... »

À ce jour, il n'a été adopté que quatre règlements dérogeant, au titre de l'exception prévue ci-dessus, aux lois fédérales, d'État et locales. Ces règlements concernent : *a*) le système de sécurité sociale des Nations Unies; *b*) les qualifications requises pour l'exécution de services spécialisés et autres services professionnels à l'ONU; *c*) les horaires d'activité des services à l'intérieur du district administratif du Siège; *d*) la limitation des dommages-intérêts exigibles à raison d'actes survenant à l'intérieur du district administratif du Siège. À ce titre, la législation locale, d'État et fédérale des États-Unis qui n'est pas incompatible avec les règlements susmentionnés de l'Assemblée générale ou de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies s'applique aux locaux de l'Organisation des Nations Unies. Étant donné qu'aucun règlement particulier n'a été édicté par l'Organisation dans le domaine de la construction, le code du bâtiment de New York s'applique aux locaux de l'Organisation des Nations Unies.

L'« inviolabilité » des locaux de l'Organisation est régie par la section 9, *a* de l'Accord relatif au Siège, laquelle stipule que : « Le district administratif sera inviolable. Les agents ou fonctionnaires des États-Unis d'Amérique, relevant d'une autorité fédérale, d'État ou locale, qu'ils soient administratifs, judiciaires, militaires ou de la police, ne pourront entrer dans le district administratif pour y exercer leurs fonctions officielles qu'avec le consentement du Secrétaire général et dans les conditions acceptées par celui-ci. » L'accès des autorités locales aux locaux de l'Organisation des Nations Unies doit être autorisé par le Secrétaire général. À ce titre, la Ville de New York n'est pas habilitée à entrer dans les locaux de l'Organisation des Nations Unies et y mener des inspections régulières sans le consentement du Secrétaire général. En droit, le Secrétaire général ne refuserait pas ce consentement en l'absence de raisons impérieuses.

Il n'est pas du ressort du Bureau des affaires juridiques de commenter les incidences financières des mesures prises pour faire respecter la loi ou le fardeau financier indirect des États Membres. Il s'agit plutôt d'un domaine qui relève du Contrôleur et/ou du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de la Cinquième Commission.

Il importe de noter que l'Organisation des Nations Unies veille à assurer le respect des normes architecturales et de sécurité de plusieurs façons différentes, notamment : *a*) inspections sur préavis, lorsque l'Organisation des Nations Unies autorise des autorités locales à effectuer

des inspections sur demande et sur préavis; *b*) l'emploi de contractants/consultants, lorsque l'Organisation des Nations Unies recrute des consultants pour inspecter et surveiller les dispositifs mécaniques et électriques et préparer des rapports sur leur statut et leur conformité avec le code; *c*) des inspections effectuées par le personnel de l'Organisation chargé d'assurer la conformité; et *d*) des dispositions dans un contrat, lorsque l'Organisation exige que les entrepreneurs de la construction se conforment à tous les codes locaux et le contrat est rédigé en conséquence.

11 décembre 2000

B. — Avis juridiques des secrétariats d'organisations intergouvernementales reliées à l'Organisation des Nations Unies

[Aucun avis juridique des secrétariats d'organisations intergouvernementales n'a fait l'objet d'un rapport en 2000.]

NOTES

[1] En vertu du Règlement du personnel actuel, l'article 1.2, i est sensiblement identique à l'article 1.5 de l'ancien Règlement du personnel.

[2] Article 30, *a,* Code régissant la conduite des titulaires de charge publique en ce qui concerne les conflits d'intérêts et l'après-mandat, juin 1994.

[3] Voir : Code de gestion de la fonction publique, 10 avril 1996 (annexe A).

[4] Ces règles ont un double objet. Le premier vise à écarter tout doute quant à la possibilité qu'un avis et une décision d'un fonctionnaire soient influencés par son espoir d'occuper éventuellement un emploi dans une entreprise ou une organisation particulière. Le deuxième vise à éviter le risque qu'une organisation particulière tire avantage de façon malhonnête de ses concurrents en employant une personne qui a eu accès à des informations techniques ou autres qui pourraient désavantager l'entreprise ou ses concurrents.

[5] Rapport du Secrétaire général sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies : projet de code de conduite des Nations Unies (17 octobre 1997), A/52/488, par. 10.

[6] *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément n° 34.*

Troisième partie

DÉCISIONS JUDICIAIRES RELATIVES À DES QUESTIONS CONCERNANT L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

Chapitre VII

DÉCISIONS ET AVIS CONSULTATIFS DE TRIBUNAUX INTERNATIONAUX*

[Aucune décision ou avis consultatif de tribunaux internationaux sur les questions relatives à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales qui lui sont reliées n'a fait l'objet d'un rapport en 2000.]

*Voir chapitre III.A du présent volume pour l'information relative à la Cour internationale de Justice, les deux tribunaux spéciaux internationaux et le Tribunal international pour le droit de la mer.

Chapitre VIII

DÉCISIONS DE TRIBUNAUX NATIONAUX

[Aucune décision de tribunaux nationaux sur des questions relatives à l'Organisation des Nations Unies et aux organisations intergouvernementales qui lui sont reliées n'a fait l'objet d'un rapport en 2000.]

Quatrième partie

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE JURIDIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES QUI LUI SONT RELIÉES

A.—ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL EN GÉNÉRAL

1. Ouvrages généraux
2. Ouvrages concernant des questions particulières

B.—ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. Ouvrages généraux
2. Ouvrages concernant certains organes
3. Ouvrages concernant des questions ou activités particulières

C.—ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES RELIÉES À L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

A. — ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET DROIT INTERNATIONAL EN GÉNÉRAL

1. *Ouvrages généraux*

Arend, Anthony C. *Legal rules and international society* (New York: Oxford University Press, 1999). ix, 208 p.
Includes bibliographical references and index.

Brotóns, Antonio Remiro. Justice among states. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 43-55.
Includes bibliographical references.

Idris, Kamil, and Michael Bartolo. *A better United Nations for the new millennium: the United Nations system: how it is now and how it should be in the future* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xxi, 233 p. ill.
Bibliography: p. 203-225. Includes index.

Scovazzi, Tullio. *Corso di diritto internazionale* (Milan: Giuffrè, 2000). 225 p.
Includes bibliographical references.

2. *Ouvrages concernant des questions particulières*

Alcaide Fernández, Joaquín. *Las actividades terroristas ante el derecho internacional contemporáneo* (Madrid: Tecnos, 2000). 375 p.
Includes bibliographical references (p. 353-375).

Asrani, Sheetal B., and M. P. Ajith Sunghay. Bringing despots to justice: the quest for an effective legal regime. *Indian journal of international law* 40(2) April-June 2000: 178-196.
Includes bibliographical references.

Benadava, Santiago. La "competencia de la competencia" y el exceso de poder en la justicia arbitral. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 221-230.
Includes bibliographical references.

Böckstiegel, Karl-Heinz. Settlement of disputes between parties from developing and industrial countries. *ICSID review: foreign investment law journal* 15(2) fall 2000: 275-287.
Includes bibliographical references.

Brunnée, Jutta, and Stephen J. Toope. International law and constructivism: elements of an international theory of international law. *Columbia journal of transnational law* 39(1) 2000: 19-74.
Includes bibliographical references.

Byers, Michael. The law and politics of the Pinochet case. *Duke journal of comparative and international law* 10(2) spring/summer 2000: 415-441.
Includes bibliographical references.

Carducci, Guido. L'obligation de restitution des biens culturels et des objets d'art en cas de conflit armé : droit coutumier et droit conventionnel avant et après la Convention de La Haye de 1954. *Revue générale de droit international public* 104(2) 2000: 289-357.
Summary in English. Includes bibliographical references.

Castellino, Joshua. *International law and self-determination: the interplay of the politics of territorial possession with formulations of post-colonial "national" identity* (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xxiv, 286 p.
Includes bibliographical references and index.

Charlesworth, Hilary. *The boundaries of international law: a feminist analysis* (New York: Juris Pub.; Manchester, England: Manchester University Press, 2000). xvii, 414 p.
Includes bibliographical references (p. 338-378) and index.

Contemporary practice of the United States relating to international law. Edited by Sean D. Murphy. *American journal of international law* 94(1) January 2000:102-139.

Contemporary practice of the United States relating to international law. Edited by Sean D. Murphy. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 348-381.
Includes bibliographical references.

Contemporary practice of the United States relating to international law. Edited by Sean D. Murphy. *American journal of international law* 94(3) July 2000: 516-545.
Includes bibliographical references.

Contemporary practice of the United States relating to international law. Edited by Sean D. Murphy. *American journal of international law* 94(4) October 2000: 677-706.
Includes bibliographical references.

Coulée, Frédérique. Quelques remarques sur la restitution interétatique des biens culturels sous l'angle du droit international public. *Revue générale de droit international public* 104(2) 2000: 359-392.
Summaries in English and Spanish. Includes bibliographical references.

Cuevas Cancino, Francisco. Foundation: the theory of counterbalance. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 393-404.

Democratic governance and international law. Edited by Gregory H. Fox and Brad R. Roth (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). xiii, 585 p.
Includes bibliographical references (p. xii-xiii) and index.

Essays in honor of Ibrahim F. I. Shihata. *ICSID review: foreign investment law journal* 15(2) fall 2000: 275-453.
Special issue. Includes bibliographical references.

Feldman, David. Monism, dualism and constitutional legitimacy. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 105-126.
Includes bibliographical references.

A festschrift honoring Professor Louis B. Sohn. *George Washington international law review* 33(1) 2000: 1-96.
Series of articles. Includes bibliographical references.

García Arán, M., D. López Garrido and Concepción Escobar Hernández. *Crimen internacional y jurisdicción universal: el caso Pinochet* (Valencia: Tirant lo Blanch, 2000). 373 p.
Includes bibliographical references.

Gasiokwu, M. O. U. The Pinochet-British extradition episode: issues and problems in international law. *Indian journal of international law* 40(4) October-December 2000: 710-727.
Includes bibliographical references.

Ghandhi, P. R., and J. C. Barker. The Pinochet judgment: analysis and implications. *Indian journal of international law* 40(4) October-December 2000: 657-709.
Includes bibliographical references.

Goldsmith, Jack L., and Eric A. Posner. Understanding the resemblance between modern and traditional customary international law. *Virginia journal of international law* 40(2) winter 2000: 639-672.

Includes bibliographical references.

Graving, Richard J. The ICC International Court of Arbitration: meeting the challenges? *ICSID review: foreign investment law journal* 15(2) fall 2000: 417-453.

Includes bibliographical references.

Hascher, D. Principes et pratique de procédure dans l'arbitrage commercial international. *Recueil des cours (Hague Academy of International Law)*, vol. 279 (1999): 51-194.

Includes bibliographical references.

Henzelin, Marc. *Le principe de l'universalité en droit pénal international : droit et obligation pour les États de poursuivre et juger selon le principe de l'universalité* (Basel, Geneva, Munich: Helbing and Lichtenhahn; Brussels: Bruylant, 2000). xxvii, 527 p.

Thèse n° 730 de la Faculté de droit de l'Université de Genève. Bibliography: p. 465-514.

Immunities and privileges of international legal persons: selected legal materials and commentary. Edited by the International Law Group, Clifford Chance Limited Liability Partnership (Oxford: Oxford University Press, 2000). 320 p.

Concerns the United Kingdom and the United States of America.

The international dimensions of cyberspace law. Edited by Teresa Fuentes-Camacho (Aldershot, Hants, England; Burlington, Vt.: Ashgate/Dartmouth: UNESCO Pub., 2000). xviii, 241 p.

Includes bibliographical references and index.

International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday. Edited by Michael N. Schmitt (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). 607 p.

Includes bibliographical references and index.

Johnson, Anita C. The extradition proceedings against General Augusto Pinochet: is justice being met under international law? *Georgia journal of international and comparative law* 29(1) 2000: 203-221.

Includes bibliographical references.

Jonkman, H. The role of the Permanent Court of Arbitration in international dispute resolution. *Recueil des cours (Hague Academy of International Law)*, vol. 279 (1999): 9-49.

Bibliography: p. 49.

Kelly, J. Patrick. The twilight of customary international law. *Virginia journal of international law* 40(2) winter 2000: 449-544.

Includes bibliographical references.

Kolb, Robert. *La bonne foi en droit international public : contribution à l'étude des principes généraux de droit* (Paris, Presses universitaires de France, 2000). xli, 756 p.

Bibliography: p. 691-693. Includes bibliographical references.

Lee, Seokwoo. Continuing relevance of traditional modes of territorial acquisition in international law and a modest proposal. *Connecticut journal of international law* 16(1) fall 2000: 1-22.

Includes bibliographical references.

Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda. Board of Editors Calixto A. Armas Barea et al. (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). 625 p.

Includes bibliographical references.

McClean, D. *De conflictu legum.* Perspectives on private international law at the turn of the century. General course on private international law. *Recueil des cours (Hague Academy of International Law)*, vol. 282 (2000): 41-228.
Includes bibliographical references.

Metcalfe, David. The OECD Agreement to criminalize bribery: a negotiation analytic perspective. *International negotiation: a journal of theory and practice* 5(1) 2000: 129-155.
Bibliography: p. 153-155. Includes bibliographical references.

Neuhold, Hanspeter. The foreign-policy "cost-benefit-analysis" revisited. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 84-124.
Includes bibliographical references.

Orrego Vicuña, Francisco. Changing approaches to the nationality of claims in the context of diplomatic protection and international dispute settlement. *ICSID review: foreign investment law journal* 15(2) fall 2000: 340-361.
Includes bibliographical references.

Penrose, Mary Margaret. It's good to be the king!: prosecuting heads of state and former heads of state under international law. *Columbia journal of transnational law* 39(1) 2000: 193-220.
Includes bibliographical references.

Peñalver, Eduardo Moisés. The persistent problem of obligation in international law. *Stanford journal of international law* 36(2) summer 2000: 271-302.
Includes bibliographical references.

The Pinochet case: a legal and constitutional analysis. Edited by Diana Woodhouse (Oxford, England; Portland, Oregon: Hart Pub., 2000). xx, 297 p.
Includes bibliographical references (p. 129-131) and index.

Posadas, Alejandro. Combating corruption under international law. *Duke journal of comparative and international law* 10(2) spring/summer 2000: 345-414.
Includes bibliographical references.

Post, Harry H. G. Some comments on the principles of international law relating to the acquisition of territory. In: *Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez.* Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). p. 147-173.
Includes bibliographical references.

Private law in the international arena: from national conflict rules towards harmonization and unification: Liber amicorum Kurt Siehr. Edited by Jurgen Basedow et al. (The Hague: T. M. C. Asser Press; Cambridge, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xxxv, 910 p.
Includes list of publications of Kurt Siehr (p. 887-910). English, German and French.

The project of reconfiguration: how can international law be reconstituted? *Proceedings (American Society of International Law, Meeting).* 94th (2000): 73-81.
Includes bibliographical references.

Reinisch, August. *International organizations before national courts* (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). lxviii, 449 p.
Bibliography: p. 394-443. Includes bibliographical references and index.

Röben, Volker. International Internet governance. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 400-437.
Includes bibliographical references.

Rodley, Nigel S. Breaking the cycle of impunity for gross violations of human rights: the Pinochet case in perspective. *Nordic journal of international law* 69(1) 2000: 11-26.
Includes bibliographical references.

The role of law in international politics: essays in international relations and international law. Edited by Michael Byers (Oxford, England; New York: Oxford University Press, 2000). xvi, 354 p.
Includes bibliographical references and index.

Ruzie, David. *Droit international public*. 15e éd. (Paris: Dalloz, 2000). 321 p.
Includes index.

Schwarzenberger, Georg. Jus Pacis ac Bell? Prolegomena to a sociology of international law. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 483-505.

Sears, Jill M. Confronting the "culture of impunity": immunity of heads of state from Nuremberg to *ex parte Pinochet*. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 125-146.

Self-determination in international law. Edited by Robert McCorquodale (Aldershot, England; Burlington, Vt.: Ashgate/Dartmouth, 2000). xxii, 619 p.
Includes bibliographical references and index.

The single superpower and the future of international law. *Proceedings (American Society of International Law, Meeting)*. 94th (2000): 64-72.
Concerns the United States.

Slaughter, Anne-Marie. A liberal theory of international law. *Proceedings (American Society of International Law, Meeting)*. 94th (2000): 240-253.
Includes bibliographical references.

Sofaer, Abraham D. International law and Kosovo. *Stanford journal of international law* 36(1) winter 2000: 1-21.
Includes bibliographical references.

Swain, Rachel. A discussion of the Pinochet case (House of Lords decision of 24 March 1999) noting the juxtaposition of international relations and international law perspectives. *Nordic journal of international law* 69(3) 2000: 223-256.
Includes bibliographical references.

"Symposium: The Hague peace conferences". Edited by George H. Aldrich and Christine M. Chinkin. *American journal of international law* 94(1) January 2000: 1-98.
Series of articles. Includes bibliographical references.

Talmon, Stefan. *Recognition in international law: a bibliography* (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xxxvi, 401 p.
Includes indexes.

Tiefer, Charles. Adjusting sovereignty: contemporary congressional-executive controversies about international organizations. *Texas international law journal* 35(2) spring 2000: 239-263.
Includes bibliographical references.
Concerns the United States.

Vasciannie, Stephen. The fair and equitable treatment standard in international investment law and practice. *British yearbook of international law*, vol. 70 (1999): 99-164.
Includes bibliographical references.

Verhoeven, Joe. *Droit international public* (Brussels: Larcier, 2000). 856 p.
Includes bibliographical references and index.

Villalpando, Santiago. L'affaire Pinochet : beaucoup de bruit pour rien ? L'apport au droit international de la décision de la Chambre des lords du 24 mars 1999. *Revue générale de droit international public* 104(2) 2000: 393-427.
Summaries in English and Spanish. Includes bibliographical references.

Wedgwood, Ruth. International criminal law and Augusto Pinochet. *Virginia journal of international law* 40(3) spring 2000: 829-847
Includes bibliographical references.

Weeramantry, Lucian G. *The International Commission of Jurists: the pioneering years* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). x, 311 p.
Includes bibliographical references and index.

Wei, Yung. Recognition of divided states: implication and application of concepts of "multi-system nations", "political entities", and "intra-national commonwealth". *International lawyer* 34(3) fall 2000: 997-1011.

B.—ORGANISATION DES NATIONS UNIES

1. *Ouvrages généraux*

Conforti, Benedetto. *The law and practice of the United Nations.* 2nd rev. ed. (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). 313 p.
Includes bibliographies and index.

_____. *Le Nazione Unite.* 6th ed. (Padua, Italy: CEDAM, 2000). xx, 342 p.
Includes bibliographical references and index.

Lexikon der Vereinten Nationen. Edited by Helmut Volger (Munich, Germany: R. Oldenbourg Verlag, 2000). xvi, 775 p.
Includes bibliographical references and index.

Macdonald, Ronald St. J. The Charter of the United Nations as a world constitution. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 263-300.
Includes bibliographical references.

_____. The Charter of the United Nations in constitutional perspective. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 205-231.
Includes bibliographical references.

McWhinney, Edward. *The United Nations and a new world order for a new millennium: self-determination, State succession, and humanitarian intervention* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xii, 108 p.
Includes bibliographical references and index.

Selected proceedings from the "Symposium on global governance, United Nations and the role of international law", Helsinki, August 27-29, 1998. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 3-84.
Series of articles. Includes bibliographical references.

Simma, Bruno. Global governance, UN reform and the place of law. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 61-66.

Cour internationale de Justice

Aust, Anthony. Lockerbie: the other case. *International and comparative law quarterly* 49(2) April 2000: 278-296.
Includes bibliographical references.

Cervell Hortal, María José. Las demandas de Yugoslavia ante el TIJ por el bombardeo de su territorio en la "Guerra de Kosovo" (1999). *Anuario de derecho international*, vol. XVI (2000): 65-92.
Includes bibliographical references.

De Wet, E. Judicial review as an emerging general principle of law and its implications for the International Court of Justice. *Netherlands international law review*, vol. XLVII(2) 2000: 181-210.
Includes bibliographical references.

Duxbury, Alison. Saving lives in the International Court of Justice: the use of provisional measures to protect human rights. *California Western international law journal* 31(1) fall 2000: 141-176.
Includes bibliographical references.

Espaliu Berdud, Carlos. *Desarrollos jurisprudenciales y práctica reciente en la jurisdicción contenciosa de la Corte Internacional de Justicia* (Madrid: Dykinson, 2000). 387 p.
Includes bibliographical references (p. 377-387).

Fitzmaurice, Malgosia. The optional clause system and the law of treaties: issues of interpretation in recent jurisprudence of the International Court of Justice. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999):127-159.
Includes bibliographical references.

Guillaume, Gilbert. La Cour internationale de Justice. *Studia Diplomatica*, vol. LIII (6) 2000: 101-110.

Higgins, Rosalyn. "To save future generations from the scourge of war": The role of the International Court of Justice. *Medicine, conflict and survival* 16(1) January-March 2000. p. 60-71.

Koehler, Michael. Two nations, a treaty, and the World Court: an analysis of United States–Iranian relations under the Treaty of Amity before the International Court of Justice. *Wisconsin international law journal* 18(1) winter 2000: 287-319.
Includes bibliographical references.

Merrills, J. G. The International Court of Justice and the adjudication of territorial and boundary disputes. *Leiden journal of international law* 13(4) 2000: 873-901.
Includes bibliographical references.

Murphy, Sean D. Amplifying the World Court's jurisdiction through counter-claims and third-party intervention. *George Washington international law review* 33(1) 2000: 5-30.
Includes bibliographical references.

Nieto Navia, Rafael. Jurisprudencia en materia de delimitación marítima. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 109-137.
Includes bibliographical references.

Oda, Shigeru. The compulsory jurisdiction of the International Court of Justice: a myth? *International and comparative law quarterly* 49(2) April 2000: 251-277.
Includes bibliographical references.

Oduntan, Gbenga. *The law and practice of the International Court of Justice (1945-1996): a critique of the contentious and advisory jurisdictions* (Enugu, Nigeria: Fourth Dimension Pub., 1999). xvii, 262 p.

Includes bibliographical references (p. 253-258) and index.

Palchetti, P. *Amici curiae* davanti alla Corte Internazionale di Giustizia? *Rivista di diritto internazionale* LXXXIII(4) 2000: 965-991.

Includes bibliographical references.

Rosenne, Shabtai. Controlling interlocutory aspects of proceedings in the International Court of Justice. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 307-317.

Includes bibliographical references.

_____. Counter-claims in the International Court of Justice revisited. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 457-477.

Includes bibliographical references.

Schwebel, Stephen M. The impact of the International Court of Justice. *Studia Diplomatica*, vol. LIII (6) 2000: 111-119.

_____. The inter-active influence of the International Court of Justice and the International Law Commission. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.; Kluwer Law International, 2000). p. 479-505.

Includes bibliographical references.

Scobbie, Iain. *Res judicata*, precedent and the International Court: a preliminary sketch. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 299-317.

Includes bibliographical references.

Tavernier, Paul. Observations sur le droit intertemporel dans l'affaire de l'île de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie), C.I.J., arrêt du 13-12-1999. *Revue générale de droit international public* 104(2) 2000: 429-444.

Summaries in French and English. Includes bibliographical references.

Thirlway, Hugh. The law and procedure of the International Court of Justice 1960-1989 (part ten). *British yearbook of international law*, vol. 70 (1999): 1-63.

Includes bibliographical references.

Torres Bernárdez, Santiago. Are prior negotiations a general condition for judicial settlement by the International Court of Justice? In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 507-525.

Treves, Tullio. Advisory opinions of the International Court of Justice on questions raised by other international tribunals. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 215-231.

Includes bibliographical references.

Valencia Ospina, Eduardo. The role of the International Court of Justice in the Pact of Bogotá. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 291-329.

Includes bibliographical references.

Vismara, Fabrizio. La prova di una pratica generale accettata come diritto nella prassi della Corte Internazionale di Giustizia. *La comunità internazionale* LV(3) 2000: 439-463.

Includes bibliographical references.

Yee, Sienho. *Forum prorogatum* in the International Court. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 147-191.

Includes bibliographical references.

Secrétariat

Hiscock-Lageot, Céline. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'O.N.U. : grandeurs et servitudes d'un mandat unique. *Revue générale de droit international public* 104(1) 2000: 107-141.

Summaries in English, French and Spanish. Includes bibliographical references.

Sarooshi, Danesh. The role of the United Nations Secretary-General in United Nations peace-keeping operations. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 279-297.

Includes bibliographical references.

Conseil de sécurité

Annoussamy, David. Recasting the Security Council. *Indian journal of international law* 40(3) July-September 2000: 538-546.

Arangio-Ruiz, G. On the Security Council's "law-making". *Rivista di diritto internazionale* LXXXIII(3) 2000: 609-725.

Includes bibliographical references.

Aznar Gómez, Mariano J. *Responsabilidad internacional del estado y acción del Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas* (Madrid: Ministerio de Asuntos Exteriores, Secretaría General Técnica, 2000). 260 p.

Bibliography: p. 241-260.

Carver, Jeremy, and Jenine Hulsmann. The role of Article 50 of the UN Charter in the search for international peace and security. *International and comparative law quarterly* 49(3) July 2000: 528-577.

Includes bibliographical references.

Conlon, Paul. *United Nations sanctions management: a case study of the Iraq Sanctions Committee*, 1990-1994 (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 2000). xiv, 205 p.

Bibliography: p. 195-196. Includes index.

Cortright, David, and George A. Lopez. *The sanctions decade: assessing UN strategies in the 1990s*. With Richard W. Conroy, Jaleh Dashti-Gibson and Julia Wagler (Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers, 2000). xiv, 274 p.

Bibliography: p. 255-262. Includes index.

Drifte, Reinhard. *Japan's quest for a permanent Security Council seat: a matter of pride or justice?* (New York; London: St. Martin's Press; Macmillan, 2000). xiii, 269 p.

Includes bibliographical references and index.

Eitel, Tono. The UN Security Council and its future contribution in the field of international law. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 53-71.

Includes bibliographical references.

Fitzgerald, Amber. Security Council reform: creating a more representative body of the entire U.N. membership. *Pace international law review*, vol. XII(II) fall 2000: 319-365.

Includes bibliographical references.

Guillén Salas, Fernando. La Declaración de San Francisco de 1945: una explicación no contestada sobre el veto en el Consejo de Seguridad. *Revista peruana de derecho international* L(115) enero-junio 2000: 91-106.

Johnson, Constance. A rite of passage: the IMO consideration of the Indonesian archipelagic sea-lanes submission (International Maritime Organization). *International journal of marine and coastal law* 15(3) August 2000: 317-332.

Leiss, Elisabeth. Interventionen des Sicherheitsrates bei innerstaatlich begangenen Menschenrechtsverletzungen nach Kapitel VII der Charta der Vereinten Nationen: Versuch einer Standardisierung (Frankfurt-am-Main, Germany: Lang, 2000). xix, 321 p.
Thesis (doctoral), Universität Konstanz, 1999.

Lyman, Princeton N. Saving the UN Security Council—a challenge for the United States. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 127-146.
Includes bibliographical references.

Paolillo, Felipe H. El Consejo de Seguridad en los procedimientos de la Corte Penal Internacional. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 247-264.
Includes bibliographical references.

Quigley, John. The United Nations Security Council: Promethean protector or helpless hostage? *Texas international law journal* 35(2) spring 2000: 129-172.
Includes bibliographical references.

Soltau, Friedrich. The right to participate in the debates of the Security Council. *South African yearbook of international law*, vol. 25 (2000): 1-19.
Includes bibliographical references.

Starck, Dorothee. *Die Rechtmäßigkeit von UNO-Wirtschaftssanktionen in Anbetracht ihrer Auswirkungen auf die Zivilbevölkerung: Grenzen der Kompetenzen des Sicherheitsrates am Beispiel der Maßnahmen gegen den Irak und die Bundesrepublik Jugoslawien* (Berlin: Duncker und Humblot, 2000). 476 p.
Includes bibliographical references (p. 426-473) and index.

Treves, T. Le Tribunal international du droit de la mer et la multiplication des juridictions internationales. *Rivista di diritto internazionale* LXXXIII(3) 2000: 726-746.
Includes bibliographical references.

Forces des Nations Unies

Kalkku, Elina. The United Nations authorization to peace enforcement with the use of armed forces in the light of the practice of the Security Council. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 349-405.
Includes bibliographical references.

Ocran, T. Modibo. How blessed were the UN peacekeepers in former Yugoslavia?: the involvement of UNPROFOR and other UN bodies in humanitarian activities and human rights issues in Croatia, 1992-1996. *Wisconsin international law journal* 18(1) winter 2000: 193-255.
Includes bibliographical references.

Rowe, Peter. Maintaining discipline in United Nations peace support operations: the legal quagmire for military contingents. *Journal of conflict and security law* 5(1), June 2000: 45-62.
Includes bibliographical references.

Shraga, Daphna. UN peacekeeping operations: applicability of international humanitarian law and responsibility for operations-related damage. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 406-412.
Includes bibliographical references.

Szasz, Paul C. UN Forces and international humanitarian law. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 507-537.
Includes bibliographical references.

3. *Ouvrages concernant des questions ou activités particulières*

Droit aérien et spatial

Balakista Reddy, V. Application of satellite technology in civil aviation: emerging legal issues. *Indian journal of international law* 40(2) April-June 2000: 197-224.
Includes bibliographical references.

Beer, Thomas. The specific risks associated with collisions in outer space and the return to earth of space objects: the legal perspective. *Air and space law* 25(2) April 2000: 42-50.
Includes bibliographical references.

Cheng, Bin. Properly speaking, only celestial bodies have been reserved for use exclusively for peaceful (non-military) purposes, but not outer void space. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 81-117.
Includes bibliographical references.

Heere, Wybo P. Problems of jurisdiction in air and outer space. In: *Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez.* Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). p. 65-81.
Bibliography: p. 81.

McDougall, P. Ruari. Report on the work of the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space (COPUOS) and its subcommittees. *Annals of air and space law*, vol. XXV (2000): 271-282.
Includes bibliographical references.

Sundahl, Mark J. Unidentified orbital debris: the case for a market-share liability regime. *Hastings international and comparative law review* 24(1) fall 2000: 125-154.
Includes bibliographical references.

Tan, David. Towards a new regime for the protection of outer space as the "province of all mankind". *Yale journal of international law* 25(1) winter 2000: 145-194.
Includes bibliographical references.

Sécurité collective

Charlesworth, Hilary. The inadequacy of "collective security". *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 39-46.
Includes bibliographical references.

Franck, Thomas M. Is collective security through the U.N. still feasible? *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 29-38.
Includes bibliographical references.

Kolb, Robert. Aspects historiques de la relation entre le droit international humanitaire et les droits de l'homme. *Canadian yearbook of international law*, vol. XXXVII (1999): 57-97.
Includes bibliographical references.

Leurdijk, Dick A. Is collective security through the UN still feasible? *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 47-54.
Includes bibliographical references.

Mutimer, David. Testing times: of nuclear tests, test bans and the framing proliferation. *Contemporary security policy* 21(1) 2000: 1-22.

Neuhold, Hanspeter. Collective security after "Operation Allied Force". *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 73-106.
Includes bibliographical references.

Arbitrage commercial

Binder, Peter M. *International commercial arbitration in UNCITRAL model law jurisdictions: an international comparison of the UNCITRAL model law on international commercial arbitration.* 1st ed. (London: Sweet and Maxwell, 2000). xxxiv, 358 p.
Includes bibliographical references (p. 345-347) and index.

Craig, W. Laurence, William W. Park and Jan Paulsson. *International Chamber of Commerce arbitration.* 3rd ed. (Dobbs Ferry, N.Y.: Oceana, 2000). xvi, 952 p.: tables.
Includes bibliographical reference and index.

Should international commercial arbitration awards be reviewable? *Proceedings (American Society of International Law, Meeting).* 94th (2000): 126-134.
Includes bibliographical references.

Relations diplomatiques

Hanna, Ronald L. Consular access to detained foreign nationals: an overview of the current application of the Vienna Convention in criminal practice. *Southern Illinois University law journal* 25(1) fall 2000: 163-178.
Includes bibliographical references.

Highet, Keith. The emperor's new clothes—death row appeals to the World Court? *The Breard case* as miscarriage of (international) justice. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 435-456.
Includes bibliographical references.

Mennecke, Martin, and Christian Tams. The right to consular assistance under international law: the *LaGrand case* before the International Court of Justice. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 192-241.
Includes bibliographical references.

O'Driscoll, Cara S. The execution of foreign nationals in Arizona: violations of the Vienna Convention on consular relations. *Arizona State law journal* 32(1) spring 2000: 323-343.
Includes bibliographical references.

Trainer, Kelly. The Vienna Convention on consular relations in the United States courts. *The transnational lawyer* 13(1) spring 2000: 227-270.
Includes bibliographical references.

Définition de l'agression

Dawson, Grant M. Defining substantive crimes within the subject matter jurisdiction of the International Criminal Court: what is the crime of aggression? *New York Law School journal of international and comparative law* 19(3) 2000: 413-452.
Includes bibliographical references.

Désarmement

Butler, Richard. *The greatest threat: Iraq, weapons of mass destruction, and the crisis of global security* (New York: Public Affairs, 2000). xxiv, 262 p.
Bibliography: p. 241-248. Includes index.

Cipolat, Urs A. The new Chemical Weapons Convention and export controls: towards greater multilateralism? *Michigan journal of international law* 21(3) spring 2000: 393-444.
Includes bibliographical references.

Dando, Malcolm. The negotiation of a verification protocol to the Biological and Toxin Weapons Convention: January 1995–December 1998. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 95-144.

Includes bibliographical references.

Graham, Jr., Thomas. International law and the proliferation of nuclear weapons. *George Washington international law review* 33(1) 2000: 49-69.

Includes bibliographical references.

Moxley, Jr., Charles J. *Nuclear weapons and international law in the post cold war world* (Lanham, Maryland: Austin & Winfield, 2000). xxx, 813 p.

Includes bibliographical references and index.

Concerns the United States.

Washington, Monica J. Monitoring compliance with nuclear safety standards: peer review through the International Atomic Energy Agency and its Convention on Nuclear Safety. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties*. Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 193-217.

Includes bibliographical references.

Wheatley, Jennifer D. Chemical and biological weapons: monitoring compliance with arms control agreements. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties*. Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 219-243.

Includes bibliographical references.

Questions relatives à l'environnement

Adler, Jonathan H. More sorry than safe: assessing the precautionary principle and the proposed International Biosafety Protocol. *Texas international law journal* 35(2) spring 2000: 173-205.

Includes bibliographical references.

Andreen, William L. Environmental law and international assistance: the challenge of strengthening environmental law in the developing world. *Columbia journal of environmental law* 25(1) 2000: 17-69.

Includes bibliographical references.

Balkin, Rosalie. The Hazardous and Noxious Substances Convention: travail or travaux—the making of an international convention. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 1-33.

Includes bibliographical references.

Cameron, Peter. From principles to practice: the Kyoto Protocol. *Journal of energy & natural resources law* 18(1) February 2000: 1-18.

Includes bibliographical references.

Churchill, Robin R., and Geir Ulfstein. Autonomous institutional arrangements in multilateral environmental agreements: a little-noticed phenomenon in international law. *American journal of international law* 94(4) October 2000: 623-659.

Includes bibliographical references.

De la Fayette, Louise. The OSPAR Convention comes into force: continuity and progress. *International journal of marine and coastal law* 14(2) May 1999: 247-297.

Includes bibliographical references.

Desai, Bharat H. Revitalizing international environmental institutions: the UN task force report and beyond. *Indian journal of international law* 40(3) July-September 2000: 455-504.

Includes bibliographical references.

Gaston, Gretchen L., and Randall S. Abate. The Biosafety Protocol and the World Trade Organization: can the two coexist? *Pace international law review* XII(1) spring 2000: 107-151.
Includes bibliographical references.

Gillespie, Alexander. The Southern Ocean sanctuary and the evolution of international environmental law. *International journal of marine and coastal law* 15(3) August 2000: 293-316.
Includes bibliographical references.

Hey, Ellen. *Reflections on an international environmental court* (The Hague; Cambridge, Mass.: Kluwer Law International, 2000). 27 p.
Includes bibliographical references.

Kiss, Alexandre Charles, and Jean-Pierre Beurier. *Droit international de l'environnement.* 2e éd. (Paris: A. Pedone, 2000). 424 p.
Includes bibliographical references and index.

Kiss, Alexandre Charles, and Dinah Shelton. *International environmental law.* 2nd ed. (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 2000). xxxvi, 684 p.
Includes bibliographical references and index.

Konate, Aenza. L'Afrique et la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. *African journal of international and comparative law* 12(4) December 2000: 718-753.
Includes bibliographical references.

Maljean-Dubois, S. Biodiversité, biotechnologies, biosécurité : le droit international désarticulé. *Journal du droit international*, 127e année, n° 4, octobre-novembre-décembre 2000: 949-996.
Includes bibliographical references.

McCallion, Kenneth F., and H. Rajan Sharma. Environmental justice without borders: the need for an international court of the environment to protect fundamental environmental rights. *George Washington journal of international law and economics* 32(3) 2000: 351-365.

Murphy, Sean D. Does the world need a new international environmental court? *George Washington journal of international law and economics* 32(3) 2000: 333-349.
Includes bibliographical references.

Okowa, Phoebe N. *State responsibility for transboundary air pollution in international law* (Oxford; New York: Oxford University Press, 2000). xxxi, 285 p.
Includes bibliographical references (p. 269-278) and index.

Qureshi, Asif H. The Cartagena Protocol on biosafety and the WTO—co-existence or incoherence? *International and comparative law quarterly* 49(4) October 2000: 835-855.
Includes bibliographical references.

Röben, Volker. Institutional developments under modern international environmental agreements. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 363-443.
Includes bibliographical references.

Rothwell, Donald R. Polar environmental protection and international law: the 1991 Antarctic Protocol. *European journal of international law* 11(3) September 2000: 591-614.
Includes bibliographical references.

Schwabach, Aaron. Environmental damage resulting from the NATO military action against Yugoslavia. *Columbia journal of environmental law* 25(1) 2000: 117-140.
Includes bibliographical references.

Thomas-Nuruddin, Sasha. Protection of the ozone layer: the Vienna Convention and the Montreal Protocol. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties*. Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 113-133.
Includes bibliographical references.

Tyler Farr, Karen. A new global environmental organization. *Georgia journal of international and comparative law* 28(3) 2000: 493-525.
Includes bibliographical references.

Vice, Daniel. Implementation of biodiversity treaties: monitoring, fact-finding, and dispute resolution. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties*. Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 135-163.
Includes bibliographical references.

Wolf, Amanda. Informed consent: a negotiated formula for trade in risky organisms and chemicals. *International negotiation: a journal of theory and practice* 5(3) 2000: 485-521.
Bibliography: p. 518-521. Includes bibliographical references.

Financement

Bassin, Benjamin. Reform of the economic and social aspects of the UN system. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 55-60.
Includes bibliographical references.

Droits de l'homme

Alexander, Barbara Cochrane. Convention against Torture: a viable alternative legal remedy for domestic violence victims. *American University international law review* 15(4): 895-939.
Includes bibliographical references.

Asia-Pacific human rights documents and resources, vol. 2. Edited by Fernand de Varennes (The Hague; London; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). 624 p.

Bayefsky, Anne F. CEDAW: threat to, or enhancement of, human rights? The CEDAW Convention: its contribution today. *Proceedings (American Society of International Law, Meeting)*. 94th (2000): 197-203.
Includes bibliographical references.

Bell, Christine. *Peace agreements and human rights*. (Oxford, England: Oxford University Press, 2000). x, 409 p.
Bibliography: p. 375-400. Includes index.

Blackstone's international human rights documents. Edited by P. R. Ghandhi. 2nd ed. (London: Blackstone Press, 2000). vii, 415 p.
Includes index.

Boed, Roman. The effect of a domestic amnesty on the ability of foreign states to prosecute alleged perpetrators of serious human rights violations. *Cornell international law journal* 33(2) 2000: 297-329.
Includes bibliographical references.

Butler, Andrew S. Legal aid before human rights treaty monitoring bodies. *International and comparative law quarterly* 49(2) April 2000: 360-389.
Includes bibliographical references.

Carpenter, Kristen D. A. The International Covenant on Civil and Political Rights: a toothless tiger? *North Carolina journal of international law and commercial regulation* 26(1) fall 2000: 1-55.
Includes bibliographical references.

Concluding observations of the UN Committee on the Rights of the Child: third to seventeenth sessions, 1993-1998. Edited by Leif Holmström (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xvi, 583 p.

Craven, Matthew. Legal differentiation and the concept of the Human Rights Treaty in international law. *European journal of international law* 11(3) September 2000: 489-519.
Includes bibliographical references.

Dottridge, Michael, and David Weissbrodt. Review of the implementation of and follow-up to the conventions on slavery. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 242-292.
Includes bibliographical references.

The future of UN human rights treaty monitoring. Edited by Philip Alston and James Crawford (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). xxxv, 563 p.
Includes bibliographical references and index.

Ghandhi, P. R. The Human Rights Committee: developments in its jurisprudence, practice and procedures. *Indian journal of international law* 40(3) July-September 2000: 405-454.
Includes bibliographical references.

Gorlick, Brian. Human rights and refugees: enhancing protection through international human rights law. *Nordic journal of international law* 69(2) 2000: 117-177.
Includes bibliographical references.

Henrad, Kristin. *Devising an adequate system of minority protection: individual human rights, minority rights and the right to self-determination* (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xiii, 363 p.
Bibliography: p. 322-358. Includes index.

Human rights in global politics. Edited by Tim Dunne and Nicholas J. Wheeler (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 1999). xi, 337 p.
Includes bibliographical references and index.

Jernow, Allison L. *Ad hoc* and extra-conventional means for human rights monitoring. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties.* Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 21-48.
Includes bibliographical references.

Joseph, Sarah, Jenny Schultz and Melissa Castan. *The International Covenant on Civil and Political Rights: cases, materials, and commentary* (Oxford, England; New York: Oxford University Press, 2000). xxxvi, 745 p.: tables.
Includes bibliographical references and index.

Kolb, Robert. Aspects historiques de la relation entre le droit international humanitaire et les droits de l'homme. *Canadian yearbook of international law*, vol. XXXVII (1999): 57-97.
Includes bibliographical references.

Mbaye, Kéba. Les droits de l'homme (définition, fondements, finalités et caractères). In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 553-562.

Morais, Herbert V. The globalization of human rights law and the role of international financial institutions in promoting human rights. *George Washington international law review* 33(1) 2000: 71-96.
Includes bibliographical references.

Painter, R. Andrew. Human rights monitoring: universal and regional treaty bodies. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties.* Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 49-82.
Includes bibliographical references.

Rensmann, Thilo. Menschenrechtsschutz im Inter-Amerikanischen System: Modell für Europa? *Verfassung und Recht in Übersee. Law and politics in Africa, Asia and Latin America* 33 2. Quartal 2000: 137-156.

Revisiting children's rights: 10 years of the UN Convention on the Rights of the Child. Edited by Deirdre Fottrell (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). x, 196 p.

Includes bibliographical references and index.

Rosenblatt, Jeremy. *International conventions affecting children* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). x, 265 p.

Includes bibliographical references.

Rudolf, Beate. *Die thematischen Berichterstatter und Arbeitsgruppen der UN-Menschenrechtskommission: ihr Beitrag zur Fortentwicklung des internationalen Menschenrechtsschutzes = The thematic rapporteurs and working groups of the UN Commission on Human Rights: their contribution to the development of the international protection of human rights* (Berlin, New York: Springer, 2000). xxvi, 662 p.

In German, with summary in English. Includes bibliographical references (p. 622-648) and index.

_____. The thematic rapporteurs and working groups of the United Nations Commission on Human Rights. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 289-329.

Includes bibliographical references.

Ruiz Ruiz, Florentino. *Derechos humanos y acción unilateral de los estados.* 1a. ed. (Burgos: Universidad de Burgos: Caja de Ahorros Círculo Católico, 2000). 234 p.

Includes bibliographical references (p. 215-234).

Silien, Daniel A. Human rights monitoring: procedures and decision-making of standing United Nations organs. In: *Administrative and expert monitoring of international treaties.* Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). p. 83-109.

Includes bibliographical references.

Sow, Ahmed Iyane. L'apport du groupe africain aux travaux de la 55e Commission des droits de l'homme des Nations Unies. *African journal of international and comparative law* 12(1) March 2000: 70-83.

Includes bibliographical references.

Tomasevski, Katarina. *Responding to human rights violations, 1946-1999* (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xiv, 420 p.

Includes bibliographical references and index.

United Nations. Committee against Torture. *Conclusions and recommendations of the UN Committee against Torture: eleventh to twenty-second sessions (1993-1999).* Edited by Leif Holmström (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xiv, 304 p.

Valticos, Nicolas. Protection internationale des droits de l'homme et ambiguïtés étatiques : vers un rôle plus actif des États ? In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 575-584.

Includes bibliographical references.

van Boven, Theo. The petition system under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 271-287.

Includes bibliographical references.

Droit administratif international

Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez. Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xx, 289 p.

Includes bibliographical references (p. xiii-xvi) and index.

Droit pénal international

Ackerman, John E., and Eugene O'Sullivan. *Practice and procedure of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia with selected materials from the International Criminal Tribunal for Rwanda* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xxi, 555 p.

Includes bibliographical references and index.

Ambos, Kai. The International Criminal Court and the traditional principles of international cooperation in criminal matters. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 413-426.

Includes bibliographical references.

Araujo, Robert John. International tribunals and rules of evidence: the case for respecting and preserving the "priest-penitent" privilege under international law. *American University international law review* 15(3): 639-666.

Includes bibliographical references.

"Atelier sur l'article 31 par. 1c) du Statut de la Cour pénale internationale". *Revue belge de droit international* XXXIII(2) 2000: 355-488.

Series of articles. Includes bibliographical references.

Bank, Roland. Cooperation with the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia in the production of evidence. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 233-269.

Includes bibliographical references.

Baroni, Franca. The International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia and its mission to restore peace. *Pace international law review*, vol. XII(II) fall 2000: 233-252.

Includes bibliographical references.

Bass, Gary Jonathan. *Stay the hand of vengeance: the politics of war crimes tribunals* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 2000). 402 p.

Includes bibliographical references and index.

Beresford, Stuart, and Hafida Lahiouel. The right to be defended in person or through legal assistance and the International Criminal Court. *Leiden journal of international law* 13(4) 2000: 949-984.

Includes bibliographical references.

Bergsmo, Morten. Occasional remarks on certain state concerns about the jurisdictional reach of the International Criminal Court, and their possible implications for the relationship between the Court and the Security Council. *Nordic journal of international law* 69(1) 2000: 87-113.

Includes bibliographical references.

Bickley, Lynn Sellers. U.S. resistance to the International Criminal Court: is the sword mightier than the law? *Emory international law review* 14(1) spring 2000: 213-276.

Includes bibliographical references.

Boas, G. Comparing the ICTY and the ICC: some procedural and substantive issues. *Netherlands international law review*, vol. XLVII(3) 2000: 267-291.

Includes bibliographical references.

Bohlander, Michael. International criminal defence ethics: the law of professional conduct for defence counsel appearing before international criminal tribunals. *San Diego international law journal*, vol. 1, 2000: 75-114.
Includes bibliographical references.

Bolton, John R. The risks and the weaknesses of the International Criminal Court from America's perspective. *Virginia journal of international law* 41(1) fall 2000: 186-203.
Includes bibliographical references.

Burkhardt, Sven-U. The ICTY approach towards international and internal armed conflicts. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 427-452.
Includes bibliographical references.

Cherif Bassiouni, M. The normative framework of international humanitarian law: overlaps, gaps and ambiguities. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 1-55.
Includes bibliographical references.

Chesterman, Simon. An altogether different order: defining the elements of crimes against humanity. *Duke journal of comparative and international law* 10(2) spring/summer 2000: 307-343.
Includes bibliographical references.

Coan, Christin B. Rethinking the spoils of war: prosecuting rape as a war crime in the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia. *North Carolina journal of international law and commercial regulation* 26(1) fall 2000: 183-237.
Includes bibliographical references.

Conso, Giovanni. Dai tribunali penali *ad hoc* alla Corte Criminale Permanente. *La comunità internazionale* LV(3) terzo trimestre 2000: 369-377.
Includes bibliographical references.

Creación de una jurisdicción penal internacional. Edited by Concepción Escobar Hernández (Madrid: Escuela Diplomática Madrid: Asociación Española de Profesores de Derecho Internacional y Relaciones Internationales: Boletín oficial del estado, 2000). 392 p.
Includes bibliographical references (p. 363-392).

D'Amato, Anthony. On genocide. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 119-130.
Includes bibliographical references.

Danilenko, Gennady M. The Statute of the International Criminal Court and third states. *Michigan journal of international law* 21(3) spring 2000: 445-494.
Includes bibliographical references.

Dittmann, Roger. Statute treaty route to world rule of law: the strategy to establish the International Criminal Court. *Peace research* 32(1) February 2000: 24-41.
Includes bibliographical references.

Donigan Guymon, CarrieLyn. International legal mechanisms for combating transnational organized crime: the need for a multilateral convention. *Berkeley journal of international law* 18(1) 2000: 53-101.
Includes bibliographical references.

Evolution of substantive international criminal law through specialized international criminal tribunals and the ICC. *Proceedings (American Society of International Law, Meeting).* 94th (2000): 276-286.
Includes bibliographical references.

Fenrick, W. J. A first attempt to adjudicate conduct of hostilities offences: comments on aspects of the ICTY trial decision in the prosecutor *v.* Tihomir Blaški. *Leiden journal of international law* 13(4) 2000: 931-947.
Includes bibliographical references.

Feria Tinta, M. Commanders on trial: the *Blaški* case and the doctrine of command responsibility under international law. *Netherlands international law review*, vol. XLVII(3) 2000: 293-322.
Includes bibliographical references.

Fife, Rolf Einar. The International Criminal Court. Whence it came, where it goes. *Nordic journal of international law* 69(1) 2000: 63-85.
Includes bibliographical references.

Frulli, Micaela. The Special Court for Sierra Leone: some preliminary comments. *European journal of international law* 11(4) December 2000: 857-869.
Includes bibliographical references.

Furuya, S. Legal effect of rules of the international criminal tribunals and court upon individuals: emerging international law of direct effect. *Netherlands international law review*, vol. XLVII(2) 2000: 111-145.
Includes bibliographical references.

Goldstone, Richard. *For humanity: reflections of a war crimes investigator* (New Haven: Yale University Press, 2000). xxi, 152 p.
Includes bibliographical references (p. 139-140) and index.

Goldstone, Richard J., and Nicole Fritz. "In the interests of justice" and independent referral: the ICC prosecutor's unprecedented powers. *Leiden journal of international law* 13(3) 2000: 655-667.
Includes bibliographical references.

Harhoff, Frederik. Legal and practical problems in the international prosecution of individuals. *Nordic journal of international law* 69(1) 2000: 53-61.
Includes bibliographical references.

Harms, Brian C. Holding public officials accountable in the international realm: a new multilayered strategy to combat corruption. *Cornell international law journal* 33(1) 2000: 159-209.
Includes bibliographical references.

Hazan, Pierre. *La justice face à la guerre : de Nuremberg à La Haye* (Paris: Stock, 2000). 287 p.
Includes bibliographical references.

International crimes, peace, and human rights: the role of the International Criminal Court. Edited by Dinah Shelton (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 2000). xiv, 356 p.

International criminal law: a collection of international and European instruments. Edited by Christine van den Wyngaert. 2nd rev. ed. (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xiii, 1091 p.
Includes bibliographical references.

Keatts, Brian D. The International Criminal Court: far from perfect. *New York Law School journal of international and comparative law* 20(1) 2000: 137-151.
Includes bibliographical references.

Kerr, Rachel. International judicial intervention: the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia. *International relations* XV(2) August 2000: 17-26.
Includes bibliographical references.

Krug, Peter. The emerging mental incapacity defense in international criminal law: some initial questions of implementation. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 317-335.

Lamb, Susan. The powers of arrest of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia. *British yearbook of international law*, vol. 70 (1999): 165-244.
Includes bibliographical references.

Levie, Howard S. The history and status of the International Criminal Court. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 247-262.
Includes bibliographical references.

Lippman, Matthew. The evolution and scope of command responsibility. *Leiden journal of international law* 13(1)2000: 139-170.
Includes bibliographical references.

Martin, David A. Haste, gaps, and some possible cures for the ICC: an introduction to the panel. *Virginia journal of international law* 41(1) fall 2000: 152-163.
Includes bibliographical references.

McDonald, Kirk, and Olivia Swaak-Goldman. *Substantive and procedural aspects of international criminal law: the experience of international and national courts. Vol. I: commentary* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000).

McLaughlin, Robert. Improving compliance: making non-state international actors responsible for environmental crimes. *Colorado journal of international environmental law and policy* 11(2) summer 2000: 377-409.
Includes bibliographical references.

Melvern, Linda. *A people betrayed: the role of the West in Rwanda's genocide* (London; New York: Zed Books, 2000). x, 272 p.
Includes bibliographical references (p. 256-264) and index.

Miller, William. Slobodan Milosevic's prosecution by the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia: a harbinger of things to come for international criminal justice. *Loyola of Los Angeles international and comparative law review* 22(4) August 2000: 553-580.
Includes bibliographical references.

Murthy, Y. S. R. A giant step forward or delusion—an evaluation of the Rome Statute of the International Criminal Court. *Indian journal of international law* 40(3) July-September 2000: 505-537.
Includes bibliographical references.

Newton, Michael A. The International Criminal Court preparatory commission: the way it is and the way ahead. *Virginia journal of international law* 41(1) fall 2000: 204-216.
Includes bibliographical references.

Paust, Jordan J. The reach of ICC jurisdiction over non-signatory nationals. *Vanderbilt journal of transnational law* 33(1) January 2000: 1-15.
Includes bibliographical references.

Penrose, Mary Margaret. Spandau revisited: the question of detention for international war crimes. *New York Law School journal of human rights*, vol. XVI (Part 2) spring 2000: 553-591.
Includes bibliographical references.

Robertson, Geoffrey. *Crimes against humanity: the struggle for global justice* (New York: New Press, 2000). xxxiv, 553 p.

Originally published: London: Allen Lane, 1999. With new introduction.

Includes bibliographical references (p. 455-478) and index.

Robinson, Patrick L. Ensuring fair and expeditious trials at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia. *European journal of international law* 11(3) September 2000: 569-589.

Includes bibliographical references.

Rosenne, Shabtai. Antecedents of the Rome Statute of the International Criminal Court revisited. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 387-420.

Includes bibliographical references.

_____. Poor drafting and imperfect organization: flaws to overcome in the Rome Statute. *Virginia journal of international law* 41(1) fall 2000: 164-185.

Includes bibliographical references.

Rubin, Alfred P. The International Criminal Court: a skeptical analysis. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 421-438.

Includes bibliographical references.

Schabas, William A. *Genocide in international law: the crimes of crimes* (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). xvi, 624 p.

Bibliography: p. 569-607. Includes bibliographical references and index.

_____. Perverse effects of the *nulla poena* principle: national practice and the ad hoc tribunals. *European journal of international law* 11(3) September 2000: 521-539.

Includes bibliographical references.

Shahabuddeen, Mohamed. Duress in international humanitarian law. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 563-574.

Includes bibliographical references.

Spieker, Heike. The International Criminal Court and non-international armed conflicts. *Leiden journal of international law* 13(2) 2000: 395-425.

Includes bibliographical references.

Substantive and procedural aspects of international criminal law: the experience of international and national courts. Edited by Gabrielle Kirk McDonald and Olivia Swaak-Goldman (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). 2v. in 3: ill.

Includes index.

Sunga, Lyal S. The Čelebići case: a comment on the main legal issues in the ICTY's trial chamber judgement. *Leiden journal of international law* 13(1) 2000: 105-138.

Includes bibliographical references.

"Symposium: Toward an international criminal court? A debate". *Emory international law review* 14(1) spring 2000: 159-197.

Includes bibliographical references.

Taulbee, James L. A call to arms declined: the United States and the International Criminal Court. *Emory international law review* 14(1) spring 2000: 105-157.

Includes bibliographical references.

Tiefenbrun, Susan W. The paradox of international adjudication: developments in the international criminal tribunals for the Former Yugoslavia and Rwanda, the World Court, and the International Criminal Court. *North Carolina journal of international law and commercial regulation* 25(3) summer 2000: 551-596.
Includes bibliographical references.

van Alebeek, Rosanne. From Rome to The Hague: recent developments on immunity issues in the ICC statute. *Leiden journal of international law* 13(3) 2000: 485-493.
Includes bibliographical references.

van der Vyver, Johan D. Personal and territorial jurisdiction of the International Criminal Court. *Emory international law review* 14(1) spring 2000: 1-103.
Includes bibliographical references.

van Elst, Richard. Implementing universal jurisdiction over grave breaches of the Geneva conventions. *Leiden journal of international law* 13(4) 2000: 815-854.
Includes bibliographical references.

Verdirame, Guglielmo. The genocide definition in the jurisprudence of the ad hoc tribunals. *International and comparative law quarterly* 49(3) July 2000: 578-598.
Includes bibliographical references.

Vetter, Greg R. Command responsibility of non-military superiors in the International Criminal Court (ICC). *Yale journal of international law* 25(1) winter 2000: 89-143.
Includes bibliographical references.

Williams, Sharon A. The Rome Statute of the International Criminal Court—universal jurisdiction or state consent—to make or break the package deal. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 539-579.
Includes bibliographical references.

Droit économique international

Bunn, Isabella D. The right to development: implications for international economic law. *American University international law review* 15(6) 2000: 1425-1467.
Includes bibliographical references.

Carmody, Chi. Beyond the proposals: public participation in international economic law. *American University international law review* 15(6) 2000: 1321-1346.
Includes bibliographical references.

New directions in international economic law: essays in honour of John H. Jackson. Edited by Marco Bronckers and Reinhard Quick (Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xii, 593 p.
Bibliography: p. 571-582.

Nichols, Philip M. Electronic uncertainty within the international trade regime. *American University international law review* 15(6) 2000: 1379-1423.
Includes bibliographical references.

"Symposium—Interfaces: from international trade to international economic law". *American University international law review* 15(6) 2000: 1231-1657.
Series of articles. Includes bibliographical references.

Terrorisme international

Travalio, Gregory M. Terrorism, international law, and the use of military force. *Wisconsin international law journal* 18(1) winter 2000: 145-191.
Includes bibliographical references.

Droit commercial international

Atik, Jeffery. Introductory essay: uncorking international trade, filling the cup of international economic law. *American University international law review* 15(6) 2000: 1231-1247.
Includes bibliographical references.

Bridge, M. G. *The international sale of goods: law and practice* (New York: Oxford University Press, 1999). lx, 531 p. Includes forms.
Includes bibliographical references and index.

Harjani, Sunil R. The Convention on contracts for the international sale of goods in United States courts. *Houston journal of international law* 23(1) fall 2000: 49-90.
Includes bibliographical references.

Jayagovind, A. Legality of unilateral measures in international trade law. *Indian journal of international law* 40(1) January-March 2000: 14-27.

Smith, James McCall. The politics of dispute settlement design: explaining legalism in regional trade pacts. *International organization* 54(1) winter 2000: 137-180.
Bibliography: p. 177-180. Includes bibliographical references.

Zeller, Bruno. The UN Convention on Contracts for the International Sale of Goods (CISG)—A leap forward toward unified international sales laws. *Pace international law review*, vol. XII(I) spring 2000: 70-106.
Includes bibliographical references.

Voies d'eau internationales

Browder, Greg. An analysis of the negotiations for the 1995 Mekong Agreement. *International negotiation: a journal of theory and practice* 5(2) 2000: 237-261.
Bibliography: p. 260-261. Includes bibliographical references.

Chenoweth, Jonathan. International river basin management: data and information exchange under international law and the case of the Mekong river basin. *Journal of energy and natural resources law* 18(2) May 2000: 142-158.
Includes bibliographical references.

Haddadin, Munther J. Negotiated resolution of the Jordan-Israel water conflict. *International negotiation: a journal of theory and practice* 5(2) 2000: 263-288.
Bibliography: p. 288. Includes bibliographical references.

Hey, Ellen. The Watercourses Convention in the context of the Gabcíkovo-Nagymaros case. In: *Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez*. Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). p. 83-95.
Includes bibliographical references.

Kibaroglu, Aysegül, and I. H. Olcay Ünver. An institutional framework for facilitating cooperation in the Euphrates-Tigris river basin. *International negotiation: a journal of theory and practice* 5(2)2000: 311-330.
Bibliography: p. 329-330. Includes bibliographical references.

Lapidoth, Ruth. Dispute settlement under the 1997 Convention on the law of the non-navigational uses of international watercourses. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 231-246.
Includes bibliographical references.

Negotiating in international watercourses: water diplomacy, conflict and cooperation. *International negotiation: a journal of theory and practice* 5(2) 2000: 193-407.

Special issue. Includes bibliographical references.

Torres Cazorla, María Isabel. Otra vuelta de tuerca del derecho internacional para regular los cursos de agua internacionales: el Convenio de Helsinki de 17 de marzo de 1992. *Anuario de derecho internacional*, vol. XVI (2000): 225-261.

Weiss, Edith Brown. International waters conflicts: managing competing uses. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 89-98.

Includes bibliographical references.

Wouters, Patricia. The legal response to international water conflicts: the UN Watercourses Convention and beyond. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 293-336.

Includes bibliographical references.

Intervention

Arias, Inocencio. Humanitarian intervention: could the Security Council kill the United Nations? *Fordham international law journal* 23(4) April 2000: 1005-1027.

Includes bibliographical references.

Francioni, Francesco. Of war, humanity and justice: international law after Kosovo. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 107-126.

Includes bibliographical references.

The Kosovo conflict: a diplomatic history through documents. Edited by Philip E. Auerswald and David P. Auerswald (Cambridge, England: Kluwer Law International, 2000). xxvi, 1285 p.

Includes bibliographical references (p. 1233-1241) and indexes.

Kritsiotis, Dino. The Kosovo crisis and NATO's application of armed force against the Federal Republic of Yugoslavia. *International and comparative law quarterly* 49(2) April 2000: 330-359.

Includes bibliographical references.

Kumar Sinha, Manoj. Is humanitarian intervention permissible under international law? *Indian journal of international law* 40(1) January-March 2000: 62-71.

Includes bibliographical references.

Picone, P. La "guerra del Kosovo" e il diritto internazionale generale. *Rivista di diritto internazionale* LXXXIII(2) 2000: 309-360.

Includes bibliographical references.

Rothert, Mark. U.N. intervention in East Timor. *Columbia journal of transnational law* 39(1) 2000: 257-282.

Includes bibliographical references.

Suy, Eric. NATO's intervention in the Federal Republic of Yugoslavia. *Leiden journal of international law* 13(1) 2000: 193-205.

Includes bibliographical references.

Valticos, Nicolas. Les droits de l'homme, le droit international et l'intervention militaire en Yougoslavie. *Revue générale de droit international public* 104(1) 2000: 5-18.

Summaries in French, English and Spanish. Includes bibliographical references.

Weckel, Philippe. L'emploi de la force contre la Yougoslavie ou la Charte fissurée. *Revue générale de droit international public* 104(1) 2000: 19-36.

Summaries in French, English and Spanish. Includes bibliographical references.

Wheeler, Nicholas J. *Saving strangers: humanitarian intervention in international society* (Oxford, England; New York: Oxford University Press, 2000). xv, 336 p.

Bibliography: p. 311-319. Includes index.

Droit de la mer

Aqorau, Transform. Illegal fishing and fisheries law enforcement in small island developing states: the Pacific Islands experience. *International journal of marine and coastal law* 15(1) March 2000: 37-63.

Includes bibliographical references.

_____. Pacific Ocean—the draft convention for the conservation and management of highly migratory fish stocks in the western and central Pacific Ocean. *International journal of marine and coastal law* 15(1) March 2000: 111-149.

Includes bibliographical references.

Carreño Gualde, Vicente. El arreglo pacífico de las controversias internacionales en el ámbito de la protección del medio marino contra la contaminación. *Anuario de derecho internacional*, vol. XVI (2000): 39-64.

Includes bibliographical references.

Chigara, Ben. The International Tribunal for the Law of the Sea and customary international law. *Loyola of Los Angeles international and comparative law review* 22(4) August 2000: 433-452.

Includes bibliographical references.

Continental shelf limits: the scientific and legal interface. Edited by Peter J. Cook and Chris M. Carleton (New York: Oxford University Press, 2000). xiv, 363 p.

Includes bibliographical references and index.

De la Fayette, Louise. ITLOS and the saga of the Saiga: peaceful settlement of a law of the sea dispute. *The international journal of marine and coastal law* 15(3) August 2000: 355-392.

Includes bibliographical references.

_____. The M/V *Saiga* (No. 2) Case: (St. Vincent and the Grenadines *v.* Guinea), judgment. *International and comparative law quarterly* 49(2) April 2000: 467-476.

Includes bibliographical references.

Devine, D. J. Compulsory dispute settlement in UNCLOS undermined? *Southern Bluefin Tuna Case: Australia and New Zealand v Japan* 4 August 2000. *South African yearbook of international law*, vol. 25 (2000): 97-112.

Includes bibliographical references.

Dromgoole, Sarah, and Nicholas Gaskell. Draft UNESCO Convention on the protection of the underwater cultural heritage 1998. *International journal of marine and coastal law* 14(2) May 1999: 171-206.

Includes bibliographical references.

Edeson, William R. Law of the Sea Convention: confusion over the use of "UNCLOS", and references to other recent agreements. *International journal of marine and coastal law* 15(3) August 2000: 413-419.

Includes bibliographical references.

Eiriksson, Gudmundur. *The International Tribunal for the Law of the Sea* (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xxviii, 387 p.: col. ill.

Includes index.

Hafetz, Jonathan L. Fostering protection of the marine environment and economic development: article 121(3) of the Third Law of the Sea Conference. *American University international law review* 15(3): 583-637.

Includes bibliographical references.

Hedley, Chris. The law of the sea and the Internet: a resource guide with special reference to the conservation and management of marine living resources. *International journal of marine and coastal law* 15(4) November 2000: 567-579.

Includes bibliographical references.

Hern, Sean. Competing values: taking a broad view on the narrowing conservation regime of the 1982 United Nations Convention on the Law of the Sea. *American University international law review* 16(1): 177-197.

Includes bibliographical references.

Johnson, Constance. A rite of passage: the IMO consideration of the Indonesian archipelagic sea-lanes submission. *International journal of marine and coastal law* 15(3) August 2000: 317-332.

Includes bibliographical references.

Kwon, Park Hee. *The law of the sea and northeast Asia: a challenge for cooperation* (The Hague; London: Kluwer Law International, 2000). 256 p.

Includes bibliographical references and index.

Law of the sea: the common heritage and emerging challenges. Edited by Harry N. Scheiber (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xviii, 311 p.

Includes bibliographical references.

Mahinga, Jean-Grégoire. Les affaires du M/V Saiga devant le Tribunal du droit de la mer. *Revue générale de droit international public* 104(3) 2000: 695-730.

Summaries in French, English and Spanish. Includes bibliographical references.

Marr, Simon. The Southern Bluefin Tuna cases: the precautionary approach and conservation and management of fish resources. *European journal of international law* 11(4) December 2000: 815-831.

Includes bibliographical references.

Molenaar, Erik Jaap. The concept of "real interest" and other aspects of cooperation through regional fisheries management mechanisms. *International journal of marine and coastal law* 15(4) November 2000: 475-531.

Includes bibliographical references.

_____, and Martin Tsamenyi. Satellite-based vessel monitoring systems for fisheries management: international legal aspects. *International journal of marine and coastal law* 15(1) March 2000: 65-109.

Includes bibliographical references.

Navigational rights and freedoms, and the new law of the sea. Edited by Donald R. Rothwell and Sam Bateman (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xxv, 359 p.

Includes bibliographical references (p. 337-352) and index.

Oude Elferink, Alex G. Baltic delimitation of maritime zones between Estonia and Sweden. *International journal of marine and coastal law* 14(2) May 1999: 299-308.

Includes bibliographical references.

Rosenne, Shabtai. Historic waters in the Third United Nations Conference on the Law of the Sea. In: *Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez*. Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). p. 191-203.

_____. The International Tribunal for the Law of the Sea: survey for 1999. *International journal of marine and coastal law* 15(4) November 2000. 443-474.
Includes bibliographical references.

Sánchez Rodríguez, Luis Ignacio. Jurisdicciones rampantes y libertad de pesca en alta mar. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 139-155.
Includes bibliographical references.

Simone, Pierluigi. Le riunioni degli stati parti quale strumento di attuazione della Convenzione di Montego Bay sul diritto del mare. *La comunità internazionale*, vol. LV (2), secondo trimestre 2000: 219-243.
Includes bibliographical references.

Soons, A. H. A. A "new" exception to the freedom of the high seas: the authority of the U.N. Security Council. In: *Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez*. Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). p. 205-221.
Includes bibliographical references.

Talhelm, Jennifer L. Curbing international overfishing and the need for widespread ratification of the United Nations Convention on the Law of the Sea. *North Carolina journal of international law and commercial regulation* 25(2) spring 2000: 381-418.
Includes bibliographical references.

Van Dyke, Jon M. Louis B. Sohn and the settlement of ocean disputes. *George Washington international law review* 33(1) 2000: 31-47.
Includes bibliographical references.

Vignes, Daniel, Rafael Casado Raigon and Giuseppe Cataldi. *Le droit international de pêche maritime* (Brussels: Éditions Bruylant: Éditions de l'Université de Bruxelles, 2000). 616 p.
Bibliography: p. 605-610.

Vigni, Patrizia. The interaction between the Antarctic Treaty System and the other relevant conventions applicable to the Antarctic area. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 481-542.
Includes bibliographical references.

Droit des traités

Administrative and expert monitoring of international treaties. Edited by Paul C. Szasz (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 1999). xiii, 278 p.
Includes bibliographical references and index.

Aust, Anthony. *Modern treaty law and practice* (New York: Cambridge University Press, 2000). xxxix, 443 p.
Bibliography: p. 425-431. Includes index.

Baratta, Roberto. Should invalid reservations to human rights treaties be disregarded? *European journal of international law* 11(2) June 2000: 413-425.
Includes bibliographical references.

Focus Section: the law of international treaties in the 21st century. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 11-83.

Series of articles. Includes bibliographical references.

Kadelbach, Stefan. International law and the incorporation of treaties into domestic law. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 66-83.

Includes bibliographical references.

Klabbers, Jan. Accepting the unacceptable? A new Nordic approach to reservations to multilateral treaties. *Nordic journal of international law* 69(2) 2000: 179-193.

Includes bibliographical references.

Kohen, Marcelo G. La codification du droit des traités : quelques éléments pour un bilan global. *Revue générale de droit international public* 104(3) 2000: 577-613.

Summaries in English and Spanish. Includes bibliographical references.

Mastrojeni, Grammenos. *Il negoziato e la conclusione degli accordi internazionali* (Padua, Italy: CEDAM, 2000). xiv, 345 p.

Includes bibliographical references (p. 331-345).

Multilateral treaty-making: the current status of challenges to and reforms needed in the international legislative process: papers presented at the Forum Geneva, held at Geneva May 16, 1998. Edited by Vera Gowland-Debbas with the assistance of Hassiba Hadj-Sahraoui and Nobuo Hayashi (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). 144 p.

Includes bibliographical references.

Schermers, Henry G. International organizations and the law of treaties. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 56-65.

Includes bibliographical references.

Tietje, Christian. The changing legal structure of international treaties as an aspect of an emerging global governance architecture. *German yearbook of international law*, vol. 42 (1999): 26-55.

Includes bibliographical references.

Yee, Sienho. The time limit for the ratification of proposed amendments to the constitutions of international organizations. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 185-213.

Includes bibliographical references.

Zimmermann, Andreas. *Staatennachfolge in völkerrechtlichen Verträgen: zugleich ein Beitrag zu den Möglichkeiten und Grenzen völkerrechtlicher Kodifikation* (Berlin, New York: Springer, 2000). I, 960 p.

Summary in English. Bibliography: p. 893-946.

Includes bibliographical references and index.

Droit de la guerre

The banning of anti-personnel landmines: the legal contribution of the International Committee of the Red Cross. Edited by Louis Maresca and Stuart Maslen (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). xxvii, 670 p.

Includes bibliographical references and index.

Benvenuti, Paolo. Recenti sviluppi in tema di osservanza del diritto internazionale umanitario da parte delle Forze delle Nazioni Unite: il bollettino del Segretario Generale. *La comunità internazionale* LV(3) terzo trimestre 2000: 379-399.

Includes bibliographical references.

Boelaert-Suominen, Sonja. The Yugoslavia Tribunal and the common core of humanitarian law applicable to all armed conflicts. *Leiden journal of international law* 13(3) 2000: 619-653.

Includes bibliographical references.

Detter Delupis, Ingrid. *The law of war*. 2nd ed. (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). xxix, 516 p.

Includes bibliographical references (p. 443-492) and index.

Dinstein, Yoram. The initiation, suspension and termination of war. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 131-159.

Includes bibliographical references.

Documents on the laws of war. 3rd ed. Edited by Adam Roberts and Richard Guelff (Oxford, England: Oxford University Press, 2000). xiv, 765 p.

Bibliography: p. 735-746. Includes index.

Green, L. C. *The contemporary law of armed conflict*. 2nd ed. (Manchester, England: Manchester University Press, 2000). 393 p.

Bibliography: p. 358-368. Includes bibliographical references.

Greenwood, Christopher. International law and the conduct of military operations: stocktaking at the start of a new millennium. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 179-201.

Includes bibliographical references.

Happold, M. Child soldiers in international law: the legal regulation of children's participation in hostilities. *Netherlands international law review*, vol. XLVII(1) 2000: 27-52.

Includes bibliographical references.

Hays Parks, W. Making law of war treaties: lessons from submarine warfare regulation. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 339-385.

Includes bibliographical references.

Meron, Theodor. The humanization of humanitarian law. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 239-278.

Includes bibliographical references.

Molenaar, Erik Jaap, and Martin Tsamenyi. Satellite-based vessel monitoring systems for fisheries management: international legal aspects. *International journal of marine and coastal law* 15(1) March 2000: 65-109.

Includes bibliographical references.

Numminen, Jutta. Violence à l'égard des femmes en situation de conflit armé. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 453-473.

Includes bibliographical references.

Sabel, Robbie. Chivalry in the air? Article 42 of the 1977 Protocol I to the Geneva conventions. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 439-453.

Includes bibliographical references.

Schmitt, Michael N. The law of armed conflict as soft power: optimizing strategic choice. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 455-482.
Includes bibliographical references.

Von Heinegg, Wolff Heintschel. Naval blockade. In: *International law across the spectrum of conflict: essays in honour of Professor L. C. Green on the occasion of his eightieth birthday* (Newport, R.I.: Naval War College, 2000). p. 203-230.
Includes bibliographical references.

Wingfield, Thomas C. *The law of information conflict: national security law in cyberspace* (Falls Church, Va.: Aegis Research Corp., 2000). xxi, 497 p.
Includes bibliographical references and index.

Maintien de la paix

Cahin, Gérard. Les Nations Unies et la construction de la paix en Afrique : entre désengagement et expérimentation. *Revue générale de droit international public* 104(1) 2000: 73-105.
Summaries in French, English and Spanish. Includes bibliographical references.

Deen-Racsmány, Zsuzsanna. A redistribution of authority between the UN and regional organizations in the field of the maintenance of peace and security? *Leiden journal of international law* 13(2) 2000: 297-331.
Includes bibliographical references.

Garcia, Thierry. La mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo. *Revue générale de droit international public* 104(1) 2000: 61-71.
Summaries in French, English and Spanish.

Khan, Rahmatullah. United Nations peace-keeping in internal conflicts. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 543-581.
Includes bibliographical references.

Lavalle, Roberto. Legal aspects of the Kosovo crisis and its outcome: an overview. *Revue hellénique de droit international*, 53e année, n° 2, 2000: 501-536.
Includes bibliographical references.

McCarthy, Patrick A. Building a reliable rapid-reaction capability for the United Nations. *International peacekeeping* 7 (2) summer 2000: 139-154.
Includes bibliographical references.

McCoubrey Morris, Hilaire. *Regional peacekeeping in the post–cold war era* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). ix, 252 p.
Bibliography: p. 247-248. Includes index.

Olonisakin, Funmi. *Reinventing peacekeeping in Africa: conceptual and legal issues in ECOMOG operations* (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). xxiii, 246 p.: ill., map.
Includes bibliographical references and index.

Onorato, William T., and Mark J. Valencia. The new Timor Gap Treaty: legal and political implications. *ICSID review: foreign investment law journal* 15(1) spring 2000: 59-85.
Includes bibliographical references.

Peacemaking and democratization in the western hemisphere. Edited by Tammie Sue Montgomery (Coral Gables, Fla.: North-South Center Press, University of Miami, 2000). iii, 334 p.: ill.
Includes bibliographical references and index.

Petit, Yves. *Droit international du maintien de la paix* (Paris: L.G.D.J., 2000). 216 p.
Includes bibliographical references (p. 211-213) and index.

Sorel, Jean-Marc. Timor Oriental : un résumé de l'histoire du droit international. *Revue générale de droit international public* 104(1) 2000: 37-60.
Summaries in French, English and Spanish. Includes bibliographical references.

Toole, Jennifer. A false sense of security: lessons learned from the United Nations Organization and Conduct Mission in East Timor. *American University international law review* 16(1): 199-267.
Includes bibliographical references.

Adhésion et représentation

Griffin, Matthew. Accrediting democracies: does the Credentials Committee of the United Nations promote democracy through its accreditation process, and should it? *New York University journal of international law and politics* 32(3) spring 2000: 725-785.

Kelly, Michael J. U.N. Security Council permanent membership: a new proposal for a twenty-first century council. *Seton Hall law review* 31(2) December 30, 2000: 319-399.
Includes bibliographical references.

Vitucci, M. C. La questione dell'appartenenza della Repubblica Federale Iugoslava alle Nazioni Unite. *Rivista di diritto internazionale* LXXXIII(4) 2000: 992-1026.
Includes bibliographical references.

Namibie

Hamman, Debbie B. The role of fisheries in a Namibian/South African narrative boundary delimitation. *African journal of international and comparative law* 12(4) December 2000: 659-669.
Includes bibliographical references.

Johnson, Constance. International Court of Justice—case concerning Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia). *International journal of marine and coastal law* 15(4) November 2000: 581-599.
Includes bibliographical references.

Ressources naturelles

Chalifour, Nathalie. Global trade rules and the world's forests: taking stock of the World Trade Organization's implications for forests. *Georgetown international environmental law review*, vol. XII(3) 2000: 575-616.
Includes bibliographical references.

Cowling, M. G., and M. A. Kidd. CITES and the conservation of the African elephant. *South African yearbook of international law*, vol. 25 (2000): 189-226.
Includes bibliographical references.

Edeson, William. Closing the gap: the role of "soft" international instruments to control fishing. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 83-104.
Includes bibliographical references.

McKain, Ryan K. A critical evaluation of the development and implementation of forest preservation strategies. *Connecticut journal of international law* 15(1-2) winter-spring 2000: 235-259.
Includes bibliographical references.

Rayfuse, Rosemary. The United Nations Agreement on Straddling and Highly Migratory Fish Stocks as an objective regime: a case of wishful thinking? *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 253-278.

Includes bibliographical references.

Wolfrum, Rüdiger, and Nele Matz. The interplay of the United Nations Convention on the Law of the Sea and the Convention on Biological Diversity. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 445-480.

Includes bibliographical references.

Organisations non gouvernementales

Gamble, John King, and Charlotte Ku. International law—new actors and new technologies: center stage for NGOs? *Law and policy in international business* 31(2) 2000: 221-262.

Includes bibliographical references.

Règlement pacifique des différends

Institutional and procedural aspects of mass claims settlement systems: papers emanating from the PCA International Law Seminar on December 9, 1999: the inaugural services. Edited by the International Bureau of the Permanent Court of Arbitration (The Hague; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). x, 192 p.

The Iran–United States Claims Tribunal and the process of international claims resolution: a study by the Panel on State Responsibility of the American Society of International Law. Edited by David Caron and John R. Cook (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, 2000). xviii, 509 p.

Bibliography: p. 477-499. Includes index.

Lowe, Vaughan. Overlapping jurisdiction in international tribunals. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 191-204.

Includes bibliographical references.

Malik, John. The Dayton Agreement and elections in Bosnia: entrenching ethnic cleansing through democracy. *Stanford journal of international law* 36(2) summer 2000: 303-355.

Includes bibliographical references.

McCall Smith, James. The politics of dispute settlement design: explaining legalism in regional trade pacts. *International organization* 54(1) winter 2000: 137-180.

Bibliography: p. 177-180. Includes bibliographical references.

Orrego Vicuña, Francisco. A new system of international dispute settlement for the twenty-first century. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 235-246.

Includes bibliographical references.

Words over war: mediation and arbitration to prevent deadly conflict. Edited by Melanie C. Greenberg, John H. Barton and Margaret E. McGuinness (Lanham, Md.: Rowman & Littlefield Publishers, 2000). xxxviii, 447 p.

Bibliography: p. 409-424. Includes index.

Questions politiques et de sécurité

Chrysostomides, Kypros. *The Republic of Cyprus: a study in international law* (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). xxii, 627 p.

Bibliography: p. 605-619. Includes bibliographical references and index.

Drezner, Daniel W. Bargaining, enforcement, and multilateral sanctions: when is cooperation counterproductive? *International organization* 54(1) winter 2000: 73-102.
Bibliography. Includes bibliographical references.

Stein, Torsten, and Thilo Marauhn. Völkerrechtliche Aspekte von Informationsoperationen. *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 60 (1) 2000: 1-40.
Summary in English. Includes bibliographical references.

Développement progressif et codification du droit international (en général)

Arangio-Ruiz, G. Article 39 of the ILC first-reading draft articles on state responsibility. *Rivista di diritto internazionale* LXXXIII(3) 2000: 747-769.
Includes bibliographical references.

Barboza, Julio. The customary rule: from chrysalis to butterfly. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 1-14.
Includes bibliographical references.

Crawford, James. Prospects for the codification and development of international law by the United Nations. *Finnish yearbook of international law*, vol. IX (1998): 9-15.
Includes bibliographical references.

Schwebel, Stephen M. The inter-active influence of the International Court of Justice and the International Law Commission. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 479-505.
Includes bibliographical references.

Reconnaissance des États

Grant, Thomas D. East Timor, the U.N. system, and enforcing non-recognition in international law. *Vanderbilt journal of transnational law* 33(2) March 2000: 273-310.
Includes bibliographical references.

_____. States newly admitted to the United Nations: some implications. *Columbia journal of transnational law* 39(1) 2000: 177-192.
Includes bibliographical references.

Wallace-Bruce, N. L. Of collapsed, dysfunctional and disoriented states: challenges to international law. *Netherlands international law review*, vol. XLVII(1) 2000: 53-73.
Includes bibliographical references.

Réfugiés

Donkoh, Bemma. A half-century of international refugee protection: who's responsible, what's ahead? *Berkeley journal of international law* 18(2) 2000: 260-267.

Exclusion from protection: article 1F of the 1951 United Nations Refugee Convention and article 1(5) of the 1969 OAU Convention in the context of armed conflict, genocide and restrictionism. *International journal of refugee law*, No. 12, winter 2000: 1-345.
Special issue. Includes bibliographical references.

Fitzpatrick, Joan. Temporary protection of refugees: elements of a formalized regime. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 279-306.
Includes bibliographical references.

Fortin, Antonio. The meaning of "protection" in the refugee definition. *International journal of refugee law* 12(4) 2000: 548-576.
Includes bibliographical references.

International refugee law: a reader. Edited by B. S. Chimni (New Delhi; Thousand Oaks, Calif.: Sage Publications, 2000). xxix, 613 p.
Includes bibliographical references (p. 586-597) and index.

Jackson, Ivor C. Ensuring that the exercise of UNHCR's traditional functions is maintained and reinforced in the 21st century. *International journal of refugee law* 12(4) 2000: 589-596.
Includes bibliographical references.

Lomo, Zachary A. The struggle for protection of the rights of refugees and IDPs in Africa: making the existing international legal regime work. *Berkeley journal of international law* 18(2) 2000: 268-284.
Includes bibliographical references.

Mangala, Mununa. Les enjeux normatifs et institutionnels de la protection des personnes déplacées. *Revue belge de droit international* XXXIII(2) 2000: 532-550.
Includes bibliographical references.

Phuong, Catherine. Internally displaced persons and refugees: conceptual differences and similarities. *Netherlands quarterly of human rights* 18(2) June 2000: 215-229.
Includes bibliographical references.

Rosand, Eric. The Kosovo crisis: implications of the right to return. *Berkeley journal of international law* 18(2) 2000: 229-240.
Includes bibliographical references.

Primauté du droit

Allain, Jean. *A century of international adjudication: the rule of law and its limits* (The Hague: T. M. C. Asser Press, 2000). xvii, 264 p.
Bibliography: p. 259-264. Includes bibliographical references.

Green, L. C. The rule of law and human rights in the Balkans. *Canadian yearbook of international law*, vol. XXXVII (1999): 223-256.
Includes bibliographical references.

Sicilianos, Linos-Alexandre. *L'ONU et la démocratisation de l'État : systèmes régionaux et ordre juridique universel* (Paris: A. Pedone, 2000). 321 p.
Bibliography: 293-316.

Légitime défense

Constantinou, Avra. *The right of self-defence under customary international law and Article 51 of the United Nations Charter* (Athens: Ant. N. Sakkoulas; Brussels: Bruylant, 2000). 225 p.
Includes bibliographical references (p. 213-225).

Libre détermination

Chinkin, Christine. East Timor: a failure of decolonisation. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 35-54.
Includes bibliographical references.

Christakis, Théodore. *Le droit à l'autodétermination en dehors des situations de décolonisation* (Marseille: Centre d'études et de recherches internationales et communautaires, Université d'Aix-Marseille III; Paris: Documentation française, 1999). 676 p.

Thesis (doctoral), Université d'Aix-Marseille III, 1999. Includes bibliographical references (p. 623-650).

Corten, Olivier. A propos d'un désormais "classique" : *Le droit à l'autodétermination en dehors des situations de décolonisation*, de Théodore Christakis. *Revue belge de droit international* XXXII(1) 1999: 329-349.

Includes bibliographical references.

Elsner, Bernd Roland. *Die Bedeutung des Volkes im Völkerrecht. Unter besonderer Berücksichtigung der historischen Entwicklung und der Praxis des Selbstbestimmungsrechts der Völker* (Berlin: Duncker und Humblot, 2000). 375 p.

Includes bibliographical references (p. 331-356) and index.

Gardner, Anne-Marie. Self-determination in the Western Sahara: legal opportunities and political roadblocks. *International peacekeeping* 7(2) summer 2000: 115-138.

Includes bibliographical references.

Lam, Maivan Clech. *At the edge of the state: indigenous peoples and self-determination* (Ardsley, N.Y.: Transnational Publishers, Inc., 2000). xxvi, 232 p.

Includes bibliographical references and index.

Operationalizing the right of indigenous peoples to self-determination. Edited by Pekka Aikio and Martin Scheinin (Turku, Finland: Institute for Human Rights, Abo Akademi University, 2000). xi, 251 p.

Bibliography: p. 233-251. Includes index.

Quane, Helen. A right to self-determination for the Kosovo Albanians? *Leiden journal of international law* 13(1) 2000: 219-227.

Includes bibliographical references.

Rubin, Alfred P. Secession and self-determination: a legal, moral, and political analysis. *Stanford journal of international law* 36(2) summer 2000: 253-270.

Includes bibliographical references.

Van Walt van Praag, Michael C. Self-determination in a world of conflict—a source of instability or instrument of peace? In: *Reflections on principles and practice of international law: essays in honour of Leo J. Bouchez.* Edited by Terry D. Gill and Wybo P. Heere (The Hague; Boston, Mass.: Martinus Nijhoff Publishers, 2000). p. 265-285.

Includes bibliographical references.

Responsabilité des États

Crawford, James, Pierre Bodeau and Jacqueline Peel. The ILC's draft articles on state responsibility: toward completion of a second reading. *American journal of international law* 94(4) October 2000: 660-674.

Includes bibliographical references.

Jørgensen, Nina H. B. *The responsibility of States for international crimes* (New York: Oxford University Press, 2000). xxxiv, 325 p.

Bibliography: p. 299-314. Includes bibliographical references and index.

Zemanek, Karl. New trends in the enforcement of erga omnes obligations. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 1-52.

Includes bibliographical references.

Organisation de l'aviation civile internationale

Weber, Ludwig, and Arie Jacob. Activities of the International Civil Aviation Organization (ICAO). *Annals of air and space law*, vol. XXV 2000: 291-299.
Includes bibliographical references.

Organisation internationale du Travail

Charnovitz, Steve. The International Labour Organization in its second century. *Max Planck yearbook of United Nations law*, vol. 4 (2000): 147-184.
Includes bibliographical references.

Hansenne, Michel. Mondialisation et justice sociale : le rôle de l'OIT. *Studia Diplomatica*, vol. LIII (6)2000: 121-131.

O.I.T. Cinquantième anniversaire des conventions sur la liberté syndicale (1949-1999). *Revue belge de droit international* XXXIII(1) 2000: 7-83.
Series of articles. Bibliography: p. 81-83.
Includes bibliographical references.

Fonds monétaire international

Bradlow, Daniel D. Rapidly changing functions and slowly evolving structures: the troubling case of the IMF. *Proceedings (American Society of International Law, Meeting)*. 94th (2000): 152-159.
Includes bibliographical references.

Felgenhauer, Grant. IMF off-market gold sales: questions of law and moral hazard. *Columbia journal of transnational law* 39(1) 2000: 221-255.
Includes bibliographical references.

Lastra, R. M. The International Monetary Fund in historical perspective. *Journal of international economic law*, No. 3, September 2000: 507-523.
Includes bibliographical references.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Blatt, Lauren W. SOS (save our ship)! Can the UNESCO 1999 draft convention on the treatment of underwater cultural heritage do any better? *Emory international law review* 14(3) fall 2000: 1581-1639.
Includes bibliographical references.

Banque mondiale

Ciociari, John D. The lawful scope of human rights criteria in World Bank credit decisions: an interpretive analysis of the IBRD and IDA Articles of Agreement. *Cornell international law journal* 33(2) 2000: 331-371.
Includes bibliographical references.

Rigo Sureda, Andrés. Instituciones internacionales y el derecho internacional del medio ambiente: la contribución del Banco Mundial. *Anuario de derecho internacional*, vol. XVI (2000): 407-419.
Includes bibliographical references.

Roessler, Todd. The World Bank's lending policy and environmental standards. *North Carolina journal of international law and commercial regulation* 26(1) fall 2000: 105-141.
Includes bibliographical references.

Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements

Brower, Charles N. Ibrahim Shihata and the resolution of international investment disputes: the masterful missionary. *ICSID review: foreign investment law journal* 15(2) fall 2000: 288-300.

Includes bibliographical references.

Reisman, W. Michael. The regime for lacunae in the ICSID choice of law provision and the question of its threshold. *ICSID review: foreign investment law journal* 15(2) fall 2000: 362-381.

Includes bibliographical references.

Vinuesa, Raúl Emilio. Las medidas provisionales en la solución de controversias entre estados e inversores extranjeros en el sistema del CIADI. In: *Liber amicorum "in memoriam" of Judge José María Ruda* (The Hague; London; Boston, Mass.: Kluwer Law International, 2000). p. 331-351.

Includes bibliographical references.

Organisation mondiale de la santé

Forrest, Michelle. Using the power of the World Health Organization: the international health regulations and the future of international health law. *Columbia journal of law and social problems* 33(2) winter 2000: 153-179.

Includes bibliographical references.

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Soma, John T., and Natalie A. Norman. International take-down policy: a proposal for the WTO and WIPO to establish international copyright procedural guidelines for Internet service providers. *Hastings communications and entertainment law journal* 22(3-4) summer 2000: 391-440.

Includes bibliographical references.

Organisation mondiale du commerce

Adamantopoulos, Konstantinos, and Diego De Notaris. The future of the WTO and the reform of the Anti-dumping Agreement: a legal perspective. *Fordham international law journal* 24(1&2) November-December 2000: 30-61.

Includes bibliographical references.

Andrianarivony, M. J. L'organe d'appel de l'O.M.C. *Revue belge de droit international* XXXIII(1) 2000: 276-340.

Includes bibliographical references.

Arup, Christopher. *The new World Trade Organization agreements: globalizing law through services and intellectual property* (Cambridge, England; New York: Cambridge University Press, 2000). xiii, 340 p.

Includes bibliographical references (p. 312-336) and index.

Bowen, Brandon L. The World Trade Organization and its interpretation of the article XX exceptions to the General Agreement on Tariffs and Trade, in light of recent developments. *Georgia journal of international and comparative law* 29(1) 2000: 181-202.

Includes bibliographical references.

Busch, Marc L., and Eric Reinhardt. Bargaining in the shadow of the law: early settlement in GATT/WTO disputes. *Fordham international law journal* 24(1&2) November-December 2000: 158-172.

Includes bibliographical references.

Clough, Mark. The WTO dispute settlement system—a practitioner perspective. *Fordham international law journal* 24(1&2) November-December 2000: 252-274.
Includes bibliographical references.

Dendauw, Isabel. New WTO agreement on government procurement: an analysis of the framework for bid challenge procedures and the question of direct effect. *Journal of energy & natural resources law* 18(3) August 2000: 254-266.
Includes bibliographical references.

Gallagher, Peter. *Guide to the WTO and developing countries* (London; Boston, Mass.: Kluwer Law International; Geneva: World Trade Organization, 2000). xxii, 343 p.
Includes bibliographical references and index.

Gaston, Gretchen L., and Randall S. Abate. The Biosafety Protocol and the World Trade Organization: can the two coexist? *Pace international law review*, vol. XII(1) spring 2000: 107-151.
Includes bibliographical references.

Gleason, Carolyn B., and Pamela D. Walther. The WTO dispute settlement implementation procedures: a system in need of reform. *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 709-736.
Includes bibliographical references.

Gramlich, Ludwig. Seattle – oder: die Welthandelsorganisation in der Krise? *Verfassung und Recht in Übersee. Law and politics in Africa, Asia and Latin America* 33 1. Quartal 2000: 60-71.
Includes bibliographical references.

Grigorian, S. A. Soglashenie o primenenii stat'i VI GATT (problema dempinga i primeneniya antidempingovykh mer). *Gosudarstvo i pravo*, No. 3, mart 2000: 104-115.

Horlick, Gary N., and Glenn R. Butterton. A problem of process in WTO jurisprudence: identifying disputed issues in panels and consultations. *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 573-582.
Includes bibliographical references.

Jackson, John H. *The jurisprudence of GATT and the WTO: insights on treaty law and relations* (London; New York: Cambridge University Press, 2000). xiii, 497 p.
Bibliography: p. 462-470. Includes index.

Lang, Jeffrey M. The first five years of the WTO General Agreement on Trade in Services. *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 801-809.
Includes bibliographical references.

Marrella, Fabrizio. L'Organisation mondiale du commerce et les textiles. *Revue générale de droit international public* 104(3) 2000: 659-693.
Summaries in English and Spanish. Includes bibliographical references.

Mavroidis, Petros C. Remedies in the WTO legal system: between a rock and a hard place. *European journal of international law* 11(4) December 2000: 763-813.
Includes bibliographical references.

Pace, Virgile. Cinq ans après sa mise en place : la nécessaire réforme du mécanisme de règlement de l'OMC. *Revue générale de droit international public* 104(3) 2000: 615-658.
Summaries in French, English and Spanish. Includes bibliographical references.

Palmeter, David. The WTO as a legal system. *Fordham international law journal* 24(1&2) November-December 2000: 444-480.
Includes bibliographical references.

Pauwelyn, Joost. Enforcement and countermeasures in the WTO: rules are rules—toward a more collective approach. *American journal of international law* 94(2) April 2000: 335-347.

Ragosta, John A. Unmasking the WTO—access to the DSB system: can the WTO DSB live up to the moniker "World Trade Court"? *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 739-768.

Includes bibliographical references.

Ruiz Fabri, H. Le contentieux de l'exécution dans le règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce. *Journal du droit international*, 127e année, n° 3, juillet-août-septembre 2000: 605-645.

Includes bibliographical references.

Shoyer, Andrew W., and Eric M. Solovy. The process and procedure of litigating at the World Trade Organization: a review of the work of the appellate body. *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 677-695.

Includes bibliographical references.

Soma, John T., and Natalie A. Norman. International take-down policy: a proposal for the WTO and WIPO to establish international copyright procedural guidelines for Internet service providers. *Hastings communications and entertainment law journal* 22(3-4) summer 2000: 391-440.

Includes bibliographical references.

Stewart, Terence P., and Amy Ann Karpel. Review of the dispute settlement understanding: operation of panels. *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 593-655.

Includes bibliographical references.

"Symposium: the first five years of the WTO". *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 549-1092.

Special issue. Includes bibliographical references.

Wethington, Olin L. Commentary on the consultation mechanism under the WTO dispute settlement understanding during its first five years. *Law and policy in international business* 31(3) 2000: 583-590.

Includes bibliographical references.

White, Gillian. Treaty interpretation: the Vienna Convention "code" as applied by the World Trade Organization judiciary. *Australian year book of international law*, vol. 20 (1999): 319-339.

Includes bibliographical references.

The WTO after Seattle. Edited by Jeffrey J. Schott (Washington, D.C.: Institute for International Economics, 2000). xix, 292 p.

Includes bibliographies.

The World Trade Organization, globalization, and the future of international trade. *Fordham international law journal* 24(1&2) November-December 2000: 1-799.

Special issue. Includes bibliographical references.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

Publié aux Nations Unies
ISBN : 978-92-1-233396-0
Numéro de vente : F.04.V.1

03-67834—October 2007—415